

ANNEX I

ANEXO I

ANNEXE I

RÉGLEMENTATION UNIFORME CONCERNANT SUR L'INTERPRÉTATION, L'APPLICATION ET L'ADMINISTRATION DU CHAPITRE 4 (RÈGLES D'ORIGINE) ET DES DISPOSITIONS CONNEXES DU CHAPITRE 6 (PRODUITS TEXTILES ET VÊTEMENTS) DE L'ACCORD ENTRE LE CANADA, LES ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE ET LES ÉTATS-UNIS MEXICAINS

PARTIE I.

ARTICLE 1. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

(1) *Définitions.* Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

accessoires, pièces de rechange, outils, modes d'emploi ou autres documents d'information désigne les produits qui sont livrés avec un produit, qu'ils y soient attachés ou non, et qui sont utilisés pour le transport, la protection, l'entretien ou le nettoyage de ce produit, pour en illustrer le mode de montage, de réparation ou d'utilisation, ou comme pièces de rechange de ses parties consommables ou interchangeable;

Accord désigne l'Accord Canada-États-Unis-Mexique;

Accord sur l'évaluation en douane désigne l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, figurant à l'Annexe 1A de l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce;

ajustée pour exclure tous autres frais engagés pour l'expédition internationale désigne, en ce qui concerne la valeur transactionnelle d'un produit, ajustée par :

- a) déduction des coûts ci-après s'ils sont inclus dans la valeur transactionnelle du produit :
 - (i) les coûts de transport du produit après expédition du point d'expédition directe,
 - (ii) les coûts de déchargement, de chargement, de manutention et d'assurance liés à ce transport,
 - (iii) le coût des matières d'emballage et contenants; et
- b) adjonction de ces coûts s'ils ne sont pas inclus dans la valeur transactionnelle du produit :
 - (i) les coûts de transport du produit du lieu de production jusqu'au point d'expédition directe,
 - (ii) les coûts de chargement, de déchargement, de manutention et d'assurance liés à ce transport,
 - (iii) les coûts de chargement du produit pour expédition à partir du point d'expédition directe;

aquaculture désigne la culture d'organismes aquatiques, notamment les poissons, les mollusques, les crustacés, les autres invertébrés aquatiques et les plantes aquatiques, à partir de stocks de départ comme les œufs, les alevins, les alevins d'un an ou les larves, supposant une intervention dans les processus d'élevage ou de croissance, telle que l'ensemencement ou l'alimentation réguliers ou la protection contre les prédateurs, en vue d'augmenter la production;

assujetti à une prescription de teneur en valeur régionale désigne, en ce qui concerne un produit, que les dispositions du présent règlement qui s'appliquent pour déterminer si le produit est un produit originaire comportent une prescription de teneur en valeur régionale;

attribuer de façon raisonnable désigne la répartition d'une manière appropriée selon les circonstances;

changement de classification tarifaire applicable désigne, à l'égard de toute matière non originaire utilisée dans la production d'un produit, un changement de classification tarifaire prévu dans une règle établie à l'annexe I (Annexe ROSP) à l'égard du poste tarifaire dans lequel le produit est classé;

coût net désigne le coût total moins les frais de promotion des ventes, de commercialisation et de service après-vente, les redevances, les frais d'expédition et d'emballage et les frais d'intérêt non admissibles qui sont compris dans le coût total;

coût net d'un produit désigne le coût net pouvant être attribué de façon raisonnable à un produit à l'aide de la méthode indiquée au paragraphe 7(3) (Teneur en valeur régionale);

coûts de la main-d'œuvre directe désigne les coûts, y compris les avantages sociaux, se rapportant aux employés qui participent directement à la production d'un produit;

coûts des matières directes désigne la valeur des matières, autres que les matières indirectes et les matières d'emballage et contenants, qui sont utilisées dans la production d'un produit;

coûts exclus désigne, à l'égard du coût net et du coût total, les frais de promotion des ventes, de commercialisation et de service après-vente, les redevances, les frais d'expédition et d'emballage et les frais d'intérêt non admissibles;

coût total désigne l'ensemble des coûts incorporables, des coûts non incorporables et des autres coûts pour un produit engagés sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM, selon les définitions suivantes :

- a) les coûts incorporables sont les coûts liés à la production du produit, notamment la valeur des matières, les coûts de main-d'œuvre directe et les frais généraux directs;
- b) les coûts non incorporables sont les coûts, autres que les coûts incorporables, portés comme des dépenses au cours de la période où ils sont engagés, notamment les frais de vente, les frais généraux et les frais administratifs;
- c) les autres coûts sont tous les coûts inscrits aux livres comptables du producteur qui ne sont ni des coûts incorporables ni des coûts non incorporables, comme les intérêts.

La présente définition n'inclut pas les bénéfices réalisés par le producteur, qu'ils soient conservés par celui-ci ou distribués à d'autres personnes sous forme de dividendes, ou les impôts payés sur ces bénéfices, notamment l'impôt sur les gains en capital;

déchets récupérables ou sous-produits désigne les déchets et rebuts générés par le producteur d'un produit, que celui-ci utilise dans la production du produit ou qu'il revend;

droit d'utiliser désigne, pour l'application de la définition de redevances, notamment le droit de vendre ou de distribuer un produit;

emplacement du producteur désigne l'un des lieux suivants :

- a) le lieu où le producteur utilise une matière dans la production du produit;
- b) l'entrepôt ou tout autre poste de réception où le producteur reçoit les matières qu'il utilise dans la production du produit, à la condition que ce lieu se trouve dans un rayon de 75 km (46,60 milles) du lieu de production du produit;

entreprise désigne l'entité constituée ou organisée conformément au droit applicable, dans un but lucratif ou non, qu'elle soit détenue par des intérêts privés ou détenue ou contrôlée par l'État, y compris une société, une fiducie, une société de personnes, une entreprise individuelle, une coentreprise, une association ou une organisation similaire;

frais de promotion des ventes, de commercialisation et de service après-vente désigne les frais associés à la promotion des ventes, à la commercialisation et au service après-vente dans les domaines suivants :

- a) la promotion des ventes et de la commercialisation, la publicité dans les médias, la recherche publicitaire et les études de marché, les instruments promotionnels et de démonstration, les expositions, les conférences de nature commerciale, les foires commerciales et les congrès, les bannières, les étalages, les échantillons gratuits, les documents relatifs aux ventes, à la commercialisation et au service après-vente (brochures concernant un produit, catalogues, notices techniques, tarifs, guides d'entretien ou information sur la vente), l'établissement et la protection de logos et de marques de commerce, les commandites, les frais de reconstitution de gros et de détail ou les frais de divertissement;
- b) les stimulants à la vente et à la commercialisation, les remises aux consommateurs, aux détaillants ou aux grossistes ou les stimulants afférents aux marchandises;
- c) les salaires et les traitements, les commissions de vente, les primes, les avantages sociaux (par exemple, frais médicaux, d'assurance ou prestations de retraite), les frais de déplacement et de subsistance ou les droits d'adhésion et honoraires professionnels pour le personnel de la promotion des ventes, de la commercialisation et du service après-vente;
- d) le recrutement et la formation du personnel de la promotion des ventes, de la commercialisation et du service après-vente et la formation au service après-vente des employés des clients, si ces coûts sont indiqués séparément pour la promotion des ventes, la commercialisation et le service

après-vente des produits dans les états financiers ou les comptes de coûts de revient du producteur;

- e) l'assurance responsabilité en matière de produits;
- f) les fournitures de bureau pour la promotion des ventes, la commercialisation et le service après-vente des produits, si ces coûts sont indiqués séparément pour la promotion des ventes, la commercialisation et le service après-vente des produits dans les états financiers ou les comptes de coûts de revient du producteur;
- g) les coûts du téléphone, de la poste et d'autres moyens de communication, si ces coûts sont indiqués séparément pour la promotion des ventes, la commercialisation et le service après-vente des produits dans les états financiers ou les comptes de coûts de revient du producteur;
- h) les loyers et l'amortissement des bureaux et des centres de distribution servant à la promotion des ventes, à la commercialisation et au service après-vente;
- i) les primes d'assurance de biens immobiliers, les taxes, le coût des services publics et les frais de réparation et d'entretien des bureaux et des centres de distribution servant à la promotion des ventes, à la commercialisation et au service après-vente, si ces coûts sont indiqués séparément pour la promotion des ventes, la commercialisation et le service après-vente des produits dans les états financiers ou les comptes de coûts de revient du producteur;
- j) les paiements effectués par le producteur à d'autres personnes relativement à des réparations sous garantie;

frais d'expédition et d'emballage désigne les frais engagés pour emballer un produit en vue de son expédition et pour l'expédier du point d'expédition directe jusqu'à l'acheteur, à l'exclusion des frais de préparation et de conditionnement du produit pour la vente au détail;

frais d'intérêt désigne tous les frais payés ou à payer par la personne à qui une avance de fonds ou une ouverture de crédit a été accordée ou doit l'être;

frais d'intérêt non admissibles désigne les frais d'intérêt, engagés par un producteur à l'égard de ses titres d'emprunt, qui dépassent de plus de 700 points de base le taux d'intérêt fixé par le gouvernement fédéral pour des échéances comparables du pays dans lequel le producteur est situé;

frais engagés pour emballer désigne, à l'égard d'un produit ou d'une matière, la valeur des matières d'emballage et contenants utilisés pour l'expédition du produit ou de la matière, ainsi que les coûts de main-d'œuvre afférents. La présente définition exclut les coûts de préparation et de conditionnement pour la vente au détail;

frais généraux directs désigne les frais, autres que les coûts des matières directes et les coûts de la main-d'œuvre directe, directement liés à la production d'un produit;

incorporée désigne, en ce qui a trait à la production d'un produit, une matière qui est incorporée dans ce produit, ainsi qu'une matière qui est physiquement incorporée dans une autre matière avant que celle-ci ou toute autre matière produite subséquentement soit utilisée dans la production du produit;

jours désigne les jours civils, y compris les samedis, dimanches et jours fériés;

matière désigne un produit utilisé dans la production d'un autre produit. La présente définition vise notamment une pièce ou partie ou un ingrédient;

matière autoproduite désigne une matière produite par le producteur d'un produit et utilisée dans la production de celui-ci;

matière indirecte désigne une matière qui est utilisée ou consommée dans la production, l'essai ou l'inspection d'un produit, mais qui n'est pas physiquement incorporée dans celui-ci, ou matière qui est utilisée ou consommée dans l'entretien d'édifices ou le fonctionnement d'équipements afférents à la production d'un produit, notamment :

- a) le combustible et l'énergie,
- b) les outils, les matrices et les moules,
- c) les pièces de rechange et les matières utilisées ou consommées dans l'entretien des équipements et des édifices,
- d) les lubrifiants, les graisses, les matières de composition et les autres matières utilisées ou consommées dans la production ou pour faire fonctionner les équipements et les édifices,
- e) les gants, les lunettes, les chaussures, les vêtements, l'équipement de sécurité et les fournitures,
- f) les équipements, les appareils et les fournitures utilisés ou consommés pour l'essai ou l'inspection du produit,
- g) les catalyseurs et les solvants,
- h) toute autre matière qui n'est pas incorporée dans le produit, mais dont il peut être raisonnablement démontré que son utilisation dans la production du produit fait partie de cette production;

matière intermédiaire désigne une matière autoproduite qui est utilisée dans la production d'un produit et qui est désignée comme matière intermédiaire conformément au paragraphe 8(6);

matière non originaire désigne une matière qui n'est pas admissible à titre de matière originaire aux termes du présent règlement;

matière originaire désigne une matière qui est admissible à titre de matière originaire aux termes du présent règlement;

matière récupérée désigne une matière sous forme d'une ou de plusieurs parties individuelles provenant à la fois :

- a) du démontage d'un produit usagé en parties individuelles;
- b) du nettoyage, de l'inspection, de l'essai ou d'un autre traitement de ces parties requis pour en assurer le bon état de fonctionnement;

matières de conditionnement et contenants désigne des matières et contenants dans lesquels un produit est conditionné pour la vente au détail;

matières d'emballage et contenants désigne des matières et contenants servant à protéger un produit pendant son transport, à l'exclusion des matières de conditionnement et contenants;

matières fongibles désigne des matières qui sont interchangeableables avec d'autres à des fins commerciales et dont les propriétés sont essentiellement les mêmes;

matières identiques désigne, à l'égard d'une matière, y compris l'établissement de la valeur de celle-ci, les matières qui, à la fois :

- a) sont les mêmes que cette matière à tous égards, notamment quant aux caractéristiques physiques, à la qualité et à la réputation, abstraction faite des différences d'aspect mineures,
- b) ont été produites dans le même pays que cette matière, et
- c) ont été produites :
 - (i) soit par le producteur de cette matière,
 - (ii) soit, lorsque celui-ci n'a pas produit de matières satisfaisant aux critères énoncés aux alinéas a) et b), par un autre producteur;

matières similaires désigne, à l'égard d'une matière, les matières qui, à la fois :

- a) bien qu'elles ne soient pas semblables à cette matière à tous égards, possèdent des éléments constitutifs et des caractéristiques semblables qui font en sorte qu'elles sont propres aux mêmes fonctions que la matière et sont interchangeableables avec celle-ci dans le commerce;
- b) ont été produites dans le même pays que cette matière;
- c) ont été produites :
 - (i) soit par le producteur de cette matière,
 - (ii) soit, lorsque celui-ci n'a pas produit de matières satisfaisant aux critères énoncés aux alinéas a) et b), par un autre producteur;

méthode de la valeur transactionnelle désigne la méthode de calcul de la teneur en valeur régionale d'un produit qui est énoncée au paragraphe 7(2) (Teneur en valeur régionale);

méthode du coût net désigne la méthode de calcul de la teneur en valeur régionale d'un produit qui est énoncée au paragraphe 7(3) (Teneur en valeur régionale);

mois désigne le mois de l'année civile;

paiements désigne, à l'égard des redevances et des frais de promotion des ventes, de commercialisation et de service après-vente, les coûts passés en charges dans les livres comptables du producteur, qu'un paiement ait été effectué ou non à ce titre;

pays ACEUM désigne un pays partie à l'Accord;

personne désigne une personne physique ou entreprise;

personne d'un pays ACEUM désigne un ressortissant ou entreprise constituée ou organisée sous le régime des lois d'un pays ACEUM;

personne liée désigne une personne liée à une autre dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

- a) l'une fait partie de la direction ou du conseil d'administration de l'entreprise de l'autre, et réciproquement;
- b) elles ont juridiquement la qualité d'associés;
- c) l'une est l'employeur de l'autre;
- d) une personne quelconque possède, contrôle ou détient, directement ou indirectement, 25 p. 100 ou plus des actions ou parts émises avec droit de vote de chacune d'elles;
- e) l'une d'elles contrôle l'autre directement ou indirectement;
- f) toutes deux sont directement ou indirectement contrôlées par une tierce personne;
- g) elles sont membres de la même famille;

point d'expédition directe désigne le lieu à partir duquel le producteur d'un produit expédie normalement celui-ci à l'acheteur de ce produit;

poste tarifaire désigne une position, une sous-position ou un numéro tarifaire;

producteur désigne une personne qui se livre à la production d'un produit;

production désigne le fait d'élever, de cultiver, d'extraire, de récolter, de pêcher, de piéger, de chasser, de capturer, de reproduire, de fabriquer, de transformer ou de monter un produit ou d'élever en aquaculture;

produit non originaire désigne un produit qui n'est pas admissible à titre de produit originaire aux termes du présent règlement;

produit originaire désigne un produit qui est admissible à titre de produit originaire aux termes du présent règlement;

produit remanufacturé désigne un produit classé dans l'un des chapitres 84 à 90 ou à la position 94.02 du Système harmonisé (SH), à l'exception de tout produit classé dans l'une des positions 84.18, 85.09, 85.10, 85.16 et 87.03 ou sous-positions 8414.51, 8450.11, 8450.12, 8508.11 et 8517.11 du SH, qui est entièrement ou partiellement composé de matières récupérées, et qui :

- a) d'une part, a une durée de vie similaire à celle d'un tel produit à l'état neuf et fonctionne d'une manière identique ou similaire à celle d'un tel produit à l'état neuf;
- b) d'autre part, est assorti d'une garantie du fabricant similaire à la garantie applicable à un tel produit à l'état neuf;

produits fongibles désigne les produits qui sont interchangeables avec d'autres à des fins commerciales et dont les propriétés sont essentiellement les mêmes;

produits identiques désigne, à l'égard d'un produit, y compris l'établissement de la valeur de celui-ci, les produits qui, à la fois :

- a) sont les mêmes que ce produit à tous égards, notamment quant aux caractéristiques physiques, à la qualité et à la réputation, abstraction faite des différences d'aspect mineures;
- b) ont été produits dans le même pays que ce produit;
- c) ont été produits :
 - (i) soit par le producteur de ce produit,
 - (ii) soit, lorsque celui-ci n'a pas produit de produits satisfaisant aux critères énoncés aux alinéas a) et b), par un autre producteur;

produits similaires désigne, à l'égard d'un produit, les produits qui, à la fois :

- a) bien qu'ils ne soient pas identiques à ce produit à tous égards, possèdent des éléments constitutifs et des caractéristiques semblables qui font en sorte qu'ils sont propres aux mêmes fonctions que le produit et sont interchangeables avec celui-ci dans le commerce;
- b) ont été produits dans le même pays que ce produit;
- c) ont été produits :
 - (i) soit par le producteur de ce produit,
 - (ii) soit, lorsque celui-ci n'a pas produit de produits satisfaisant aux critères énoncés aux alinéas a) et b), par un autre producteur;

redevances désigne les paiements de toute nature, y compris les paiements effectués au titre d'accords d'assistance technique ou d'accords semblables, qui permettent d'utiliser ou donnent le droit d'utiliser un droit d'auteur, une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, un brevet, une marque de fabrique ou de commerce, un dessin, un modèle ou un plan, une formule ou un procédé secrets, à l'exclusion des paiements effectués au titre d'accords d'assistance technique et d'accords semblables qui peuvent être rattachés à des services tels que :

- a) la formation du personnel, quel que soit l'endroit où elle a lieu;
- b) les services d'ingénierie, d'outillage, de réglage des matrices, de conception de logiciels et les services informatiques analogues, ou d'autres services, si ceux-ci sont exécutés sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM;

ressortissant désigne une personne physique qui est un citoyen ou un résident permanent d'un pays ACEUM; sont assimilés au ressortissant :

- a) dans le cas du Mexique, le ressortissant ou le citoyen au sens des articles 30 et 34, respectivement, de la Constitution du Mexique;
- b) dans le cas des États-Unis, le « national of the United States » au sens de la loi intitulée *Immigration and Nationality Act*, dans sa version à la date d'entrée en vigueur de l'Accord;

Système harmonisé désigne le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, y compris ses règles générales d'interprétation et ses notes relatives aux sections, aux chapitres et aux sous-positions, tel qu'il figure :

- a) pour le Canada, dans le Tarif des douanes;
- b) pour le Mexique, dans le *Tarifa de la Ley de los Impuestos Generales de Importacion y de Exportacion*;
- c) pour les États-Unis, dans le *Harmonized Tariff Schedule of the United States*;

territoire désigne :

- a) dans le cas du Canada, les zones et eaux ci-après telles qu'elles sont définies dans le droit interne du Canada et en conformité avec le droit international :
 - (i) le territoire terrestre, l'espace aérien, les eaux intérieures et la mer territoriale du Canada,
 - (ii) la zone économique exclusive du Canada,
 - (iii) le plateau continental du Canada;
- b) dans le cas du Mexique :
 - (i) le territoire terrestre, y compris les États de la Fédération et la ville de Mexico,
 - (ii) l'espace aérien,

- (iii) les eaux intérieures, la mer territoriale et toute zone située au-delà des mers territoriales du Mexique dans les limites desquelles le Mexique peut exercer ses droits souverains et sa juridiction, telles qu'elles sont définies dans le droit interne du Mexique, conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, conclue à Montego Bay le 10 décembre 1982;
- c) dans le cas des États-Unis :
 - (i) le territoire douanier des États-Unis, lequel comprend les cinquante États, le District de Columbia et Porto Rico,
 - (ii) les zones franches situées aux États-Unis et à Porto Rico,
 - (iii) la mer territoriale et l'espace aérien des États-Unis ainsi que toute zone située au-delà de la mer territoriale dans les limites desquels les États-Unis peuvent exercer, conformément au droit international coutumier tel qu'il est reflété dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, leurs droits souverains ou leur juridiction;

utilisé désigne utilisé ou consommé dans la production d'un produit;

valeur désigne la valeur d'un produit ou d'une matière aux fins du calcul des droits de douane ou pour l'application du présent règlement;

valeur en douane désigne :

- a) pour le Canada, s'entend au sens de la Loi sur les douanes, sauf que, pour la détermination de cette valeur, la mention, à l'article 55 de cette loi, de « conformément aux règlements pris en application de la Loi sur la monnaie » vaut mention de « conformément au paragraphe 2(1) du *Règlement sur les règles d'origine (ACEUM)* »;
- b) pour le Mexique, s'entend de la *valor en aduana* déterminée conformément à la loi intitulée *Ley Aduanera* et convertie, si elle n'est pas exprimée en devise du Mexique, en une telle devise selon le taux de change déterminé conformément au paragraphe 2(1);
- c) pour les États-Unis, s'entend de la valeur des marchandises importées, déterminée par la U.S. Customs and Border Protection conformément à l'article 402 de la loi des États-Unis intitulée *Tariff Act of 1930*, avec ses modifications successives, et convertie, si elle n'est pas exprimée en devise des États-Unis, en une telle devise selon le taux de change déterminé conformément au paragraphe 2(1);

valeur transactionnelle désigne la valeur douanière, déterminée en conformité avec l'Accord sur l'évaluation en douane, c'est-à-dire le prix effectivement payé ou à payer pour un produit ou une matière à l'égard d'une opération du producteur du produit, rajusté selon les principes des paragraphes 1, 3 et 4 de l'article 8 de l'Accord sur l'évaluation en douane, que le produit ou la matière soit ou non vendu pour l'exportation;

vérification de l'origine désigne la vérification de l'origine des produits effectuée :

- a) dans le cas du Canada, aux termes de l'alinéa 42.1(1)a) de la Loi sur les douanes;
- b) dans le cas du Mexique, aux termes de l'article 5.9 de l'Accord;
- c) dans le cas des États-Unis, aux termes de l'article 509 de la loi des États-Unis intitulée *Tariff Act of 1930*, avec ses modifications successives;

(2) *Facteurs : matières similaires et produits similaires.* Pour l'application des définitions de « **matières similaires** » et « **produits similaires** », la qualité des matières ou des produits, leur réputation et l'existence d'une marque de commerce constituent des facteurs à prendre en compte dans la détermination du caractère similaire des matières ou des produits.

(3) *Autres définitions.* Pour l'application du présent règlement :

- a) **chapitre**, sauf indication contraire, s'entend d'un chapitre du Système harmonisé;
- b) **position** s'entend de tout numéro à quatre chiffres figurant dans la colonne « Position tarifaire » du Système harmonisé, ou des quatre premiers chiffres de tout poste tarifaire;
- c) **sous-position** s'entend de tout numéro à six chiffres figurant dans la colonne « Code du SH » du Système harmonisé, ou des six premiers chiffres de tout poste tarifaire;
- d) **numéro tarifaire** s'entend des huit premiers chiffres du numéro de classification tarifaire du Système harmonisé, tel que mis en œuvre par chaque pays ACEUM;
- e) toute mention, dans le chapitre quatre de l'Accord ou dans le présent règlement, d'un numéro tarifaire comprenant des lettres vaut mention du numéro tarifaire correspondant — à huit chiffres — du Système harmonisé, tel que mis en œuvre par chaque pays ACEUM;
- f) **livres** comptables s'entend :
 - (i) en ce qui a trait aux livres d'une personne qui se trouve dans un pays ACEUM :
 - (A) des livres et autres documents servant à l'inscription des recettes, des dépenses, des coûts, de l'actif et du passif, tenus conformément aux principes comptables généralement reconnus figurant dans les publications énumérées à l'annexe X, applicables au territoire de ce pays ACEUM,
 - (B) des états financiers, y compris la présentation d'informations par voie de notes, établis conformément aux principes comptables généralement reconnus figurant dans les publications énumérées à l'annexe X, applicables au territoire de ce pays ACEUM,
 - (ii) en ce qui a trait aux livres d'une personne qui se trouve dans un endroit à l'extérieur des territoires des pays ACEUM :

- (A) des livres et autres documents servant à l'inscription des recettes, des dépenses, des coûts, de l'actif et du passif, tenus conformément aux principes comptables généralement reconnus qui sont appliqués à cet endroit ou, en l'absence de tels principes, aux Normes internationales d'information financière,
- (B) des états financiers, y compris la présentation d'informations par voie de notes, établis conformément aux principes comptables généralement reconnus qui sont appliqués à cet endroit ou, en l'absence de tels principes, aux Normes internationales d'information financière.

(4) *Utilisation d'exemples.* Tout exemple désigné « Exemple » dans le présent règlement y figure à titre d'illustration de l'application de la disposition à laquelle il se rapporte; en cas d'incompatibilité, la disposition l'emporte sur l'exemple dans la mesure de l'incompatibilité.

(5) *Renvoi à un texte législatif d'un pays.* Dans le présent règlement, tout renvoi à un texte législatif d'un pays ACEUM se rapporte, sauf disposition contraire, au texte en vigueur ainsi qu'à sa version éventuellement modifiée ou au texte édicté en remplacement de celui-ci, le cas échéant.

(6) *Détermination du coût total.* Pour l'application des paragraphes 5(11), 7(11) et 8(8) :

- a) le coût total correspond à l'ensemble des coûts incorporables, des coûts non incorporables et des autres coûts qui sont consignés, sauf disposition contraire des sous-alinéas b)(i) et (ii), dans les livres comptables du producteur, quel que soit le lieu où se trouvent les personnes qui reçoivent les paiements effectués à l'égard de ces coûts;
- b) dans la détermination du coût total :
 - (i) la valeur des matières, autres que les matières intermédiaires, les matières indirectes et les matières d'emballage et contenants, est celle établie conformément aux paragraphes 8(1) et (2),
 - (ii) la valeur des matières intermédiaires utilisées dans la production du produit ou de la matière pour lequel est calculé le coût total est celle établie conformément au paragraphe 8(8),
 - (iii) la valeur des matières indirectes et la valeur des matières d'emballage et contenants correspondent aux coûts consignés à ce titre dans les livres comptables du producteur,
 - (iv) les coûts incorporables, les coûts non incorporables et les autres coûts, sauf ceux visés aux sous-alinéas (i) et (ii), sont les coûts consignés à ce titre dans les livres comptables du producteur;
- c) ne sont pas compris dans le coût total les bénéfices réalisés par le producteur, qu'ils soient conservés par le producteur ou distribués à d'autres personnes sous forme de dividendes, ni les impôts payés sur ces bénéfices, notamment l'impôt sur les gains en capital;

- d) les gains relatifs aux opérations de change se rapportant à la production du produit sont déduits du coût total et les pertes relatives à ces opérations sont incluses dans ce coût;
- e) la valeur des matières à l'égard desquelles la production est cumulée conformément à l'article 9 est établie de la façon prévue à cet article;
- f) sont compris dans le coût total les effets de l'inflation qui sont consignés dans les livres comptables du producteur conformément aux principes comptables généralement reconnus dans le pays du producteur.

(7) *Période pour la détermination du coût total.* Pour la détermination du coût total en application des paragraphes 5(11), 7(11) et 8(8) :

- a) dans le cas où la teneur en valeur régionale du produit est calculée selon la méthode du coût net et que le producteur choisit aux termes des paragraphes 7(15) ou 16(1) ou (3) de calculer la teneur en valeur régionale pour une période donnée, le coût total est déterminé pour cette période;
- b) dans tout autre cas, le producteur peut choisir de déterminer le coût total pour l'une des périodes suivantes :
 - (i) un mois,
 - (ii) toute période de trois mois ou de six mois consécutifs qui tombe dans son exercice et qui peut être également divisée dans le nombre de mois restants dans cet exercice au début de cette période,
 - (iii) son exercice.

(8) *Choix non modifiable.* Le choix visé au paragraphe (7) ne peut être ni révoqué ni modifié en ce qui concerne le produit ou la matière, ou la période, qu'il vise.

(9) *Choix réputé fait à l'égard des périodes.* Le producteur qui choisit comme période un mois, un trimestre ou un semestre au titre du paragraphe (7) à l'égard d'un produit ou d'une matière est réputé avoir choisi aux termes de ce paragraphe une ou plusieurs périodes de même durée pour le reste de son exercice à l'égard du produit ou de la matière.

(10) *Choix réputé fait à l'égard des coûts.* Le choix de déterminer les coûts en fonction de la moyenne est considéré comme ayant été fait à l'égard d'un produit exporté vers un pays ACEUM :

- a) s'il est reçu par l'administration douanière de ce pays ACEUM, dans le cas visé aux paragraphes 16(1) ou (3);
- b) si, au cours de la vérification de l'origine du produit, l'administration douanière de ce pays ACEUM en est informée par écrit, dans le cas visé aux paragraphes 1(7), 7(15) ou 16(10).

ARTICLE 2. CONVERSION DE LA DEVISE

2 (1) *Conversion de la devise.* Lorsque la valeur d'un produit ou d'une matière est exprimée dans une autre devise que celle du pays où se trouve le producteur du produit, cette valeur est convertie vers la devise du pays où se trouve le producteur selon le taux de change suivant :

- a) soit dans le cas d'un produit vendu ou d'une matière achetée, le taux de change utilisé par le producteur pour l'inscription de la vente ou de l'achat, selon le cas;
- b) soit dans le cas d'une matière acquise par le producteur autrement que par achat :
 - (i) le cas échéant, le taux de change qu'il a utilisé pour l'inscription d'une autre transaction effectuée dans cette autre devise dans les trente jours précédant ou suivant la date à laquelle il a acquis la matière,
 - (ii) sinon :
 - (A) pour le producteur se trouvant au Canada, le taux de change visé à l'article 5 du Règlement relatif au change sur les monnaies aux fins de l'évaluation des droits de douane, applicable à la date à laquelle la matière lui a été expédiée directement,
 - (B) pour le producteur se trouvant au Mexique, le taux de change publié par la *Banco de Mexico* dans le *Diario Oficial de la Federacion* sous la rubrique « *TIPO de cambio para solventar obligaciones denominadas en moneda extranjera pagaderas en la Republica Mexicana* », applicable à la date à laquelle la matière lui a été expédiée directement,
 - (C) pour le producteur se trouvant aux États-Unis, le taux de change visé dans 31 U.S.C. 5151, applicable à la date à laquelle la matière lui a été expédiée directement.

(2) *Données exprimées dans une autre devise dans une déclaration.* Lorsque le producteur d'un produit a en sa possession une déclaration visée à l'article 9 qui contient des données exprimées dans une autre devise que celle du pays où il se trouve, cette devise est convertie en devise de ce pays selon le taux de change suivant :

- a) s'il a acheté la matière dans la même devise que celle des données figurant dans la déclaration, le taux qu'il a utilisé pour l'inscription de l'achat;
- b) s'il a acheté la matière dans une autre devise que celle des données figurant dans la déclaration :
 - (i) le cas échéant, le taux de change qu'il a utilisé pour l'inscription d'une transaction effectuée dans cette autre devise dans les trente jours précédant ou suivant la date à laquelle il a acquis la matière,
 - (ii) sinon :

- (A) pour le producteur se trouvant au Canada, le taux de change visé à l'article 5 du Règlement relatif au change sur les monnaies aux fins de l'évaluation des droits de douane, applicable à la date à laquelle la matière lui a été expédiée directement,
 - (B) pour le producteur se trouvant au Mexique, le taux de change publié par la *Banco de Mexico* dans le *Diario Oficial de la Federacion* sous la rubrique « *TIPO de cambio para solventar obligaciones denominadas en moneda extranjera pagaderas en la Republica Mexicana* », applicable à la date à laquelle la matière lui a été expédiée directement,
 - (C) pour le producteur se trouvant aux États-Unis, le taux de change visé dans 31 U.S.C. 5151, applicable à la date à laquelle la matière lui a été expédiée directement;
- c) si le producteur a acquis la matière autrement que par achat :
- (i) le cas échéant, le taux de change qu'il a utilisé pour l'inscription d'une transaction effectuée dans cette autre devise dans les trente jours précédant ou suivant la date à laquelle il a acquis la matière,
 - (ii) sinon :
 - (A) pour le producteur se trouvant au Canada, le taux de change visé à l'article 5 du Règlement relatif au change sur les monnaies aux fins de l'évaluation des droits de douane, applicable à la date à laquelle la matière lui a été expédiée directement,
 - (B) pour le producteur se trouvant au Mexique, le taux de change publié par la *Banco de Mexico* dans le *Diario Oficial de la Federacion* sous la rubrique « *TIPO de cambio para solventar obligaciones denominadas en moneda extranjera pagaderas en la Republica Mexicana* », applicable à la date à laquelle la matière lui a été expédiée directement,
 - (C) pour le producteur se trouvant aux États-Unis, le taux de change visé dans 31 U.S.C. 5151, applicable à la date à laquelle la matière lui a été expédiée directement.

PARTIE II

ARTICLE 3. PRODUITS ORIGINAIRES

3 (1) *Produits entièrement obtenus ou produits.* Un produit est originaire du territoire d'un pays ACEUM s'il est l'un des éléments ci-après et qu'il satisfait aux autres exigences applicables du présent règlement :

- a) un produit minéral ou toute autre substance présente à l'état naturel extrait ou prélevé sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM;
- b) une plante, le produit d'une plante, le produit du règne végétal ou un champignon, cultivé, récolté, cueilli ou ramassé sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM;
- c) un animal vivant né et élevé sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM;
- d) un produit obtenu d'un animal vivant sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM;
- e) un animal obtenu par la chasse, le piégeage, la pêche, la cueillette ou la capture sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM;
- f) un produit obtenu de l'aquaculture pratiquée sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM;
- g) un poisson, un crustacé ou un autre animal marin tiré de la mer, des fonds marins ou du sous-sol à l'extérieur des territoires des pays ACEUM et, conformément au droit international, en dehors de la mer territoriale des pays qui ne sont pas des pays ACEUM par un navire immatriculé, enregistré ou répertorié auprès d'un pays ACEUM et autorisé à battre le pavillon de ce pays;
- h) un produit qui est produit à partir de produits visés à l'alinéa g) à bord d'un navire-usine immatriculé, enregistré ou répertorié auprès d'un pays ACEUM et autorisé à battre le pavillon de ce pays;
- i) un produit, autre que du poisson, des crustacés et d'autres animaux marins, tiré des fonds marins ou de leur sous-sol à l'extérieur des territoires des pays ACEUM par un pays ACEUM ou toute personne d'un pays ACEUM, dans la mesure où ce pays ACEUM a le droit d'exploiter ces fonds marins ou leur sous-sol;
- j) un déchet et résidu provenant, selon le cas :
 - (i) d'opérations de production effectuées sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM,
 - (ii) de produits usagés recueillis sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM, dans la mesure où ces produits ne peuvent servir qu'à la récupération de matières premières;
- k) un produit qui est produit sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM, uniquement à partir des produits visés à l'un des alinéas a) à j), ou à partir de leurs dérivés, à toute étape de la production.

(2) *Produit qui est produit à partir de matières non originaires.* Le produit entièrement produit sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM est originaire du territoire d'un pays ACEUM si chacune des matières

non originaires utilisées dans sa production satisfait à toutes les exigences applicables établies à l'annexe I (Annexe ROSP) et que le produit satisfait aux autres exigences applicables du présent règlement.

(3) *Produit qui est produit uniquement à partir de matières originaires.* Le produit est originaire du territoire d'un pays ACEUM s'il est produit entièrement sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM et uniquement à partir de matières originaires et qu'il satisfait aux autres exigences applicables du présent règlement.

(4) *Exception à l'exigence sur le changement de classification tarifaire.* Sauf dans le cas du produit visé à l'un des chapitres 61 à 63, le produit est originaire du territoire d'un pays ACEUM dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) l'une ou plusieurs des matières non originaires utilisées dans la production du produit ne satisfont pas aux exigences sur le changement de classification tarifaire établies à l'annexe I (Annexe ROSP) parce que le produit et ses matières sont classés dans la même sous-position, ou dans la même position qui n'est pas divisée en sous-positions, et les conditions suivantes sont réunies :
 - (i) le produit est entièrement produit sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM,
 - (ii) la teneur en valeur régionale du produit, calculée conformément à l'article 7 (Teneur en valeur régionale), est au moins égale à 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée ou à 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée,
 - (iii) le produit satisfait aux autres exigences applicables du présent règlement;
- b) le produit a été importé sur le territoire d'un pays ACEUM sous une forme non montée ou démontée, mais a été classé, en application de la règle 2a) des Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé, comme un produit monté et les conditions suivantes sont réunies :
 - (i) le produit est entièrement produit sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM,
 - (ii) la teneur en valeur régionale du produit, calculée conformément à l'article 7 (Teneur en valeur régionale) est au moins égale à 60 p. 100 lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée ou à 50 p. 100 lorsque la méthode du coût net est utilisée,
 - (iii) le produit satisfait aux autres exigences applicables du présent règlement.

(5) *Interprétation des produits et parties de produits.* Pour l'application de l'alinéa (4)a) :

- a) la question de savoir si une position ou une sous-position vise un produit et ses pièces est tranchée en fonction de la nomenclature de la position ou de la sous-position et des notes relatives à la section ou au chapitre pertinent, conformément aux Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé;

- b) lorsque, conformément au Système harmonisé, une position englobe les pièces de produits par application d'une note relative à la section ou au chapitre pertinent du Système harmonisé et que les sous-positions de la position ne comportent pas de sous-position intitulée « Pièces », la sous-position intitulée « Autres » de cette position est considérée comme visant uniquement les produits et pièces de ceux-ci classés dans cette sous-position.

(6) *Exigences d'une seule règle à satisfaire.* Pour l'application du paragraphe (2), lorsque l'annexe I (Annexe ROSP) établit plusieurs règles possibles à l'égard du poste tarifaire dans lequel le produit est classé, celui-ci n'a qu'à satisfaire aux exigences de l'une de ces règles pour être admissible à titre de produit originaire.

(7) *Règle spéciale pour certains produits.* Le produit est originaire du territoire d'un pays ACEUM s'il est visé à l'annexe 2 et est importé du territoire d'un pays ACEUM.

(8) *Matière autoproduite considérée comme une matière.* Lorsqu'il s'agit de déterminer si des matières non originaires subissent un changement de classification tarifaire applicable, une matière autoproduite peut, au choix du producteur de la matière, être considérée comme une matière utilisée dans la production d'un produit dans lequel la matière autoproduite est incorporée.

(9) *Les exemples qui suivent sont visés par le paragraphe 1(4).*

Exemple 1 : paragraphe 3(2) : la composante qui détermine la classification tarifaire d'un produit textile ou vestimentaire

Le producteur A, se trouvant dans un pays ACEUM, produit des pardessus de laine pour femmes de la sous-position 6202.11 à partir de deux tissus différents, l'un pour le corps et l'autre pour les manches. Les deux tissus sont produits en utilisant des matières originaires et non originaires. Le corps du pardessus est fait à partir de tissus unis de laine et de soie. Les manches sont faites à partir de tissus tricotés de coton.

Pour déterminer si les pardessus de laine pour femmes sont des produits originaires, le producteur A doit tenir compte de la note 2 du chapitre 62 de l'annexe I (Annexe ROSP), qui indique que la règle applicable au produit ne s'applique qu'à la composante qui détermine la classification tarifaire du produit et que cette composante doit satisfaire aux exigences de changement tarifaire établies par la règle en question.

Le tissu uni de laine et de soie (80 p. 100 de laine et 20 p. 100 de soie) utilisé pour le corps est la composante du pardessus de laine pour femmes qui détermine sa classification tarifaire dans la sous-position 6202.11, car il constitue la matière prépondérante en poids et couvre la plus grande surface du pardessus. Ce tissu est fabriqué par le producteur A à partir de fils de laine originaires classés dans la position 51.06 et de fils de soie non originaires classés dans la position 50.04.

Puisque le tissu tricoté de coton utilisé pour les manches n'est pas la composante qui détermine la classification tarifaire du produit, ce tissu n'a pas à satisfaire aux exigences établies par la règle pour le produit.

Le producteur A doit déterminer si les matières non originaires utilisées dans la production de la composante qui détermine la classification tarifaire des pardessus de laine pour femmes (le tissu uni) satisfont aux

exigences établies par la règle d'origine spécifique au produit, laquelle requiert qu'il y ait un changement de classification tarifaire de tout autre chapitre, excepté certains chapitres et positions dans lesquels certains fils et tissus sont classés, et que le produit soit à la fois taillé (ou façonné) et cousu ou autrement assemblé sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM. Le fil de soie non originaire de la position 50.04 utilisé par le producteur A satisfait à l'exigence de changement de classification tarifaire puisque la position 50.04 n'est pas exclue par la règle d'origine spécifique au produit. De plus, les pardessus sont taillés et cousus sur le territoire de l'un des pays ACEUM. Par conséquent, les pardessus de laine pour femmes sont considérés comme des produits originaires.

Exemple 2 : paragraphe 3(2)

Le producteur A, se trouvant dans un pays ACEUM, produit des t-shirts de la sous-position 6109.10 à partir de tissus de coton et de polyester (60 p. 100 de coton et 40 p. 100 de polyester) qui sont également produits par le producteur A au moyen de fils de coton originaires de la position 52.05 et de fils de polyester faits de filaments non originaires de la position 54.02.

Puisque le t-shirt est fait d'un seul tissu et est classé dans la sous-position 6109.10 aux termes de la RGI 1, ce tissu est la composante qui détermine la classification tarifaire. Par conséquent, pour être considérée comme étant originaire par application de la règle de changement tarifaire pour la sous-position 6109.10, chacune des matières non originaires utilisées dans la production du t-shirt doit subir le changement de classification tarifaire exigé.

Dans ce cas, les filaments de polyester non originaires de la position 54.02 utilisés dans la production des t-shirts ne satisfont pas au changement de classification tarifaire prévu dans la règle d'origine spécifique au produit. De plus, le poids du polyester non originaire est supérieur au seuil de minimis. Par conséquent, les t-shirts ne sont pas admissibles à titre de produits originaires.

Exemple 3 : paragraphe 3(2) : Note 2 de la section XI – Matières textiles et ouvrages en ces matières (chapitres 50 à 63)

Le producteur A, se trouvant dans un pays ACEUM, produit des tissus de la sous-position 5211.42 à partir de fils de coton et de polyester originaires et de filaments de rayonne non originaires. Pour déterminer si les tissus sont des produits originaires, le producteur A doit tenir compte de la note 2 de la section XI de l'annexe I (Annexe ROSP), qui indique qu'un produit des chapitres 50 à 63 est considéré comme étant originaire, nonobstant le fait que les filaments de rayonne utilisés dans la production sont des matières non originaires, à la condition que le produit satisfasse à la règle d'origine spécifique au produit applicable.

À l'exception des filaments de rayonne de la position 54.03 que la note 2 de la section XI de l'annexe I (Annexe ROSP) permet, toutes les matières utilisées dans la production des tissus sont des matières originaires et, en raison de la note générale d'interprétation d) de l'annexe I (Annexe ROSP), qui précise que l'exigence de changement de classification tarifaire d'une règle d'origine spécifique au produit ne s'applique qu'aux matières non originaires, les tissus sont considérés comme des produits originaires.

Exemple 4 : paragraphe 3 (2) : notes 2 et 5 du chapitre 62 pour l'interprétation de la composante qui détermine la classification tarifaire et l'exigence relative aux poches

Le producteur A, se trouvant dans un pays ACEUM, produit des complets pour hommes classés dans la sous-position 6203.12, qui sont faits de trois tissus : un tissu non originaire de la sous-position 5407.61 utilisé pour faire une doublure visible, un tissu originaire de la sous-position 5514.41 utilisé pour faire la partie extérieure du complet et un tissu non originaire de la sous-position 5513.21 utilisé pour fabriquer les sacs de poche.

Pour déterminer si les complets pour hommes sont des produits originaires, le producteur A devrait tenir compte de la note 2 du chapitre 62 de l'annexe I (Annexe ROSP), qui indique que la règle applicable ne s'applique qu'à la composante qui détermine la classification tarifaire du produit, et que cette composante doit satisfaire aux exigences de changement tarifaire prévues dans la règle en question.

Le tissu originaire utilisé pour fabriquer l'extérieur du complet est la composante du complet qui détermine sa classification tarifaire dans la sous-position 6203.12, car il constitue la matière prépondérante en poids et couvre la plus grande surface du complet. L'origine du tissu utilisé comme doublure visible n'est pas prise en considération pour déterminer si le complet est un produit originaire puisque ce tissu n'est pas considéré comme étant la composante qui détermine la classification tarifaire, et il n'y a pas de notes de chapitre relatives à la doublure visible pour les vêtements.

De plus, le producteur A utilise un tissu non originaire de la sous-position 5513.21 pour les sacs de poche des complets : il devrait donc tenir compte du deuxième alinéa de la note 5 du chapitre 62 de l'annexe I (Annexe ROSP), qui exige que le tissu intérieur des poches soit formé et fini sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM à partir de fil entièrement formé dans un ou plusieurs des pays ACEUM.

Dans ce cas, pour la production de complets pour hommes, le producteur A utilise des tissus non originaires pour les sacs de poche et ce tissu n'a pas été formé et fini sur le territoire d'un ou de plusieurs des Parties. En conséquence, les complets seraient considérés comme des produits non originaires.

Exemple 5 : paragraphe 3(7) :

Un grossiste, se trouvant dans le pays ACEUM A, importe des unités de mémoire non originaires de la sous-position 8471.70 en provenance de l'extérieur du territoire des pays ACEUM. Le grossiste revend les unités de mémoire à un acheteur du pays ACEUM B. Les unités de mémoire ne subissent aucune production sur le territoire du pays ACEUM A. Elles ne satisfont donc pas à la règle de l'annexe I (Annexe ROSP) pour les produits de la sous-position 8471.70 lorsqu'elles sont importées sur le territoire du pays ACEUM B.

Nonobstant la règle de l'annexe I, les unités de mémoire de la sous-position 8471.70 sont considérées comme des produits originaires lorsqu'elles sont importées sur le territoire du pays ACEUM B parce qu'elles sont visées à l'annexe 2 et qu'elles ont été importées du territoire d'un autre pays ACEUM.

L'acheteur du pays ACEUM B utilise par la suite les unités de mémoire de la sous-position 8471.70 comme matière dans la production d'un autre produit. Pour déterminer si l'autre produit est originaire, l'acheteur du pays ACEUM B peut traiter les unités de mémoire de la sous-position 8471.70 à titre de matières originaires.

Exemple 6 : paragraphe 3(8) : matières autoproduites en tant que matières servant à déterminer si des matières non originaires subissent un changement de classification tarifaire applicable

Le producteur A, se trouvant dans un pays ACEUM, produit le produit A. Au cours de la production, il utilise la matière originaires X et la matière non originaires Y pour produire la matière Z. Celle-ci est une matière autoproduite qui sera utilisée dans la production du produit A.

La règle de l'annexe I (Annexe ROSP) à l'égard de la position dans laquelle est classé le produit A prévoit un changement de classification tarifaire de toute autre position. Dans ce cas, le produit A et la matière non originaires Y relèvent de la même position. Toutefois, la matière autoproduite Z est classée dans une autre position que le produit A.

Pour déterminer si les matières non originaires utilisées dans la production du produit A subissent le changement de classification tarifaire applicable, le producteur A peut considérer la matière autoproduite Z comme une matière devant subir un changement de classification tarifaire. Étant donné que la matière Z est d'une autre position que le produit A, la matière Z satisfait à l'exigence de changement de classification tarifaire applicable et le produit A serait admissible à titre de produit originaires.

ARTICLE 4. MATIÈRE RÉCUPÉRÉE UTILISÉE DANS LA PRODUCTION D'UN PRODUIT REMANUFACTURÉ

4(1) Matière récupérée utilisée dans la production d'un produit remanufacturé. La matière récupérée provenant du territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM est considérée comme étant originaires si les conditions suivantes sont réunies :

- a) elle est le résultat d'un processus de démontage d'un produit usagé en des parties individuelles;
- b) elle a subi un traitement, tel que le nettoyage, l'inspection, l'essai ou une autre amélioration, pour le bon état de fonctionnement;
- c) elle est utilisée dans la production d'un produit remanufacturé et incorporée à un tel produit.

(2) Matière récupérée non utilisée dans un produit remanufacturé. Lorsqu'une matière récupérée n'est ni utilisée ni incorporée dans la production d'un produit remanufacturé, elle est originaires seulement si elle satisfait aux exigences établies à l'article 3 et aux autres exigences applicables du présent règlement.

(3) Exigences de l'annexe I. Le produit remanufacturé est originaires du territoire d'un pays ACEUM seulement s'il satisfait aux exigences applicables établies à l'annexe I (Annexe ROSP) et aux autres exigences applicables du présent règlement.

(4) Les exemples qui suivent sont visés par le paragraphe 1(4).

Exemple 1 : Article 4

En juillet 2023, le producteur A, se trouvant dans un pays ACEUM, fabrique des pompes à eau classées dans la sous-position 8413.30 pour un moteur automobile. En plus de vendre de nouvelles pompes à eau, le producteur A vend également des pompes à eau qui incorporent des pièces usagées.

Pour obtenir les pièces usagées, le producteur A démonte les pompes à eau usagées dans un pays ACEUM et nettoie, inspecte et met à l'essai les parties individuelles. Par conséquent, ces parties sont des matières récupérées.

Les pompes à eau fabriquées par le producteur A incorporent les matières récupérées, ont la même durée de vie et les mêmes performances que les pompes à eau neuves et sont vendues avec une garantie semblable à celle des nouvelles pompes à eau. Les pompes à eau sont donc considérées comme des produits remanufacturés et les matières récupérées sont traitées comme des matières originaires au moment de déterminer si le produit est admissible à titre de produit originaire.

Dans ce cas, puisque les pompes à eau sont destinées à être utilisées dans un produit automobile, les dispositions de la partie VI s'appliquent. Étant donné que la pompe à eau est une pièce figurant dans le tableau B, la teneur en valeur régionale requise est de 70 p. 100 selon la méthode du coût net ou de 80 p. 100 selon la méthode de la valeur transactionnelle.

Le producteur choisit de calculer la teneur en valeur régionale selon la méthode du coût net :

Coût net d'une pompe à eau = 1 000 \$

Valeur des matières récupérées originaires = 600 \$

Valeur des autres matières originaires = 20 \$

Valeur des matières non originaires = 280 \$

TVR = (CN – VMN) ÷ CN × 100

= (1 000 \$ – 280 \$) ÷ 1 000 \$ × 100 = 72 %

Les pompes à eau remanufacturées sont des produits originaires étant donné que leur teneur en valeur régionale est supérieure à celle requise selon la méthode du coût net, soit 70 p. 100.

Exemple 2 : Article 4

Le producteur A, se trouvant dans un pays ACEUM, utilise des matières récupérées provenant du territoire d'un pays ACEUM pour la production de bulldozers autopropulsés classés dans la sous-position 8429.11.

Dans la production des bulldozers, le producteur A utilise des moteurs récupérés classés dans la position 84.07. Les moteurs sont des matières récupérées car ils proviennent du démontage de bulldozers usagés dans un pays ACEUM et sont ensuite soumis à un nettoyage, à une inspection et à une mise à l'essai technique permettant de vérifier leur bon état de fonctionnement.

En plus des matières récupérées, d'autres matières non originaires, classées dans la sous-position 8413.91, sont utilisées dans la production des bulldozers.

Les bulldozers du producteur A sont considérés comme des produits remanufacturés car ils sont classés dans un poste tarifaire visé à la définition de produit remanufacturé, ils sont partiellement composés de matières

récupérées, ils ont une durée de vie semblable à celle des bulldozers autopropulsés neufs, fonctionnent d'une manière identique ou semblable à ces derniers et sont assortis d'une garantie du fabricant semblable à celle applicable à ceux-ci.

Une fois que les moteurs récupérés ont été utilisés dans la production des bulldozers remanufacturés et incorporés à ceux-ci, ils sont considérés comme des matières originaires afin de déterminer si les bulldozers remanufacturés sont originaires.

La règle d'origine établie à l'annexe I (Annexe ROSP) pour la sous-position 8429.11 prévoit un changement de classification tarifaire de toute autre sous-position.

Dans ce cas, puisque les moteurs récupérés sont considérés comme des matières originaires et que les matières non originaires, classées dans la sous-position 8413.91, satisfont aux exigences établies à l'annexe I (Annexe ROSP), les bulldozers remanufacturés sont des produits originaires.

ARTICLE 5. DE MINIMIS

(1) *Règle de minimis pour les matières non originaires.* Sauf disposition contraire du paragraphe (3) (Exceptions), tout produit est originaire du territoire d'un pays ACEUM si les conditions suivantes sont remplies :

- a) la valeur de toutes les matières non originaires utilisées dans sa production qui ne subissent pas de changement de classification tarifaire applicable par suite de la production effectuée entièrement sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM ne dépasse pas 10 p. 100 :
 - (i) soit de la valeur transactionnelle du produit établie conformément à l'annexe III (Valeur des produits) et ajustée pour exclure tous autres frais engagés pour l'expédition internationale,
 - (ii) soit du coût total du produit;
- b) dans le cas où le produit est également assujéti à une prescription de teneur en valeur régionale aux termes de la règle qui prévoit le changement de classification tarifaire applicable, la valeur de ces matières non originaires est prise en compte dans le calcul de la teneur en valeur régionale du produit selon la méthode précisée pour celui-ci;
- c) le produit satisfait aux autres exigences applicables du présent règlement.

(2) *Une seule règle.* Si l'annexe I (Annexe ROSP) établit deux règles possibles ou plus à l'égard du poste tarifaire dans lequel le produit est classé et que celui-ci est, conformément au paragraphe (1), considéré comme un produit originaire aux termes de l'une de ces règles, il n'a pas à satisfaire aux autres règles possibles pour être originaire.

(3) *Exceptions.* Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas :

- a) à la matière non originaire de la position 04.01 à 04.06 ou à la matière non originaire qui est une préparation laitière contenant plus de 10 p. 100 de solides de lait en poids sec des sous-positions 1901.90 ou 2106.90 utilisée dans la production d'un produit de la position 04.01 à 04.06;
- b) à la matière non originaire de la position 04.01 à 04.06 ou à la matière non originaire qui est une préparation laitière contenant plus de 10 p. 100 de solides de lait en poids sec des sous-positions 1901.90 ou 2106.90 utilisée dans la production, selon le cas :
 - (i) de préparations pour l'alimentation des enfants contenant plus de 10 p. 100 de solides de lait en poids sec de la sous-position 1901.10,
 - (ii) de mélanges et pâtes contenant plus de 25 p. 100 de matières grasses butyriques en poids sec, non conditionnés pour la vente au détail, de la sous-position 1901.20,
 - (iii) de préparations laitières contenant plus de 10 p. 100 de solides de lait en poids sec des sous-positions 1901.90 ou 2106.90,
 - (iv) de produits de la position 21.05,
 - (v) de boissons contenant du lait de la sous-position 2202.90, ou
 - (vi) d'aliments pour animaux contenant plus de 10 p. 100 de solides de lait en poids sec de la sous-position 2309.90;
- c) à la matière non originaire de la position 08.05 ou des sous-positions 2009.11 à 2009.39 utilisée dans la production d'un produit de l'une des sous-positions 2009.11 à 2009.39 ou dans le jus de fruits ou de légumes provenant d'un seul fruit ou légume, enrichi de minéraux ou de vitamines, concentré ou non concentré, des sous-positions 2106.90 ou 2202.99;
- d) à la matière non originaire du chapitre 9 qui est utilisée dans la production de café instantané non aromatisé de la sous-position 2101.11;
- e) à la matière non originaire du chapitre 15 qui est utilisée dans la production d'un produit de l'une des positions 15.01 à 15.08, 15.12, 15.14 et 15.15;
- f) à la matière non originaire de la position 17.01 qui est utilisée dans la production d'un produit de l'une des positions 17.01 à 17.03;
- g) à la matière non originaire du chapitre 17 ou de la position 18.05 qui est utilisée dans la production d'un produit de la sous-position 1806.10;
- h) à la matière non originaire qui sont des pêches, des poires ou des abricots des chapitres 8 ou 20 et qui est utilisée dans la production d'un produit de la position 20.08;

- i) à la matière non originaire de la position 20.09 qui est un seul ingrédient entrant dans la composition d'un jus et qui est utilisée dans la production d'un produit de la sous-position 2009.90 ou des numéros tarifaires 2106.90.cc ou 2202.90.bb;
- j) à la matière non originaire de la position 22.03 à 22.08 qui est utilisée dans la production d'un produit de l'une des positions 22.07 ou 22.08;
- k) à la matière non originaire utilisée dans la production d'un produit de l'un des chapitres 1 à 27, à moins qu'elle ne soit d'une sous-position différente de celle du produit dont l'origine est à déterminer aux termes du présent article;
- l) à la matière non originaire utilisée dans la production d'un produit de l'un des chapitres 50 à 63.

(4) *Règle de minimis sur la teneur en valeur régionale.* Le produit assujéti à une prescription de teneur en valeur régionale est originaire du territoire d'un pays ACEUM et n'a pas à satisfaire à cette prescription si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la valeur de toutes les matières non originaires utilisées dans la production du produit ne dépasse pas 10 p. 100 :
 - (i) soit de la valeur transactionnelle du produit, établie conformément à l'annexe III (Valeur des produits) et ajustée pour exclure tous autres frais engagés pour l'expédition internationale,
 - (ii) soit du coût total du produit;
- b) le produit satisfait aux autres exigences applicables du présent règlement.

(5) *Valeur des matières non originaires pour les paragraphes (1) et (4).* Pour l'application des paragraphes (1) et (4), la valeur des matières non originaires est établie en conformité avec les paragraphes 8(1) à (6).

(6) *Règle de minimis pour les produits textiles.* Le produit classé dans l'un des chapitres 50 à 60 ou dans la position 96.19 qui contient des matières non originaires qui ne satisfont pas aux exigences de changement de classification tarifaire applicable est considéré comme étant originaire du territoire d'un pays ACEUM si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le poids total de toutes ces matières non originaires n'est pas supérieur à 10 p. 100 du poids total du produit, dont le poids total de la teneur en élastomère ne peut dépasser 7 p. 100 du poids total du produit;
- b) le produit satisfait à toutes les autres exigences applicables du présent règlement.

(7) Le produit classé dans l'un des chapitres 61 à 63 qui, dans la composante qui en détermine la classification tarifaire, contient des fibres ou des fils non originaires qui ne subissent pas le changement de classification tarifaire applicable est considéré comme étant originaire du territoire d'un pays ACEUM si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le poids total de toutes ces matières non originaires n'est pas supérieur à 10 p. 100 du poids total de la composante, dont le poids total de la teneur en élastomère ne peut dépasser 7 p. 100 du poids total de la composante;
- b) le produit satisfait à toutes les autres exigences applicables du présent règlement.

(8) Pour l'application du paragraphe (7) :

- a) la composante du produit qui détermine la classification tarifaire de celui-ci est établie conformément à celle de la règle 3b), la règle 3c) et la règle 4 des Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé qui en permet l'établissement en premier;
- b) lorsque la composante du produit qui détermine la classification tarifaire de celui-ci est un mélange de deux fils ou fibres ou plus, tous les fibres et fils utilisés dans sa production sont pris en compte pour la détermination du poids des fils et des fibres qu'elle contient.

(9) Pour déterminer si un produit classé dans le chapitre 61 à 63 est originaire, les exigences établies à l'annexe I (Annexe ROSP) ne s'appliquent qu'à la composante qui détermine la classification tarifaire du produit et les matières qui ne font pas partie de cette composante ne sont pas prises en compte au moment de déterminer si le produit est originaire. De même, pour l'application du présent article à un produit classé dans l'un des chapitres 61 à 63, seules les matières utilisées dans la composante qui détermine la classification tarifaire du produit sont prises en compte dans le calcul de la règle de minimis.

(10) Le paragraphe (6) ne s'applique pas aux fils à coudre, aux bandes élastiques étroites ou au tissu intérieur de poche assujettis aux exigences établies dans les notes 2 à 4 du chapitre 61, les notes 3 à 5 du chapitre 62 ou pour le tissu enduit comme le prévoit la note 2 du chapitre 63 de l'annexe I (Annexe ROSP).

(11) *Détermination du coût total : choix de la méthode.* Pour l'application du paragraphe (1)a)(ii) et du sous-paragraphe (4)a)(ii), le coût total du produit est égal, au choix du producteur :

- a) soit au coût total engagé par le producteur à l'égard de tous ses produits qui peut être attribué de façon raisonnable à ce produit en conformité avec l'annexe V;
- b) soit à l'ensemble des coûts dont chacun fait partie du coût total engagé à l'égard de ce produit et peut être attribué de façon raisonnable à celui-ci en conformité avec l'annexe V.

(12) *Détermination du coût total.* Le coût total visé au paragraphe (11) correspond aux coûts visés au paragraphe 1(6) et est déterminé conformément à ce paragraphe et au paragraphe 1(7).

(13) *Valeur des matières non originaires : autres méthodes.* Pour établir, pour l'application du paragraphe (1), la valeur des matières non originaires qui ne subissent pas de changement de classification tarifaire applicable, lorsque cette valeur n'est pas établie à l'aide d'une méthode de gestion des stocks reconnue par les principes comptables généralement reconnus (PCGR) dans le pays ACEUM où les matières ont été produites ou de l'une des méthodes prévues à l'annexe VIII :

- a) dans le cas où elle est établie en pourcentage de la valeur transactionnelle du produit et qu'aux termes du paragraphe 7(10) le producteur choisit, pour l'établir pour le calcul de la teneur en valeur régionale, d'utiliser l'une des méthodes reconnue par les PCGR dans le pays ACEUM où la production a été faite, ou une des méthodes prévues à l'annexe VII, cette valeur est établie selon cette méthode;
- b) dans le cas où les conditions ci-après sont remplies et si cette valeur est égale à la somme des valeurs des matières non originaires, établies selon le choix visé au sous-alinéa (iv), divisée par le nombre d'unités des produits visés par le choix :
 - (i) cette valeur est établie en pourcentage du coût total du produit,
 - (ii) le produit est également assujetti à une prescription de teneur en valeur régionale aux termes de la règle qui prévoit le changement de classification tarifaire applicable et l'alinéa (5)a) ne s'applique pas à ce produit,
 - (iii) la teneur en valeur régionale du produit est calculée selon la méthode du coût net,
 - (iv) le producteur choisit aux termes des paragraphes 7(15) ou 16(1) ou (10) de calculer la teneur en valeur régionale du produit pour une période;
- c) dans le cas où les conditions ci-après sont remplies, cette valeur est égale à la somme des valeurs des matières non originaires divisée par le nombre d'unités produites au cours de la période visée au sous-alinéa (iii):
 - (i) cette valeur est établie en pourcentage du coût total du produit,
 - (ii) le produit n'est pas également assujetti à une prescription de teneur en valeur régionale aux termes de la règle qui prévoit le changement de classification tarifaire applicable ou l'alinéa (6)a) s'applique à ce produit,
 - (iii) le producteur choisit aux termes de l'alinéa 1(7)b), pour l'application du paragraphe 5(11), de déterminer le coût total du produit pour une période donnée; et
- d) dans tout autre cas, cette valeur peut, au choix du producteur, être établie selon l'une des méthodes de gestion des stocks reconnues par les PCGR dans le pays ACEUM où la production a été faite ou selon l'une des méthodes prévues à l'annexe VII.

(14) *Valeurs des matières non originaires : production d'un produit.* Pour l'application du paragraphe (4), la valeur des matières non originaires utilisées dans la production du produit peut, au choix du producteur, être établie selon l'une des méthodes de gestion des stocks reconnues par les PCGR dans le pays ACEUM où la production a été faite ou selon l'une des méthodes prévues à l'annexe VII.

(15) *Exemples illustrant la règle de minimis.* Les exemples qui suivent sont visés par le paragraphe 1(4).

Exemple 1 : paragraphe 5(1)

Le producteur A, se trouvant dans un pays ACEUM, utilise des matières originaires et des matières non originaires dans la production de poudre d'aluminium de la position 76.03. La règle d'origine spécifique au produit établie à l'annexe I (Annexe ROSP) à l'égard de la position 76.03 prévoit un changement de classification tarifaire de tout autre chapitre. Aucune prescription de teneur en valeur régionale ne s'applique à cette position. Par conséquent, pour que la poudre d'aluminium soit admissible à titre de produit originaire conformément à la règle établie à l'annexe I (Annexe ROSP), le producteur A ne peut utiliser dans la production de celle-ci aucune matière non originaire du chapitre 76.

Toutes les matières utilisées dans la production de la poudre d'aluminium sont des matières originaires, sauf une petite quantité de débris d'aluminium de la position 76.02, qui figure dans le même chapitre que la poudre d'aluminium. Selon le paragraphe 5(1), si la valeur des débris d'aluminium non originaires ne dépasse pas 10 p. 100 de la valeur transactionnelle ou du coût total de la poudre d'aluminium, selon le cas, celle-ci est considérée comme un produit originaire.

Exemple 2 : paragraphe 5(2)

Le producteur A, se trouvant dans un pays ACEUM, utilise des matières originaires et des matières non originaires dans la production de ventilateurs de la sous-position 8414.59. L'annexe I (Annexe ROSP) établit deux règles possibles à l'égard de cette sous-position : l'une prescrit un changement de classification tarifaire de toute autre position et l'autre prévoit à la fois un changement de classification tarifaire de la sous-position dans laquelle les pièces des ventilateurs sont classées et une prescription de teneur en valeur régionale. Pour que les ventilateurs soient admissibles à titre de produits originaires en application de la première de ces deux règles, toutes les matières classées dans la sous-position dont relèvent les pièces des ventilateurs et utilisées dans la production des produits finis doivent être des matières originaires.

Dans ce cas, toutes les matières non originaires utilisées dans la production des ventilateurs satisfont à l'exigence de changement de classification tarifaire figurant dans la règle qui prévoit un changement de classification tarifaire de toute autre position, à l'exception d'une matière non originaire classée dans la sous-position visant les pièces des ventilateurs. Selon le paragraphe 5 (1), si la valeur de la matière non originaire qui ne satisfait pas à l'exigence de changement de classification tarifaire figurant dans la première règle ne dépasse pas 10 p. 100 de la valeur transactionnelle ou du coût total des ventilateurs, selon le cas, ceux-ci sont considérés comme des produits originaires. Ils n'ont donc pas à satisfaire, selon le paragraphe 5(2), à l'autre règle prévoyant à la fois un changement de classification tarifaire et une prescription de teneur en valeur régionale.

Exemple 3 : paragraphe 5(2)

Le producteur A, se trouvant dans un pays ACEUM, utilise des matières originaires et des matières non originaires dans la production des anodes en cuivre de la position 74.02. La règle d'origine spécifique au produit établie à l'annexe I (Annexe ROSP) à l'égard de cette position prévoit à la fois un changement de classification tarifaire de toute autre position, à l'exception de la position 74.04, dont relèvent certaines matières de cuivre, et une prescription de teneur en valeur régionale. Relativement à la partie de la règle prévoyant un changement de classification tarifaire, il faut, pour que l'anodes en cuivre soit admissible à titre

de produit originaire, que toutes les matières de cuivre classées dans les positions 74.02 ou 74.04 et utilisées dans la production de l'anodes en cuivre soient des matières originaires.

Dans ce cas, toutes les matières non originaires utilisées dans la production de l'anode en cuivre satisfont au changement de classification tarifaire prévu, à l'exception d'une petite quantité de matières en cuivre de la position 74.04. Selon le paragraphe 5(1), l'anode en cuivre peut être considéré comme un produit originaire si la valeur des matières en cuivre non originaires qui ne satisfont pas à l'exigence de changement de classification tarifaire ne dépasse pas 10 % de la valeur transactionnelle de l'anode en cuivre ou de son coût total, selon le cas. Dans ce cas, la valeur des matières non originaires ne satisfaisant pas au changement de classification tarifaire ne dépasse pas ce pourcentage.

Toutefois, la règle établie à l'annexe I (Annexe ROSP) à l'égard de la position 74.02 prévoit à la fois un changement de classification tarifaire et une prescription de teneur en valeur régionale. En vertu de l'alinéa 5(1)b), pour que l'anode en cuivre soit considérée comme un produit originaire, elle doit également satisfaire à la prescription de teneur en valeur régionale établie par cette règle, sauf disposition contraire du paragraphe 5(4). Ainsi que le prévoit l'alinéa 5(1)b), la valeur des matières non originaires qui ne satisfont pas à l'exigence de changement de classification tarifaire et la valeur de toutes les autres matières non originaires utilisées dans la production de l'anode en cuivre sont prises en compte dans le calcul de la teneur en valeur régionale de cette dernière.

Exemple 4 : paragraphe 5(4)

Le producteur A, se trouvant dans un pays ACEUM, utilise principalement des matières originaires dans la production de chaussures de la position 64.05. La règle d'origine spécifique au produit établie à l'annexe I (Annexe ROSP) à l'égard de cette position prévoit à la fois un changement de classification tarifaire de toute position, sauf des positions 64.01 à 64.05 ou de la sous-position 6406.10, et une prescription de teneur en valeur régionale.

À l'exception d'une petite quantité de matières du chapitre 39, toutes les matières utilisées dans la production des chaussures sont des matières originaires.

En vertu du paragraphe 5(4), si la valeur des matières non originaires utilisées dans la production des chaussures ne dépasse pas 10 p. 100 de la valeur transactionnelle ou du coût total des chaussures, selon le cas, les chaussures n'ont pas à satisfaire à la prescription de teneur en valeur régionale prévue dans la règle de l'annexe I (Annexe ROSP) pour être considérées comme des produits originaires.

Exemple 5 : paragraphe 5(4)

Le producteur A, se trouvant dans un pays ACEUM, produit des fauteuils pour salons de coiffure de la sous-position 9402.10. La règle d'origine spécifique au produit établie à l'annexe I (Annexe ROSP) à l'égard des produits de la sous-position 9402.10 prescrit un changement de classification tarifaire de toute autre sous-position. Toutes les matières utilisées dans la production de ces fauteuils sont des matières originaires, à l'exception d'une petite quantité de matières non originaires classées comme parties de fauteuils pour salons de coiffure. Ces parties ne subissent aucun changement de classification tarifaire parce que la sous-position 9402.10 vise à la fois les fauteuils pour salons de coiffure et leurs parties.

Bien que les fauteuils pour salons de coiffure du producteur A ne soient pas admissibles à titre de produits originaires selon la règle établie à l'annexe I (Annexe ROSP), l'alinéa 3(4)a prévoit, entre autres, que, dans le cas où il n'y a pas de changement de classification tarifaire des matières non originaires aux produits parce que la sous-position dont relèvent les produits vise à la fois les produits et leurs parties, les produits sont admissibles à titre de produits originaires s'ils sont conformes à la prescription de teneur en valeur régionale prévue.

Toutefois, au titre du paragraphe 5(4), si la valeur des matières non originaires ne dépasse pas 10 p. 100 de la valeur transactionnelle ou du coût total des fauteuils pour salons de coiffure, selon le cas, ceux-ci sont considérés comme des produits originaires et n'ont pas à satisfaire à la prescription de teneur en valeur régionale prévue au sous-alinéa 3(4)a(ii).

Exemple 6 : paragraphe 5(6)

Le producteur A, se trouvant dans un pays ACEUM, fabrique une couche pour bébé classée dans la position 96.19. La couche est composée d'un revêtement extérieur constitué, en poids, de 94 p. 100 de nylon et de 6 p. 100 de tissu élastomérique et d'un entrejambe absorbant en tricot éponge de coton. Toutes les matières utilisées sont produites dans un pays ACEUM, à l'exception du tissu élastomérique qui provient d'un pays qui n'est pas un pays ACEUM. Le tissu élastomérique ne représente que 6 p. 100 du poids total de la couche. Le produit satisfait à toutes les autres exigences applicables du présent règlement. Par conséquent, il est considéré comme étant originaire d'un pays ACEUM en vertu du paragraphe (6).

Exemple 7 : paragraphe 5(6)

Le producteur A, se trouvant dans un pays ACEUM, produit du tissu de coton de la sous-position 5209.11 à partir de fils de coton de la sous-position 5205.11, qu'il produit également.

La règle d'origine spécifique au produit établie à l'annexe I (Annexe ROSP) pour la sous-position 5209.11, dans laquelle le tissu a été classé, prévoit un changement tarifaire de toute position à l'extérieur des positions 52.08 à 52.12, à l'exception de certaines positions dans lesquelles certains fils sont classés, notamment le fil de coton de la sous-position 5205.11.

Par conséquent, en ce qui concerne la partie de la règle qui prévoit un changement de classification tarifaire, pour que le tissu soit admissible à titre de produit originaire, le fil de coton utilisé par le producteur A pour la production du tissu doit être une matière originaire.

À un certain moment, le producteur A utilise une petite quantité de fils de coton non originaires dans la production du tissu de coton. En vertu du paragraphe 5(6), si le poids total des fils de coton non originaires n'est pas supérieur à 10 p. 100 du poids total du tissu de coton, ce tissu est considéré comme un produit originaire.

Exemple 8 : paragraphes 5(7) et (8)

Le producteur A, se trouvant dans un pays ACEUM, produit des robes pour femmes de la sous-position 6204.41 à partir d'un tissu de laine fine de la position 51.12. Ce tissu de laine fine, également produit par le

producteur A, est la composante de la robe qui en détermine la classification tarifaire dans la sous-position 6204.41.

La règle d'origine spécifique au produit établie à l'annexe I (Annexe ROSP) à l'égard de la sous-position 6204.41, dans laquelle est classée la robe, prévoit un changement de classification tarifaire de tout autre chapitre, sauf des positions et chapitres visant certains fils et tissus, y compris les fils de laine peignée et les tissus de laine, et exige que le produit soit taillé et cousu ou autrement assemblé sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM. De plus, les élastiques étroits classés dans la sous-position 5806.20 ou dans la position 60.02 et le fil à coudre classé dans les positions 52.04, 54.01 ou 55.08, ou alors le fil classé dans la position 54.02 utilisé comme fil à coudre, doit être formé et fini sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM pour que la robe soit originaire. Par ailleurs, si la robe comporte une poche, le tissu intérieur de celle-ci doit être formé et fini sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM pour que la robe soit originaire.

En conséquence, en ce qui a trait à la partie de la règle qui prévoit un changement de classification tarifaire, pour que la robe soit admissible à titre de produit originaire, les fils de laine peignée et le tissu de laine fine fabriqué à partir de ceux-ci que le producteur A utilise dans la production de la robe doivent être des matières originaires. En outre, le fil à coudre, les élastiques étroits et les sacs de poche utilisés par le producteur A dans la production de la robe doivent également être formés et finis sur le territoire d'un ou des plusieurs des pays ACEUM.

À un certain moment, le producteur A utilise une petite quantité de fils de laine peignée non originaires dans la production du tissu de laine fine. En vertu du paragraphe 5(7), si le poids total des fils de laine peignée non originaires n'est pas supérieur à 10 p. 100 du poids total de tous les fils utilisés dans la production de la composante de la robe qui en détermine la classification tarifaire, soit le tissu de laine, la robe est considérée comme un produit originaire.

Exemple 9 : paragraphe 5(7)

Le producteur A, situé dans un pays ACEUM, fabrique des chandails tricotés pour femmes, qui ont des corps tricotés et des manches tissées. Le corps tricoté est composé, en poids, de 95 p. 100 de polyester et de 5 p. 100 de spandex. Les manches sont faites à partir de tissus tissés faits de polyester à 100 p. 100 qui proviennent d'un pays qui n'est pas un pays ACEUM. Toutes les matières du corps tricoté proviennent d'un pays ACEUM, à l'exception du spandex, qui provient d'un pays qui n'est pas un pays ACEUM. Le chandail est taillé et cousu dans un pays ACEUM. Comme le corps tricoté confère au vêtement son caractère essentiel, le chandail est classé dans la sous-position 6110.30. La règle d'origine spécifique au produit établie à l'annexe I (Annexe ROSP) pour la sous-position 6110.30 veut que le produit soit à la fois taillé (ou façonné) et cousu ou autrement assemblé sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM. Les manches ne sont pas prises en compte pour déterminer si le chandail est originaire d'un pays ACEUM parce que seule la composante qui détermine la classification tarifaire du produit doit être originaire et la disposition de la règle de minimis s'applique à cette composante. De plus, le poids total du spandex est inférieur à 10 p. 100 du poids total du tissu utilisé pour le corps tricoté, lequel est la composante qui détermine la classification tarifaire du chandail, et le spandex ne dépasse pas 7 p. 100 du poids total du produit. S'il satisfait aux autres exigences applicables du présent règlement, le chandail tricoté pour femmes est originaire du pays ACEUM.

Exemple 10 : paragraphe 5(9)

Une chemise pour hommes du chapitre 61 est faite à partir de deux tissus différents : un pour le corps et un autre pour les manches. La composante qui détermine la classification tarifaire de la chemise pour hommes est le tissu utilisé pour le corps, car il constitue la matière prépondérante en poids et couvre la plus grande surface de l'extérieur de la chemise. Si ce tissu est produit à partir de fibres et de fils non originaires qui ne satisfont pas à une règle de changement tarifaire, la disposition de la règle de minimis est calculée selon le poids total des fibres ou des fils non originaires utilisés dans la production du tissu qui constitue le corps de la chemise. Le poids de ces fibres ou fils non originaires doit être égal ou inférieur à 10 p. 100 du poids total du tissu et toute teneur en élastomère doit être égale ou inférieure à 7 p. 100 du poids total du tissu.

Si la chemise est plutôt entièrement faite du même tissu, la composante qui en détermine la classification tarifaire est ce tissu puisque la chemise est entièrement faite à partir de la même matière. Par conséquent, dans ce deuxième scénario, le poids total des fibres et des fils non originaires utilisés dans la production de la chemise qui ne satisfont pas à une règle de changement tarifaire doit être égal ou inférieur à 10 p. 100 du poids total de la chemise et toute teneur en élastomère doit être égale ou inférieure à 7 p. 100 du poids total de la chemise pour que celle-ci soit considérée comme un produit originaire.

Exemple 11 : paragraphe 5(9)

Le producteur A, se trouvant dans un pays ACEUM, produit des blouses pour femmes de la sous-position 6206.40 à partir d'un tissu, qu'il produit également, en utilisant de 90 p. 100 en poids de fils de polyester originaires de la sous-position 5402.33, de 3 p. 100 de fils de lyocell non originaires de la sous-position 5403.49 et de 7 p. 100 de fils de filaments d'élastomère de la sous-position 5402.44. Ce tissu est la composante des blouses pour femmes qui détermine leur classification tarifaire dans la sous-position 6206.40.

La règle d'origine spécifique au produit de l'annexe I (Annexe ROSP) applicable aux blouses pour femmes de la sous-position 6206.40 requiert un changement de classification tarifaire de tout autre chapitre, sauf des positions et chapitres dans lesquels certains fils et tissus, notamment les fils de polyester et de lyocell et les fils de filaments d'élastomère, sont classés, et que le produit soit à la fois taillé et cousu ou autrement assemblé sur le territoire d'un ou de plusieurs de pays ACEUM.

Dans ce cas, les fils de lyocell non originaires de la sous-position 5403.49 et les fils de filaments d'élastomère non originaires de la sous-position 5402.44 ne satisfont pas au changement de classification tarifaire requis par la règle d'origine spécifique au produit de l'annexe I (Annexe ROSP), car la règle d'origine spécifique au produit de la position 62.06 exclut un changement tarifaire du chapitre 54 à la position 62.06.

Toutefois, selon le paragraphe (7), le produit textile ou le vêtement, classé dans les chapitres 61 à 63 du Système harmonisé, qui, dans la composante qui en détermine la classification tarifaire contient des fibres ou des fils non originaires qui ne satisfont pas au changement de classification tarifaire applicable est tout de même considéré comme un produit originaire si le poids total de ces fibres ou fils ne dépasse pas 10 p. 100 du poids total de la composante, dont le poids total de la teneur en élastomère ne peut dépasser 7 p. 100 du poids total de la composante, et si ce produit satisfait aux autres exigences applicables du présent règlement.

Étant donné que le poids des matières non originaires utilisées par le producteur A ne dépasse pas 10 p. 100 du poids total de la composante qui détermine la classification tarifaire des blouses pour femmes et que le poids de la teneur en élastomère ne dépasse pas 7 p. 100 du poids total de la composante, les blouses pour femmes sont des produits originaires.

Exemple 12 : paragraphe 5(10)

Un producteur, se trouvant dans un pays ACEUM, fabrique des maillots de bain pour garçons de la sous-position 6211.11 à partir de tissus qui ont été tissés dans un pays ACEUM à partir de fils filés dans un pays ACEUM. Toutefois, le producteur utilise un élastique étroit non originaire de la position 60.02 dans la ceinture des maillots de bain. Pour cette raison, dans la mesure où ils sont importés dans un pays ACEUM au moins dix-huit mois après l'entrée en vigueur de l'Accord, les maillots de bain sont considérés comme étant non originaires parce qu'ils ne satisfont pas à l'exigence prévue à la note 3 du chapitre 62. De plus, le paragraphe 5 (7) ne s'applique pas à l'élastique étroit de la position 60.02. Par conséquent, le produit est un produit non originaire.

ARTICLE 6. ENSEMBLE DE PRODUITS, TROUSSES DE PRODUITS OU OUVRAGES COMPOSÉS

6 (1) Le présent article s'applique aux produits classés en tant qu'ensembles par application de la règle 3 des Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé.

(2) *Exigence.* Sauf indication contraire prévue à l'annexe I (Annexe ROSP), tout ensemble est originaire du territoire d'un ou de plusieurs pays ACEUM uniquement si chacun des produits le constituant est un produit originaire et que tant l'ensemble que les produits satisfont aux autres exigences applicables du présent règlement.

(3) *Exceptions.* Nonobstant le paragraphe (2), un ensemble est originaire seulement si la valeur de tous les produits non originaires qui en font partie n'excède pas 10 p. 100 de sa valeur.

(4) *Valeur.* Pour l'application du paragraphe (3), la valeur des produits non originaires qui font partie de l'ensemble et la valeur de l'ensemble sont établies de la même façon que le sont la valeur des matières non originaires aux termes de l'article 8 et la valeur du produit aux termes de l'article 7.

(5) *Exemples.* Les exemples qui suivent sont visés par le paragraphe 1(4).

Exemple 1 : ensemble de peinture

Le producteur A forme un ensemble de peinture pour les arts et l'artisanat. L'ensemble comporte des tubes de peinture, des pinceaux et du papier, qui sont présentés dans une boîte de bois réutilisable. L'ensemble de peinture pour les arts et l'artisanat est classé dans la sous-position 3210.00 par application de la règle 3 des Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé. En conséquence, l'Article 6 s'applique à l'égard de l'ensemble. La peinture, le papier et la boîte de bois sont tous originaires étant donné qu'ils ont subi les changements exigés à l'annexe I (Annexe ROSP). Les pinceaux, qui représentent 4 p. 100 de la valeur de

l'ensemble, sont produits sur le territoire d'un pays autre qu'un pays ACEUM et sont, par conséquent, non originaires. L'ensemble est tout de même originaire.

Exemple 2 : paragraphe 6(2)

Le producteur A, se trouvant dans un pays ACEUM, utilise des matières originaires et des matières non originaires pour former un ensemble de manucure, un onglie, de la sous-position 8214.20. L'onglie comprend une pince à ongles, des ciseaux à cuticules, un coupe-ongle et une lime à ongles avec support en carton, qui sont présentés dans un coffret en plastique muni d'une fermeture à glissière. Ces articles ne sont pas classés en tant qu'ensemble aux termes de la règle 3 des Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé. Le Système harmonisé précise que les onglies sont classés dans la sous-position 8214.20, ce qui signifie que la règle d'origine spécifique établie à l'annexe I (Annexe ROSP) s'applique. Cette règle prévoit un changement de classification tarifaire de tout autre chapitre. Pour que l'onglie soit admissible à titre de produit originaire conformément à la règle établie à l'annexe I (Annexe ROSP), le producteur A ne peut utiliser pour le former aucune matière non originaire du chapitre 82.

Dans ce cas, le producteur A, se trouvant dans un pays ACEUM, produit la pince à ongles, les ciseaux à cuticules et le coupe-ongle inclus dans l'onglie et ces articles sont tous admissibles à titre de produits originaires. Bien qu'ils soient classés dans le même chapitre que l'onglie (chapitre 82), la pince à ongles, les ciseaux à cuticules et le coupe-ongle originaires satisfont à l'exigence de changement de classification tarifaire applicable visant l'onglie. La lime à ongles avec support en carton (sous-position 6805.20) et le coffret en plastique muni d'une fermeture à glissière (sous-position 4202.12) sont importés de l'extérieur des territoires des pays ACEUM; toutefois, ces articles ne sont pas classés dans le chapitre 82 et satisfont donc à l'exigence de changement de classification tarifaire applicable. Par conséquent, l'onglie est un produit originaire.

Exemple 3 : ensemble de pantalon Paragraphe 6(2)

Le producteur A forme un ensemble de pantalon qui comprend un pantalon en denim de coton pour hommes et une ceinture en polyester, emballés ensemble pour la vente au détail. Le pantalon est composé de tissu de coton formé et fini à partir de fils dans un pays ACEUM. Le fil à coudre est formé et fini dans un pays ACEUM. Le tissu intérieur de la poche est formé et fini dans un pays ACEUM et est composé de fils qui sont entièrement formés dans un pays ACEUM. Le pantalon est taillé et cousu dans le pays ACEUM A. La ceinture tissée de polyester avec une boucle métallique est faite dans un pays qui n'est pas un pays ACEUM et expédiée au pays ACEUM A, où elle est passée à travers les passants de la ceinture du pantalon. La valeur de la ceinture représente 8 p. 100 de la valeur combinée du pantalon et de la ceinture.

Le pantalon pour hommes est classé dans la sous-position 6203.42. La règle d'origine établie à l'annexe I (Annexe ROSP) pour la sous-position 6203.42 exige que le pantalon soit fait à partir de tissu produit dans un pays ACEUM à partir de fils produits dans un pays ACEUM. Le pantalon satisfait aux règles établies à l'annexe I (Annexe ROSP) et est considéré comme étant originaire. Toutefois, la ceinture ne satisfait pas aux règles et ne serait pas considérée comme étant originaire. L'ensemble est toutefois un produit originaire si la valeur de la ceinture est égale ou inférieure à 10 p. 100 de sa valeur. Étant donné que la valeur de la ceinture représente 8 p. 100 de la valeur de l'ensemble, l'ensemble de pantalon et ceinture pour hommes est considéré comme un produit originaire selon l'ACEUM.

Exemple 4 : Ensemble chemise et cravate Paragraphe 6(2)

Le producteur A forme un ensemble chemise et cravate pour garçons dans un pays ACEUM. La chemise est produite à partir d'un tissu à couleur solide, tissé et teint, de 55 p. 100 coton et de 45 p. 100 polyester et classé dans la sous-position 5210.31. Le tissu comprend un total de 73,2 fils par centimètre carré et 76 fils métriques. La chemise est emballée dans une enveloppe en polyéthylène pour la vente au détail avec une cravate de tissu fait de 100 p. 100 de polyester tissé et dont la couleur est assortie à celle de la chemise. Les fils utilisés dans le tissu de la chemise sont filés dans un pays qui n'est pas un pays ACEUM et le tissu est tissé et teint dans ce même pays. Le tissu de la chemise est envoyé dans le pays ACEUM où il est taillé et cousu en vêtements finis. La cravate assortie est faite dans un pays qui n'est pas un pays ACEUM et ce, à partir de tissu qui est tissé dans ce pays à partir de fils filés dans ce pays. La valeur de la cravate assortie représente environ 13 p. 100 de la valeur de l'ensemble.

La chemise est classée dans la position 62.05. Elle est conforme à la règle d'origine spécifique au produit de la position 62.05 établie à l'annexe I (Annexe ROSP) et est considérée comme étant originaire parce qu'elle est entièrement fabriquée à partir d'un tissu de la sous-position 5210.31 (pas en carré, contenant plus de 70 fils de chaîne et duites de trame par centimètre carré, dont le fil a un numéro métrique moyen supérieur à 70) qui est taillé et cousu en vêtements finis dans le pays ACEUM. Toutefois, la cravate ne satisfait pas à la règle d'origine spécifique au produit pour la position 62.15 et ne serait pas considérée comme étant originaire. Selon la règle des ensembles, l'ensemble est considéré comme étant originaire, à condition que la valeur de la cravate soit égale ou inférieure à 10 p. 100 de la valeur de l'ensemble. Cependant, comme la valeur de la cravate assortie représente environ 13 p. 100 de la valeur de l'ensemble, celui-ci ne serait pas considéré comme un produit originaire selon l'ACEUM.

Exemple 5 : Ensemble pour chefs Paragraphe 6(2)

Le producteur A, se trouvant dans un pays ACEUM, produit un ensemble pour chefs destiné à la vente au détail en utilisant des matières originaires et non originaires. L'ensemble comprend un tablier, des gants de cuisine et une toque. L'ensemble pour chefs est classé dans la position 62.11 par application de la règle 3 des Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé. Pour cette raison, le paragraphe (3) s'applique à cet ensemble. Le tablier et les gants de cuisine satisfont à leurs règles d'origines spécifiques aux produits pour leur catégorie de produit respective et sont par conséquent considérés comme étant originaires. La toque, qui représente 9,7 p. 100 de la valeur de l'ensemble, est produite sur le territoire d'un pays qui n'est pas un pays ACEUM et n'est donc pas originaire. L'ensemble est tout de même un produit originaire puisque moins de 10 p. 100 de la valeur de l'ensemble est non originaire.

PARTIE III

ARTICLE 7. TENEUR EN VALEUR RÉGIONALE

7(1) Calcul. Sauf disposition contraire du paragraphe (6), la teneur en valeur régionale d'un produit est calculée, au choix de l'importateur, de l'exportateur ou du producteur du produit, selon la méthode de la valeur transactionnelle ou selon la méthode du coût net.

(2) *Méthode de la valeur transactionnelle.* La méthode de la valeur transactionnelle servant au calcul de la teneur en valeur régionale d'un produit correspond à la formule suivante :

$$\text{TVR} = (\text{VT} - \text{VMN}) \div \text{VT} \times 100$$

où :

TVR représente la teneur en valeur régionale du produit, exprimée en pourcentage;

VT la valeur transactionnelle du produit, établie conformément à l'annexe III relativement à l'opération au cours de laquelle le producteur du produit a vendu celui-ci, ajustée pour exclure tous autres frais engagés pour l'expédition internationale;

VMN la valeur des matières non originaires utilisées par le producteur dans la production du produit, établie conformément à l'article 8.

(3) *Méthode du coût net.* La méthode du coût net servant au calcul de la teneur en valeur régionale d'un produit correspond à la formule suivante :

$$\text{TVR} = (\text{CN} - \text{VMN}) \div \text{CN} \times 100$$

où :

TVR représente la teneur en valeur régionale du produit, exprimée en pourcentage;

CN le coût net du produit, déterminé conformément au paragraphe (11);

VMN la valeur des matières non originaires utilisées par le producteur dans la production du produit, établie conformément à l'article 8, sauf disposition contraire des articles 14 et 15.

(4) *Matières non originaires : valeurs non incluses.* Pour le calcul de la teneur en valeur régionale d'un produit en application des paragraphes (2) ou (3), ne peuvent être incluses dans la valeur des matières non originaires utilisées par le producteur dans la production du produit :

- a) la valeur des matières non originaires utilisées par un autre producteur pour produire des matières originaires qui sont subséquentement acquises et utilisées par le producteur du produit dans la production de celui-ci;
- b) la valeur des matières non originaires utilisées par le producteur pour produire une matière autoproduite qui constitue une matière originaire et qui est désignée comme matière intermédiaire.

(5) *Matière autoproduite.* Pour l'application du paragraphe (4) :

- a) lorsqu'une matière autoproduite n'est pas désignée comme matière intermédiaire, seule la valeur des matières non originaires utilisées dans la production de la matière autoproduite est incluse dans la valeur des matières non originaires utilisées dans la production du produit;

- b) lorsqu'une matière autoproduite qui est désignée comme matière intermédiaire et qui constitue une matière originaire est utilisée par le producteur du produit avec des matières non originaires (produites ou non par lui) dans la production du produit, la valeur de ces matières non originaires est incluse dans la valeur des matières non originaires.

(6) *Cas où la méthode du coût net est obligatoire.* La teneur en valeur régionale d'un produit est obligatoirement calculée selon la méthode du coût net si la règle établit à l'annexe I (Annexe ROSP) n'établit pas de règle pour le produit selon la méthode de la valeur transactionnelle.

(7) *Cas où la méthode du coût net peut être changée.* Lorsque l'importateur, l'exportateur ou le producteur d'un produit en calcule la teneur en valeur régionale selon la méthode de la valeur transactionnelle et que l'administration douanière d'un pays ACEUM l'avise subséquemment par écrit, au cours d'une vérification de l'origine, d'une des choses ci-après, il peut choisir de calculer la teneur en valeur régionale du produit selon la méthode du coût net, auquel cas le calcul doit être fait dans les trente jours suivant la réception de l'avis ou dans le délai plus long fixé par l'administration douanière :

- a) que la valeur transactionnelle du produit, établie par lui, doit être rajustée en application de l'article 4 de l'annexe III;
- b) que la valeur, établie par lui, de toute matière utilisée dans la production du produit doit être rajustée en application de l'article 4 de l'annexe VI.

(8) *Cas où la méthode du coût net ne peut être changée.* Si l'importateur, l'exportateur ou le producteur d'un produit en calcule la teneur en valeur régionale selon la méthode du coût net et que l'administration douanière d'un pays ACEUM l'avise subséquemment par écrit, au cours d'une vérification de l'origine, que le produit ne satisfait pas à la prescription applicable de teneur en valeur régionale, il ne peut en recalculer la teneur en valeur régionale selon la méthode de la valeur transactionnelle.

(9) *Précision.* Le paragraphe (7) n'a pas pour effet d'empêcher l'examen ou l'appel, prévus à l'article 5.15 de l'Accord, mis en œuvre dans chacun des pays ACEUM, du rajustement ou du rejet :

- a) de la valeur transactionnelle du produit;
- b) de la valeur d'une matière utilisée dans la production du produit.

(10) *Valeur des matières non originaires identiques.* Pour l'application de la méthode de la valeur transactionnelle, lorsque sont utilisées dans la production d'un produit des matières non originaires qui sont les mêmes à tous égards, notamment quant aux caractéristiques physiques, à la qualité et à la réputation, abstraction faite des différences d'aspect mineures, la valeur de ces matières non originaires peut, au choix du producteur du produit, être établie selon l'une des méthodes prévues à l'annexe VII.

(11) *Calcul du coût net d'un produit.* Pour l'application du paragraphe (3), le coût net d'un produit est déterminé, au choix du producteur, de l'une des façons suivantes :

- a) par la détermination du coût total engagé à l'égard de tous les produits produits par lui, la déduction des coûts exclus qui sont compris dans ce coût total et l'attribution de façon raisonnable du reste au produit conformément à l'annexe V;
- b) par la détermination du coût total engagé à l'égard de tous les produits produits par lui, l'attribution de façon raisonnable de ce coût total au produit conformément à l'annexe V et la déduction des coûts exclus qui sont compris dans le montant attribué au produit;
- c) par l'attribution de façon raisonnable, conformément à l'annexe V, de chaque coût faisant partie du coût total engagé à l'égard du produit de façon que le total de ces coûts ne comprenne pas de coûts exclus.

(12) *Détermination du coût total.* Le coût total visé au paragraphe (11) correspond aux coûts visés au paragraphe 1(6) et est déterminé conformément à ce paragraphe et au paragraphe 1(7).

(13) *Détermination du coût net d'un produit.* Pour la détermination du coût net en application du paragraphe (11) :

- a) les coûts exclus sont ceux consignés dans les livres comptables du producteur du produit;
- b) les coûts exclus qui sont compris dans la valeur d'une matière utilisée dans la production du produit ne sont pas déduits ou autrement exclus du coût total;
- c) les coûts exclus ne comprennent pas les sommes payées pour les services en matière de recherche et de développement exécutés sur le territoire d'un pays ACEUM.

(14) *Frais d'intérêt non admissibles.* Pour le calcul des frais d'intérêt non admissibles, il est déterminé conformément à l'annexe IX si les frais d'intérêt engagés par le producteur dépassent de plus de 700 points de base le taux d'intérêt à échéances comparables fixé par le gouvernement fédéral du pays où il se trouve.

(15) *Utilisation de l'établissement de la moyenne pendant une période.* Pour l'application de la méthode du coût net, sauf dans le cas d'un produit pouvant faire l'objet d'un choix visant l'établissement des coûts en fonction de la moyenne aux termes des paragraphes 16(1) ou (10), la teneur en valeur régionale du produit peut, si le producteur en fait le choix, être calculée de la manière suivante :

- a) par le calcul de la somme des coûts nets engagés par lui et la somme des valeurs des matières non originaires utilisées par lui à l'égard du produit et des produits identiques ou des produits similaires, ou de toute combinaison de ceux-ci, produits par lui dans une même usine au cours de l'une des périodes suivantes :
 - (i) un mois,
 - (ii) toute période de trois mois ou de six mois consécutifs qui tombe dans son exercice et qui peut être également divisée dans le nombre de mois restants dans cet exercice au début de cette période,

(iii) son exercice;

- b) par l'utilisation des sommes visées à l'alinéa a) respectivement comme coût net et valeur des matières non originaires.

(16) *Application.* Le calcul effectué selon le paragraphe (15) s'applique à toutes les unités du produit produites pendant la période choisie par le producteur en application de l'alinéa (15)a).

(17) *Aucun changement quant aux produits et période visés.* Le choix effectué en vertu du paragraphe (15) ne peut être ni révoqué ni modifié en ce qui concerne les produits ou la période qu'il vise.

(18) *Période réputée choisie.* Le producteur qui choisit comme période un mois, un trimestre ou un semestre en application du paragraphe (15) à l'égard d'un produit est réputé avoir choisi aux termes de ce paragraphe une ou plusieurs périodes de même durée pour le reste de son exercice à l'égard de ce produit.

(19) *Méthode et période pour le reste de l'exercice.* Lorsque la méthode du coût net est obligatoire ou a été choisie et qu'un choix a été effectué aux termes du paragraphe (15), la teneur en valeur régionale du produit est calculée selon la méthode du coût net pour la période choisie aux termes de ce paragraphe et pour le reste de l'exercice du producteur.

(20) *Analyse des coûts réels.* Sauf disposition contraire du paragraphe 16(9), le producteur d'un produit qui en a calculé la teneur en valeur régionale selon la méthode du coût net en se basant sur les coûts estimatifs, notamment des coûts standards, des prévisions budgétaires ou autres procédures d'estimation similaires, avant ou pendant la période choisie en application de l'alinéa (15)a), effectuée à la fin de son exercice une analyse des coûts réels engagés au cours de cette période relativement à la production du produit.

(21) *Option de considérer les matières comme matières non originaires.* Pour le calcul de la teneur en valeur régionale d'un produit, le producteur peut choisir de considérer comme matière non originaire toute matière utilisée dans la production de ce produit.

(22) *Exemples.* Les exemples qui suivent sont visés par le paragraphe 1(4).

Exemple 1 : exemple de point d'expédition directe (en ce qui concerne la définition de « ajustée pour exclure tous autres frais engagés pour l'expédition internationale »)

Un producteur n'a qu'une usine où il fabrique des chaises de bureau. Étant donné que l'usine est située près des installations de transport, toutes les unités du produit fini sont emmagasinées dans un entrepôt de l'usine situé à 200 m de la fin de la chaîne de production. Les produits sont expédiés dans le monde entier depuis cet entrepôt. Le point d'expédition directe est l'entrepôt.

Exemple 2 : exemple de point d'expédition directe (en ce qui concerne la définition de « ajustée pour exclure tous autres frais engagés pour l'expédition internationale »)

Un producteur possède six usines, toutes situées sur le territoire d'un des pays ACEUM, où il produit des outils de jardin de divers types. Ces outils sont expédiés dans le monde entier et les commandes prennent habituellement la forme de commandes en vrac de divers types d'outils. Étant donné que différents outils sont

fabriqués à différentes usines, le producteur a décidé de réunir les installations d'emmagasiner et d'expédition. Il expédie donc tous les produits finis dans un grand entrepôt situé près du port de mer, d'où sont expédiées toutes les commandes. La distance qui sépare les usines de l'entrepôt varie de 3 km à 130 km. Le point d'expédition directe pour chacun des produits est l'entrepôt.

Exemple 3 : point d'expédition directe (en ce qui concerne la définition de « ajustée pour exclure tous autres frais engagés pour l'expédition internationale »)

Un producteur ne possède qu'une usine, située près du centre d'un pays ACEUM, où il fabrique des chaises de bureau. Les chaises de bureau sont expédiées depuis cette usine à trois entrepôts loués par le producteur; l'un se trouve sur la côte ouest, l'autre, à proximité de l'usine et le troisième, sur la côte est. Les chaises de bureau sont expédiées aux acheteurs depuis ces entrepôts, le lieu d'expédition variant en fonction de la distance entre l'entrepôt et l'endroit où se trouve l'acheteur. Les acheteurs se trouvant le plus près de l'entrepôt situé sur la côte ouest sont habituellement approvisionnés par celui-ci, ceux se trouvant le plus près de la côte est, par l'entrepôt situé sur la côte est et ceux se trouvant le plus près de l'entrepôt situé à proximité de l'usine, par cet entrepôt. Dans cette situation, le point d'expédition directe est le lieu de l'entrepôt, d'où les chaises de bureau sont habituellement expédiées aux clients, à l'endroit où se trouve l'acheteur.

Exemple 4 : paragraphe 7(3), méthode du coût net

Un producteur, se trouvant dans le pays ACEUM A, vend le produit A, qui est assujéti à une prescription de teneur en valeur régionale, à un acheteur se trouvant dans le pays ACEUM B. Le producteur du produit A choisit que la teneur en valeur régionale de ce produit soit calculée selon la méthode du coût net. Mis à part la prescription de teneur en valeur régionale, toutes les exigences applicables du présent règlement sont respectées. La prescription applicable de teneur en valeur régionale s'élève à 50 p. 100.

Pour calculer la teneur en valeur régionale du produit A, le producteur détermine d'abord le coût net de ce produit. Selon l'alinéa 6(11)a), le coût net correspond au coût total du produit A (l'ensemble des coûts incorporables, des coûts non incorporables et des autres coûts) par unité, moins les coûts exclus (le total des frais de promotion des ventes, de commercialisation et de service après-vente, des redevances, des frais d'expédition et d'emballage et des frais d'intérêt non admissibles) par unité. Le producteur utilise les montants ci-après pour déterminer le coût net :

Coûts incorporables :

Valeur des matières originaires 30,00 \$

Valeur des matières non originaires 40,00 \$

Autres coûts incorporables 20,00 \$

Coûts non incorporables : 10,00 \$

Autres coûts : 0,00 \$

Coût total du produit A, par unité : 100,00 \$

Coûts exclus :

Frais de promotion des ventes, de commercialisation et de service après-vente 5,00 \$

Redevances 2,50 \$

Frais d'expédition et d'emballage 3,00 \$

Frais d'intérêt non admissibles 1,50 \$

Total des coûts exclus 12,00 \$

Le coût net correspond au coût total du produit A, par unité, moins les coûts exclus.

Coût total du produit A, par unité : 100,00 \$

Coûts exclus : 12,00 \$

Coût net du produit A, par unité : 88,00 \$

Il faut avoir le coût net (88 \$) et la valeur des matières non originaires (40 \$) pour calculer la teneur en valeur régionale. Le producteur calcule la teneur en valeur régionale du produit A, selon la méthode du coût net, de la manière suivante :

$$TVR = (CN - VMN) \div CN \times 100$$

$$= (88 - 40) \div 88 \times 100$$

$$= 54,5 \%$$

Par conséquent, selon la méthode du coût net, le produit A est admissible à titre de produit originaire, ayant une teneur en valeur régionale de 54,5 p. 100.

Exemple 5 : alinéa 7(11)a)

Un producteur se trouvant dans un pays ACEUM produit les produits A et B au cours de son exercice.

Pour déterminer le coût net de ces produits, il utilise les montants ci-après, consignés dans ses livres comptables, qui représentent tous les coûts engagés à l'égard des produits A et B :

Coûts incorporables :

Valeur des matières originaires 2 000 \$

Valeur des matières non originaires 1 000 \$

Autres coûts incorporables 2 400 \$

Coûts non incorporables (y compris des coûts exclus de 1 200 \$) 3 200 \$

Autres coûts 400 \$

Coût total des produits A et B : 9 000 \$

Le coût net correspond au coût total des produits A et B, moins les coûts exclus engagés à l'égard de ces produits.

Coût total des produits A et B : 9 000 \$

Coûts exclus : 1 200 \$

Coût net des produits A et B : 7 800 \$

Il faut ensuite attribuer de façon raisonnable le coût net des produits A et B conformément à l'annexe V.

Exemple 6 : alinéa 7(11)b)

Un producteur se trouvant dans un pays ACEUM produit les produits A et B au cours de son exercice. Pour calculer la teneur en valeur régionale de ces produits, il utilise les montants ci-après, consignés dans ses livres comptables, qui représentent tous les coûts engagés à l'égard de ces produits :

Coûts incorporables :

Valeur des matières originaires 2 000 \$

Valeur des matières non originaires 1 000 \$

Autres coûts incorporables 2 400 \$

Coûts non incorporables (y compris des coûts exclus de 1 200 \$) : 3 200 \$

Autres coûts : 400 \$

Coût total des produits A et B : 9 000 \$

Selon l'alinéa 6(11)b), il faut ensuite attribuer de façon raisonnable le coût total des produits A et B conformément à l'annexe VII. L'attribution est faite de la manière suivante :

Montant attribué au produit A 5 200\$

Montant attribué au produit B 3 780\$

Coût total (pour les produits A et B) 9 000\$

Les coûts exclus (1 200 \$) qui sont compris dans le coût total attribué aux produits A et B conformément à l'annexe VII sont déduits de ce montant.

Total des coûts exclus :

Frais de promotion des ventes, de commercialisation et de service après-vente 500

Redevances 200

Frais d'expédition et d'emballage 500

Coûts exclus attribués au produit A :

Frais de promotion des ventes, de commercialisation et de service après-vente 290

Redevances 116

Frais d'expédition et d'emballage 290

Coût net (coût total moins les coûts exclus) : 4 524\$

Coûts exclus attribués au produit B

Frais de promotion des ventes, de commercialisation et de service après-vente 210

Redevances 84

Frais d'expédition et d'emballage 210

Coût net (coût total moins les coûts exclus) : 3 276\$

Le coût net du produit A s'élève donc à 4 524 \$ et le coût net du produit B, à 3 276 \$.

Exemple 7 : alinéa 7(11)c)

Un producteur se trouvant dans un pays ACEUM produit les produits C et D. Les coûts ci-après sont consignés dans ses livres comptables pour les mois de janvier, février et mars, et chaque coût faisant partie du coût total est attribué de façon raisonnable aux produits C et D conformément à l'annexe VII.

Coût total : produit C et produit D (en milliers de dollars)

Coûts incorporables :

Valeur des matières originaires 100

Valeurs des matières non originaires 900

Autres coûts incorporables 500

Coûts non incorporables (y compris des coûts exclus de 420\$) 5 679

Moins les coûts exclus : 420

Autres coûts : 0

Coût total (ensemble des coûts incorporables, des coûts non incorporables et des autres coûts) : 6 759

Montants attribués au produit C (en milliers de dollars)

Coûts incorporables :

Valeur des matières originaires 0

Valeurs des matières non originaires 800

Autres coûts incorporables 300

Coûts non incorporables (y compris des coûts exclus de 420\$) 3 036

Moins les coûts exclus : 300

Autres coûts : 0

Coût total (ensemble des coûts incorporables, des coûts non incorporables et des autres coûts) :

3 836

Montants attribués au produit D (en milliers de dollars)

Coûts incorporables :

Valeur des matières originaires 100

Valeurs des matières non originaires 100

Autres coûts incorporables 200

Coûts non incorporables (y compris des coûts exclus de 420\$) 2 643

Moins les coûts exclus : 120

Autres coûts : 0

Coût total (ensemble des coûts incorporables, des coûts non incorporables et des autres coûts): 2 923

Exemple 8 paragraphe 7(12)

Le producteur A, se trouvant dans un pays ACEUM, produit le produit A qui est assujéti à une prescription de teneur en valeur régionale. Il choisit que la teneur en valeur régionale de ce produit soit calculée selon la méthode du coût net. Il achète une matière X du producteur B, se trouvant dans un pays ACEUM. La matière X est une matière non originaire qui est utilisée dans la production du produit A. Le producteur A fournit sans frais au producteur B les moules devant servir à la production de la matière X. Le coût des moules, consigné dans les livres comptables du producteur A, a été imputé à l'année en cours. Conformément au sous-alinéa 4(1)b)(ii) de l'annexe VI, la valeur des moules est comprise dans la valeur de la matière X. En conséquence, le coût des moules consigné dans les livres comptables du producteur A et imputé à l'année en cours ne peut être inclus comme coût distinct dans le coût net du produit A, parce qu'il a déjà été inclus dans la valeur de la matière X.

Exemple 9 : paragraphe 7(12)

Le producteur A, se trouvant dans un pays ACEUM, produit le produit A qui est assujéti à une prescription de teneur en valeur régionale. Il choisit que la teneur en valeur régionale de ce produit soit calculée selon la méthode du coût net et il en fait la moyenne pour l'ensemble de son exercice en application du paragraphe 7(15). Il détermine qu'au cours de cet exercice il a réalisé un gain de 10 000 \$ et subi une perte de 8 000 \$ relativement aux opérations de change, ce qui lui a donné un gain net de 2 000 \$. Il détermine également que 7 000 \$ du gain relatif aux opérations de change et 6 000 \$ de la perte relative à ces opérations se rapportent à l'achat de matières non originaires utilisées dans la production du produit A, et que 3 000 \$ du gain relatif aux opérations de change et 2 000 \$ de la perte relative à ces opérations ne sont pas liés à la production du produit A. Le producteur détermine que le coût total du produit A s'élève à 45 000 \$, avant la déduction du gain net de 1 000 \$ relatif aux opérations de change liées à la production du produit A. Le coût total du produit A s'élève donc à 44 000 \$. Le gain net de 1 000 \$ n'est pas inclus dans la valeur des matières non originaires aux termes du paragraphe 8(1).

Exemple 10 : paragraphe 7(12)

Il s'agit des mêmes faits que dans l'exemple 9, sauf que le producteur A détermine que 6 000 \$ du gain relatif aux opérations de change et 7 000 \$ de la perte relative à de telles opérations se rapportent à l'achat de matières non originaires utilisées dans la production du produit A. Le coût total du produit A s'élève à 45 000 \$, ce qui comprend la perte nette de 1 000 \$ relative aux opérations de change liées à la production du produit A. Cette perte nette de 1 000 \$ n'est pas incluse dans la valeur des matières non originaires aux termes du paragraphe 8(1).

PARTIE IV

ARTICLE 8. MATIÈRES

8 (1) Valeur d'une matière utilisée dans la production. Sauf disposition contraire applicable aux matières non originaires utilisées dans la production d'un produit visé à l'article 14 ou au paragraphe 15(1), et sauf dans le cas des matières indirectes, des matières intermédiaires et des matières d'emballage et contenants, pour le calcul de la teneur en valeur régionale d'un produit et pour l'application des paragraphes 5(1) et (4), la valeur d'une matière utilisée dans la production du produit est :

- a) sauf disposition contraire du paragraphe (4), s'il s'agit d'une matière importée par le producteur du produit sur le territoire du pays ACEUM où a lieu la production du produit, la valeur transactionnelle de la matière au moment de son importation, y compris les frais engagés pour l'expédition internationale de la matière;
- b) s'il s'agit d'une matière acquise par le producteur du produit d'une autre personne se trouvant sur le territoire du pays ACEUM où a lieu la production du produit :
 - (i) soit le prix payé ou à payer par le producteur dans le pays ACEUM où il se trouve,
 - (ii) soit la valeur établie pour une matière importée en vertu de l'alinéa a),
 - (iii) soit le premier prix vérifiable payé ou à payer sur le territoire du pays ACEUM où a lieu la production du produit;
- c) s'il s'agit d'une matière autoproduite, la somme des éléments suivants :
 - (i) tous les coûts de production de la matière, notamment les frais généraux,
 - (ii) un montant équivalent au bénéfice ajouté dans la pratique normale du commerce ou égal à celui qui correspond normalement aux ventes de produits de même espèce ou de même nature que la matière autoproduite qui est évaluée, pourvu qu'aucune matière autoproduite ayant été utilisée dans sa production n'ait été évaluée, y compris le montant équivalent ou égal au bénéfice selon le présent paragraphe.

(2) *Ajustement au valeur des matières.* Les coûts ci-après peuvent être déduits de la valeur d'une matière non originaire ou d'une matière d'origine indéterminée, s'ils sont inclus aux termes du paragraphe (1) :

- a) les frais de transport, d'assurance et d'emballage et autres frais engagés pour le transport de la matière jusqu'à l'emplacement du producteur du produit;
- b) les droits et taxes payés ou à payer relativement à la matière sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM, autres que les droits et les taxes qui font l'objet d'une exemption ou qui sont remboursés, remboursables ou récupérables de quelque autre manière, y compris tout crédit à valoir sur les droits ou les taxes payés ou à payer;
- c) les frais de courtage en douane, y compris les frais des services internes de courtage en douane, engagés relativement à la matière sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM;
- d) le coût des déchets et rebuts qui résultent de l'utilisation de la matière dans la production du produit, moins la valeur des déchets récupérables ou sous-produits.

(3) *Preuve documentaire requise.* Si un coût ou une dépense énuméré au paragraphe (2) est inconnu ou que le montant de l'ajustement n'est pas étayé par une pièce documentaire, aucun ajustement ne peut être fait pour ce coût ou cette dépense.

(4) *Valeur transactionnelle non acceptable.* Pour l'application de l'alinéa (1)a), lorsque la valeur transactionnelle de la matière visée à cet alinéa n'est pas acceptable selon l'annexe IV (Valeur transactionnelle inacceptable) ou lorsqu'il n'y en a pas selon cette annexe, la valeur de la matière est établie conformément à l'annexe VI (Valeur des matières) et, si les coûts visés au paragraphe (2) sont compris dans cette valeur, ils peuvent être déduits de cette valeur.

(5) *Coût consignés dans des livres comptables.* Pour l'application du paragraphe (1), les coûts énumérés à l'alinéa (1)c) sont ceux visés à ces alinéas qui sont consignés dans les livres comptables du producteur du produit.

(6) *Désignation de matières autoproduites en tant que matières intermédiaires.* Toute matière autoproduite utilisée dans la production d'un produit peut être désignée comme une matière intermédiaire par le producteur du produit, pour le calcul de la teneur en valeur régionale du produit, à la condition que, si la matière intermédiaire est assujettie à une prescription de teneur en valeur régionale, aucune autre matière autoproduite assujettie à une prescription de teneur en valeur régionale et incorporée dans cette matière intermédiaire ne soit désignée également par le producteur comme une matière intermédiaire.

(7) *Précisions.* Pour l'application du paragraphe (6) :

- a) afin d'être admissible à titre de matière originaire, une matière autoproduite qui est désignée comme matière intermédiaire doit être admissible à titre de matière originaire aux termes du présent règlement;
- b) la désignation d'une matière autoproduite comme matière intermédiaire se fait uniquement au choix du producteur de cette matière autoproduite;
- c) sauf disposition contraire du paragraphe 9(6), la condition prévue au paragraphe (6) ne s'applique pas à une matière intermédiaire utilisée par un autre producteur dans la production d'une matière qui est subséquemment acquise et utilisée dans la production d'un produit par le producteur visé au paragraphe (6).

(8) *Valeur de la matière intermédiaire.* La valeur d'une matière intermédiaire est égale, au choix du producteur du produit :

- a) soit au coût total engagé par lui à l'égard de tous les produits produits par lui qui peut être attribué de façon raisonnable à cette matière intermédiaire en conformité avec l'annexe V;
- b) soit à l'ensemble des coûts dont chacun fait partie du coût total engagé à l'égard de cette matière intermédiaire qui peut être attribué de façon raisonnable à celle-ci en conformité avec l'annexe V.

(9) *Calcul du coût total.* Le coût total visé au paragraphe (8) correspond aux coûts visés au paragraphe 1(6) et est déterminé conformément à ce paragraphe et au paragraphe 1(7).

(10) *Annulation d'une désignation.* Lorsque le producteur d'un produit désigne une matière autoproduite comme matière intermédiaire aux termes du paragraphe (6) et que l'administration douanière du pays ACEUM

où le produit est importé établi, à l'occasion d'une vérification de l'origine du produit, que la matière intermédiaire est une matière non originaire et en avise le producteur par écrit avant qu'il soit établi par écrit que le produit est admissible ou non à titre de produit originaire, le producteur peut annuler cette désignation, et la teneur en valeur régionale du produit doit être calculée comme si la matière autoproduite n'avait pas été ainsi désignée.

(11) *Effets d'une annulation.* Le producteur d'un produit qui annule une désignation aux termes du paragraphe (10) peut, dans les trente jours suivant la date à laquelle il a été avisé par écrit par l'administration douanière visée au paragraphe (10) que la matière autoproduite visée à l'alinéa a) est une matière non originaire, désigner comme matière intermédiaire une autre matière autoproduite qui est incorporée dans le produit, sous réserve de la condition prévue au paragraphe (6).

(12) *Deuxième annulation.* Si le producteur d'un produit désigne une autre matière autoproduite comme matière intermédiaire aux termes du paragraphe (6) et que l'administration douanière visée au paragraphe (10) établit, au cours de la vérification de l'origine du produit, que cette matière autoproduite est une matière non originaire, le producteur :

- a) peut annuler la désignation, et la teneur en valeur régionale du produit est calculée comme si la matière autoproduite n'avait pas été ainsi désignée;
- b) ne peut désigner comme matière intermédiaire aucune autre matière autoproduite qui est incorporée dans le produit.

(13) *Matières indirectes.* Pour déterminer si un produit est un produit originaire, une matière indirecte utilisée dans la production du produit :

- a) est réputée être une matière originaire, quel que soit l'endroit où elle est produite;
- b) si le produit est assujéti à une prescription de teneur en valeur régionale, pour la détermination du coût net selon la méthode du coût net, a une valeur égale à ses coûts consignés dans les livres comptables du producteur du produit.

(14) *Matières de conditionnement et contenants.* Les matières de conditionnement et contenants qui sont classés, selon le Système harmonisé, avec le produit qu'ils contiennent ne sont pas pris en compte aux fins :

- a) d'établir si toutes les matières non originaires utilisées dans la production du produit subissent un changement de classification tarifaire applicable;
- b) d'établir si un produit est entièrement obtenu ou produit;
- c) d'établir, conformément au paragraphe 5(1), la valeur des matières non originaires qui ne subissent pas de changement de classification tarifaire applicable.

(15) *Cas où la valeur des matières de conditionnement et contenants est prise en compte.* Lorsque les matières de conditionnement et contenants dans lesquels un produit est conditionné pour la vente au détail sont classés, selon le Système harmonisé, avec le produit qu'ils contiennent et que celui-ci est assujéti à une prescription de

teneur en valeur régionale, la valeur de ces matières de conditionnement et contenants est prise en compte comme s'il s'agissait de matières originaires ou de matières non originaires, selon le cas, pour le calcul de la teneur en valeur régionale du produit.

(16) *Matières de conditionnement et contenants autoproduits.* Pour l'application du paragraphe (15), lorsque les matières de conditionnement et contenants sont des matières autoproduites, le producteur peut choisir de les désigner comme matières intermédiaires en vertu du paragraphe (6).

(17) *Matières d'emballage et contenants.* Pour déterminer si un produit est un produit originaire, les matières d'emballage et contenants ne sont pas pris en compte.

(18) *Matières fongibles et produits fongibles.* Les matières et produits fongibles sont des produits originaires dans les cas suivants :

- a) lorsque les matières fongibles qui sont des matières originaires et des matières non originaires sont dans l'une des situations ci-après, l'une des méthodes de gestion des stocks conformes aux principes comptables généralement reconnus, ou autrement acceptée, par le pays ACEUM dans lequel la production a lieu ou une méthode de gestion des stocks prévue à l'annexe VIII est utilisée pour déterminer s'il s'agit de matières originaires :
 - (i) soit elles sont retirées d'un stock situé dans un seul lieu et sont utilisées dans la production du produit,
 - (ii) soit elles sont retirées de stocks situés dans plus d'un lieu sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM et sont utilisées dans la production du produit dans une même installation de production;
- b) lorsque les produits fongibles qui sont des produits originaires et des produits non originaires sont combinés et exportés sous une même forme, l'une des méthodes de gestion des stocks conforme aux principes comptables généralement reconnus, ou autrement acceptée, par le pays ACEUM à partir duquel le produit a été exporté ou une méthode de gestion des stocks prévue à l'annexe VIII est utilisée pour déterminer s'ils sont originaires.

(19) La méthode de gestion des stocks choisie aux termes du paragraphe (18) est utilisée tout au long de l'exercice du producteur ou de la personne qui l'a choisie.

(20) Un importateur peut affirmer qu'une matière ou un produit fongible est originaire si l'importateur, le producteur ou l'exportateur a séparé physiquement chaque matière fongible ou produit fongible afin d'en permettre l'identification spécifique.

(21) *Choix de la méthode de gestion des stocks.* Si les matières fongibles visées à l'alinéa (18)a) et les produits fongibles visés à l'alinéa (18)b) sont retirés du même stock, la méthode de gestion des stocks utilisée à l'égard des matières doit être la même que celle utilisée à l'égard des produits. En outre, si la méthode de la moyenne est utilisée, les périodes respectives choisies à cette fin à l'égard des matières fongibles et des produits fongibles doivent être utilisées.

(22) *Avis écrit.* Le choix de l'une des méthodes de gestion des stocks prévues au paragraphe (18) est considéré comme ayant été fait si, au cours de la vérification de l'origine des produits, l'administration douanière du pays ACEUM dans lequel les produits sont importés en est informée par écrit.

(23) *Accessoires, pièces de rechange, outils, modes d'emploi ou autres documents d'information.* Pour l'application des paragraphes (24) à (27), les accessoires, pièces de rechange, outils, modes d'emploi ou autres documents d'information sont visés lorsque, à la fois :

- a) ils sont classés et livrés avec le produit, mais ne sont pas facturés séparément;
- b) leur type, quantité et valeur sont habituels pour ce produit au sein de l'industrie qui produit le produit.

(24) *Exclusion.* Les accessoires, pièces de rechange, outils, modes d'emploi ou autres documents d'information ne sont pas pris en compte pour établir :

- a) si un produit est entièrement obtenu;
- b) si les matières non originaires utilisées dans la production du produit satisfont à l'exigence de traitement ou de changement de classification tarifaire applicable établie à l'annexe I (Annexe ROSP);
- c) conformément au paragraphe 5(1), la valeur des matières non originaires qui ne subissent pas de changement de classification tarifaire applicable.

(25) *Valeur pour le calcul de la teneur en valeur régionale.* Lorsqu'un produit est assujéti à une prescription de teneur en valeur régionale, la valeur des accessoires, pièces de rechange, outils, modes d'emploi ou autres documents d'information est prise en compte comme s'il s'agissait de matières originaires ou non originaires, selon le cas, pour le calcul de la teneur en valeur régionale du produit.

(26) *Désignation.* Pour l'application du paragraphe (25), lorsque les accessoires, pièces de rechange, outils, modes d'emploi ou autres documents d'information sont des matières autoproduites, le producteur peut choisir de les désigner comme matières intermédiaires en vertu du paragraphe (6).

(27) *Caractère originaire.* Les accessoires, pièces de rechange, outils, modes d'emploi ou autres documents d'information d'un produit ont le caractère originaire du produit avec lequel ils sont livrés.

(28) *Exemples illustrant les dispositions sur les matières.* Les exemples qui suivent sont visés par le paragraphe 1(4).

Exemple 1 : paragraphe 8(4), valeur transactionnelle non établie conformément à l'annexe VI

Le producteur A, se trouvant dans le pays ACEUM A, y importe un plateau de bicyclette qu'il a acheté d'un intermédiaire se trouvant dans le pays B. L'intermédiaire a acheté le plateau d'un fabricant se trouvant dans le pays B. Sous le régime des lois du pays ACEUM A qui mettent en œuvre l'Entente sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs et le commerce, la valeur en douane du plateau a été établie en

fonction du prix effectivement payé ou à payer par l'intermédiaire au fabricant. Le producteur A utilise le plateau pour produire une bicyclette et exporte celle-ci vers le pays ACEUM C. La bicyclette est assujettie à une prescription de teneur en valeur régionale.

Aux termes du paragraphe 3(1) de l'annexe VI (Valeur des matières), le prix effectivement payé ou à payer correspond au paiement total effectué ou à effectuer par le producteur au vendeur de la matière ou au profit de celui-ci. L'article 1 de cette annexe donne une définition de « producteur » et de « vendeur » pour l'application de cette annexe. Le producteur est une personne qui utilise la matière dans la production d'un produit qui est assujetti à une prescription de teneur en valeur régionale. Le vendeur est une personne qui vend au producteur la matière à évaluer.

La valeur transactionnelle du plateau n'a pas été établie conformément à l'annexe VI parce qu'elle est fondée sur le prix effectivement payé ou à payer par l'intermédiaire au fabricant et non sur le prix effectivement payé ou à payer par le producteur A à l'intermédiaire. Par conséquent, le paragraphe 8(4) s'applique et le plateau est évalué conformément à l'annexe VI.

Exemple 2 : paragraphe 8(7), valeur des matières intermédiaires

Un producteur, se trouvant dans un pays ACEUM, produit une bicyclette qui est assujettie à une prescription de teneur en valeur régionale en vertu du paragraphe 3(2). Le producteur produit aussi le plateau, qui est utilisé dans la production de la bicyclette. Tant des matières originaires que des matières non originaires sont utilisées pour produire le plateau. Celui-ci est assujetti à une exigence de changement de classification tarifaire en application du paragraphe 3(2). Les coûts de la production du plateau sont les suivants :

Coûts incorporables :

Valeur des matières originaires 1,00 \$

Valeur des matières non originaires 7,50 \$

Autres coûts incorporables 1,50 \$

Coûts non incorporables (y compris une redevance de 0,30 \$) : 0,50 \$

Autres coûts : 0,10 \$

Coût total du plateau : 10,60 \$

Le producteur désigne le plateau comme matière intermédiaire et détermine que, parce que toutes les matières non originaires utilisées dans la production du plateau subissent un changement de classification tarifaire applicable prévu à l'annexe I (Annexe ROSP), le plateau serait admissible à titre de matière originaire en vertu du paragraphe 3(2). Le coût des matières non originaires utilisées dans la production du plateau n'est donc pas inclus dans la valeur des matières non originaires utilisées dans la production de la bicyclette pour calculer la teneur en valeur régionale de la bicyclette. Puisque le plateau a été désigné comme matière intermédiaire, le coût total du plateau, soit 10,60 \$, est considéré comme le coût des matières originaires pour

le calcul de la teneur en valeur régionale de la bicyclette. Le coût total de la bicyclette est déterminé selon les montants suivants :

Coûts incorporables :

Valeur des matières originaires

- matières intermédiaires 10,60 \$

- autres matières 3,00 \$

Valeur des matières non originaires 5,50 \$

Autres coûts incorporables 6,50 \$

Coûts non incorporables 2,50\$

Autres coûts 0,10\$

Coût total de la bicyclette : 28,20 \$

Exemple 3 : paragraphe 8(7), effets sur le coût net de la désignation des matières autoproduites

Grâce à la possibilité de désigner des matières intermédiaires, le producteur intégré verticalement qui produit lui-même des matières utilisées dans la production d'un produit se trouve sur un pied d'égalité avec le producteur qui achète des matières et en établit la valeur conformément au paragraphe 8(1), comme le démontrent les situations suivantes :

Situation 1

Un producteur, se trouvant dans un pays ACEUM, produit une bicyclette qui est assujettie à une prescription de teneur en valeur régionale de 50 p. 100 selon la méthode du coût net. La bicyclette satisfait aux autres exigences applicables du présent règlement. Le producteur achète un cadre de bicyclette, qui est utilisé dans la production de la bicyclette, d'un fournisseur se trouvant dans un pays ACEUM. La valeur du cadre de bicyclette, établie conformément au paragraphe 8(1), s'élève à 11 \$. Le cadre de bicyclette est une matière originaires. Toutes les autres matières utilisées dans la production de la bicyclette sont des matières non originaires. Le coût net de la bicyclette est déterminé de la manière suivante :

Coûts incorporables :

Valeur des matières originaires (cadre de bicyclette) 11,00\$

Valeur des matières non originaires 5,50\$

Autres coûts incorporables 6,50 \$

Coûts non incorporables (y compris des coûts exclus de 0,20\$) : 0,50

Autres coûts : 0,10\$

Coût total de la bicyclette : 23,60\$

Coûts exclus (compris dans les coûts non incorporables) : 0,20\$

Coût net de la bicyclette : 23,40\$

La teneur en valeur régionale de la bicyclette est calculée de la manière suivante :

$$TVR = (CN-VMN)/CN*100$$

$$= (23,40 \$-5,50\$)/23,50\$*100$$

$$= 76,5 \%$$

Comme la teneur en valeur régionale de la bicyclette est de 76,5 p. 100, celle-ci est admissible à titre de produit originaire.

Situation 2

Un producteur, se trouvant dans un pays ACEUM, produit une bicyclette qui est assujettie à une prescription de teneur en valeur régionale de 50 p. 100 selon la méthode du coût net. La bicyclette satisfait aux autres exigences applicables du présent règlement. Le producteur produit lui-même le cadre de bicyclette qui est utilisé dans la production de la bicyclette. Les coûts de la production du cadre de bicyclette sont les suivants :

Coûts incorporables :

Valeur des matières originaires 1,00 \$

Valeur des matières non originaires 7,50 \$

Autres coûts incorporables 1,50 \$

Coûts non incorporables (y compris des coûts exclus de 0,20 \$) : 0,50 \$

Autres coûts : 0,10 \$

Coût total du cadre de bicyclette : 10,60 \$

Les coûts supplémentaires de production de la bicyclette sont les suivants :

Coûts incorporables :

Valeur des matières originaires 0,00 \$

Valeur des matières non originaires 5,50 \$

Autres coûts incorporables 6,50 \$

Coûts non incorporables (y compris des coûts exclus de 0,20 \$) : 0,50 \$

Autres coûts : 0,10 \$

Total des coûts supplémentaires : 12,60 \$

Le producteur ne désigne pas le cadre de bicyclette comme matière intermédiaire selon le paragraphe 8(4). Le coût net de la bicyclette est déterminé de la manière suivante :

	Coût du cadre de bicyclette (non désigné comme matière intermédiaire) (\$)	Coûts supplémentaires de production de la bicyclette (\$)	Total (\$)
Coûts incorporables:			
Valeur des matières originaires	1,00	0,00	1,00
Valeur des matières non originaires	7,50	5,50	13,00
Autres coûts incorporables	1,50	6,50	8,00
Coûts non incorporables (y compris des coûts exclus de 0,20\$) :	0,50	0,50	1,00
Autres coûts :	0,10	0,10	0,20
Coût total de la bicyclette :	10,60	12,60	23,20
Coûts exclus (compris dans les coûts non incorporables):	0,20	0,20	0,40
Coût net de la bicyclette (coût total moins les coûts exclus) :			22,80

La teneur en valeur régionale de la bicyclette est calculée de la manière suivante :

$$TVR = (CN - VMN) \div CN \times 100$$

$$= (22,80 \$ - 13,00 \$) \div 22,80 \$ \times 100$$

$$= 42,9\%$$

Comme la teneur en valeur régionale de la bicyclette est de 42,9 p. 100, celle-ci n'est pas admissible à titre de produit originaire.

Situation 3

Un producteur, se trouvant dans un pays ACEUM, produit une bicyclette qui est assujettie à une prescription de teneur en valeur régionale de 50 p. 100 selon la méthode du coût net. La bicyclette satisfait aux autres

exigences applicables du présent règlement. Le producteur produit lui-même le cadre de bicyclette qui est utilisé dans la production de la bicyclette. Les coûts de la production du cadre de bicyclette sont les suivants :

Coûts incorporables :

Valeur des matières originaires 1,00 \$

Valeur des matières non originaires 7,50 \$

Autres coûts incorporables 1,50 \$

Coûts non incorporables (y compris des coûts exclus de 0,20 \$) : 0,50 \$

Autres coûts : 0,10 \$

Coût total du cadre de bicyclette : 10,60 \$

Les coûts supplémentaires de production de la bicyclette sont les suivants :

Coûts incorporables :

Valeur des matières originaires 0,00 \$

Valeur des matières non originaires 5,50 \$

Autres coûts incorporables 6,50 \$

Coûts non incorporables (y compris des coûts exclus de 0,20 \$) : 0,50 \$

Autres coûts : 0,10 \$

Total des coûts supplémentaires : 12,60 \$

Le producteur désigne le cadre de bicyclette comme matière intermédiaire conformément au paragraphe 8(6). Le cadre de bicyclette est admissible à titre de matière originarie en vertu du paragraphe 3(2). Par conséquent, la valeur des matières non originaires utilisées dans la production du cadre de bicyclette n'est pas incluse dans la valeur des matières non originaires pour le calcul de la teneur en valeur régionale de la bicyclette. Le coût net de la bicyclette est déterminé de la manière suivante :

	Coût du cadre de bicyclette (désigné comme matière intermédiaire) (\$)	Coûts supplémentaires de production de la bicyclette (\$)	Total (\$)
Coûts incorporables :			
Valeur des matières originaires	10,60	0,00	10,60
Valeur des matières non originaires		5,50	5,50
Autres coûts incorporables		6,50	6,50
Coûts non incorporables (y compris des coûts exclus de 0,20\$) :		0,50	0,50
Autres coûts :		0,10	0,10
Coût total de la bicyclette :	10,60	12,60	23,20
Coûts exclus (compris dans les coûts non incorporables) :		0,20	0,20

La teneur en valeur régionale de la bicyclette est calculée de la manière suivante :

$$\begin{aligned} TVR &= (CN - VMN) \div CN \times 100 \\ &= (23,00 \$ - 5,50 \$) \div 23,00 \$ \times 100 \\ &= 76,1 \% \end{aligned}$$

Comme la teneur en valeur régionale de la bicyclette est de 76,1 p. 100, celle-ci est admissible à titre de produit originaire.

Exemple 4 : matières originaires acquises d'un producteur qui les a produites en utilisant des matières intermédiaires

Le producteur A, se trouvant dans le pays ACEUM A, produit des interrupteurs. Pour que ceux-ci soient admissibles à titre de produits originaires, il désigne les sous-ensembles d'interrupteurs comme matières intermédiaires. Ces sous-ensembles sont assujettis à une prescription de teneur en valeur régionale. Ils satisfont à cette prescription et sont admissibles à titre de matières originaires. Les interrupteurs sont également assujettis à une prescription de teneur en valeur régionale et, avec les sous-ensembles désignés comme matières intermédiaires, il est déterminé qu'ils ont une teneur en valeur régionale de 65 p. 100.

Le producteur A vend les interrupteurs au producteur B, se trouvant dans le pays ACEUM B, qui les utilise pour produire des ensembles d'interrupteurs utilisés dans la production du produit B. Les ensembles d'interrupteurs sont assujettis à une prescription de teneur en valeur régionale. Les producteurs A et B ne cumulent pas leur production au sens de l'article 9. Le producteur B peut donc, en vertu du paragraphe 8(6), désigner les ensembles d'interrupteurs comme matières intermédiaires.

Si les producteurs A et B cumulaient leur production au sens de l'article 9, le producteur B ne pourrait pas désigner les ensembles d'interrupteurs comme matières intermédiaires, parce que la production des deux producteurs serait considérée comme la production d'un seul producteur.

Exemple 5 : producteur unique et désignations successives, comme matières intermédiaires, de matières assujetties à une prescription de teneur en valeur régionale

Le producteur A, se trouvant dans un pays ACEUM, produit la matière X qu'il utilise dans la production du produit B. La matière X est admissible à titre de matière originaire parce qu'elle satisfait à la prescription applicable de teneur en valeur régionale. Le producteur A désigne la matière X comme matière intermédiaire.

Le producteur A utilise la matière X dans la production de la matière Y, qui est également utilisée dans la production du produit B. La matière Y est aussi assujettie à une prescription de teneur en valeur régionale. Aux termes de la condition prévue au paragraphe 8(6), le producteur A ne peut désigner la matière Y comme matière intermédiaire, même si elle satisfait à la prescription applicable de teneur en valeur régionale, parce qu'il a déjà désigné la matière X comme matière intermédiaire.

Exemple 6 : producteur unique et désignations multiples de matières comme matières intermédiaires

Le producteur X, se trouvant dans le pays ACEUM X, utilise des matières non originaires dans la production des matières autoproduites A, B et C. Aucune des matières autoproduites n'est utilisée dans la production des autres matières autoproduites.

Le producteur X utilise les matières autoproduites dans la production du produit O, qui est exporté vers le pays ACEUM Y. Les matières A, B et C sont admissibles à titre de matières originaires parce qu'elles satisfont aux prescriptions applicables de teneur en valeur régionale.

Puisqu'aucune des matières autoproduites n'est utilisée dans la production des autres matières autoproduites, même si chacune de ces matières est assujettie à une prescription de teneur en valeur régionale, le producteur X peut, en vertu du paragraphe 8(6), désigner toutes les matières autoproduites comme matières intermédiaires. La condition prévue au paragraphe 8(6) ne s'applique que si les matières autoproduites sont utilisées dans la production d'autres matières autoproduites et sont toutes assujetties à une prescription de teneur en valeur régionale.

Exemple 7 : paragraphe 8(23) Accessoires, pièces de rechange, outils, modes d'emploi ou autres documents d'information

Les éléments ci-après sont des exemples d'accessoires, pièces de rechange, outils, modes d'emploi ou autres documents d'information qui sont livrés avec un produit et qui font normalement partie des accessoires, pièces de rechange, outils, modes d'emploi ou autres documents d'information du produit :

- a) les parties consommables qui doivent être remplacées à intervalles réguliers, comme les capteurs de poussière d'un système de climatisation;*
- b) l'étui de transport de matériel;*
- c) la housse de protection pour un appareil;*
- d) le manuel d'instruction pour un véhicule;*
- e) les supports de fixation murale d'un appareil;*
- f) la trousse de réparation de bicyclette ou le cric d'automobile;*
- g) le jeu de clés pour changer la mèche d'un mandrin;*
- h) la brosse ou d'autres outil de nettoyage d'un appareil;*
- i) les cordons électroniques ou les blocs d'alimentation servant à l'utilisation d'appareils électroniques.*

Exemple 8 : valeur des matières indirectes qui sont des aides

Le producteur A, se trouvant dans un pays ACEUM, produit une pompe à eau pour puits qui est assujettie à une prescription de teneur en valeur régionale. Il choisit que la teneur en valeur régionale de cette pompe soit

calculée selon la méthode du coût net. Il achète du producteur B, se trouvant dans le même pays ACEUM, un capteur de débit d'eau en plastique injecté dans un moule et l'utilise dans la production de la pompe. Il fournit, sans frais, au producteur B des moules à utiliser dans la production du capteur. Ceux-ci ont une valeur de 100 \$ que le producteur A impute à l'année en cours.

Le capteur est assujéti à une prescription de teneur en valeur régionale que le producteur B choisit de calculer selon la méthode du coût net. Pour l'établissement de la valeur des matières non originaires pour le calcul de la teneur en valeur régionale du capteur, les moules sont considérés comme des matières originaires puisqu'il s'agit de matières indirectes. Toutefois, aux termes du paragraphe 8(13), ils ont une valeur nulle, car leur coût à l'égard du capteur n'est pas consigné dans les livres comptables du producteur B.

Il est déterminé que le capteur est une matière non originaire. Le coût des moules qui est consigné dans les livres comptables du producteur A est imputé à l'année en cours. Aux termes de l'article 4 de l'annexe VI (Valeur des matières), le producteur A doit inclure la valeur des moules (voir le sous-alinéa 4(1)b)(ii) de l'annexe VI) dans la valeur du capteur pour le calcul de la teneur en valeur régionale de la pompe à eau. Le coût des moules, même s'il est consigné dans les livres comptables du producteur A, ne peut être inclus séparément dans le coût net de la pompe à eau, car il est déjà inclus dans la valeur du capteur. Le coût global du capteur, qui comprend le coût des moules, est inclus dans la valeur des matières non originaires pour le calcul de la teneur en valeur régionale de la pompe à eau.

PARTIE V DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 9. CUMUL

9(1) Sous réserve des paragraphes (2) à (5) :

- a) un produit est originaire s'il est produit sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM par un ou plusieurs producteurs et qu'il satisfait aux exigences de l'article 3 et aux autres exigences applicables du présent règlement;
- b) un produit originaire ou une matière originaire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM utilisé comme matière dans la production d'un autre produit sur le territoire d'un autre pays ACEUM est considéré comme étant originaire du territoire de celui-ci;
- c) la production entreprise à l'égard d'une matière non originaire sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM peut contribuer au caractère originaire d'un produit, que la production suffise ou non à conférer le caractère originaire à la matière elle-même.

(2) *Cumul lorsque la méthode du coût net est utilisée.* Lorsqu'un produit est assujéti à une prescription de teneur en valeur régionale selon la méthode du coût net et que l'exportateur ou le producteur du produit a en sa possession une déclaration signée par le producteur d'une matière utilisée dans la production du produit qui :

- a) soit indique le coût net engagé par ce producteur et la valeur des matières non originaires utilisées par lui dans la production de la matière :

- (i) le coût net engagé par le producteur du produit relativement à la matière est le coût net engagé par le producteur de la matière plus, s'ils ne sont pas déjà compris dans ce coût, les frais visés aux alinéas 8(2)a) à c),
 - (ii) la valeur des matières non originaires utilisées par le producteur du produit relativement à la matière est la valeur des matières non originaires utilisées par le producteur de la matière;
- b) soit indique tout montant — sauf un montant qui comprend tout ou partie de la valeur des matières non originaires — qui fait partie du coût net engagé par le producteur de la matière pour la production de celle-ci :
- (i) le coût net engagé par le producteur du produit relativement à la matière est la valeur de la matière établie conformément au paragraphe 8(1),
 - (ii) la valeur des matières non originaires utilisées par le producteur du produit relativement à la matière est la valeur de la matière établie conformément au paragraphe 8(1), moins le montant indiqué dans la déclaration.

(3) *Cumul lorsque la méthode de la valeur transactionnelle est utilisée.* Lorsqu'un produit est assujéti à une prescription de teneur en valeur régionale selon la méthode de la valeur transactionnelle et que l'exportateur ou le producteur du produit a en sa possession une déclaration signée par le producteur d'une matière utilisée dans la production du produit qui indique la valeur des matières non originaires utilisées par le producteur de la matière dans la production de celle-ci, la valeur des matières non originaires utilisées par le producteur du produit relativement à la matière est la valeur des matières non originaires utilisées par le producteur de la matière.

(4) *L'établissement de la moyenne des coûts : méthode du coût net.* Lorsqu'un produit est assujéti à une prescription de teneur en valeur régionale selon la méthode du coût net et que l'exportateur ou le producteur du produit a en sa possession non pas la déclaration visée au paragraphe (2), mais une déclaration signée par le producteur d'une matière utilisée dans la production du produit qui :

- a) soit indique la somme des coûts nets engagés par ce producteur et la somme des valeurs des matières non originaires utilisées par lui dans la production de cette matière et des matières identiques ou des matières similaires, ou de toute combinaison de celles-ci, produites par lui dans une même usine au cours d'un mois ou de toute période de trois, six ou douze mois consécutifs comprise dans l'exercice du producteur du produit, lesquelles sommes sont divisées par le nombre d'unités des matières visées par la déclaration :
 - (i) le coût net engagé par le producteur du produit relativement à la matière est la somme des coûts nets engagés par le producteur de la matière relativement à cette matière et aux matières identiques ou aux matières similaires, divisée par le nombre d'unités des matières visées par la déclaration, plus, s'ils ne sont pas déjà compris dans les coûts nets engagés par le producteur de la matière, les frais visés aux alinéas 8(2)a) à c),

- (ii) la valeur des matières non originaires utilisées par le producteur du produit relativement à la matière est la somme des valeurs des matières non originaires utilisées par le producteur de la matière relativement à cette matière et aux matières identiques ou aux matières similaires, divisée par le nombre d'unités des matières visées par la déclaration;
- b) soit indique tout montant — sauf un montant qui comprend tout ou partie de la valeur des matières non originaires — qui fait partie de la somme des coûts nets engagés par le producteur de la matière dans la production de celle-ci ou des matières identiques ou des matières similaires, ou de toute combinaison de celles-ci, produites par lui dans une même usine au cours d'un mois ou de toute période de trois, six ou douze mois consécutifs comprise dans l'exercice du producteur du produit, divisé par le nombre d'unités des matières visées par la déclaration :
 - (i) le coût net engagé par le producteur du produit relativement à la matière est la valeur de la matière, établie conformément au paragraphe 8(1),
 - (ii) la valeur des matières non originaires utilisées par le producteur du produit relativement à la matière est la valeur de la matière établie conformément au paragraphe 8(1), moins le montant indiqué dans la déclaration.

(5) *L'établissement de la moyenne des coûts : méthode de la valeur transactionnelle.* Lorsqu'un produit est assujéti à une prescription de teneur en valeur régionale selon la méthode de la valeur transactionnelle et que l'exportateur ou le producteur du produit a en sa possession non pas la déclaration visée au paragraphe (3), mais une déclaration signée par le producteur d'une matière utilisée dans la production du produit qui indique la somme des valeurs des matières non originaires utilisées par le producteur de la matière dans la production de cette matière et des matières identiques ou des matières similaires, ou de toute combinaison de celles-ci, produites par lui dans une même usine au cours d'un mois ou de toute période de trois, six ou douze mois consécutifs comprise dans l'exercice du producteur du produit, divisée par le nombre d'unités de matières visées par la déclaration, la valeur des matières non originaires utilisées par le producteur du produit relativement à la matière est la somme des valeurs des matières non originaires utilisées par le producteur de la matière relativement à cette matière et aux matières identiques ou aux matières similaires divisée par le nombre d'unités de matières visées par la déclaration.

(6) *Un seul producteur.* Pour l'application du paragraphe 8(6), lorsqu'un producteur du produit choisit de cumuler la production de matières conformément au paragraphe (1), cette production est considérée comme celle de ce producteur.

(7) *Précisions.* Pour l'application du présent article :

- a) aux fins du cumul de la production d'une matière :
 - (i) lorsque le produit est assujéti à une prescription de teneur en valeur régionale, le producteur du produit doit avoir en sa possession une déclaration visée à l'un des paragraphes (2) à (5) qui est signée par le producteur de la matière,

- (ii) lorsque le produit fait l'objet d'un changement de classification tarifaire applicable pour qu'il soit déterminé s'il est un produit originaire, le producteur du produit doit avoir en sa possession une déclaration signée par le producteur de la matière qui indique la classification tarifaire de toutes les matières non originaires qu'il a utilisées dans la production de cette matière et précise que la production de la matière a été faite entièrement sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM;
- b) le producteur d'un produit qui choisit d'effectuer un cumul n'est pas tenu de cumuler la production de toutes les matières qui sont incorporées dans le produit;
- c) les données relatives à la valeur des matières ou aux coûts qui figurent dans une déclaration visée à l'un des paragraphes (2) à (5) sont exprimées dans la devise du pays où se trouve la personne ayant fourni la déclaration.

(8) *Exemples du cumul de la production.* Les exemples qui suivent sont visés par le paragraphe 1(4).

Exemple 1 : paragraphe 9(1)

Le producteur A, se trouvant dans le pays ACEUM A, importe dans ce pays à partir d'un territoire non-ACEUM des bagues de roulement non finies de la sous-position 8482.99. Il transforme davantage les bagues de roulement non finies en bagues de roulement finies, qui sont de la même sous-position. Les bagues de roulement finies du producteur A ne satisfont pas à l'exigence de changement de classification tarifaire applicable et, par conséquent, ne sont pas admissibles à titre de produits originaires.

Le coût net des bagues de roulement finies (par unité) est déterminé de la manière suivante :

Coûts incorporables :

Valeur des matières originaires 0,15 \$

Valeur des matières non originaires 0,75 \$

Autres coûts incorporables 0,35 \$

Coûts non incorporables (y compris des coûts exclus de 0,05 \$) : 0,15 \$

Autres coûts : 0,05 \$

Coût total des bagues de roulement finies, par unité : 1,45 \$

Coûts exclus (compris dans les coûts non incorporables) : 0,05 \$

Coût net des bagues de roulement finies, par unité : 1,40 \$

Le producteur A vend les bagues de roulement finies 1,50 \$ l'unité au producteur B qui se trouve dans le pays ACEUM A. Le producteur B les transforme davantage en roulements et projette de les exporter vers le pays ACEUM B. Bien que les roulements satisfassent à l'exigence de changement de classification tarifaire applicable, ils sont assujettis à une prescription de teneur en valeur régionale.

Situation A

Le producteur B ne choisit pas de cumuler les coûts engagés par le producteur A relativement aux bagues de roulement utilisées pour produire les roulements. Le coût net des roulements (par unité) est déterminé de la manière suivante :

Coûts incorporables :

Valeur des matières originaires 0,45 \$

Valeur des matières non originaires (valeur à l'unité des bagues de roulement achetées du producteur A) 1,50 \$

Autres coûts incorporables 0,75 \$

Coûts non incorporables (y compris des coûts exclus de 0,05 \$) 0,15 \$

Autres coûts : 0,05 \$

Coût total des roulements, par unité : 2,90 \$

Coûts exclus (compris dans les coûts non incorporables): 0,05 \$

Coût net des roulements, par unité : 2,85 \$

Selon la méthode du coût net, la teneur en valeur régionale des roulements est la suivante :

$$\begin{aligned} \text{TVR} &= \frac{(\text{CN} - \text{VMN})}{\text{CN}} \times 100 \\ &= \frac{(2,85 \$ - 1,50 \$)}{2,85 \$} \times 100 \\ &= 47,4\% \end{aligned}$$

Par conséquent, les roulements sont des produits non originaires.

Situation B

Le producteur B choisit de cumuler les coûts engagés par le producteur A relativement aux bagues de roulement utilisées dans la production des roulements. Le producteur A remet au producteur B la déclaration visée à l'alinéa 9(2)a). Le coût net des roulements (par unité) est déterminé de la manière suivante :

Coûts incorporables :

Valeur des matières originaires (0,45 \$ + 0,15 \$) 0,60 \$

Valeur des matières non originaires (valeur à l'unité des bagues de roulement non finies importées par le producteur A) 0,75 \$

Autres coûts incorporables (0,75 \$ + 0,35 \$) 1,10 \$

Coûts non incorporables ((0,15 \$ + 0,15 \$), y compris des coûts exclus de 0,10 \$) : 0,30 \$

Autres coûts (0,05 \$ + 0,05 \$) : 0,10 \$

Coût total des roulements, par unité : 2,85 \$

Coûts exclus (compris dans les coûts non incorporables) : 0,10 \$

Coût net des roulements, par unité : 2,75 \$

Selon la méthode du coût net, la teneur en valeur régionale des roulements est la suivante :

$$\begin{aligned} \text{TVR} &= \frac{(\text{CN}-\text{VMN})}{\text{CN}} \times 100 \\ &= \frac{(2,75 \$ - 0,75 \$)}{2,75 \$} \times 100 \\ &= 72,7 \% \end{aligned}$$

Par conséquent, les roulements sont des produits originaires.

Situation C

Le producteur B choisit de cumuler les coûts engagés par le producteur A relativement aux bagues de roulement utilisées dans la production des roulements. Le producteur A remet au producteur B la déclaration visée à l'alinéa 9(2)b) qui indique un montant égal au coût net moins la valeur des matières non originaires utilisées pour produire les bagues de roulement finies (1,40 \$ – 0,75 \$ = 0,65 \$). Le coût net des roulements (par unité) est déterminé de la manière suivante :

Coûts incorporables :

Valeur des matières originaires (0,45 \$ + 0,65 \$) 1,10 \$

Valeur des matières non originaires (1,50 \$ – 0,65 \$) 0,85 \$

Autres coûts incorporables 0,75 \$

Coûts non incorporables (y compris des coûts exclus de 0,05 \$) : 0,15 \$

Autres coûts : 0,05 \$

Coût total des roulements, par unité : 2,90 \$

Coûts exclus (compris dans les coûts non incorporables) : 0,05 \$

Coût net des roulements, par unité : 2,85 \$

Selon la méthode du coût net, la teneur en valeur régionale des roulements est la suivante :

$$\begin{aligned} \text{TVR} &= \frac{(\text{CN} - \text{VMN})}{\text{CN}} \times 100 \\ &= \frac{(2,85 \$ - 0,80 \$)}{2,85 \$} \times 100 \\ &= 70,2 \% \end{aligned}$$

Par conséquent, les roulements sont des produits originaires.

Situation D

Le producteur B choisit de cumuler les coûts engagés par le producteur A relativement aux bagues de roulement utilisées dans la production des roulements. Le producteur A remet au producteur B la déclaration visée à l'alinéa 9(2)b) qui indique un montant égal à la valeur d'autres coûts incorporables utilisés dans la production des bagues de roulement finies (0,35 \$). Le coût net des roulements (par unité) est déterminé de la manière suivante :

Coûts incorporables :

Valeur des matières originaires 0,45 \$

Valeur des matières non originaires (1,50 \$ - 0,35 \$) 1,15 \$

Autres coûts incorporables (0,75 \$ + 0,35 \$) 1,10 \$

Coûts non incorporables (y compris des coûts exclus de 0,05 \$) : 0,15 \$

Autres coûts : 0,05 \$

Coût total des roulements, par unité : 2,90 \$

Coûts exclus (compris dans les coûts non incorporables) : 0,05 \$

Coût net des roulements, par unité : 2,85 \$

Selon la méthode du coût net, la teneur en valeur régionale des roulements est la suivante :

$$\begin{aligned} \text{TVR} &= \frac{(\text{CN}-\text{VMN})}{\text{CN}} \times 100 \\ &= \frac{(2,85 \$ - 1,15 \$)}{2,85 \$} \times 100 \\ &= 59,7 \% \end{aligned}$$

Par conséquent, les roulements sont des produits originaires.

Situation E

Le producteur B choisit de cumuler les coûts engagés par le producteur A relativement aux bagues de roulement utilisées dans la production des roulements. Le producteur A remet au producteur B la déclaration signée visée au paragraphe 9(3) qui indique la valeur des matières non originaires utilisées dans la production des bagues de roulement finies (0,75 \$). Le producteur B choisit de calculer la teneur en valeur régionale des roulements selon la méthode de la valeur transactionnelle. La teneur en valeur régionale des roulements (par unité) est calculée de la manière suivante :

Valeur transactionnelle des roulements, par unité 3,15 \$

Frais engagés, par unité, pour l'expédition internationale du produit (inclus dans la valeur transactionnelle des roulements) 0,15 \$

Valeur transactionnelle, par unité, ajustée pour exclure tous autres frais engagés pour l'expédition internationale 3,00 \$

Valeur des matières non originaires (valeur, par unité, des bagues de roulement non finies importées par le producteur A) 0,75 \$

Selon la méthode de la valeur transactionnelle, la teneur en valeur régionale des roulements est la suivante :

$$\text{TVR} = \frac{(\text{CN}-\text{VMN})}{\text{CN}} \times 100$$

$$= \frac{(3,00 \$ - 0,75 \$)}{3,00 \$} \times 100$$

$$= 75 \%$$

Par conséquent, comme les roulements ont une teneur en valeur régionale d'au moins 60 p. 100 selon la méthode de la valeur transactionnelle, les roulements sont des produits originaires.

Exemple 2 : paragraphe 9(1)

Le producteur A, se trouvant dans le pays ACEUM A, importe du coton non originaire, cardé ou peigné, visé à la position 52.03 pour l'utiliser dans la production de fils de coton visés à la position 52.05. Puisque le changement du coton, cardé ou peigné, en fils de coton est un changement au sein du même chapitre, le coton ne satisfait pas à l'exigence du changement de classification tarifaire applicable à la position 52.05, soit un changement de tout autre chapitre, sauf certaines exceptions. Par conséquent, les fils de coton que le producteur A produit à partir du coton non originaire sont des produits non originaires.

Le producteur A vend ensuite les fils de coton non originaires au producteur B, se trouvant également dans le pays ACEUM A, qui les utilise dans la production d'un tissu de coton visé à la position 52.08. Le changement des fils de coton non originaires en tissu de coton est insuffisante pour satisfaire à l'exigence du changement de classification tarifaire applicable à la position 52.08, soit un changement de toute autre position à l'extérieur des positions 52.08 à 52.12, sauf certaines positions, dans lesquelles sont classés divers fils, y compris les fils de coton visés à la position 52.05. Par conséquent, le tissu de coton que le producteur B produit à partir des fils de coton non originaires produits par le producteur A est un produit non originaire.

Toutefois, le producteur B peut choisir de cumuler la production du producteur A. La règle applicable à la position 52.08, dans laquelle le tissu de coton est classé, n'exclut pas un changement de la position 52.03, dans laquelle le coton cardé ou peigné est classé. Par conséquent, conformément au paragraphe 15(1), le changement du coton cardé ou peigné visé à la position 52.03 en tissu de coton visé à la position 52.08 satisfait à l'exigence du changement de classification tarifaire applicable à la position 52.08. Le tissu de coton est considéré comme un produit originaire.

Pour choisir de cumuler la production du producteur A, le producteur B doit avoir en sa possession la déclaration visée au paragraphe 9(7).

ARTICLE 10. TRANSBORDEMENT

10(1) *Exigences relatives au transport pour conserver le caractère originaire.* Lorsqu'un produit originaire est acheminé à l'extérieur des territoires des pays ACEUM, il conserve son caractère originaire si :

- a) d'une part, il demeure sous contrôle douanier à l'extérieur des territoires des pays ACEUM;

- b) d'autre part, il ne fait pas l'objet d'une production supplémentaire ou de toute autre opération à l'extérieur des territoires des pays ACEUM, à l'exception d'un déchargement, d'un rechargement, d'un prélèvement sur une expédition en vrac, d'un entreposage, d'un étiquetage ou d'un marquage requis par le pays ACEUM importateur ou de toute autre opération nécessaire à son transport vers le territoire du pays ACEUM importateur ou pour le maintenir en bon état, notamment :
- (i) l'inspection,
 - (ii) l'enlèvement de la poussière accumulée au cours de l'expédition,
 - (iii) l'aération,
 - (iv) l'étalement ou le séchage,
 - (v) le refroidissement,
 - (vi) le remplacement du sel, de l'anhydride sulfureux ou de toute autre solution aqueuse,
 - (vii) le remplacement de matières d'emballage et de contenants endommagés et l'enlèvement des unités du produit qui sont détériorées ou endommagées et qui présentent un danger pour les autres unités.

(2) *Produit entièrement non originaire.* Un produit qui est un produit non originaire par application du paragraphe (1) est considéré comme un produit entièrement non originaire pour l'application du présent règlement.

(3) *Exemptions pour certains produits.* Le paragraphe (1) ne s'applique pas à :

- a) une « carte intelligente » de la sous-position 8523.52 qui contient un seul circuit intégré, lorsque la production supplémentaire ou toute autre opération dont elle fait l'objet à l'extérieur des territoires des pays ACEUM n'entraîne pas de changement de la classification tarifaire du produit à toute autre sous-position;
- b) un produit de l'une des sous-positions 8541.10 à 8541.60 ou 8542.31 à 8542.39, lorsque la production supplémentaire ou toute autre opération dont il fait l'objet à l'extérieur des territoires des pays ACEUM n'entraîne pas de changement de la classification tarifaire du produit à une sous-position à l'extérieur de ce groupe;
- c) un micro-assemblage électronique de la sous-position 8543.90, lorsque la production supplémentaire ou toute autre opération dont il fait l'objet à l'extérieur des territoires des pays ACEUM n'entraîne pas de changement de la classification tarifaire du produit à toute autre sous-position;
- d) un micro-assemblage électronique de la sous-position 8548.90, lorsque la production supplémentaire ou toute autre opération dont il fait l'objet à l'extérieur des territoires des pays

ACEUM n'entraîne pas de changement de la classification tarifaire du produit à toute autre sous-position.

ARTICLE 11. OPÉRATIONS NON ADMISSIBLES

11 Un produit n'est pas un produit originaire du seul fait qu'il a :

- a) soit subi une simple dilution dans l'eau ou dans une autre substance qui ne modifie pas sensiblement ses propriétés;
- b) soit fait l'objet d'une méthode de production ou de tarification à l'égard de laquelle il peut être démontré, par prépondérance de la preuve, qu'elle a pour objet de contourner l'application du présent règlement.

PARTIE VI PRODUITS AUTOMOBILES

ARTICLE 12. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

12(1) Pour l'application de la présente partie.

camion lourd désigne un véhicule, autre qu'un véhicule uniquement ou principalement utilisé hors route, des sous-positions 8701.20, 8704.22, 8704.23, 8704.32 ou 8704.90, ou les châssis équipés de leur moteur de la position 87.06 et destinés à être utilisés dans un véhicule des sous-positions 8701.20, 8704.22, 8704.23, 8704.32 ou 8704.90;

caravane motorisée ou véhicule récréatif désigne un véhicule des positions 87.02 ou 87.03 dont le châssis est équipé d'un moteur autopropulsé et qui est uniquement ou principalement conçu pour servir d'habitation temporaire à des fins de loisirs, de camping, de divertissement, d'usage en entreprise ou d'utilisation saisonnière;

catégorie de taille désigne la catégorie à laquelle appartient un véhicule utilitaire léger selon la somme de l'espace intérieur pour les passagers et de l'espace intérieur pour les bagages, soit selon le cas :

- a) au plus 85 pieds cubes (2,38 m³);
- b) plus de 85 pieds cubes (2,38 m³) et moins de 100 pieds cubes (2,80 m³);
- c) au moins 100 pieds cubes (2,80 m³) et au plus 110 pieds cubes (3,08 m³);
- d) plus de 110 pieds cubes (3,08 m³) et moins de 120 pieds cubes (3,36 m³);
- e) au moins 120 pieds cubes (3,36 m³);

catégorie de véhicules automobiles désigne l'une ou l'autre des catégories ci-après de véhicules automobiles :

- a) les tracteurs routiers pour semi-remorques de la sous-position 8701.20, les véhicules automobiles pour le transport de seize personnes ou plus des sous-positions 8702.10 ou 8702.90, les véhicules automobiles pour le transport de produits des sous-positions 8704.10, 8704.22, 8704.23, 8704.32

ou 8704.90, les véhicules automobiles spécialisés de la position 87.05 ou les châssis équipés de leur moteur de la position 87.06;

- b) les tracteurs des sous-positions 8701.10 ou 8701.30 à 8701.90;
- c) les véhicules automobiles pour le transport de quinze personnes ou moins des sous-positions 8702.10 ou 8702.90 ou les véhicules utilitaires légers des sous-positions 8704.21 ou 8704.31;
- d) les véhicules de promenade des sous-positions 8703.21 à 8703.90;

chaîne de montage complète de véhicules automobiles désigne la production d'un véhicule automobile par assemblage de ses éléments constitutifs distincts, notamment :

- a) le châssis ou la carrosserie monocoque;
- b) les panneaux de carrosserie;
- c) le moteur, la boîte de vitesses et les organes de transmission;
- d) les composantes de freins;
- e) les composantes de direction et de suspension;
- f) les sièges et les garnitures intérieures;
- g) les pare-chocs et les garnitures extérieures;
- h) les roues;
- i) les composantes électriques et les composantes d'éclairage;

coûts de main-d'œuvre à rémunération élevée (CMORE) désigne la somme des dépenses salariales, à l'exclusion des avantages sociaux, pour les travailleurs qui effectuent du travail de production directe dans une usine de montage de véhicules à taux de rémunération admissible;

dépenses liées à la technologie à rémunération élevée désigne les dépenses salariales — exprimées en pourcentage des dépenses salariales totales liées à la production de véhicules de promenade, de véhicules utilitaires légers ou de camions lourds d'un producteur — supportées au niveau de l'organisation sur le territoire d'un ou de plusieurs pays ACEUM pour les activités suivantes :

- a) la recherche et le développement, notamment le développement, la conception, l'ingénierie ou la mise à l'essai de prototypes et tout travail entrepris par un producteur en vue de la création de matières, pièces, véhicules ou processus nouveaux ou de l'amélioration — notamment graduelle — de matières, pièces, véhicules ou processus existants,
- b) la technologie de l'information, notamment le développement de logiciels, l'intégration de technologies, les communications entre les véhicules ou les activités de soutien de la technologie de l'information.

Les dépenses en capital et autres coûts non salariaux liés à la R&D et à la TI sont exclus de la présente définition. En outre, il est entendu qu'aucun taux de rémunération minimum n'est associé aux dépenses liées à la technologie à rémunération élevée;

ensemble de pièces essentielles désigne l'ensemble de pièces figurant dans la colonne 1 du tableau A.2 de la présente partie, lesquelles sont considérées comme une seule pièce pour le calcul de la teneur en valeur régionale conformément aux paragraphes 14(10), 14(11) et 14(13) et 16(10);

frais de transport ou connexes d'expédition à rémunération élevée désigne les coûts engagés par un producteur pour le transport, la logistique ou la manipulation des matières associés au mouvement, à l'intérieur des territoires des pays ACEUM, des pièces et des matières à rémunération élevée, dans la mesure où le fournisseur de ces services paye aux employés effectuant du travail de production directe qui assurent leur prestation au moins le taux horaire moyen de la rémunération de base suivant :

- a) 16 \$ US aux États-Unis;
- b) 20,88 \$ CA au Canada;
- c) 294,22 \$ MXN au Mexique.

Les frais de transport ou connexes d'expédition à rémunération élevée peuvent être inclus dans les dépenses liées aux matières et à la fabrication à rémunération élevée s'ils ne sont pas inclus autrement;

marque désigne le nom commercial utilisé par une division de commercialisation distincte d'un monteur de véhicules automobiles;

matière à rémunération élevée (MRE) désigne la matière produite dans une usine de production à taux de rémunération admissible;

modèle désigne le groupe de véhicules automobiles ayant la même plate-forme ou le même nom du modèle;

monteur de véhicules automobiles désigne le producteur de véhicules automobiles ainsi que toute personne liée ou toute coentreprise dans laquelle le producteur a un intérêt;

nom du modèle désigne le mot, groupe de mots, lettre, chiffre ou désignation similaire attribué à un véhicule automobile par une division de commercialisation d'un monteur de véhicules automobiles à l'une des fins suivantes :

- a) distinguer le véhicule automobile des autres véhicules automobiles qui comportent une plate-forme de même conception,
- b) l'associer aux autres véhicules automobiles qui comportent une plate-forme de conception différente,
- c) qualifier une plate-forme de conception particulière;

nouvel édifice désigne une nouvelle structure où l'on a au moins coulé ou construit de nouvelles fondations et un nouveau plancher, érigé un nouveau bâtiment et posé un nouveau toit et de nouvelles installations de plomberie, d'électricité et autres services publics afin d'y installer une chaîne de montage complète de véhicules automobiles;

pièce destinée au marché du service après-vente désigne un produit non destiné à être utilisé comme pièce d'équipement d'origine dans la production de véhicules de promenade, de véhicules utilitaires légers ou de camions lourds au sens du présent règlement;

plate-forme désigne la principale structure portante d'un véhicule automobile qui en définit la taille de base et qui supporte le groupe motopropulseur et réunit les éléments de suspension de divers types de châssis, tels le châssis-carrosserie et le châssis en treillis tubulaire, ainsi que la carrosserie monocoque;

premier prototype de véhicule automobile désigne le premier véhicule automobile qui, à la fois :

- a) est produit au moyen d'outillage et de procédés conçus pour la production de véhicules automobiles destinés à la vente;
- b) passe par la chaîne de montage complète de véhicules automobiles selon un procédé non expressément conçu pour la mise à l'essai;

réaménagement désigne la fermeture d'une usine, pour au moins trois mois, aux fins de conversion de l'usine ou de modernisation de son outillage;

soubassement désigne une composante formée d'une seule pièce ou d'un assemblage de deux ou plusieurs pièces, avec ou sans éléments raidisseurs supplémentaires, qui constitue la base d'un véhicule automobile et qui commence à la cloison pare-feu ou au tablier du véhicule automobile et se termine :

- a) si le véhicule comporte un plancher de coffre, à l'endroit où commence ce plancher de coffre;
- b) si le véhicule ne comporte pas de plancher de coffre, à l'endroit où finit l'habitacle;

taux horaire moyen de la rémunération de base désigne le taux de rémunération horaire moyen établi sur toutes les heures consacrées au travail de production directe dans une usine ou une installation par les travailleurs à temps plein et à temps partiel et les travailleurs temporaires et saisonniers, qu'ils reçoivent un salaire ou soient rémunérés à la pièce ou selon un taux journalier. Sont exclus du taux de rémunération les avantages sociaux, les primes, les primes de poste et les primes d'heures supplémentaires, de jours fériés et de fin de semaine. En outre, lorsque le travailleur est payé par une tierce partie, telle une agence de placement temporaire, seul le salaire qu'il reçoit est inclus dans le calcul du taux horaire moyen de la rémunération de base.

S'agissant des travailleurs affectés au travail de production directe, le taux horaire moyen de la rémunération de base est calculé en tenant compte de toutes les heures de travail. S'agissant des autres travailleurs effectuant du travail de production directe, il est calculé selon le nombre d'heures consacrées à ce travail. Sont également exclus du taux horaire moyen de la rémunération de base les heures travaillées par les stagiaires, les étudiants ou autres travailleurs avec qui aucun accord de rémunération exprès ou tacite n'a été conclu avec l'employeur.

Lorsqu'un travailleur affecté à la production directe ou un travailleur effectuant du travail de production directe reçoit une forme de rémunération autre qu'une rémunération horaire, telle un salaire, une rémunération à la pièce ou un taux journalier, son taux horaire de base est calculé en convertissant sa rémunération en équivalent horaire. Celui-ci est ensuite multiplié par le nombre d'heures consacrées au travail de production directe pour le calcul du taux horaire moyen de la rémunération de base;

travail de production directe désigne le travail effectué par tout employé qui participe directement à la production de véhicules de promenade, de véhicules utilitaires légers, de camions lourds ou de pièces utilisées dans la production de ces véhicules dans un pays ACEUM ou par tout employé qui participe directement à l'installation, au fonctionnement ou à l'entretien des outils ou de l'équipement utilisés dans la production de ces véhicules ou de leurs pièces, que le travail soit effectué sur une chaîne de production, un poste de travail, en atelier ou dans une autre aire de travail.

La présente définition vise également :

- a) la manutention des matières pour les véhicules ou leurs pièces;
- b) l'inspection de véhicules ou de leurs pièces, notamment l'inspection habituellement classée dans la catégorie du contrôle de la qualité et, dans le cas des camions lourds, l'inspection effectuée dans le lieu de fabrication du véhicule préalablement à la vente;
- c) le travail effectué par des gens de métier qualifiés, tels les ingénieurs de procédés ou de production, les mécaniciens, les techniciens ou autres employés responsables de l'entretien et du fonctionnement de la chaîne de production, des outils et de l'équipement utilisés dans la production de véhicules ou de leurs pièces;
- d) les formations en cours d'emploi concernant l'exécution d'une tâche de production particulière.

Sont exclus de la présente définition le travail effectué par les cadres ou le personnel de la direction qui ont le pouvoir de prendre des décisions finales concernant l'embauche, le licenciement, la promotion, le transfert des employés et la prise de mesures disciplinaires à leur égard, les travailleurs qui participent aux activités de recherche et de développement, le personnel d'ingénierie ou tout autre personnel non responsable de l'entretien et du fonctionnement de la chaîne de production, des outils et de l'équipement utilisés dans la production des véhicules ou de leurs pièces et par les stagiaires, les étudiants ou tout autre travailleur avec lequel aucun accord de rémunération, exprès ou tacite, n'a été conclu avec l'employeur;

travailleur affecté à la production directe désigne un travailleur dont le travail de production directe est la responsabilité principale, c'est-à-dire qu'au moins 85 p. 100 de son temps est consacré au travail de production directe;

usine désigne l'ensemble constitué d'un bâtiment ou d'un groupe de bâtiments situés à proximité les uns des autres sans être nécessairement contigus, de la machinerie, des appareils, des accessoires fixes qui sont sous la responsabilité d'un producteur et qui sont utilisés dans la production :

- a) soit des véhicules de promenade, des véhicules utilitaires légers ou des camions lourds;

- b) soit d'un produit inscrit à l'un des tableaux A.1, A.2, B, C, D, E, F ou G;

usine de montage à rémunération élevée pour les pièces de camions lourds désigne une usine de production à taux de rémunération admissible exploitée par un producteur qui œuvre au niveau de l'organisation ou par un fournisseur avec qui ce dernier a un contrat d'au moins trois ans visant les matières énumérées aux alinéas a) à c), à condition que l'usine soit située sur le territoire d'un pays ACEUM et qu'elle ait une capacité de production, selon le cas :

- a) de 20 000 moteurs ou plus, des positions 84.07 ou 84.08;
- b) de 20 000 transmissions ou plus, de la sous-position 8708.40;
- c) de 20 000 blocs de batteries de pointe ou plus;

En outre, il n'est pas nécessaire que ces moteurs, transmissions et blocs de batterie de pointe soient admissibles à titre originaire;

usine de montage à rémunération élevée pour les pièces de véhicules de promenade ou de véhicules utilitaires légers désigne une usine de production à taux de rémunération admissible exploitée par un producteur qui œuvre au niveau de l'organisation ou par un fournisseur avec qui ce dernier a un contrat d'au moins trois ans visant les matières énumérées aux alinéas a) à c), à condition que l'usine soit située sur le territoire d'un pays ACEUM et qu'elle ait une capacité de production, selon le cas :

- a) de 100 000 moteurs ou plus, des positions 84.07 ou 84.08;
- b) de 100 000 transmissions ou plus, de la sous-position 8708.40;
- c) de 25 000 blocs de batteries de pointe;

En outre, il n'est pas nécessaire que ces moteurs, transmissions et blocs de batterie de pointe soient admissibles à titre originaire;

usine de montage de véhicules à taux de rémunération admissible désigne une usine de montage de véhicules de promenade, de véhicules utilitaires légers ou de camions lourds située sur le territoire d'un pays ACEUM où le taux horaire moyen de la rémunération de base est d'au moins :

- a) 16 \$ US aux États-Unis;
- b) 20,88 \$ CA au Canada;
- c) 294,22 \$ MXN au Mexique;

usine de production à taux de rémunération admissible désigne une usine qui produit des matières pour des véhicules de promenade, des véhicules utilitaires légers ou des camions lourds située sur le territoire d'un pays ACEUM où le taux horaire moyen de la rémunération de base payé aux travailleurs affectés à la production directe est d'au moins :

- a) 16 \$ US aux États-Unis;

- b) 20,88 \$ CA au Canada;
- c) 294,22 \$ MXN au Mexique;

valeur annuelle des achats (VAA) désigne la somme des valeurs des matières à rémunération élevée achetées annuellement par un producteur aux fins d'utilisation dans la production de véhicules de promenade, de véhicules utilitaires légers ou de camions lourds dans une usine située sur le territoire d'un pays ACEUM;

valeur totale annuelle des achats d'usine de montage de véhicules (VTAA) désigne la somme des valeurs des pièces et des matières achetées annuellement qui sont destinées à être utilisées dans la production de véhicules de promenade, de véhicules utilitaires légers ou de camions lourds dans une usine située sur le territoire d'un pays ACEUM;

véhicule de promenade désigne un véhicule visé aux sous-positions 8703.21 à 8703.90, exclusion faite :

- a) des véhicules automobiles à moteur à piston à allumage par compression de la sous-position 8703.31 à 8703.33 et des véhicules de la sous-position 8703.90 dotés à la fois d'un moteur à allumage par compression et d'un moteur électrique pour la propulsion;
- b) des triporteurs et des quadriporteurs;
- c) des véhicules tout-terrain;
- d) des caravanes motorisées ou des véhicules récréatifs;
- e) des ambulances, des corbillards et des fourgons cellulaires;

véhicule tout-terrain désigne un véhicule qui ne satisfait pas aux normes fédérales des États-Unis en matière de sécurité et d'émissions ou aux normes mexicaines ou canadiennes équivalentes permettant une utilisation sans restriction sur le réseau routier;

véhicule uniquement ou principalement utilisé hors route désigne un véhicule qui ne satisfait pas aux normes fédérales des États-Unis en matière de sécurité et d'émissions ou aux normes canadiennes ou mexicaines équivalentes, permettant une utilisation sans restriction sur le réseau routier;

véhicule utilitaire léger désigne un véhicule des sous-positions 8704.21 ou 8704.31, excepté un véhicule uniquement ou principalement utilisé hors route.

ARTICLE 13 : RÈGLES D'ORIGINE SPÉCIFIQUES S'APPLIQUANT AUX VÉHICULES ET À CERTAINES PIÈCES D'AUTOMOBILE

(1) Sauf exception prévue à l'article 19 (Régime d'échelonnement alternatif), la règle d'origine spécifique s'appliquant à un produit des positions 87.01 à 87.08 est la suivante :

8701.10 Un changement à un produit de la sous-position 8701.10 de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 60 % selon la méthode du coût net.

- 8701.20 Un changement à un produit de la sous-position 8701.20 de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :
- a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024;
 - b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027; ou
 - c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.
- 8701.30 - 8701.90 Un changement à un produit des sous-positions 8701.30 à 8701.90 de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 60 % selon la méthode du coût net.
- 8702.10 -8702.90 (1) Un changement à un véhicule automobile conçu pour le transport de 15 personnes ou moins des sous-positions 8702.10 à 8702.90 de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 62,5 % selon la méthode du coût net; ou
- (2) Un changement à un véhicule automobile conçu pour le transport de 16 personnes ou plus des sous-positions 8702.10 à 8702.90 de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 60 % selon la méthode du coût net.
- 8703.10 Un changement à la sous-position 8703.10 de toute autre position, à la condition que la TVR ne soit pas inférieure :
- a) à 60 % selon la méthode de la valeur transactionnelle; ou
 - b) à 50 % selon la méthode du coût net.
- 8703.21 - 8703.90 (1) Un changement à un véhicule de promenade des sous-positions 8703.21 à 8703.90 de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure:
- a) à 66 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021;
 - b) à 69 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022;
 - c) à 72 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023;
 - d) à 75 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite; ou
- (2) Un changement à tout autre produit des sous-positions 8703.21 à 8703.90 de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 62,5 % selon la méthode du coût net.

- 8704.10 Un changement à un produit de la sous-position 8704.10 de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 60 % selon la méthode du coût net.
- 8704.21 (1) Un changement à un véhicule utilitaire léger de la sous-position 8704.21 de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :
- a) à 66 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021;
 - b) à 69 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022;
 - c) à 72 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023;
 - d) à 75 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite; ou
- (2) Un changement à un véhicule uniquement ou principalement utilisé hors route de la sous-position 8704.21 de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 62,5 % selon la méthode du coût net.
- 8704.22 - 8704.23 (1) Un changement à un camion lourd des sous-positions 8704.22 à 8704.23 de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :
- a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024;
 - b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027;
 - c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite; ou
- (2) Un changement à un véhicule uniquement ou principalement utilisé hors route des sous-positions 8704.22 à 8704.23 de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 60 % selon la méthode du coût net.
- 8704.31 (1) Un changement à un véhicule utilitaire léger de la sous-position 8704.31 de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :
- a) à 66 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021;
 - b) à 69 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022;
 - c) à 72 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023;
 - d) à 75 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite; ou

(2) Un changement à un véhicule automobile uniquement ou principalement utilisé hors route de la sous-position 8704.31 de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 62,5 % selon la méthode du coût net.

8704.32 - 8704.90

(1) Un changement à un camion lourd des sous-positions 8704.32 à 8704.90 de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024;
- b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027;
- c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite; ou

(2) Un changement à un véhicule uniquement ou principalement utilisé hors route des sous-positions 8704.32 à 8704.90 de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 60 % selon la méthode du coût net.

87.05

Un changement à la position 87.05 de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 60 % selon la méthode du coût net.

87.06

Pour un produit de la position 87.06 devant servir d'équipement original dans un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger :

(1) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- a) à 66 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021;
- b) à 69 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022;
- c) à 72 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023;
- d) à 75 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

Pour un produit de la position 87.06 devant servir d'équipement original dans un camion lourd :

(2) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024;
- b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027;

c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

Pour tout autre produit de la position 87.06 devant servir d'équipement original dans tout autre véhicule ou comme pièce destinée au marché du service après-vente :

(3) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 60 % selon la méthode du coût net.

87.07

Pour un produit de la position 87.07 devant servir d'équipement original dans un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger :

(1) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- a) à 66 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021;
- b) à 69 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022;
- c) à 72 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023;
- d) à 75 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

Pour un produit de la position 87.07 devant servir d'équipement original dans un camion lourd:

(2) Un changement à la position 87.07 de tout autre chapitre; ou

(3) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024;
- (b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027;
- (c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

Pour tout autre produit de la position 87.07 devant servir d'équipement original dans tout autre véhicule ou comme pièce destinée au marché du service après-vente :

(4) Un changement à la position 87.07 de tout autre chapitre; ou

(5) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 60 % selon la méthode du coût net.

8708.10

Pour un produit de la sous-position 8708.10 devant servir d'équipement original dans un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger :

- (1) Un changement à la sous-position 8708.10 de toute autre position; ou
- (2) Un changement à la sous-position 8708.10 de la sous-position 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :
 - (a) à 62,5 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021,
 - (b) à 65 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022,
 - (c) à 67,5 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023,
 - (d) à 70 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

Pour un produit de la sous-position 8708.10 devant servir d'équipement original dans un camion lourd :

- (3) Un changement à la sous-position 8708.10 de toute autre position; ou
- (4) Un changement à la sous-position 8708.10 de la sous-position 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :
 - (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,
 - (b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,
 - (c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

Pour tout autre produit de la sous-position 8708.10 devant servir d'équipement original dans tout autre véhicule ou comme pièce destinée au marché du service après-vente :

- (5) Un changement à la sous-position 8708.10 de toute autre position; ou
- (6) Un changement à la sous-position 8708.10 de la sous-position 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net.

8708.21

Pour un produit de la sous-position 8708.21 devant servir d'équipement original dans un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger :

- (1) Un changement à la sous-position 8708.21 de toute autre position; ou

(2) Un changement à la sous-position 8708.21 de la sous-position 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- (a) à 62,5 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021,
- (b) à 65 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022,
- (c) à 67,5 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023,
- (d) à 70 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

Pour un produit de la sous-position 8708.21 devant servir d'équipement original dans un camion lourd :

- (3) Un changement à la sous-position 8708.21 de toute autre position; ou
- (4) Un changement à la sous-position 8708.21 de la sous-position 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :
 - (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,
 - (b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,
 - (c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

Pour tout autre produit de la sous-position 8708.21 devant servir d'équipement original dans tout autre véhicule ou comme pièce destinée au marché du service après-vente:

- (5) Un changement à la sous-position 8708.21 de toute autre position; ou
- (6) Un changement à la sous-position 8708.21 de la sous-position 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net.

8708.29

Pour une pièce de carrosserie emboutie de la sous-position 8708.29 devant servir d'équipement original dans un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger :

- (1) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :
 - a) à 66 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021;
 - b) à 69 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022;

- c) à 72 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023;
- d) à 75 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

Pour tout autre produit de la sous-position 8708.29 devant servir d'équipement original dans un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger :

- (2) Un changement à la sous-position 8708.29 de toute autre position; ou
- (3) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à la sous-position 8708.29, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :
 - (a) à 62,5 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021,
 - (b) à 65 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022,
 - (c) à 67,5 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023,
 - (d) à 70 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

Pour un produit de la sous-position 8708.29 devant servir d'équipement original dans un camion lourd :

- (4) Un changement à la sous-position 8708.29 de toute autre position; ou
- (5) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à la sous-position 8708.29, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :
 - (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,
 - (b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,
 - (c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

Pour tout autre produit de la sous-position 8708.29 devant servir d'équipement original dans tout autre véhicule ou comme pièce destinée au marché du service après-vente :

- (6) Un changement à la sous-position 8708.29 de toute autre position; ou
- (7) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à la sous-position 8708.29, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net.

8708.30

Pour un produit de la sous-position 8708.30 devant servir d'équipement original dans un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger :

- (1) Un changement à la sous-position 8708.30 de toute autre position; ou
- (2) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à la sous-position 8708.30, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :
 - (a) à 62,5 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021,
 - (b) à 65 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022,
 - (c) à 67,5 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023,
 - (d) à 70 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

Pour un produit de la sous-position 8708.30 devant servir d'équipement original dans un camion lourd :

- (3) Un changement à la sous-position 8708.30 de toute autre position; ou
- (4) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à la sous-position 8708.30, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :
 - (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,
 - (b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,
 - (c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

Pour tout autre produit de la sous-position 8708.30 devant servir d'équipement original dans tout autre véhicule ou comme pièce destinée au marché du service après-vente :

- (5) Un changement aux garnitures de freins montées de la sous-position 8708.30 de toute autre position; ou
- (6) Un changement aux garnitures de freins montées de la sous-position 8708.30 de pièces de garnitures de freins montées, de freins ou de servofreins de la sous-position 8708.30 ou 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net;
- (7) Un changement à tout autre produit de la sous-position 8708.30 de toute autre position; ou
- (8) Un changement à tout autre produit de la sous-position 8708.30 des garnitures de freins montées ou des pièces de freins ou de servofreins de la sous-position 8708.30 ou 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre

position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net.

8708.40

Pour un produit de la sous-position 8708.40 devant servir d'équipement original dans un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger :

(1) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à la sous-position 8708.40, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- a) à 66 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021;
- b) à 69 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022;
- c) à 72 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023;
- d) à 75 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

Pour un produit de la sous-position 8708.40 devant servir d'équipement original dans un camion lourd :

(2) Un changement à la sous-position 8708.40 de toute autre position; ou

(3) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à la sous-position 8708.40, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,
- (b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,
- (c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

Pour tout autre produit de la sous-position 8708.40 devant servir d'équipement original dans tout autre véhicule ou comme pièce destinée au marché du service après-vente :

(4) Un changement aux boîtes de vitesse de la sous-position 8708.40 de toute autre position; ou

(5) Un changement aux boîtes de vitesse de la sous-position 8708.40 de tout autre produit de la sous-position 8708.40 ou 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net;

(6) Un changement à tout autre produit de la sous-position 8708.40 de toute autre position; ou

(7) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à tout autre produit de la sous-position 8708.40, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net.

8708.50

Pour un produit de la sous-position 8708.50 devant servir d'équipement original dans un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger :

(1) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à la sous-position 8708.50, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- a) à 66 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021;
- b) à 69 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022;
- c) à 72 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023;
- d) à 75 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

Pour un produit de la sous-position 8708.50 devant servir d'équipement original dans un camion lourd :

(2) Un changement aux ponts avec différentiel, même pourvus d'autres organes de transmission, pour les véhicules de la position 87.03, de la sous-position 8708.50 de toute autre position, sauf des sous-positions 8482.10 à 8482.80; ou

(3) Un changement aux ponts avec différentiel, même pourvus d'autres organes de transmission, pour les véhicules de la position 87.03, de la sous-position 8708.50 des sous-positions 8482.10 à 8482.80 ou des pièces de ponts de la sous-position 8708.50, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,
- (b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,
- (c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

(4) Un changement aux autres ponts avec différentiel, même pourvus d'autres organes de transmission, de la sous-position 8708.50 de toute autre position; ou

(5) Un changement aux autres ponts avec différentiel, même pourvus d'autres organes de transmission, de la sous-position 8708.50 de la sous-position 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la TVR, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,
- (b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,
- (c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

(6) Un changement aux essieux porteurs et à leurs pièces, des véhicules de la position 87.03, de la sous-position 8708.50 de toute autre position, excepté les sous-positions 8482.10 à 8482.80; ou

(7) Un changement aux essieux porteurs et à leurs pièces, des véhicules de la position 87.03, de la sous-position 8708.50 des sous-positions 8482.10 à 8482.80 ou 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,
- (b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,
- (c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

(8) Un changement aux autres essieux porteurs et à leurs pièces de la sous-position 8708.50 de toute autre position; ou

(9) Un changement aux autres essieux porteurs et à leurs pièces de la sous-position 8708.50 de la sous-position 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,
- (b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,
- (c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

(10) Un changement à tout autre produit de la sous-position 8708.50 de toute autre position; ou

(11) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à tout autre produit de la sous-position 8708.50, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,
- (b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,
- (c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

Pour un produit de la sous-position 8708.50 devant servir d'équipement original dans tout autre véhicule ou comme pièce destinée au marché du service après-vente :

(12) Un changement aux ponts avec différentiel, même pourvus d'autres organes de transmission, pour les véhicules de la position 87.03, de la sous-position 8708.50 de toute autre position, sauf des sous-positions 8482.10 à 8482.80; ou

(13) Un changement aux ponts avec différentiel, même pourvus d'autres organes de transmission, pour les véhicules de la position 87.03, de la sous-position 8708.50 des sous-positions 8482.10 à 8482.80 ou des pièces de ponts de la sous-position 8708.50, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net;

(14) Un changement aux autres ponts avec différentiel, même pourvus d'autres organes de transmission, de la sous-position 8708.50 de toute autre position; ou

(15) Un changement aux autres ponts avec différentiel, même pourvus d'autres organes de transmission, de la sous-position 8708.50 de la sous-position 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net;

(16) Un changement aux essieux porteurs et à leurs pièces, pour les véhicules de la position 87.03, de la sous-position 8708.50 de toute autre position, sauf des sous-positions 8482.10 à 8482.80; ou

(17) Un changement aux essieux porteurs et à leurs pièces, des véhicules de la position 87.03, de la sous-position 8708.50 des sous-positions 8482.10 à 8482.80 ou 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net;

(18) Un changement aux autres essieux porteurs et à leurs pièces de la sous-position 8708.50 de toute autre position; ou

(19) Un changement aux autres essieux porteurs et à leurs pièces de la sous-position 8708.50 de la sous-position 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net;

(20) Un changement à tout autre produit de la sous-position 8708.50 de toute autre position; ou

(21) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à tout autre produit de la sous-position 8708.50, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net.

8708.70

Pour un produit de la sous-position 8708.70 devant servir d'équipement original dans un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger :

- (1) Un changement à la sous-position 8708.70 de toute autre position; ou
- (2) Un changement à la sous-position 8708.70 de la sous-position 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :
 - (a) à 62,5 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021,
 - (b) à 65 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022,
 - (c) à 67,5 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023,
 - (d) à 70 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

Pour un produit de la sous-position 8708.70 devant servir d'équipement original dans un camion lourd :

- (3) Un changement à la sous-position 8708.70 de toute autre position; ou
- (4) Un changement à la sous-position 8708.70 de la sous-position 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :
 - (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,
 - (b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,
 - (c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

Pour tout autre produit de la sous-position 8708.70 devant servir d'équipement original dans tout autre véhicule ou comme pièce destinée au marché du service après-vente :

- (5) Un changement à la sous-position 8708.70 de toute autre position; ou
- (6) Un changement à la sous-position 8708.70 de la sous-position 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net.

8708.80

Pour un produit de la sous-position 8708.80 devant servir d'équipement original dans un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger :

(1) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à la sous-position 8708.80, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- a) à 66 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021;
- b) à 69 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022;
- c) à 72 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023;
- d) à 75 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

Pour un produit de la sous-position 8708.80 devant servir d'équipement original dans un camion lourd :

(2) Un changement aux jambes de force McPherson de la sous-position 8708.80 de leurs pièces de la sous-position 8708.80 ou de toute autre sous-position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net;

(3) Un changement à tout autre produit de la sous-position 8708.80 de toute autre position; ou

(4) Un changement aux systèmes de suspension (y compris les amortisseurs de suspension) de la sous-position 8708.80 de leurs pièces de la sous-position 8708.80 ou 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,
- (b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,
- (c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite; ou

(5) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire aux pièces de systèmes de suspension (y compris les amortisseurs de suspension) de la sous-position 8708.80, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,
- (b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,
- (c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

Pour tout autre produit de la sous-position 8708.80 devant servir d'équipement original dans tout autre véhicule ou comme pièce destinée au marché du service après-vente :

(6) Un changement aux jambes de force McPherson de la sous-position 8708.80 de leurs pièces de la sous-position 8708.80 ou de toute autre sous-position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net;

(7) Un changement à la sous-position 8708.80 de toute autre position;

(8) Un changement aux systèmes de suspension (y compris les amortisseurs de suspension) de la sous-position 8708.80 de leurs pièces de la sous-position 8708.80 ou 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net; ou

(9) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire aux pièces de systèmes de suspension (y compris les amortisseurs de suspension) à la sous-position 8708.80, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net.

8708.91

Pour un produit de la sous-position 8708.91 devant servir d'équipement original dans un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger :

(1) Un changement aux radiateurs de la sous-position 8708.91 de toute autre position;

(2) Un changement aux radiateurs de la sous-position 8708.91 de tout autre produit de la sous-position 8708.91, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

(a) à 62,5 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021,

(b) à 65 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022,

(c) à 67,5 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023,

(d) à 70 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

(3) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à tout autre produit de la sous-position 8708.91, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

(a) à 62,5 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021,

- (b) à 65 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022,
- (c) à 67,5 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023,
- (d) à 70 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

Pour un produit de la sous-position 8708.91 devant servir d'équipement original dans un camion lourd :

- (4) Un changement aux radiateurs de la sous-position 8708.91 de toute autre position;
- (5) Un changement aux radiateurs de la sous-position 8708.91 de tout autre produit de la sous-position 8708.91, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :
 - (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,
 - (b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,
 - (c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.
- (6) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à tout autre produit de la sous-position 8708.91, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :
 - (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,
 - (b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,
 - (c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

Pour tout autre produit de la sous-position 8708.91 devant servir d'équipement original dans tout autre véhicule ou comme pièce destinée au marché du service après-vente :

- (7) Un changement aux radiateurs de la sous-position 8708.91 de toute autre position;
- (8) Un changement aux radiateurs de la sous-position 8708.91 de tout autre produit de la sous-position 8708.91, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net; ou
- (9) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à tout autre produit de la sous-position 8708.91, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net.

8708.92

Pour un produit de la sous-position 8708.92 devant servir d'équipement original dans un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger :

(1) Un changement aux silencieux ou tuyaux d'échappement de la sous-position 8708.92 de toute autre position;

(2) Un changement aux silencieux ou tuyaux d'échappement de la sous-position 8708.92 de tout autre produit de la sous-position 8708.92, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

(a) à 62,5 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021,

(b) à 65 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022,

(c) à 67,5 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023,

(d) à 70 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

(3) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à tout autre produit de la sous-position 8708.92, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

(a) à 62,5 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021,

(b) à 65 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022,

(c) à 67,5 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023,

(d) à 70 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

Pour un produit de la sous-position 8708.92 devant servir d'équipement original dans un camion lourd :

(4) Un changement aux silencieux de la sous-position 8708.92 de toute autre position;

(5) Un changement aux silencieux de la sous-position 8708.92 de tout autre produit de la sous-position 8708.92, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

(a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,

(b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,

(c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

(6) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à tout autre produit de la sous-position 8708.92, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,
- (b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,
- (c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

Pour tout autre produit de la sous-position 8708.92 devant servir d'équipement original dans tout autre véhicule ou comme pièce destinée au marché du service après-vente :

(6) Un changement aux silencieux de la sous-position 8708.92 de toute autre position;

(7) Un changement aux silencieux de la sous-position 8708.92 de tout autre produit de la sous-position 8708.92, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net;

(9) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à tout autre produit de la sous-position 8708.92, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net.

8708.93

Pour un produit de la sous-position 8708.93 devant servir d'équipement original dans un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger :

- (1) Un changement à la sous-position 8708.93 de toute autre position;
- (2) Un changement à la sous-position 8708.93 de la sous-position 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :
 - (a) à 62,5 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021,
 - (b) à 65 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022,
 - (c) à 67,5 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023,
 - (d) à 70 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

Pour un produit de la sous-position 8708.93 devant servir d'équipement original dans un camion lourd :

- (3) Un changement à la sous-position 8708.93 de toute autre position;

(4) Un changement à la sous-position 8708.93 de la sous-position 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,
- (b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,
- (c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

Pour tout autre produit de la sous-position 8708.93 devant servir d'équipement original dans tout autre véhicule ou comme pièce destinée au marché du service après-vente :

(5) Un changement à la sous-position 8708.93 de toute autre position;

(6) Un changement à la sous-position 8708.93 de la sous-position 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net.

8708.94

Pour un produit de la sous-position 8708.94 devant servir d'équipement original dans un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger :

(1) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à la sous-position 8708.94, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- a) à 66 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021;
- b) à 69 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022;
- c) à 72 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023;
- d) à 75 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

Pour un produit de la sous-position 8708.94 devant servir d'équipement original dans un camion lourd :

(2) Un changement à la sous-position 8708.94 de toute autre position; ou

(3) Un changement aux volants, colonnes ou boîtiers de direction de la sous-position 8708.94 de leurs pièces de la sous-position 8708.94 ou 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,

(b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,

(c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite;

(4) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire aux pièces de volants, colonnes ou boîtiers de direction de la sous-position 8708.94, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

(a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,

(b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,

(c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

Pour tout autre produit de la sous-position 8708.94 devant servir d'équipement original dans tout autre véhicule ou comme pièce destinée au marché du service après-vente :

(5) Un changement à la sous-position 8708.94 de toute autre position; ou

(6) Un changement aux volants, colonnes ou boîtiers de direction de la sous-position 8708.94 de leurs pièces de la sous-position 8708.94 ou 8708.99, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net;

(7) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire aux pièces de volants, colonnes ou boîtiers de direction de la sous-position 8708.94, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net.

8708.95

Pour un produit de la sous-position 8708.95 devant servir d'équipement original dans un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger :

(1) Un changement à la sous-position 8708.95 de toute autre position; ou

(2) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à la sous-position 8708.95, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

(a) à 62,5 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021,

(b) à 65 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022,

(c) à 67,5 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023,

(d) à 70 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

Pour un produit de la sous-position 8708.95 devant servir d'équipement original dans un camion lourd :

- (1) Un changement à la sous-position 8708.95 de toute autre position; ou
- (2) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à la sous-position 8708.95, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :
 - (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,
 - (b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,
 - (c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

Pour tout autre produit de la sous-position 8708.95 devant servir d'équipement original dans tout autre véhicule ou comme pièce destinée au marché du service après-vente :

- (3) Un changement à la sous-position 8708.95 de toute autre position;
- (4) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à la sous-position 8708.95, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net.

8708.99

Pour un cadre de châssis de la sous-position 8708.99 devant servir d'équipement original dans un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger :

- (1) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à la sous-position 8708.99, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :
 - a) à 66 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021;
 - b) à 69 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022;
 - c) à 72 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023;
 - d) à 75 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

Pour un cadre de châssis de la sous-position 8708.99 devant servir d'équipement original dans un camion lourd :

- (2) Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à la sous-position 8708.99, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :
 - (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,

- (b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,
- (c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

Pour tout autre produit de la sous-position 8708.99 devant servir d'équipement original dans un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger :

8708.99.aa

Un changement au numéro tarifaire 8708.99.aa de toute autre sous-position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- (a) à 62,5 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021,
- (b) à 65 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022,
- (c) à 67,5 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023,
- (d) à 70 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

8708.99.bb

Un changement au numéro tarifaire 8708.99.bb de toute autre position, sauf des sous-positions 8482.10 à 8482.80 ou du numéro tarifaire 8482.99.aa; ou

Un changement au numéro tarifaire 8708.99.bb des sous-positions 8482.10 à 8482.80 ou du numéro tarifaire 8482.99.aa, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- (a) à 62,5 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021,
- (b) à 65 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022,
- (c) à 67,5 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023,
- (d) à 70 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

8708.99

Un changement de la sous-position 8708.99 de toute autre position; ou

Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à la sous-position 8708.99, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- (a) à 62,5 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021,
- (b) à 65 % à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022,
- (c) à 67,5 % à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023,
- (d) à 70 % à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

Pour tout autre produit de la sous-position 8708.99 devant servir d'équipement original dans un camion lourd :

8708.99.aa Un changement au numéro tarifaire 8708.99.aa de toute autre sous-position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,
- (b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,
- (c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

8708.99.bb Un changement au numéro tarifaire 8708.99.bb de toute autre position, sauf des sous-positions 8482.10 à 8482.80 ou du numéro tarifaire 8482.99.aa; ou

Un changement au numéro tarifaire 8708.99.bb des sous-positions 8482.10 à 8482.80 ou du numéro tarifaire 8482.99.aa, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,
- (b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,
- (c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

8708.99 Un changement de la sous-position 8708.99 de toute autre position; ou

Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à la sous-position 8708.99, à la condition que la teneur en valeur régionale, selon la méthode du coût net, ne soit pas inférieure :

- (a) à 60 % à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024,
- (b) à 64 % à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027,
- (c) à 70 % à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

Pour tout autre produit de sous-position 8708.99 devant servir d'équipement original dans tout autre véhicule ou comme pièce destinée au marché du service après-vente :

8708.99.aa Un changement au numéro tarifaire 8708.99.aa de toute autre sous-position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net.

8708.99.bb	Un changement au numéro tarifaire 8708.99.bb de toute autre position, sauf des sous-positions 8482.10 à 8482.80 ou du numéro tarifaire 8482.99.aa; ou
	Un changement au numéro tarifaire 8708.99.bb des sous-positions 8482.10 à 8482.80 ou du numéro tarifaire 8482.99.aa, qu'il y ait ou non aussi un changement de toute autre position, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net;
8708.99	Un changement à la sous-position 8708.99 de toute autre position; ou
	Aucun changement nécessaire de la classification tarifaire à la sous-position 8708.99, à la condition que la teneur en valeur régionale ne soit pas inférieure à 50 % selon la méthode du coût net.

ARTICLE 14 : EXIGENCES SUPPLÉMENTAIRES DE LA TENEUR EN VALEUR RÉGIONALE POUR LES VÉHICULES DE PROMENADE, LES VÉHICULES UTILITAIRES LÉGERS ET LEURS PIÈCES

CUMUL DES MATIÈRES ORIGINAIRES

(1) La valeur des matières non originaires utilisées par le producteur dans la production d'un véhicule de promenade, d'un véhicule utilitaire léger et de leurs pièces ne doit pas inclure, pour calculer la teneur en valeur régionale du produit, la valeur des matières non originaires utilisées pour produire des matières originaires qui sont subséquemment utilisées dans sa production. Il est entendu que si la production entreprise à partir de matières non originaires entraîne la production d'un produit qui est admissible à titre originaire, on ne doit pas tenir compte des matières non originaires qu'il contient s'il est utilisé dans la production subséquente d'un autre produit.

EXIGENCES RELATIVES AUX PIÈCES ESSENTIELLES FIGURANT DANS LE TABLEAU A.1

(2) Une pièce figurant dans le tableau A.1 qui est destinée à être utilisée comme équipement original dans la production d'un véhicule de promenade ou véhicule utilitaire léger, sauf pour les batteries de la sous-position 8507.60 qui sont utilisées comme source principale d'alimentation électrique pour la propulsion d'un véhicule de promenade électrique ou d'un véhicule utilitaire léger électrique, est originaire seulement si elle satisfait à la prescription de teneur en valeur régionale prévue au présent article, à l'article 13 ou à l'annexe I (Annexe ROSP).

(3) Une batterie de la sous-position 8507.60 qui est utilisée comme source principale d'alimentation électrique pour la propulsion d'un véhicule de promenade électrique ou d'un véhicule utilitaire léger électrique est originaire si elle satisfait aux exigences applicables prévues au présent article ou à l'annexe I (Annexe ROSP).

LES PIÈCES FIGURANT À LA COLONNE 1 DU TABLEAU A.2 DOIVENT ÊTRE ORIGINAIRES POUR QU'UN VÉHICULE DE PROMENADE OU UN VÉHICULE UTILITAIRE LÉGER SOIT ORIGINARE

(4) Un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger est seulement originaire si, en plus des autres exigences applicables établies dans le présent règlement, les pièces figurant à la colonne 1 du tableau A.2 qui

sont utilisées dans sa production sont originaires. La valeur des matières non originaires (VMN) pour ces pièces doit être calculée conformément aux paragraphes 14(7) et 14(8) ou, au choix du producteur ou de l'exportateur du véhicule, conformément aux paragraphes 14(9) à 14(11). Le coût net d'une pièce doit être déterminé conformément à l'article 7 (Teneur en valeur régionale), sans égard à la méthode choisie pour le calcul de la valeur des matières non originaires.

LES PIÈCES FIGURANT À LA COLONNE 1 DU TABLEAU A.2 DOIVENT SATISFAIRE À UNE PRESCRIPTION DE TENEUR EN VALEUR RÉGIONALE; LES BATTERIES DE POINTE PEUVENT SATISFAIRE À UNE PRESCRIPTION DE TENEUR EN VALEUR RÉGIONALE OU À UNE PRESCRIPTION DE CHANGEMENT DE CLASSIFICATION TARIFAIRE

(5) Sauf pour les batteries de pointe de la sous-position 8507.60, une pièce figurant à la colonne 1 du tableau A.2 qui est destinée à être utilisée dans un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger doit satisfaire à la prescription de teneur en valeur régionale prévue à l'article 13 ou à l'annexe I (Annexe ROSP) pour être considérée comme originaire.

(6) Une batterie de pointe de la sous-position 8507.60 qui est destinée à être utilisée dans un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger est originaire si elle satisfait à l'exigence de changement de classification tarifaire applicable ou aux prescriptions de teneur en valeur régionale applicables prévues à l'annexe I (Annexe ROSP).

LA VMN POUR LES PIÈCES ESSENTIELLES PEUT INCLURE TOUTES LES MATIÈRES NON ORIGINAIRES OU SEULEMENT LES MATIÈRES FIGURANT À LA COLONNE 2 DU TABLEAU A.2

(7) Pour l'application des paragraphes (4) à (6), pour le calcul de la teneur en valeur régionale d'une pièce qui figure à la colonne 1 du tableau A.2, la valeur des matières non originaires (VMN) peut être déterminée, au choix du producteur ou de l'exportateur du véhicule, en tenant compte :

- a) soit de la valeur de toutes les matières non originaires utilisées dans la production de la pièce;
- b) soit de la valeur des composantes non originaires figurant dans la colonne 2 du tableau A.2 qui sont utilisées dans la production de la pièce.

(8) Pour calculer la teneur en valeur régionale d'un produit figurant dans la colonne 1 du tableau A.2, conformément à l'alinéa (7)b), toute matière non originaire utilisée dans la production d'un produit ne figurant pas dans la colonne 2 du tableau A.2 peut être ignorée. Il est entendu que les pièces non originaires figurant dans la colonne 2 du tableau A.2 doivent être incluses dans le calcul de la VMN. Les pièces ne figurant pas dans la colonne 2 du tableau A.2 ainsi que les matières ou les composantes utilisées dans la production de ces pièces, doivent être exclues du calcul de la valeur des matières non originaires.

(9) Les paragraphes (7) et (8) ne s'appliquent pas au calcul de la teneur en valeur régionale d'une pièce figurant dans la colonne 1 du tableau A.2 qui fait l'objet d'opérations commerciales indépendantes. Les règles relatives à ces pièces sont prévues à l'article 13 ou à l'annexe I (Annexe ROSP) du présent règlement.

LES PIÈCES FIGURANT À LA COLONNE 1 DU TABLEAU A.2 PEUVENT ÊTRE TRAITÉES COMME UNE PIÈCE UNIQUE, SOIT UN ENSEMBLE DE PIÈCES ESSENTIELLES

(10) Pour l'application des paragraphes (4) à (6) et comme solution de rechange à la détermination de la VMN selon la méthode prévue au paragraphe (7), la teneur en valeur régionale des pièces figurant dans la colonne 1 du tableau A.2 peut être déterminée, au choix du producteur ou de l'exportateur du véhicule, en traitant ces pièces comme une seule pièce, appelée ensemble de pièces essentielles, en utilisant la somme du coût net de chaque pièce figurant dans la colonne 1 du tableau A.2 et, lors du calcul de la valeur des matières non originaires, en tenant compte :

- a) soit de la somme de la valeur de toutes les matières non originaires utilisées dans la production des pièces figurant dans la colonne 1 du tableau A.2;
- b) soit de la somme de la valeur de toutes les composantes non originaires figurant dans la colonne 2 du tableau A.2. qui sont utilisées dans la production des pièces figurant dans la colonne 1 du tableau A.2.

(11) Si une matière non originaire utilisée dans la production d'une composante figurant dans la colonne 2 du tableau A.2 est soumise à un processus de production complémentaire de manière à satisfaire aux exigences du présent règlement, la composante est traitée comme originaire dans la détermination du statut originaire de la pièce subséquentement produite figurant dans la colonne 1 du tableau A.2, que cette composante ait été produite ou non par le producteur de la pièce.

(12) Une moyenne de la teneur en valeur régionale peut être établie pour les pièces figurant dans la colonne 1 du tableau A.2 conformément à l'article 16. Cette moyenne peut être calculée en utilisant la teneur en valeur régionale moyenne pour chaque catégorie individuelle de pièces figurant dans la colonne 1 du tableau A.2 ou en calculant la teneur en valeur régionale moyenne pour l'ensemble des pièces figurant dans la colonne 1 du tableau A.2 et en les traitant comme une seule pièce appelée ensemble de pièces essentielles. Peu importe la méthode choisie, toutes les pièces utilisées dans le calcul de la moyenne sont considérées comme originaires lorsque celle-ci dépasse les seuils prévus aux alinéas (13)a) à d).

EXIGENCES DE LA TVR DES PIÈCES FIGURANT AUX TABLEAUX A.1 ET A.2

(13) Pour l'application des paragraphes (2), (7) et (10), les seuils de teneur en valeur régionale ci-après s'appliquent aux pièces qui sont destinées à être utilisées comme équipement original et qui figurent dans le tableau A.1 et dans la colonne 1 du tableau A.2 :

- a) 66 p. 100 selon la méthode du coût net ou 76 p. 100 selon la méthode de la valeur transactionnelle, à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021;
- b) 69 p. 100 selon la méthode du coût net ou 79 p. 100 selon la méthode de la valeur transactionnelle, à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022;
- c) 72 p. 100 selon la méthode du coût net ou 82 p. 100 selon la méthode de la valeur transactionnelle, à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023; et

- d) 75 p. 100 selon la méthode du coût net ou 85 p. 100 selon la méthode de la valeur transactionnelle, à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

EXIGENCES POUR LES PIÈCES PRINCIPALES ET COMPLÉMENTAIRES FIGURANT AUX TABLEAUX B ET C

(14) Nonobstant les prescriptions de teneur en valeur régionale prévues à l'annexe 1, une matière figurant dans le tableau B est considérée comme originaire si elle satisfait à l'exigence applicable de changement de la classification tarifaire ou à la prescription de teneur en valeur régionale applicable prévues à l'annexe I (Annexe ROSP).

(15) Pour l'application du paragraphe (14), les seuils de teneur en valeur régionale ci-après s'appliquent aux pièces qui sont destinées à être utilisées comme équipement original et qui figurent dans le tableau B :

- a) 62,5 p. 100 selon la méthode du coût net ou 72,5 p. 100 selon la méthode de la valeur transactionnelle, à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021;
- b) 65 p. 100 selon la méthode du coût net ou 75 p. 100 selon la méthode de la valeur transactionnelle, à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022;
- c) 67,5 p. 100 selon la méthode du coût net ou 77,5 p. 100 selon la méthode de la valeur transactionnelle, à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023; ou
- d) 70 p. 100 selon la méthode du coût net ou 80 p. 100 selon la méthode de la valeur transactionnelle, à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

(16) Nonobstant les prescriptions de teneur en valeur régionale prévues à l'annexe 1, une matière figurant dans le tableau C est originaire si elle satisfait à l'exigence applicable de changement de classification tarifaire ou à la prescription de teneur en valeur régionale applicable prévues à l'annexe I (Annexe ROSP).

(17) Pour l'application du paragraphe (16), les seuils de teneur en valeur régionale ci-après s'appliquent aux pièces qui sont destinées à être utilisées comme équipement original et qui figurent au tableau C :

- a) 62 p. 100 selon la méthode du coût net ou 72 p. 100 selon la méthode de la valeur transactionnelle, à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021;
- b) 63 p. 100 selon la méthode du coût net ou 73 p. 100 selon la méthode de la valeur transactionnelle, à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022;
- c) 64 p. 100 selon la méthode du coût net ou 74 p. 100 selon la méthode de la valeur transactionnelle, à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023; ou
- d) 65 p. 100 selon la méthode du coût net ou 75 p. 100 selon la méthode de la valeur transactionnelle, à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

(18) Il est entendu que les paragraphes (13), (15) et (17) ne s'appliquent pas aux pièces destinées au marché du service après-vente.

ARTICLE 15 : EXIGENCES SUPPLÉMENTAIRES RELATIVES À LA TENEUR EN VALEUR RÉGIONALE POUR LES CAMIONS LOURDS ET LEURS PIÈCES

(1) La valeur des matières non originaires utilisées par le producteur dans la production de camions lourds et de leurs pièces ne doit pas inclure, pour calculer la teneur en valeur régionale du produit, la valeur des matières non originaires utilisées pour produire des matières originaires qui sont subséquemment utilisées dans sa production.

(2) Nonobstant les règles d'origines spécifiques au produit prévues à l'annexe I (Annexe ROSP), les seuils de la teneur en valeur régionale pour les pièces figurant dans le tableau D qui sont destinées à être utilisées dans un camion lourd sont les suivants :

- a) 60 p. 100 selon la méthode du coût net ou 70 p. 100 selon la méthode de la valeur transactionnelle, si la règle correspondante prévoit l'utilisation de cette méthode, à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024;
- b) 64 p. 100 selon la méthode du coût net ou 74 p. 100 selon la méthode de la valeur transactionnelle, si la règle correspondante prévoit l'utilisation de cette méthode, à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027; ou
- c) 70 p. 100 selon la méthode du coût net ou 80 p. 100 selon la méthode de la valeur transactionnelle, si la règle correspondante prévoit l'utilisation de cette méthode, à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

(3) Nonobstant les règles d'origines spécifiques au produit prévues à l'annexe I (Annexe ROSP), les seuils de la teneur en valeur régionale pour les pièces figurant dans le tableau E qui sont destinées à être utilisées dans un camion lourd sont les suivants :

- a) 50 p. 100 selon la méthode du coût net ou 60 p. 100 selon la méthode de la valeur transactionnelle, si la règle correspondante prévoit l'utilisation de cette méthode, à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024;
- b) 54 p. 100 selon la méthode du coût net ou 64 p. 100 selon la méthode de la valeur transactionnelle, si la règle correspondante prévoit l'utilisation de cette méthode, à compter du 1er juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2027; ou
- c) 60 p. 100 selon la méthode du coût net ou 70 p. 100 selon la méthode de la valeur transactionnelle, si la règle correspondante prévoit l'utilisation de cette méthode, à compter du 1er juillet 2027, et par la suite.

(4) Nonobstant l'article 13 et l'annexe I (Annexe ROSP), un moteur des positions 84.07 ou 84.08, une boîte de vitesse (transmission) de la sous-position 8708.40 ou un châssis de la sous-position 8708.99, qui est destiné à être utilisé dans un camion lourd, est originaire seulement s'il satisfait à la prescription de la teneur en valeur régionale applicable prévue au paragraphe (2).

ARTICLE 16 : ÉTABLISSEMENT D'UNE MOYENNE POUR LES VÉHICULES DE PROMENADE, LES VÉHICULES UTILITAIRES LÉGERS ET LES CAMIONS LOURDS

(1) Pour calculer la teneur en valeur régionale d'un véhicule de promenade, d'un véhicule utilitaire léger ou d'un camion lourd, une moyenne sur l'exercice du producteur peut être établie au moyen de l'un des groupes ci-après, en fonction soit de l'ensemble des véhicules automobiles du groupe, soit seulement de ceux du groupe qui sont exportés vers le territoire d'un ou de plusieurs autres pays ACEUM :

- a) le même modèle de véhicules automobiles de la même catégorie de véhicules automobiles produits dans la même usine sur le territoire d'un pays ACEUM;
- b) la même catégorie de véhicules automobiles produits dans la même usine sur le territoire d'un pays ACEUM;
- c) le même modèle ou la même catégorie de véhicules automobiles produits sur le territoire d'un pays ACEUM; ou
- d) tout autre groupe selon ce que peuvent décider les pays ACEUM.

(2) Pour l'application de l'alinéa (1)c), la moyenne pour les véhicules du même modèle ou de la même catégorie peut être établie séparément si de tels véhicules sont assujettis à différentes prescriptions de la teneur en valeur régionale.

(3) S'il choisit d'établir une moyenne pour calculer la teneur en valeur régionale, le producteur doit préciser le groupe qu'il a choisi et fournir les renseignements suivants :

- a) dans le cas d'un groupe prévu à l'alinéa (1)a), le modèle, le nom du modèle, la catégorie de véhicules de promenade, de véhicules utilitaires légers ou de camions lourds et la classification tarifaire des véhicules automobiles qui font partie de ce groupe ainsi que l'emplacement de l'usine où ils sont produits;
- b) dans le cas d'un groupe prévu à l'alinéa (1)b), le nom du modèle, la catégorie de véhicules de promenade, de véhicules utilitaires légers ou de camions lourds et la classification tarifaire des véhicules automobiles qui font partie de ce groupe ainsi que l'emplacement de l'usine où ils sont produits;
- c) dans le cas d'un groupe prévu à l'alinéa (1)c), le modèle, le nom du modèle, la catégorie de véhicules automobiles et la classification tarifaire des véhicules de promenade, des véhicules utilitaires légers ou des camions lourds qui font partie de ce groupe ainsi que l'emplacement des usines où ils sont produits;
- d) dans le cas d'un groupe prévu à l'alinéa (1)d), le modèle, le nom du modèle, la catégorie de véhicules automobiles et la classification tarifaire des véhicules de promenade, des véhicules utilitaires légers ou des camions lourds, l'emplacement des usines où ils sont produits ainsi que la Partie ou les Parties vers lesquels les véhicules sont exportés.

PÉRIODE VISÉE POUR L'ÉTABLISSEMENT DE LA MOYENNE

(4) Si l'exercice d'un producteur commence après le 1^{er} juillet 2020, mais avant le 1^{er} juillet 2021, ce dernier peut calculer la teneur en valeur régionale de ses véhicules de promenade, de ses véhicules utilitaires légers, de ses camions lourds et de ses autres véhicules, celle des pièces essentielles figurant dans le tableau A.2 qui sont utilisées dans la production des véhicules de promenade, véhicules utilitaires légers et camions lourds et celle des produits automobiles figurant dans les tableaux A.1, B, C, D ou E, la valeur de ses achats d'acier et d'aluminium, ainsi que la teneur en valeur-travail, pour la période commençant le 1^{er} juillet 2020 et se terminant à la fin de l'exercice suivant.

ÉTABLISSEMENT D'UNE MOYENNE APRÈS L'ENTRÉE EN VIGUEUR

(5) Pendant la période du 1^{er} juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2023, le producteur peut calculer :

- a) la teneur en valeur régionale de ses véhicules de promenade, de ses véhicules utilitaires légers et de ses autres véhicules, celle des pièces essentielles figurant dans le tableau A.2 qui sont utilisées dans la production des véhicules de promenade ou véhicules utilitaires légers et celle des produits automobiles figurant dans les tableaux A.1, B ou C, et la valeur de ses achats d'acier et d'aluminium, ainsi que la teneur en valeur-travail de ces véhicules, pour les périodes suivantes :
 - (i) du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021,
 - (ii) du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022,
 - (iii) du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023,
 - (iv) du 1^{er} juillet 2023 à la fin d'exercice du producteur;
- b) la teneur en valeur régionale de ses camions lourds, celle des produits automobiles figurant dans les tableaux D ou E, la valeur de ses achats d'acier et d'aluminium, ainsi que la teneur en valeur-travail des camion lourds, pour les périodes suivantes :
 - (i) du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024,
 - (ii) du 1^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025,
 - (iii) du 1^{er} juillet 2025 au 30 juin 2026,
 - (iv) du 1^{er} juillet 2026 au 30 juin 2027,
 - (v) du 1^{er} juillet 2027 jusqu'à la fin d'exercice du producteur.

AVIS EN TEMPS OPPORTUN DU CHOIX D'ÉTABLIR UNE MOYENNE

(6) S'il choisit d'établir une moyenne de la teneur en valeur régionale, le producteur doit, avant le 31 juillet 2020, donner avis à l'administration douanière du pays ACEUM vers lequel des véhicules de promenade, des véhicules utilitaires légers, des camions lourds ou d'autres véhicules doivent être exportés, puis donner un

nouvel avis au moins dix jours avant le début de l'exercice du producteur au cours duquel les véhicules seront exportés ou dans un délai inférieur autorisé par l'administration douanière.

AUCUNE ANNULATION DU CHOIX D'ÉTABLIR UNE MOYENNE

(7) Le producteur ne peut pas modifier ni révoquer le groupe de véhicules de promenade, de véhicules utilitaires légers, de camions lourds ou d'autres véhicules ni la période qu'il a l'intention d'utiliser pour établir une moyenne de la TVR et qu'il a indiquée à l'administration douanière.

COÛT NET MOYEN ET VMN INCLUS DANS LE CALCUL DE LA TVR SELON LE CHOIX DU PRODUCTEUR, SOIT SUR LA BASE DE TOUS LES VÉHICULES DU GROUPE, SOIT SUR LA BASE DE CERTAINS VÉHICULES EXPORTÉS DU GROUPE

(8) Pour l'application des articles 13 à 15, lorsqu'un producteur choisit d'établir la moyenne de son coût net, sont inclus dans le calcul de la teneur en valeur régionale de tous les groupes mentionnés au paragraphe (1) les coûts nets subis et la valeur des matières non originaires utilisées par le producteur à l'égard :

- a) de l'ensemble des véhicules de promenade, des véhicules utilitaires légers ou des camions lourds qui font partie du groupe choisi par le producteur et qui sont produits au cours de l'exercice ou, si l'exercice du producteur débute après le 1er juillet 2020, d'un exercice partiel; ou
- b) des véhicules de promenade, des véhicules utilitaires légers ou des camions lourds qui destinés à être exportés vers le territoire d'un ou de plusieurs pays ACEUM, qui font partie du groupe choisi par le producteur et qui sont produits au cours de l'exercice ou, si l'exercice du producteur débute après le 1er juillet 2020, d'un exercice partiel.

ANALYSE DE FIN D'ANNÉE REQUISE SI LA MOYENNE EST BASÉE SUR DES COÛTS ESTIMÉS; OBLIGATION DE NOTIFIER UN CHANGEMENT DE STATUT

(9) Le producteur d'un véhicule de promenade, d'un véhicule utilitaire léger, d'un camion lourd ou d'un autre véhicule qui a calculé la teneur en valeur régionale du véhicule automobile en fonction de coûts estimatifs, notamment les coûts standards, les prévisions budgétaires ou autres procédures d'estimation similaires, avant ou au cours de son exercice, doit effectuer, à la fin de son exercice, une analyse des coûts réels subis au cours de cet exercice relativement à la production du véhicule automobile. Si, selon les coûts réels, le véhicule de promenade, le véhicule utilitaire léger ou le camion lourd ne satisfait pas à la prescription de teneur en valeur régionale, le producteur doit informer immédiatement toute personne à qui il a remis un certificat d'origine pour le véhicule automobile ou une déclaration écrite certifiant que le véhicule automobile est un produit originaire du fait que le véhicule automobile est un produit non originaire.

(10) Pour calculer la teneur en valeur régionale d'un produit automobile figurant dans les tableaux A.1, B, C, D ou E qui a été produit dans la même usine ou d'une pièce essentielle figurant dans le tableau A.2, ou lorsque les pièces figurant dans la colonne 1 du tableau A.2 sont traitées comme une seule pièce appelée ensemble de pièces essentielles et sont destinées à être utilisées dans un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger, il est possible de calculer la moyenne, selon le cas :

- a) sur l'exercice du producteur de véhicules automobiles à qui le produit est vendu;
- b) sur un trimestre ou sur un mois;
- c) sur l'exercice du producteur de la pièce automobile; ou
- d) sur l'un des groupes visés aux alinéas (1)a) à d),

à la condition que le produit automobile ait été produit au cours de l'exercice, du trimestre ou du mois servant de base au calcul où, selon le cas :

- a) la moyenne visée à l'alinéa (9)a) est calculée séparément pour les produits vendus à un ou plusieurs producteurs de véhicules de promenade, de véhicules utilitaires légers ou de camions lourds;
- b) la moyenne visée aux alinéas 9)a) ou d) est calculée séparément pour les produits qui sont exportés vers le territoire d'un autre pays ACEUM.

EXEMPLE RELATIF À L'EXERCICE DU PRODUCTEUR NE COÏNCIDANT PAS AVEC L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ACCORD

(11) L'exemple qui suit est visé par le paragraphe 1(4).

Exemple : paragraphe (4)

L'Accord entre en vigueur le 1er juillet 2020. L'exercice du producteur commence le 1er janvier 2021. Le producteur peut calculer la teneur en valeur régionale sur la période de dix-huit mois commençant le 1er juillet 2020 et se terminant le 31 décembre 2021.

ARTICLE 17 : ACIER ET ALUMINIUM

(1) En plus de satisfaire aux exigences prévues aux articles 13 à 16 ou à l'annexe I (Annexe ROSP), un véhicule de promenade, un véhicule utilitaire léger ou un camion lourd est originaire seulement si, pendant une période de temps visée au paragraphe (7), au moins 70 p. 100, en valeur, des achats, au niveau de l'organisation par le producteur de véhicules dans les territoires d'un ou de plusieurs pays ACEUM :

- (a) d'acier figurant dans le tableau S; et
- (b) d'aluminium figurant dans le tableau S;

sont des produits originaires.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), seule la valeur de l'acier ou de l'aluminium figurant dans le tableau S qui est utilisé dans la production de la pièce doit être prise en compte pour les pièces des sous-positions 8708.29 ou 8708.99 figurant dans le tableau S.

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux achats d'acier et d'aluminium faits par le producteur de véhicules de promenade, de véhicules utilitaires légers ou de camions lourds, notamment les achats qu'il a faits directement

auprès d'un producteur d'acier, d'un centre de services d'acier ou d'un distributeur d'acier. Il s'applique également à l'acier ou à l'aluminium visé par une entente contractuelle dans le cadre de laquelle le producteur de véhicules de promenade, de véhicules utilitaires légers ou de camions lourds négocie les modalités régissant l'approvisionnement, en acier ou en aluminium, d'un producteur de pièces par un producteur ou un fournisseur d'acier choisi par le producteur de véhicules en vue de la production de pièces fournies par le producteur de pièces au producteur de véhicules de promenade, de véhicules utilitaires légers ou de camions lourds. Les achats doivent également comprendre les achats d'acier et d'aluminium pour les estampages principaux servant à former la « caisse en blanc », ou le cadre de châssis, peu importe que ce soit le producteur de véhicule ou le producteur de pièces qui fait ces achats.

(4) Le paragraphe (1) s'applique à l'acier et à l'aluminium achetés pour être utilisés dans la production de véhicules de promenade, de véhicules utilitaires légers ou de camions lourds, mais ne s'applique pas à l'acier et à l'aluminium achetés par un producteur pour d'autres usages, comme la production d'autres véhicules, d'outils, de matrices ou de moules.

(5) Pour l'application du paragraphe (1) dans la mesure où il s'applique à un produit en acier figurant dans le tableau S, un produit est originaire si :

- a) à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2027, il satisfait aux exigences applicables prévues à l'article 13 ou à l'annexe I (Annexe ROSP) et à toutes autres exigences applicables prévues par le présent règlement;
- b) à compter du 1er juillet 2027, il satisfait à toutes autres exigences applicables prévues par le présent règlement et à condition que tous les procédés de fabrication de l'acier, à l'exclusion des procédés métallurgiques comportant l'affinage d'additifs pour l'acier, aient lieu dans un ou plusieurs des pays ACEUM. Sont compris dans de tels procédés de fabrication de l'acier, la première fusion et le premier brassage jusqu'à l'étape de revêtement. La présente exigence ne s'applique pas aux matières premières utilisées dans la fabrication de l'acier, notamment les minerais de fer ou les minerais de fers réduits, traités ou transformés en boulettes de la position 26.01, les fontes brutes de la position 72.01, les alliages bruts de la position 72.02 ou les débris d'acier de la position 72.04.

(6) Le producteur de véhicules peut établir la valeur des achats d'acier et d'aluminium visés au paragraphe (1) en utilisant les méthodes suivantes :

- a) pour l'acier ou l'aluminium importé ou acquis sur le territoire d'un pays ACEUM :
 - (i) soit le prix payé ou à payer par lui dans le pays ACEUM où il se trouve,
 - (ii) soit le coût net de la matière au moment de l'importation,
 - (iii) soit la valeur transactionnelle de la matière au moment de l'importation;
- b) pour l'acier ou l'aluminium autoproduit :
 - (i) d'une part, tous les coûts de production des matières, ce qui comprend les frais généraux,

- (ii) d'autre part, un montant équivalent au profit ajouté dans la pratique normale du commerce ou égal à celui qui correspond normalement aux ventes de produits de la même espèce ou de la même nature que la matière autoproduite qui est évaluée.

(7) Afin de déterminer les achats d'acier ou d'aluminium du producteur de véhicules du paragraphe 17(1), le producteur peut calculer ses achats, selon le cas :

- a) sur son exercice précédent;
- b) sur l'année civile précédente;
- c) sur le trimestre ou le mois au cours desquels le véhicule est exporté;
- d) sur l'exercice du producteur au cours duquel le véhicule est exporté;
- e) sur l'année civile au cours de laquelle le véhicule est exporté.

(8) Si le producteur calcule ses achats d'acier ou d'aluminium conformément aux alinéas (7)c), d) ou e), ce calcul peut être fondé sur ses achats estimatifs pour la période applicable.

(9) Afin de déterminer les achats d'acier ou d'aluminium du producteur de véhicules du paragraphe (1), le producteur peut calculer ses achats, selon le cas :

- a) sur l'ensemble des véhicules automobiles qui sont produits dans une ou plusieurs usines sur le territoire d'un ou de plusieurs pays ACEUM;
- b) sur l'ensemble des véhicules automobiles qui sont exportés vers le territoire d'un ou de plusieurs pays ACEUM;
- c) sur l'ensemble des véhicules automobiles d'un groupe visé au paragraphe 16(1) qui sont produits dans une ou plusieurs usines sur le territoire d'un ou de plusieurs pays ACEUM;
- d) sur l'ensemble des véhicules automobiles d'un groupe visé au paragraphe 16(1) qui sont exportés vers le territoire d'un ou de plusieurs pays ACEUM.

(10) Le producteur peut choisir différentes périodes pour calculer ses achats d'acier et d'aluminium.

(11) Le producteur d'un véhicule de promenade, d'un véhicule utilitaire léger ou d'un camion lourd qui a calculé ses achats d'acier ou d'aluminium en fonction d'estimations, avant ou au cours de la période applicable, doit effectuer, à la fin de son exercice, une analyse des achats réels qu'il a faits au cours de la période relativement à la production du véhicule. Si, selon ces achats réels, le véhicule de promenade, le véhicule utilitaire léger ou le camion lourd ne satisfait pas à l'exigence en matière d'acier ou d'aluminium, le producteur doit informer immédiatement toute personne à qui il a remis un certificat d'origine pour le véhicule automobile ou une déclaration écrite certifiant que le véhicule automobile est un produit originaire du fait que le véhicule automobile est un produit non originaire.

ARTICLE 18 : TENEUR EN VALEUR-TRAVAIL

EXIGENCE DE TENEUR EN VALEUR-TRAVAIL POUR LES VÉHICULES DE PROMENADE

(1) Un véhicule de promenade est originaire seulement si, en plus de satisfaire aux exigences prévues aux articles 13 à 17 et à l'annexe I (Annexe ROSP), le producteur du véhicule certifie que celui-ci satisfait à l'exigence de la teneur en valeur-travail suivante :

- a) 30 p. 100, constitués d'au moins quinze points de pourcentage en teneur de dépenses liées aux matières à rémunération élevée et à la main-d'œuvre à rémunération élevée, d'au plus dix points de pourcentage de dépenses liées à la technologie et d'au plus cinq points de pourcentage de dépenses liées au montage à rémunération élevée, à compter du 1er juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2021;
- b) 33 p. 100, constitués d'au moins dix-huit points de pourcentage en teneur de dépenses liées aux matières à rémunération élevée et à la main-d'œuvre à rémunération élevée, d'au plus dix points de pourcentage de dépenses liées à la technologie et d'au plus cinq points de pourcentage de dépenses liées au montage à rémunération élevée, à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2022;
- c) 36 p. 100, constitués d'au moins vingt-et-un points de pourcentage en teneur de dépenses liées aux matières à rémunération élevée et à la main-d'œuvre à rémunération élevée, d'au plus dix points de pourcentage de dépenses liées à la technologie et d'au plus cinq points de pourcentage de dépenses liées au montage à rémunération élevée, à compter du 1er juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023;
- d) 40 p. 100, constitués d'au moins vingt-cinq points de pourcentage en teneur de dépenses liées aux matières à rémunération élevée et à la main-d'œuvre à rémunération élevée, d'au plus dix points de pourcentage de dépenses liées à la technologie et d'au plus cinq points de pourcentage de dépenses liées au montage à rémunération élevée, à compter du 1er juillet 2023, et par la suite.

EXIGENCE DE TENEUR EN VALEUR-TRAVAIL RELATIVE AUX VÉHICULES UTILITAIRES LÉGERS OU CAMIONS LOURDS

(2) Un véhicule utilitaire léger ou un camion lourd est originaire seulement si, en plus de satisfaire aux exigences prévues aux articles 13 à 17 et à l'annexe I (Annexe ROSP), le producteur du véhicule certifie que le véhicule utilitaire léger ou le camion lourd satisfait à une exigence de teneur en valeur-travail de 45 p. 100, constitués d'au moins trente points de pourcentage en teneur de dépenses liées aux matières à rémunération élevée et à la main-d'œuvre à rémunération élevée, d'au plus dix points de pourcentage en teneur de dépenses liées à la technologie et d'au plus cinq points de pourcentage en teneur de dépenses liées au montage à rémunération élevée.

CALCUL DE LA TENEUR EN VALEUR-TRAVAIL EXIGÉE

(3) Le producteur doit inclure, pour calculer la teneur en valeur-travail pour un véhicule de promenade, un véhicule utilitaire léger ou un camion lourd, selon le cas :

- a) un montant pour les matières à rémunération élevée utilisées dans la production du véhicule;
- b) un montant pour les coûts de main-d'œuvre à rémunération élevée engagés dans le montage du véhicule;
- c) un montant pour les frais de transport ou connexes d'expédition à rémunération élevée encourus pour expédier les matières à l'emplacement du producteur de véhicules, s'ils ne sont pas inclus au montant pour les matières à rémunération élevée;
- d) un crédit pour les dépenses liées à la technologie;
- e) un crédit pour les dépenses liées au montage à rémunération élevée.

(4) *Matières à rémunération élevée* Les dépenses liées aux matières à rémunération élevée utilisées dans la production que le producteur peut inclure correspond au coût net ou à la valeur d'achat annuelle des matières qui sont soumises à un processus de production dans une usine de production à taux de rémunération admissible et qui sont utilisées dans la production de véhicules de promenade, de véhicules utilitaires légers ou de camions lourds dans une usine située sur le territoire d'un pays ACEUM.

(5) Une usine qui se livre à la production de véhicules ou de pièces peut être certifiée comme usine de montage de véhicules à taux de rémunération admissible ou comme usine de production à taux de rémunération admissible sur la base du salaire moyen payé aux travailleurs affectés à la production directe à l'usine du 1er juillet 2020 au 31 décembre 2020 ou du 1er juillet 2020 au 30 juin 2021. Pour les périodes subséquentes, la certification d'une usine de production à taux de rémunération admissible sur la base d'une période inférieure à douze mois est valide pour la période de douze mois suivante. La certification d'une usine de production à taux de rémunération admissible sur la base d'une période de douze mois est valide pour la période suivante de même durée.

(6) Pour satisfaire à l'exigence de teneur en valeur-travail, le producteur peut utiliser l'une des formules suivantes :

- a) formule basée sur le coût net :

$$TVT = \left(\frac{(CMORE + MRE)}{CN} \times 100 \right) + CTRE + CMRE$$

- b) formule basée sur la valeur totale annuelle des achats :

$$TVT = \left(\frac{(VAA + CMORE^*)}{(VTAA + CMORE^*)} \times 100 \right) + CTRE + CMRE$$

* Si, au choix du producteur, la CMORE est incluse dans le numérateur, elle doit aussi être incluse au dénominateur.

où :

CMORE représente la somme des coûts de main d'œuvre à rémunération élevée pour le montage du véhicule;

CMRE le crédit pour les dépenses liées au montage à rémunération élevée.

CN le coût net du véhicule;

CTRE le crédit pour les dépenses liées à la technologie à rémunération élevée;

FTRE représente la valeur des frais de transport ou connexes d'expédition des matières à rémunération élevée utilisées dans la production, si ces frais ne sont pas inclus dans le montant pour la MRE;

MRE la somme des dépenses liées aux matières à rémunération élevée utilisées dans la production du véhicule;

VAA représente la valeur annuelle des achats des matières à rémunération élevée;

VTAA la valeur totale annuelle des achats effectués par l'usine de montage de véhicules pour des pièces et des matières destinées à la production du véhicule;

DÉPENSES LIÉES AUX MATIÈRES À RÉMUNÉRATION ÉLEVÉE

(7) Les dépenses liées aux matières à rémunération élevée peuvent être calculées en termes de sommes des valeurs suivantes :

- a) la valeur annuelle des achats (VAA) ou le coût net, selon la formule utilisée, d'une matière à rémunération élevée autoproduite qui est utilisée dans la production d'un véhicule;
- b) la VAA ou le coût net, selon la formule utilisée, d'une matière à rémunération élevée importée ou achetée qui est utilisée dans la production d'un véhicule;
- c) la VAA ou le coût net, selon la formule utilisée, d'une matière à rémunération élevée qui est utilisée dans la production d'une pièce ou d'une matière qui est à son tour utilisée dans la production d'une pièce intermédiaire ou autoproduite subséquentement utilisée dans la production d'un véhicule;
- d) la VAA ou le coût net, selon la formule utilisée, d'une matière à rémunération élevée qui est utilisée dans la production d'une pièce ou d'une matière subséquentement utilisée dans la production d'un véhicule.

(8) Il est suggéré, mais non exigé, que le producteur du véhicule calcule la teneur de dépenses liées aux matières à rémunération élevée et à la main-d'œuvre à rémunération élevée dans l'ordre prévu au paragraphe (7). Il n'est pas nécessaire que le producteur du véhicule calcule les éléments prévus aux alinéas 7b) à d) si l'élément ou les éléments précédents suffisent pour satisfaire à l'exigence de teneur en valeur-travail.

CRÉDIT POUR LES DÉPENSES LIÉES À LA TECHNOLOGIE À RÉMUNÉRATION ÉLEVÉE

(9) Le crédit pour les dépenses liées à la technologie à rémunération élevée (CTRE) est fondé sur les dépenses annuelles du producteur de véhicules au niveau de l'organisation dans un ou plusieurs pays ACEUM en salaires versés par le producteur pour la recherche et le développement (R&D) ou la technologie de l'information (TI),

calculé comme pourcentage des dépenses annuelles totales du producteur de véhicules en salaires versés aux travailleurs affectés à la production directe dans un ou plusieurs pays ACEUM. Les dépenses sur le capital ou autre coût non salarial pour la R&D ou la TI ne sont pas incluses.

(10) Le CTRE est calculé selon la formule suivante :

$$\text{CTRE} = \frac{\text{Dépenses annuelles pour la R\&D ou TI}}{\text{Dépenses annuelles totales de production de véhicules}} \times 100$$

Où CTRE est le crédit pour les dépenses liées à la technologie à rémunération élevée, exprimé en pourcentage;

(11) Pour l'application du paragraphe 14(10), les dépenses salariales pour la recherche et le développement comprennent les dépenses salariales liées aux activités de développement, de conception, d'ingénierie, de mise à l'essai ou de certification de prototypes.

CRÉDIT POUR LES DÉPENSES LIÉES AU MONTAGE À RÉMUNÉRATION ÉLEVÉE

(12) Un crédit pour les dépenses liées au montage à rémunération élevée de cinq points de pourcentage peut être inclus dans la teneur en valeur-travail pour les véhicules de promenade ou les véhicules utilitaires légers produits par un producteur qui exploite une usine de montage à rémunération élevée pour les pièces de véhicules de promenade ou de véhicules utilitaires légers ou qui a conclu un contrat d'approvisionnement à long terme — minimum de trois ans — avec une telle usine.

(13) Un crédit pour les dépenses liées au montage à rémunération élevée de cinq points de pourcentage peut être inclus dans la teneur en valeur-travail pour les camions lourds produits par un producteur qui exploite une usine de montage à rémunération élevée pour les pièces de camions lourds ou qui a conclu un contrat d'approvisionnement à long terme — minimum de trois ans — avec une telle usine.

(14) Une usine de montage à rémunération élevée pour les pièces de véhicules de promenade, de véhicules utilitaires légers ou de camions lourds doit seulement avoir la capacité de produire la quantité minimale de pièces originaires précisée dans la définition. Il n'est pas nécessaire de tenir à jour ou de fournir des registres ou autres documents attestant que ces pièces sont originaires, pourvu qu'on tienne à jour et qu'on puisse fournir les données faisant état de la capacité de produire cette quantité minimale.

CALCUL D'UNE MOYENNE DE TENEUR EN VALEUR-TRAVAIL

(15) Pour calculer la teneur en valeur-travail d'un véhicule de promenade, d'un véhicule utilitaire léger ou d'un camion lourd, le producteur peut choisir de calculer la moyenne au moyen de l'un des groupes ci-après, en fonction soit de l'ensemble des véhicules du groupe soit seulement de ceux du groupe qui sont exportés vers le territoire d'un ou de plusieurs autres pays ACEUM :

- a) le même modèle de véhicules automobiles de la même catégorie de véhicules produits dans la même usine sur le territoire d'un pays ACEUM;

- b) la même catégorie de véhicules automobiles produits dans la même usine sur le territoire d'un pays ACEUM;
- c) le même modèle ou la même catégorie de véhicules automobiles produits sur le territoire d'un pays ACEUM;
- d) tout autre groupe selon ce que peuvent décider les pays ACEUM.

(16) S'il fait un choix au titre du paragraphe (15), le producteur le fait connaître au moyen d'un avis qui doit :

- a) préciser le groupe choisi par le producteur et indiquer :
 - (i) dans le cas d'un groupe prévu à l'alinéa (15)a), le modèle, le nom du modèle, la catégorie de véhicules et la classification tarifaire des véhicules automobiles qui font partie de ce groupe ainsi que l'emplacement de l'usine où ils sont produits,
 - (ii) dans le cas d'un groupe prévu à l'alinéa (15)b), le nom du modèle, la catégorie de véhicules et la classification tarifaire des véhicules automobiles qui font partie de ce groupe ainsi que l'emplacement de l'usine où ils sont produits,
 - (iii) dans le cas d'un groupe prévu à l'alinéa (15)c), le modèle, le nom du modèle, la catégorie de véhicules et la classification tarifaire des véhicules automobiles qui font partie de ce groupe ainsi que l'emplacement des usines où ils sont produits;
- b) préciser si la base de calcul vise l'ensemble des véhicules du groupe ou seulement ceux du groupe qui sont exportés vers un ou plusieurs autres pays ACEUM;
- c) préciser les nom et adresse du producteur;
- d) préciser la période visée par le choix, notamment les dates de début et de fin;
- e) préciser la teneur en valeur-travail estimée des véhicules du groupe visé à l'alinéa b);
- f) être daté et signé par un représentant autorisé du producteur;
- g) être déposé auprès de l'administration douanière de chaque pays ACEUM vers lequel les véhicules de ce groupe doivent être exportés au cours de la période visée par le choix, avant le 31 juillet 2020, et par la suite dans un délai d'au moins 10 jours avant le début de l'exercice du producteur ou dans le délai inférieur autorisé par l'administration douanière.

(17) Une fois l'avis déposé, le choix visant les véhicules visés au paragraphe (16) ne peut ni être révoqué ni, quant au groupe ou à la base de calcul, être modifié.

(18) Pour l'application du présent article, lorsqu'il dépose l'avis de choix en application de l'alinéa (16)a), le producteur doit inclure la teneur en valeur-travail et le coût net des véhicules de promenade, des véhicules utilitaires légers ou des camions lourds du producteur, calculés selon l'un des groupes prévus au paragraphe (15), à l'égard :

- a) soit de l'ensemble des véhicules du groupe choisi par le producteur;
- b) soit des véhicules du groupe choisi par le producteur qui doivent être exportés vers le territoire d'un ou de plusieurs pays ACEUM.

PÉRIODES POUR LA DÉTERMINATION DE LA TVT

(19) Afin de déterminer la teneur en valeur-travail pour l'application du présent article, le producteur peut fonder son calcul sur l'une des périodes suivantes :

- a) son exercice précédent;
- b) l'année civile précédente;
- c) le trimestre ou le mois au cours duquel le véhicule est produit ou exporté;
- d) l'exercice du producteur au cours duquel le véhicule est produit ou exporté;
- e) l'année civile au cours de laquelle le véhicule est produit ou exporté.

FRAIS DE TRANSPORT OU CONNEXES D'EXPÉDITION

(20) Les frais de transport ou connexes d'expédition à rémunération élevée peuvent être inclus dans le calcul de la teneur en valeur-travail du producteur, s'ils ne sont pas inclus dans le montant pour les matières à rémunération élevée. Sinon, le producteur peut totaliser ces frais à l'intérieur des territoires d'un ou de plusieurs pays ACEUM. Le producteur peut, en se fondant sur le montant total de ces frais, attribuer un montant pour les frais de transport ou connexes d'expédition pour le calcul de la teneur en valeur-travail. Les frais de transport ou connexes d'expédition engagés dans le transport d'une matière de l'extérieur du territoire des pays ACEUM vers le territoire d'un pays ACEUM ne sont pas inclus dans ce calcul.

VALEUR DES MATIÈRES AUX FINS DE LA TVT

(21) La valeur des matières originaires et non originaires doit être prise en compte pour le calcul de la teneur en valeur-travail d'un produit. Il est entendu que la valeur totale d'une matière non originaire qui a été soumise à un processus de production dans une usine de production à taux de rémunération admissible peut être incluse dans la MRE prévue au paragraphe (6).

LA TENEUR EN VALEUR-TRAVAIL EXCÉDENTAIRE PEUT ÊTRE UTILISÉE AFIN DE SATISFAIRE LA PRESCRIPTION DE TENEUR EN VALEUR RÉGIONALE POUR LES CAMIONS LOURDS

(22) Pour la période qui se termine le 1er juillet 2027, si un producteur certifie une teneur en valeur-travail pour un camion lourd plus élevée que 45 p. 100 en augmentant le montant des dépenses liées aux matières à rémunération élevée et à la fabrication à rémunération élevée au-delà de trente points de pourcentage, le producteur peut utiliser les points au-delà de trente points de pourcentage comme crédit aux pourcentages de TVR prévus à l'article 13, à la condition que le pourcentage de la TVR ne soit pas inférieur à 60 p. 100.

ARTICLE 19 : RÉGIME D'ÉCHELONNEMENT ALTERNATIF

(1) Pour l'application du présent article, véhicule admissible s'entend d'un véhicule de promenade ou d'un véhicule utilitaire léger pour lequel un régime d'échelonnement alternatif a été approuvé par les pays ACEUM.

(2) Nonobstant les articles 13 à 18, les véhicules admissibles sont assujettis aux exigences prévues au paragraphe (4) du 1er juillet 2020 au 30 juin 2025 ou pour toute autre période prévue dans le régime d'échelonnement alternatif approuvé du producteur. Les véhicules admissibles sont également assujettis à toute autre exigence applicable établie dans le présent règlement.

(3) Les véhicules de promenade et les véhicules utilitaires légers qui ne sont pas des véhicules admissibles peuvent se qualifier comme originaires selon les règles d'origine établies aux articles 13 à 18 et selon toutes autres exigences applicables établies dans le présent règlement.

(4) Les véhicules admissibles sont considérés comme originaires s'ils satisfont aux exigences suivantes :

- a) la teneur en valeur régionale n'est pas inférieure à 62,5 p. 100, selon la méthode du coût net;
- b) pour les pièces figurant dans le tableau A.1,
 - (i) la teneur en valeur régionale ne doit pas être inférieure à 62,5 p. 100 selon la méthode du coût net,
 - (ii) la teneur en valeur régionale ne doit pas être inférieure à 72,5 p. 100 selon la méthode de la valeur transactionnelle si la règle correspondante prévoit l'utilisation de cette méthode, et
 - (iii) dans le cas de batteries au lithium-ion de la sous-position 8507.60, un changement à l'intérieur de la sous-position 8507.60 ou de toute autre sous-position concernant les batteries au lithium-ion de la sous-position 8507.60;
- c) au moins 70 p. 100 des achats d'acier d'un producteur de véhicules et au moins 70 p. 100 des achats d'aluminium d'un producteur de véhicules, en valeur, doivent se qualifier à titre de matières originaires selon les règles d'origine établies à l'annexe I (Annexe ROSP), à moins que le producteur soit exempté de cette exigence en vertu d'un régime d'échelonnement alternatif approuvé;
- d) la TVT ne doit pas être inférieure à 25 p. 100, constituée d'au moins dix points de pourcentage en teneur de dépenses liées aux matières à rémunération élevée et à la fabrication à rémunération élevée, d'au plus dix points de pourcentage de dépenses liées à la technologie à rémunération élevée et d'au plus cinq points de pourcentage de dépenses liées au montage à rémunération élevée.

(5) Les véhicules admissibles sont exemptés de l'exigence relative aux pièces essentielles prévue à l'article 14.

(6) Toutes les méthodes et tous les calculs relatifs aux exigences applicables aux véhicules admissibles doivent être fondés sur les dispositions pertinentes du présent règlement.

(7) Les véhicules qui sont actuellement visés par le régime d'échelonnement alternatif prévu à l'article 403.6 de l'ALÉNA en date du 30 novembre 2018 peuvent continuer à utiliser ledit régime, y compris toute réglementation qui était en vigueur avant l'entrée en vigueur de l'Accord, en conformité avec le processus d'approbation d'utilisation du régime d'échelonnement alternatif de chaque pays ACEUM. Après l'expiration de la période prévue au régime d'échelonnement alternatif visée à l'article 403.6, ces véhicules seront admissibles au traitement préférentiel en conformité avec les exigences prévues au paragraphe (4) jusqu'à la fin de la période d'échelonnement alternatif de l'ACEUM décrite au paragraphe (2). Il est entendu que ces véhicules seront également admissibles au traitement tarifaire préférentiel en vertu des autres règles d'origine énoncées dans le présent règlement.

ARTICLE 20 : TENEUR EN VALEUR RÉGIONALE POUR LES AUTRES VÉHICULES

(1) La valeur des matières non originaires utilisées par le producteur dans la production d'autres véhicules et leurs pièces ne doit pas inclure, afin de calculer la TVR du produit, la valeur des matières non originaires utilisées pour produire des matières originaires qui sont subséquentement utilisées dans la production du produit.

(2) Nonobstant l'article 13 et l'annexe I (Annexe ROSP), la prescription de teneur en valeur régionale est de 62,5 p. 100 selon la méthode du coût net en ce qui concerne :

- a) un véhicule automobile destiné au transport de quinze personnes ou moins des sous-positions 8702.10 ou 8702.90;
- b) un véhicule de promenade principalement propulsé par un moteur à piston à allumage par compression des sous-positions 8703.21 à 8703.90;
- c) un triporteur ou un quadriporteur des sous-positions 8703.21 à 8703.90;
- d) une caravane motorisée ou un véhicule récréatif des sous-positions 8703.21 à 8703.90;
- e) une ambulance, un corbillard ou un fourgon cellulaire des sous-positions 8703.21 à 8703.90;
- f) un véhicule uniquement ou principalement utilisé hors route des sous-positions 8703.21 à 8703.90;
- g) un véhicule des sous-positions 8704.21 ou 8704.31 qui est uniquement ou principalement utilisé hors route;
- h) un produit des positions 84.07 ou 84.08 ou de la sous-position 8708.40 qui est utilisé dans un véhicule automobile visé aux alinéas a) à g).

(3) Nonobstant l'article 13 et l'annexe I (Annexe ROSP), la prescription de teneur en valeur régionale est de 60 p. 100 selon la méthode du coût net en ce qui concerne :

- a) un produit qui est, selon le cas :
 - (i) un véhicule automobile de la position 87.01, sauf la sous-position 8701.20,
 - (ii) un véhicule automobile destiné au transport de seize personnes ou plus des sous-positions 8702.10 ou 8702.90,
 - (iii) un véhicule automobile de la sous-position 8704.10,
 - (iv) un véhicule automobile des sous-positions 8704.22, 8704.23, 8704.32 ou 8704.90 qui est uniquement ou principalement utilisé hors route,
 - (v) un véhicule automobile de la position 87.05,
 - (vi) un produit de la position 87.06 qui n'est pas utilisé dans un véhicule de promenade, un véhicule utilitaire léger ou un camion lourd;
- b) un produit des positions 84.07 ou 84.08 ou de la sous-position 8708.40 qui est utilisé dans un véhicule automobile visé à l'alinéa (3)a);
- c) sauf les produits visés à l'alinéa (3)b) ou des sous-positions 8482.10 à 8482.80, 8483.20 ou 8483.30, les produits figurant dans le tableau F qui sont assujettis à une prescription de teneur en valeur régionale et qui sont utilisés dans un véhicule automobile visé aux alinéas (2)a) à g) ou (3)a).

(4) Afin de calculer la teneur en valeur régionale selon la méthode du coût net pour un produit qui est un véhicule automobile visé aux alinéas (2)a) à g) ou (3)a), un produit figurant dans le tableau F destiné à être utilisé comme équipement original dans la production d'un produit visé aux alinéas (2)a) à g), ou une composante figurant dans le tableau G destinée à être utilisée comme équipement original dans la production d'un véhicule automobile visé à l'alinéa (3)a), la valeur des matières non originaires utilisées par le producteur dans la production du produit est constitué de la somme des valeurs suivantes :

- a) pour chaque matière utilisée par le producteur et figurant dans le tableau F ou G, qu'elle soit produite ou non par le producteur, au choix du producteur et déterminée conformément à l'article 7 (Teneur en valeur régionale) :
 - (i) soit la valeur de cette matière qui est non originaire,
 - (ii) soit la valeur des matières non originaires utilisées dans la production de cette matière;
- b) la valeur de toute autre matière non originaire utilisée par le producteur et ne figurant pas dans le tableau F ou G, déterminée conformément à l'article 7 (Teneur en valeur régionale).

(5) Il est entendu que, nonobstant le paragraphe (4), lorsqu'il est question d'un produit qui est un véhicule automobile visé aux alinéas (2)a) à g), ainsi qu'à l'alinéa (3)a), la valeur des matières non originaires est constituée de la somme des valeurs de toutes les matières non originaires utilisées par le producteur dans la production du véhicule.

(6) Afin de calculer la teneur en valeur régionale d'un véhicule automobile visé aux paragraphes (2) ou (3), le producteur peut calculer la moyenne sur son exercice, en utilisant l'un des groupes ci-après, en fonction de l'ensemble des véhicules automobiles du groupe ou seulement des véhicules automobiles du groupe qui sont exportés vers le territoire d'un ou de plusieurs pays ACEUM :

- a) soit le même modèle de véhicules automobiles de la même catégorie de véhicules produits dans la même usine sur le territoire d'un pays ACEUM;
- b) soit la même catégorie de véhicules automobiles produits dans la même usine sur le territoire d'un pays ACEUM;
- c) soit le même modèle de véhicules automobiles produits sur le territoire d'un pays ACEUM.

(7) Pour calculer la teneur en valeur régionale d'un produit figurant dans le tableau F ou d'une composante ou d'une matière figurant dans le tableau G, produits dans la même usine, le producteur du produit peut :

- a) établir la moyenne sur l'une des périodes suivantes :
 - (i) l'exercice du producteur de véhicules automobiles à qui le produit est vendu,
 - (ii) un trimestre ou un mois,
 - (iii) son exercice, si le produit est vendu comme pièce destinée au marché du service après-vente;
- b) calculer la moyenne visée à l'alinéa a) séparément pour un produit vendu à un ou plusieurs producteurs de véhicules automobiles;
- c) en ce qui a trait à tout calcul visé par le présent paragraphe, calculer séparément la moyenne pour les produits qui sont exportés vers le territoire d'un ou de plusieurs pays ACEUM.

(8) La prescription de teneur en valeur régionale exigée pour un véhicule automobile visée aux paragraphes (2) ou (3) est la suivante :

- a) soit 50 p. 100 pour une période de cinq ans après la date à laquelle le premier prototype de véhicule automobile a été produit dans une usine par un monteur de véhicules automobiles, si, à la fois :
 - (i) il s'agit d'un véhicule automobile d'une catégorie, d'une marque ou, sauf pour un véhicule automobile visé au paragraphe (3), d'une catégorie de taille et de soubassement qui n'a pas été produit précédemment par le monteur de véhicules automobiles sur le territoire de l'un des pays ACEUM,
 - (ii) l'usine est un nouvel édifice dans lequel le véhicule automobile est monté,
 - (iii) l'usine contient substantiellement de la nouvelle machinerie qui est utilisée dans le montage du véhicule automobile;

- b) soit 50 p. 100 pour une période de deux ans après la date à laquelle le premier prototype de véhicule automobile a été produit dans une usine suite à un réaménagement, s'il s'agit d'un véhicule automobile d'une catégorie, d'une marque ou, sauf pour un véhicule automobile visé au paragraphe (3), d'une catégorie de taille et de soubassement qui a été monté précédemment par le monteur de véhicules automobiles dans l'usine avant le réaménagement.

TABLEAU A.1
PIÈCES ESSENTIELLES POUR LES VÉHICULES DE PROMENADE ET LES VÉHICULES
UTILITAIRES LÉGERS

Note : Les prescriptions de TVR énoncées aux articles 13 ou 14 ou à l'annexe I (Annexe ROSP) s'appliquent à un produit destiné à être utilisé comme équipement original dans la production d'un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger. En ce qui concerne les pièces destinées au marché du service après-vente, la règle d'origine spécifique aux produits applicable énoncée aux articles 13 et 14 ou à l'annexe I (Annexe ROSP) est la règle alternative qui comprend l'expression « pour tout autre produit ».

<u>SH 2012</u>	<u>DESCRIPTION</u>
8407.31	Moteurs à piston alternatif des types utilisés pour la propulsion des véhicules du chapitre 87 d'une cylindrée n'excédant pas 50 cm ³
8407.32	Moteurs à piston alternatif des types utilisés pour la propulsion des véhicules du chapitre 87 d'une cylindrée excédant 50 cm ³ , mais n'excédant pas 250 cm ³
8407.33	Moteurs à piston alternatif des types utilisés pour la propulsion des véhicules du chapitre 87 d'une cylindrée excédant 250 cm ³ , mais n'excédant pas 1 000 cm ³
8407.34	Moteurs à piston alternatif des types utilisés pour la propulsion des véhicules du chapitre 87 d'une cylindrée excédant 1 000 cm ³
ex 8408.20	Moteurs à piston à allumage par compression des types utilisés pour la propulsion de véhicules de la sous-position 8704.21 ou 8704.31
8409.91	Pièces reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs de la position 84.07 ou 84.08, reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs à piston à allumage par étincelles
8409.99	Pièces reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs de la position 84.07 ou 84.08, autres
8507.60	Batteries au lithium-ion qui sont utilisées comme principale source d'alimentation électrique pour la propulsion d'un véhicule de promenade électrique ou d'un véhicule utilitaire léger électrique
8706.00	Châssis des véhicules automobiles de la position 87.03 ou de la sous-position 8704.21 ou 8704.31, équipés de leur moteur
8707.10	Carrosseries des véhicules automobiles de la position 87.03
8707.90	Carrosseries des véhicules automobiles de la sous-position 8704.21 ou 8704.31
ex 8708.29	Pièces de carrosserie embouties
8708.40	Boîtes de vitesse et leurs pièces
8708.50	Ponts avec différentiels, même pourvus d'autres composantes de transmission, et essieux porteurs; leurs pièces
8708.80	Systèmes de suspension et leurs pièces (y compris les amortisseurs de suspension)
8708.94	Volants, colonnes et boîtiers de direction et leurs pièces
ex 8708.99	Cadres de châssis

TABLEAU A.2
PIÈCES ET COMPOSANTES AFIN DE DÉTERMINER L'ORIGINE DES VÉHICULES DE
PROMENADE ET DES VÉHICULES UTILITAIRES LÉGERS EN APPLICATION DES ARTICLES
13 OU 14 OU DE L'ANNEXE 1 (ANNEXE ROSP)

Le tableau suivant présente les pièces et les composants applicables au tableau A.2 et aux dispositions tarifaires connexes, afin de faciliter la mise en œuvre des exigences relatives aux pièces essentielles conformément à l'article 3.7 de l'appendice de l'annexe 4-B de l'Accord. Ces pièces, ainsi que les composants utilisées pour les produire, sont destinées à la production d'un véhicule de promenade ou d'un véhicule utilitaire léger permettant de répondre aux exigences énoncées à l'article 14. L'emploi du préfixe « ex » indique que seules les pièces décrites dans la colonne des composants et utilisées dans la production de pièces servant d'équipement original dans un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger sont prises en compte lors du calcul.

COLONNE 1 <i>(les pièces énumérées dans cette colonne peuvent être considérées collectivement comme un ensemble de pièces essentielles)</i>	COLONNE 2	
PIÈCES	COMPOSANTES	Sous-position du Système harmonisé (6 chiffres)
MOTEURS	Moteurs à pistons alternatifs ou rotatifs à combustion interne et moteurs à piston à allumage par compression (moteurs diesel ou semidiesel)	ex 8407.33 ex 8407.34 ex 8408.20
	Culasses	ex 8409.91 ex 8409.99
	Blocs-moteurs	ex 8409.91 ex 8409.99
	Vilebrequins	ex 8483.10
	Carters	ex 8409.91 ex 8409.99
	Pistons	ex 8409.91
	Bielles	ex 8409.91 ex 8409.99
	Sous-ensembles de culasse	ex 8409.91 ex 8409.99

BOÎTES DE VITESSES	Boîtes à engrenages	ex 8708.40
	Carters de boîte de vitesses	ex 8708.40
	Convertisseurs de couple	ex 8708.40 ex 8483.90
	Carters du convertisseurs de couple	ex 8708.40 ex 8483.90
	Engrenages et ébauches d'engrenage	ex 8708.40 ex 8483.90
	Embrayages, y compris les variateurs de vitesse mécanique, mais pas leurs pièces	ex 8708.93
	Boîtiers de soupapes	ex 8481.90 ex 8708.40
CARROSSERIE ET CHÂSSIS	Estampages importants servant à former la « caisse en blanc » ou cadre de châssis	ex 8707.10 ex 8707.90 ex 8708.29 ex 8708.99
	Estampages principaux panneaux de carrosserie	ex 8708.10 ex 8708.29
	Estampages des panneaux secondaires	ex 8708.29
	Estampages des panneaux structurels	ex 8708.29 ex 8708.99
	Composantes du cadre du châssis estampé	ex 8708.29 ex 8708.99
ESSIEUX	Ponts avec différentiels, même pourvus d'autres organes de transmission et de leurs pièces; essieux porteurs	ex 8708.50
	Arbres de roue motrice	ex 8708.50
	Corps de pont	ex 8708.50
	Moyeux d'essieux	ex 8482.10 ex 8482.20 ex 8708.50 ex 8708.99
	Supports	ex 8708.50

	Différentiels	ex 8708.50
SYSTÈMES DE SUSPENSION	Systèmes de suspension (y compris les amortisseurs de suspension)	ex 8708.80
	Amortisseurs de suspension	ex 8708.80
	Jambes de force	ex 8708.80
	Bras de suspension	ex 8708.80
	Barres stabilisatrices	ex 8708.80
	Joints d'articulation	ex 8708.80
	Ressorts hélicoïdaux	ex 7320.20
	Ressorts à lames	ex 7320.10
SYSTÈME DE DIRECTION	Volants, colonnes et boîtiers de direction	ex 8708.94
	Colonnes de direction	ex 8708.94
	Boîtiers de direction/ cremaillères	ex 8708.94
	Groupes régulateurs	ex 8537.10 ex 8537.90 ex 8543.70
BATTERIES DE POINTE	Type de batterie utilisée comme principale source d'alimentation électrique pour la propulsion des véhicules de promenade et des véhicules utilitaires légers électriques	ex 8507.60 ex 8507.80

	Éléments de batterie	ex 8507.60 ex 8507.80 ex 8507.90
	Modules/groupes	ex 8507.60 ex 8507.80 ex 8507.90
	Blocs batteries montés	ex 8507.60 ex 8507.80

TABLEAU B
PIÈCES PRINCIPALES POUR LES VÉHICULES DE PROMENADE ET LES VÉHICULES
UTILITAIRES LÉGERS

Note : Les prescriptions de TVR établies aux articles 13 ou 14 ou à l'annexe I (Annexe ROSP) s'appliquent à un produit destiné à être utilisé comme équipement original dans la production d'un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger. En ce qui concerne les pièces destinées au marché du service après-vente, la règle d'origine spécifique aux produits applicable énoncée aux articles 13 et 14 ou à l'annexe I (Annexe ROSP) est la règle alternative qui comprend l'expression « pour tout autre produit ».

<u>SH 2012</u>	<u>DESCRIPTION</u>
8413.30	Pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs allumage par étincelles ou par compression
8413.50	Autres pompes volumétriques alternatives
8414.59	Autres ventilateurs
8414.80	Autres pompes, compresseurs et ventilateurs de gaz /d'air
8415.20	Machines et appareils pour le conditionnement de l'air comprenant un ventilateur à moteur et des dispositifs propres à ajuster la température et l'humidité, y compris ceux dans lesquels le degré hygrométrique n'est pas réglable séparément, du type de ceux utilisés pour le confort des personnes dans les véhicules automobiles
ex 8479.89	Systèmes de freinage électronique, y compris un système de freinage antiblocage ABS et un système électro-stabilisateur programmé
8482.10	Roulements à billes
8482.20	Roulements à rouleaux coniques, y compris les assemblages de cônes et de rouleaux coniques
8482.30	Roulements en forme de tonneau
8482.40	Roulements à aiguilles
8482.50	Autres roulements à rouleaux cylindriques
8482.80	Autres roulements à billes ou à rouleaux, y compris les roulements combinés
8483.10	Arbres de transmission (y compris les arbres à cames et les vilebrequins) et manivelles
8483.20	Paliers à roulement incorporés
8483.30	Paliers, autres qu'à roulements incorporés; coussinets
8483.40	Engrenages et roues de friction, autres que les roues dentées ou autres organes élémentaires de transmission présentés séparément; broches filetées à billes ou à rouleaux; boîtes à engrenages et autres variateurs de vitesse, y compris les convertisseurs de couple
8483.50	Volants et poulies, y compris les poulies à mofles
8483.60	Embrayages et organes d'accouplement (y compris les joints)
8501.32	Autres moteurs et génératrices à courant continu d'une puissance excédant 750 W, mais n'excédant pas 75 kW
8501.33	Autres moteurs et génératrices à courant continu d'une puissance excédant 75 kW, mais n'excédant pas 375 kW
8505.20	Accouplements, embrayages, variateurs de vitesse et freins électromagnétiques
8505.90	Autres électro-aimants; plateaux, mandrins et dispositifs magnétiques ou électromagnétiques similaires de fixation; têtes de levage électromagnétiques; y compris les pièces
8511.40	Démarrateurs, même fonctionnant comme génératrices pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression

8511.50	Autres génératrices
8511.80	Autres appareils et dispositifs électriques d'allumages ou de démarrage pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression
ex 8511.90	Pièces pour appareils et dispositifs électriques d'allumage ou de démarrage pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression
8537.10	Commandes d'appareils électriques dont la tension n'excède pas 1 000 V
8708.10	Pare-chocs et leurs pièces
8708.21	Ceintures de sécurité
ex 8708.29	Autres pièces et accessoires de carrosseries (y compris les cabines) pour véhicules automobiles (sauf des pièces de carrosserie embouties)
8708.30	Freins et servofreins et leurs pièces
8708.70	Roues, leurs pièces et accessoires
8708.91	Radiateurs et leurs pièces
8708.92	Silencieux et tuyaux d'échappement et leurs pièces
8708.93	Embrayages et leurs pièces
8708.95	Coussins gonflables de sécurité avec système de gonflage; leurs pièces
ex 8708.99	Autres pièces et accessoires des véhicules automobiles des positions 87.01 à 87.05 (à l'exclusion des cadres de châssis)
9401.20	Sièges des types utilisés pour véhicules automobiles

TABLEAU C
PIÈCES COMPLÉMENTAIRES POUR LES VÉHICULES DE PROMENADE ET LES VÉHICULES
UTILITAIRES LÉGERS

Note : Les prescriptions de TVR énoncées aux articles 13 ou 14 ou à l'annexe I (Annexe ROSP) s'appliquent à un produit destiné à être utilisé comme équipement original dans la production d'un véhicule de promenade ou un véhicule utilitaire léger. En ce qui concerne les pièces destinées au marché du service après-vente, la règle d'origine spécifique aux produits applicable énoncée aux articles 13 et 14 ou à l'annexe I (Annexe ROSP) est la règle alternative qui comprend l'expression « pour tout autre produit ».

<u>SH 2012</u>	<u>DESCRIPTION</u>
4009.12	Tubes et tuyaux en caoutchouc vulcanisé non durci, non renforcés à l'aide d'autres matières ni autrement associés à d'autres matières, avec accessoires
4009.22	Tubes et tuyaux en caoutchouc vulcanisé non durci, renforcés seulement à l'aide de métal ou autrement associés seulement à du métal, avec accessoires
4009.32	Tubes et tuyaux en caoutchouc vulcanisé non durci, renforcés seulement à l'aide des de matières textiles ou autrement associés seulement à des matières textiles, avec accessoires
4009.42	Tubes et tuyaux en caoutchouc vulcanisé non durci, renforcés à l'aide d'autres matières ou autrement associés à d'autres matières, avec accessoires
8301.20	Serrures des types utilisés pour véhicules automobiles
ex 8421.39	Convertisseurs catalytiques
8481.20	Valves pour transmissions oléohydrauliques ou pneumatiques
8481.30	Clapets et soupapes de retenue
8481.80	Autres dispositifs de robinetterie et mécanismes similaires, y compris les détendeurs et les robinets thermostatiques
8501.10	Moteurs électriques d'une puissance n'excédant pas 37,5 W
8501.20	Moteurs universels d'une puissance excédant 37,5 W
8501.31	Autres moteurs et génératrices CC d'une puissance n'excédant pas 750 W
ex 8507.20	Autres batteries au plomb du type utilisé pour la propulsion des véhicules automobiles du chapitre 87
ex 8507.30	Batteries au nickel-cadmium du type utilisé pour la propulsion des véhicules automobiles du chapitre 87
ex 8507.40	Batteries au ferronickel du type utilisé pour la propulsion des véhicules automobiles du chapitre 87
ex 8507.80	Autres batteries du type utilisé pour la propulsion des véhicules automobiles du chapitre 87
8511.30	Distributeurs; bobines d'allumage
8512.20	Autres appareils d'éclairage ou de signalisation visuelle
8512.40	Essuie-glaces, dégivreurs et dispositifs antibuée
ex 8519.81	Lecteurs de cassettes
8536.50	Autres interrupteurs, sectionneurs et commutateurs électriques pour une tension n'excédant pas 1000 V
ex 8536.90	Boîtes de jonction
8539.10	Articles dits « phares et projecteurs scellé »
8539.21	Lampes électriques à incandescence halogènes, au tungstène
8544.30	Jeux de fils pour bougies d'allumage et autres jeux de fils des types utilisés pour véhicules automobiles
9031.80	Autres instruments, appareils et machines de mesure et de contrôle

9032.89 Autres instruments et appareils pour la régulation ou le réglage automatique

TABLEAU D
PIÈCES PRINCIPALES POUR LES
CAMIONS LOURDS

Note : Les prescriptions de TVR énoncées à l'article 13 ou 15 ou à l'annexe I (Annexe ROSP) s'appliquent à un produit destiné à être utilisé comme équipement original dans la production d'un camion lourd. En ce qui concerne les pièces destinées au marché du service après-vente, la règle d'origine spécifique aux produits applicable énoncée à l'article 13 ou à l'annexe I (Annexe ROSP) est la règle alternative qui comprend l'expression « pour tout autre produit ».

SH 2012	Description
8407.31	Moteurs à piston alternatif des types utilisés pour la propulsion des véhicules du chapitre 87 d'une cylindrée n'excédant pas 50 cm ³
8407.32	Moteurs à piston alternatif des types utilisés pour la propulsion des véhicules du chapitre 87 d'une cylindrée excédant 50 cm ³ , mais n'excédant pas 250 cm ³
8407.33	Moteurs à piston alternatif des types utilisés pour la propulsion des véhicules du chapitre 87 d'une cylindrée excédant 250 cm ³ , mais n'excédant pas 1 000 cm ³
8407.34	Moteurs à piston alternatif des types utilisés pour la propulsion des véhicules du chapitre 87 d'une cylindrée excédant 1 000 cm ³
8408.20	Moteurs à piston à allumage par compression des types utilisés pour la propulsion de véhicules du chapitre 87
8409.91	Pièces reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs de la position 84.07 ou 84.08, reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs à piston à allumage par étincelles
8409.99	Pièces reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs de la position 84.07 ou 84.08, autres
8413.30	Pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression
ex 8414.59	Turbocompresseurs et compresseurs à suralimentation
8414.80	Autres pompes, compresseurs et ventilateurs de gaz/d'air
8415.20	Machines et appareils pour le conditionnement de l'air comprenant un ventilateur à moteur et des dispositifs propres à ajuster la température et l'humidité, y compris ceux dans lesquels le degré hygrométrique n'est pas réglable séparément, du type de ceux utilisés pour le confort des personnes dans les véhicules automobiles
8483.10	Arbres de transmission (y compris les arbres à cames et les vilebrequins) et manivelles)
8483.40	Engrenages et roues de friction, autres que les roues dentées ou autres organes élémentaires de transmission présentés séparément; broches filetées à billes ou à rouleaux; boîtes à engrenages et autres variateurs de vitesse, y compris les convertisseurs de couple
8483.50	Volants et poulies, y compris les poulies à moufles
ex 8501.32	Autres moteurs et génératrices à courant continu d'une puissance excédant 750 W, mais n'excédant pas 75 kW, du type utilisé pour la propulsion des véhicules automobiles du chapitre 87
8511.40	Démarrateurs, même fonctionnant comme génératrices, pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression
8511.50	Autres génératrices
8537.10	Commandes d'appareils électriques dont la tension n'excède pas 1 000 V
8706.00	Châssis des véhicules automobiles des positions 87.01 à 87.05, équipés de leur moteur
8707.90	Carrosseries des autres véhicules automobiles de la position 87.01, 87.02, 87.04 ou 87.05

- 8708.10 Pare-chocs et leurs pièces
- 8708.21 Ceintures de sécurité
- 8708.29 Autres pièces et accessoires de carrosseries (y compris les cabines) pour véhicules automobiles
- 8708.30 Freins et servofreins et leurs pièces
- 8708.40 Boîtes de vitesse et leurs pièces
- 8708.50 Ponts avec différentiel, même pourvus d'autres organes de transmission, et essieux porteurs; leurs pièces
- 8708.70 Roues, leurs pièces et accessoires
- 8708.80 Systèmes de suspension et leurs pièces (y compris les amortisseurs de suspension)
- 8708.91 Radiateurs et leurs pièces
- 8708.92 Silencieux et tuyaux d'échappement; leurs pièces
- 8708.93 Embayages et leurs pièces
- 8708.94 Volants, colonnes et boîtiers de direction; leurs pièces
- 8708.95 Coussins de sécurité gonflables avec système de gonflage; leurs pièces
- 8708.99 Autres pièces et accessoires pour véhicules automobiles des positions 87.01 à 87.05
- 9401.20 Sièges des types utilisés pour véhicules automobiles

TABLEAU E

PIÈCES COMPLÉMENTAIRES POUR LES CAMIONS LOURDS

Note : Les prescriptions de teneur en valeur régionale énoncées aux articles 13 ou 15 ou à l'annexe I (Annexe RO SP) s'appliquent à un produit destiné à être utilisé comme équipement original dans la production d'un camion lourd. En ce qui concerne les pièces destinées au marché du service après-vente, la règle d'origine spécifique aux produits applicable énoncée à l'article 13 ou à l'annexe I (Annexe RO SP) est la règle alternative qui comprend l'expression « pour tout autre produit ».

SH 2012	Description
8413.50	Autres pompes volumétriques alternatives
ex 8479.89	Systèmes de freinage électronique, y compris un système de freinage antiblocage ABS et un système électro-stabilisateur programmé
8482.10	Roulements à billes
8482.20	Roulements à rouleaux coniques, y compris les assemblages de cônes et de rouleaux coniques
8482.30	Roulements à rouleaux en forme de tonneau
8482.40	Roulements à aiguilles
8482.50	Autres roulements à rouleaux cylindriques
8483.20	Paliers à roulements incorporés
8483.30	Paliers, autres qu'à roulements incorporés; coussinets
8483.60	Embrayages et organes d'accouplement (y compris les joints d'articulation)
8505.20	Accouplements, embrayages, variateurs de vitesse et freins électromagnétiques
8505.90	Autres électro-aimants; plateaux, mandrins et dispositifs magnétiques ou électromagnétiques similaires de fixation; têtes de levage électromagnétiques; y compris les pièces
8507.60	Batteries au lithium-ion
8511.80	Autres appareils et dispositifs électriques d'allumages ou de démarrage pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression
8511.90	Pièces pour appareils et dispositifs électriques d'allumage ou de démarrage pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression; génératrices et conjoncteurs-disjoncteurs utilisés avec ces moteurs

TABLEAU F

PIÈCES POUR D'AUTRES VÉHICULES

Note : Les prescriptions de TVR établies à l'article 20 ou à l'annexe I (Annexe ROSP) s'appliquent à un produit destinés à être utilisés dans un véhicule visé aux paragraphes (2) et (3).

SH 2012	Description
40.09	Tubes et tuyaux
4010.31	Courroies de transmission sans fin, striées, d'une circonférence extérieure excédant 60 cm, mais n'excédant pas 180 cm
4010.32	Courroies de transmission sans fin, autres que striées, d'une circonférence extérieure excédant 60 cm, mais n'excédant pas 180 cm
4010.33	Courroies de transmission sans fin, striées, d'une circonférence extérieure excédant 180 cm, mais n'excédant pas 240 cm
4010.34	Courroies de transmission sans fin, autres que striées, d'une circonférence extérieure excédant 180 cm, mais n'excédant pas 240 cm
4010.39.aa	Autres courroies de transmission sans fin
40.11	Pneumatiques neufs, en caoutchouc
4016.93.aa	Joints en caoutchouc vulcanisé non durci
4016.99.aa	Dispositifs antivibrations
7007.11	Verre trempé de dimensions et de formats permettant son emploi dans les véhicules
7007.21	Verre formé de feuilles contrecollées de dimensions et formats permettant leur emploi dans les véhicules
7009.10	Rétroviseurs pour véhicules
8301.20	Serrures des types utilisés pour véhicules automobiles
8407.31	Moteurs à piston alternatif des types utilisés pour la propulsion des véhicules de promenade du chapitre 87 d'une cylindrée n'excédant pas 50 cm ³
8407.32	Moteurs à piston alternatif des types utilisés pour la propulsion des véhicules de promenade du chapitre 87 d'une cylindrée excédant 50 cm ³ , mais n'excédant pas 250 cm ³
8407.33	Moteurs à piston alternatif des types utilisés pour la propulsion des véhicules de promenade du chapitre 87 d'une cylindrée excédant 250 cm ³ , mais n'excédant pas 1 000 cm ³
8407.34.aa	Moteurs à piston alternatif des types utilisés pour la propulsion des véhicules du chapitre 87 d'une cylindrée excédant 1 000 cm ³ , mais n'excédant pas 2 000 cm ³
8407.34.bb	Moteurs à piston alternatif des types utilisés pour la propulsion des véhicules du chapitre 87 d'une cylindrée excédant 2 000 cm ³

8408.20	Moteurs à piston, à allumage par compression des types utilisés pour la propulsion de véhicules du chapitre 87
84.09	Pièces reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs à piston à allumage par étincelles
8413.30	Pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression
8414.80.aa	Autres pompes, compresseurs et ventilateurs de gaz/d'air (turbocompresseurs et compresseurs à suralimentation pour véhicules automobiles, si non visés à la sous-position 8414.59)
8414.59.aa	Autres pompes, compresseurs et ventilateurs, de gaz/d'air (turbocompresseurs et compresseurs à suralimentation pour véhicules automobiles, si non visés à la sous-position 8414.80)
8415.20	Machines et appareils pour le conditionnement de l'air comprenant un ventilateur à moteur et des dispositifs propres à ajuster la température et l'humidité, y compris ceux dans lesquels le degré hygrométrique n'est pas réglable séparément, du type de ceux utilisés pour le confort des personnes dans les véhicules automobiles
8421.39.aa	Convertisseurs catalytiques
8481.20	Valves pour transmissions oléohydrauliques ou pneumatiques
8481.30	Clapets et soupapes de retenue
8481.80	Autres articles de robinetterie et organes similaires, y compris les détendeurs et les vannes thermostatiques
8482.10 à 8482.80	Roulements à billes, à galets, à rouleaux ou à aiguilles
8483.10	Arbres de transmission (y compris les arbres à cames et les vilebrequins) et manivelles
8483.20	Paliers à roulements incorporés
8483.30	Paliers, autres qu'à roulements incorporés; coussinets
8483.40	Engrenages et roues de friction, autres que les roues dentées ou autres organes élémentaires de transmission présentés séparément; broches filetées à billes ou à rouleaux; boîtes de vitesses et autres dispositifs de changement de vitesse, y compris les convertisseurs de couple
8483.50	Volants et poulies, y compris les poulies à moufles
8501.10	Moteurs et machines génératrices électriques d'une puissance n'excédant pas 37,5 W
8501.20	Moteurs universels d'une puissance excédant 37,5 W
8501.31	Autres moteurs et génératrices CC d'une puissance n'excédant pas 750 W
8501.32.aa	Autres moteurs et génératrices à courant continu d'une puissance excédant 750 W, mais n'excédant pas 75 kW, d'un type utilisé pour la propulsion des véhicules du chapitre 87

8507.20.aa, 8507.30.aa, 8507.40.aa et 8507.80.aa	Batteries fournissant une source primaire de courant pour les véhicules à propulsion électrique
8511.30	Distributeurs; bobines d'allumage
8511.40	Démarrateurs même fonctionnant comme et démarrateurs-génératrices pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression
8511.50	Autres génératrices
8512.20	Autres appareils d'éclairage ou de signalisation visuelle
8512.40	Essuie-glaces, dégivreurs et dispositifs antibuée
ex 8519.81	Lecteurs de cassettes
8527.21	Combinés radio-lecteur de bande cassettes
8527.29	Radios
8536.50	Autres interrupteurs, sectionneurs et commutateurs électriques pour une tension n'excédant pas 1 000 V
8536.90	Boîtes de jonction
8537.10.bb	Centres de commande des moteurs
8539.10	Articles dits « Lampes phares et projecteurs scellés »
8539.21	Lampes électriques à incandescence halogènes, au tungstène
8544.30	Jeux de fils pour bougies d'allumage et autres jeux de fils des types utilisés dans les véhicules
87.06	Châssis des véhicules automobiles des positions 87.01 à 87.05, équipés de leur moteur
87.07	Carrosseries des véhicules automobiles des positions 87.01 à 87.05, y compris les cabines
8708.10.aa	Pare-chocs, mais non leurs pièces
8708.21	Ceintures de sécurité
8708.29.aa	Pièces embouties de carrosserie
8708.29.cc	Blocs-portes
8708.30	Freins et servofreins et leurs pièces
8708.40	Boîtes de vitesse et leurs pièces
8708.50	Ponts moteurs avec différentiels, même pourvus d'autres organes de transmission, et essieux non moteurs
8708.70.aa	Roues, mais non leurs pièces et accessoires
8708.80	Systèmes de suspension et leurs pièces (y compris les amortisseurs de suspension)
8708.91	Radiateurs et leurs pièces
8708.92	Silencieux et tuyaux d'échappement et leurs pièces

8708.93.aa	Embrayages, mais non leurs pièces
8708.94	Volants, colonnes et boîtiers de direction et leurs pièces
8708.95	Coussins gonflables de sécurité avec système de gonflage (airbags) et leurs pièces
8708.99.aa	Dispositifs antivibrations contenant du caoutchouc
8708.99.bb	Unité de moyeu à deux flasques avec roulements à billes
8708.99.ee	Autres pièces pour groupes motopropulseurs
8708.99.hh	Autres pièces et accessoires non désignés ailleurs dans la sous-position 8708.99
9031.80	Autres instruments, appareils et machines de mesure et de contrôle
9032.89	Autres instruments et appareils pour la régulation ou le contrôle automatique
9401.20	Sièges des types utilisés pour véhicules automobiles

TABLEAU G

LISTE DE COMPOSANTES ET DE MATIÈRES POUR LES AUTRES VÉHICULES

1. Composante : moteurs visés dans les positions 84.07 ou 84.08

Matières : bloc en fonte, culasse, injecteur, pompes d'injection, bougies à incandescence, turbocompresseurs et compresseurs, mécanismes de contrôle électronique du moteur, tubulure d'admission, collecteur d'échappement, soupape d'admission, soupape d'échappement, arbre moteur/ arbre à cames, alternateur, démarreur, filtre à air et pièces, pistons, bielles et embiellages composés de celles-ci, (ou assemblages de rotor pour moteurs à piston rotatif), volant (pour boîtes de vitesse à commande manuelle), plaque flexible (pour les transmissions automatiques), réservoir d'huile, pompe à huile et détendeur, pompe à eau, engrenages pour arbres moteurs et arbres à cames, et pièces de radiateur ou refroidisseurs d'air de suralimentation.

2. Composante : boîtes de vitesses (transmissions) visées dans la sous-position 8708.40

Matières : a) pour boîtes de vitesses à commande manuelle - carter de transmission et cloche d'embrayage; commande d'embrayage et dispositif interne d'embrayage; engrenages, synchroniseurs et arbres; b) pour les transmissions à convertisseur de couple - carter de transmission et coquille de convertisseur; pièces de convertisseur de couple; pignons et engrenages; et mécanismes électroniques de transmission.

TABLEAU S
ACIER ET ALUMINIUM

Le tableau suivant énumère les sous-positions du SH relatives à l'acier et l'aluminium qui sont assujetties aux exigences de l'ACEUM concernant l'achat d'acier et d'aluminium énoncées à l'article 17, dans le but de faciliter la mise en œuvre desdites exigences, conformément à l'article 6.3 de l'appendice de l'annexe 4-B de l'Accord. L'emploi du préfixe « ex » indique que seuls les produits décrits dans la colonne « Description » sont pris en compte lors du calcul. Ces descriptions portent sur les achats d'acier de construction et d'aluminium réalisés par les producteurs de véhicules qui sont utilisés dans la production de véhicules de promenade, de véhicules utilitaires légers ou de camions lourds, y compris tout achat d'acier ou d'aluminium servant à produire des estampages principaux en vue de former la « caisse en blanc », ou le cadre de châssis, au sens défini au tableau A.2 (Pièces et composants afin de déterminer l'origine des véhicules de promenade et des véhicules utilitaires légers). Les descriptions ne couvrent pas l'acier de construction et l'aluminium achetés par les producteurs ou fournisseurs des pièces utilisées dans la production d'autres pièces automobiles.

	DESCRIPTION	SOUS-POSITION(S) DU SH (6 chiffres)
ACIER		
	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, laminés à chaud, non plaqués ni revêtus :	
	Autres, enroulés, simplement laminés à chaud, décapés	7208.25 7208.26 7208.27
	Autres, enroulés, simplement laminés à chaud	7208.36 7208.37 7208.38 7208.39
	Autres, non enroulés, simplement laminés à chaud	7208.51 7208.52 7208.53 7208.54
	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, laminés à froid, non plaqués ni revêtus	
	Enroulés, simplement laminés à froid	7209.15 7209.16 7209.17 7209.18
	Non enroulés, simplement laminés à froid	7209.25 7209.26 7209.27 7209.28 7209.90

	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, plaqués ou revêtus	
	Zingués électrolytiquement	7210.30
	Autrement zingués, autres	7210.49
	Autres revêtus d'aluminium	7210.69
	Autres : revêtus; autres : enduits ou plaqués électrolytiquement d'un métal commun, autres	7210.90
	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm, non plaqués ni revêtus.	
	Autres, d'une épaisseur de 4,75 mm ou plus	7211.14
	Autres	7211.19
	Simplement laminés à froid, contenant en poids moins de 0,25 % de carbone	7211.23
	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm, plaqués ou revêtus	
	Zingués électrolytiquement	7212.20
	Autrement zingués	7212.30

	DESCRIPTION	SOUS-POSITION(S) DU SH (6 chiffres)
	Fil machine de fer ou en aciers non alliés	
	Autres, en acier de décolletage	7213.20
	Autres : Autres	7213.99
	Autres barres de fer ou en aciers non alliés, simplement forgées, laminées ou filées à chaud ainsi que celles ayant subi une torsion après laminage :	
	Autres, en acier de décolletage	7214.30
	De section transversal rectangulaire	7214.91
	Autres : Autres	7214.99
	Produits laminés plats en autres aciers alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus.	
	Autres, simplement laminés à chaud, enroulés	7225.30
	Autres, simplement laminés à chaud, non enroulés	7225.40
	Autres, simplement laminés à froid	7225.50
	Zingués électrolytiquement	7225.91
	Autres : Autrement zingués	7225.92
	Autres : Autres	7225.99
	Produits laminés plats en autres aciers alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm	
	Autres : Simplement laminés à chaud : acier à outils (autre que l'acier rapide)	7226.91
	Simplement laminés à froid	7226.92
	Autres	7226.99
	Fil machine en autres aciers alliés :	
	En aciers silico-manganeux	7227.20
	Autres	7227.90
	Barres et profilés en autres aciers alliés; barres	

	creuses pour le forage en aciers alliés ou non alliés	
	Barres en aciers à coupe rapide	7228.10
	Barres en aciers silico-manganeux	7228.20
	Autres barres, simplement laminées ou filées à chaud	7228.30
	Autres barres	7228.60
	Autres tubes, tuyaux et profilés creux (soudés, rivés, agrafés ou à bords simplement rapprochés, par exemple), en fer ou en acier	
	Autres, soudés, de section circulaire, en fer ou en aciers non alliés	7306.30
	Autres, soudés, de section circulaire, en autres aciers alliés	7306.50
	Autres, soudés, de section non circulaire	7306.61 7306.69 7306.90
	Pièces et accessoires pour véhicules automobiles des positions 8701 à 8705 :	
	Estampages principaux, secondaires et structurels des panneaux de carrosserie, qui forment la « caisse en blanc »	ex 8708.29
	Composantes estampées du cadre qui forment le châssis	ex 8708.99

	DESCRIPTIONS	POSITION OU SOUS-POSITION DU SH
ALUMINIUM		
	Aluminium sous forme brute	76.01
	Déchets et débris d'aluminium	76.02
	Barres et profilés en aluminium	76.04
	Fils en aluminium	76.05
	Tôles, plaques et bandes d'aluminium, d'une épaisseur excédent 0,2 mm	76.06
	Tubes et tuyaux en aluminium	76.08
	Pièces et accessoires pour véhicules automobiles des positions 8701 à 8705 :	
	Estampages principaux, secondaires et structurels des panneaux de carrosserie, qui forment la « caisse en blanc »	ex 8708.29
	Composantes estampées du cadre qui forment le châssis	ex 8708.99

ANNEXE 1 (Annexe ROSP)

1. Le contenu de la présente annexe est réputé être celui des sections A, B et C de l'annexe 4-B de l'Accord, propre à chaque pays ACEUM, sauf que les règles d'interprétation ci-après s'appliquent :

a) pour l'application de la note 2 du chapitre 61 et de la note 3 du chapitre 62 de l'annexe 4-B, un tissu de la sous-position 5806.20 ou de la position 60.02 est considéré comme fait de fil et fini sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM si tous les procédés de production et les activités de finition, en commençant par le tissage, le tricot, l'aiguilletage, le touffetage ou d'autres processus, pour aboutir à un tissu prêt à être taillé ou assemblé sans traitement supplémentaire, ont eu lieu sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM, et ce, même si du fil non originaire a été utilisé dans la production du tissu de la sous-position 5806.20 ou de la position 60.02;

b) pour l'application de la note 3 du chapitre 61 et de la note 4 du chapitre 62 de l'annexe 4-B, un fil à coudre est considéré comme formé et fini sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM si tous les procédés de production et les activités de finition, en commençant par l'extrusion de filaments, de lames, de film, ou de nappe, y compris le fendage d'un film ou d'une nappe en lames, ou le filage de toutes les fibres pour les transformer en fil, ou les deux, pour aboutir à un fil fini simple ou un fil retors prêt à être utilisé sans traitement supplémentaire, ont eu lieu sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM, et ce, même si des fibres non originaires sont utilisées dans la production de fil à coudre de la position 52.04, 54.01 ou 55.08 ou de fil de la position 54.02 utilisés comme fil à coudre par les notes;

c) pour l'application de la note 4 du chapitre 61 et de la note 5 du chapitre 62 de l'annexe 4-B, le tissu intérieur d'une poche est considéré comme formé et fini sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM si tous les procédés de production et les activités de finition, en commençant par le tissage, le tricot, l'aiguilletage, le touffetage, le feutrage, l'entremêlement ou d'autres processus pour aboutir à un tissu prêt à être taillé ou assemblé sans traitement supplémentaire, ont eu lieu sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM, et ce, même si des fibres non originaires sont utilisées dans la production de fils utilisés pour produire le tissu intérieur de la poche;

d) pour l'application de la note 4 du chapitre 61 et de la note 5 du chapitre 62 de l'annexe 4-B, le tissu intérieur de la poche est considéré comme une poche ou des poches si le tissu duquel la poche est façonnée pour former un sac n'est pas visible, car la poche se trouve à l'intérieur du vêtement (c'est-à-dire une poche composée de « sacs » à l'intérieur du vêtement), mais les poches visibles, telles que les poches appliquées, les poches cargo ou les poches typiques de chemises, ne sont pas visées par ces notes;

e) pour l'application de la note 4 du chapitre 61 et de la note 5 du chapitre 62 de l'annexe 4-B, du fil est considéré comme entièrement formé sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM si tous les procédés de production et les activités de finition, en commençant par l'extrusion de filaments, de lames, de film, ou de nappe, y compris le fendage d'un film ou d'une nappe en lames, ou le filage de toutes les fibres pour les transformer en fil, ou les deux, pour

aboutir à un fil fini simple ou à un fil retors, ont eu lieu sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM, et ce, même si des fibres non originaires sont utilisées dans la production de fil utilisé pour produire le tissu intérieur de poche;

f) pour l'application de la note 2 du chapitre 63 de l'annexe 4-B, un tissu de la position 59.03 est considéré comme façonné et fini sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM si tous les procédés de production et les activités de finition, en commençant par le tissage, le tricot, l'aiguilletage, le touffetage, le feutrage, l'entremêlement ou d'autres processus, y compris le revêtement, l'entoilage, l'enduction ou l'imprégnation, pour aboutir à un tissu prêt à être taillé ou assemblé sans traitement supplémentaire, ont eu lieu sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM, et ce, même si des fibres et des fils non originaires sont utilisés dans la production du tissu de la position 59.03.

ANNEXE II (Droits de douane de la nation la plus favorisée pour certains produits figurant au tableau 2.10.1 de l'Accord)

A. Machines automatiques de traitement de l'information (MATI)		
	8471.30	
	8471.41	
	8471.49	
B. Unités de traitement numériques		
	8471.50	
C. Unités d'entrée ou de sortie		
Unités combinées entrée/sortie		
Canada	8471.60.00	
Mexique	8471.60.02	
États Unis	8471.60.10	
Unités d'affichage		
Canada	8528.42.00 8528.52.00 8528.62.00	
Mexique	8528.41.99 8528.51.01 8528.51.99 8528.61.01	
États-Unis	8528.42.00 8528.52.00 8528.62.00	
Autres unités d'entrée ou de sortie		
Canada	8471.60.00	
Mexique	8471.60.03 8471.60.99	
États-Unis	8471.60.20 8471.60.70 8471.60.80 8471.60.90	
D. Unités de mémoire		
	8471.70	
E. Autres unités de machines automatiques de traitement de l'information		
	8471.80	
F. Parties d'ordinateurs		
	8443.99	parties de machines des sous-positions 8443.31 et 8443.32, sauf les machines à télécopier et les téléimprimeurs

	8473.30	parties et unités des machines MATI
	8517.70	parties d'équipements de réseau local de la sous-position 8517.62
Canada	8529.90.19 8529.90.50 8529.90.90	parties de moniteurs et projecteurs des sous-positions 8528.42, 8528.52 et 8528.62
Mexique	8529.90.01 8529.90.06	parties de moniteurs et projecteurs des sous-positions 8528.41, 8528.51 et 8528.61
États-Unis	8529.90.22 8529.90.75 8529.90.99	parties de moniteurs et projecteurs des sous-positions 8528.42, 8528.52 et 8528.62
G. Blocs d'alimentation pour ordinateur		
Canada	8504.40.30 8504.40.90 8504.90.10 8504.90.20 8504.90.90	
Mexique	8504.40.12 8504.40.14 8504.90.02 8504.90.07 8504.90.08	parties de produits classés au numéro tarifaire 8504.40.12
États-Unis	8504.40.60 8504.40.70 8504.90.20 8504.90.41	

ANNEXE III (Valeur des produits)

1 Sauf indication contraire, les définitions qui suivent s'appliquent à la présente annexe.

acheteur Personne qui achète le produit d'un producteur.

commission d'achat Droits payés par l'acheteur à son mandataire pour que celui-ci le représente dans l'achat d'un produit.

producteur Producteur du produit à évaluer.

2 Pour l'application du paragraphe 7(2) du présent règlement, la valeur transactionnelle d'un produit est le prix effectivement payé ou à payer pour le produit, déterminé conformément à l'article 3 et rajusté conformément à l'article 4.

3 (1) Le prix effectivement payé ou à payer est le paiement total que l'acheteur fait ou doit faire au producteur ou au profit de celui-ci. Il n'est pas nécessaire que le paiement prenne la forme d'un transfert de fonds : il peut se faire au moyen de lettres de crédit ou d'effets négociables. Le paiement peut être fait directement ou indirectement au producteur. Ainsi, par exemple, le règlement total ou partiel, par l'acheteur, d'une dette du producteur constitue un paiement indirect.

(2) Les activités entreprises par l'acheteur pour son propre compte, autres que celles pour lesquelles un rajustement est prévu à l'article 4, ne sont pas considérées comme un paiement indirect, même lorsqu'elles pourraient être considérées comme étant au profit du producteur. Il en est ainsi par exemple lorsque l'acheteur entreprend, dans le cadre d'une entente avec le producteur, des activités liées à la commercialisation du produit. Les coûts de telles activités ne sont pas ajoutés au prix effectivement payé ou à payer.

(3) La valeur transactionnelle ne doit pas comprendre pas les frais ci-après dans la mesure où ils sont distingués du prix effectivement payé ou à payer :

a) les frais des travaux de construction, d'installation, de montage, d'entretien ou d'assistance technique se rapportant au produit et entrepris après que le produit est vendu à l'acheteur;

b) les droits et taxes payés relativement au produit dans le pays où se trouve l'acheteur.

(4) Les transferts de dividendes et les autres paiements de l'acheteur au producteur qui ne se rapportent pas à l'achat du produit ne font pas partie de la valeur transactionnelle.

4 (1) Afin d'établir la valeur transactionnelle d'un produit, sont ajoutés au prix effectivement payé ou à payer :

a) dans la mesure où ils sont engagés par l'acheteur ou pour son compte, par une personne liée, relativement au produit à évaluer et dans la mesure où ils ne sont pas compris dans le prix effectivement payé ou à payer :

- (i) les commissions et frais de courtage, sauf les commissions d'achat,
- (ii) les frais engagés pour le transport du produit vers le point d'expédition directe du producteur ainsi que les frais de chargement, de déchargement, de manutention et d'assurance associés à ce transport,
- (iii) lorsque les matières de conditionnement et contenants sont classés avec le produit selon le Système harmonisé, la valeur des matières de conditionnement et contenants;

b) la valeur, attribuée de façon raisonnable en conformité avec le paragraphe (13), des éléments ci-après lorsqu'ils sont fournis directement ou indirectement au producteur par l'acheteur, sans frais ou à coût réduit, pour utilisation afin de produire et de vendre le produit, dans la mesure où cette valeur n'est pas comprise dans le prix effectivement payé ou à payer :

- (i) les matières, autre que des matières indirectes, utilisées dans la production du produit,
- (ii) les outils, matrices, moules et matières indirectes similaires utilisés dans la production du produit,
- (iii) les matières indirectes, sauf celles visées au sous-alinéa (ii) ou aux alinéas c), e) ou f) de la définition de matière indirecte figurant au paragraphe 1(1) du présent règlement, utilisées dans la production du produit,
- (iv) les travaux techniques, les travaux de développement, les dessins, les travaux de conception et les plans et croquis nécessaires pour la production du produit, quel que soit l'endroit de leur exécution;

c) les redevances se rapportant au produit, autres que les frais liés au droit de reproduire le produit sur le territoire d'un ou de plusieurs des pays ACEUM, que l'acheteur doit payer directement ou indirectement comme condition de vente du produit, dans la mesure où ces redevances ne sont pas comprises dans le prix effectivement payé ou à payer;

d) la valeur de toute partie des recettes résultant de la revente, de la disposition ou de l'utilisation ultérieures du produit qui revient directement ou indirectement au producteur.

(2) Les éléments visés au paragraphe (1) ne sont ajoutés aux termes du présent article au prix effectivement payé ou à payer que s'ils sont fondés sur des données objectives et quantifiables.

(3) En l'absence de données objectives et quantifiables quant aux éléments à ajouter aux termes du paragraphe (1) au prix effectivement payé ou à payer, la valeur transactionnelle ne peut être établie conformément à l'article 2.

(4) L'adjonction d'éléments au prix effectivement payé ou à payer, afin de d'établir la valeur transactionnelle, ne peut se faire que selon les modalités prévues au présent article.

(5) Les montants à ajouter en application des sous-alinéas (1)a)(i) et (ii) sont, selon le cas :

a) les montants consignés à ce titre dans les livres comptables de l'acheteur;

b) lorsque ces montants représentent les coûts engagés pour le compte de l'acheteur par une personne liée et qu'ils ne sont pas consignés dans les livres comptables de l'acheteur, les montants qui sont consignés à ce titre dans les livres comptables de la personne liée.

(6) La valeur des matières de conditionnement et contenants visés au sous-alinéa (1)a)(iii) ou des éléments visés au sous-alinéa (1)b)(i) est :

a) lorsque les matières de conditionnement et contenants ou les éléments sont importés d'un endroit situé à l'extérieur du territoire du pays ACEUM où se trouve le producteur, leur valeur en douane;

b) lorsque l'acheteur ou une personne liée, pour le compte de l'acheteur, achète les matières de conditionnement et contenants ou les éléments d'une personne, sur le territoire du pays ACEUM où se trouve le producteur, qui n'est pas une personne liée, le prix effectivement payé ou à payer pour les matières de conditionnement et contenants ou les éléments;

c) lorsque l'acheteur ou une personne liée, pour le compte de l'acheteur, acquiert les matières de conditionnement et contenants ou les éléments, autrement que par achat, d'une personne, sur le territoire du pays ACEUM où se trouve le producteur, qui n'est pas une personne liée, la valeur de la prestation afférente à l'acquisition des matières de conditionnement et contenants ou des éléments, établie en fonction du coût de la prestation consigné dans les livres comptables de l'acheteur ou de la personne liée;

d) lorsque les matières de conditionnement et contenants ou les éléments sont produits par l'acheteur ou une personne liée sur le territoire du pays ACEUM où se trouve le producteur, le coût total des matières de conditionnement et contenants ou des éléments, déterminé conformément au paragraphe (8).

(7) La valeur visée au paragraphe (6) doit comprendre, s'ils ne sont pas déjà inclus en vertu des alinéas (6)a) à d), les frais ci-après qui sont consignés dans les livres comptables de l'acheteur ou de la personne liée qui fournit les matières de conditionnement et contenants ou les éléments pour le compte de l'acheteur :

a) les frais de transport, d'assurance et d'emballage et tous les autres frais engagés pour le transport des matières de conditionnement et contenants ou des éléments jusqu'à l'emplacement du producteur;

b) les droits et taxes payés ou à payer relativement aux matières de conditionnement et contenants ou aux éléments, autres que les droits et taxes qui font l'objet d'une exemption ou qui sont remboursés, remboursables ou récupérables de quelque autre manière, notamment tout crédit à valoir sur les droits ou taxes payés ou à payer;

c) les frais de courtage en douane, notamment les frais des services internes de courtage en douane, engagés relativement aux matières de conditionnement et contenants ou aux éléments;

d) le coût des déchets et rebuts qui résultent de l'utilisation des matières de conditionnement et contenants ou des éléments dans la production du produit, moins la valeur des déchets récupérables ou sous-produits.

(8) Pour l'application de l'alinéa (6)d), le coût total des matières de conditionnement et contenants visés au sous-alinéa (1)a)(iii) ou des éléments visés au sous-alinéa (1)b)(i) est :

a) dans le cas où les matières de conditionnement et contenants ou les éléments sont produits par l'acheteur, au choix de celui-ci :

(i) le coût total engagé à l'égard de tous ses produits — calculé en fonction des coûts consignés dans ses livres comptables — qui peut être attribué de façon raisonnable aux matières de conditionnement et contenants ou aux éléments conformément à l'annexe V,

(ii) l'ensemble des coûts engagés par lui dont chacun — calculé en fonction des coûts consignés dans ses livres comptables — fait partie du coût total engagé à l'égard des matières de conditionnement et contenants ou des éléments et peut être attribué de façon raisonnable aux matières de conditionnement et contenants ou aux éléments conformément à l'annexe V;

b) dans le cas où les matières de conditionnement et contenants ou les éléments sont produits par une personne liée à l'acheteur, au choix de celui-ci :

(i) le coût total engagé par ladite personne liée à l'égard de tous ses produits — calculé en fonction des coûts consignés dans ses livres comptables — qui peut être attribué de façon raisonnable aux matières de conditionnement et contenants ou aux éléments conformément à l'annexe V,

(ii) l'ensemble des coûts engagés par elle dont chacun — calculé en fonction des coûts consignés dans ses livres comptables — fait partie du coût total engagé à l'égard des matières de conditionnement et contenants ou des éléments et peut être attribué de façon raisonnable aux matières de conditionnement et contenants ou aux éléments conformément à l'annexe V.

(9) Sauf disposition contraire des paragraphes (11) et (12), la valeur des éléments visés aux sous-alinéas (1)b)(ii) à (iv) est, selon le cas :

- a) le coût de ces éléments qui est consigné dans les livres comptables de l'acheteur;
- b) lorsque ces éléments sont fournis par une autre personne pour le compte de l'acheteur et que leur coût n'est pas consigné dans les livres comptables de l'acheteur, le coût de ces éléments qui est consigné dans les livres comptables de cette autre personne.

(10) Lorsque les éléments visés aux sous-alinéas (1)b)(ii) à (iv) ont auparavant été utilisés par l'acheteur ou pour son compte, la valeur de ces éléments est rajustée à la baisse pour tenir compte de cette utilisation.

(11) Lorsque les éléments visés aux sous-alinéas (1)b)(ii) et (iii) ont été loués par l'acheteur ou par une personne liée à celui-ci, la valeur de ces éléments est le coût de la location qui est consigné dans les livres comptables de l'acheteur ou de la personne liée.

(12) Il ne peut être ajouté au prix effectivement payé ou à payer aucun montant au titre des éléments visés au sous-alinéa (1)b)(iv) qui font partie du domaine public, sauf le montant des frais d'obtention de copies de ceux-ci.

(13) Le producteur choisit la méthode consistant à attribuer au produit la valeur des éléments visés aux sous-alinéas (1)b)(ii) à (iv), pourvu que la valeur soit attribuée de façon raisonnable. Les méthodes que le producteur peut choisir à cette fin comprennent l'attribution de la valeur au nombre d'unités produites jusqu'au moment de la première expédition, ou l'attribution de la valeur à la production totale prévue lorsqu'il existe des contrats ou des engagements fermes pour cette production. Il en est ainsi par exemple lorsque l'acheteur fournit au producteur un moule pour utilisation dans la production du produit et qu'il s'engage par contrat envers celui-ci à acheter 10 000 unités de ce produit. Au moment de la première expédition de 1 000 unités, le producteur a déjà produit 4 000 unités. Dans ces circonstances, le producteur peut choisir d'attribuer la valeur du moule à 4 000 unités ou à 10 000 unités, mais il ne peut choisir d'attribuer la valeur des éléments à la première expédition de 1 000 unités. Le producteur peut choisir d'attribuer la valeur totale des éléments à une seule expédition d'un produit uniquement dans le cas où cette expédition comprend toutes les unités du produit acquises par l'acheteur aux termes du contrat ou de l'engagement qu'il a conclu avec le producteur pour ce nombre d'unités.

(14) Le montant à ajouter au titre des redevances visées à l'alinéa (1)c) correspond au paiement des redevances consigné dans les livres comptables de l'acheteur ou, si un tel paiement est consigné dans les livres comptables d'une autre personne, à ce paiement.

(15) La valeur des recettes visées à l'alinéa (1)d) est le montant consigné à ce titre dans les livres comptables de l'acheteur ou du producteur.

ANNEXE IV (Valeur transactionnelle inacceptable)

1 Sauf indication contraire, les définitions qui suivent s'appliquent à la présente annexe.

acheteur Personne qui achète le produit d'un producteur.

producteur Producteur du produit à évaluer.

2 (1) Il n'y a pas de valeur transactionnelle pour un produit ne faisant pas l'objet d'une vente.

(2) La valeur transactionnelle d'un produit est inacceptable dans l'un ou l'autre des cas suivants :

a) il existe, quant à la disposition ou à l'utilisation du produit par l'acheteur, des restrictions autres que les suivantes :

(i) les restrictions imposées ou exigées par la législation ou les autorités publiques du territoire du pays ACEUM où se trouve l'acheteur,

(ii) les restrictions limitant la zone dans laquelle le produit peut être revendu,

(iii) les restrictions n'ayant pas d'incidence importante sur la valeur du produit;

b) la vente ou le prix effectivement payé ou à payer est subordonné à des conditions ou à des prestations dont la valeur n'est pas déterminable en ce qui concerne le produit;

c) une partie des recettes résultant de toute revente, disposition ou utilisation ultérieure du produit par l'acheteur revient directement ou indirectement au producteur, et il ne peut être ajouté au prix effectivement payé ou à payer le montant applicable conformément à l'alinéa 4(1)d) de l'annexe III;

d) le producteur et l'acheteur sont des personnes liées et leurs liens ont influencé le prix effectivement payé ou à payer pour le produit.

(3) Les conditions ou prestations visées à l'alinéa (2)b) comprennent notamment les circonstances suivantes :

a) le producteur établit le prix effectivement payé ou à payer pour le produit en le subordonnant à la condition que l'acheteur achète également d'autres produits en quantités déterminées;

b) le prix effectivement payé ou à payer pour le produit dépend du ou des prix auxquels l'acheteur vend d'autres produits au producteur;

c) le prix effectivement payé ou à payer est établi en fonction d'un mode de paiement sans rapport avec le produit, notamment lorsque le produit est un produit semi-fini que le producteur

fournit à l'acheteur à la condition qu'il reçoive de celui-ci une quantité déterminée du produit fini.

(4) Pour l'application de l'alinéa (2)b), les conditions ou prestations liées à la production ou à la commercialisation du produit ne doivent pas rendre la valeur transactionnelle inacceptable. Il en est ainsi lorsque l'acheteur entreprend pour son propre compte, même s'il le fait dans le cadre d'une entente avec le producteur, des activités relatives à la commercialisation du produit.

(5) Lorsqu'il n'existe pas de données objectives et quantifiables quant aux montants qui doivent être ajoutés aux termes du paragraphe 4(1) de l'annexe III au prix effectivement payé ou à payer, la valeur transactionnelle ne peut être établie conformément à l'article 2 de cette annexe. Il en est ainsi par exemple lorsqu'une redevance est payée en fonction du prix effectivement payé ou à payer pour la vente d'un litre d'un produit qui a été acheté au kilogramme, puis transformé en une solution. Si la redevance est fondée en partie sur le produit acheté et en partie sur d'autres facteurs qui sont sans rapport avec ce produit (notamment lorsque le produit acheté est mélangé avec d'autres ingrédients et n'est plus séparément identifiable ou lorsque la redevance ne peut être distinguée des arrangements financiers spéciaux conclus entre le producteur et l'acheteur), il serait inopportun d'ajouter la redevance et la valeur transactionnelle du produit ne pourrait être établie. Toutefois, si le montant de la redevance est fondé uniquement sur le produit acheté et peut être facilement quantifié, un montant peut être ajouté à ce titre au prix effectivement payé ou à payer et la valeur transactionnelle peut être établie.

ANNEXE V (Attribution raisonnable des coûts)

Définitions et interprétation

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente annexe.

activité abandonnée S'entend, à l'égard d'un producteur qui se trouve dans un pays ACEUM, au sens donné à ce terme par les principes comptables généralement reconnus applicables dans ce pays.

coûts Coûts qui sont inclus dans le coût total et qui peuvent ou doivent être attribués de façon raisonnable aux termes des paragraphes 5(11), 7(11) et 8(8) du présent règlement, du paragraphe 4(8) de l'annexe III et des paragraphes 4(8) et 9(3) de l'annexe VI.

fins de gestion interne Fins liées à l'établissement de rapports fiscaux, à la communication de l'information financière, à la planification financière, à la prise des décisions, à la fixation des prix, au recouvrement des coûts, à la gestion du contrôle des coûts ou à la mesure du rendement.

frais généraux Coûts, autres que les coûts des matières directes et les coûts de la main-d'œuvre directe.

frais généraux indirects Coûts non incorporables et autres coûts.

2 (1) Dans la présente annexe, « producteur » vaut mention de « acheteur » pour l'application du paragraphe 4(8) de l'annexe III.

(2) Dans la présente annexe, « produit » vaut mention :

- a) pour l'application du paragraphe 7(15) du présent règlement, de « produits identiques ou produits similaires, ou toute combinaison de ceux-ci »;
- b) pour l'application du paragraphe 8(8) du présent règlement, de « matière intermédiaire »;
- c) pour l'application de l'article 16 du présent règlement, de « groupe de véhicules choisi au titre du paragraphe 16(1) du présent règlement »;
- d) pour l'application du paragraphe 4(8) de l'annexe III, de « matières de conditionnement et contenants ou éléments »;
- e) pour l'application du paragraphe 4(8) de l'annexe VI, de « éléments ».

Méthodes d'attribution raisonnable des coûts

3 (1) Lorsque le producteur d'un produit applique, à des fins de gestion interne, une méthode d'attribution des coûts par laquelle il attribue au produit les coûts des matières directes, ou une

partie de ceux-ci, et que cette méthode fait état de façon raisonnable des matières directes utilisées dans la production du produit d'après le critère de l'avantage, de la cause ou de la capacité de supporter les coûts, celle-ci doit être utilisée pour attribuer de façon raisonnable ces coûts au produit.

(2) Lorsque le producteur d'un produit applique, à des fins de gestion interne, une méthode d'attribution des coûts par laquelle il attribue au produit les coûts de la main-d'œuvre directe, ou une partie de ceux-ci, et que cette méthode fait état de façon raisonnable de la main-d'œuvre directe utilisée dans la production du produit d'après le critère de l'avantage, de la cause ou de la capacité de supporter les coûts, celle-ci doit être utilisée pour attribuer de façon raisonnable ces coûts au produit.

(3) Lorsque le producteur d'un produit applique, à des fins de gestion interne, une méthode d'attribution des coûts par laquelle il attribue au produit les frais généraux, ou une partie de ceux-ci, et que cette méthode est fondée sur le critère de l'avantage, de la cause ou de la capacité de supporter les coûts, celle-ci doit être utilisée pour attribuer de façon raisonnable ces coûts au produit.

4 Lorsque les coûts ne sont pas attribués de façon raisonnable à un produit conformément à l'article 3, ils y sont attribués de façon raisonnable s'ils sont :

a) dans le cas des coûts des matières directes, attribués selon une méthode qui fait état de façon raisonnable des matières directes utilisées dans la production du produit d'après le critère de l'avantage, de la cause ou de la capacité de supporter les coûts;

b) dans le cas des coûts de la main-d'œuvre directe, attribués selon une méthode qui fait état de façon raisonnable de la main-d'œuvre directe utilisée dans la production du produit d'après le critère de l'avantage, de la cause ou de la capacité de supporter les coûts;

c) dans le cas des frais généraux, attribués selon l'une des méthodes suivantes :

(i) l'une des méthodes prévues aux appendices A, B et C,

(ii) une méthode fondée sur une combinaison des méthodes prévues aux appendices A et B ou aux appendices A et C,

(iii) une méthode d'attribution des coûts fondée sur le critère de l'avantage, de la cause ou de la capacité de supporter les coûts.

5 Malgré les articles 3 et 8, lorsqu'un producteur attribue, à des fins de gestion interne, des coûts à un produit qui n'a pas été produit au cours de la période où les coûts sont passés en charges dans les livres comptables du producteur (tels les coûts relatifs à la recherche et au développement et aux matériaux obsolètes), ces coûts sont réputés attribués de façon raisonnable si :

a) pour l'application du paragraphe 7(11) du présent règlement, ils sont attribués à un produit qui a été produit au cours de la période où les coûts sont passés en charges;

b) le produit qui a été produit au cours de cette période fait partie d'un groupe ou d'une gamme de produits, y compris des produits identiques ou des produits similaires, qui ont été produits par la même branche de production ou le même secteur d'une branche de production que ceux auxquels sont attribués les coûts passés en charges.

6 La méthode d'attribution des coûts visée aux articles 3, 4 ou 5 qui est utilisée par le producteur pour l'application du présent règlement doit l'être pendant tout son exercice.

Coûts non imputés de façon raisonnable

7 Les éléments ci-après ne sont pas considérés comme attribués de façon raisonnable à un produit :

a) les coûts d'un service rendu à un tiers par le producteur d'un produit, lorsque le service n'est pas lié au produit;

b) les gains ou pertes découlant de la disposition d'une activité abandonnée, sauf les gains ou pertes rattachés à la production du produit;

c) les effets cumulatifs de modifications comptables consignés conformément à une exigence précise des principes comptables généralement reconnus applicables;

d) les gains ou pertes découlant de la vente d'immobilisations du producteur.

8 Les coûts attribués en application de l'article 3 selon une méthode d'attribution des coûts utilisée à des fins de gestion interne uniquement pour rendre un produit admissible à titre de produit originaire ne sont pas considérés comme attribués de façon raisonnable.

APPENDICE A Méthode du coefficient de coûts

Calcul du coefficient de coûts

Pour attribuer des frais généraux, le producteur peut choisir une ou plusieurs bases d'attribution qui établissent une relation entre ces frais et le produit d'après le critère de l'avantage, de la cause ou de la capacité de supporter les coûts.

Pour chaque base d'attribution choisie par le producteur pour attribuer les frais généraux, un coefficient de coûts est calculé à l'égard de chaque produit du producteur selon la formule suivante :

$$CC = BA \div BAT$$

où :

- CC** représente le coefficient de coûts à l'égard du produit;
BA la base d'attribution à l'égard du produit;
BAT la base d'attribution totale à l'égard de tous les produits du producteur.

Attribution à un produit de coûts inclus dans les frais généraux

Les coûts à l'égard desquels une base d'attribution est choisie sont attribués à un produit selon la formule suivante :

$$\mathbf{CAP = CA \times CC}$$

où :

- CAP** représente les coûts attribués au produit;
CA les coûts à attribuer;
CC le coefficient de coûts à l'égard du produit.

Coûts exclus

En application de l'alinéa 7(11)b) du présent règlement, lorsque les coûts à attribuer à un produit comprennent des coûts exclus, le coefficient de coûts utilisé pour attribuer les coûts au produit sert à déterminer le montant des coûts exclus à déduire des coûts attribués au produit.

Bases d'attribution des coûts

La liste ci-après est une liste non exhaustive de bases d'attribution que le producteur peut utiliser pour calculer les coefficients de coûts.

- Heures de main-d'œuvre directe
- Coûts de la main-d'œuvre directe
- Unités produites
- Heures-machines
- Ventes (dollars ou pesos)
- Surface utile

« Exemples »

Les exemples ci-après illustrent l'application de la méthode du coefficient de coûts à l'égard des coûts compris dans les frais généraux.

Exemple 1 : heures de main-d'œuvre directe

Le producteur des produits A et B peut attribuer les frais généraux selon les heures de main-d'œuvre directe consacrées à la production de ces produits. Le nombre total d'heures de main-d'œuvre directe qui ont été consacrées à la production de ces produits est de 8 000 : 5 000 heures pour le produit A et 3 000 pour le produit B. Le montant des frais généraux à attribuer est de 6 000 000 \$.

Calcul des coefficients

Produit A : 5 000 heures ÷ 8 000 heures = 0,625

Produit B : 3 000 heures ÷ 8 000 heures = 0,375

Attribution des frais généraux aux produits

Produit A : 6 000 000 \$ × 0,625 = 3 750 000 \$

Produit B : 6 000 000 \$ × 0,375 = 2 250 000 \$

Exemple 2 : coûts de la main-d'œuvre directe

Le producteur des produits A et B peut attribuer les frais généraux selon les coûts de la main-d'œuvre directe engagés à l'égard de la production de ces produits. Le coût total de la main-d'œuvre directe engagé à l'égard de la production de ces produits est de 60 000 \$: 50 000 \$ pour le produit A et 10 000 \$ pour le produit B. Le montant des frais généraux à attribuer est de 6 000 000 \$.

Calcul des coefficients

Produit A : 50 000 \$ ÷ 60 000 \$ = 0,833

Produit B : 10 000 \$ ÷ 60 000 \$ = 0,167

Attribution des frais généraux aux produits

Produit A : 6 000 000 \$ × 0,833 = 4 998 000 \$

Produit B : 6 000 000 \$ × 0,167 = 1 002 000 \$

Exemple 3 : unités produites

Le producteur des produits A et B peut attribuer les frais généraux selon les unités produites. Le nombre total d'unités de ces produits est de 150 000 : 100 000 unités du produit A et 50 000 unités du produit B. Le montant des frais généraux à attribuer est de 6 000 000 \$.

Calcul des coefficients

Produit A : 100 000 unités ÷ 150 000 unités = 0,667

Produit B : 50 000 unités ÷ 150 000 unités = 0,333

Attribution des frais généraux aux produits

Produit A : 6 000 000 \$ × 0,667 = 4 002 000 \$

Produit B : 6 000 000 \$ × 0,333 = 1 998 000 \$

Exemple 4 : heures-machines

Le producteur des produits A et B peut attribuer les frais généraux liés aux machines selon les heures-machines utilisées dans la production de ces produits. Le nombre total d'heures-machines utilisées dans la production de ces produits est de 3 000 : 1 200 heures pour le produit A et 1 800 pour le produit B. Le montant des frais généraux liés aux machines à attribuer est de 6 000 000 \$.

Calcul des coefficients

Produit A : 1 200 heures-machines ÷ 3 000 heures-machines = 0,40

Produit B : 1 800 heures-machines ÷ 3 000 heures-machines = 0,60

Attribution aux produits des frais généraux liés aux machines

Produit A : 6 000 000 \$ × 0,40 = 2 400 000 \$

Produit B : 6 000 000 \$ × 0,60 = 3 600 000 \$

Exemple 5 : ventes en dollars ou en pesos

Le producteur des produits A et B peut attribuer les frais généraux selon les ventes en dollars. Il a vendu 2 000 unités du produit A à 4 000 \$ l'unité et 200 unités du produit B à 3 000 \$ l'unité. Le montant des frais généraux à attribuer est de 6 000 000 \$.

Ventes totales en dollars des produits A et B

Produit A : 4 000 \$ × 2 000 unités = 8 000 000 \$

Produit B : 3 000 \$ × 200 unités = 600 000 \$

Ventes totales en dollars : 8 000 000 \$ + 600 000 \$ = 8 600 000 \$

Calcul des coefficients

Produit A : 8 000 000 \$ ÷ 8 600 000 \$ = 0,93

Produit B : 600 000 \$ ÷ 8 600 000 \$ = 0,07

Attribution des frais généraux aux produits

Produit A : 6 000 000 \$ × 0,93 = 5 580 000 \$

Produit B : 6 000 000 \$ × 0,07 = 420 000 \$

Exemple 6 : surface utile

Le producteur des produits A et B peut attribuer les frais généraux liés aux services publics (chauffage, eau et électricité) selon la surface utile utilisée pour la production et le stockage de ces produits. La surface utile totale utilisée pour la production et le stockage des produits A et B est de 100 000 pi²: 40 000 pi² pour le produit A et 60 000 pi² pour le produit B. Le montant des frais généraux à attribuer est de 6 000 000 \$.

Calcul des coefficients

Produit A : 40 000 pi² ÷ 100 000 pi² = 0,40

Produit B : 60 000 pi² ÷ 100 000 pi² = 0,60

Attribution des frais généraux (services publics) aux produits

Produit A : 6 000 000 \$ × 0,40 = 2 400 000 \$

Produit B : 6 000 000 \$ × 0,60 = 3 600 000 \$

APPENDICE B Méthode du coefficient de la main-d'œuvre directe et des matières directes

Calcul du coefficient de la main-d'œuvre directe et des matières directes

Le coefficient de la main-d'œuvre directe et des matières directes est calculé pour chaque produit du producteur selon la formule suivante :

$$\mathbf{CMODMD = (CMOD + CMD) \div (CTMOD + CTMD)}$$

où :

CMODMD représente le coefficient de la main-d'œuvre directe et des matières directes à l'égard du produit;

CMOD les coûts de la main-d'œuvre directe à l'égard du produit;

CMD les coûts des matières directes à l'égard du produit;

CTMOD le coût total de la main-d'œuvre directe à l'égard de tous les produits du producteur;
CTMD le coût total des matières directes à l'égard de tous les produits du producteur.

Attribution des frais généraux à un produit

Les frais généraux sont attribués à un produit selon la formule suivante :

$$\mathbf{FGAP = FG \times CMODMD}$$

où :

FGAP représente les frais généraux attribués au produit;

FG les frais généraux à attribuer;

CMODMD le coefficient de la main-d'œuvre directe et des matières directes à l'égard du produit.

Coûts exclus

En application de l'alinéa 7(11)b) du présent règlement, lorsque les frais généraux à attribuer à un produit comprennent des coûts exclus, le coefficient de la main-d'œuvre directe et des matières directes utilisé pour attribuer les frais généraux au produit sert à déterminer le montant des coûts exclus à déduire des frais généraux attribués au produit.

« Exemples »

Exemple 1

L'exemple qui suit illustre l'application de la méthode du coefficient de la main-d'œuvre directe et des matières directes pour attribuer les frais généraux lorsque le producteur choisit de calculer le coût net d'un produit conformément à l'alinéa 7(11)a) du présent règlement.

Le producteur produit les produits A et B. Les frais généraux (FG), déduction faite des coûts exclus (CE), s'élèvent à 30 \$. Les autres coûts pertinents sont les suivants :

	<i>Produit A (\$)</i>	<i>Produit B (\$)</i>	<i>Total (\$)</i>
<i>Coûts de la main-d'œuvre directe (CMOD)</i>	5	5	10
<i>Coûts des matières directes (CMD)</i>	<u>10</u>	<u>5</u>	<u>15</u>
<i>Total</i>	15	10	25

Frais généraux attribués au produit A

$$FGAP (\text{produit A}) = FG (30 \$) \times CMODMD (15 \$ \div 25 \$)$$

$$FGAP (\text{produit A}) = 18 \$$$

Frais généraux attribués au produit B

$$FGAP (\text{produit B}) = FG (30 \$) \times CMODMD (10 \$ \div 25 \$)$$

$$FGAP (\text{produit B}) = 12 \$$$

Exemple 2

L'exemple qui suit illustre l'application de la méthode du coefficient de la main-d'œuvre directe et des matières directes pour attribuer les frais généraux lorsque le producteur choisit de calculer le coût net d'un produit conformément à l'alinéa 7(11)b) du présent règlement et que les frais généraux comprennent des coûts exclus.

Le producteur produit les produits A et B. Les frais généraux (FG) (y compris des coûts exclus (CE) de 20 \$) s'élèvent à 50 \$. Les autres coûts pertinents sont les mêmes que ceux qui figurent au tableau de l'exemple 1.

Frais généraux attribués au produit A

$$FGAP (\text{produit A}) = [FG (50 \$) \times CMODMD (15 \$ \div 25 \$)] - [CE (20 \$) \times CMODMD (15 \$ \div 25 \$)]$$

$$FGAP (\text{produit A}) = 18 \$$$

Frais généraux attribués au produit B

$$FGAP (\text{produit B}) = [FG (50 \$) \times CMODMD (10 \$ \div 25 \$)] - [CE (20 \$) \times CMODMD (10 \$ \div 25 \$)]$$

$$FGAP (\text{produit B}) = 12 \$$$

APPENDICE C Méthode du coefficient de coûts directs

Frais généraux directs

Les frais généraux directs sont attribués à un produit selon une méthode fondée sur le critère de l'avantage, de la cause ou de la capacité de supporter les coûts.

Frais généraux indirects

Les frais généraux indirects sont attribués selon un coefficient de coûts directs.

Calcul du coefficient de coûts directs

Le coefficient de coûts directs pour chaque produit du producteur est calculé selon la formule suivante :

$$\text{CCD} = (\text{CMOD} + \text{CMD} + \text{FGD}) \div (\text{CTMOD} + \text{CTMD} + \text{FGDT})$$

où :

CCD représente le coefficient de coûts directs à l'égard du produit;

CMOD les coûts de la main-d'œuvre directe à l'égard du produit;

CMD les coûts des matières directes à l'égard du produit;

FGD les frais généraux directs à l'égard du produit;

CTMOD le coût total de la main-d'œuvre directe à l'égard de tous les produits du producteur;

CTMD le coût total des matières directes à l'égard de tous les produits du producteur;

FGDT les frais généraux directs totaux à l'égard de tous les produits du producteur.

Attribution des frais généraux indirects à un produit

Les frais généraux indirects sont attribués à un produit selon la formule suivante :

$$\text{FGIAP} = \text{FGI} \times \text{CCD}$$

où :

FGIAP représente les frais généraux indirects attribués au produit;

FGI les frais généraux indirects à l'égard de tous les produits du producteur;

CCD le coefficient de coûts directs à l'égard du produit.

Coûts exclus

En application de l'alinéa 7(11)b) du présent règlement :

a) lorsque des coûts exclus sont compris dans les frais généraux directs à attribuer à un produit, ces coûts exclus sont déduits des frais généraux directs attribués au produit;

b) lorsque des coûts exclus sont compris dans les frais généraux indirects à attribuer à un produit, le coefficient de coûts directs utilisé pour attribuer ces frais généraux au produit sert à déterminer le montant des coûts exclus à déduire des frais généraux indirects attribués au produit.

“Exemples”

Exemple 1

L'exemple qui suit illustre l'application de la méthode du coefficient de coûts directs pour attribuer les frais généraux indirects lorsque le producteur choisit de calculer le coût net d'un produit conformément à l'alinéa 7(11)a) du présent règlement.

Le producteur produit les produits A et B. Les frais généraux indirects (FGI), déduction faite des coûts exclus (CE), s'élèvent à 30 \$. Les autres coûts pertinents sont les suivants :

	Produit A (\$)	Produit B (\$)	Total (\$)
Coûts de la main-d'œuvre directe (CMOD)	5	5	10
Coûts des matières directes (CMD)	10	5	15
Frais généraux directs (FGD)	<u>8</u>	<u>2</u>	<u>10</u>
Totaux	23	12	35

Frais généraux indirects attribués au produit A

$$FGIAP (\text{produit A}) = FGI (30 \$) \times CCD (23 \$ \div 35 \$)$$

$$FGIAP (\text{produit A}) = 19,71 \$$$

Frais généraux indirects attribués au produit B

$$FGIAP (\text{produit B}) = FGI (30 \$) \times CCD (12 \$ \div 35 \$)$$

$$FGIAP (\text{produit B}) = 10,29 \$$$

Exemple 2

L'exemple qui suit illustre l'application de la méthode du coefficient de coûts directs pour attribuer les frais généraux indirects lorsque le producteur choisit de calculer le coût net du produit conformément à l'alinéa 7(11)b) du présent règlement et que les frais généraux indirects comprennent des coûts exclus.

Le producteur produit les produits A et B. Les frais généraux indirects (FGI) (y compris des coûts exclus (CE) de 20 \$) s'élèvent à 50 \$. Les autres coûts pertinents sont les mêmes que ceux qui figurent au tableau de l'exemple 1.

Frais généraux indirects attribués au produit A

$$FGIAP (\text{produit A}) = [FGI (50 \$) \times CCD (23 \$ \div 35 \$)] - [CE (20 \$) \times CCD (23 \$ \div 35 \$)]$$

$$FGIAP (\text{produit A}) = 19,72 \$$$

Frais généraux indirects attribués au produit B

$$FGIAP (\text{produit B}) = [FGI (50 \$) \times CCD (12 \$ \div 35 \$)] - [CE (20 \$) \times CCD (12 \$ \div 35 \$)]$$

$$FGIAP (\text{produit B}) = 10,28 \$$$

ANNEXE VI Valeur des matières

1 Sauf indication contraire, les définitions qui suivent s'appliquent à la présente annexe.

commission d'achat Droits payés par le producteur à son mandataire pour que celui-ci le représente dans l'achat d'une matière.

matières de même nature ou de même espèce À l'égard de matières à évaluer, matières appartenant à un groupe ou à une gamme de matières qui :

- a) est produit par une branche de production particulière ou un secteur particulier d'une branche de production;
- b) comprend des matières identiques ou des matières similaires.

producteur Producteur qui utilise la matière dans la production d'un produit qui est assujéti à une prescription de teneur en valeur régionale.

vendeur Personne qui vend au producteur la matière à évaluer.

2 (1) Sauf disposition contraire du paragraphe (2), la valeur transactionnelle d'une matière aux termes de l'alinéa 8(1)b) du présent règlement est le prix effectivement payé ou à payer pour la matière, déterminé conformément à l'article 3 et rajusté conformément à l'article 4.

(2) Il n'y a pas de valeur transactionnelle pour une matière ne faisant pas l'objet d'une vente.

(3) La valeur transactionnelle d'une matière est inacceptable dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) il existe, quant à la disposition ou à l'utilisation de la matière par le producteur, des restrictions autres que les suivantes :
 - (i) les restrictions imposées ou exigées par la législation ou les autorités publiques du territoire du pays ACEUM où se trouve le producteur du produit ou le vendeur de la matière,
 - (ii) les restrictions limitant la zone dans laquelle la matière peut être utilisée,
 - (iii) les restrictions n'ayant pas d'incidence importante sur la valeur de la matière;
- b) la vente ou le prix effectivement payé ou à payer est subordonné à des conditions ou à des prestations dont la valeur n'est pas déterminable en ce qui concerne la matière;
- c) une partie des recettes résultant de toute disposition ou utilisation ultérieure de la matière par le producteur revient directement ou indirectement au vendeur et il ne peut être ajouté au prix effectivement payé ou à payer le montant applicable conformément à

l'alinéa 4(1)d);

d) le producteur et le vendeur sont des personnes liées et leurs liens ont influencé le prix effectivement payé ou à payer pour la matière.

(4) Les conditions ou prestations visées à l'alinéa (3)b) comprennent notamment les circonstances suivantes :

a) le vendeur établit le prix effectivement payé ou à payer pour la matière en le subordonnant à la condition que le producteur achète également d'autres matières ou produits en quantités déterminées;

b) le prix effectivement payé ou à payer pour la matière dépend du ou des prix auxquels le producteur vend d'autres matières ou produits au vendeur de la matière;

c) le prix effectivement payé ou à payer est établi en fonction d'un mode de paiement sans rapport avec la matière (notamment lorsque la matière est une matière semi-finie que le vendeur fournit au producteur à la condition qu'il reçoive de celui-ci une quantité déterminée de la matière finie).

(5) Pour l'application de l'alinéa (3)b), les conditions ou prestations liées à l'utilisation de la matière ne rendent pas la valeur transactionnelle inacceptable. Il en est ainsi par exemple lorsque le producteur entreprend pour son propre compte, même s'il le fait dans le cadre d'une entente avec le vendeur, des activités se rapportant à la garantie de la matière utilisée dans la production d'un produit.

(6) Lorsqu'il n'existe pas de données objectives et quantifiables quant aux montants qui doivent être ajoutés aux termes du paragraphe 4(1) au prix effectivement payé ou à payer, la valeur transactionnelle ne peut être établie conformément au paragraphe 2(1). Il en est ainsi par exemple lorsqu'une redevance est payée en fonction du prix effectivement payé ou à payer pour la vente d'un litre d'un produit dans lequel est utilisée une matière qui a été achetée au kilogramme, puis transformée en une solution. Si la redevance est fondée en partie sur la matière achetée et en partie sur d'autres facteurs qui sont sans rapport avec cette matière (notamment lorsque la matière achetée est mélangée avec d'autres ingrédients et n'est plus séparément identifiable ou lorsque la redevance ne peut être distinguée des arrangements financiers spéciaux conclus entre le vendeur et le producteur), il serait inopportun d'ajouter la redevance et la valeur transactionnelle de la matière ne pourrait être établie. Toutefois, si le montant de la redevance est fondé uniquement sur la matière achetée et peut être facilement quantifié, un montant peut être ajouté à ce titre au prix effectivement payé ou à payer et la valeur transactionnelle peut être établie.

3 (1) Le prix effectivement payé ou à payer est le paiement total que le producteur fait ou doit faire au vendeur de la matière ou au profit de celui-ci. Il n'est pas nécessaire que le paiement prenne la forme d'un transfert de fonds : il peut se faire au moyen de lettres de crédit ou d'effets négociables. Le paiement peut être fait directement ou indirectement au vendeur. Ainsi, par exemple, le règlement total ou partiel, par le producteur, d'une dette du vendeur constitue un

paiement indirect.

(2) Les activités entreprises par le producteur pour son propre compte, autres que celles pour lesquelles un rajustement est prévu à l'article 4, ne doivent pas être considérées comme un paiement indirect, même lorsqu'elles pourraient être considérées comme étant au profit du vendeur.

(3) La valeur transactionnelle ne doit pas comprendre les frais des travaux de construction, d'installation, de montage, d'entretien ou d'assistance technique se rapportant à l'utilisation de la matière par le producteur dans la mesure où ces frais sont distingués du prix effectivement payé ou à payer.

(4) Les transferts de dividendes et les autres paiements du producteur au vendeur qui ne se rapportent pas à l'achat de la matière ne font pas partie de la valeur transactionnelle.

4 (1) Afin d'établir la valeur transactionnelle de la matière, sont ajoutés au prix effectivement payé ou à payer :

a) dans la mesure où ils sont engagés par le producteur relativement à la matière à évaluer et dans la mesure où ils ne sont pas compris dans le prix effectivement payé ou à payer :

(i) les commissions et frais de courtage, sauf les commissions d'achat,

(ii) les coûts des contenants qui, à des fins douanières, sont classés avec la matière selon le Système harmonisé;

b) la valeur, attribuée de façon raisonnable conformément au paragraphe (13), des éléments ci-après lorsqu'ils sont fournis directement ou indirectement au vendeur par le producteur, sans frais ou à coût réduit, pour utilisation afin de produire et de vendre la matière, dans la mesure où cette valeur n'est pas comprise dans le prix effectivement payé ou à payer :

(i) les matières, autre que des matières indirectes, utilisées dans la production de la matière à évaluer,

(ii) les outils, matrices, moules et matières indirectes similaires utilisés dans la production de la matière à évaluer,

(iii) les matières indirectes, sauf celles visées au sous-alinéa (ii) ou aux alinéas c), e) ou f) de la définition de matière indirecte figurant au paragraphe 1(1) du présent règlement, utilisées dans la production de la matière à évaluer,

(iv) les travaux techniques, les travaux de développement, les dessins, les travaux de conception et les plans et croquis, effectués à l'extérieur du territoire du pays ACEUM où se trouve le producteur, qui sont nécessaires pour la production de la matière à évaluer;

c) les redevances se rapportant à la matière, autres que les frais liés au droit de reproduire la matière sur le territoire du pays ACEUM où se trouve le producteur, que celui-ci doit payer directement ou indirectement en tant que condition de la vente de la matière, dans la mesure où ces redevances ne sont pas comprises dans le prix effectivement payé ou à payer;

d) la valeur de toute partie des recettes résultant de la disposition ou de l'utilisation ultérieures de la matière qui revient directement ou indirectement au vendeur.

(2) Les éléments visés au paragraphe (1) ne sont ajoutés aux termes du présent article au prix effectivement payé ou à payer que s'ils sont fondés sur des données objectives et quantifiables.

(3) En l'absence de données objectives et quantifiables quant aux éléments à ajouter aux termes du paragraphe (1) au prix effectivement payé ou à payer, la valeur transactionnelle ne peut être établie conformément au paragraphe 2(1).

(4) L'adjonction d'éléments au prix effectivement payé ou à payer, afin d'établir la valeur transactionnelle, ne peut se faire que selon les modalités prévues au présent article.

(5) Les montants à ajouter en application de l'alinéa (1)a) sont ceux qui sont consignés à ce titre dans les livres comptables du producteur.

(6) La valeur des éléments visés au sous-alinéa (1)b)(i) est :

a) lorsque les éléments sont importés d'un endroit situé à l'extérieur du territoire du pays ACEUM où se trouve le vendeur, leur valeur en douane;

b) lorsque le producteur ou une personne liée, pour le compte du producteur, achète les éléments d'une personne, sur le territoire du pays ACEUM où se trouve le vendeur, qui n'est pas une personne liée, le prix effectivement payé ou à payer pour ceux-ci;

c) lorsque le producteur ou une personne liée, pour le compte du producteur, acquiert les éléments, autrement que par achat, d'une personne, sur le territoire du pays ACEUM où se trouve le vendeur, qui n'est pas une personne liée, la valeur de la prestation afférente à l'acquisition des éléments, établie en fonction du coût de la prestation consigné dans les livres comptables du producteur ou de la personne liée;

d) lorsque les éléments sont produits par le producteur ou une personne liée sur le territoire du pays ACEUM où se trouve le vendeur, le coût total des éléments, déterminé conformément au paragraphe (8).

(7) Les éléments doivent comprendre, s'ils ne sont pas déjà inclus en vertu des alinéas (6)a) à d), les frais ci-après qui sont consignés dans les livres comptables du producteur ou de la personne liée qui fournit les éléments pour le compte du producteur :

a) les frais de transport, d'assurance et d'emballage et tous les autres frais engagés pour le transport des éléments jusqu'à l'emplacement du vendeur;

b) les droits et taxes payés ou à payer relativement aux éléments, autres que les droits et taxes qui font l'objet d'une exemption ou qui sont remboursés, remboursables ou récupérables de quelque autre manière, notamment tout crédit à valoir sur les droits ou taxes payés ou à payer;

c) les frais de courtage en douane, notamment les frais des services internes de courtage en douane, engagés relativement aux éléments;

d) le coût des déchets et rebuts qui résultent de l'utilisation des éléments dans la production de la matière, moins la valeur des déchets récupérables ou sous-produits.

(8) Pour l'application de l'alinéa (6)d), le coût total des éléments visés au sous-alinéa (1)b)(i) est :

a) dans le cas où les éléments sont produits par le producteur, au choix de celui-ci :

(i) le coût total engagé à l'égard de tous ses produits, calculé en fonction des coûts consignés dans ses livres comptables, qui peut être attribué de façon raisonnable aux éléments conformément à l'annexe V,

(ii) l'ensemble des coûts engagés par lui dont chacun, calculé en fonction des coûts consignés dans ses livres comptables, fait partie du coût total engagé à l'égard des éléments et peut être attribué de façon raisonnable aux éléments conformément à l'annexe V;

b) dans le cas où les éléments sont produits par une personne liée au producteur, au choix de celui-ci :

(i) le coût total engagé par la personne liée à l'égard de tous ses produits, calculé en fonction des coûts consignés dans ses livres comptables, qui peut être attribué de façon raisonnable aux éléments conformément à l'annexe V,

(ii) l'ensemble des coûts engagés par elle dont chacun, calculé en fonction des coûts consignés dans ses livres comptables, fait partie du coût total engagé relativement aux éléments et peut être attribué de façon raisonnable aux éléments conformément à l'annexe V.

(9) Sauf disposition contraire des paragraphes (11) et (12), la valeur des éléments visés aux sous-alinéas (1)b)(ii) à (iv) est, selon le cas :

a) le coût de ces éléments qui est consigné dans les livres comptables du producteur;

b) lorsque ces éléments sont fournis par une autre personne pour le compte du producteur

et que leur coût n'est pas consigné dans les livres comptables du producteur, le coût de ces éléments qui est consigné dans les livres comptables de cette autre personne.

(10) Lorsque les éléments visés aux sous-alinéas (1)b(ii) à (iv) ont auparavant été utilisés par le producteur ou pour son compte, la valeur de ces éléments est rajustée à la baisse pour tenir compte de cette utilisation.

(11) Lorsque les éléments visés aux sous-alinéas (1)b(ii) et (iii) ont été loués par le producteur ou par une personne liée à celui-ci, la valeur de ces éléments est le coût de la location qui est consigné dans les livres comptables du producteur ou de la personne liée.

(12) Il ne peut être ajouté au prix effectivement payé ou à payer aucun montant au titre des éléments visés au sous-alinéa (1)b(iv) qui font partie du domaine public, sauf le montant des frais d'obtention de copies de ceux-ci.

(13) Le producteur choisit la méthode d'attribution à la matière de la valeur des éléments visés aux sous-alinéas (1)b(ii) à (iv), pourvu que la valeur soit attribuée de façon raisonnable. Les méthodes que le producteur peut choisir à cette fin comprennent l'attribution de la valeur au nombre d'unités produites jusqu'au moment de la première expédition, ou l'attribution de la valeur à la production totale prévue lorsqu'il existe des contrats ou des engagements fermes pour cette production. Il en est ainsi par exemple lorsque le producteur fournit au vendeur un moule pour utilisation dans la production de la matière et qu'il s'engage par contrat envers celui-ci à acheter 10 000 unités de cette matière. Au moment de la première expédition de 1 000 unités, le vendeur a déjà produit 4 000 unités. Dans ces circonstances, le producteur peut choisir d'attribuer la valeur du moule à 4 000 unités ou à 10 000 unités, mais il ne doit pas choisir d'attribuer la valeur des éléments à la première expédition de 1 000 unités. Le producteur peut choisir d'attribuer la valeur totale des éléments à une seule expédition de matière uniquement dans les cas où cette expédition comprend toutes les unités de la matière acquises par lui aux termes du contrat ou de l'engagement qu'il a conclu avec le vendeur pour ce nombre d'unités.

(14) Le montant à ajouter au titre des redevances visées à l'alinéa (1)c) correspond au paiement des redevances consigné dans les livres comptables du producteur ou, si un tel paiement est consigné dans les livres comptables d'une autre personne, à ce paiement.

(15) La valeur des recettes visées à l'alinéa (1)d) est le montant consigné à ce titre dans les livres comptables du producteur ou du vendeur.

5 (1) S'il n'y a pas de valeur transactionnelle aux termes du paragraphe 2(2) ou si la valeur transactionnelle est inacceptable en vertu du paragraphe 2(3), la valeur de la matière, visée au sous-alinéa 8(1)b(ii) du présent règlement, correspond à la valeur transactionnelle de matières identiques vendues, au moment ou à peu près au moment où la matière à évaluer a été expédiée au producteur, à un acheteur se trouvant dans le même pays que celui-ci.

(2) Pour l'application du présent article, la valeur transactionnelle de matières identiques lors d'une vente effectuée au même niveau commercial et portant sensiblement sur la même quantité de matières que la matière à évaluer est utilisée pour établir la valeur de celle-ci. En l'absence

d'une telle vente, la valeur transactionnelle de matières identiques vendues à un niveau commercial différent ou en des quantités différentes, rajustée pour tenir compte des différences attribuables au niveau commercial ou à la quantité, est utilisée pourvu, toutefois, qu'un tel rajustement soit fondé sur des éléments de preuve établissant clairement qu'il est raisonnable et exact, indépendamment du fait qu'il entraîne une augmentation ou une diminution de la valeur.

(3) Le rajustement effectué conformément au paragraphe (2) pour tenir compte des différences de niveau commercial ou de quantité est subordonné à la condition qu'il soit fondé uniquement sur des éléments de preuve établissant clairement qu'il est raisonnable et exact. Il en est ainsi par exemple lorsqu'une liste de prix authentique indique le prix des diverses quantités. Si la matière à évaluer consiste en un envoi de 10 unités, que les seules matières identiques pour lesquelles il y a une valeur transactionnelle ont été vendues en quantité de 500 unités et qu'il est reconnu que le vendeur accorde des rabais de quantité, le rajustement requis peut être effectué d'après la liste de prix authentique du vendeur, en fonction du prix applicable à une vente de 10 unités. Il n'est pas nécessaire à cette fin qu'une vente de 10 unités ait eu lieu, dans la mesure où il a été établi, du fait de ventes portant sur d'autres quantités, que la liste de prix est authentique. En l'absence d'un tel critère objectif, toutefois, il est inopportun d'établir la valeur conformément au présent article.

(4) S'il y a plus d'une valeur transactionnelle de matières identiques, la moins élevée de ces valeurs est utilisée pour établir la valeur de la matière conformément au présent article.

6 (1) S'il n'y a pas de valeur transactionnelle aux termes du paragraphe 2(2), ou si la valeur transactionnelle est inacceptable en application du paragraphe 2(3), et que la valeur de la matière ne peut être établie conformément à l'article 5, celle-ci, visée au sous-alinéa 8(1)b(ii) du présent règlement, correspond à la valeur transactionnelle de matières similaires vendues, au moment ou à peu près au moment où la matière à évaluer a été expédiée au producteur, à un acheteur se trouvant dans le même pays que celui-ci.

(2) Pour l'application du présent article, la valeur transactionnelle de matières similaires lors d'une vente effectuée au même niveau commercial et portant sensiblement sur la même quantité de matières que la matière à évaluer est utilisée pour établir la valeur de celle-ci. En l'absence d'une telle vente, la valeur transactionnelle de matières similaires vendues à un niveau commercial différent ou en des quantités différentes, rajustée pour tenir compte des différences attribuables au niveau commercial ou à la quantité, est utilisée pourvu, toutefois, qu'un tel rajustement soit fondé sur des éléments de preuve établissant clairement qu'il est raisonnable et exact, indépendamment du fait qu'il entraîne une augmentation ou une diminution de la valeur.

(3) Le rajustement effectué conformément au paragraphe (2) pour tenir compte des différences de niveau commercial ou de quantité est subordonné à la condition qu'il soit fondé uniquement sur des éléments de preuve établissant clairement qu'il est raisonnable et exact. Il en est ainsi par exemple lorsqu'une liste de prix authentique indique le prix des diverses quantités. Si la matière à évaluer consiste en un envoi de 10 unités, que les seules matières similaires pour lesquelles il y a une valeur transactionnelle ont été vendues en quantité de 500 unités et qu'il est reconnu que le vendeur accorde des rabais de quantité, le rajustement requis peut être effectué d'après la liste de prix authentique du vendeur, en fonction du prix applicable à une vente de 10 unités. Il n'est pas

nécessaire à cette fin qu'une vente de 10 unités ait eu lieu, dans la mesure où il a été établi, du fait de ventes portant sur d'autres quantités, que la liste de prix est authentique. En l'absence d'un tel critère objectif, toutefois, il est inopportun d'établir la valeur conformément au présent article.

(4) S'il y a plus d'une valeur transactionnelle de matières similaires, la moins élevée de ces valeurs est utilisée pour l'établissement de la valeur de la matière conformément au présent article.

7 S'il n'y a pas de valeur transactionnelle aux termes du paragraphe 2(2), ou si la valeur transactionnelle est inacceptable en application du paragraphe 2(3), et que la valeur de la matière ne peut être établie conformément aux articles 5 ou 6, celle-ci, visée au sous-alinéa 8(1)b)(ii) du présent règlement, est établie conformément à l'article 8 ou, si elle ne peut l'être, conformément à l'article 9, sauf qu'à la demande du producteur l'ordre d'application des articles 8 et 9 est inversé.

8 (1) Pour l'application du présent article, si des matières identiques ou des matières similaires sont vendues sur le territoire du pays ACEUM où se trouve le producteur, dans le même état que celui de la matière au moment de sa réception par le producteur, la valeur de la matière, visée au sous-alinéa 8(1)b)(ii) du présent règlement, est fondée sur le prix unitaire auquel ces matières identiques ou ces matières similaires sont vendues, selon la quantité totale la plus élevée, par le producteur ou, dans le cas où celui-ci ne les vend pas, par une personne au même niveau commercial que lui, au moment ou à peu près au moment où la matière à évaluer est reçue par le producteur, à des personnes qui se trouvent sur ce territoire et qui ne sont pas des personnes liées au vendeur, sous réserve des déductions suivantes :

- a) le montant des commissions habituellement gagnées ou le montant représentant les bénéfices et frais généraux habituels en ce qui concerne les ventes, sur le territoire de ce pays ACEUM, de matières de même nature ou de même espèce que la matière à évaluer;
- b) les taxes, si elles sont comprises dans le prix unitaire, à payer sur le territoire de ce pays ACEUM qui soit font l'objet d'une exemption, soit sont remboursées ou récupérables au moyen de crédits à valoir sur les taxes effectivement payées ou à payer.

(2) Si ni des matières identiques ni des matières similaires ne sont vendues au moment ou à peu près au moment où la matière à évaluer est reçue par le producteur, la valeur est, sous réserve des déductions prévues au paragraphe (1), fondée sur le prix unitaire auquel des matières identiques ou des matières similaires sont vendues sur le territoire du pays ACEUM où se trouve le producteur, dans le même état que celui de la matière au moment de sa réception par le producteur, à la date la plus proche au cours des quatre-vingt-dix jours suivant la date de sa réception par le producteur.

(3) Pour l'application du paragraphe (1), « prix unitaire auquel ces matières identiques ou ces matières similaires sont vendues, selon la quantité totale la plus élevée » s'entend du prix auquel le plus grand nombre d'unités est vendu à l'occasion de ventes conclues entre personnes qui ne sont pas des personnes liées. Il en est ainsi par exemple lorsque des matières sont vendues selon

une liste de prix comportant des prix unitaires favorisant les achats effectués en plus grandes quantités.

Quantité par vente	Prix unitaire (\$)	Nombre de ventes	Quantité totale vendue à chaque prix
1 à 10 unités	100	10 ventes de 5 unités	65
		5 ventes de 3 unités	
11 à 25 unités	95	5 ventes de 11 unités	55
plus de 25 unités	90	1 vente de 30 unités	80
		1 vente de 50 unités	

Le plus grand nombre d'unités vendues à un prix donné est de 80; en conséquence, le prix unitaire correspondant à la quantité totale la plus élevée est de 90.

Tel est également le cas lorsque deux ventes ont lieu. Dans la première vente, 500 unités sont vendues au prix de 95 unités monétaires chacune. Dans la seconde vente, 400 unités sont vendues au prix de 90 unités monétaires chacune. Dans cette situation, le plus grand nombre d'unités vendues à un prix donné est de 500; en conséquence, le prix unitaire correspondant à la quantité totale la plus élevée est de 95.

(4) La vente à une personne qui fournit, directement ou non, gratuitement ou à coût réduit, pour utilisation afin de produire la matière, l'un ou plusieurs des éléments visés à l'alinéa 4(1)b), ne doit pas être prise en considération dans l'établissement du prix unitaire pour l'application du présent article.

(5) Le montant représentant les bénéfices et frais généraux habituels, visés à l'alinéa (1)a), est considéré comme un tout. Le montant retenu pour la déduction à ce titre est déterminé en fonction des renseignements fournis par le producteur ou pour son compte, à moins que les montants de celui-ci ne soient pas comparables à ceux qui correspondent habituellement, dans le pays où il se trouve, aux ventes de matières de même nature ou de même espèce que la matière à évaluer. En pareil cas, le montant à déduire au titre des bénéfices et frais généraux est fondé sur des renseignements pertinents autres que ceux fournis par le producteur ou pour son compte.

(6) Pour l'application du présent article, les frais généraux sont les frais directs et indirects de la commercialisation de la matière en question.

(7) Afin de déterminer, aux termes du présent article, le montant des commissions

habituellement gagnées ou le montant représentant les bénéfices et frais généraux habituels, la question de savoir si certaines matières sont des matières de même nature ou de même espèce que la matière à évaluer est tranchée selon chaque cas d'espèce, compte tenu des circonstances particulières. Il doit y avoir un examen des ventes, dans le pays où se trouve le producteur, de la gamme ou du groupe le plus étroit de matières de même nature ou de même espèce que la matière à évaluer, sur lesquelles les renseignements nécessaires peuvent être fournis. Pour l'application du présent article, l'expression « matières de même nature ou de même espèce » comprend les matières importées du même pays que la matière à évaluer, ainsi que les matières importées d'autres pays ou acquises sur le territoire du pays ACEUM où se trouve le producteur.

(8) Pour l'application du paragraphe (2), la date la plus proche est la date à laquelle il y a un nombre suffisant de ventes de matières identiques ou de matières similaires à d'autres personnes sur le territoire du pays ACEUM où se trouve le producteur pour permettre l'établissement du prix unitaire.

9 (1) Pour l'application du présent article, la valeur de la matière, visée au sous-alinéa 8(1)b(ii) du présent règlement, correspond à l'ensemble des éléments suivants :

a) le coût ou la valeur des matières utilisées dans la production de la matière à évaluer, déterminé en fonction des coûts consignés dans les livres comptables du producteur de la matière;

b) le coût lié à la production de la matière à évaluer, déterminé en fonction des coûts consignés dans les livres comptables du producteur de la matière;

c) un montant au titre des bénéfices et frais généraux égal à celui qui correspond habituellement :

(i) lorsque la matière à évaluer est importée par le producteur sur le territoire du pays ACEUM où il se trouve, aux ventes à des personnes se trouvant sur ce territoire par des producteurs de matières de même nature ou de même espèce que la matière à évaluer qui se trouvent dans le pays où celle-ci est produite,

(ii) lorsque la matière à évaluer est acquise par le producteur d'une autre personne se trouvant sur le territoire du même pays ACEUM que lui, aux ventes aux personnes se trouvant sur ce territoire par des producteurs de matières de même nature ou de même espèce que la matière à évaluer qui se trouvent dans ce pays.

(2) La valeur comprend les valeurs ci-après si elles ne sont pas déjà incluses en application des alinéas a) ou b) et que les éléments en question sont fournis directement ou indirectement au producteur de la matière à évaluer, gratuitement ou à coût réduit, pour utilisation dans la production de celle-ci :

a) la valeur des éléments visés au sous-alinéa 4(1)b(i), établie conformément aux paragraphes 4(6) et (7);

b) la valeur des éléments visés aux sous-alinéas 4(1)b)(ii) à (iv), établie conformément au paragraphe 4(9) et attribuée de façon raisonnable à la matière conformément au paragraphe 4(13).

(3) Pour l'application des alinéas (1)a) et b), dans les cas où les coûts consignés dans les livres comptables du producteur de la matière se rapportent à la fois à la production de la matière à évaluer et à la production d'autres produits et matières, les coûts visés à ces alinéas relativement à la matière à évaluer sont les coûts, consignés dans ces livres comptables, qui peuvent être attribués de façon raisonnable à celle-ci conformément à l'annexe V.

(4) Le montant des bénéfices et frais généraux visés à l'alinéa (1)c) est déterminé d'après les renseignements fournis par le producteur de la matière à évaluer ou pour son compte, sauf si les montants qu'il y a inclus au titre des bénéfices et frais généraux ne se comparent pas avec ceux qui correspondent habituellement aux ventes réalisées par des producteurs de matières de même nature ou de même espèce que la matière à évaluer qui se trouvent, selon le cas, dans le pays où la matière est produite ou dans le pays où se trouve le producteur. Les renseignements fournis sont préparés d'une manière conforme aux principes comptables généralement reconnus dans le pays où la matière à évaluer est produite. Si la matière est produite sur le territoire d'un pays ACEUM, les renseignements sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus figurant dans les publications énumérées à l'annexe X pour ce pays ACEUM.

(5) Pour l'application de l'alinéa (1)c) et du paragraphe (4), frais généraux s'entend des frais directs et indirects de la production et de la vente de la matière qui ne sont pas inclus en application des alinéas (1)a) et b).

(6) Pour l'application du paragraphe (4), le montant des bénéfices et frais généraux est considéré comme un tout. Lorsque, dans les renseignements fournis par le producteur d'une matière ou pour son compte, le montant des bénéfices est faible et celui des frais généraux élevé, le montant global des bénéfices et frais généraux peut néanmoins être considéré comme étant comparable à celui qui correspond habituellement aux ventes de matières de même nature ou de même espèce que la matière à évaluer. Lorsque le producteur de la matière peut démontrer qu'il réalise un profit nul ou faible sur ses ventes de la matière en raison de circonstances commerciales particulières, ses bénéfices et frais généraux réels sont pris en considération dans la mesure où, d'une part, il peut les justifier par des motifs commerciaux valables et, d'autre part, sa politique de prix concorde avec les politiques habituelles de prix qui sont appliquées dans la branche de production visée. Une telle situation peut se produire par exemple lorsque les producteurs ont été contraints d'abaisser temporairement leurs prix en raison d'une baisse imprévisible de la demande, ou lorsqu'ils vendent la matière pour compléter une gamme de produits et de matières produits dans le pays où la matière est vendue et qu'ils se contentent d'un bénéfice faible afin de demeurer concurrentiels. De même, il y a le cas où une matière a été lancée et où le producteur se contente d'un bénéfice faible ou nul pour contrebalancer les frais généraux élevés entraînés par le lancement.

(7) Lorsque les montants des bénéfices et frais généraux fournis par le producteur de la matière ou pour son compte ne sont pas comparables à ceux qui correspondent habituellement aux ventes de matières de même nature ou de même espèce que la matière à évaluer, réalisées par d'autres

producteurs dans le pays où la matière est vendue, le montant des bénéfices et frais généraux peut être fondé sur des renseignements pertinents autres que ceux fournis par le producteur ou pour son compte.

(8) La question de savoir si certaines matières sont de même nature ou de même espèce que la matière à évaluer sera déterminée selon chaque cas d'espèce, compte tenu des circonstances particulières. Pour la détermination des bénéfices et frais généraux habituels conformément au présent article, un examen est fait des ventes de la gamme ou du groupe le plus étroit de matières de même nature ou de même espèce, comprenant la matière à évaluer, sur lesquelles les renseignements nécessaires peuvent être fournis. Pour l'application du présent article, les matières de même nature ou de même espèce doivent provenir du même pays que la matière à évaluer.

10 (1) S'il n'y a pas de valeur transactionnelle aux termes du paragraphe 2(2), ou si la valeur transactionnelle est inacceptable en application du paragraphe 2(3), et que la valeur des matières ne peut être établie conformément aux articles 5 à 9, la valeur de la matière, visée au sous-alinéa 8(1)b)(ii) du présent règlement, est établie conformément au présent article par des moyens raisonnables conformes aux principes et dispositions générales de la présente annexe et d'après les données qui sont disponibles dans le pays où se trouve le producteur.

(2) L'établissement de la valeur de la matière conformément au présent article ne peut être fondée sur :

- a) un système d'évaluation qui prévoit l'acceptation de la plus élevée de deux valeurs possibles;
- b) un coût de production autre que la valeur établie conformément à l'article 9;
- c) des valeurs minimales;
- d) des valeurs arbitraires ou fictives;
- e) s'il s'agit d'une matière produite sur le territoire du pays ACEUM où se trouve le producteur, le prix de la matière pour exportation depuis ce territoire;
- f) s'il s'agit d'une matière importée, le prix de la matière pour exportation vers un pays autre que le territoire du pays ACEUM où se trouve le producteur.

(3) L'établissement de la valeur de la matière conformément au présent article s'effectue, dans la mesure du possible, suivant les méthodes d'évaluation énoncées aux articles 2 à 9; toutefois, une souplesse raisonnable dans l'application de ces méthodes ne serait pas contraire aux objectifs et dispositions du présent article. Ainsi, par exemple, l'exigence prévue à l'article 5 selon laquelle les matières identiques doivent être vendues au moment ou à peu près au moment où la matière à évaluer est expédiée au producteur pourrait être interprétée de façon souple. De la même façon, des matières identiques produites dans un pays autre que celui où la matière est produite pourraient servir de fondement pour établir la valeur de la matière, ou la valeur de matières

identiques déjà établie selon l'article 8 pourrait être utilisée. Aussi, l'exigence prévue à l'article 6 selon laquelle les matières similaires doivent être vendues au moment ou à peu près au moment où la matière à évaluer est expédiée au producteur pourrait être interprétée de façon souple. De la même façon, des matières similaires produites dans un pays autre que celui où la matière est produite pourraient servir de fondement pour établir la valeur de la matière, ou la valeur de matières similaires déjà établie conformément à l'article 8 pourrait être utilisée. Par ailleurs, le délai de quatre-vingt-dix jours prévu à l'article 8 pourrait être appliqué de façon souple.

ANNEXE VII (Méthodes servant à établir la valeur des matières non originaires qui sont des matières identiques et qui sont utilisées dans la production d'un produit)

Définitions

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente annexe.

matières identiques À l'égard d'une matière, matières qui sont les mêmes que cette matière à tous égards, notamment quant aux caractéristiques physiques, à la qualité et à la réputation, abstraction faite des différences d'aspect mineures.

méthode de la moyenne mobile Méthode qui consiste à établir la valeur des matières non originaires utilisées dans la production d'un produit expédié à l'acheteur selon la valeur moyenne des matières non originaires du stock de matières, calculée conformément à l'article 4.

méthode DEPS Méthode qui consiste à considérer la valeur des dernières matières non originaires reçues dans le stock de matières, établie conformément à l'article 8 du présent règlement, comme la valeur des matières non originaires utilisées dans la production du premier produit expédié à l'acheteur.

méthode PEPS Méthode qui consiste à considérer la valeur des premières matières non originaires reçues dans le stock de matières, établie conformément à l'article 8 du présent règlement, comme la valeur des matières non originaires utilisées dans la production du premier produit expédié à l'acheteur.

stock de matières À l'égard d'une usine donnée du producteur d'un produit, le stock des matières non originaires qui sont des matières identiques et qui sont utilisées dans la production du produit.

Dispositions générales

2 Pour l'application des paragraphes 5(13) et (14) et 7(10) du présent règlement, les méthodes servant à établir la valeur des matières non originaires qui sont des matières identiques et qui sont utilisées dans la production d'un produit sont les suivantes :

- a) la méthode PEPS;
- b) la méthode DEPS;
- c) la méthode de la moyenne mobile.

3 (1) Lorsque le producteur d'un produit choisit l'une des méthodes visées à l'article 2 à l'égard de matières non originaires qui sont des matières identiques, il ne peut utiliser aucune autre de ces méthodes à l'égard d'autres matières non originaires qui sont des matières identiques et qui sont utilisées dans la production de ce produit ou dans la production de tout autre produit.

(2) Lorsque la production d'un produit a lieu dans plus d'une usine, la méthode choisie par le producteur doit être utilisée à l'égard de toutes les usines de celui-ci où a lieu la production du produit.

(3) Le producteur peut choisir à tout moment de son exercice la méthode servant à établir la valeur des matières non originaires; il ne peut toutefois pas la changer au cours de cet exercice.

Valeur moyenne pour la méthode de la moyenne mobile

4 (1) La valeur moyenne des matières non originaires qui sont des matières identiques et qui sont utilisées dans la production d'un produit expédié à l'acheteur est calculée par division :

a) de la valeur totale des matières non originaires qui sont des matières identiques et qui étaient dans le stock de matières avant l'expédition du produit, établie conformément à l'article 8 du présent règlement;

par

b) le nombre total d'unités de ces matières non originaires qui étaient dans le stock de matières avant l'expédition du produit.

(2) La valeur moyenne calculée conformément au paragraphe (1) est appliquée aux unités des matières non originaires qui restent dans le stock de matières.

APPENDICE « Exemples » de l'application des méthodes servant à établir la valeur des matières non originaires qui sont des matières identiques et qui sont utilisées dans la production d'un produit

Les exemples qui suivent sont fondés sur les montants du tableau ci-après et sur les hypothèses suivantes :

a) les matières A sont des matières non originaires qui sont des matières identiques et qui sont utilisées dans la production du produit A;

b) une unité des matières A est utilisée pour produire une unité du produit A;

c) toutes les autres matières utilisées dans la production du produit A sont des matières originaires;

d) le produit A est produit dans une seule usine.

<i>STOCK DE MATIÈRES</i>			<i>VENTES</i>
<i>(ENTRÉES DE MATIÈRES A)</i>			<i>(EXPÉDITIONS DE PRODUIT A)</i>
<i>DATE</i>	<i>QUANTITÉ</i>	<i>COÛT UNITAIRE</i>	<i>QUANTITÉ (UNITÉS)</i>
<i>(M/J/A)</i>	<i>(UNITÉS)</i>	<i>(\$)*</i>	
<i>01/01/21</i>	<i>200</i>	<i>1,05</i>	
<i>01/03/21</i>	<i>1 000</i>	<i>1,00</i>	
<i>01/05/21</i>	<i>1 000</i>	<i>1,10</i>	
<i>01/08/21</i>			<i>500</i>
<i>01/09/21</i>			<i>500</i>
<i>01/10/21</i>	<i>1 000</i>	<i>1,05</i>	
<i>01/14/21</i>			<i>1 500</i>
<i>01/16/21</i>	<i>2 000</i>	<i>1,10</i>	
<i>01/18/21</i>			<i>1 500</i>
<i>* Le coût unitaire est déterminé conformément à l'article 8 du présent règlement.</i>			

Exemple 1 : méthode PEPS

Par suite de l'application de la méthode PEPS :

(1) les 200 unités des matières A reçues le 1er janvier 2021 et évaluées à 1,05 \$ l'unité et 300 unités des 1 000 unités des matières A reçues le 3 janvier 2021 et évaluées à 1,00 \$ l'unité sont considérées comme ayant été utilisées dans la production des 500 unités du produit A expédiées le 8 janvier 2021; par conséquent, la valeur des matières non originaires utilisées dans la

production de ces produits est considérée comme étant égale à 510 \$ [(200 unités × 1,05 \$) + (300 unités × 1,00 \$)];

(2) 500 des 700 unités restantes des matières A reçues le 3 janvier 2021 et évaluées à 1,00 \$ l'unité sont considérées comme ayant été utilisées dans la production des 500 unités du produit A expédiées le 9 janvier 2021; par conséquent, la valeur des matières non originaires utilisées dans la production de ces produits est considérée comme étant égale à 500 \$ (500 unités × 1,00 \$);

(3) les 200 unités restantes des 1 000 unités des matières A reçues le 3 janvier 2021 et évaluées à 1,00 \$ l'unité, les 1 000 unités des matières A reçues le 5 janvier 2021 et évaluées à 1,10 \$ l'unité et 300 des 1 000 unités des matières A reçues le 10 janvier 2021 et évaluées à 1,05 \$ l'unité sont considérées comme ayant été utilisées dans la production des 1 500 unités du produit A expédiées le 14 janvier 2021; par conséquent, la valeur des matières non originaires utilisées dans la production de ces produits est considérée comme étant égale à 1 615 \$ [(200 unités × 1,00 \$) + (1 000 unités × 1,10 \$) + (300 unités × 1,05 \$)];

(4) les 700 unités restantes des 1 000 unités des matières A reçues le 10 janvier 2021 et évaluées à 1,05 \$ l'unité et 800 des 2 000 unités des matières A reçues le 16 janvier 2021 et évaluées à 1,10 \$ l'unité sont considérées comme ayant été utilisées dans la production des 1 500 unités du produit A expédiées le 18 janvier 2021; par conséquent, la valeur des matières non originaires utilisées dans la production de ces produits est considérée comme étant égale à 1 615 \$ [(700 unités × 1,05 \$) + (800 unités × 1,10 \$)].

Exemple 2 : méthode DEPS

Par suite de l'application de la méthode DEPS :

(1) 500 des 1 000 unités des matières A reçues le 5 janvier 2021 et évaluées à 1,10 \$ l'unité sont considérées comme ayant été utilisées dans la production des 500 unités du produit A expédiées le 8 janvier 2021; par conséquent, la valeur des matières non originaires utilisées dans la production de ces produits est considérée comme étant égale à 550 \$ (500 unités × 1,10 \$);

(2) les 500 unités restantes des 1 000 unités des matières A reçues le 5 janvier 2021 et évaluées à 1,10 \$ l'unité sont considérées comme ayant été utilisées dans la production des 500 unités du produit A expédiées le 9 janvier 2021; par conséquent, la valeur des matières non originaires utilisées dans la production de ces produits est considérée comme étant égale à 550 \$ (500 unités × 1,10 \$);

(3) les 1 000 unités des matières A reçues le 10 janvier 2021 et évaluées à 1,05 \$ l'unité et 500 des 1 000 unités des matières A reçues le 3 janvier 2021 et évaluées à 1,00 \$ l'unité sont considérées comme ayant été utilisées dans la production des 1 500 unités du produit A expédiées le 14 janvier 2021; par conséquent, la valeur des matières non originaires utilisées dans la production de ces produits est considérée comme étant égale à 1 550 \$ [(1 000 unités × 1,05 \$) + (500 unités × 1,00 \$)];

(4) 1 500 des 2 000 unités des matières A reçues le 16 janvier 2021 et évaluées à 1,10 \$ l'unité sont considérées comme ayant été utilisées dans la production des 1 500 unités du produit A expédiées le 18 janvier 2021; par conséquent, la valeur des matières non originaires utilisées dans la production de ces produits est considérée comme étant égale à 1 650 \$ (1 500 unités × 1,10 \$).

Exemple 3 : méthode de la moyenne mobile

Le tableau ci-après indique la valeur moyenne des matières non originaires A établie selon la méthode de la moyenne mobile. Pour le présent exemple, une nouvelle valeur moyenne des matières non originaires A est calculée après chaque entrée.

STOCK DE MATIÈRES

	<i>DATE</i> (M/J/A)	<i>QUANTITÉ</i> (UNITÉS)	<i>COÛT</i> <i>UNITAIRE * (\$)</i>	<i>VALEUR</i> <i>TOTALE (\$)</i>
<i>Stock d'ouverture</i>	<i>01/01/21</i>	<i>200</i>	<i>1,05</i>	<i>210</i>
<i>Entrée</i>	<i>01/03/21</i>	<i>1 000</i>	<i>1,00</i>	<i>1 000</i>
<i>VALEUR</i> <i>MOYENNE</i>		<i>1 200</i>	<i>1,008</i>	<i>1 210</i>
<i>Entrée</i>	<i>01/05/21</i>	<i>1 000</i>	<i>1,10</i>	<i>1 100</i>
<i>VALEUR</i> <i>MOYENNE</i>		<i>2 200</i>	<i>1,05</i>	<i>2 310</i>
<i>Expédition</i>	<i>01/08/21</i>	<i>500</i>	<i>1,05</i>	<i>525</i>
<i>VALEUR</i> <i>MOYENNE</i>		<i>1 700</i>	<i>1,05</i>	<i>1 785</i>
<i>Expédition</i>	<i>01/09/21</i>	<i>500</i>	<i>1,05</i>	<i>525</i>
<i>VALEUR</i> <i>MOYENNE</i>		<i>1 200</i>	<i>1,05</i>	<i>1 260</i>

STOCK DE MATIÈRES

	DATE (M/J/A)	QUANTITÉ (UNITÉS)	COÛT UNITAIRE * (\$)	VALEUR TOTALE (\$)
Entrée	01/16/21	2 000	1,10	2 200
VALEUR MOYENNE		3 200	1,08	3 460

* Le coût unitaire est déterminé conformément à l'article 8 du présent règlement.

Par suite de l'application de la méthode de la moyenne mobile :

(1) la valeur des matières non originaires utilisées dans la production des 500 unités du produit A expédiées le 8 janvier 2021 est considérée comme étant égale à 525 \$ (500 unités × 1,05 \$);

(2) la valeur des matières non originaires utilisées dans la production des 500 unités du produit A expédiées le 9 janvier 2021 est considérée comme étant égale à 525 \$ (500 unités × 1,05 \$).

ANNEXE VIII (Méthodes de gestion des stocks)

PARTIE I Matières fongibles

Définitions

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

identificateur d'origine Marque indiquant si les matières fongibles sont des matières originaires ou des matières non originaires.

méthode de la moyenne Méthode qui consiste à déterminer l'origine des matières fongibles retirées du stock de matières selon le rapport, calculé en application de l'article 5, applicable aux matières originaires et aux matières non originaires du stock de matières.

méthode DEPS Méthode qui consiste à considérer l'origine des dernières matières fongibles reçues dans le stock de matières comme l'origine des premières matières fongibles retirées du stock de matières.

méthode PEPS Méthode qui consiste à considérer l'origine des premières matières fongibles reçues dans le stock de matières comme l'origine des premières matières fongibles retirées du stock de matières.

stock de matières

- a) À l'égard du producteur d'un produit, le stock des matières fongibles qui sont utilisées dans la production du produit;
- b) à l'égard de la personne de qui le producteur du produit a acquis les matières fongibles, le stock duquel proviennent les matières fongibles vendues ou autrement transférées au producteur du produit.

stock d'ouverture Stock de matières au moment où est choisie une méthode de gestion des stocks.

Dispositions générales

2 Les méthodes de gestion des stocks ci-après peuvent servir à déterminer si les matières fongibles visées à l'alinéa 8(18)a) du présent règlement sont des matières originaires :

- a) la méthode de l'origine réelle;
- b) la méthode PEPS;
- c) la méthode DEPS;
- d) la méthode de la moyenne.

3 Le producteur d'un produit ou la personne de qui il a acquis les matières fongibles utilisées dans la production du produit peut choisir une seule des méthodes de gestion des stocks visées à l'article 2 et, s'il choisit la méthode de la moyenne, une seule période moyenne au cours d'un même exercice du producteur ou de la personne à l'égard du stock de matières.

Méthode de l'origine réelle

4 (1) Sauf disposition contraire du paragraphe (2), le producteur ou la personne visé à l'article 3 qui choisit la méthode de l'origine réelle sépare matériellement, dans le stock de matières, les matières originaires qui sont des matières fongibles des matières non originaires qui sont des matières fongibles.

(2) Lorsque des matières originaires ou des matières non originaires qui sont des matières fongibles sont marquées d'un identificateur d'origine, le producteur ou la personne n'a pas à les séparer matériellement conformément au paragraphe (1) si l'identificateur d'origine demeure visible tout au long de la production du produit.

Méthode de la moyenne

5 Lorsque le producteur ou la personne visé à l'article 3 choisit la méthode de la moyenne, l'origine des matières fongibles retirées du stock de matières est déterminée selon le rapport, calculé conformément aux articles 6 à 8, applicable aux matières originaires et aux matières non originaires du stock de matières.

6 (1) Sauf disposition contraire des articles 7 et 8, le rapport est calculé, au choix du producteur ou de la personne, pour une période d'un mois ou de trois mois, par division :

a) de la somme des nombres suivants :

(i) le nombre total d'unités de matières originaires ou de matières non originaires qui sont des matières fongibles et qui étaient dans le stock de matières au début de la période d'un mois ou de trois mois précédente,

(ii) le nombre total d'unités de matières originaires ou de matières non originaires qui sont des matières fongibles et qui ont été reçues dans le stock de matières au cours de cette période précédente;

par

b) la somme des nombres suivants :

(i) le nombre total d'unités de matières originaires et de matières non originaires qui sont des matières fongibles et qui étaient dans le stock de matières au début de la période d'un mois ou de trois mois précédente,

(ii) le nombre total d'unités de matières originaires et de matières non originaires qui sont des matières fongibles et qui ont été reçues dans le stock de matières au cours de cette période précédente.

(2) Le rapport calculé conformément au paragraphe (1) à l'égard de la période d'un mois ou de trois mois précédente est appliqué aux matières fongibles qui restent dans le stock de matières à la fin de cette période.

7 (1) Lorsque le produit est assujéti à une prescription de teneur en valeur régionale, que cette teneur est calculée selon la méthode du coût net et que le producteur ou la personne choisit d'établir une moyenne sur une période conformément aux paragraphes 7(15) ou 16(1) ou (10) du présent règlement, le rapport est calculé, à l'égard de cette période, par division :

a) de la somme des nombres suivants :

(i) le nombre total d'unités de matières originaires ou de matières non originaires qui sont des matières fongibles et qui étaient dans le stock de matières au début de la période,

(ii) le nombre total d'unités de matières originaires ou de matières non originaires qui sont des matières fongibles et qui ont été reçues dans le stock de matières au cours de cette période;

par

b) la somme des nombres suivants :

(i) le nombre total d'unités de matières originaires et de matières non originaires qui sont des matières fongibles et qui étaient dans le stock de matières au début de la période,

(ii) le nombre total d'unités de matières originaires et de matières non originaires qui sont des matières fongibles et qui ont été reçues dans le stock de matières au cours de cette période.

(2) Le rapport calculé conformément au paragraphe (1) à l'égard d'une période est appliqué aux matières fongibles qui restent dans le stock de matières à la fin de la période.

8 (1) Lorsque le produit est assujéti à une prescription de teneur en valeur régionale et que cette teneur est calculée selon la méthode de la valeur transactionnelle ou la méthode du coût net, le rapport est calculé pour chaque expédition du produit par division :

a) du nombre total d'unités de matières originaires ou de matières non originaires qui sont des matières fongibles et qui étaient dans le stock de matières avant l'expédition;

par

b) le nombre total d'unités de matières originaires et de matières non originaires qui sont des matières fongibles et qui étaient dans le stock de matières avant l'expédition.

(2) Le rapport calculé conformément au paragraphe (1) à l'égard d'une expédition du produit est appliqué aux matières fongibles qui restent dans le stock de matières après l'expédition.

Manière de traiter le stock d'ouverture

9 (1) Sauf disposition contraire des paragraphes (2) et (3), lorsque le producteur ou la personne visé à l'article 3 a des matières fongibles dans le stock d'ouverture, l'origine de celles-ci est déterminée de la façon suivante :

a) en relevant, dans les livres comptables du producteur ou de la personne, les dernières entrées de matières fongibles équivalant au total des matières fongibles du stock d'ouverture;

b) en déterminant l'origine des matières fongibles comprises dans ces entrées;

c) en considérant l'origine de ces matières fongibles comme l'origine des matières fongibles du stock d'ouverture.

(2) Lorsque le producteur ou la personne choisit la méthode de l'origine réelle et a, dans le stock d'ouverture, des matières originaires ou des matières non originaires qui sont des matières fongibles et qui sont marquées d'un identificateur d'origine, l'origine de celles-ci est déterminée selon l'identificateur d'origine.

(3) Le producteur ou la personne peut considérer toutes les matières fongibles du stock d'ouverture comme des matières non originaires.

PARTIE 2 Produits fongibles

Définitions

10 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

identificateur d'origine Marque indiquant si les produits fongibles sont des produits originaires ou des produits non originaires.

méthode de la moyenne Méthode qui consiste à déterminer l'origine des produits fongibles retirés du stock de produits finis selon le rapport, calculé conformément à l'article 14, applicable aux produits originaires et aux produits non originaires du stock de produits finis.

méthode DEPS Méthode qui consiste à considérer l'origine des derniers produits fongibles reçus dans le stock de produits finis comme l'origine des premiers produits fongibles retirés du stock de produits finis.

méthode PEPS Méthode qui consiste à considérer l'origine des premiers produits fongibles reçus dans le stock de produits finis comme l'origine des premiers produits fongibles retirés du stock de produits finis.

stock de produits finis Le stock duquel proviennent les produits fongibles vendus ou autrement transférés à une autre personne.

stock d'ouverture Stock de produits finis au moment où est choisie une méthode de gestion des stocks.

Dispositions générales

11 Les méthodes de gestion des stocks ci-après peuvent servir à déterminer si les produits fongibles visées à l'alinéa 8(18)b) du présent règlement sont des produits originaires :

- a) la méthode de l'origine réelle;
- b) la méthode PEPS;
- c) la méthode DEPS;
- d) la méthode de la moyenne.

12 L'exportateur d'un produit ou la personne de qui il a acquis les produits fongibles peut choisir une seule des méthodes de gestion des stocks visées à l'article 11 et, s'il choisit la méthode de la moyenne, une seule période moyenne au cours d'un même exercice de l'exportateur ou de la personne à l'égard de chacun de ses stocks de produits finis.

Méthode de l'origine réelle

13 (1) Sauf disposition contraire du paragraphe (2), l'exportateur ou la personne visé à l'article 12 qui choisit la méthode de l'origine réelle sépare matériellement, dans le stock de produits finis, les produits originaires qui sont des produits fongibles des produits non originaires qui sont des produits fongibles.

(2) Lorsque des produits originaires ou des produits non originaires qui sont des produits fongibles sont marqués d'un identificateur d'origine, l'exportateur ou la personne n'a pas à les séparer matériellement conformément au paragraphe (1) si l'identificateur d'origine est visible sur les produits fongibles.

Méthode de la moyenne

14 (1) Lorsque l'exportateur ou la personne visé à l'article 12 choisit la méthode de la moyenne, l'origine de chaque expédition de produits fongibles retirés du stock de produits finis au cours d'une période d'un mois ou de trois mois, au choix de l'exportateur ou de la personne, est déterminée selon le rapport applicable aux produits originaires et aux produits non originaires du stock de produits finis pour la période d'un mois ou de trois mois précédente, qui est calculé par division :

a) de la somme des nombres suivants :

(i) le nombre total d'unités de produits originaires ou de produits non originaires qui sont des produits fongibles et qui étaient dans le stock de produits finis au début de la période d'un mois ou de trois mois précédente,

(ii) le nombre total d'unités de produits originaires ou de produits non originaires qui sont des produits fongibles et qui ont été reçues dans le stock de produits finis au cours de cette période précédente;

par

b) la somme des nombres suivants :

(i) le nombre total d'unités de produits originaires et de produits non originaires qui sont des produits fongibles et qui étaient dans le stock de produits finis au début de la période d'un mois ou de trois mois précédente,

(ii) le nombre total d'unités de produits originaires et de produits non originaires qui sont des produits fongibles et qui ont été reçues dans le stock de produits finis au cours de cette période précédente.

(2) Le rapport calculé conformément au paragraphe (1) à l'égard de la période d'un mois ou de trois mois précédente est appliqué aux produits fongibles qui restent dans le stock de produits finis à la fin de cette période.

Manière de traiter le stock d'ouverture

15 (1) Sauf disposition contraire des paragraphes (2) et (3), lorsque l'exportateur ou la personne visé à l'article 12 a des produits fongibles dans le stock d'ouverture, l'origine de ceux-ci est déterminée de la façon suivante :

a) en relevant, dans les livres comptables de l'exportateur ou de la personne, les dernières entrées de produits fongibles équivalant au total des produits fongibles du stock d'ouverture;

b) en déterminant l'origine des produits fongibles compris dans ces entrées;

c) en considérant l'origine de ces produits fongibles comme l'origine des produits fongibles du stock d'ouverture.

(2) Lorsque l'exportateur ou la personne choisit la méthode de l'origine réelle et a, dans le stock d'ouverture, des produits originaires ou des produits non originaires qui sont des produits fongibles et qui sont marqués d'un identificateur d'origine, l'origine de ceux-ci est déterminée selon l'identificateur d'origine.

(3) L'exportateur ou la personne peut considérer tous les produits fongibles du stock d'ouverture comme des produits non originaires.

APPENDICE A

« Exemples » de l'application des méthodes de gestion des stocks pour déterminer l'origine des matières fongibles

Les exemples qui suivent sont fondés sur les montants du tableau ci-après et sur les hypothèses suivantes :

a) la matière originaire A et la matière non originaire A qui sont des matières fongibles sont utilisées dans la production du produit A;

b) une unité de la matière A est utilisée pour produire une unité du produit A;

c) la matière A est utilisée uniquement dans la production du produit A;

d) toutes les autres matières utilisées dans la production du produit A sont des matières originaires;

e) le producteur du produit A exporte toutes les expéditions du produit A vers le territoire d'un pays ACEUM.

STOCK DE MATIÈRES

VENTES

(ENTRÉES DE LA MATIÈRE A)

*(EXPÉDITIONS
DU
PRODUIT A)*

<i>DATE (M/J/A)</i>	<i>QUANTITÉ (UNITÉS)</i>	<i>COÛT UNITAIRE*</i>	<i>VALEUR TOTALE</i>	<i>QUANTITÉ (UNITÉS)</i>
<i>12/18/20</i>	<i>100 (O¹)</i>	<i>\$1,00</i>	<i>\$ 100</i>	

*STOCK DE MATIÈRES**VENTES**(ENTRÉES DE LA MATIÈRE A)**(EXPÉDITIONS
DU
PRODUIT A)*

<i>DATE (M/J/A)</i>	<i>QUANTITÉ (UNITÉS)</i>	<i>COÛT UNITAIRE*</i>	<i>VALEUR TOTALE</i>	<i>QUANTITÉ (UNITÉS)</i>
<i>12/27/20</i>	<i>100 (N²)</i>	<i>1,10</i>	<i>110</i>	
<i>01/01/21</i>	<i>200 (SO³)</i>			
<i>01/01/21</i>	<i>1 000 (O)</i>	<i>1,00</i>	<i>1 000</i>	
<i>01/05/21</i>	<i>1 000 (N)</i>	<i>1,10</i>	<i>1 100</i>	
<i>01/10/21</i>				<i>100</i>
<i>01/10/21</i>	<i>1 000 (O)</i>	<i>1,05</i>	<i>1 050</i>	
<i>01/15/21</i>				<i>700</i>
<i>01/16/21</i>	<i>2 000 (N)</i>	<i>1,10</i>	<i>2 200</i>	
<i>01/20/21</i>				<i>1 000</i>
<i>01/23/21</i>				<i>900</i>

** Le coût unitaire est déterminé conformément à l'article 8 du présent règlement.*

¹ « O » désigne les matières originaires.

² « N » désigne les matières non originaires.

³ « SO » désigne le stock d'ouverture.

Exemple 1 : la méthode PEPS

Le produit A est assujéti à une prescription de teneur en valeur régionale. Le producteur A utilise la méthode de la valeur transactionnelle pour calculer cette teneur.

Par suite de l'application de la méthode PEPS :

(1) les 100 unités de la matière originaire A du stock d'ouverture qui ont été reçues dans le stock de matières le 18 décembre 2020 sont considérées comme ayant été utilisées dans la production des 100 unités du produit A expédiées le 10 janvier 2021; par conséquent, la valeur des matières non originaires utilisées dans la production de ces produits est considérée comme étant égale à 0 \$;

(2) les 100 unités de la matière non originaire A du stock d'ouverture qui ont été reçues dans le stock de matières le 27 décembre 2020 et 600 des 1 000 unités de la matière originaire A qui ont été reçues dans le stock de matières le 1er janvier 2021 sont considérées comme ayant été utilisées dans la production des 700 unités du produit A expédiées le 15 janvier 2021; par conséquent, la valeur des matières non originaires utilisées dans la production de ces produits est considérée comme étant égale à 110 \$ (100 unités \times 1,10 \$);

(3) les 400 unités restantes des 1 000 unités de la matière originaire A qui ont été reçues dans le stock de matières le 1er janvier 2021 et 600 des 1 000 unités de la matière non originaire A qui ont été reçues dans le stock de matières le 5 janvier 2021 sont considérées comme ayant été utilisées dans la production des 1 000 unités du produit A expédiées le 20 janvier 2021; par conséquent, la valeur des matières non originaires utilisées dans la production de ces produits est considérée comme étant égale à 660 \$ (600 unités \times 1,10 \$);

(4) les 400 unités restantes des 1 000 unités de la matière non originaire A qui ont été reçues dans le stock de matières le 5 janvier 2021 et 500 des 1 000 unités de la matière originaire A qui ont été reçues dans le stock de matières le 10 janvier 2021 sont considérées comme ayant été utilisées dans la production des 900 unités du produit A expédiées le 23 janvier 2021; par conséquent, la valeur des matières non originaires utilisées dans la production de ces produits est considérée comme étant égale à 440 \$ (400 unités \times 1,10 \$).

Exemple 2 : la méthode DEPS

Le produit A fait l'objet d'une exigence de changement de classification tarifaire et la matière non originaire A utilisée dans sa production ne subit pas le changement de classification tarifaire applicable. Par conséquent, lorsque la matière originaire A est utilisée dans la production du produit A, celui-ci est un produit originaire et, lorsque la matière non originaire A est utilisée dans la production du produit A, celui-ci est un produit non originaire.

Par suite de l'application de la méthode DEPS :

(1) 100 des 1 000 unités de la matière non originaire A qui ont été reçues dans le stock de matières le 5 janvier 2021 sont considérées comme ayant été utilisées dans la production des 100 unités du produit A expédiées le 10 janvier 2021;

(2) 700 des 1 000 unités de la matière originaire A qui ont été reçues dans le stock de matières le 10 janvier 2021 sont considérées comme ayant été utilisées dans la production des 700 unités du produit A expédiées le 15 janvier 2021;

(3) 1 000 des 2 000 unités de la matière non originaire A qui ont été reçues dans le stock de matières le 16 janvier 2021 sont considérées comme ayant été utilisées dans la production des 1 000 unités du produit A expédiées le 20 janvier 2021;

(4) 900 des 1 000 unités restantes de la matière non originaire A qui ont été reçues dans le stock de matières le 16 janvier 2021 sont considérées comme ayant été utilisées dans la production des 900 unités du produit A expédiées le 23 janvier 2021.

Exemple 3 : la méthode de la moyenne

Le produit A est assujéti à la prescription de teneur en valeur régionale applicable. Le producteur A utilise la méthode de la valeur transactionnelle pour calculer cette teneur. Il établit la valeur moyenne de la matière non originaire A et le rapport entre la matière originaire A et la valeur totale de la matière originaire A et de la matière non originaire A, tel qu'il est indiqué dans le tableau suivant.

STOCK DE MATIÈRES				VENTES				
(ENTRÉES DE LA MATIÈRE A)			(MATIÈRE NON ORIGINAIRE)			(EXPÉDITIONS DU PRODUIT A)		
	DATE (M/J/A)	QUANTITÉ (UNITÉS)	VALEUR TOTALE	COÛT UNITAIRE*	QUANTITÉ (UNITÉS)	VALEUR TOTALE	RAPPORT	QUANTITÉ (UNITÉS)
Entrée	12/18/20	100 (O ¹)	\$ 100	\$1,00				
Entrée	12/27/20	100 (N ²)	110	1,10	100	\$ 110,00		
MOYENNE - VALEUR STOCK		200 (SO ³)	210	1,05	100	105,00	0,50	
Entrée	01/01/21	1 000 (O)	1 000	1,00				

STOCK DE MATIÈRES

VENTES

<i>(ENTRÉES DE LA MATIÈRE A)</i>		<i>(MATIÈRE NON ORIGINAIRE)</i>					<i>(EXPÉDITIONS DU PRODUIT A)</i>	
	<i>DATE (M/J/A)</i>	<i>QUANTITÉ (UNITÉS)</i>	<i>VALEUR TOTALE</i>	<i>COÛT UNITAIRE*</i>	<i>QUANTITÉ (UNITÉS)</i>	<i>VALEUR TOTALE</i>	<i>RAPPORT</i>	<i>QUANTITÉ (UNITÉS)</i>
<i>MOYENNE - VALEUR STOCK</i>		<i>1 200</i>	<i>1 210</i>	<i>1,01</i>	<i>100</i>	<i>101,00</i>	<i>0,08</i>	
<i>Entrée</i>	<i>01/05/21</i>	<i>1 000 (N)</i>	<i>1 100</i>	<i>1,10</i>	<i>1 000</i>	<i>1 100,00</i>		
<i>MOYENNE - VALEUR STOCK</i>		<i>2 200</i>	<i>2 310</i>	<i>1,05</i>	<i>1 100</i>	<i>1 155,00</i>	<i>0,50</i>	
<i>Expédition</i>	<i>01/10/21</i>	<i>(100)</i>	<i>(105)</i>	<i>1,05</i>	<i>(50)</i>	<i>(52,50)</i>		<i>100</i>
<i>Entrée</i>	<i>01/10/21</i>	<i>1 000 (O)</i>	<i>1 050</i>	<i>1,05</i>				
<i>MOYENNE - VALEUR STOCK</i>		<i>3 100</i>	<i>3 255</i>	<i>1,05</i>	<i>1 050</i>	<i>1 102,50</i>	<i>0,34</i>	
<i>Expédition</i>	<i>01/15/21</i>	<i>(700)</i>	<i>(735)</i>	<i>1,05</i>	<i>(238)</i>	<i>(249,90)</i>		<i>700</i>
<i>Entrée</i>	<i>01/16/21</i>	<i>2 000 (N)</i>	<i>2 200</i>	<i>1,10</i>	<i>2 000</i>	<i>2 200,00</i>		
<i>MOYENNE - VALEUR STOCK</i>		<i>4 400</i>	<i>4 720</i>	<i>1,07</i>	<i>2 812</i>	<i>3 008,84</i>	<i>0,64</i>	
<i>Expédition</i>	<i>01/20/21</i>	<i>(1 000)</i>	<i>(1 070)</i>	<i>1,07</i>	<i>(640)</i>	<i>(684,80)</i>		<i>1 000</i>
<i>Expédition</i>	<i>01/23/21</i>	<i>(900)</i>	<i>(963)</i>	<i>1,07</i>	<i>(576)</i>	<i>(616,32)</i>		<i>900</i>
<i>MOYENNE - VALEUR STOCK</i>		<i>2 500</i>	<i>2 687</i>	<i>1,07</i>	<i>1 596</i>	<i>1 707,24</i>	<i>0,64</i>	

* *Le coût unitaire est déterminé conformément à l'article 8 du présent règlement.*

¹ « O » désigne les matières originaires.

² « N » désigne les matières non originaires.

³ « SO » désigne le stock d'ouverture.

Par suite de l'application de la méthode de la moyenne :

(1) avant l'expédition des 100 unités de la matière A le 10 janvier 2021, le rapport entre les unités de la matière originaire A et le total des unités de la matière A dans le stock de matières était égal à 50 % ($1\ 100 \text{ unités} \div 2\ 200 \text{ unités}$), et le rapport entre les unités de la matière non originaire A et le total des unités de la matière A dans le stock de matières était égal à 50 % ($1\ 100 \text{ unités} \div 2\ 200 \text{ unités}$);

selon ces rapports, 50 unités ($100 \text{ unités} \times 0,50$) de la matière originaire A et 50 unités ($100 \text{ unités} \times 0,50$) de la matière non originaire A sont considérées comme ayant été utilisées dans la production des 100 unités du produit A expédiées le 10 janvier 2021; par conséquent, la valeur de la matière non originaire A utilisée dans la production de ces produits est considérée comme étant égale à 52,50 \$ [$100 \text{ unités} \times 1,05 \text{ \$ (valeur unitaire moyenne)} \times 50 \%$];

les rapports sont appliqués aux unités de la matière A qui restent dans le stock de matières après l'expédition : 1 050 unités ($2\ 100 \text{ unités} \times 0,50$) sont considérées comme des matières originaires et 1 050 unités ($2\ 100 \text{ unités} \times 0,50$), comme des matières non originaires;

(2) avant l'expédition des 700 unités du produit A le 15 janvier 2021, le rapport entre les unités de la matière originaire A et le total des unités de la matière A dans le stock de matières était égal à 66 % ($2\ 050 \text{ unités} \div 3\ 100 \text{ unités}$), et le rapport entre les unités de la matière non originaire A et le total des unités de la matière A qui étaient dans le stock de matières était égal à 34 % ($1\ 050 \text{ unités} \div 3\ 100 \text{ unités}$);

selon ces rapports, 462 unités ($700 \text{ unités} \times 0,66$) de la matière originaire A et 238 unités ($700 \text{ unités} \times 0,34$) de la matière non originaire A sont considérées comme ayant été utilisées dans la production des 700 unités du produit A expédiées le 15 janvier 2021; par conséquent, la valeur de la matière non originaire A utilisée dans la production de ces produits est considérée comme étant égale à 249,90 \$ [$700 \text{ unités} \times 1,05 \text{ \$ (valeur unitaire moyenne)} \times 34 \%$];

les rapports sont appliqués aux unités de la matière A qui restent dans le stock de matières après l'expédition : 1 584 unités ($2\ 400 \text{ unités} \times 0,66$) sont considérées comme des matières originaires et 816 unités ($2\ 400 \text{ unités} \times 0,34$), comme des matières non originaires;

(3) avant l'expédition des 1 000 unités de la matière A le 20 janvier 2021, le rapport entre les unités de la matière originaire A et le total des unités de la matière A dans le stock de matières était égal à 36 % ($1\ 584 \text{ unités} \div 4\ 400 \text{ unités}$), et le rapport entre les unités de la matière non originaire A et le total des unités de la matière A dans le stock de matières était égal à 64 % ($2\ 816 \text{ unités} \div 4\ 400 \text{ unités}$);

selon ces rapports, 360 unités ($1\ 000\text{ unités} \times 0,36$) de la matière originaire A et 640 unités ($1\ 000\text{ unités} \times 0,64$) de la matière non originaire A sont considérées comme ayant été utilisées dans la production des 1 000 unités du produit A expédiées le 20 janvier 2021; par conséquent, la valeur de la matière non originaire A utilisée dans la production de ces produits est considérée comme étant égale à 684,80 \$ [$1\ 000\text{ unités} \times 1,07\ \$$ (valeur unitaire moyenne) $\times 64\ \%$];

ces rapports sont appliqués aux unités de la matière A qui restent dans le stock de matières après l'expédition : 1 224 unités ($3\ 400\text{ unités} \times 0,36$) sont considérées comme des matières originaires et 2 176 unités ($3\ 400\text{ unités} \times 0,64$), comme des matières non originaires;

(4) avant l'expédition des 900 unités du produit A le 23 janvier 2021, le rapport entre les unités de la matière originaire A et le total des unités de la matière A dans le stock de matières était égal à 36 % ($1\ 224\text{ unités} \div 3\ 400\text{ unités}$), et le rapport entre les unités de la matière non originaire A et le total des unités de la matière A dans le stock de matières était égal à 64 % ($2\ 176\text{ unités} \div 3\ 400\text{ unités}$);

selon ces rapports, 324 unités ($900\text{ unités} \times 0,36$) de la matière originaire A et 576 unités ($900\text{ unités} \times 0,64$) de la matière non originaire A sont considérées comme ayant été utilisées dans la production des 900 unités du produit A expédiées le 23 janvier 2021; par conséquent, la valeur de la matière non originaire A utilisée dans la production de ces produits est considérée comme étant égale à 616,32 \$ [$900\text{ unités} \times 1,07\ \$$ (valeur unitaire moyenne) $\times 64\ \%$];

ces rapports sont appliqués aux unités de la matière A qui restent dans le stock de matières après l'expédition : 900 unités ($2\ 500\text{ unités} \times 0,36$) sont considérées comme des matières originaires et 1 600 unités ($2\ 500\text{ unités} \times 0,64$), comme des matières non originaires.

Exemple 4 : la méthode de la moyenne

Le produit A est assujéti à la prescription de teneur en valeur régionale applicable. Le producteur A utilise la méthode du coût net et fait la moyenne sur une période d'un mois en application de l'alinéa 7(15)a) du présent règlement pour calculer cette teneur.

Par suite de l'application de la méthode de la moyenne :

le rapport entre les unités de la matière originaire A et le total des unités de la matière A dans le stock de matières pour janvier 2021 est égal à 40,4 % ($2\ 100\text{ unités} \div 5\ 200\text{ unités}$);

selon ce rapport, 1 091 unités ($2\ 700\text{ unités} \times 0,404$) de la matière originaire A et 1 609 unités ($2\ 700\text{ unités} - 1\ 091\text{ unités}$) de la matière non originaire A sont considérées comme ayant été utilisées dans la production des 2 700 unités du produit A expédiées en janvier 2021; par conséquent, la valeur des matières non originaires utilisées dans la production de ces produits est considérée comme étant égale à 0,64 \$ l'unité [$5\ 560\ \$$ (valeur totale de la matière A qui fait

partie du stock de matières) ÷ 5 200 (unités de matière A qui font partie du stock de matières) = 1,07 \$ (valeur unitaire moyenne) × (1 – 0,404)] ou 1 728 \$ (0,64 \$ × 2 700 unités);

ce rapport est appliqué aux unités de la matière A qui restent dans le stock de matières le 31 janvier 2021 : 1 010 unités (2 500 unités × 0,404) sont considérées comme des matières originaires et 1 490 unités (2 500 unités – 1 010 unités), comme des matières non originaires.

APPENDICE B

« Exemples » de l'application des méthodes de gestion des stocks pour déterminer l'origine des produits fongibles

Les exemples qui suivent sont fondés sur les montants du tableau ci-après et sur l'hypothèse voulant que l'exportateur A acquière le produit originaire A et le produit non originaire A qui sont des produits fongibles et combine ou mélange matériellement le produit A avant d'exporter ces produits à leur acheteur.

STOCK DE PRODUITS FINIS		VENTES
(ENTRÉES DU PRODUIT A)		(EXPÉDITIONS PRODUIT A)
DATE	QUANTITÉ	QUANTITÉ
(M/J/A)	(UNITÉS)	(UNITÉS)
12/18/20	100 (O ¹)	
12/27/20	100 (N ²)	
01/01/21	200 (SO ³)	
01/01/21	1 000 (O)	
01/05/21	1 000 (N)	
01/10/21		100
01/10/21	1 000 (O)	

<i>STOCK DE PRODUITS FINIS</i>		<i>VENTES</i>
<i>(ENTRÉES DU PRODUIT A)</i>		<i>(EXPÉDITIONS PRODUIT A)</i>
<i>DATE</i>	<i>QUANTITÉ</i>	<i>QUANTITÉ</i>
<i>(M/J/A)</i>	<i>(UNITÉS)</i>	<i>(UNITÉS)</i>
<i>01/15/21</i>		<i>700</i>
<i>01/16/21</i>	<i>2 000 (N)</i>	
<i>01/20/21</i>		<i>1 000</i>
<i>01/23/21</i>		<i>900</i>

¹ « O » désigne les produits originaires.

² « N » désigne les produits non originaires.

³ « SO » désigne le stock d'ouverture.

Exemple 1 : la méthode PEPS

Par suite de l'application de la méthode PEPS :

(1) les 100 unités du produit originaire A du stock d'ouverture qui ont été reçues dans le stock de produits finis le 18 décembre 2020 sont considérées comme étant les 100 unités du produit A expédiées le 10 janvier 2021;

(2) les 100 unités du produit non originaire A du stock d'ouverture qui ont été reçues dans le stock de produits finis le 27 décembre 2020 et 600 des 1 000 unités du produit originaire A qui ont été reçues dans le stock de produits finis le 1er janvier 2021 sont considérées comme étant les 700 unités du produit A expédiées le 15 janvier 2021;

(3) les 400 unités restantes des 1 000 unités du produit originaire A qui ont été reçues dans le stock de produits finis le 1er janvier 2021 et 600 des 1 000 unités du produit non originaire A qui ont été reçues dans le stock de produits finis le 5 janvier 2021 sont considérées comme étant les 1 000 unités du produit A expédiées le 20 janvier 2021;

(4) les 400 unités restantes des 1 000 unités du produit non originaire A qui ont été reçues dans le stock de produits finis le 5 janvier 2021 et 500 des 1 000 unités du produit originaire A qui ont

été reçues dans le stock de produits finis le 10 janvier 2021 sont considérées comme étant les 900 unités du produit A expédiées le 23 janvier 2021.

Exemple 2 : la méthode DEPS

Par suite de l'application de la méthode DEPS :

(1) 100 des 1 000 unités du produit non originaire A qui ont été reçues dans le stock de produits finis le 5 janvier 2021 sont considérées comme étant les 100 unités du produit A expédiées le 10 janvier 2021;

(2) 700 des 1 000 unités du produit originaire A qui ont été reçues dans le stock de produits finis le 10 janvier 2021 sont considérées comme étant les 700 unités du produit A expédiées le 15 janvier 2021;

(3) 1 000 des 2 000 unités du produit non originaire A qui ont été reçues dans le stock de produits finis le 16 janvier 2021 sont considérées comme étant les 1 000 unités du produit A expédiées le 20 janvier 2021;

(4) 900 des 1 000 unités restantes du produit non originaire A qui ont été reçues dans le stock de produits finis le 16 janvier 2021 sont considérées comme étant les 900 unités du produit A expédiées le 23 janvier 2021.

Exemple 3 : la méthode de la moyenne

L'exportateur A choisit de déterminer l'origine du produit A sur une base mensuelle. Il a exporté 3 000 unités du produit A au cours du mois de février 2021. L'origine des unités du produit A exportées au cours de ce mois est déterminée en fonction du mois précédent, soit janvier 2021.

Par suite de l'application de la méthode de la moyenne :

le rapport entre les produits originaires et tous les produits dans le stock de produits finis au mois de janvier 2021 est égal à 40,4 % ($2\,100 \text{ unités} \div 5\,200 \text{ unités}$);

selon ce rapport, 1 212 unités ($3\,000 \text{ unités} \times 0,404$) du produit A expédiées en février 2021 sont considérées comme des produits originaires et 1 788 unités ($3\,000 \text{ unités} - 1\,212 \text{ unités}$) du produit A, comme des produits non originaires;

ce rapport est appliqué aux unités du produit A qui restent dans le stock de produits finis le 31 janvier 2021 : 1 010 unités ($2\,500 \text{ unités} \times 0,404$) sont considérées comme des produits originaires et 1 490 unités ($2\,500 \text{ unités} - 1\,010 \text{ unités}$), comme des produits non originaires.

ANNEXE IX (Méthode pour calculer les frais d'intérêt non admissibles)

Définitions et interprétations

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente annexe.

contrat à taux fixe Contrat de prêt, contrat d'achat par versements échelonnés ou autre accord de financement aux termes duquel le taux d'intérêt demeure fixe pendant toute la durée du contrat ou de l'accord.

contrat à taux variable Contrat de prêt, contrat d'achat par versements échelonnés ou autre accord de financement aux termes duquel le taux d'intérêt est rajusté périodiquement pendant la durée du contrat ou de l'accord, selon les modalités qui y sont prévues.

échéance moyenne pondérée applicable au principal Pour un contrat à taux fixe ou un contrat à taux variable, le nombre d'années ou de parties d'année qui est égal au nombre qu'on obtient :

a) en divisant la somme des paiements de principal pondérés :

(i) dans le cas d'un contrat à taux fixe, par le montant initial du prêt,

(ii) dans le cas d'un contrat à taux variable, par le solde du principal au début de la période de rajustement du taux d'intérêt à l'égard duquel les paiements de principal pondérés ont été calculés;

b) en arrondissant le montant obtenu selon l'alinéa a) à la première décimale, les résultats ayant cinq en deuxième décimale étant arrondis à la décimale supérieure.

échancier Le calendrier des paiements de principal et d'intérêt échelonnés sur des intervalles de une ou deux semaines, d'un mois, d'un an ou tout autre intervalle, ou une combinaison de ceux-ci, effectués par le producteur au prêteur selon les modalités d'un contrat à taux fixe ou d'un contrat à taux variable.

interpolation linéaire En ce qui concerne le taux d'intérêt fixé par le gouvernement fédéral, l'application de la formule suivante :

$$A + [(B - A) \times (E - D)] \div (C - D)$$

où :

A représente le taux d'intérêt fixé par le gouvernement fédéral dont l'échéance se rapproche le plus en durée — tout en étant plus brève — de l'échéance moyenne pondérée applicable au principal selon l'échancier prévu par le contrat à taux fixe ou le contrat à taux variable auquel ces titres d'emprunt sont comparés;

B le taux d'intérêt fixé par le gouvernement fédéral dont l'échéance se rapproche le plus en durée — tout en étant plus longue — de l'échéance moyenne pondérée applicable au principal selon cet échéancier;

C l'échéance des titres d'emprunt du gouvernement fédéral dont l'échéance se rapproche le plus en durée — tout en étant plus longue — de l'échéance moyenne pondérée applicable au principal selon cet échéancier;

D l'échéance des titres d'emprunt du gouvernement fédéral dont l'échéance se rapproche le plus en durée — tout en étant plus brève — de l'échéance moyenne pondérée applicable au principal selon cet échéancier;

E l'échéance moyenne pondérée applicable au principal selon cet échéancier.

paiement de principal pondéré

a) Dans le cas d'un contrat à taux fixe, le montant qu'on obtient en multipliant chaque paiement de principal prévu par le contrat par le nombre d'années ou de parties d'année comprises entre la date à laquelle le producteur a conclu le contrat et la date du paiement de principal;

b) dans le cas d'un contrat à taux variable, la somme des montants suivants :

(i) le montant qu'on obtient en multipliant chaque paiement de principal fait pendant la période de calcul du taux d'intérêt en cours par le nombre d'années ou de parties d'année comprises entre le début de cette période et la date du paiement de principal,

(ii) le montant égal au principal impayé, mais pas nécessairement exigible, à la fin de la période de calcul du taux d'intérêt en cours, multiplié par le nombre d'années ou de parties d'année comprises entre le début et la fin de cette période.

taux d'intérêt fixé par le gouvernement fédéral

a) Dans le cas d'un producteur se trouvant au Canada, la moyenne des rendements des titres d'emprunt du gouvernement fédéral ci-après, indiqués dans le *Sommaire quotidien* de la Banque du Canada, pour la semaine où le producteur a conclu le contrat ou la semaine comprenant la date du rajustement le plus récent du taux d'intérêt, le cas échéant, aux termes du contrat :

(i) si le taux d'intérêt est rajusté à des intervalles de moins d'un an, ceux à l'égard des « Bons du Trésor à 1 mois »,

(ii) dans tout autre cas, ceux à l'égard des « Rendements d'obligations types du gouvernement canadien à 3 ans »;

b) dans le cas d'un producteur se trouvant au Mexique, le rendement des titres d'emprunt du gouvernement fédéral publié par la *Banco de Mexico* sous la rubrique « *Certificados de la Tesoreria de la Federación* » pour la semaine où le producteur a conclu le contrat ou la semaine comprenant la date du rajustement le plus récent du taux d'intérêt, le cas échéant, aux termes du contrat;

c) dans le cas d'un producteur se trouvant aux États-Unis, le rendement des titres d'emprunt du gouvernement fédéral qui est indiqué dans la publication statistique du Federal Reserve intitulée (H.15) *Selected Interest Rates*, pour la semaine où le producteur a conclu le contrat ou la semaine comprenant la date du rajustement le plus récent du taux d'intérêt, le cas échéant, aux termes du contrat :

(i) si le taux d'intérêt est rajusté à des intervalles de moins d'un an, sous la rubrique « U.S. government securities, Treasury bills, secondary market »,

(ii) dans tout autre cas, sous la rubrique « U.S. Government Securities, Treasury constant maturities »

Dispositions générales

2 Pour le calcul des frais d'intérêt non admissibles :

a) dans le cas d'un contrat à taux fixe, le taux d'intérêt prévu par le contrat est comparé au taux d'intérêt fixé par le gouvernement fédéral à l'égard des titres d'emprunt dont l'échéance est égale en durée à l'échéance moyenne pondérée applicable au principal selon l'échéancier prévu par le contrat, ce taux d'intérêt fixé par le gouvernement fédéral étant déterminé par interpolation linéaire au besoin;

b) dans le cas d'un contrat à taux variable :

(i) si le taux d'intérêt est rajusté à des intervalles de un an ou moins, le taux d'intérêt est comparé au taux d'intérêt fixé par le gouvernement fédéral à l'égard des titres d'emprunt dont l'échéance se rapproche le plus, en durée, de la période de rajustement du taux d'intérêt applicable au contrat,

(ii) si le taux d'intérêt est rajusté à des intervalles supérieurs à un an, le taux d'intérêt est comparé au taux d'intérêt fixé par le gouvernement fédéral à l'égard des titres d'emprunt dont l'échéance correspond en durée à l'échéance moyenne pondérée applicable au principal selon l'échéancier prévu par le contrat, ce taux d'intérêt fixé par le gouvernement fédéral étant déterminé par interpolation linéaire au besoin;

c) dans le cas d'un contrat à taux fixe ou d'un contrat à taux variable aux termes duquel l'échéance moyenne pondérée applicable au principal selon l'échéancier qui y est prévu est de plus longue durée que les échéances offertes pour les titres d'emprunt du

gouvernement fédéral, le taux d'intérêt prévu par le contrat est comparé au taux d'intérêt fixé par le gouvernement fédéral pour des titres d'emprunts dont l'échéance se rapproche le plus, en durée, de l'échéance moyenne pondérée applicable au principal selon cet échéancier

APPENDICE « Exemple » de l'application de la méthode servant à calculer les frais d'intérêt non admissibles dans le cas d'un contrat à taux fixe

L'exemple qui suit est fondé sur les montants du tableau ci-après et sur les hypothèses suivantes :

- a) un producteur, se trouvant dans un pays ACEUM, emprunte d'une personne de ce pays ACEUM la somme de 1 000 000 \$ aux termes d'un contrat à taux fixe;*
- b) selon les modalités du contrat, le prêt est remboursable sur une période de 10 ans et le taux d'intérêt est de 6 % par année sur le solde de principal décroissant;*
- c) l'échéancier établi par le prêteur selon les modalités du contrat oblige le producteur à effectuer des paiements annuels de 135 867,36 \$ au titre du principal et de l'intérêt pendant toute la durée du contrat;*
- d) il n'existe aucun titre d'emprunt du gouvernement fédéral ayant une échéance égale à l'échéance moyenne pondérée applicable au principal du contrat, soit six ans;*
- e) les titres d'emprunt du gouvernement fédéral dont l'échéance se rapproche le plus, en durée, de l'échéance moyenne pondérée applicable au principal du contrat sont ceux à échéance de cinq ans et de sept ans, et leur rendement s'élève respectivement à 4,7 % et 5,0 %.*

<i>Année du prêt</i>	<i>Solde du principal¹</i>	<i>Paiement d'intérêt²</i>	<i>Paiement du principal³</i>	<i>Selon l'échéancier</i>	<i>Paiement du principal pondéré⁴</i>
1	\$924 132,04	\$60 000,00	\$ 75 867,96	\$135 867,96	\$ 75 867,96
2	843 712,00	55 447,92	80 420,04	135 867,96	160 840,08
3	758 466,76	50 622,72	85 245,24	135 867,96	255 735,72
4	668 106,81	45 508,01	90 359,95	135 867,96	361 439,82
5	572 325,26	40 086,41	95 781,55	135 867,96	478 907,76

<i>Année du prêt</i>	<i>Solde du principal¹</i>	<i>Paiement d'intérêt²</i>	<i>Paiement du principal³</i>	<i>Selon l'échéancier</i>	<i>Paiement du principal pondéré⁴</i>
6	470 796,81	34 339,52	101 528,44	135 867,96	609 170,67
7	363 176,66	28 247,81	107 620,15	135 867,96	753 341,06
8	249 099,30	21 790,60	114 077,36	135 867,96	912 618,88
9	128 177,30	14 945,96	120 922,00	135 867,96	1 088 298,02
10	(0,00)	7 690,66	128 177,32	135,867,96	<u>1 281 773,22</u>
					<u>\$5 977 993,19</u>

¹ Le solde du principal représente le solde du prêt à la fin de chaque année complète de la durée du prêt et est obtenu par défalcation du paiement de principal pour l'année en cours du solde du prêt à la fin de l'année précédente.

² Le paiement d'intérêt est égal au résultat qu'on obtient en multipliant le solde du prêt à la fin de l'année précédente par le taux d'intérêt de 6 % prévu au contrat.

³ Le paiement de principal est le montant obtenu par défalcation du paiement d'intérêt de l'année en cours du montant du paiement annuel indiqué dans l'échéancier.

⁴ Le paiement de principal pondéré est égal au résultat qu'on obtient en multipliant, pour chaque année du prêt, le paiement de principal pour l'année par le nombre d'années écoulées du prêt à la fin de l'année.

⁵ L'échéance moyenne pondérée applicable au principal du contrat est le résultat qu'on obtient en divisant la somme des paiements de principal pondérés par le montant initial du prêt et en arrondissant le nombre obtenu à une décimale près.

Échéance moyenne pondérée applicable au principal

$$5\,977\,993,19 \$ \div 1\,000\,000 \$ = 5,977993 \text{ ou } 6 \text{ ans}^5$$

Par suite de l'application de la méthode susmentionnée :

(1) l'échéance moyenne pondérée applicable au principal selon l'échéancier prévu par le contrat — portant intérêt au taux de 6 % — est de six ans;

(2) le taux d'intérêt fixé par le gouvernement fédéral pour des titres d'emprunts dont l'échéance se rapproche le plus en durée, soit ceux à échéance de cinq ans et de sept ans, s'élève respectivement à 4,7 % et à 5,0 %; ainsi, par interpolation linéaire, le taux d'intérêt fixé par le gouvernement fédéral pour un titre d'emprunt ayant une échéance égale à l'échéance moyenne pondérée applicable au principal du contrat s'élève à 4,85 %. Ce résultat est obtenu de la manière suivante :

$$4,7 + [(5,0 - 4,7) \times (6 - 5)] \div (7 - 5)$$
$$= 4,7 + 0,15$$
$$= 4,85 \%$$

(3) le taux d'intérêt de 6 % stipulé dans le contrat du producteur se situe en deçà de 700 points de base lorsqu'il est comparé au taux de 4,85 %, lequel représente le taux d'intérêt fixé par le gouvernement fédéral pour un titre d'emprunt à échéance comparable; par conséquent, aucune partie des frais d'intérêt du producteur n'est considérée comme frais d'intérêt non admissibles pour l'application de la définition de **frais d'intérêt non admissibles** au paragraphe 1(1) du présent règlement.

« Exemple » de l'application de la méthode servant à calculer les frais d'intérêt non admissibles dans le cas d'un contrat à taux variable

L'exemple qui suit est fondé sur les montants des tableaux ci-après et sur les hypothèses suivantes :

a) un producteur, se trouvant dans un pays ACEUM, emprunte d'une personne de ce pays ACEUM la somme de 1 000 000 \$ aux termes d'un contrat à taux variable;

b) selon les modalités du contrat, le prêt est remboursable sur une période de 10 ans et le taux d'intérêt, payable sur le solde du principal, est de 6 % par année pour les deux premières années et de 8 % par année pour les deux années subséquentes, et est rajusté à tous les deux ans par la suite;

c) l'échéancier établi par le prêteur selon les modalités du contrat oblige le producteur à effectuer, au titre du principal et de l'intérêt, des paiements annuels de 135 867,96 \$ pour les deux premières années du prêt et de 146 818,34 \$ pour les deux années subséquentes;

d) il n'existe aucun titre d'emprunt du gouvernement fédéral ayant une échéance égale à l'échéance moyenne pondérée applicable au principal pour les deux premières années du contrat, soit 1,9 an;

e) il n'existe aucun titre d'emprunt du gouvernement fédéral ayant une échéance égale à l'échéance moyenne pondérée applicable au principal pour les troisième et quatrième années du contrat, soit 1,9 an;

f) les titres d'emprunt du gouvernement fédéral dont l'échéance se rapproche le plus, en durée, de l'échéance moyenne pondérée applicable au principal sont ceux à échéance de un an et de deux ans, et leur rendement s'élève respectivement à 3,0 % et à 3,5 %.

Début de l'année	Solde du principal	Taux d'intérêt (%)	Paiement d'intérêt (\$)	Paiement de principal (\$)	Selon l'échéancier (\$)	Paiement de principal pondéré (\$)
1	\$1 000 000,00	6,00	\$60 000,00	\$75 867,96	\$135 867,96	\$ 75 867,96
2	924 132,04	6,00	55 447,92	80 420,04	135 867,96	<u>1 848 264,08</u>
						\$1 924 132,04

Échéance moyenne pondérée applicable au principal

$$1\,924\,132,04 \$ \div 1\,000\,000 \$ = 1,92413204 \text{ ou } 1,9 \text{ an}$$

Par suite de l'application de la méthode susmentionnée :

(1) l'échéance moyenne pondérée applicable au principal selon l'échéancier pour les deux premières années du contrat est de 1,9 an;

(2) le taux d'intérêt fixé par le gouvernement fédéral pour des titres d'emprunts dont l'échéance se rapproche le plus en durée, soit ceux à échéance de un an et de deux ans, s'élève respectivement à 3,0 % et à 3,5 %; ainsi, par interpolation linéaire, le taux d'intérêt fixé par le gouvernement fédéral pour un titre d'emprunt ayant une échéance égale à l'échéance moyenne pondérée applicable au principal selon l'échéancier, pour les deux premières années du contrat, s'élève à 3,45 %. Ce résultat est obtenu de la manière suivante :

$$3,0 + [(3,5 - 3,0) \times (1,9 - 1,0)] \div (2,0 - 1,0)$$

$$= 3,0 + 0,45$$

$$= 3,45 \%$$

(3) le taux d'intérêt de 6 % stipulé dans le contrat du producteur pour les deux premières années du prêt se situe en deçà de 700 points de base lorsqu'il est comparé au taux de 3,45 %, lequel représente le taux d'intérêt fixé par le gouvernement fédéral à l'égard de titres d'emprunt dont l'échéance est égale à l'échéance moyenne pondérée applicable au principal selon l'échéancier,

pour les deux premières années du contrat de prêt du producteur, soit 1,9 an; par conséquent, aucune partie des frais d'intérêt du producteur n'est considérée comme frais d'intérêt non admissibles pour l'application de la définition de **frais d'intérêt non admissibles** au paragraphe 1(1) du présent règlement.

Début de l'année	Solde du principal	Taux d'intérêt (%)	Paiement d'intérêt	Paiement de principal	Selon l'échéancier	Paiement de principal pondéré
1	\$1 000 000,00	6,00	\$60 000,00	\$75 867,96	\$135 867,96	
2	924 132,04	6,00	55 447,92	80 420,04	135 867,96	
3	843 712,01	8,00	67 496,96	79 321,38	146 818,34	\$ 79 321,38
4	764 390,62	8,00	61 151,25	85 667,09	146 818,34	<u>1 528 781,24</u>
						\$1 608 102,62

Échéance moyenne pondérée applicable au principal

$1\ 608\ 102,62\ \$ \div 843\ 712,01\ \$ = 1,905985$ ou 1,9 an

Par suite de l'application de la méthode susmentionnée :

(1) l'échéance moyenne pondérée applicable au principal selon l'échéancier, pour les deux premières années du contrat, est de 1,9 an;

(2) les titres d'emprunt du gouvernement fédéral dont l'échéance se rapproche le plus, en durée, de l'échéance moyenne pondérée applicable au principal du contrat sont ceux à échéance de un an et de deux ans, et leur rendement s'élève respectivement à 3,0 % et à 3,5 %; ainsi, par interpolation linéaire, le taux d'intérêt fixé par le gouvernement fédéral à l'égard d'un titre d'emprunt ayant une échéance égale à l'échéance moyenne pondérée applicable au principal selon l'échéancier, pour les deux premières années du contrat, est de 3,45 %. Ce montant est obtenu de la manière suivante :

$$3,0 + [(3,5 - 3,0) \times (1,9 - 1,0)] \div (2,0 - 1,0)$$

$$= 3,0 + 0,45$$

$$= 3,45 \%$$

*(3) le taux d'intérêt de 8 % stipulé dans le contrat du producteur pour les troisième et quatrième années du prêt se situe en deçà de 700 points de base lorsqu'il est comparé au taux de 3,45 %, lequel représente le taux d'intérêt fixé par le gouvernement fédéral à l'égard des titres d'emprunt dont l'échéance est égale à l'échéance moyenne pondérée applicable au principal selon l'échéancier, pour les troisième et quatrième années du contrat de prêt du producteur, soit 1,9 an; par conséquent, aucune partie des frais d'intérêt du producteur n'est considérée comme frais d'intérêt non admissibles pour l'application de la définition de **frais d'intérêt non admissibles** du paragraphe 1(1) du présent règlement.*

ANNEXE X (Principes comptables généralement reconnus)

1 Les principes comptables généralement reconnus s'entendent des normes qui, à l'intérieur du territoire d'un pays ACEUM, font l'objet d'un consensus reconnu ou d'une large adhésion en ce qui concerne l'inscription des recettes, des dépenses, des coûts, de l'actif et du passif, la divulgation des renseignements ainsi que l'établissement des états financiers. Il peut s'agir de grands principes directeurs d'application générale ou de normes, pratiques et procédures détaillées.

2 Le consensus ou les textes faisant autorité auxquels sont attribuables les principes comptables généralement reconnus sont les suivants :

a) pour le territoire du Canada, le *Manuel de CPA Canada*, avec ses modifications successives;

b) pour le territoire du Mexique, les *Normas de Informacion Financiera*, publiés par l'*Instituto Mexicano de Contadores Públicos A.C. (IMCP)*, y compris les *boletines complementarios*, et leurs modifications successives;

c) pour le territoire des États-Unis, la *Financial Accounting Standards Board (FASB) Accounting Standards Codification*, avec ses modifications successives, ainsi que toute directive interprétative reconnue par l'*American Institute of Certified Public Accountants (AICPA)*.

REGLAMENTACIONES UNIFORMES PARA LA INTERPRETACIÓN, APLICACIÓN Y ADMINISTRACIÓN DEL CAPÍTULO 4 (REGLAS DE ORIGEN) Y DISPOSICIONES RELACIONADAS EN EL CAPÍTULO 6 (MERCANCÍAS TEXTILES Y PRENDAS DE VESTIR) DEL TRATADO ENTRE MÉXICO, ESTADOS UNIDOS Y CANADÁ

PARTE I

SECCIÓN 1. DEFINICIONES E INTERPRETACIONES

(1) *Definiciones.* Las siguientes definiciones aplican en estas Reglamentaciones,

“accesorios, refacciones, herramientas, instructivos u otro material” significa mercancías que son entregadas con una mercancía, estén o no físicamente adheridas a esa mercancía, y que son utilizadas para su transporte, protección, mantenimiento o limpieza, como instrucciones para su ensamble, reparación o uso, o como repuestos de partes consumibles o intercambiables de esa mercancía;

“Acuerdo de Valoración Aduanera” significa el Acuerdo sobre la Implementación del Artículo VII del Acuerdo General sobre Aranceles Aduaneros y Comercio, establecido en el Anexo 1A del Acuerdo sobre la OMC;

“acuicultura” significa la cría de organismos acuáticos, incluyendo peces, moluscos, crustáceos, otros invertebrados acuáticos y plantas acuáticas a partir de material de reproducción, tales como huevos, pececillos, alevines o larvas, mediante la intervención en los procesos de crianza o crecimiento para incrementar la producción, tales como repoblación periódica, alimentación o protección contra predadores;

“ajustado para excluir cualquier costo incurrido en el envío internacional de la mercancía” significa, respecto del valor de transacción de una mercancía, ajustado de la siguiente manera:

- (a) deduciendo los siguientes costos si esos costos están incluidos en el valor de transacción de la mercancía:
 - (i) los costos de transporte de la mercancía después de ser embarcada en el punto de embarque directo;
 - (ii) los costos de descarga, carga, manejo y seguro relacionados con ese transporte, y
 - (iii) el costo de materiales de embalaje y contenedores, y
- (b) si esos costos no están incluidos en el valor de transacción de la mercancía, sumando:
 - (i) los costos de transporte de la mercancía desde el lugar de producción hasta el punto de embarque directo;
 - (ii) los costos de descarga, carga, manejo y seguro relacionados con ese transporte, y
 - (iii) los costos de carga de la mercancía para su embarque en el punto de embarque directo;

“asignar razonablemente” significa distribuir de manera apropiada a las circunstancias;

“cambio aplicable de clasificación arancelaria” significa, respecto a un material no originario utilizado en la producción de una mercancía, un cambio de clasificación arancelaria especificado en una regla establecida en el Anexo I (Anexo de ROEP) para la disposición arancelaria conforme a la que esté clasificada la mercancía;

“costo neto” significa el costo total menos los costos de promoción de ventas, comercialización y servicios posteriores a la venta, regalías, costos de embarque y empaque, y costos por intereses no admisibles que sean incluidos en el costo total;

“costo neto de una mercancía” significa el costo neto que puede ser asignado razonablemente a una mercancía utilizando el método establecido en la subsección 7(3) (Valor de Contenido Regional);

“costo total” significa todos los costos del producto, los costos del período y otros costos en que se haya incurrido en el territorio de uno o más de los países del T-MEC, en donde;

- (a) los costos del producto son costos que se relacionan con la producción de una mercancía e incluyen el valor de los materiales, costos de mano de obra directa y los costos generales directos;
- (b) los costos del período son los costos, distintos de los costos del producto, que se contabilizan como gasto durante el período en el que se hayan incurrido, tales como gastos de ventas y gastos generales y administrativos, y
- (c) otros costos son todos los costos registrados en los libros del productor que no son costos del producto o costos del período, tales como intereses.

El costo total no incluye las utilidades obtenidas por el productor, independientemente de que sean retenidas por el productor o pagadas a otras personas como dividendos, o impuestos pagados sobre esas utilidades, incluyendo los impuestos sobre las ganancias de capital;

“costos de embarque y empaque” significa los costos incurridos para embalar una mercancía para embarque y el transporte de la mercancía desde el punto de embarque directo hasta el comprador, excluyendo los costos de preparación y empaquetado de la mercancía para su venta al por menor;

“costos de empaque” significa, respecto a una mercancía o material, el valor de materiales de embalaje y contenedores en que la mercancía o material sea empacado para su embarque, y los costos de mano de obra en que se incurra al empacarlo para su embarque, mas no incluye los costos de preparación y empaque para su venta al por menor;

“costos de interés” significa todos los costos pagados o por pagar por una persona a quien se otorgue un crédito, o a quien se le va a otorgar, por el otorgamiento del crédito o por la obligación de otorgarlo;

“costos de mano de obra directa” significa los costos, incluyendo las prestaciones, que se relacionan con los empleados directamente involucrados en la producción de una mercancía;

“costos de materiales directos” significa el valor de los materiales utilizados en la producción de una mercancía, excepto los materiales indirectos y los materiales de embalaje y contenedores;

“costos de promoción de ventas, comercialización y servicios posteriores a la venta” significa los siguientes costos relacionados con promoción de ventas, comercialización y servicios posteriores a la venta:

- (a) promoción de ventas y comercialización; publicidad en medios de difusión; publicidad e investigación de mercados; materiales de promoción y demostración; exhibiciones; conferencias de promoción de ventas; ferias y convenciones comerciales; mantas y pancartas; exposiciones de comercialización; muestras gratuitas; publicaciones sobre ventas, comercialización y servicios posteriores a la venta (folletos de productos, catálogos, publicaciones técnicas, listas de precios, manuales de servicio, información de apoyo a las ventas); establecimiento y protección de logotipos y marcas registradas; patrocinios; cargos por reabastecimiento para ventas al mayoreo y menudeo; o gastos de representación;
- (b) incentivos de ventas y comercialización; rebajas a mayoristas, detallistas o consumidores; incentivos en especie;
- (c) sueldos y salarios, comisiones por ventas, bonos, prestaciones (por ejemplo, prestaciones médicas, seguros o pensiones), gastos de viaje, alojamiento y manutención, o cuotas de afiliación y membresías profesionales para el personal de promoción de ventas, comercialización y servicios posteriores a la venta;
- (d) contratación y capacitación del personal de promoción de ventas, comercialización y servicios posteriores a la venta; capacitación a los empleados del cliente después de la venta, cuando en los estados financieros y cuentas de costos del productor tales costos se identifiquen por separado para la promoción de ventas, comercialización y servicios posteriores a la venta de mercancías;
- (e) seguro por responsabilidad civil derivada del producto;
- (f) productos de oficina para la promoción de ventas, comercialización y servicios posteriores a la venta, si en los estados financieros o cuentas de costos del producto tales costos se identifiquen por separado para la promoción de ventas, comercialización y servicios posteriores a la venta de mercancías;
- (g) teléfono, correo y otros medios de comunicación, cuando en los estados financieros o cuentas de costos del productor éstos se identifiquen por separado para la promoción de ventas, comercialización y servicios posteriores a la venta de mercancías;
- (h) rentas y depreciación de las oficinas de promoción de ventas, comercialización y servicios posteriores a la venta, así como de los centros de distribución;
- (i) primas de seguros sobre la propiedad, impuestos, costo de servicios públicos, y costos de reparación y mantenimiento de las oficinas de promoción de ventas, comercialización, y servicios posteriores a la venta, así como de los centros de distribución cuando en los estados financieros o cuentas de costos del productor, tales costos se identifiquen por separado para la promoción de ventas, comercialización y servicios posteriores a la venta de mercancías, y
- (j) pagos del productor a otras personas por reparaciones derivadas de sus garantías;

“costos directos de producción” significa los costos, excepto los costos de materiales directos y los costos de mano de obra directa, que estén directamente relacionados con la producción de una mercancía;

“costos excluidos” significa, con respecto al costo neto o costo total, los costos de promoción de ventas, comercialización y servicios posteriores a la venta, regalías, costos de embarque y empaque y costos por intereses no admisibles;

“costos por intereses no admisibles” significa los costos por intereses incurridos por un productor sobre sus obligaciones de deuda que excedan de 700 puntos base por encima de la tasa de interés emitida por el gobierno federal para vencimientos comparables del país en que esté ubicado el productor;

“derecho a usar”, para efectos de la definición de regalías, incluye el derecho de vender o de distribuir una mercancía;

“desechos renovables o productos incidentales” significa los desechos y desperdicios que sean generados por el productor de una mercancía y que se utilicen en la producción de otra mercancía o sean vendidos por ese productor;

“días” significa días naturales, incluidos el sábado, el domingo y los días festivos;

“disposición arancelaria” significa una partida, subpartida o fracción arancelaria;

“empresa” significa una entidad constituida u organizada conforme al derecho aplicable, tenga o no fines de lucro, y sea controlada o de propiedad privada o gubernamental, incluidas las sociedades, fideicomisos, participaciones, empresas de propietario único, proyecto conjunto, coinversiones u otras asociaciones u organizaciones similares;

“incorporado” significa respecto a la producción de una mercancía, un material que sea físicamente incorporado a esa mercancía, e incluye un material que sea físicamente incorporado a otro material antes de que ese material o cualquier otro material de subsecuente producción sea utilizado en la producción de la mercancía;

“lugar donde está ubicado el productor” significa:

- (a) el lugar donde el productor usa un material en la producción de la mercancía, o
- (b) el almacén u otro lugar de recepción donde el productor reciba materiales para utilizarlos en la producción de la mercancía siempre que esté ubicado en un radio de 75 km (46,60 millas) del lugar de producción.

“material” significa una mercancía utilizada en la producción de otra mercancía, e incluye una parte o ingrediente;

“material de fabricación propia” significa un material producido por el productor de una mercancía, y utilizado en la producción de esa mercancía;

“material indirecto” significa un material utilizado o consumido en la producción, prueba o inspección de una mercancía, pero que no esté físicamente incorporado en la mercancía, o material que se utilice o consuma en el mantenimiento de edificios o en la operación de equipo relacionado con la producción de una mercancía, incluidos:

- (a) combustible y energía;
- (b) herramientas, troqueles, y moldes;
- (c) refacciones y materiales utilizados o consumidos en el mantenimiento de equipo y edificios;
- (d) lubricantes, grasas, materiales de mezcla y otros materiales utilizados o consumidos en la producción o para operar el equipo y los edificios;
- (e) guantes, anteojos, calzado, ropa, equipo de seguridad y suministros;
- (f) equipo, aparatos y suministros utilizados o consumidos para la verificación o inspección de las mercancías;
- (g) catalizadores y solventes, y
- (h) cualesquiera otros materiales que no estén incorporados en la mercancía, pero de los cuales pueda demostrarse razonablemente que forman parte de su producción;

“material intermedio” significa un material de fabricación propia y utilizado en la producción de una mercancía, y que haya sido designado como material intermedio conforme a la subsección 8(6);

“material no originario” significa un material que de conformidad con estas Reglamentaciones no califique como originario;

“material originario” significa un material que de conformidad con estas Reglamentaciones califique como originario;

“material recuperado” significa un material en forma de una o más partes individuales que resulta de:

- (a) el desmontaje de una mercancía usada en partes individuales, y
- (b) la limpieza, inspección, prueba u otro procesamiento de esas partes según sea necesario para mejorar las condiciones de trabajo;

“materiales de embalaje y contenedores” significa los materiales y contenedores que son utilizados para proteger una mercancía durante su transporte, pero no incluye materiales de empaque y envases;

“materiales de empaque y envases” significa los materiales y envases en los que una mercancía se empaqueta para la venta al por menor;

“materiales fungibles” significa materiales que sean intercambiables por otro material para efectos comerciales y cuyas propiedades sean esencialmente idénticas;

“materiales idénticos” significa, respecto a un material, incluyendo la valoración de un material, materiales que

- (a) sean iguales a ese material en todos los aspectos, incluidas sus características físicas, calidad y prestigio, excluyendo diferencias menores en apariencia;
- (b) sean producidos en el mismo país que ese material, y
- (c) sean producidos
 - (i) por el productor de ese material, o
 - (ii) por otro productor, si ningún material que satisfaga los requisitos de los párrafos (a) y (b) haya sido producido por el productor de ese material;

“materiales similares” significa, respecto a un material, materiales que

- (a) aunque no sean iguales en todo a ese material, tengan características y composición semejantes, lo que les permite cumplir las mismas funciones y ser comercialmente intercambiables con ese material;
- (b) sean producidos en el mismo país que ese material, y
- (c) sean producidos
 - (i) por el productor de ese material, o
 - (ii) por otro productor, si ningún material que satisfaga los requisitos de los párrafos (a) y (b) haya sido producido por el productor de ese material;

“mercancía no originaria” significa una mercancía que de conformidad con estas Reglamentaciones no califique como originaria;

“mercancía originaria” significa una mercancía que califique como originaria de conformidad con estas Reglamentaciones;

“mercancía remanufacturada” significa una mercancía clasificada en los capítulos 84 a 90 del SA o conforme a la partida 94.02, excepto las mercancías clasificadas en las partidas 84.18, 85.09, 85.10 y 85.16, 87.03 o subpartidas 8414.51, 8450.11, 8450.12, 8508.11 y 8517.11, que está totalmente o parcialmente compuesta de materiales recuperados y:

- (a) tiene una expectativa de vida similar y funciona igual o similar a una mercancía cuando es nueva, y
- (b) tiene una garantía de fábrica similar a la aplicable a dicha mercancía cuando es nueva;

“mercancías fungibles” significa mercancías que para efectos comerciales sean intercambiables por otra mercancía y cuyas propiedades sean esencialmente idénticas;

“mercancías idénticas” significa, respecto a una mercancía, incluyendo la valoración de una mercancía, mercancías que:

- (a) sean iguales a esa mercancía en todos los aspectos, incluidas sus características físicas, calidad y prestigio, excluyendo diferencias menores de apariencia;
- (b) sean producidas en el mismo país que esa mercancía, y
- (c) sean producidas
 - (i) por el productor de esa mercancía, o
 - (ii) por otro productor, si ninguna mercancía que satisfaga los requisitos de los párrafos (a) y (b) haya sido producida por el productor de esa mercancía;

“mercancías similares” significa, respecto a una mercancía, mercancías que:

- (a) aunque no sean iguales en todo a esa mercancía, tengan características y composición semejantes, lo que les permita cumplir las mismas funciones y ser comercialmente intercambiables con esa mercancía;
- (b) sean producidas en el mismo país que esa mercancía, y
- (c) sean producidas:
 - (i) por el productor de esa mercancía, o

- (ii) por otro productor, si ninguna mercancía que satisfaga los requisitos de los párrafos (a) y (b) haya sido producida por el productor de esa mercancía;

“mes” significa un mes calendario;

“método de valor de transacción” significa el método para calcular el valor de contenido regional de una mercancía establecido en la subsección 7(2) (Valor de Contenido Regional);

“método del costo neto” significa el método para calcular el valor de contenido regional de una mercancía establecido en la subsección 7(3) (Valor de Contenido Regional);

“nacional” significa una persona física que sea ciudadana o residente permanente de un país Parte del T-MEC, e incluye:

- (a) respecto a México, a los nacionales o ciudadanos conforme a los Artículos 30 y 34 de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, respectivamente, y
- (b) respecto a los Estados Unidos, a los “nacionales de los Estados Unidos” según se definen en las disposiciones existentes de la *Immigration and Nationality Act* a la fecha de entrada en vigor del Tratado;

“pagos” significa, respecto a regalías y costos de promoción de ventas, comercialización y servicios posteriores a la venta, los costos registrados en los libros contables del productor, ya sea que se haga o no un pago;

“país del T-MEC” significa una Parte del Tratado;

“persona” significa una persona física o una empresa;

“persona de un país del T-MEC” significa un nacional, o una empresa constituida u organizada conforme al ordenamiento jurídico de un país del T-MEC;

“persona relacionada” significa una persona que está relacionada a otra persona conforme a lo siguiente:

- (a) una es funcionario o director de las empresas de la otra;
- (b) son socios legalmente reconocidos;
- (c) son patrón y empleado;
- (d) cualquier persona adquiere, controla o posee, directa o indirectamente, 25 por ciento o más de las acciones preferentes o participaciones de cada una de ellas;
- (e) una de ellas controla directa o indirectamente a la otra;
- (f) ambas se encuentran directa o indirectamente bajo control de una tercera persona, o
- (g) son miembros de la misma familia;

“producción” significa cultivo, sembrado, crianza, minería, cosecha, pesca, cazar con trampa, caza, captura, reproducción, extracción, manufactura, procesamiento o ensamble de una mercancía, o acuicultura;

“productor” significa una persona que participa en la producción de una mercancía;

“punto de embarque directo” significa el lugar desde el cual un productor de una mercancía normalmente embarca dicha mercancía para hacerla llegar al comprador de la mercancía;

“regalías” significa pagos de cualquier especie, incluidos los pagos por asistencia técnica o acuerdos similares, hechos por el uso o derecho a usar cualquier derecho de autor, obra artística, literaria o trabajo científico, patentes, marcas registradas, diseños, modelos, planos, o fórmulas o procesos secretos, excepto los pagos por asistencia técnica o por acuerdos similares que puedan relacionarse con servicios específicos tales como:

- (a) capacitación de personal, independientemente del lugar donde se realice la capacitación, o
- (b) ingeniería de planta, montaje de plantas, fijado de moldes, diseño de programas de cómputo, y servicios de cómputo similares u otros servicios, siempre y cuando se realicen en territorio de una o más de los países del T-MEC;

“Sistema Armonizado” significa el Sistema Armonizado de Designación y Codificación de Mercancías, incluyendo sus Reglas Generales de Interpretación, Notas de Sección, Notas de Capítulo y Notas de Subpartida conforme se establece:

- (a) en el caso de Canadá, en la *Customs Tariff*;

- (b) en el caso de México, en la *Tarifa de la Ley de los Impuestos Generales de Importación y de Exportación*, y
- (c) en el caso de los Estados Unidos, en la *Harmonized Tariff Schedule of the United States*;

“**sujeto a un requisito de valor de contenido regional**” significa, respecto a una mercancía, que las disposiciones de estas Reglamentaciones que se aplican para determinar si la mercancía es una mercancía originaria incluyen un requisito de valor de contenido regional;

“**territorio**” significa:

- (a) respecto a Canadá, las siguientes zonas o aguas, según lo determine su legislación interna y de conformidad con el derecho internacional:
 - (i) el territorio terrestre, el espacio aéreo, las aguas internas y el mar territorial de Canadá,
 - (ii) la zona económica exclusiva de Canadá, y
 - (iii) la plataforma continental de Canadá,
- (b) respecto a México:
 - (i) el territorio terrestre, incluyendo a los estados de la Federación y la Ciudad de México;
 - (ii) el espacio aéreo, y
 - (iii) las aguas internas, el mar territorial y cualquier área más allá de los mares territoriales de México dentro de la cual México puede ejercer derechos soberanos y jurisdicción, según lo determine su legislación nacional, de conformidad con la Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar de Montego Bay el 10 de diciembre de 1982, y
- (c) respecto a Estados Unidos:
 - (i) el territorio aduanero de Estados Unidos, que incluye los cincuenta estados, el Distrito de Columbia y Puerto Rico;
 - (ii) las zonas libres ubicadas en Estados Unidos y en Puerto Rico, y
 - (iii) el espacio territorial marítimo y aéreo de los Estados Unidos y cualquier área más allá del mar territorial dentro del cual, de conformidad con el derecho internacional consuetudinario como se refleja en la Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, los Estados Unidos pueden ejercer derechos soberanos o jurisdicción.

“**Tratado**” significa el Tratado entre México, Estados Unidos y Canadá;

“**usado**” significa utilizado o consumido en la producción de mercancías;

“**valor**” significa el valor de una mercancía o material para los efectos del cálculo de los aranceles aduaneros o para la aplicación de estas Reglamentaciones;

“**valor de transacción**” significa el valor en aduana determinado de conformidad con el Acuerdo de Valoración Aduanera, que es el precio realmente pagado o por pagar por una mercancía o material con respecto a una transacción del productor de la mercancía, ajustado de conformidad con los principios de los Artículos 8(1), 8(3) y 8(4) del Acuerdo de Valoración Aduanera, independientemente de si la mercancía o material se vende para exportación;

“**valor en aduana**” significa:

- (a) en el caso de Canadá, *value for duty*, según se define en el *Customs Act*, excepto que para la determinación de ese valor la referencia en la sección 55 de esa disposición, “*in accordance with the regulations made under the Currency Act*”, debe leerse como una referencia a “de acuerdo con la subsección 2(1) de las *Reglamentaciones de las Reglas de Origen del T-MEC*”;
- (b) en el caso de México, el “valor en aduana” determinado de acuerdo con la Ley Aduanera, convertido a moneda mexicana con un tipo de cambio determinado de conformidad con la subsección 2(1) de estas Reglamentaciones, si dicho valor no está expresado en moneda mexicana, y
- (c) en el caso de los Estados Unidos, *value of imported merchandise*, según lo determine el U.S. *Customs and Border Protection* de acuerdo con la sección 402 del *Tariff Act of 1930*; incluyendo sus modificaciones, convertido a moneda de Estados Unidos a un tipo de cambio determinado de conformidad con la subsección 2(1) de estas Reglamentaciones, si dicho valor no está expresado en moneda de Estados Unidos;

“**verificación de origen**” significa una verificación de origen de mercancías conforme a:

- (a) en el caso de Canadá, el párrafo 42.1(1)(a) del *Customs Act*,
- (b) en el caso de México, el Artículo 5.9 del Tratado, y

(c) en el caso de los Estados Unidos, la sección 509 del *Tariff Act of 1930*, incluyendo sus modificaciones.

(2) *Interpretación: “mercancías similares” y “materiales similares”*. Para los propósitos de las definiciones de “mercancías similares” y “materiales similares”, para determinar si las mercancías o materiales son similares habrán de considerarse, entre otros factores, la calidad de las mercancías o materiales, su prestigio comercial y la existencia de una marca comercial.

(3) *Otras definiciones*. En estas Reglamentaciones:

- (a) **“capítulo”**, a menos que se señale lo contrario, se refiere a un capítulo del Sistema Armonizado;
- (b) **“partida”** se refiere a cualquier número de cuatro dígitos que se contiene en la columna “Partida” en el Sistema Armonizado o a los primeros cuatro dígitos de cualquier disposición arancelaria;
- (c) **“subpartida”** se refiere a cualquier número de seis dígitos que se contiene en la columna “Código del SA” en el Sistema Armonizado, o a los primeros seis dígitos de cualquier disposición arancelaria;
- (d) **“fracción arancelaria”** se refiere a los primeros ocho dígitos en el número de clasificación arancelaria de conformidad con el Sistema Armonizado implementado por cada país del T-MEC;
- (e) cualquier referencia a una fracción arancelaria en el Capítulo IV del Tratado o en estas Reglamentaciones que incluya letras deberá ser convertida al número apropiado de ocho dígitos del Sistema Armonizado, conforme se instituya en cada país del T-MEC; y
- (f) **“libros”** se refiere a:
 - (i) respecto a una persona ubicada en un país del T-MEC,
 - (A) libros y otros documentos que contengan el registro de ingresos, gastos, costos, activos y pasivos, y que sean mantenidos de acuerdo con los principios de contabilidad generalmente aceptados contenidos en las publicaciones listadas en el Anexo X con respecto al territorio del país del T-MEC en que se localice la persona, y
 - (B) estados financieros, incluyendo sus notas explicativas, que se preparen de acuerdo con los Principios de Contabilidad Generalmente Aceptados contenidos en las publicaciones listadas en el Anexo X respecto al territorio del país del T-MEC en el que se ubique la persona; y
 - (ii) respecto de los libros de una persona ubicada fuera del territorio de los países del T-MEC:
 - (A) libros y otros documentos que contengan el registro de ingresos, gastos, costos, activos y pasivos y que son mantenidos de acuerdo con los principios de contabilidad generalmente aceptados aplicados en ese lugar o, cuando no existan dichos principios, de acuerdo con las Normas Internacionales de Información Financiera, y
 - (B) estados financieros, incluyendo sus notas explicativas, que se preparen de acuerdo con los principios de contabilidad generalmente aceptados aplicados en ese lugar o, cuando no existan dichos principios, de acuerdo con las Normas Internacionales de Información Financiera.

(4) *Uso de ejemplos*. Si un ejemplo, referido como un “Ejemplo”, se establece en estas Reglamentaciones, tiene como finalidad ilustrar la aplicación de una disposición. Si hay cualquier inconsistencia entre el ejemplo y la disposición, la disposición prevalecerá en la medida de la inconsistencia.

(5) *Referencias a legislaciones nacionales*. Salvo que se disponga otra cosa, las referencias en estas Reglamentaciones a la legislación nacional de un país del T-MEC se aplican a la legislación vigente, a sus reformas y adiciones, y a cualquier norma que la sustituya.

(6) *Cálculo del Costo Total*. Para efectos de las subsecciones 5(11), 7(11) y 8(8):

- (a) el costo total se compone de todos los costos del producto, los costos del periodo y otros costos que estén registrados, salvo lo dispuesto en los subpárrafos (b)(i) y (ii), en los libros del productor sin considerar el lugar en que se encuentren ubicadas las personas a quienes se les efectúen los pagos relacionados con esos costos;
- (b) al calcular el costo total:
 - (i) el valor de los materiales, que no sean materiales intermedios, materiales indirectos y materiales de embalaje y contenedores, será el valor determinado conforme a las subsecciones 8(1) y 8(2);
 - (ii) el valor de los materiales intermedios utilizados en la producción de la mercancía o del material respecto del cual se calcula el costo total debe calcularse de conformidad con la subsección 8(8);
 - (iii) el valor de los materiales indirectos y el valor de los materiales de embalaje y contenedores serán los costos que estén registrados en los libros del productor para dichos materiales, y

- (iv) los costos del producto, costos del periodo y otros costos, distintos a los costos referidos en los subpárrafos (i) y (ii), serán los costos que estén registrados en los libros del productor para dichos costos;
- (c) el costo total no incluye las utilidades obtenidas por el productor, sin importar si son retenidas por el productor o pagadas a otras personas como dividendos, o impuestos pagados sobre esas utilidades, incluyendo los impuestos sobre ganancias de capital;
- (d) las ganancias relacionadas con la conversión cambiaria que se relacionan con la producción de la mercancía deben deducirse del costo total, y las pérdidas relacionadas con la conversión cambiaria que se relacionan con la producción de la mercancía deben incluirse en el costo total;
- (e) el valor de los materiales respecto de los cuales se acumula la producción de conformidad con la sección 9 debe ser determinado de conformidad con lo dispuesto en esa sección, y
- (f) el costo total incluye el efecto de la inflación como se registró en los libros del productor, siempre que se haya registrado de conformidad con los Principios de Contabilidad Generalmente Aceptados aplicables en el país del productor.

(7) *Periodo para el cálculo del costo total.* Para efectos de calcular el costo total conforme a lo dispuesto en las subsecciones 5(11), 7(11) y 8(8):

- (a) si el valor de contenido regional de la mercancía se calcula sobre la base del método de costo neto y el productor haya elegido de conformidad con lo dispuesto en la subsección 7(15), 16(1) o (3), para calcular el valor de contenido regional en un periodo determinado, el costo total debe calcularse sobre ese periodo, y
- (b) en cualquier otro caso, el productor podrá elegir que el costo total se calcule sobre:
 - (i) un periodo de un mes;
 - (ii) cualquier periodo consecutivo de tres o seis meses que quede comprendido y sea divisible equitativamente entre el número de meses restantes del año fiscal del productor al inicio de dicho periodo, o
 - (iii) el año fiscal del productor.

(8) *Elección no modificable.* Una elección efectuada de conformidad con la subsección (7) no puede ser rescindida o modificada con relación a la mercancía o material, o al periodo, respecto del cual se efectuó la elección.

(9) *Elección considerada efectuada respecto al periodo.* Si un productor elige un periodo de uno, tres o seis meses de conformidad con la subsección (7) respecto a una mercancía o material, se considera que el productor ha elegido conforme a dicha subsección un periodo o periodos de la misma duración para el resto del año fiscal del productor respecto a dicha mercancía o material.

(10) *Elección considerada efectuada respecto al costo.* Respecto a una mercancía exportada a un país del T-MEC, se considerará que se ha efectuado una elección para promediar

- (a) en el caso de una elección a que se hace referencia en la subsección 16(1) o (3), si la elección es recibida por la administración aduanera de ese país del T-MEC, y
- (b) en el caso de una elección a que se hace referencia en la subsección 1(7), 7(15) o 16(10), si la administración aduanera de ese país del T-MEC es informada por escrito durante el transcurso de una verificación de origen de la mercancía que la elección fue hecha.

SECCIÓN 2. CONVERSIÓN CAMBIARIA

2 (1) *Conversión cambiaria.* Si el valor de una mercancía o de un material es expresado en una moneda diferente a la moneda del país en que se ubica el productor de las mercancías, el valor debe ser convertido a la moneda del país en el que el productor esté ubicado, basado en los siguientes tipos de cambio:

- (a) en caso de la venta de esa mercancía o de la compra de ese material, al tipo de cambio usado por el productor para efectos del registro de esa venta o compra, o
- (b) en el caso de un material que sea adquirido por el productor, por un medio distinto a la compra:
 - (i) si el productor utilizó un tipo de cambio para registrar otra transacción en esa otra moneda en 30 días de la fecha en la que adquirió el material, a ese tipo de cambio, o
 - (ii) en cualquier otro caso:

- (A) respecto a un productor ubicado en Canadá, al tipo de cambio referido en la sección 5 de las *Currency Exchange for Customs Valuation Regulations*, para la fecha en que el material sea embarcado directamente al productor;
- (B) respecto a un productor ubicado en México, al tipo de cambio publicado por el *Banco de México* en el *Diario Oficial de la Federación*, con el título “*Tipo de cambio para solventar obligaciones denominadas en moneda extranjera pagaderas en la República Mexicana*”, para la fecha en que el material sea embarcado directamente al productor, y
- (C) respecto a un productor ubicado en los Estados Unidos, al tipo de cambio referido en la 31 U.S.C. 5151 para la fecha en la que el material sea embarcado directamente al productor.

(2) *Información en otra moneda en la declaración.* Si un productor de una mercancía posee una declaración referida en la sección 9 que incluya información en una moneda que no sea la del país en el que ese productor esté ubicado, la moneda debe ser convertida a la moneda del país en el que el productor esté ubicado, basado en los siguientes tipos de cambio:

- (a) si el material fuera comprado por un productor en la misma moneda que aparece en la información proporcionada en la declaración, el tipo de cambio debe ser el usado por el productor para los efectos del registro de la compra, o
- (b) si el material fuera comprado por el productor en una moneda diferente a la que aparece en la información proporcionada en la declaración:
 - (i) y el productor haya utilizado un tipo de cambio con el propósito de registrar una transacción en esa otra moneda en 30 días de la fecha en la que adquirió el material, el tipo de cambio debe ser ese, o
 - (ii) en cualquier otro caso,
 - (A) respecto a un productor ubicado en Canadá, el tipo de cambio es el referido en la sección 5 de las *Currency Exchange for Customs Valuation Regulations*, para la fecha en que el material sea embarcado directamente al productor;
 - (B) respecto a un productor ubicado en México, el tipo de cambio es el publicado por el *Banco de México* en el *Diario Oficial de la Federación*, con el título “*Tipo de cambio para solventar obligaciones denominadas en moneda extranjera pagaderas en la República Mexicana*”, para la fecha en que el material sea embarcado directamente al productor, y
 - (C) respecto a un productor ubicado en los Estados Unidos, el tipo de cambio es el referido en la 31 U.S.C. 5151 para la fecha en la que el material sea embarcado directamente al productor, y
- (c) si el material fue adquirido por el productor, por un medio distinto a la compra:
 - (i) si el productor ha utilizado un tipo de cambio con el propósito de registrar una transacción en esa otra moneda en 30 días de la fecha en la que adquirió el material, el tipo de cambio debe ser ese, y
 - (ii) en cualquier otro caso:
 - (A) respecto a un productor ubicado en Canadá, el tipo de cambio debe ser el referido en la sección 5 de las *Currency Exchange for Customs Valuation Regulations*, para la fecha en que el material sea embarcado directamente al productor;
 - (B) respecto a un productor ubicado en México, el tipo de cambio debe ser el publicado por el *Banco de México* en el *Diario Oficial de la Federación*, con el título “*Tipo de cambio para solventar obligaciones denominadas en moneda extranjera pagaderas en la República Mexicana*”, para la fecha en que el material sea embarcado directamente al productor, y
 - (C) respecto a un productor ubicado en los Estados Unidos, el tipo de cambio debe ser el referido en la 31 U.S.C. 5151 para la fecha en la que el material sea embarcado directamente al productor.

PARTE II

SECCIÓN 3. MERCANCIAS ORIGINARIAS

3(1) *Mercancías totalmente obtenidas o producidas:* Una mercancía es originaria del territorio de un país Parte del T-MEC si cumple con todos los demás requisitos aplicables de estas Reglamentaciones y es:

- (a) una mercancía mineral u otra sustancia de origen natural extraída o tomada del territorio de uno o más de los países del T-MEC;
- (b) una planta, producto de una planta, vegetal u hongo, cultivado, cosechado, recogido o recolectado en el territorio de uno o más de los países del T-MEC;
- (c) un animal vivo, nacido y criado en territorio de uno o más de los países del T-MEC;
- (d) una mercancía obtenida de un animal vivo en el territorio de uno o más de los países del T-MEC;

- (e) un animal obtenido de cazar, atrapar, pescar, recolectar o capturar en territorio de uno o más de los países del T-MEC;
- (f) una mercancía obtenida de la acuicultura en el territorio de uno o más de los países del T-MEC;
- (g) peces, crustáceos y otras especies marinas obtenidas del mar, lecho o subsuelo marino fuera de los territorios de los países del T-MEC y, de conformidad con el derecho internacional, fuera del mar territorial de países no pertenecientes al T-MEC, por embarcaciones registradas, enlistadas o con matrícula en un país del T-MEC y con derecho de llevar la bandera de ese país del T-MEC;
- (h) una mercancía producida a partir de las mercancías mencionadas en el párrafo (g) a bordo de un barco fábrica en donde el barco fábrica está registrado, enlistado o con matrícula en un país del T-MEC y con derecho de llevar la bandera de ese país del T-MEC;
- (i) una mercancía que no sean peces, crustáceos u otras especies marinas obtenidas por un país Parte del T-MEC o una persona de un país del T-MEC del lecho o subsuelo marino fuera de los territorios de los países del T-MEC, si ese país del T-MEC tiene derecho a explotar el lecho o subsuelo marino;
- (j) desechos y desperdicios derivados de:
 - (i) la producción en territorio de uno o más de los países del T-MEC, o
 - (ii) las mercancías usadas, recolectadas en territorio de uno o más de los países del T-MEC, siempre que dichas mercancías sean adecuadas sólo para la recuperación de materias primas; o
- (k) mercancías producidas en territorio de uno o más de los países del T-MEC, exclusivamente a partir de una mercancía mencionada en los párrafos (a) a (j), o de sus derivados, en cualquier etapa de la producción.

(2) *Mercancías producidas de materiales no originarios.* Una mercancía producida enteramente en el territorio de uno o más de los países del T-MEC es originaria del territorio de un país del T-MEC si cada uno de los materiales no originarios utilizados en la producción de la mercancía satisface todos los requisitos aplicables del Anexo I (Anexo de ROEP), y la mercancía cumple con todos los demás requisitos aplicables de estas Reglamentaciones.

(3) *Mercancías producidas exclusivamente de materiales originarios.* Una mercancía es originaria del territorio de un país del T-MEC si es producida enteramente en el territorio de uno o más de los países del T-MEC a partir de materiales originarios exclusivamente y la mercancía cumple con todos los demás requisitos aplicables de estas Reglamentaciones.

(4) *Excepciones al requisito de cambio de clasificación arancelaria.* Excepto para una mercancía comprendida en los Capítulos 61 a 63, una mercancía es originaria del territorio de uno de los países del T-MEC si:

- (a) uno o más de los materiales no originarios utilizados en la producción de esa mercancía no pueden satisfacer el cambio en los requisitos de clasificación arancelaria establecidos en el Anexo I (Anexo de ROEP) porque tanto la mercancía como sus materiales están clasificados en la misma subpartida o en la misma partida que no está subdividida en subpartidas, y:
 - (i) la mercancía es producida enteramente en territorio de uno o más de los países del T-MEC;
 - (ii) el valor de contenido regional de la mercancía, calculado de acuerdo a la sección 7 (Valor de Contenido Regional), no es inferior al 60 por ciento cuando se utilice el método de valor de transacción, o no es inferior al 50 por ciento cuando se emplea el método de costo neto, y
 - (iii) la mercancía satisface los demás requisitos aplicables de estas Reglamentaciones, o
- (b) fue importada al territorio de un país del T-MEC como una mercancía sin ensamblar o desensamblada, pero fue clasificada como una mercancía ensamblada de conformidad con la Regla 2(a) de las Reglas Generales de Interpretación del Sistema Armonizado, y
 - (i) la mercancía es producida enteramente en territorio de uno o más de los países del T-MEC;
 - (ii) el valor de contenido regional de la mercancía, calculado de acuerdo con la sección 7 (Valor de Contenido Regional), no es inferior al 60 por ciento, cuando se utilice el método de valor de transacción, o, no es inferior al 50 por ciento, cuando se emplea el método de costo neto, y
 - (iii) la mercancía satisface los demás requisitos aplicables de estas Reglamentaciones.

(5) *Interpretación de mercancías y partes de las mercancías.* Para efectos del párrafo (4)(a),

- (a) la determinación de si una partida o subpartida es aplicable a una mercancía y sus partes debe hacerse con base en la nomenclatura de la partida o subpartida y en las Notas de Sección o Notas de Capítulo aplicables, de acuerdo con las Reglas Generales de Interpretación del Sistema Armonizado, y

- (b) si, conforme al Sistema Armonizado, una partida incluye partes de mercancías al aplicar una Nota de Sección o Nota de Capítulo del Sistema Armonizado y las subpartidas conforme a dicha partida no incluyen una subpartida designada como “partes”, se considerará que una subpartida designada como “otros” conforme a dicha partida cubre solamente las mercancías y partes de las mercancías que se encuentren clasificadas conforme a dicha subpartida.

(6) *Requisito para cumplir una regla.* Para los efectos de la subsección (2), siempre que el Anexo I (Anexo de ROEP) establezca dos o más reglas opcionales para la disposición arancelaria conforme a la cual una mercancía se clasifica, si la mercancía satisface los requisitos de una de estas reglas, no necesita satisfacer los requisitos de otra regla a fin de calificar como una mercancía originaria.

(7) *Regla especial para determinadas mercancías.* Una mercancía es originaria del territorio de un país del T-MEC si la mercancía está señalada en el Anexo II y es importada del territorio de un país del T-MEC.

(8) *Material de fabricación propia considerado como material.* Para efectos de determinar si los materiales no originarios sufren un cambio aplicable de clasificación arancelaria, un material de fabricación propia podrá, a elección del productor del material, ser considerado como un material utilizado en la producción de la mercancía a la que el material de fabricación propia es incorporado.

(9) *Cada uno de los siguientes ejemplos es un “Ejemplo” al que se hace referencia en la subsección 1(4).*

Ejemplo 1: Subsección 3 (2) sobre el "componente que determina la clasificación arancelaria" de una mercancía textil o prenda de vestir

El productor A, ubicado en un país del T-MEC, produce abrigos de lana para mujer clasificados en la subpartida 6202.11 que están hechos de dos telas diferentes, una para el cuerpo y otra para las mangas. Ambas telas son producidas utilizando materiales originarios y no originarios. El cuerpo del abrigo es de tejido de lana y seda y las mangas están hechas de tejido de algodón de punto.

Para efecto de determinar si los abrigos de lana para mujer son mercancías originarias el Productor A debe tomar en cuenta lo establecido en la Nota 2 del Capítulo 62 del Anexo I (Anexo de ROEP) de estas Reglamentaciones, que indica que la regla aplica sólo al componente que determina la clasificación arancelaria de la mercancía, y tal componente deberá satisfacer los requisitos de cambio de clasificación arancelaria establecidos en la regla para esa mercancía.

El tejido plano (80 % lana y 20 % seda) utilizado para el cuerpo es el componente de los abrigos de lana para mujer que determina su clasificación arancelaria conforme a la subpartida 6202.11, porque constituye el material predominante por peso y constituye la mayor superficie del abrigo. Este tejido está hecho por el Productor A a partir de hilados de lana originarios clasificados en la partida 51.06 e hilados de seda no originarios clasificados en la partida 50.04.

Dado que el tejido de algodón de punto utilizado en las mangas no es el componente que determina la clasificación arancelaria de la mercancía, no necesita cumplir con los requisitos establecidos en la regla de la mercancía.

El productor A debe determinar si los materiales no originarios utilizados en la producción del componente que determina la clasificación de los abrigos de lana para mujer (el tejido plano) satisfacen los requisitos establecido en la regla de origen específica por producto, los cuales requieren tanto de un cambio de clasificación arancelaria de cualquier otro capítulo, excepto algunas partidas y capítulos conforme a los cuales se clasifican ciertos hilos y telas, además del requisito de que la mercancía sea cortada (o tejida a forma) y cosida o de otra manera ensamblada en el territorio de uno o más de los países del T-MEC. El hilado de seda no originario de la partida 50.04 utilizado por el productor A satisface el requisito de cambio de clasificación arancelaria, ya que la partida 50.04 no está excluida de la regla de origen específica por producto. Adicionalmente el proceso de cortado y cosido lo realiza en el territorio de uno o más de los países del T-MEC, por lo tanto, los abrigos de lana para mujer podrán ser considerados como mercancías originarias.

Ejemplo 2: (subsección 3(2))

Un productor A, ubicado en un país del T-MEC, produce camisetas de la subpartida 6109.10, que están compuestas de un tejido de algodón y poliéster (60 % algodón y 40 % poliéster), que también es producido por el productor A utilizando hilados de algodón originario de la partida 52.05 y filamentos de poliéster no originario de la partida 54.02.

Las camisetas son hechas de una sola tela y se clasifican de conformidad con la Regla General de Interpretación 1 en la subpartida 6109.10, dicha tela es el componente que determina la clasificación arancelaria de las camisetas. Por lo tanto, para ser consideradas como originarias por la aplicación de la regla de cambio arancelario para la subpartida

6109.10, cada uno de los materiales no originarios utilizados en la producción de las camisetas debe sufrir los cambios aplicables de clasificación arancelaria.

En este caso, los filamentos de poliéster no originarios de la partida 54.02 utilizados en la producción de las camisetas no satisfacen el cambio de clasificación arancelaria de la regla de origen específica por producto. Además, el peso del poliéster no originario supera lo permitido por “De minimis”. Por lo tanto, las camisetas no califican como mercancías originarias.

Ejemplo 3: (subsección 3(2)) - Nota 2 contenida en la Sección XI – Materias Textiles y sus Manufacturas (Capítulos 50 - 63)

Un Productor A, ubicado en un país del T-MEC, produce tejidos de la subpartida 5211.42, los cuales están compuestos de hilados de algodón y poliéster originarios, y filamentos de rayón no originario. Para efectos de determinar si los tejidos son mercancías originarias, el Productor A debe tomar en cuenta lo establecido en la Nota 2 de la Sección XI, del Anexo I (Anexo de ROEP), que indica que una mercancía clasificada en los Capítulos 50 al 63 será considerada originaria, sin tomar en cuenta si los filamentos de rayón utilizados en la producción son materiales no originarios, siempre que la mercancía cumpla con los requisitos aplicables de la regla de origen específica por producto.

Con la excepción de los filamentos de rayón de la partida 54.03, que permite la Nota 2 de la Sección XI del Anexo I (Anexo de ROEP), todos los materiales utilizados en la producción de los tejidos son materiales originarios y dado que la Nota General Interpretativa (d) del Anexo I (Anexo de ROEP) establece que un cambio de clasificación arancelaria de una regla de origen específica por producto se aplica sólo a los materiales no originarios, los tejidos serán considerados como mercancías originarias.

Ejemplo 4: subsección 3(2) Nota 2 y 5 del Capítulo 62 respecto a la interpretación del componente que determina la clasificación arancelaria y el requisito para bolsillos.

El Productor A, ubicado en un país del T-MEC, produce trajes de caballero clasificados en la subpartida 6203.12 que son hechos de tres telas: una tela no originaria de la subpartida 5407.61 utilizada para hacer un forro visible, una tela originaria de la subpartida 5514.41 utilizada para hacer la parte externa del traje y una tela no originaria de la subpartida 5513.21 utilizada para hacer los bolsillos.

Para efectos de determinar si los trajes de caballero son mercancías originarias, el Productor A debe tomar en consideración la Nota 2 del Capítulo 62 del Anexo I (Anexo de ROEP) que indica que la regla aplicable sólo aplicará al componente que determina la clasificación arancelaria de la mercancía y que el componente debe satisfacer los requisitos de cambio arancelario establecidos en la regla para esa mercancía.

La tela originaria utilizada para hacer la parte externa del traje es el componente del traje que determina la clasificación arancelaria conforme a la subpartida 6203.12 porque constituye el material predominante en peso y es la superficie mayor del área del traje. El origen de la tela utilizada como forro visible se descarta para efectos de determinar si el traje es una mercancía originaria ya que la tela no se considera el componente que determina la clasificación arancelaria y no hay notas de Capítulo relacionadas a forros visibles para mercancías de vestir.

Adicionalmente, el Productor A utiliza una tela no originaria de la subpartida 5513.21 para los bolsillos de los trajes, así que debe tomar en consideración el segundo párrafo de la Nota 5 del Capítulo 62 del Anexo I (Anexo de ROEP), el cual requiere que la tela de los bolsillos sea formada y terminada en el territorio de uno o más de los países del T-MEC de hilados formados enteramente en uno o más de los países del T-MEC.

En este caso, para la producción de trajes de caballero, el Productor A utiliza tela no originaria para los bolsillos y dicha tela no fue formada y terminada en el territorio de uno o más de los países del T-MEC, por lo tanto, los trajes serán consideradas mercancías no originarias.

Ejemplo 5 (subsección 3(7)): Un vendedor mayorista ubicado en el país A del T-MEC importa unidades de almacenamiento no originarias según lo dispuesto en la subpartida 8471.70 de fuera del territorio de los países del T-MEC. El mayorista revende las unidades de almacenamiento a un comprador en el país B del T-MEC. Mientras se encuentran en el territorio del País A no sufren ningún tipo de producción y por lo tanto no están sujetas a la regla del Anexo I (Anexo de ROEP) para mercancías de la subpartida 8471.70 al ser importadas al territorio del país B del T-MEC.

Independientemente de la regla en el Anexo I (Anexo de ROEP), las unidades de almacenamiento de la subpartida 8471.70 son consideradas mercancías originarias al ser importadas al territorio del país B del T-MEC puesto que se mencionan en el Anexo II y fueron importadas del territorio de otro país del T-MEC.

El comprador en el país B del T-MEC utiliza subsecuentemente las unidades de almacenamiento previstas en la subpartida 8471.70 como material para producir otra mercancía. Para propósitos de determinar si la otra mercancía es

originaria, el comprador en el país B del T-MEC puede tratar las unidades de almacenamiento de la subpartida 8471.70 como materiales originarios.

Ejemplo 6 (subsección 3(8)): Materiales de fabricación propia como materiales para efectos de determinar si los materiales no originarios deben sufrir un cambio aplicable en la clasificación arancelaria.

El Productor A, ubicado en un país del T-MEC, produce la Mercancía A. En el proceso de producción, el Productor A utiliza Material originario X y Material no originario Y para producir el Material Z. El Material Z es un material de fabricación propia que será utilizado para producir la Mercancía A.

La regla establecida en el Anexo I (Anexo de ROEP) para la partida conforme a la cual la Mercancía A está clasificada, especifica un cambio en clasificación arancelaria de cualquier otra partida. En este caso, tanto la mercancía A como el Material no originario Y se encuentran en la misma partida. No obstante, el Material de fabricación propia Z se encuentra en una partida distinta a la de la Mercancía A.

Para determinar si los materiales no originarios que se utilizan en la producción de la Mercancía A deben sufrir cambios aplicables en la clasificación arancelaria, el Productor A tiene la opción de considerar el Material de fabricación propia Z como el material que debe sufrir cambio en la clasificación arancelaria. Como el Material Z es de una partida diferente a la de la Mercancía A, el Material Z satisface el cambio aplicable en la clasificación arancelaria y la Mercancía A calificaría como una mercancía originaria.

SECCIÓN 4. TRATAMIENTO DE MATERIALES RECUPERADOS UTILIZADOS EN LA PRODUCCIÓN DE UNA MERCANCÍA REMANUFACTURADA

4 (1) *Tratamiento de materiales recuperados utilizados en la producción de mercancía remanufacturada.* Un material recuperado obtenido en el territorio de uno o más de los países del T-MEC será tratado como originario, siempre que:

- (a) Sea el resultado de un proceso de desensamble de una mercancía usada en partes individuales;
- (b) Se haya sometido a cierto procesamiento, como limpieza, inspección, pruebas u otro procesamiento de mejora, para que funcione correctamente, y
- (c) Se utilice en la producción de, y se incorpore a, una mercancía remanufacturada.

(2) *Material recuperado no usado en una mercancía remanufacturada.* En caso de que el material recuperado no se use o incorpore en la producción de una mercancía remanufacturada, se considerará como originario solo si cumple con los requisitos establecidos en la Sección 3 y satisface todos los demás requisitos aplicables en estas Reglamentaciones.

(3) *Requisitos del Anexo I (Anexo de ROEP).* Una mercancía remanufacturada es originaria en el territorio de un país del T-MEC solo si cumple con los requisitos establecidos en el Anexo I (Anexo de ROEP) y cumple con todos los demás requisitos aplicables en estas Reglamentaciones.

(4) Cada uno de los siguientes ejemplos es un "Ejemplo" como se menciona en la subsección 1(4)

Ejemplo 1: (sección 4)

En julio de 2023, el Productor A, ubicado en un país del T-MEC, fabrica bombas de agua de la subpartida 8413.30 para uso en motores automotrices. Además de vender bombas de agua nuevas, el Productor A también vende bombas de agua que incorporan partes usadas.

Para obtener las partes usadas, el Productor A desensambla bombas de agua usadas en un país Parte del T-MEC y limpia, inspecciona y prueba las partes individuales. Consecuentemente, estas partes califican como materiales recuperados.

Las bombas de agua que el Productor A fabrica que incorporan los materiales recuperados tienen la misma esperanza de vida y desempeño que las bombas nuevas y se venden con una garantía similar a la garantía para bombas nuevas. Las bombas de agua, por lo tanto, califican como mercancías remanufacturadas y los materiales recuperados se tratan como materiales originarios cuando se determina si la mercancía califica como una mercancía originaria.

En este caso, como las bombas de agua se utilizan en una mercancía automotriz, las disposiciones de la Parte VI son aplicables. Como la bomba de agua es una parte enlistada en la Tabla B, el VCR requerido es de 70 % conforme al método de costo neto o de 80 % conforme al método de valor de transacción.

El productor elige calcular el VCR utilizando el costo neto de la siguiente manera:

Costo neto de la bomba de agua = \$1,000

Valor de los materiales recuperados = \$600

Valor de otros materiales originarios = \$20

Valor de materiales no originarios = \$280

$$\begin{aligned} \text{VCR} &= \frac{\text{CN} - \text{VMNO}}{\text{CN}} \times 100 \\ &= \frac{\$1,000 - \$280}{\$1,000} \times 100 \\ &= 72\% \end{aligned}$$

Las bombas de agua remanufacturadas son mercancías originarias porque su valor de contenido regional excede el requisito de 70 % por método de costo neto.

Ejemplo 2: sección 4

El Productor A, ubicado en un país del T-MEC, utiliza materiales recuperados obtenidos en el territorio de un país del T-MEC en la producción de topadoras frontales “bulldozers” clasificadas en la subpartida 8429.11.

En la producción de las topadoras “bulldozers”, el Productor A utiliza motores recuperados, clasificados en la partida 84.07. Los motores son materiales recuperados porque son desensamblados de excavadoras utilizadas en un país del T-MEC y posteriormente sujetas a limpieza, inspección y pruebas técnicas para verificar su buena condición de trabajo.

Adicionalmente a los materiales recuperados, otros materiales no originarios, clasificados en la subpartida 8413.91, son utilizados también en la producción de las topadoras “bulldozers”.

Las topadoras “bulldozers” del Productor A son consideradas una “mercancía remanufacturada” porque están clasificadas en una disposición arancelaria establecida en la definición de una mercancía remanufacturada, están compuestas parcialmente por materiales recuperados, tienen una esperanza de vida semejante y se desempeñan igual o semejante a una excavadora de autopropulsión nueva, y tienen una garantía de fábrica similar a la de las topadoras “bulldozers” nuevas.

Una vez que los motores recuperados se usan en la producción de, y se incorporan en, las topadoras remanufacturadas, los motores remanufacturados serán tratados como materiales originarios para los efectos de determinar si las topadoras remanufacturadas son originarias.

La regla de origen establecida en el Anexo I (Anexo de ROEP) para la subpartida 8429.11 especifica un cambio de clasificación arancelaria de cualquier otra subpartida.

En este caso, como los motores recuperados son tratados como materiales originarios y los materiales no originarios, clasificados en la subpartida 8413.91, satisfacen los requerimientos establecidos en el Anexo I (Anexo de ROEP), las excavadoras remanufacturadas son mercancías originarias.

SECCIÓN 5. DE MINIMIS

5(1) Regla De minimis para materiales no originarios. Salvo que se disponga algo diferente en la subsección (3) (Excepciones), una mercancía se considerará originaria del territorio de un país del T-MEC si

- (a) el valor de todos los materiales no originarios utilizados en su producción que no sufran un cambio aplicable de clasificación arancelaria como resultado de una producción que ocurre enteramente en territorio de uno o más de los países del T-MEC no excede el 10 por ciento,
 - (i) del valor de transacción de la mercancía, determinado conforme al Anexo III (Valor de las Mercancías) y ajustado para excluir cualquier costo incurrido en el envío internacional de la mercancía, o
 - (ii) del costo total de la mercancía;
- (b) si la mercancía también está sujeta a un requisito de contenido regional de acuerdo a la regla que especifica el cambio aplicable de clasificación arancelaria, el valor de dichos materiales no originarios será tomado en cuenta para calcular el valor del contenido regional de la mercancía, conforme al método establecido para dicha mercancía, y
- (c) la mercancía satisface los demás requisitos aplicables de estas Reglamentaciones.

(2) Solo una regla para satisfacer. Si el Anexo I (Anexo de ROEP) establece dos o más reglas opcionales para la disposición arancelaria conforme a la cual dicha mercancía se clasifica, y se considera que la mercancía es originaria

conforme a una de dichas reglas de conformidad con la subsección (1), no se requiere que satisfaga los requisitos por cualquiera de las reglas opcionales para ser originaria.

(3) *Excepciones.* Las subsecciones (1) y (2) no se aplican a:

- (a) un material no originario de la partida 04.01 a 04.06, o un material no originario que sea una preparación láctea no originaria que contenga más del 10 por ciento en peso seco de sólidos lácteos de la subpartida 1901.90 o 2106.90, utilizada en la producción de una mercancía de la partida 04.01 a 04.06;
- (b) un material no originario de la partida 04.01 a 04.06, o un material no originario que es una preparación láctea que contenga más del 10 por ciento en peso seco de sólidos lácteos de las subpartidas 1901.90 o 2106.90, utilizado en la producción de una mercancía de:
 - (i) preparaciones para lactantes que contengan más del 10 por ciento en peso seco de sólidos lácteos de la subpartida 1901.10;
 - (ii) mezclas y masas que contengan más del 25 por ciento en peso seco de grasa láctea, no acondicionadas para la venta al por menor de la subpartida 1901.20;
 - (iii) preparaciones lácteas que contengan más del 10 por ciento en peso seco de sólidos lácteos de la subpartida 1901.90 o 2106.90;
 - (iv) mercancías de la partida 21.05;
 - (v) bebidas que contengan leche de la subpartida 2202.90, o
 - (vi) alimentos para animales que contengan más del 10 por ciento en peso seco de sólidos lácteos de la subpartida 2309.90;
- (c) material no originario de cualquiera de las partidas 08.05 y subpartidas 2009.11 a 2009.39 que se utiliza en la producción de una mercancía de cualquiera de las subpartidas 2009.11 a 2009.39 o jugo de frutas o verduras o de una sola fruta o verdura, fortificada con minerales o vitaminas, concentradas o no concentradas, de la subpartida 2106.90 o 2202.90;
- (d) material no originario del Capítulo 9 que se utilice en la producción de café instantáneo, sin saborizar, de la subpartida 2101.11;
- (e) material no originario del Capítulo 15 que se utilice en la producción de una mercancía de cualquiera de las partidas 15.01 a 15.08, 15.12, 15.14 o 15.15;
- (f) material no originario de la partida 17.01 que se utiliza en la producción de una mercancía de cualquiera de las partidas 17.01 a 17.03;
- (g) material no originario del Capítulo 17 o la partida 18.05 que se utilice en la producción de una mercancía de la subpartida 1806.10;
- (h) material no originario que sean peras, duraznos o albaricoques del Capítulo 8 o 20 que se utilicen en la producción de una mercancía de la partida 20.08;
- (i) material no originario que sea jugo de un ingrediente único de la partida 20.09 que se utilice en la producción de una mercancía de cualquiera de las subpartidas 2009.90 o la partida arancelaria 2106.90.cc o 2202.90.bb;
- (j) material no originario de las partidas 22.03 a 22.08 que se utilice en la producción de una mercancía indicada en cualquiera de las partidas 22.07 o 22.08;
- (k) material no originario que se utilice en la producción de una mercancía de cualquiera de los Capítulos 1 a 27, a menos que el material no originario sea de una subpartida diferente a la mercancía para la cual se determina el origen en esta sección, o
- (l) material no originario que se utilice en la producción de una mercancía de cualquiera de los Capítulos 50 a 63.

(4) *Regla De minimis para el requisito de valor de contenido regional.* Una mercancía sujeta a un requisito de valor de contenido regional es originaria del territorio de un país del T-MEC, y no se requerirá cumplir dicho requisito, si

- (a) el valor de todos los materiales no originarios utilizados en la producción de la mercancía no excede el 10 por ciento:

- (i) del valor de transacción de la mercancía, determinado conforme al Anexo III (Valor de la Mercancía) y ajustado para excluir cualquier costo incurrido en el envío internacional de la mercancía, o
- (ii) del costo total de la mercancía, y

(b) la mercancía satisface los demás requisitos aplicables de estas Reglamentaciones.

(5) *Valor de los materiales no originarios para las subsecciones (1) y (4).* Para efectos de las subsecciones (1) y (4), el valor de los materiales no originarios se determinará de conformidad con las secciones 8 (1) a (6).

(6) *Regla De minimis para mercancías textiles.* Una mercancía de cualquiera de los Capítulos 50 a 60 o la partida 96.19, que contenga materiales no originarios que no cumplan con el cambio aplicable de clasificación arancelaria, se considerará originaria del territorio de un país del T-MEC si:

- (a) el peso total de todos esos materiales no originarios no es más del 10 por ciento del peso total de la mercancía, del cual el peso total del contenido elastomérico no puede exceder el siete por ciento del peso total de la mercancía, y
- (b) la mercancía satisface los demás requisitos aplicables de estas Reglamentaciones.

(7) Una mercancía de cualquiera de los Capítulos 61 a 63, que contenga fibras o hilados no originarios en el componente de la mercancía que determina la clasificación arancelaria que no cumplan con el cambio aplicable de clasificación arancelaria, se considerará originaria en el territorio de un país del T-MEC si:

- (a) el peso total de todos esos materiales no originarios no es más del diez por ciento del peso total de ese componente, del cual el contenido elastomérico no puede exceder el siete por ciento, y
- (b) la mercancía satisface los demás requisitos aplicables de estas Reglamentaciones.

(8) Para efectos de la subsección (7):

- (a) el componente de una mercancía que determina la clasificación arancelaria de esa mercancía se identifica de acuerdo con la primera de las siguientes Reglas Generales para la Interpretación del Sistema Armonizado conforme a la cual se puede determinar la identificación, a saber, la Regla 3(b), la Regla 3(c) y la Regla 4, y
- (b) si el componente de la mercancía que determina la clasificación arancelaria de la mercancía es una mezcla de dos o más hilos o fibras, todos los hilos y fibras utilizados en la producción del componente deben tenerse en cuenta al determinar el peso de las fibras y los hilos en ese componente.

(9) Para efectos de determinar si una mercancía del Capítulo 61 al 63 es originaria, los requisitos establecidos en el Anexo I (Anexo de ROEP) solo se aplican al componente que determina la clasificación arancelaria de la mercancía. Los materiales que no forman parte del componente que determina la clasificación arancelaria de la mercancía no se tienen en cuenta al determinar si una mercancía es originaria. De manera similar, para efectos de la Sección 5, según corresponda a una mercancía de los Capítulos 61 al 63, solo los materiales utilizados en el componente que determina la clasificación arancelaria se tienen en cuenta en el cálculo *De minimis*.

(10) La subsección (6) no se aplica al hilo de coser, a las bandas elásticas estrechas y al tejido de bolsillos sujeto a los requisitos establecidos en las notas 2 a 4 del Capítulo 61, Notas 3 a 5 del Capítulo 62, o para el tejido recubierto según se establece en la Nota 2 del Capítulo 63 del Anexo I (Anexo de ROEP).

(11) *Cálculo del "Costo Total", elección de métodos.* Para efectos de los párrafos (1)(a)(ii) y (4)(a)(ii), el costo total de una mercancía es, a elección del productor de la mercancía:

- (a) el costo total incurrido con respecto a todas las mercancías producidas por el productor que pueda asignarse razonablemente a dicha mercancía conforme al Anexo V, o
- (b) el agregado de cada costo que formen parte del costo total en que se ha incurrido con respecto a dicha mercancía, que pueda asignarse razonablemente a dicha mercancía conforme al Anexo V.

(12) *Cálculo de costo total.* El costo total de conformidad con la subsección (11) comprende los costos a que se hace referencia en la subsección 1(6), y se calcula de conformidad con lo dispuesto en dicha subsección y en la subsección 1(7).

(13) *Valor de los materiales no originarios – Otros métodos.* Para efectos de determinar el valor de los materiales no originarios que no sufren un cambio aplicable de clasificación arancelaria de conformidad con la subsección (1), si no se utiliza un método de gestión de inventarios reconocido en los Principios de Contabilidad Generalmente Aceptados (PCGA) del país del T-MEC donde se realizó la producción o no se utiliza para determinar el valor de esos materiales no originarios un método establecido en el Anexo VIII, se deben utilizar los siguientes métodos:

- (a) si el valor de dichos materiales no originarios se determina como un porcentaje del valor de transacción de la mercancía y para efectos de calcular el valor de esos materiales no originarios con el fin de calcular el valor de contenido regional de la mercancía, el productor elige, para efectos de la subsección 7 (10), usar uno de los métodos reconocidos en los PCGA del país del T-MEC donde el material fue producido, o un método establecido en el Anexo VII el valor de esos materiales no originarios debe determinarse de acuerdo con ese método;
- (b) si se cumplen las siguientes condiciones y si el valor de aquellos materiales no originarios es igual a la suma de los valores de los materiales no originarios, determinado de acuerdo con la elección en virtud del subpárrafo (iv), dividido por el número de unidades de las mercancías con respecto a las cuales se realiza la elección:
 - (i) el valor de dichos materiales no originarios se determina como un porcentaje del costo total de la mercancía;
 - (ii) de acuerdo a la regla en la cual se especifica el cambio aplicable de clasificación arancelaria, la mercancía está sujeta a un requisito de valor de contenido regional y el párrafo (5)(a) no se aplica a dicha mercancía;
 - (iii) el valor de contenido regional de la mercancía se calcula con base en el método del costo neto, y
 - (iv) el productor elige de acuerdo con la subsección 7(15), 16(1), o (10), calcular el valor de contenido regional sobre un periodo;
- (c) Si se cumplen las siguientes condiciones, el valor de aquellos materiales no originarios es la suma de los valores de los materiales no originarios dividido entre el número de unidades producidas durante el período de conformidad con el subpárrafo (iii):
 - (i) el valor de dichos materiales no originarios se determina como un porcentaje del costo total de la mercancía;
 - (ii) de acuerdo a la regla en la cual se especifica el cambio aplicable de clasificación arancelaria, la mercancía no está sujeta también a un requisito de valor de contenido regional o el párrafo (6)(a) se aplica a dicha mercancía, y
 - (iii) el productor, para efectos de la sección 5(11), elige calcular el costo total de la mercancía sobre un periodo de acuerdo con el párrafo 11(7)(b), y
- (d) en cualquier otro caso, el valor de dichos materiales no originarios podrá, a elección del productor, determinarse de conformidad con un método de manejo de inventario reconocido en los PCGA del país del T-MEC donde se realizó la producción o uno de los métodos establecidos en el Anexo VII.

(14) *Valor de los materiales no originarios – producción de la mercancía.* Para efectos de la subsección (4), el valor de los materiales no originarios utilizados en la producción de la mercancía podrá, a elección del productor, determinarse de conformidad con un método de manejo de inventario reconocido en los PCGA del país del T-MEC donde se realizó la producción o uno de los métodos establecidos en el Anexo VII.

(15) *Ejemplos que ilustran las reglas De minimis.* Cada uno de los siguientes ejemplos es un “Ejemplo” como se menciona en la subsección 1(4).

Ejemplo 1: subsección 5(1)

El Productor A, ubicado en un país del T-MEC, utiliza materiales originarios y no originarios en la producción de polvo de aluminio de la partida 76.03. La regla de origen específica por producto establecida en el Anexo I (Anexo de ROEP) para la partida 76.03 especifica un cambio en la clasificación arancelaria de cualquier otro capítulo. No existe un requisito de valor de contenido regional aplicable para esta partida. Por lo tanto, para que el polvo de aluminio califique como una mercancía originaria conforme a la regla establecida en el Anexo I (Anexo de ROEP), el Productor A no puede usar ningún material no originario del Capítulo 76 en la producción del polvo de aluminio.

Todos los materiales utilizados en la producción del polvo de aluminio son materiales originarios, con excepción de una pequeña cantidad de rebabas de polvo de aluminio de la partida 76.02, que se encuentran en el mismo capítulo que el polvo de aluminio. Conforme a la subsección 5(1), si el valor de las rebabas de polvo de aluminio no originarias no excede 10 por ciento del valor de transacción del polvo de aluminio o del costo total del polvo de aluminio, según sea lo aplicable, el polvo de aluminio sería considerado una mercancía originaria.

Ejemplo 2: subsección 5(2)

El Productor A, ubicado en un país del T-MEC, utiliza materiales originarios y no originarios en la producción de ventiladores de la subpartida 8414.59. Hay dos reglas alternativas establecidas en el Anexo I (Anexo de ROEP) para la subpartida 8414.59, una de las cuales establece un cambio de clasificación arancelaria de cualquier otra partida. La otra regla establece tanto un cambio de clasificación arancelaria de la subpartida conforme a la cual las partes de ventiladores se clasifican, como un requisito de valor de contenido regional. Para que el ventilador pueda calificar como una mercancía originaria conforme a la primera de las reglas alternativas, todos los materiales clasificados conforme a

la subpartida para partes de ventiladores, y que son utilizados en la producción de un ventilador acabado, deben ser materiales originarios.

En este caso, todos los materiales no originarios utilizados en la producción del ventilador satisfacen el cambio de clasificación arancelaria establecida en la regla que señala un cambio de clasificación de cualquier otra partida, con excepción de un material no originario que se clasifica conforme a la subpartida para partes de ventiladores. Conforme a la sección 5(1), si el valor del material no originario que no satisface el cambio de clasificación arancelaria establecida en la primera regla no excede 10 por ciento del valor de transacción del ventilador o del costo total del ventilador, según sea el caso, el ventilador podría considerarse una mercancía originaria. Por lo tanto, conforme a la sección 5(2), el ventilador no tendría que satisfacer la regla opcional que establece tanto un cambio en la clasificación arancelaria como un requisito de valor de contenido regional.

Ejemplo 3: subsección 5(2)

El Productor A, ubicado en un país del T-MEC, utiliza materiales originarios y no originarios en la producción de ánodos de cobre de la partida 74.02. La regla de origen específica por producto establecida en el Anexo I (Anexo de ROEP) para la partida 74.02 establece tanto un cambio de clasificación arancelaria de cualquier otra partida, excepto de la partida 74.04, de acuerdo a la cual se clasifican ciertos materiales de cobre, como un requisito de valor de contenido regional. Con relación a aquella parte de la regla que establece un cambio de clasificación arancelaria, a fin de que los ánodos de cobre puedan calificar como una mercancía originaria, cualquier material de cobre clasificado conforme a las partidas 74.02 o 74.04 y utilizado en la producción de los ánodos de cobre debe ser material originario.

En este caso, todos los materiales no originarios utilizados en la producción de los ánodos de cobre satisfacen el cambio establecido de clasificación arancelaria, con la excepción de una pequeña cantidad de materiales de cobre clasificados conforme a la partida 74.04. La subsección 5(1) estipula que los ánodos de cobre pueden considerarse como una mercancía originaria si el valor de los materiales no originarios que no satisfacen el cambio establecido de clasificación arancelaria no excede 10 ciento del valor de transacción de los ánodos de cobre o del costo total de los ánodos de cobre, según sea el caso. En este caso, el valor de aquellos materiales no originarios que no satisfacen el cambio establecido de clasificación arancelaria no excede el límite de 10 por ciento.

Sin embargo, la regla establecida en el Anexo I (Anexo de ROEP) para la partida 74.02 establece tanto un cambio de clasificación arancelaria como un requisito de valor de contenido regional. Conforme al párrafo 5(1)(b), para poder ser considerada una mercancía originaria, los ánodos de cobre también deben satisfacer el requisito de valor de contenido regional señalado en esa regla, salvo que se disponga otra cosa en la subsección 5(4). Como lo establece el párrafo 5(1)(b), el valor de los materiales no originarios que no satisfacen el cambio establecido de clasificación arancelaria, junto con el valor de todos los demás materiales no originarios utilizados en la producción de los ánodos de cobre, serán tomados en consideración para calcular el valor del contenido regional de los ánodos de cobre.

Ejemplo 4: subsección 5(4)

El Productor A, ubicado en un país del T-MEC, utiliza principalmente materiales originarios en la producción de zapatos de la partida 64.05. La regla de origen específica por producto establecida en el Anexo I (Anexo de ROEP) para la partida 64.05 establece tanto un cambio en la clasificación arancelaria de cualquier partida que no sea la partida 64.01 a la 64.05 o la subpartida 6406.10 como un requisito de valor de contenido regional.

Excepto una pequeña cantidad de materiales del Capítulo 39, todos los materiales utilizados en la producción de zapatos son materiales originarios.

Conforme a la subsección 5(4), si el valor de todos los materiales no originarios utilizados en la producción de zapatos no excede 10 por ciento del valor de transacción de los zapatos o del costo total de los zapatos, según sea el caso, los zapatos no necesitan satisfacer el requisito de valor de contenido regional señalado en la regla que se establece en el Anexo I (Anexo de ROEP) para ser considerados como mercancías originarias.

Ejemplo 5: subsección 5(4)

El Productor A, ubicado en un país del T-MEC, produce sillones de peluquería de la subpartida 9402.10. La regla de origen específica por producto establecida en el Anexo I (Anexo de ROEP) para mercancías de la subpartida 9402.10 señala un cambio de clasificación arancelaria de cualquier otra subpartida. Todos los materiales utilizados en la producción de estos sillones son materiales originarios, excepto una pequeña cantidad de materiales no originarios, clasificados como partes de sillones de peluquería. Estas partes no sufren cambio alguno de clasificación arancelaria debido a que la subpartida 9402.10 es la misma tanto para los sillones de peluquería como para sus partes.

Aunque los sillones de peluquería del Productor A no califican como mercancías originarias según la regla establecida en el Anexo I (Anexo de ROEP), el párrafo 3(4)(a) estipula, entre otras cosas, que si no hay cambio de clasificación arancelaria de los materiales no originarios a las mercancías, debido a que la subpartida conforme a la cual las mercancías se clasifican sea tanto para las mercancías como para sus partes, las mercancías calificarán como mercancías originarias si satisfacen un requisito de valor de contenido regional especificado.

Sin embargo, conforme a la subsección 5(4), si el valor de los materiales no originarios no excede 10 por ciento del valor de transacción de los sillones de peluquería o del costo total de los sillones de peluquería, según sea el caso, los sillones de peluquería serán considerados mercancías originarias y no necesitarán satisfacer el requisito del valor de contenido regional fijado en el subpárrafo 3(4)(a)(ii).

Ejemplo 6: Subsección 5(6):

El Productor A, ubicado en un país Parte del T-MEC, fabrica un pañal infantil, clasificado en la partida 96.16 que consiste en una coraza exterior de 94 por ciento de nylon y 6 por ciento de tela elastomérica, por peso, y entrepierna de algodón de bucle tejido absorbente. Todos los materiales utilizados son producidos en un país Parte del T-MEC excepto la tela elastomérica, que no es de un país del T-MEC. La tela elastomérica sólo compone el 6 por ciento del peso total del pañal. El producto satisface en lo restante todos los requisitos aplicables de estas Reglamentaciones. Por lo tanto, el producto se considera como originario de un país del T-MEC de acuerdo a la subsección (6).

Ejemplo 7: subsección 5(6)

El Productor A, ubicado en un país del T-MEC, produce tela de algodón de la subpartida 5209.11 de hilos de algodón de la subpartida 5205.11. Este hilo de algodón también lo produce el Productor A.

La regla de origen específica por producto establecida en el Anexo I (Anexo de ROEP) para la subpartida 5209.11 conforme a la cual la tela se clasifica, especifica un cambio en la clasificación arancelaria de cualquier partida fuera de la 52.08 a la 52.12, excepto por ciertas partidas conforme a las cuales algunos hilos se clasifican, incluyendo el hilo de algodón de la subpartida 5205.11.

Por lo tanto, con respecto a la parte de la regla que especifica un cambio en la clasificación arancelaria, para que la tela califique como una mercancía originaria, el hilo de algodón utilizado por el Productor A en la producción de la tela debe ser un material originario.

En un momento dado, el Productor A utiliza una pequeña cantidad de algodón no originario en la producción de la tela de algodón. Conforme a la subsección 5(6), si el peso total del hilo de algodón no originario no excede del 10 por ciento del peso total de la tela de algodón, se considerará una mercancía originaria.

Ejemplo 8: subsecciones 5(7) y (8)

El Productor A, ubicado en un país Parte del T-MEC, produce vestidos de mujer de la subpartida 6204.41 de tejidos de lana de la subpartida 51.12. Dicho tejido de lana, también producido por el Productor A, es el componente del vestido que determina su clasificación arancelaria conforme a la subpartida 6204.41.

La regla de origen específica por producto establecida en el Anexo I (Anexo de ROEP) para la subpartida 6204.41, conforme a la cual se clasifica el vestido, especifica tanto un cambio de clasificación arancelaria de cualquier otro capítulo, excepto aquellas partidas y capítulos, conforme a las cuales están clasificados ciertos hilos y telas, incluido el hilo de lana peinada y la tela de lana, y un requisito de que la mercancía sea cortada y cosida o de otra manera ensamblada en el territorio de uno o más de los países del T-MEC. Adicionalmente, las cintas elásticas clasificadas en la subpartida 5806.20 o en la partida 60.02 y los hilos de coser clasificados en las partidas 52.04, 54.01 o 55.08 o el hilo clasificado en la partida 54.02 que se utiliza como hilo de coser, debe estar formado y terminado en el territorio de uno o más de los países del T-MEC para que el vestido sea originario. Inclusive, si el vestido tiene bolsillos, la tela de los bolsillos debe estar formada y terminada en el territorio de uno o más de los países del T-MEC para que el vestido sea originario.

Por lo tanto, respecto a la parte de la regla que especifica un cambio de clasificación arancelaria, para que el vestido califique como una mercancía originaria, el hilo de lana peinada y el tejido de lana hechos de ellos y que son utilizados por el Productor A en la producción del vestido deben ser materiales originarios. Adicionalmente, el hilo de coser, los elásticos y los bolsillos utilizados por el Productor A en la producción del vestido deben también estar formados y terminados en el territorio de uno o más de los países del T-MEC.

En un momento dado, el Productor A utiliza una pequeña cantidad de hilo de lana peinada no originaria en la producción del tejido de lana. De conformidad con la subsección 5(7), si el peso total del hilo de lana peinada no originaria no excede el 10 por ciento del peso total de todos los hilos utilizados en la producción del componente del vestido que determina su clasificación arancelaria, esto es, el tejido de lana, el vestido será considerado una mercancía originaria.

Ejemplo 9: Subsección 5(7)

El Productor A, ubicado en un país Parte del T-MEC, produce suéteres de mujeres de punto que tienen el cuerpo tejido y mangas tejidas. El tejido del cuerpo se compone de 95 por ciento de poliéster y 5 por ciento de spandex, en peso. Las mangas están hechas de tela de lana de un país no Parte del T-MEC que son 100 por ciento de poliéster. Todos los

materiales del tejido del cuerpo son de un país Parte del T-MEC excepto el spandex, que es de un país no Parte del T-MEC. El suéter es cortado y cosido en un país Parte del T-MEC., Dado que el tejido del cuerpo es lo que le da a la prenda su carácter esencial, el suéter se clasifica en la subpartida 6110.30. La regla de origen específica por producto establecida en el Anexo I (Anexo de ROEP) para la subpartida 6110.30 es que la mercancía sea tanto cortada (o tejida a forma) y cosida o de otra manera ensamblada en el territorio de uno más de los países del T-MEC. Las mangas se descartan para la determinación sobre si el suéter es originario de un país Parte del T-MEC puesto que sólo el componente que determina la clasificación arancelaria de la mercancía debe ser originario y la disposición de minimis se aplica a ese componente. Más aún, el peso total del spandex es de menos del 10 por ciento del peso total del tejido del cuerpo, el cual es el componente que determina la clasificación arancelaria del suéter, y el spandex no excede el 7 por ciento en peso del total de la mercancía. Asumiendo que el suéter de mujer de punto satisface todos los otros requisitos aplicables de estas Reglamentaciones, el suéter de mujer de punto es originario de un país Parte del T-MEC.

Ejemplo 10: Subsección 5(9)

Una camisa de hombre del Capítulo 61 se hace utilizando dos telas diferentes: una para el cuerpo y otra para las mangas. El componente que determina la clasificación arancelaria de la camisa de hombre sería la tela utilizada para el cuerpo, ya que constituye el material predominante en peso y constituye la mayor superficie del exterior de la camisa. Si esta tela se produce utilizando fibras e hilos no originarios que no satisfacen la regla de cambio arancelario, la disposición De minimis será calculada con base en el peso total de las fibras o hilos no originarios utilizados en la producción de la tela que determina el cuerpo de la camisa. El peso de estas fibras o hilos no originarios debe ser 10 por ciento o menos del peso total de la tela y cualquier contenido elastomérico debe ser del 7 por ciento o menos del peso total de la tela.

De manera alterna, si la camisa está hecha por completo de la misma tela, el componente que determina la clasificación arancelaria de la camisa sería la tela, ya que la camisa estaría hecha del mismo material completamente. Por lo tanto, conforme a este segundo escenario, el peso total de todas las fibras e hilos no originarios utilizados en la producción de la camisa que no satisfacen la regla de cambio arancelario, debe ser del 10 por ciento o menos del peso total de la camisa y cualquier contenido elastomérico debe ser del 7 por ciento del peso total de la camisa para que ésta sea considerada una mercancía originaria.

Ejemplo 11: subsección 5(9)

El productor A ubicado en un país Parte del T-MEC, produce blusas para mujer de la subpartida 6206.40, de un tejido también producido por el Productor A usando 90 % en peso de hilados de poliéster originario de la subpartida 5402.33, 3 % en peso de hilados de lyocell no originario de la subpartida 5403.49, y 7 % en peso de filamentos elastoméricos no originarios de la subpartida 5402.44. Dichos hilados son el componente de las blusas para mujer que determina la clasificación arancelaria conforme a la subpartida 6206.40.

La regla de origen específica por producto del Anexo I (Anexo de ROEP) aplicable a las blusas para mujer de la subpartida 6206.40 requiere un cambio de clasificación arancelaria de cualquier otro capítulo, excepto de algunas partidas y capítulos conforme a los cuales se clasifican ciertos hilados y tejidos, incluyendo los hilados de poliéster, lyocell y filamentos elastoméricos y requieren que la mercancía sea cortada y cosida o de otra manera ensamblada en el territorio de una o más de los países del T-MEC.

En este caso, los hilados de lyocell no originarios de la subpartida 5403.49 y los hilados de filamentos elastoméricos no originarios de la subpartida 5402.44 no satisfacen el cambio de clasificación arancelaria requerido por la regla de origen específica por producto del Anexo I (Anexo de ROEP), porque la regla de origen específica del producto para la partida 62.06 excluye un cambio del capítulo 54 a la partida 62.06.

No obstante lo anterior, y de acuerdo a la subsección (7) una mercancía textil o prenda de vestir clasificada en los capítulos 61 al 63 del Sistema Armonizado que contiene fibras o hilados no originarios en el componente de la mercancía que determina la clasificación arancelaria y no satisface el cambio de clasificación arancelaria, será, considerada como una mercancía originaria si el peso total de todas las fibras o hilados no son más del 10 % del peso total del componente, de los cuales los elastoméricos contenidos no pueden exceder el 7 % en peso total del componente y dichas mercancías cumplen con todos los requisitos aplicables de éstas Regulaciones.

Debido a que el peso de los materiales no originarios utilizados por el Productor A no excede el 10 por ciento del peso total del componente que determina la clasificación arancelaria de las blusas para mujer, y el peso del contenido elastomérico no excede el 7 % del peso total, las blusas serán consideradas como mercancías originarias.

Ejemplo 12: subsección 5(10)

Un productor ubicado en un país Parte del T-MEC fabrica trajes de baño para niños de la subpartida 6211.11 de una tela que ha sido tejida en un país Parte del T-MEC de hilos hilados en un país Parte del T-MEC. Sin embargo, el productor utiliza bandas elásticas estrechas no originarias de la partida 60.02 en la cintura del

traje de baño. Como resultado del uso de elásticos estrechos no originarios de la subpartida 60.02 en la cintura y dado que la prenda es importada a un país Parte del T-MEC al menos 18 meses después de que el Tratado entre en vigor, el traje de baño se considera como no originario porque no satisface el requisito establecido en la Nota 3 del Capítulo 62. Adicionalmente, la subsección 5(7) no es aplicable con respecto a las bandas elásticas estrechas de la 60.02 y, por lo tanto, es una mercancía no originaria.

SECCIÓN 6 JUEGOS DE MERCANCÍAS, ESTUCHES O SURTIDOS DE MERCANCÍAS

6 (1) Esta sección aplica a una mercancía que se clasifica como un juego como resultado de la aplicación de la regla 3 de las Reglas Generales para la Interpretación del Sistema Armonizado.

(2) *Requisitos.* Salvo que se indique lo contrario en el Anexo I (Anexo de ROEP), un juego es originario del territorio de uno o más países del T-MEC solo si la mercancía del juego es originaria y tanto el juego como las mercancías cumplen con los demás requisitos aplicables de estas Reglamentaciones.

(3) *Excepciones.* Independientemente de la subsección 2, un juego sólo es originario si el valor de todas las mercancías no originarias incluidas en el juego no excede 10 por ciento del valor del juego.

(4) *Valor.* Para los propósitos de la subsección 3, el valor de las mercancías no originarias en el juego y el valor del juego deben ser calculados de la misma manera que el valor de materiales no originarios determinados de acuerdo con la sección 8 y el valor de la mercancía se determina de acuerdo con la sección 7.

(5) *Ejemplos.* Cada uno de los siguientes ejemplos es un “Ejemplo” como se señala en la subsección 1(4).

Ejemplo 1 (juego de pinturas)

El Productor A ensambla un juego de pinturas para artes y manualidades. El juego incluye tubos de pintura, brochas de pintar y papel, todo presentado en una caja de madera reutilizable. El juego de pinturas para artes y manualidades se clasifica en la subpartida 3210.00 como resultado de la aplicación de la Regla 3 de las Reglas Generales para la Interpretación del Sistema Armonizado y, como resultado, la Sección 6 aplicará respecto a tal juego. La pintura, el papel y la caja de madera son todos originarios, ya que cada uno sufre los cambios requeridos en las reglas de origen específicas por producto en el Anexo I (Anexo de ROEP). Las brochas de pintar, que representan el 4 por ciento del valor del conjunto, se producen en territorio de un país no Parte del T-MEC y por lo tanto no son originarias. El juego, no obstante, es originario.

Ejemplo 2: Subsección 6(2)

El Productor A, ubicado en un país Parte del T-MEC, utiliza materiales originarios y no originarios para ensamblar un conjunto de manicure de la subpartida 8214.20. El juego incluye cortaúñas, tijeras para cutícula, alicates y una lima para uñas con base de cartón, todo presentado en un estuche de plástico con cierre. Los artículos no están clasificados como un juego como resultado de la aplicación de la regla 3 de las Reglas Generales para la Interpretación del Sistema Armonizado. El Sistema Armonizado especifica que los juegos de manicura se clasifican en la subpartida 8214.20. Esto significa que se aplica la regla específica de origen establecida en el Anexo I (Anexo de ROEP). Esta regla requiere un cambio en clasificación arancelaria de cualquier otro capítulo. Para que el juego de manicura califique como mercancía originaria conforme a la regla establecida en el Anexo I (Anexo de ROEP), el Producto A no puede utilizar ningún material no originario del Capítulo 82 en el ensamblaje del juego de manicura.

En este caso, el Productor A, ubicado en un país parte del T-MEC produce el alicate, las tijeras de cutícula y el cortaúñas incluidos en el juego y todos califican como originarios. A pesar de ser clasificados en el mismo capítulo que el juego de manicura (capítulo 82), el alicate, las tijeras de cutícula y el cortaúñas originarios satisfacen el cambio en clasificación arancelaria aplicable al juego de manicura. La lima de uñas con base de cartón (6805.20) y el estuche de plástico con cierre (4202.12) son importados de fuera de los territorios de los países del T-MEC. Sin embargo, estos artículos no fueron clasificados en el capítulo 82 por lo que satisfacen el cambio aplicable en clasificación arancelaria. Por lo tanto, el juego de manicura es una mercancía originaria.

Ejemplo 3: Juego de pantalones Sección 6 (2)

El Productor A elabora un juego de pantalones que contiene pantalones de mezclilla de algodón para hombre y un cinturón de poliéster, empaçados en conjunto para la venta al por menor. Los pantalones están hechos de tela de algodón formada y terminada en un país Parte del T-MEC. El hilo de coser está formado y terminado en un país Parte del T-MEC. La tela de los bolsillos está formada y terminada en un país Parte del T-MEC de hilos totalmente formados en un país Parte del T-MEC. Los pantalones están cortados y cosidos en el país A Parte del T-MEC. El cinturón de poliéster con una hebilla metálica está hecho en un país no Parte del T-MEC y es enviado al país A Parte del T-MEC, donde se hila a través de los cintillos para cinturón de los pantalones. El valor del cinturón es de 8 % del valor de los pantalones y el cinturón combinados.

Los pantalones de hombre se clasifican conforme a la subpartida 6203.42. La regla de origen establecida en el Anexo I (Anexo de ROEP) para la subpartida 6203.42 requiere que los pantalones sean hechos de tela producida en un país Parte del T-MEC de hilo producido en un país Parte del T-MEC. Los pantalones satisfacen las reglas de origen específicas por producto dispuestas en el Anexo I (Anexo de ROEP) y son considerados originarios. Sin embargo, el cinturón no satisface las reglas y no sería considerado originario. El juego sin embargo es una mercancía originaria si el valor del cinturón es de 10 % o menos del valor del juego. Ya que el valor del cinturón es del 8 % del valor del juego, el juego de pantalón y cinturón para hombre sería tratado como una mercancía originaria conforme al T-MEC.

Ejemplo 4: Juego de Camisa y Corbata Sección 6(2)

El Productor A elabora un juego de camisa y corbata para niño en un país Parte del T-MEC. La camisa se compone de 55 % algodón, 45 % poliéster, color sólido, tintado, tela entretejida, clasificado en la subpartida 5210.31. La tela contiene 73.2 hilos en total por centímetro cuadrado y 76 hilos métricos. La camisa está empacada en una bolsa plástica para su venta con una corbata de color coordinado de tela tejida 100 % poliéster. Los hilos usados en la tela de la camisa son hilados en un país no Parte del T-MEC y la tela está tejida y tintada en el mismo país no parte del T-MEC. La tela de la camisa se envía a un país parte del T-MEC donde se corta y se cose en prendas terminadas. La corbata a juego está hecha en un país no Parte del T-MEC de tela que se teje en ese país de hilos que se hilan en ese país. El valor de la corbata a juego es de aproximadamente 13 % del valor del juego.

La camisa se clasifica conforme a la partida 62.05. La camisa satisface la regla específica por producto para la subpartida 62.05 establecida en el Anexo I (Anexo de ROEP) y se considera originaria porque está hecha enteramente de tela de la partida 5210.31 (no de construcción cuadrada y con más de 70 puntas y relleno por centímetro cuadrado, de número promedio de hilo superior a 70 en la cuenta métrica) y cortada y tejida en prendas terminadas en el país Parte del T-MEC. Por otra parte, la corbata no satisface la regla específica por producto para la partida 62.15 y no sería considerada originaria. Para efectos de la regla de juegos, puesto que la corbata está valuada en 10 % o menos del valor del juego, el juego será tratado como originario. Sin embargo, debido a que el valor de la corbata en el juego es de aproximadamente 13 % del valor del juego, el juego de camisa y corbata no será tratado como una mercancía originaria l conforme al T-MEC.

Ejemplo 5: Juego de chef Sección 6 (2)

El productor A ubicado en un país Parte del T-MEC produce juegos de chef acondicionados para la venta al por menor utilizando materiales originarios y no originarios. El juego incluye un delantal, guantes de cocina y gorro de chef. El juego de chef es clasificado en la partida 62.11 como resultado de la aplicación de la regla 3 de las Reglas Generales de Interpretación del Sistema Armonizado. Por tal razón, la subsección (3) aplica a dicho juego. Tanto el delantal como los guantes de cocina satisfacen su Regla de Origen Específica por Producto, por lo que son considerados como originarios. El gorro de chef representa un 9.7 por ciento del valor total del juego, y es producido en un país no Parte del T-MEC por lo cual no es originario. No obstante, el juego será considerado como originario, ya que los materiales no originarios no rebasan el 10 por ciento del valor total del juego.

PARTE III

SECCIÓN 7. VALOR DE CONTENIDO REGIONAL

7 (1) *Cálculo*. Excepto por lo dispuesto en la subsección (6), el valor de contenido regional de una mercancía será calculado, de acuerdo a lo que elija el importador, exportador o productor de la mercancía, sobre la base del método de valor de transacción o el método de costo neto.

(2) *Método de valor de transacción*. El método de valor de transacción para calcular el valor de contenido regional de una mercancía se realiza de la siguiente forma:

$$VCR = (VT - VMNO)/VT*100$$

donde:

VCR es el valor de contenido regional de la mercancía, expresado como porcentaje

VT es el valor de transacción de la mercancía determinado de acuerdo al Anexo III con respecto a la transacción en la que el productor de la mercancía vendió la mercancía, ajustado para excluir cualquier costo en el que se incurriera en el envío internacional de la mercancía, y

VMNO es el valor de materiales no originarios utilizados por el productor en la producción de la mercancía, determinado de acuerdo a la sección 8.

(3) *Método de costo neto*: El método de costo neto para calcular el valor de contenido regional de una mercancía se calcula de la siguiente forma:

$$VCR = (CN - VMNO)/CN*100$$

donde:

VCR es el valor de contenido regional de la mercancía, expresado como porcentaje;

CN es el costo neto de la mercancía, calculado de acuerdo a la subsección (11), y

VMNO es el valor de materiales no originarios utilizados por el productor en la producción de la mercancía, determinado, salvo lo dispuesto en las secciones 14 y 15 y, de acuerdo con la sección 8.

(4) *Materiales no originarios – valores no incluidos.* Con el propósito de calcular el valor de contenido regional de una mercancía conforme a la subsección (2) o (3), el valor de los materiales no originarios que utiliza un productor en la producción de una mercancía no debe incluir

(a) el valor de cualquier material no originario utilizado por otro productor en la producción de materiales originarios que sean adquiridos de manera subsecuente y utilizados por el productor de la mercancía en la producción de esa mercancía; o

(b) el valor de cualquier material no originario utilizado por el productor en la producción de un material de fabricación propia que sea material originario y sea designado como material intermedio.

(5) *Material de fabricación propia.* Para efectos de la subsección (4),

(a) en caso de cualquier material de fabricación propia que no sea designado como material intermedio, solo el valor de cualquier material no originario utilizado en la producción del material de fabricación propia será incluido en el valor de los materiales no originarios utilizados en la producción de la mercancía, y

(b) si el material de fabricación propia que se designa como material intermedio y es un material originario es usado por el productor de la mercancía con materiales no originarios (ya sea que esos materiales no originarios sean o no producidos por ese productor) en la producción de la mercancía, el valor de esos materiales no originarios debe ser incluido en el valor de los materiales no originarios.

(6) *Método de costo neto - cuando se requiera.* El valor de contenido regional de una mercancía será calculado solo con base en el método de costo neto si la regla establecida en el Anexo I (Anexo de ROEP) no proporciona una regla basada en el método de valor de transacción.

(7) *Método de costo neto – cuando se permiten cambios.* Si el importador, exportador, o productor de una mercancía calcula el valor de contenido regional de una mercancía sobre la base del método de valor de transacción y la administración aduanera de un país Parte del T-MEC subsecuentemente notifica por escrito al importador, exportador, o productor durante el transcurso de la verificación de origen que:

(a) el valor de transacción de la mercancía, de acuerdo a lo determinado por el importador, exportador o productor, requiere ser ajustado conforme a la sección 4 del Anexo III, o

(b) el valor de cualquier material utilizado en la producción de la mercancía, de acuerdo a lo determinado por el importador, exportador o productor requiere ser ajustado conforme a la sección 4 del Anexo VI,

el importador, exportador o productor puede elegir que el valor de contenido regional de la mercancía sea calculado con base en el método de costo neto, en cuyo caso el cálculo debe ser realizado en los 30 días posteriores a haber recibido la notificación, o el periodo mayor que la administración aduanera especifique.

(8) *Método de costo neto – sin cambio permitido.* Si el importador, exportador o productor de una mercancía elige calcular el valor de contenido regional de la mercancía sobre la base del método de costo neto y la administración aduanera de un país Parte del T-MEC posteriormente notifica por escrito al importador, exportador o productor, durante el transcurso de la verificación de origen, que la mercancía no satisface el requerimiento de valor de contenido regional aplicable, el importador, exportador o productor de la mercancía puede no recalcular el valor de contenido regional con base en el método de valor de transacción.

(9) *Aclaración.* Nada de lo dispuesto en la subsección (7) debe interpretarse como impedimento para interponer cualquier recurso de revisión o impugnación de conformidad con el Artículo 5.15 del Tratado, en los términos en que haya sido instrumentado por los países Parte del T-MEC, con relación al ajuste o rechazo de

(a) el valor de transacción de la mercancía, y

(b) el valor de cualquier material utilizado para la producción de la mercancía.

(10) *Valor de materiales idénticos no-originarios.* Para los efectos del método de valor de transacción, cuando en la producción de una mercancía se utilizan materiales no originarios que son iguales entre sí en todos los aspectos, incluyendo sus características físicas, su calidad y prestigio comercial, excluyendo pequeñas diferencias en apariencia, el valor de dichos materiales no originarios podrá, a elección del productor de la mercancía, determinarse conforme a alguno de los métodos establecidos en el Anexo VII.

(11) *Cálculo del costo neto de una mercancía.* Para los efectos de la subsección (3), el costo neto de una mercancía puede calcularse, a elección del productor de la mercancía:

- (a) calculando el costo total incurrido con respecto a todas las mercancías fabricadas por ese productor deduciendo cualquier costo excluido que esté incluido en el costo total, y asignando de manera razonable, de acuerdo al Anexo V, el remanente de la mercancía;
- (b) calculando el costo total incurrido respecto a todas las mercancías producidas por ese productor, asignando razonablemente, conforme al Anexo V, el costo total de la mercancía y deduciendo todos los costos excluidos que están incluidos en la cantidad asignada a dicha mercancía; o
- (c) asignando razonablemente, conforme al Anexo V, cada uno de los costos que formen parte del costo total en el que se incurrió con respecto a la mercancía de manera que la suma de esos costos no incluya cualquier costo excluido.

(12) *Cálculo del costo total.* El costo total conforme a la subsección (11) se compone de los costos a que se hace referencia en la subsección 1(6) y se calcula conforme a dicha subsección y la subsección 1(7).

(13) *Cálculo del costo neto de una mercancía.* Para los efectos de calcular el costo neto de conformidad con la subsección (11),

- (a) los costos excluidos deben ser los costos excluidos que están registrados en los libros del productor de la mercancía;
- (b) los costos excluidos que se encuentran incluidos en el valor de un material que se utiliza en la producción de la mercancía no deberán deducirse ni excluirse de alguna otra manera del costo total, y
- (c) los costos excluidos no incluyen ninguna cantidad pagada por servicios de investigación y desarrollo desempeñados en territorio de un país Parte del T-MEC.

(14) *Interés no admisible.* Para los efectos de calcular los costos no admisibles por intereses, la determinación acerca de si los costos de interés incurridos por un productor son mayores a 700 puntos base por arriba de la tasa de interés de vencimientos comparables emitidos por el gobierno federal del país donde se ubica el productor deberá ser realizada de acuerdo al Anexo IX.

(15) *Uso de "promedios" en un periodo.* En cuanto al método de costo neto, el valor de contenido regional de la mercancía, diferente a una mercancía para la cual se haya elegido promediar puede realizarse de acuerdo a la subsección 16(1) o (10), puede calcularse, si el productor así lo decide:

- (a) calculando la suma de los costos netos en los que se incurrió y la suma de los valores de materiales no originarios utilizados por el productor de la mercancía respecto a la mercancía y mercancías idénticas o similares, o cualquier combinación de ellas, producidas en una sola planta por el productor durante:
 - (i) un periodo de un mes;
 - (ii) cualquier periodo consecutivo de tres o seis meses que entre y sea divisible de manera entera en el número de meses del año fiscal restante del productor al inicio del periodo, o
 - (iii) el año fiscal del productor, y
- (b) utilizando las sumas referidas en el párrafo (a) como el costo neto y el valor de materiales no originarios, respectivamente.

(16) *Aplicación.* El cálculo realizado de acuerdo a la subsección (15) aplica respecto a todas las unidades de la mercancía producida durante el periodo elegido por el productor conforme al párrafo (15)(a).

(17) *Ningún cambio a las mercancías o al periodo.* Una elección efectuada de conformidad con la subsección (15) no puede ser rescindida o modificada respecto a las mercancías o el periodo respecto al cual se realice la elección.

(18) *Periodo considerado a elección.* Si un productor elige un periodo de uno, tres o seis meses de acuerdo a la subsección (15) respecto a la mercancía, se considerará que el productor eligió de conformidad con esa subsección un periodo o periodos de la misma duración para el resto del año fiscal del productor con relación a esta mercancía.

(19) *Método y periodo para el resto del año fiscal.* Cuando sea necesario utilizar o se haya optado por el método de costo neto y se haya efectuado una elección de conformidad a la subsección (15), el valor de contenido regional de la mercancía debe ser calculado con base en el método de costo neto durante el periodo elegido de conformidad con dicha subsección y por el resto del año fiscal del productor.

(20) *Análisis de costos reales.* Salvo lo dispuesto en las subsecciones 16(9), si el productor de una mercancía ha calculado que el valor de contenido regional de la mercancía conforme al método de costo neto sobre la base de costos estimados, incluyendo costos estándar, proyecciones presupuestales u otros procedimientos similares de estimación, antes o durante el periodo elegido de conformidad con el párrafo (15)(a), el productor debe efectuar un análisis al finalizar el año fiscal del productor sobre los costos reales en los que incurrió durante el periodo para producir la mercancía.

(21) *Opción de trato de cualquier material como no originario.* Para los efectos de calcular el valor de contenido regional de una mercancía, el productor de esa mercancía puede optar por tratar cualquier material utilizado en la producción de esa mercancía como un material no originario.

(22) *Ejemplos* Cada uno de los siguientes ejemplos es un “Ejemplo” de acuerdo a la sección 1(4).

Ejemplo 1: ejemplo de punto de embarque directo (con respecto a la definición de ajuste para excluir cualquier costo en el que se incurra en el embarque internacional de la mercancía).

Un Productor tiene una sola fábrica, en la que el Productor fabrica sillas para oficina terminadas. Como la fábrica se localiza cerca de instalaciones de transporte, todas las unidades de la mercancía terminada se almacenan en una bodega de la fábrica a 200 metros del final de la línea de producción. Las mercancías se envían alrededor del mundo desde esta bodega. El punto de embarque directo es la bodega.

Ejemplo 2: ejemplos de punto de embarque directo (con respecto a la definición de ajuste para excluir cualquier costo en el que se incurra en el embarque internacional de la mercancía).

Un Productor tiene seis fábricas, todas ubicadas dentro del territorio de uno de los países Parte del T-MEC, en las que el productor produce herramientas de jardinería de distintos tipos. Estas herramientas son enviadas alrededor del mundo y las órdenes consisten regularmente en órdenes masivas de varios tipos de herramientas. Debido a que las diferentes herramientas son fabricadas en diferentes fábricas, el productor decidió consolidar las instalaciones de almacenaje y embarque y embarca todos los productos terminados a una amplia bodega localizada cercana al puerto desde donde se embarcan todas las órdenes. La distancia de las fábricas a la bodega varía de 3km a 130km. El punto de embarque directo para cada una de las mercancías es la bodega.

Ejemplo 3: ejemplos de punto de embarque directo (con respecto a la definición de ajuste para excluir cualquier costo en el que se incurra en el embarque internacional de la mercancía).

Un Productor sólo cuenta con una fábrica, ubicada cerca del centro de uno de los países parte del T-MEC, en la cual el productor fabrica sillas de oficina terminadas. Las sillas de oficina se embarcan desde esa fábrica a tres bodegas rentadas por el productor, una en la costa occidental, otra cercana a la fábrica y la otra en la costa oriental. Las sillas de oficina se envían a compradores desde estas bodegas, la ubicación de embarque depende de la distancia de embarque del comprador. Los compradores que se encuentran más cerca de la bodega de la costa occidental normalmente se les surte desde la bodega de la costa occidental, los compradores que se encuentran más cerca de la costa oriental generalmente se les surte desde el almacén ubicado en la costa oriental y los compradores con cercanía al almacén cercano a la fábrica reciben sus provisiones de esta bodega. En este caso, el punto de embarque directo es la ubicación del almacén desde el que las sillas de oficina se envían normalmente a clientes en la ubicación en la que se encuentra el comprador.

Ejemplo 4: subsección 7(3), método de costo neto

Un Productor ubicado en el país A Parte del T-MEC vende la Mercancía A que está sujeta a un requisito de valor de contenido regional a un comprador ubicado en el país B Parte del T-MEC. El Productor de la Mercancía A elige que el valor de contenido regional de la mercancía sea calculado utilizando el método de costo neto. Todos los requisitos aplicables de estas Reglamentaciones diferentes al requisito de valor de contenido regional fueron cumplidos. El requisito aplicable de valor de contenido regional es de 50 por ciento.

Para los efectos de calcular el valor de contenido regional de la Mercancía A, el productor calcula primero el costo neto de la Mercancía A. De conformidad con el párrafo 6(11)(a), el costo neto es el costo total de la Mercancía A (la suma de los costos del producto, costos de periodo y otros costos) por unidad, menos los costos excluidos (la suma de los costos de promoción de ventas, comercialización y servicios posteriores a la venta, regalías, costos de embarque y empaque y costos financieros no admisibles) por unidad. El Productor utiliza las siguientes cifras para calcular el costo neto:

Costos del producto:

Valor de materiales originarios \$30.00

Valor de materiales no originarios 40.00

Otros costos de producto 20.00

Costos del periodo 10.00

Otros costos 0.00

Costo total de la Mercancía A, por unidad \$100.00

Costos excluidos:

Costos de promoción de ventas, comercialización y servicios posteriores a la venta \$5.00

Regalías 2.50

Costos de embarque y empaque 3.00

Costos financieros no admisibles 1.50

Total de costos excluidos \$12.00

El costo neto es el costo total de la Mercancía A, por unidad, menos los costos excluidos.

Costo total de la Mercancía A, por unidad: \$100.00

Costos excluidos: -12.00

Costo neto de la Mercancía A, por unidad: \$88.00

El valor del costo neto (\$88) y el valor de los materiales no originarios (\$40) son necesarios para calcular el valor de contenido regional. El Productor calcula el valor de contenido regional de la Mercancía A de acuerdo al método de costo neto de la siguiente forma:

$$\begin{aligned} \text{VCR} &= \frac{\text{CN} - \text{VMNO}}{\text{CN}} \times 100 \\ &= \frac{\$88 - \$40}{\$88} \times 100 \\ &= 54.5\% \end{aligned}$$

Por lo tanto, la Mercancía A es originaria, conforme al método de costo neto, con un valor de contenido regional de 54.5%

Ejemplo 5: párrafo 7(11)(a)

Un Productor en un país Parte del T-MEC produce la Mercancía A y la Mercancía B durante el año fiscal del Productor. El Productor utiliza las siguientes cifras, que se registran en los libros del Productor y representan todos los costos en los que se incurre respecto tanto a la Mercancía A como a la Mercancía B, para calcular el costo neto de esas mercancías:

Costos del producto:

Valor de materiales originarios: \$2,000

Valor de materiales no originarios: 1,000

Otros costos de producto: 2,400

Costos del periodo: (incluyendo \$1,200 de costos excluidos): 3,200

Otros costos: 400

Costo total de la mercancía A y Mercancía B: \$9,000

El costo neto total es el costo total de la Mercancía A y Mercancía B, menos los costos excluidos en los que se incurrió con respecto a aquellas mercancías.

Costo total de las Mercancías A y Mercancía B: \$9,000

Costos excluidos: -1,200

Costo neto de la Mercancía A y Mercancía B: \$7,800

El costo neto debe ser entonces asignado de manera razonable, de conformidad con el Anexo V, a la Mercancía A y Mercancía B.

Ejemplo 6: párrafo 7(11)(b)

Un productor ubicado en un país Parte del T-MEC produce la Mercancía A y la Mercancía B durante el año fiscal del Productor. Para calcular el valor de contenido regional de la Mercancía A y de la Mercancía B, el Productor utiliza las siguientes cifras que son registradas en los libros del Productor y en las que se incurre respecto a esas mercancías:

Costos del producto:

Valor de materiales originarios \$2,000

Valor de materiales no-originarios 1,000

Otros costos del producto 2,400

Costos del periodo: (incluyendo \$1,200 en costos excluidos) 3,200

Otros costos: 400

Costo total de la Mercancía A y de la Mercancía B: \$9,000

De conformidad con el párrafo 6(11)(b), posteriormente se debe de asignar a dichas mercancías el costo total de la Mercancía A y la Mercancía B de manera razonable, de conformidad con el Anexo VII. Los costos son asignados de la siguiente forma:

Asignado a la Mercancía A 5,220

Asignado a la Mercancía B 3,780

Costo total (\$9,000 para ambas Mercancía A y Mercancía B)

Los costos excluidos (\$1,200) que se incluyen en el costo total asignado a la Mercancía A y a la Mercancía B, de acuerdo con el Anexo VII, se deducen de esa cantidad.

Total de costos excluidos:

Costos de promoción de ventas, comercialización y costos de servicio posterior a la venta 500

Regalías 200

Costos de embarque y empaque 500

Costos Excluidos Asignados a la Mercancía A:

Costos de promoción de ventas, comercialización y costos de servicio posterior a la venta 290

Regalías 116

Costos de embarque y empaque 290

Costo neto (costo total menos costos excluidos): \$4,524

Costos Excluidos Asignados a la Mercancía B:

Costos de promoción de ventas, comercialización y costos de servicio posterior a la venta 210

Regalías 84

Costos de embarque y empaque 210

Costo neto (costo total menos costos excluidos): \$3,276.

El costo neto de la Mercancía A es \$4,524 y el costo neto de la Mercancía B es \$3,275.

Ejemplo 7: párrafo 7(11)(c)

Un Productor ubicado en un país Parte del T-MEC produce la Mercancía C y la Mercancía D. Los siguientes costos se registran en los libros del Productor para los meses de enero, febrero y marzo, y cada costo que forma parte del costo total es asignado razonablemente, de acuerdo al Anexo VII, a la Mercancía C a la Mercancía D.

Costo total: Mercancía C y Mercancía D (en miles de dólares)

Costos de producción:

Valor de materiales originarios \$100

Valor de materiales no originarios \$900

Otros costos del producto \$500

Costos del periodo: (incluyendo \$420 en costos excluidos) \$5,679

Menos costos excluidos \$420

Otros costos: 0

Costo total (suma de costos de producto, costos de periodo y otros costos): \$6,759

Asignados a la Mercancía C (en miles de dólares)

Costos del producto:

Valor de materiales originarios 0

Valor de materiales no originarios \$800

Otros costos de producto \$300

Costos del periodo: (incluyendo \$420 en costos excluidos) \$3,036

Menos costos excluidos \$300

Otros costos: 0

Costo total (suma de los costos de producto, costos de periodo y otros costos): \$3,836

Asignados a la Mercancía D (en miles de dólares)

Costos del producto:

Valor de materiales originarios \$100

Valor de materiales no originarios \$100

Otros costos del producto \$200

Costos de periodo: (incluyendo \$420 en costos excluidos) \$2,643

Menos costos excluidos \$120

Otros costos: 0

Costo total (suma de los costos de producto, costos de periodo y otros costos): \$2,923

Ejemplo 8: subsección 7(12)

El Productor A, ubicado en un país Parte del T-MEC, produce la Mercancía A que está sujeta a un requisito de valor de contenido regional. El Productor elige que el valor de contenido regional de esa mercancía sea calculado utilizando el método de costo neto. El Productor A compra el Material X del Productor B, ubicado en un país Parte del T-MEC. El Material X es un material no originario que se utiliza en la producción de la Mercancía A. El Productor A proporciona al Productor B, sin cargo, los moldes para utilizar en la producción del Material X. El costo de los moldes que se registra en los libros del Productor A ya fue registrado como gasto durante el año actual. De conformidad con el subpárrafo 4(1)(b)(ii) del Anexo VI, el valor de los moldes se incluye en el valor del Material X. Por lo tanto, el costo de los moldes que se registra en los libros del Productor A y que ha sido registrado como gasto en el año actual no puede ser incluido como un costo separado en el costo neto de la Mercancía A porque ya ha sido incluido en el valor del Material X.

Ejemplo 9: subsección 7(12)

El Productor A se ubica en un país Parte del T-MEC y produce la Mercancía A que está sujeta a requisitos de valor de contenido regional. El Productor elige que el valor de contenido regional de esa mercancía se calcule utilizando el método de costo neto y promedia el cálculo en el año fiscal del Productor de acuerdo a la subsección 7(15). El Productor A determina que durante el año fiscal el Productor A incurrió en una ganancia en la conversión cambiaria de \$10,000 y una pérdida en la conversión cambiaria de \$8,000, resultando en una ganancia neta de \$2,000. El Productor A también determina que \$7,000 de la ganancia en la conversión cambiaria y \$6,000 de la pérdida en moneda extranjera se relacionan con la compra de materiales no originarios que se utilizaron en la producción de la Mercancía A, y que \$3,000 de la ganancia en conversión cambiaria y \$2,000 de la pérdida en conversión cambiaria no se relacionan a la producción de la Mercancía A. El Productor determina que el costo total de la Mercancía A es de \$45,000 antes de deducir los \$1,000 de ganancia en la conversión cambiaria relacionada con la producción de la Mercancía A. El costo total de la Mercancía A es entonces \$44,000. Esos \$1,000 de ganancia neta no se incluyen en el valor de materiales no originarios de conformidad con la subsección 8(1).

Ejemplo 10: subsección 7(12)

Dados los mismos hechos que en el ejemplo 9, excepto que el Productor A determina que \$6,000 de la ganancia en la conversión cambiaria y \$7,000 de pérdida en la conversión cambiaria se relacionan a la compra de materiales no originarios utilizados en la producción de la Mercancía A. El costo total de

la Mercancía A es de \$45,000, que incluye los \$1,000 de pérdida neta en la conversión cambiaria relacionada a la producción de la Mercancía A. Esa pérdida neta de \$1,000 no está incluida en el valor de los materiales no originarios de conformidad con la subsección 8(1).

PARTE IV

SECCIÓN 8. MATERIALES

8 (1) Valor del material utilizado en la producción. Salvo lo dispuesto para los materiales no originarios utilizados en la producción de una mercancía referida en la sección 14 o subsección 15(1), y salvo en los casos de materiales indirectos, materiales intermedios y materiales de empaque y contenedores, para efectos de calcular el valor de contenido regional de una mercancía y para efectos de la subsección 5(1) y (4), el valor de un material que se utilice en la producción de una mercancía debe ser:

- (a) salvo lo dispuesto en la subsección (4), si el material es importado por el Productor de la mercancía al territorio de un país Parte del T-MEC en el cual se produce la mercancía, el valor de transacción del material al momento de la importación, incluyendo los costos en los que se incurra por embarque internacional del material;
- (b) si el material es adquirido por el Productor de la mercancía de otra persona ubicada en el territorio del país Parte del T-MEC en el que la mercancía es producida:
 - (i) el precio pagado o por pagar por el Productor en el país Parte del T-MEC en el que esté ubicado el Productor;
 - (ii) el valor como se determina para un material importado en el subpárrafo (a), o
 - (iii) el primer precio verificable pagado o por pagar en el territorio del país Parte del T-MEC en el que se produce la mercancía, o
- (c) para un material que sea de fabricación propia
 - (i) todos los costos en los que se incurra en la producción del material, que incluye gastos generales, y
 - (ii) una cantidad equivalente a la ganancia que se añade durante el transcurso normal del comercio, o igual a la ganancia que suele reflejarse en la venta de mercancías de la misma clase o tipo que el material de fabricación propia que se valúa siempre y cuando ningún material de fabricación propia que haya sido utilizado en su producción haya sido valuado incluyendo una cantidad equivalente o igual a las ganancias de acuerdo a este párrafo.

(2) *Ajustes al valor de los materiales.* Los siguientes costos pueden ser deducidos del valor de un material no originario o de un material de origen indeterminado, si están incluidos en la subsección (1):

- (a) los costos de fletes, seguro y empaque y todos los demás costos en que se incurra para transportar el material al lugar en que se encuentre ubicado el productor;
- (b) los aranceles e impuestos pagados o por pagar en el territorio de uno o más de los países Parte del T-MEC respecto al material, salvo los aranceles e impuestos que sean eximidos, reembolsados, reembolsables o que sean recuperables por cualquier otro medio, incluyendo el acreditamiento contra aranceles o impuestos pagados o por pagar;
- (c) gastos por servicios de agencias aduanales, incluyendo el costo de los servicios de apoderados aduanales en que se incurra respecto al material en el territorio de uno o más de los países Parte del T-MEC, y
- (d) el costo de los desechos y desperdicios que sean resultantes del uso del material en la producción de la mercancía, menos el valor de desechos renovables o productos incidentales.

(3) *Evidencia documental requerida.* Si el costo o gasto listado en la subsección (2) es desconocido o la evidencia documental por la cantidad del ajuste no estuviera disponible, entonces no se permitirán ajustes por ese costo o gasto particular.

(4) *Valor de transacción no aceptable.* Para efectos del párrafo (1)(a), si el valor de transacción del material a que se hace referencia en dicho párrafo no es admisible o si no existe un valor de transacción de conformidad con el Anexo IV (Valor de Transacción No Admisible), el valor del material debe ser determinado de acuerdo con el Anexo VI (Valoración de Materiales) y, si los costos a los que se hace referencia en la subsección (2) están incluidos en dicho valor, tales costos pueden ser deducidos de ese valor.

(5) *Costos registrados en libros.* Para efectos de la subsección (1), los costos referidos en el párrafo (1)(c) deben ser los costos que ahí se mencionan y que están registrados en los libros del Productor de la mercancía.

(6) *Designación de un material de fabricación propia como material intermedio.* Para los fines de calcular el valor de contenido regional de una mercancía, el Productor de la mercancía puede designar como material intermedio cualquier material de fabricación propia que se utilice en la producción de la mercancía, siempre que, si un material intermedio está sujeto a un requisito de valor de contenido regional, ningún otro material de fabricación propia que esté sujeto a un

requisito de valor de contenido regional y esté incorporado en ese material intermedio, se designe también por el Productor como material intermedio.

(7) *Particulares.* Para los efectos de la subsección (6):

- (a) para calificar como material originario, un material de fabricación propia designado como material intermedio debe calificar como material originario de acuerdo con estas Reglamentaciones;
- (b) la designación de un material de fabricación propia como material intermedio se hará únicamente a elección del productor de dicho material de fabricación propia, y
- (c) salvo que se disponga lo contrario en la sección 9(6), la condición establecida en la subsección (6) no aplica respecto a un material intermedio utilizado por otro Productor en la producción de un material adquirido posteriormente y utilizado en la producción de una mercancía por el Productor a que se hace referencia en la subsección (6).

(8) *Valor de un material intermedio.* El valor de un material intermedio será, a elección del Productor de la mercancía,

- (a) el costo total incurrido respecto a todas las mercancías producidas por el Productor de la mercancía, que pueda asignarse razonablemente a ese material intermedio de acuerdo con el Anexo V, o
- (b) el agregado de cada costo que sea parte del costo total incurrido respecto al material intermedio, que pueda ser asignado razonablemente a ese material intermedio de acuerdo con el Anexo V.

(9) *Cálculo del costo total.* El costo total de conformidad con la subsección (8) comprende los costos a que se hace referencia en la subsección 1(6), y se calcula de conformidad con lo dispuesto en dicha sección y a la subsección 1(7).

(10) *Rescisión de la designación.* Si un Productor de una mercancía designa un material de fabricación propia como material intermedio de acuerdo con la subsección (6) y la administración aduanera de un país Parte del T-MEC al cual la mercancía es importada determina, durante una verificación de origen de la mercancía que el material intermedio es un material no originario y notifica por escrito al Productor antes de la determinación escrita sobre si la mercancía califica como originaria, el Productor puede rescindir la designación y el valor de contenido regional de la mercancía deberá ser calculado como si el material de fabricación propia no se hubiera designado.

(11) *Efecto de la rescisión.* Un Productor de una mercancía que rescinda la designación de acuerdo a la subsección (10) podrá, en un plazo no mayor a 30 días a partir de que la administración aduanera a que se hace referencia en la subsección (10) notifique por escrito al Productor que el material de fabricación propia al que se refiere el párrafo (a) es un material no originario, designar como material intermedio otro material de fabricación propia que haya sido incorporado a la mercancía, de conformidad con lo dispuesto en la subsección (6).

(12) *Segunda rescisión.* Si un Productor de una mercancía designa otro material de fabricación propia como material intermedio de acuerdo con la subsección (6) y la administración aduanera a la que se refiere la subsección (10) determina durante la verificación de origen de la mercancía que dicho material de fabricación propia es un material no originario:

- (a) el Productor podrá rescindir la designación, y el valor de contenido regional de la mercancía se calculará como si el material de fabricación propia no se hubiera designado, y
- (b) el Productor no podrá designar otro material de fabricación propia que se haya incorporado a la mercancía como material intermedio.

(13) *Materiales indirectos.* Para efectos de determinar si una mercancía es una mercancía originaria, un material indirecto que se utiliza en la producción de la mercancía:

- (a) se considerará como material originario, sin tomar en cuenta el lugar de producción de dicho material indirecto, y
- (b) si la mercancía está sujeta a un requisito de valor de contenido regional, con el fin de calcular el costo neto, de conformidad con el método de costo neto, el valor del material indirecto es el costo de dicho material que se encuentre registrado en los libros del Productor de la mercancía.

(14) *Materiales de empaque y envases.* Los materiales de empaque y envase, cuando estén clasificados de acuerdo al Sistema Armonizado junto con la mercancía que contengan, no se tomarán en cuenta para efectos de:

- (a) determinar si todos los materiales no originarios utilizados en la producción de la mercancía sufren un cambio de clasificación arancelaria aplicable;
- (b) determinar si la mercancía es obtenida o producida enteramente, y
- (c) determinar de conformidad con la subsección 5(1) el valor de materiales no originarios que no sufran un cambio de clasificación arancelaria aplicable.

(15) *Valor de materiales de empaque y envases – casos en los que se considera.* Si los envases y materiales de empaque en los que una mercancía es empaquetada para venta al menudeo están clasificados con la mercancía que

contienen de acuerdo al Sistema Armonizado, y dicha mercancía está sujeta a un requisito de valor de contenido regional, el valor de dichos envases y materiales de empaque se considerará como material originario o material no originario, según sea el caso, para el cálculo de valor de contenido regional de la mercancía.

(16) *Materiales de empaque y envases – de fabricación propia.* Para efectos de la subsección (15), si los envases y los materiales de empaques son materiales de fabricación propia, el Productor puede elegir designar esos materiales como materiales intermedios de conformidad con la subsección (6).

(17) *Materiales de embalaje y contenedores.* Para los efectos de determinar si una mercancía es originaria, los materiales de embalaje y contenedores son descartados.

(18) *Materiales fungibles y mercancías fungibles.* Un material o una mercancía fungible es originaria:

- (a) cuando los materiales originarios y materiales no originarios que sean materiales fungibles:
 - (i) sean retirados del inventario en un lugar y utilizados en la producción de la mercancía, o
 - (ii) sean retirados del inventario en más de un lugar en el territorio de uno o más países Parte del T-MEC y utilizados en la producción de la mercancía en el mismo lugar de producción;

la determinación de si los materiales son materiales originarios se hace con base en un método de manejo de inventarios reconocido en los Principios de Contabilidad Generalmente Aceptados o, de otra manera aceptado por la Parte del T-MEC en donde se realiza la producción o un método de manejo de inventario establecido en el Anexo VIII; o

- (b) cuando mercancías fungibles originarias y no originarias se encuentran combinadas y exportadas en la misma forma, la determinación sobre si las mercancías son originarias se hace con base en un método de manejo de inventarios reconocido en los Principios de Contabilidad Generalmente Aceptados o de otra manera aceptado por el país Parte del T-MEC desde donde la mercancía es exportada o un método de manejo de inventarios establecido en el Anexo VIII.

(19) El método de manejo de inventarios seleccionado de conformidad con la subsección 18 debe ser utilizado a lo largo del año fiscal del productor o de la persona que seleccionó el método de manejo de inventarios.

(20) Un importador puede alegar que un material o mercancía fungible es originaria si el importador, el Productor o el exportador ha segregado físicamente cada material o mercancía fungible para permitir su identificación específica.

(21) *Elección de método de manejo de inventarios.* Si materiales fungibles a los que se hace referencia en el párrafo (18)(a) y las mercancías fungibles a las que se refiere el párrafo (18)(b) son retirados del mismo inventario, el método de manejo de inventarios utilizado para los materiales deberá ser el mismo método de manejo de inventarios utilizado para las mercancías y, cuando el método de promedios sea utilizado, los mismos periodos de promedio respectivos para materiales fungibles y para mercancías fungibles deben ser utilizados.

(22) *Aviso por escrito.* La elección de métodos de manejo de inventarios de conformidad con la subsección (18) se considerará efectuada cuando se informe por escrito acerca de dicha elección a la administración aduanera del país Parte del T-MEC en el cual la mercancía es importada durante el transcurso de una verificación de origen de una mercancía.

(23) *Accesorios, repuestos, herramientas o materiales de instrucción o de otra información.* Para efectos de las subsecciones (24) a (27), “accesorios, repuestos, herramientas o materiales de instrucción o de otra información” serán cubiertos cuando:

- (a) sean clasificados con, entregados con, pero no facturados por separado de la mercancía, y
- (b) su tipo, cantidad y valor sean a medida de la mercancía, dentro de la industria que produce esa mercancía.

(24) *Exclusión.* Accesorios, repuestos, herramientas o materiales de instrucción o de otra información serán descartados para efectos de determinar:

- (a) si una mercancía es totalmente obtenida;
- (b) si todos los materiales no originarios utilizados en la producción de la mercancía satisfacen un proceso o requisito de cambio arancelario aplicable como se establece en el Anexo I, o
- (c) de conformidad con la subsección 5(1), el valor de materiales no originarios que no sufren cambios aplicables de clasificación arancelaria.

(25) *Valor para requisitos de valor de contenido regional.* Si una mercancía es sujeta a un requisito de valor de contenido regional, el valor de los accesorios, repuestos, herramientas o materiales de instrucción o de otra información serán tomados en cuenta como materiales originarios o materiales no originarios, según sea el caso, para calcular el valor de contenido regional de la mercancía.

(26) *Designación.* Para efectos de la subsección (25) si los accesorios, repuestos, herramientas o materiales de instrucción o de otra información son materiales de fabricación propia, el productor puede elegir designar tales materiales como materiales intermedios de conformidad con la subsección (6).

(27) *Estatus de originario.* Los accesorios, repuestos, herramientas o materiales de instrucción o de otra información tienen el estatus de originario de la mercancía con la que se entreguen.

(28) *Ejemplos que ilustran las disposiciones sobre materiales.* Cada uno de los siguientes ejemplos es un “Ejemplo” de conformidad con la subsección 1(4).

Ejemplo 1: subsección 8(4), Valor de Transacción no Determinado de Manera Consistente con el Anexo VI.

El Productor A, localizado en el país A Parte del T-MEC, importa una cadena de bicicleta al país A parte del T-MEC. El Productor A compró la cadena de la bicicleta de un intermediario localizado en el país B. El intermediario compró la cadena de un fabricante localizado en el país B. De acuerdo a las leyes, en el país A Parte del T-MEC que implementa el Acuerdo Relativo a la Aplicación del Artículo VII del Acuerdo General sobre Aranceles Aduaneros y Comercio, el valor aduanal de la cadena de bicicleta se basó en el precio realmente pagado o por pagar por el intermediario al fabricante. El Productor A utiliza la cadena para producir una bicicleta y exporta la bicicleta al país C parte del T-MEC. La bicicleta está sujeta a los requisitos de valor de contenido regional.

De conformidad con la subsección 3(1) del Anexo VI (Valor de Materiales), el precio realmente pagado o por pagar es el total del pago hecho o por hacer por parte del Productor A o para el beneficio del vendedor del material. La Sección 1 de tal Anexo define al Productor y al vendedor de acuerdo al Anexo. Un Productor es la persona que utiliza el material en la producción de una mercancía sujeta a un requisito de valor de contenido regional. Un vendedor es la persona que vende el material valuado al Productor.

El valor de transacción de la cadena no fue determinado de manera consistente con el Anexo VI porque se basó en el precio realmente pagado o por pagar por el intermediario al fabricante, en lugar de en el precio realmente pagado o por pagar por el Productor A al intermediario. Por lo tanto, se aplica la subsección 8(4) y la cadena será valuada de conformidad con el Anexo VI.

Ejemplo 2: subsección 8(7), Valor de Materiales Intermedios

Un Productor ubicado en un país Parte del T-MEC produce una bicicleta que está sujeta a un requisito de valor de contenido regional de acuerdo a la sección 3(2). El Productor también produce una cadena, que se utiliza en la producción de la bicicleta. Tanto los materiales originarios como los materiales no originarios se utilizan en la producción de la cadena. La cadena está sujeta a un cambio en el requisito de clasificación arancelaria de conformidad con la sección 3(2). Los costos de producción de la cadena son los siguientes:

Costos del producto:

Valor de los materiales originarios \$1.00

Valor de los materiales no originarios 7.50

Otros costos del producto 1.50

Costos del periodo: (incluyendo \$0.30 de regalías): 0.50

Otros costos: 0.10

Costo total de la cadena: \$10.60

El Productor designa la cadena como un material intermedio y determina que, como todos los materiales no originarios que se utilizan en la producción de la cadena sufren un cambio aplicable a la clasificación arancelaria establecida en el Anexo I (Anexo de ROEP), la cadena podría, de acuerdo a la sección 3(2) calificar como material originario. El costo de los materiales no originarios que se utilizan en la producción de la cadena por lo tanto no es incluido en el valor de materiales no originarios que se utilizan en la producción de la bicicleta con el propósito de determinar el valor de contenido regional de la bicicleta. Dado que la cadena fue designada como un material intermedio, el costo total de la cadena, que es \$10.60, será tratado como el costo de materiales originarios para el cálculo del valor de contenido regional de la bicicleta. El costo total de la bicicleta se determina de acuerdo a las siguientes cifras:

Costos del producto:

Valor de materiales originarios

- materiales intermedios \$10.60

- otros materiales 3.00

Valor de materiales no originarios 5.50

Otros costos de producto 6.50

Costos del periodo: 2.50

Otros costos: 0.10

Costo total de la bicicleta \$28.20

Ejemplo 3: subsección 8(7), Efectos de la Designación de Materiales de fabricación propia en Costo Neto.

La capacidad de designar materiales intermedios contribuye a que el Productor integrado de manera vertical, el cual está utilizando materiales de fabricación propia en la producción de una mercancía, esté a la par de un Productor que adquiere materiales y valúa esos materiales de acuerdo a la subsección 8(1). Las siguientes situaciones demuestran cómo se consigue:

Situación 1

Un Productor ubicado en un país Parte del T-MEC produce una bicicleta, la cual está sujeta a requisitos de valor de contenido regional de 50 por ciento de conformidad con el método de costo neto. La bicicleta satisface todos los otros requisitos aplicables de estas Reglamentaciones. El Productor compra un marco de bicicleta, el cual se utiliza en la producción de la bicicleta, de un proveedor ubicado en un país Parte del T-MEC. El valor del marco se determina de acuerdo con la subsección 8(1) y es de \$11.00. El marco es un material originario. Todos los otros materiales utilizados en la producción de la bicicleta son materiales no originarios. El costo neto de la bicicleta se determina de la siguiente manera:

Costos del producto:

Valor de materiales originarios (marco de bicicleta) \$11.00

Valor de materiales no originarios 5.50

Otros costos de producto 6.50

Costos del periodo: (incluyendo \$0.20 en costos excluidos) 0.50

Otros costos 0.10

Costo total de la bicicleta: \$23.60

Costos excluidos: (incluidos en costos de periodo) 0.20

Costo neto de la bicicleta: \$23.40

El valor de contenido regional de la bicicleta se calcula de la siguiente manera:

$$\begin{aligned} \text{VCR} &= \frac{\text{CN} - \text{VMNO}}{\text{CN}} \times 100 \\ &= \frac{\$23.40 - \$5.50}{\$23.40} \times 100 \\ &= 76.5\% \end{aligned}$$

El valor de contenido regional de la bicicleta es de 76.5 por ciento. Por lo tanto, la bicicleta califica como una mercancía originaria.

Situación 2

Un productor ubicado en un país Parte del T-MEC produce una bicicleta, la cual está sujeta a un requisito de valor de contenido regional de 50 por ciento conforme al método de costo neto. La bicicleta satisface todos los otros requisitos aplicables a estas Reglamentaciones. El Productor utiliza el marco de la bicicleta, el cual es un material de fabricación propia, para la producción de la bicicleta. El costo de producir el marco se detalla a continuación:

Costos del producto:

Valor de materiales originarios \$1.00

Valor de materiales no originarios 7.50

Otros costos de producto 1.50

Costos del periodo: (incluyendo \$0.20 en costos excluidos) 0.50

Otros costos: 0.10

Costo total del marco de bicicleta: \$10.60

Costos adicionales de producir la bicicleta son los siguientes:

Costos del producto:

Valor de materiales originarios \$0.00

Valor de materiales no originarios 5.50

Otros costos de producto 6.50

Costos del periodo: (incluyendo \$0.20 en costos excluidos) 0.50

Otros costos: 0.10

Costos totales adicionales: \$12.60

El Productor no designa el marco de bicicleta como material intermedio de conformidad con la subsección 8(4). El costo neto de la bicicleta se calcula de la siguiente forma:

	Costo del marco de la bicicleta (no designado como material intermedio)	Costos Adicionales para Producir la bicicleta	Total
<i>Costos de producto:</i>			
Valor de materiales originarios	\$ 1.00	\$ 0.00	\$ 1.00
Valor de materiales no originarios	7.50	5.50	13.00
Otros costos de producto	1.50	6.50	8.00
Costos de periodo (incluyendo \$0.20 en costos excluidos):	0.50	0.50	1.00
Otros costos	0.10	0.10	0.20
Costo total de la bicicleta	\$10.60	\$12.60	\$23.20
Costos excluidos (en costos de periodo)	0.20	0.20	0.40
Costo neto de la bicicleta (costo total menos costos excluidos):			\$22.80

El valor de contenido regional de la bicicleta se calcula de la siguiente manera:

$$VCR = \frac{CN - VMNO}{CN} \times 100$$

$$= \frac{\$22.80 - \$13.00}{\$22.80} \times 100$$

$$= 42.9\%$$

El valor de contenido regional de la bicicleta es de 42.9 por ciento. Por lo tanto, la bicicleta no califica como una mercancía originaria.

Situación 3

Un Productor establecido en un país Parte del T-MEC produce la bicicleta, la cual está sujeta a un requisito de valor de contenido regional del 50 por ciento de acuerdo al método de costo neto. La bicicleta satisface todos los otros requisitos aplicables de estas Reglamentaciones. El Productor utiliza el marco de la bicicleta, el cual es un material de fabricación propia, para la producción de la bicicleta. Los costos de producir el marco son los siguientes:

Costos del producto:

Valor de materiales originarios \$1.00

Valor de materiales no originarios 7.50

Otros costos de producto 1.50

Costos del periodo: (incluyendo \$0.20 en costos excluidos) 0.50

Otros costos: 0.10

Costo total del marco de bicicleta: \$10.60

Costos adicionales de producir la bicicleta son los siguientes:

Valor de materiales originarios \$0.00

Valor de materiales no originarios 5.50

Otros costos de producto 6.50

Costos del periodo: (incluyendo \$0.20 en costos excluidos) 0.50

Otros costos: 0.10

Costos totales adicionales: \$12.60

El Productor designa el marco como un material intermedio de conformidad con la subsección 8(6). El marco califica como un material originario de acuerdo a la sección 3(2), Por lo tanto, el valor de los materiales no originarios utilizados en la producción del marco no se incluye en el valor de los materiales no originarios para el cálculo del valor de contenido regional de la bicicleta. El costo neto de la bicicleta se calcula de la siguiente manera:

	Costos del marco de la bicicleta (designado como material intermedio)	Costos Adicionales para Producir la bicicleta	Total
Costos de producto:			
Valor de materiales originarios	\$ 10.60	\$ 0.00	\$ 10.60
Valor de materiales no originarios		5.50	5.50
Otros costos de producto		6.50	6.50
Costos de periodo (incluyendo \$0.20 en costos excluidos):		0.50	0.50
Otros costos		0.10	0.10
Costo total de la bicicleta	\$10.60	\$12.60	\$23.20
Costos excluidos (en costos de periodo)		0.20	0.20
Costo neto de la bicicleta (costo total menos costos excluidos):			\$23.00

El valor de contenido regional de la bicicleta se calcula de la siguiente forma:

$$\text{VCR} = \frac{\text{CN} - \text{VMNO}}{\text{CN}} \times 100$$

$$= \frac{\$23.00 - \$5.50}{\$23.00} \times 100$$

$$= 76.1\%$$

El valor de contenido regional de la bicicleta es de 76.1 por ciento. Por lo tanto, la bicicleta califica como una mercancía originaria.

Ejemplo 4: Materiales Originarios Adquiridos de un Productor que Los Produjo Utilizando Materiales Intermedios.

El Productor A, localizado en el país Parte del T-MEC A, produce interruptores. Para que los interruptores califiquen como mercancías originarias, el Productor A designa subconjuntos de los interruptores como materiales intermedios. Los subconjuntos están sujetos a un requisito de valor de contenido regional. Satisfacen ese requisito, y califican como materiales originarios. Los interruptores también están sujetos a un requisito de valor de contenido regional y, con los subconjuntos designados como materiales intermedios, se determina que tienen un valor de contenido regional de 65 por ciento.

El Productor A vende los interruptores al Productor B, ubicado en el país B Parte del T-MEC, quien los utiliza para producir ensamblajes de interruptor que se utilizan para producir la Mercancía B. Los ensamblajes de interruptor se encuentran sujetos a un requisito de valor de contenido regional. Los Productores A y B no acumulan su producción de acuerdo con lo establecido en la sección 9. El Productor B, puede entonces, de acuerdo a la subsección 8(6), designar los ensamblajes de interruptor como materiales intermedios.

Si los Productores A y B acumularan su producción de acuerdo a lo establecido en la sección 9, el Productor B no podría designar los ensamblajes de interruptores como materiales intermedios puesto que la producción de ambos Productores sería considerada la producción de un Productor.

Ejemplo 5: Productor Sencillo y Designaciones Sucesivas de Materiales Sujetos a un Requisito de Valor de Contenido Regional como Materiales Intermedios.

El Productor A, ubicado en un país Parte del T-MEC, produce el Material X y utiliza el Material X en la producción de la Mercancía B. El Material X califica como un material originario ya que satisface el requisito aplicable de valor de contenido regional. El Productor A designa el Material X como material intermedio.

El Productor A utiliza el Material X en la producción del Material Y, el cual también se utiliza en la producción de la Mercancía B. El Material Y también está sujeto a un requisito de valor de contenido regional. De acuerdo a la disposición establecida en la subsección 8(6), el Productor A no puede designar el Material Y como un material intermedio incluso si el Material Y satisface el requisito de valor de contenido regional, ya que el Material X fue designado por el Productor A como un material intermedio.

Ejemplo 6: Productor Único y Múltiples Designaciones de Materiales como Materiales Intermedios.

El Productor X, el cual está ubicado en el país X Parte del T-MEC, utiliza materiales no originarios en la producción de los materiales de fabricación propia A, B y C. Ninguno de los materiales de fabricación propia se utilizan en la producción de cualquiera de los otros materiales de fabricación propia.

El Productor X utiliza los materiales de fabricación propia en la producción de la Mercancía O, la cual se exporta al país Y Parte del T-MEC. Los materiales A, B y C califican como materiales originarios porque satisfacen los requisitos de valor de contenido regional aplicables.

Dado que ninguno de los materiales de fabricación propia se utiliza en la producción de cualquiera de los otros materiales de fabricación propia, entonces, aunque cada material de fabricación propia esté sujeto a un requisito de valor de contenido regional, el Productor X puede, de conformidad con la subsección 8(6), designar todos los materiales de fabricación propia como materiales intermedios. La disposición establecida en la subsección 8(6) solo aplica si los materiales de fabricación propia se utilizan en la producción de otros materiales de fabricación propia y ambos son sujetos de un requisito de valor de contenido regional.

Ejemplo 7: subsección 8(23) Accesorios, Repuestos, Herramientas o Materiales de Instrucción o de Otra Información.

A continuación, ejemplos de accesorios, repuestos, herramientas, materiales de instrucción u otra información que se entregan con una mercancía y forman parte de los accesorios estándar, repuestos, herramientas, materiales de instrucción o de otra información de la mercancía:

- (a) consumibles que deban ser reemplazados por intervalos regulares como recolectores de polvo para un sistema de aire acondicionado;
- (b) un estuche para cargar para equipo;
- (c) una cubierta de polvo para una máquina;
- (d) un manual operativo para un vehículo;
- (e) soportes para fijar equipo a una pared;
- (f) un conjunto de herramientas para bicicleta o un gato para carro;
- (g) un conjunto de llaves para cambiar una broca de un portabrocas;
- (h) un cepillo u otra herramienta para limpiar una máquina, y
- (i) cuerdas eléctricas y barras de carga para utilizar con mercancías electrónicas.

Ejemplo 8. Valor de Materiales Indirectos que son Apoyos.

El Productor A, ubicado en un país Parte del T-MEC, produce una bomba de agua para pozo que está sujeta a un requisito de valor de contenido regional. El productor elige que el valor de contenido regional de la mercancía sea calculado utilizando el método de costo neto. El Productor A compra un sensor de flujos de agua de plástico por inyección del Productor B, ubicado en el mismo país Parte del T-MEC, y lo utiliza en la producción de la bomba de agua para pozo. El Productor A provee al Productor B, sin cargo, de inyectoras para utilizar en la producción del sensor de flujo de agua. Los inyectores tienen un valor de \$100, que se registra como gasto en el año actual por el Productor A.

El sensor de flujo de agua está sujeto a un requisito de valor de contenido regional, el cual el Productor B elige calcular utilizando el método de costo neto. Con el fin de determinar el valor de los materiales no originarios para calcular el valor de contenido regional del sensor de flujos de agua, los inyectores se consideran un material originario porque se trata de un material indirecto. Sin embargo, de acuerdo a la subsección 8(13), tienen un valor de nada puesto que el costo de los inyectores con respecto a los sensores de flujo de agua no se encuentra registrado en los libros contables del Productor B.

Se determina que el sensor de flujo de agua es un material no originario. El costo de los inyectores que se encuentra registrado en los libros contables del productor A se registra como gasto en el año actual. De acuerdo a la sección 4 del Anexo VI (Valor de Materiales), el valor de los inyectores (ver subpárrafo 4(1)(b)(ii) del Anexo VI) debe ser incluido en el valor de los sensores de flujo de agua por parte del Productor A cuando se calcule el valor de contenido regional de la bomba de agua para pozo. El costo de los inyectores, aunque se encuentre registrado en los libros contables del productor A, no puede ser incluido como un costo separado en el costo neto de la bomba de agua para pozo puesto que ya se encuentra incluido en el valor del sensor de flujo de agua. El costo total del sensor de flujo de agua, el cual incluye el costo de los inyectores, está incluido en el valor de los materiales no originarios en cuanto al valor de contenido regional de la bomba de agua para pozo.

PARTE V. DISPOSICIONES GENERALES

SECCIÓN 9. ACUMULACIÓN

9 (1) De conformidad con las subsecciones (2) a (5):

- (a) una mercancía es originaria, si la mercancía es producida en el territorio de uno o más de los países Parte del T-MEC por uno o más productores, siempre que satisfaga los requisitos de la sección 3 y todos los demás requisitos aplicables de estas Reglamentaciones;
- (b) una mercancía o material originario de uno o más de los países Parte del T-MEC se considera como originario en el territorio de otro país Parte del T-MEC cuando se utiliza como material en la producción de una mercancía en el territorio de otro país Parte del T-MEC, y
- (c) la producción realizada en un material no originario en el territorio de uno o más de los países Parte del T-MEC puede contribuir al carácter de originario de una mercancía, independientemente de si esa producción fue suficiente para conferir el carácter de originario al material mismo.

(2) *Acumulación utilizando el método de costo neto.* Si una mercancía está sujeta a un requisito de valor de contenido regional basado en el método de costo neto y un exportador o productor de esa mercancía tiene una declaración firmada por un productor de un material que se utiliza en la producción de la mercancía que establece:

- (a) el costo neto en que se ha incurrido y el valor de los materiales no originarios utilizados por el productor del material en la producción de ese material;
 - (i) el costo neto en que ha incurrido el productor de la mercancía respecto al material será el costo neto incurrido por el productor del material más, si estos no están incluidos en dicho costo neto por el productor del material, los costos a que se hace referencia en la subsección 8(2)(a) a (c), y
 - (ii) el valor de los materiales no originarios utilizados por el productor de la mercancía respecto al material, será el valor de los materiales no originarios utilizados por el productor del material, o
- (b) cualquier cantidad, excepto aquella que incluya cualquier valor de los materiales no originarios, que sea parte del costo neto incurrido por el productor del material en la producción de ese material,
 - (i) el costo neto incurrido por el productor de la mercancía, respecto al material será el valor del material, determinado de conformidad con la subsección 8(1), y
 - (ii) el valor de los materiales no originarios utilizados por el productor de la mercancía, respecto al material, será el valor del material establecido de conformidad con la subsección 8(1), menos la cantidad asentada en la declaración.

(3) *Acumulación utilizando el método de valor de transacción.* Si una mercancía está sujeta a un requisito de valor de contenido regional basado en el método de valor de transacción y un exportador o productor de la mercancía tiene una declaración firmada por un productor de un material que es utilizado en la producción de la mercancía que establece el valor de los materiales no originarios utilizados por el productor del material en la producción de ese material, el valor de los materiales no originarios utilizados por el productor de la mercancía respecto al material será el valor de los materiales no originarios utilizados por el productor del material.

(4) *Promedio de costos - método de costo neto.* Si una mercancía está sujeta a un requisito de valor de contenido regional basado en el método de costo neto y un exportador o productor de la mercancía no cuenta con una declaración a

que hace referencia en la subsección (2), pero cuenta con una declaración firmada por el productor de un material que es utilizado en la producción de la mercancía que:

- (a) establece la suma de los costos netos incurridos y la suma de los valores de los materiales no originarios utilizados por el productor del material en la producción de ese material y materiales idénticos o materiales similares, o cualquier combinación de éstos, producidos en una sola planta por el productor del material durante un periodo de un mes o cualquier período consecutivo de tres, seis o doce meses que quede comprendido en el año fiscal del productor de la mercancía, dividido por el número de unidades de materiales respecto de los cuales se efectuó la declaración;
 - (i) el costo neto incurrido por el productor de la mercancía respecto al material deberá ser la suma de los costos netos incurridos por el productor del material respecto a ese material y los materiales idénticos o materiales similares, dividida entre el número de unidades de materiales respecto de las cuales se efectuó la declaración, más los costos a que se hace referencia en los párrafos 8(2)(a) a (c), si no están incluidos en los costos netos incurridos por el productor del material, y
 - (ii) el valor de los materiales no originarios utilizados por el productor de la mercancía respecto al material deberá ser la suma de los valores de los materiales no originarios utilizados por el productor del material respecto a ese material y los materiales idénticos o materiales similares divididos entre el número de unidades de materiales respecto a las cuales se efectuó la declaración, o
 - (b) establece cualquier cantidad, excepto aquella que incluya cualquiera de los valores de los materiales no originarios, que forme parte de la suma de los costos netos incurridos por el productor del material en la producción de ese material y materiales idénticos o materiales similares, o cualquier combinación de éstos, producidos en una sola planta por el productor del material durante un periodo de un mes o cualquier período consecutivo de tres, seis o doce meses que quede comprendido en el año fiscal del productor de la mercancía, dividido entre el número de unidades de materiales respecto de las cuales se efectuó la declaración;
 - (i) el costo neto incurrido por el productor de la mercancía respecto al material deberá ser el valor del material, determinado de conformidad con la subsección 8(1), y
 - (ii) el valor de los materiales no originarios utilizados por el productor de la mercancía respecto al material deberá ser el valor del material, determinado de conformidad con la subsección 8(1), menos la cantidad asentada en la declaración.
- (5) *Promedio de costos - método de valor de transacción.* Si una mercancía está sujeta a un requisito de valor de contenido regional basado en el método de valor de transacción y un exportador o productor de la mercancía no cuenta con una declaración a la que se hace referencia en la subsección (3), pero cuenta con una declaración firmada por un productor de un material que es utilizado en la producción de la mercancía que señale la suma de los valores de materiales no originarios utilizados por el productor del material en la producción de ese material y los materiales idénticos o materiales similares, o cualquier combinación de éstos, producidos en una sola planta por el productor del material durante periodo de un mes o cualquier período consecutivo de tres, seis o doce meses que quede comprendido en el año fiscal del productor de la mercancía, dividido entre el número de unidades de materiales respecto a las cuales se efectuó la declaración, el valor de los materiales no originarios utilizados por el productor de la mercancía respecto al material deberá ser la suma de los valores de los materiales no originarios utilizados por el productor del material respecto a ese material y los materiales idénticos o materiales similares dividida entre el número de unidades de materiales respecto de las cuales se efectuó la declaración.

(6) *Productor único.* Para efectos de la subsección 8(6), si un productor de la mercancía opta por acumular la producción de materiales de conformidad con la subsección (1), esa producción se considerará como producción del productor de la mercancía.

(7) *Particularidades.* Para efectos de esta sección,

- (a) para acumular la producción de un material:
 - (i) Si la mercancía está sujeta a un requisito de valor de contenido regional, el productor de la mercancía deberá tener la declaración que se describe en las subsecciones (2) a (5), firmada por el productor del material, y
 - (ii) Si se aplica un cambio de clasificación arancelaria para determinar si la mercancía es una mercancía originaria, el productor de la mercancía deberá tener una declaración firmada por el productor del material que establezca la clasificación arancelaria de todos los materiales no originarios utilizados por ese productor en la producción de ese material y que la producción de ese material se ha efectuado

enteramente en el territorio de uno o más países Parte del T-MEC;

- (b) un productor de una mercancía que opte por acumular no está obligado a acumular la producción de todos los materiales que se incorporan a la mercancía, y
- (c) cualquier información presentada en una declaración referida en las subsecciones (2) a (5) con relación al valor de los materiales o a los costos, será presentada en la moneda del país donde esté ubicada la persona que presentó la declaración.

(8) *Ejemplos de acumulación de producción.*

Cada uno de los siguientes ejemplos es un "Ejemplo" como se señala en la subsección 1(4).

Ejemplo 1: subsección 9(1)

El Productor A, ubicado en un país A Parte del T-MEC, importa a ese país pistas y tazas no acabadas comprendidas en la subpartida 8482.99 provenientes de un territorio que no es Parte de T-MEC. El Productor A procesa las pistas y tazas no acabadas, convirtiéndolas en pistas y tazas terminadas, las cuales pertenecen a la misma subpartida. Las pistas y tazas terminadas por el Productor A no satisfacen un cambio de clasificación arancelaria aplicable y, por lo tanto, no califican como mercancías originarias.

El costo neto (unitario) de las pistas y tazas terminadas se calcula de la siguiente manera:

Costos del producto:	
Valor de los materiales originarios	\$0.15
Valor de los materiales nooriginarios	\$0.75
Otros costos del producto	\$0.35
Costos del periodo (incluyendo \$0.05 de costos excluidos)	\$0.15
Otros costos	\$0.05
Costo total de las pistas y tazas terminadas, por unidad	\$1.45
Costos excluidos (incluidos en los costos del periodo)	\$0.05
Costo neto de las pistas y tazas terminadas, por unidad	\$1.40

El Productor A vende las pistas y tazas terminadas al Productor B, ubicado en el país A, Parte del T-MEC a un precio unitario de \$ 1.50. Más adelante, el productor B las procesa y convierte en rodamientos y pretende exportarlos al país B Parte del T-MEC. Aunque los rodamientos satisfacen el cambio aplicable en la clasificación arancelaria, éstos están sujetos a un requisito de valor de contenido regional.

Situación A:

El Productor B no opta por acumular los costos incurridos por el Productor A respecto a las pistas y tazas utilizadas en la producción de rodamientos. El costo neto de los rodamientos (por unidad) se calcula de la siguiente manera:

Costos del producto:	
Valor de los materiales originarios	\$0.45
Valor de los materiales no originarios (valor, por unidad, de las pistas y tazas compradas al Productor A)	\$1.50
Otros costos del producto	\$0.75
Costos del periodo (incluyendo \$0.05 de costos excluidos)	\$0.15
Otros costos	\$0.05
Costo total de los rodamientos, por unidad	\$2.90
Costos excluidos (incluidos en los costos del periodo)	\$0.05
Costo neto de los rodamientos, por unidad	\$2.85

El valor de contenido regional de los rodamientos, calculado conforme al método de costo neto es:

$$\begin{aligned} \text{VCR} &= \frac{\text{CN} - \text{VMNO}}{\text{CN}} \times 100 \\ &= \frac{\$2.85 - \$1.50}{\$2.85} \times 100 \\ &= 47.4\% \end{aligned}$$

Por lo tanto, los rodamientos son mercancías no originarias.

Situación B:

El Productor B opta por acumular los costos incurridos por el Productor A respecto a las pistas y tazas utilizadas en la producción de los rodamientos. El Productor A le proporciona al Productor B la declaración, que se describe en el párrafo 9(2)(a).

El costo neto de los rodamientos (por unidad) se calcula de la siguiente manera:

Costos del producto:	
Valor de los materiales originarios (\$0.45 + \$0.15)	\$0.60
Valor de los materiales no originarios (valor, por unidad de las pistas y tazas no acabadas importadas por el Productor A)	\$0.75
Otros costos del producto (\$0.75 + \$0.35)	\$1.10
Costos del periodo (\$0.15 + \$0.15), incluyendo \$0.10 en costos excluidos)	\$0.30
Otros costos (\$0.05 + \$0.05)	\$0.10
Costo total de los rodamientos, por unidad	\$2.85
Costos excluidos (incluidos en los costos del periodo)	\$0.10
Costo neto de los rodamientos, por unidad	\$2.75

El valor de contenido regional de los rodamientos, calculado conforme al método de costo neto es:

$$\begin{aligned} \text{VCR} &= \frac{\text{CN} - \text{VMNO}}{\text{CN}} \times 100 \\ &= \frac{\$2.75 - \$0.75}{\$2.75} \times 100 \\ &= 72.7\% \end{aligned}$$

Por lo tanto, los rodamientos son mercancías originarias.

Situación C:

El Productor B opta por acumular los costos incurridos por el Productor A respecto a las pistas y tazas utilizadas en la producción de los rodamientos. El Productor A proporciona al Productor B la declaración que se describe en el párrafo 9(2)(b) la cual especifica una cantidad igual al costo neto menos el valor de los materiales no originarios

utilizados para producir las pistas y tazas terminadas (\$ 1.40 - 0.75 = \$ 0.65). El costo neto de los rodamientos (por unidad) se calcula de la siguiente manera:

Costos del producto:	
Valor de los materiales originarios (\$0.45 + \$0.65)	\$1.10
Valor de los materiales no originarios (\$1.50 - \$0.65)	\$0.85
Otros costos del producto	\$0.75
Costos del periodo (incluyendo \$0.05 de costos excluidos)	\$0.15
Otros costos	\$0.05
Costo total de los rodamientos, por unidad	\$2.90
Costos excluidos (incluidos en los costos del periodo)	\$0.05
Costo neto de los rodamientos, por unidad	\$2.85

El valor de contenido regional de los rodamientos, calculado conforme al método de costo neto es:

$$\begin{aligned} \text{VCR} &= \frac{\text{CN} - \text{VMNO}}{\text{CN}} \times 100 \\ &= \frac{\$2.85 - \$0.85}{\$2.85} \times 100 \\ &= 70.2\% \end{aligned}$$

Por lo tanto, los rodamientos son mercancías originarias.

Situación D:

El Productor B opta por acumular los costos incurridos por el Productor A respecto a las pistas y tazas utilizadas en la producción de los rodamientos. El Productor A proporciona al Productor B la declaración que se describe en el párrafo 9(2)(b), que especifica una cantidad igual al valor de los otros costos del producto utilizados en la producción de las pistas y tazas terminadas (\$ 0.35). El costo neto de rodamientos (por unidad) se calcula de la siguiente manera:

Costos del producto:	
Valor de los materiales originarios	\$0.45
Valor de los materiales no originarios (\$1.50 - \$0.35)	\$1.15
Otros costos del producto (\$0.75 + \$0.35)	\$1.10
Costos del periodo (incluyendo \$0.05 de costos excluidos)	\$0.15
Otros costos	\$0.05
Costo total de costos de los rodamientos, por unidad	\$2.90
Costos excluidos (incluidos en los costos del periodo)	\$0.05
Costo neto de los rodamientos, por unidad	\$2.85

El valor de contenido regional de los rodamientos, calculado conforme al método de costo neto es:

$$\text{VCR} = \frac{\text{CN} - \text{VMNO}}{\text{CN}} \times 100$$

$$= \frac{\$2.85 - \$1.15}{2.85} \times 100$$

$$= 59.7\%$$

Por lo tanto, los rodamientos son mercancías originarias.

Situación E:

El Productor B opta por acumular los costos incurridos por el Productor A respecto a las pistas y tazas utilizadas en la producción de rodamientos. El Productor A proporciona al Productor B una declaración firmada que se describe en la subsección 9(3), que especifica el valor de los materiales no originarios utilizados en la producción de las pistas y tazas terminadas (\$ 0.75). El Productor B elige calcular el valor de contenido regional de los rodamientos según el método de valor de transacción. El valor de contenido regional de los rodamientos (por unidad) se calcula de la siguiente manera:

Valor de transacción de los rodamientos, por unidad	\$3.15
Costos incurridos, por unidad, en el envío internacional de la mercancía (incluido en el valor de transacción de los rodamientos)	\$0.15
Valor de transacción, por unidad, ajustado para excluir cualquier costo incurrido en el envío internacional de la mercancía	\$3.00
Valor de los materiales no originarios (valor por unidad, de las pistas y tazas sin terminar importadas por el Productor A)	\$0.75

El valor de contenido regional de los rodamientos, calculado conforme al método de valor de transacción es:

$$VCR = \frac{VT - VMNO}{VT} \times 100$$

$$= \frac{\$3.00 - \$0.75}{\$3.00} \times 100$$

$$= 75\%$$

Por lo tanto, debido a que los rodamientos tienen un valor de contenido regional de al menos 60 por ciento conforme al método de valor de transacción, los rodamientos son productos originarios.

Ejemplo 2: sección 9(1)

El Productor A, ubicado en el país A Parte del T-MEC, importa algodón no originario, cardado o peinado, comprendido en la partida 52.03, para utilizarlo en la producción de hilo de algodón comprendido en la partida 52.05. Debido a que el cambio de algodón, cardado o peinado, a hilo de algodón es un cambio dentro del mismo capítulo, el algodón no satisface el cambio de clasificación arancelaria aplicable a la partida 52.05, que es un cambio de cualquier otro capítulo, con ciertas excepciones. Por lo tanto, el hilo de algodón que produce el Productor A, con algodón no originario, es una mercancía no originaria.

El productor A vende el hilo de algodón no originario al Productor B, ubicado también en el país A Parte del T-MEC, el cual utiliza el hilo de algodón para producir tela de algodón comprendida en la partida 52.08. El cambio de un hilo de algodón no originario a una tela de algodón es insuficiente para satisfacer el cambio de clasificación arancelaria aplicable a la partida 52.08, el cual establece un cambio de cualquier partida fuera de las partidas 52.08 a 52.12, excepto ciertas partidas, bajo las cuales están clasificados varios tipos de hilos, incluyendo el hilo de algodón de la partida 52.05. Por lo tanto, la tela de algodón que produce el Productor B a partir del hilo de algodón no originario producido por el Productor A es una mercancía no originaria.

Sin embargo, el Productor B puede optar por acumular la producción del Productor A. La regla de la partida 52.08, conforme a la cual se clasifica la tela de algodón, no excluye un cambio de la partida 52.03, conforme a la cual se clasifica el algodón cardado o peinado. Por lo tanto, de acuerdo con la subsección 15(1), el cambio de algodón cardado

o peinado de la partida 52.03 a la tela de algodón de la partida 52.08 si satisface el cambio de clasificación arancelaria aplicable a la partida 52.08. La tela de algodón se considera como una mercancía originaria.

Para que el Productor B, pueda optar por acumular la producción del Productor A, debe tener una declaración a que se refiere el párrafo 9 (7).

SECCIÓN 10. TRANSBORDO

10 (1) *Requisitos de transporte para conservar el carácter de originario.* Si una mercancía originaria es transportada fuera de los territorios de los países Parte del T-MEC, la mercancía conserva su carácter de originario si:

- (a) la mercancía permanece bajo control aduanero fuera de los territorios de los países Parte del T-MEC, y
- (b) la mercancía no sufre una transformación ulterior o cualquiera otra operación fuera de los territorios de los países parte del T-MEC, excepto la descarga; recarga; separación de un envío a granel; almacenamiento; etiquetado u otra marca requerida por el país importador Parte del T-MEC, o cualquier otra operación necesaria para transportar la mercancía al territorio del país importador Parte del T-MEC o para preservar la mercancía en buenas condiciones, incluyendo:
 - (i) inspección;
 - (ii) remoción del polvo que se acumula durante el envío;
 - (iii) ventilación;
 - (iv) extensión o secado;
 - (v) refrigeración;
 - (vi) remplazo de sal, dióxido de azufre u otras soluciones acuosas; o
 - (vii) remplazo del envase y materiales de empaque dañados y retirar las unidades de la mercancía que están podridas o dañadas y representan un peligro para las unidades restantes de la mercancía.

(2) *Mercancía enteramente no originaria.* Para efectos de estas Reglamentaciones, una mercancía que no sea originaria de conformidad con la subsección (1) se considera una mercancía enteramente no originaria.

(3) *Excepciones para ciertas mercancías.* La subsección (1) no se aplica con respecto a:

- (a) una "tarjeta inteligente" de la subpartida 8523.52 que contenga un solo circuito integrado, cuando cualquier procesamiento ulterior u otra operación que esa mercancía sufra fuera de los territorios de los países Parte del T-MEC no resulta en un cambio en la clasificación arancelaria de la mercancía a cualquier otra subpartida;
- (b) una mercancía de cualquiera de las subpartidas 8541.10 a 8541.60 u 8542.31 a 8542.39, cuando cualquier procesamiento ulterior u otra operación que esa mercancía sufra fuera de los territorios de los países Parte del T-MEC no resulta en un cambio en la clasificación arancelaria de la mercancía a una subpartida fuera de ese grupo;
- (c) una microestructura electrónica de la subpartida 8543.90, cuando cualquier procesamiento ulterior u otra operación que esa mercancía sufra fuera de los territorios de los países Parte del T-MEC no resulta en un cambio en la clasificación arancelaria de la mercancía a cualquier otra subpartida, o
- (d) una microestructura electrónica de la subpartida 8548.90, cuando cualquier procesamiento ulterior u otra operación que esa mercancía sufra fuera de los territorios de los países Parte del T-MEC no resulta en un cambio en la clasificación arancelaria de la mercancía a cualquier otra subpartida.

SECCIÓN 11. OPERACIONES QUE NO CALIFICAN

11 Una mercancía no se considera como originaria únicamente por

- (a) la simple dilución en agua u otra sustancia que no altere materialmente las características de la mercancía, o
- (b) cualquier producción o práctica de fijación de precios respecto de la cual se pueda demostrar, a partir de pruebas suficientes, que su objetivo es evadir las disposiciones de estas Reglamentaciones.

PARTE V MERCANCIAS AUTOMOTRICES

SECCIÓN 12. DEFINICIONES E INTERPRETACIÓN

(1) Para los efectos de esta parte:

autocaravana o vehículo recreativo significa un vehículo de las partidas 87.02 u 87.03 construido sobre un chasis autopropulsado para vehículos automotores, diseñado única o principalmente como vivienda temporal para uso recreativo, de campamento, de entretenimiento, corporativo o estacional;

camión ligero significa un vehículo de la subpartida 8704.21 u 8704.31, excepto vehículos para ser utilizados única o principalmente fuera de la carretera;

camión pesado significa un vehículo, distinto a un vehículo para ser utilizado única o principalmente fuera de la carretera, de la subpartida 8701.20, 8704.22, 8704.23, 8704.32 u 8704.90, o un chasis equipado con un motor de la partida 87.06 que se usa en un vehículo de la subpartida 8701.20, 8704.22, 8704.23, 8704.32 u 8704.90,

categoría de tamaño significa, respecto a un vehículo ligero, que el total del volumen interior para pasajeros y equipaje sea de:

- (a) 85 pies cúbicos (2.38 metros cúbicos) o menor;
- (b) mayor de 85 pies cúbicos (2.38 metros cúbicos) pero menor de 100 pies cúbicos (2.80 metros cúbicos);
- (c) 100 pies cúbicos (2,80 metros cúbicos) o más, pero sin exceder de 110 pies cúbicos (3,08 metros cúbicos);
- (d) más de 110 pies cúbicos (3.08 metros cúbicos) pero menor de 120 pies cúbicos (3.36 metros cúbicos), o
- (e) 120 pies cúbicos (3.36 metros cúbicos) o más;

clase de vehículos automotores significa cualquiera de las siguientes categorías de vehículos automotores:

- (a) tractores de carretera para semirremolques de la subpartida 8701.20, vehículos automotores para el transporte de 16 o más personas de la subpartida 8702.10 u 8702.90, vehículos automotores para el transporte de mercancías de la subpartida 8704.10, 8704.22, 8704.23, 8704.32 u 8704.90, vehículos automotores para fines especiales de la partida 87.05, o chasis equipado con motor de la partida 87.06;
- (b) tractores de la subpartida 8701.10 u 8701.30 a 8701.90;
- (c) vehículos automotores para el transporte de 15 o menos personas de la subpartida 8702.10 u 8702.90, o camiones ligeros de la subpartida 8704.21 u 8704.31, y
- (d) vehículos de pasajeros de la subpartida 8703.21 a 8703.90;

edificio nuevo significa la construcción nueva que incluya por lo menos el colado o construcción de nuevos cimientos y pisos, el levantamiento de una estructura y techos nuevos, y la instalación de plomería, electricidad y otros servicios nuevos para albergar un proceso completo de ensamble de vehículos automotores;

ensamblador de vehículos automotores significa un productor de vehículos automotores y cualesquiera personas o coinversiones relacionadas en las que el productor participa;

línea de modelo significa un grupo de vehículos automotores que tengan la misma plataforma o el mismo nombre de modelo;

marca significa el nombre comercial utilizado por una división de comercialización diferente al ensamblador de vehículos automotores;

material de salario alto (MSA) significa un material que se produce en una planta de producción que califica en tasa salarial;

nombre de modelo significa la palabra, un grupo de palabras, letras, números o designación similar asignada a un vehículo automotor por una división de comercialización de un ensamblador de vehículos automotores para:

- (a) diferenciar el vehículo automotor de otros vehículos automotores que usen el mismo diseño de plataforma;
- (b) asociar al vehículo automotor con otros vehículos automotores que utilicen un diseño de plataforma diferente, o
- (c) indicar un diseño de plataforma;

parte de refacción significa una mercancía que no sea destinada a utilizarse como equipo original en la producción de vehículos de pasajeros, camiones ligeros o camiones pesados como se define en estas Reglamentaciones;

placa inferior de un vehículo automotor significa un componente, compuesto de una sola parte o de dos o más partes unidas, con o sin miembros rigidizantes adicionales, que forma la base de un vehículo automotor, que comienza desde la pared o división del compartimiento del motor del vehículo, y que termina:

- (a) Si existe un piso para el compartimiento del equipaje en el vehículo automotor, en el lugar donde comienza dicho piso para el compartimiento del equipaje, o

- (b) en caso de no existir un compartimiento del equipaje en el vehículo automotor, donde termine el compartimiento de pasajeros del vehículo automotor;

planta significa un edificio o edificios próximos, aunque no necesariamente contiguos, maquinaria, aparatos e instalaciones que están bajo el control de un productor utilizados en la producción de cualquiera de los siguientes:

- (a) vehículos de pasajeros, camiones ligeros o camiones pesados,
- (b) una mercancía listada en la Tabla A.1, A.2, B, C, D, E, F o G;

planta de ensamble de salario alto para partes de camiones pesados significa una planta de producción de tasa salarial que califica, operada por un productor corporativo o por un proveedor con el que el productor tiene un contrato de al menos 3 años para los materiales listados en los incisos (a) a (c), siempre que la planta esté ubicada en el territorio de un país Parte del T-MEC y que tenga una capacidad de producción de:

- (a) 20,000 o más motores de la partida 84.07 u 84.08;
- (b) 20,000 o más transmisiones de la subpartida 8708.40; o
- (c) 20,000 o más paquetes de baterías avanzadas;

Dichos motores, transmisiones o paquetes de baterías avanzadas no están obligados a calificar como originarios;

planta de ensamble de salario alto para partes de vehículos de pasajeros o camiones ligeros significa una planta de producción de tasa salarial que califica, operada por un productor corporativo o por un proveedor con el que el productor tiene un contrato de al menos 3 años para los materiales listados en los subpárrafos (a) a (c), siempre que la planta esté ubicada en el territorio de un país Parte del T-MEC y que tenga una capacidad de producción de:

- (a) 100,000 o más motores de la partida 84.07 u 84.08;
- (b) 100,000 o más transmisiones de la subpartida 8708.40; o
- (c) 25,000 o más paquetes de baterías avanzadas;

Dichos motores, transmisiones o paquetes de baterías avanzadas no están obligados a calificar como originarios;

planta de ensamble de vehículos de tasa salarial calificada significa una planta de ensamble de vehículos de pasajeros, camiones ligeros o camiones pesados ubicada en el territorio de un país Parte del T-MEC, en la que la tasa promedio de salario base por hora es al menos:

- (a) US \$ 16 en los Estados Unidos;
- (b) CA \$ 20.88 en Canadá, y
- (c) MXN \$ 294.22 en México;

planta de producción de tasa salarial calificada significa una planta que produce materiales para vehículos de pasajeros, camiones ligeros o camiones pesados ubicada en el territorio de un país Parte del T-MEC, en la cual la tarifa salarial base promedio por hora es al menos:

- (a) US \$ 16 en los Estados Unidos;
- (b) CA \$ 20.88 en Canadá; y
- (c) MXN \$ 294.22 en México;

plataforma significa el ensamble primario estructural portador de carga de un vehículo automotor que determina el tamaño básico de ese vehículo automotor y es la base estructural que soporta el tren motriz, y sirve de unión para los componentes de la suspensión del vehículo automotor en diversos tipos de bastidores, tales como para montaje de carrocería o bastidor dimensional y carrocería unitaria;

primer prototipo de vehículo automotor significa el primer vehículo automotor que:

- (a) se produce utilizando herramientas y procesos destinados a la producción de vehículos automotores que se ofrecerán para la venta, y
- (b) sigue el proceso completo de ensamble de vehículos automotores de una manera no específicamente diseñada para propósitos de prueba;

proceso completo de ensamble del vehículo automotor significa la producción de un vehículo automotor a partir de partes separadas que lo constituyen, las cuales incluyen lo siguiente:

- (a) un bastidor estructural o carrocería unitaria
- (b) partes de carrocería
- (c) un motor, una transmisión y un tren motriz

- (d) componentes de freno
- (e) componentes de suspensiones y dirección
- (f) asientos y acabados interiores
- (g) defensas y acabados exteriores
- (h) ruedas y
- (i) componentes eléctricos y de iluminación;

remodelación significa el cierre de una planta, para efectos de conversión o renovación, por lo menos durante tres meses;

salario alto en costos laborales (SACL) significa la suma de los gastos salariales, sin incluir los beneficios, para los trabajadores que realizan trabajos de producción directa en una planta de ensamble de vehículos que califica en tasa salarial;

salario alto en gastos de tecnología significa los gastos salariales, expresados como un porcentaje del gasto total en salarios de producción de un vehículo de pasajeros, camión ligero o camión pesado, a nivel corporativo en el territorio de uno o más de los países Parte del T-MEC en:

- (a) investigación y desarrollo, incluidas las operaciones de desarrollo de prototipos, diseño, ingeniería o pruebas y cualquier trabajo realizado por un productor con el fin de crear materiales nuevos, o mejorar, materiales, piezas, vehículos o procesos existentes, incluidas las mejoras incrementales a los mismos, y
- (b) tecnología de la información, incluido el desarrollo de software, integración de tecnología, comunicaciones de vehículos u operaciones de soporte de tecnología de la información,

No se incluyen los gastos en capital u otros costos no salariales para I + D o TI. Para mayor certeza, no existe una tasa de salario mínimo asociada al salario alto en gastos de tecnología;

salario alto en transporte y costos relacionados al envío significa los costos incurridos por un productor para el transporte, la logística o el manejo de materiales asociados con el movimiento de partes o materiales de salario alto dentro de los territorios de los países Parte del T-MEC, siempre que el proveedor de transporte, logística o manejo de materiales pague una tasa salarial base promedio por hora a los empleados de producción directa que realizan estos servicios, de al menos:

- (a) US \$ 16 en los Estados Unidos;
- (b) CA \$ 20.88 en Canadá; y
- (c) MXN \$ 294.22 en México;

El salario alto en transporte o costos relacionados al envío pueden incluirse en el salario alto en gastos de materiales y manufactura, si esos costos no se incluyen de otra manera;

súper-componente esencial significa las partes listadas en la columna 1 de la Tabla A.2 de esta Parte, que se consideran como una sola parte para efecto del cálculo de valor de contenido regional de acuerdo con las subsecciones 14(10), 14(11), 14(13) y 16(10);

tasa salarial base promedio por hora significa la tasa de pago promedio por hora con base en todas las horas realizadas en trabajo de producción directa en una planta o instalación, incluso si los trabajadores que realizan ese trabajo reciben un salario, a destajo o por día. Esto incluye todas las horas realizadas por trabajadores de tiempo completo, tiempo parcial, temporales y estacionales. La tasa de pago no incluye beneficios, bonificaciones o primas por turno, ni el pago de primas por horas extras, días festivos o fines de semana. Si un tercero paga a un trabajador, como una agencia de empleo temporal, sólo los salarios recibidos por el trabajador se incluyen en el cálculo de la tasa salarial base promedio por hora.

Para los trabajadores de producción directa, la tasa salarial base promedio por hora se calcula con base en todas sus horas de trabajo. Para otros trabajadores que realizan trabajos de producción directa, la tasa salarial base promedio por hora se calcula con base en el número de horas en que realizan trabajos de producción directa. La tasa tampoco incluye las horas trabajadas por becarios, practicantes, estudiantes o cualquier otro trabajador que no tenga un acuerdo de compensación expresa o implícita con el empleador.

Si un trabajador de producción directa o un trabajador que realiza un trabajo de producción directa es compensado por un método que no sea por hora, como un salario, tasa por pieza o tasa por día, la tasa salarial base promedio por hora del trabajador se calcula al convertir el salario, tasa por pieza o tasa diaria a un equivalente por hora. Este equivalente por hora

se multiplica por el número de horas trabajadas en la producción directa con el fin de calcular el salario base promedio por hora.

trabajador de producción directa significa cualquier trabajador cuyas responsabilidades principales son el trabajo de producción directa, lo que significa que al menos el 85 % del tiempo del trabajador se dedica a realizar trabajo de producción directa.

trabajo de producción directa significa el trabajo de cualquier empleado directamente involucrado en la producción de vehículos de pasajeros, camiones ligeros, camiones pesados o partes utilizadas en la producción de estos vehículos en el territorio de un país Parte del T-MEC. También incluye el trabajo de un empleado directamente involucrado en la configuración, operación o mantenimiento de herramientas o equipos utilizados en la producción de esos vehículos o partes. El trabajo de producción directa puede realizarse en una línea de producción, en una estación de trabajo, en el taller o en otra área de producción.

El trabajo de producción directa también incluye:

- (a) manejo de materiales de vehículos o partes;
- (b) inspección de vehículos o partes, incluidas las inspecciones que normalmente se clasifican como control de calidad y, para camiones pesados, inspecciones de preventa realizadas en el lugar donde se produce el vehículo;
- (c) el trabajo realizado por personal calificado, como ingenieros en el proceso o producción, mecánicos, técnicos y otros empleados responsables de mantener y garantizar la operación de la línea de producción o herramientas y equipos utilizados en la producción de vehículos o partes, y
- (d) capacitación en el trabajo sobre la ejecución de una tarea de producción específica.

El trabajo de producción directa no incluye ningún trabajo de personal ejecutivo o administrativo que tenga la autoridad de tomar decisiones finales para contratar, despedir, promover, transferir y disciplinar a los empleados; los trabajadores dedicados a la investigación y desarrollo, o al trabajo de ingeniería u otro personal que no es responsable de mantener y garantizar el funcionamiento de la línea de producción o las herramientas y equipos utilizados en la producción de vehículos o partes. Tampoco incluye ningún trabajo realizado por becarios, practicantes, estudiantes o cualquier trabajador que no tenga un acuerdo de compensación expresa o implícita con el empleador.

valor de compra anual (VCA) significa la suma de los valores de los materiales de salario alto comprados anualmente por un productor para su uso en la producción de vehículos de pasajeros, camiones ligeros o camiones pesados en una planta ubicada en el territorio de un país Parte del T-MEC;

valor total de compras anuales de la planta de ensamble (VTCA) significa la suma de los valores de todas las partes o materiales comprados, anualmente, para su uso en la producción de vehículos de pasajeros, camiones ligeros o camiones pesados en una planta ubicada en el territorio de un país Parte del T-MEC;

vehículo de pasajeros significa un vehículo de la subpartida 8703.21 a 8703.90, excepto:

- (a) un vehículo con motor de encendido por compresión de la subpartida 8703.31 a 8703.33 o un vehículo de la subpartida 8703.90 que tengan tanto un motor de encendido por compresión como un motor eléctrico para propulsión;
- (b) un motociclo de tres ruedas (trimoto) o cuatro ruedas (cuatrimoto);
- (c) un vehículo todo terreno;
- (d) una autocaravana o vehículo recreativo, o
- (e) una ambulancia, coche fúnebre o coche celular.

vehículo para ser utilizado única o principalmente fuera de la carretera significa un vehículo que no cumple con los estándares federales de seguridad y emisiones de Estados Unidos, que permite el uso sin restricciones en carretera o los estándares en carretera equivalentes mexicanos y canadienses.

vehículo todo terreno significa un vehículo que no cumple con los estándares federales de seguridad y emisiones de los Estados Unidos que permiten su uso sin restricciones en carretera, o los estándares en carretera equivalentes mexicanos y canadienses;

SECCIÓN 13: REGLAS DE ORIGEN ESPECÍFICAS POR PRODUCTO PARA VEHÍCULOS Y CIERTAS AUTOPARTES

(1) Excepto las disposiciones de la sección 19 (Régimen Alternativo de Transición), las reglas de origen específicas por producto para mercancías de la partida 87.01 a 87.08 son:

8701.10	Un cambio a una mercancía de la subpartida 8701.10 de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 60 por ciento conforme al método de costo neto.
8701.20	Un cambio a una mercancía de la subpartida 8701.20 de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a: <ul style="list-style-type: none"> (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024; (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027; o (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027 y posteriormente.
8701.30 – 8701.90	Un cambio a una mercancía de la subpartida 8701.30 a 8701.90 de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 60 por ciento conforme al método de costo neto.
8702.10 – 8702.90	(1) Un cambio a un vehículo automotor para el transporte de 15 o menos personas de la subpartida 8702.10 a 8702.90 de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 62.5 por ciento conforme al método de costo neto, o (2) Un cambio a un vehículo automotor para el transporte de 16 o más personas de la subpartida 8702.10 a 8702.90 de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 60 por ciento conforme al método de costo neto.
8703.10	Un cambio a la subpartida 8703.10 de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a: <ul style="list-style-type: none"> (a) 60 por ciento conforme al método de valor de transacción, o (b) 50 por ciento conforme al método de costo neto.
8703.21 – 8703.90	(1) Un cambio a un vehículo de pasajeros de la subpartida 8703.21 a 8703.90 de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a: <ul style="list-style-type: none"> (a) 66 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021; (b) 69 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022; (c) 72 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023; (d) 75 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023, y posteriormente, o (2) Un cambio a cualquier otra mercancía de la subpartida 8703.21 a 8703.90 de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 62.5 por ciento conforme al método de costo neto.
8704.10	Un cambio a una mercancía de la subpartida 8704.10 de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 60 por ciento conforme al método de costo neto.
8704.21	(1) Un cambio a un camión ligero de la subpartida 8704.21 de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a: <ul style="list-style-type: none"> (a) 66 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021; (b) 69 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022; (c) 72 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023; (d) 75 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023, y posteriormente, o

- (2) Un cambio a un vehículo para ser utilizado única o principalmente fuera de la carretera de la subpartida 8704.21 de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 62.5 por ciento conforme al método de costo neto.
- 8704.22 - 8704.23 (1) Un cambio a un camión pesado de la subpartida 8704.22 a 8704.23 de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
- (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
 - (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
 - (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente, o
- (2) Un cambio a un vehículo para ser utilizado única o principalmente fuera de la carretera de la subpartida 8704.22 a 8704.23 de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 60 por ciento conforme al método de costo neto.
- 8704.31 (1) Un cambio a un camión ligero de la subpartida 8704.31 de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
- (a) 66 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
 - (b) 69 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;
 - (c) 72 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023;
 - (d) 75 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023, y posteriormente, o
- (2) Un cambio a un vehículo para ser utilizado única o principalmente fuera de la carretera de la subpartida 8704.31 de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 62.5 por ciento conforme al método de costo neto.
- 8704.32 - 8704.90 (1) Un cambio a un camión pesado de la subpartida 8704.32 a 8704.90 de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
- (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
 - (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
 - (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente, o
- (2) Un cambio a un vehículo para ser utilizado única o principalmente fuera de la carretera de la subpartida 8704.32 a 8704.90 de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 60 por ciento conforme al método de costo neto.
- 87.05 Un cambio a la partida 87.05 de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 60 por ciento conforme al método de costo neto.
- 87.06 Para una mercancía de la partida 87.06 para uso como equipo original en un vehículo de pasajeros o camión ligero:
- (1) No se requiere cambio de clasificación arancelaria cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
- (a) 66 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
 - (b) 69 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;

- (c) 72 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023;
- (d) 75 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023, y posteriormente.

Para una mercancía de la partida 87.06 para uso como equipo original en un camión pesado:

(2) No se requiere cambio de clasificación arancelaria cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:

- (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
- (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
- (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.

Para cualquier otra mercancía de la partida 87.06 para uso como equipo original en cualquier otro vehículo o como parte de refacción:

(3) No se requiere cambio de clasificación arancelaria cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 60 por ciento conforme al método de costo neto.

87.07

Para una mercancía de la partida 87.07 para uso como equipo original en un vehículo de pasajeros o camión ligero:

(1) No se requiere cambio de clasificación arancelaria cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:

- (a) 66 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
- (b) 69 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;
- (c) 72 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023;
- (d) 75 por ciento conforme al método de costo neto, a partir 1° de julio de 2023, y posteriormente.

Para una mercancía de la partida 87.07 para uso como equipo original en un camión pesado:

(2) Un cambio a la partida 87.07 de cualquier otro capítulo, o

(3) No se requiere cambio de clasificación arancelaria cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:

- (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
- (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
- (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.

Para cualquier otra mercancía de la partida 87.07 para uso como equipo original en cualquier otro vehículo o como parte de refacción:

(4) Un cambio a la partida 87.07 de cualquier otro capítulo, o

(5) No se requiere cambio de clasificación arancelaria cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 60 por ciento conforme al método de costo neto.

8708.10

Para una mercancía de la subpartida 8708.10 para uso como equipo original en un vehículo de pasajeros o camión ligero:

- (1) Un cambio a la subpartida 8708.10 de cualquier otra partida, o
- (2) Un cambio a la subpartida 8708.10 de la subpartida 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
 - (a) 62.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
 - (b) 65 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;
 - (c) 67.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023;
 - (d) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023, y posteriormente.

Para una mercancía de la subpartida 8708.10 para uso como equipo original en un camión pesado:

- (3) Un cambio a la subpartida 8708.10 de cualquier otra partida, o
- (4) Un cambio a la subpartida 8708.10 de la subpartida 8708.99, habiendo o no cambios de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
 - (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
 - (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
 - (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.

Para cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.10 para uso como equipo original en cualquier otro vehículo o como parte de refacción:

- (5) Un cambio a la subpartida 8708.10 de cualquier otra partida, o
- (6) Un cambio a la subpartida 8708.10 de la subpartida 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto.

8708.21

Para una mercancía de la subpartida 8708.21 para uso como equipo original en un vehículo de pasajeros o camión ligero:

- (1) Un cambio a la subpartida 8708.21 de cualquier otra partida, o
- (2) Un cambio a la subpartida 8708.21 de la subpartida 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
 - (a) 62.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 junio de 2021;
 - (b) 65 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;
 - (c) 67.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023;
 - (d) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023, y posteriormente.

Para una mercancía de la subpartida 8708.21 para uso como equipo original en un camión pesado:

- (3) Un cambio a la subpartida 8708.21 de cualquier otra partida, o
- (4) Un cambio a la subpartida 8708.21 de la subpartida 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
 - (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;

- (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
- (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.

Para cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.21 para uso como equipo original en cualquier otro vehículo o como parte de refacción:

- (5) Un cambio a la subpartida 8708.21 de cualquier otra partida, o
- (6) Un cambio a la subpartida 8708.21 de la subpartida 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto.

8708.29

Para partes estampadas de carrocería de la subpartida 8708.29 para uso como equipo original en un vehículo de pasajeros o camión ligero:

- (1) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a partes estampadas de carrocería de la subpartida 8708.29, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
 - (a) 66 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
 - (b) 69 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;
 - (c) 72 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023;
 - (d) 75 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023, y posteriormente.

Para cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.29 para uso como equipo original en un vehículo de pasajeros o camión ligero:

- (2) Un cambio a la subpartida 8708.29 de cualquier otra partida, o
- (3) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a la subpartida 8708.29, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
 - (a) 62.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
 - (b) 65 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;
 - (c) 67.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023;
 - (d) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023, y posteriormente.

Para una mercancía de la subpartida 8708.29 para uso como equipo original en un camión pesado:

- (4) Un cambio a la subpartida 8708.29 de cualquier otra partida, o
- (5) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a la subpartida 8708.29, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
 - (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
 - (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
 - (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° julio de 2027, y posteriormente.

Para cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.29 para uso como equipo original en cualquier otro vehículo o como parte de refacción:

- (6) Un cambio a la subpartida 8708.29 de cualquier otra partida; o

(7) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a la subpartida 8708.29, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto.

8708.30

Para una mercancía de la subpartida 8708.30 para uso como equipo original en un vehículo de pasajeros o camión ligero:

- (1) Un cambio a la subpartida 8708.30 de cualquier otra partida, o
- (2) No se requiere cambio de clasificación arancelaria de la subpartida 8708.30, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
 - (a) 62.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
 - (b) 65 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;
 - (c) 67.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023;
 - (d) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023, y posteriormente.

Para una mercancía de la subpartida 8708.30 para uso como equipo original en un camión pesado:

- (3) Un cambio a la subpartida 8708.30 de cualquier otra partida, o
- (4) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a la subpartida 8708.30, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
 - (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
 - (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
 - (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.

Para cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.30 para uso como equipo original en cualquier otro vehículo o como parte de refacción:

- (5) Un cambio a guarniciones de frenos montadas de la subpartida 8708.30 de cualquier otra partida, o
- (6) Un cambio a guarniciones de frenos montadas de la subpartida 8708.30 de partes de guarniciones de frenos montadas, frenos o servofrenos de la subpartida 8708.30 u 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto,
- (7) Un cambio a cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.30 de cualquier otra partida, o
- (8) Un cambio a cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.30 de guarniciones de frenos montadas o partes de frenos o servofrenos de la subpartida 8708.30 u 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto.

8708.40

Para una mercancía de la subpartida 8708.40 para uso como equipo original en un vehículo de pasajeros o camión ligero:

- (1) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a la subpartida 8708.40, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
 - (a) 66 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
 - (b) 69 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;

- (c) 72 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023;
- (d) 75 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023 y posteriormente.

Para una mercancía de la subpartida 8708.40 para uso como equipo original en un camión pesado:

- (2) Un cambio a la subpartida 8708.40 de cualquier otra partida, o
- (3) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a la subpartida 8708.40, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
 - (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
 - (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
 - (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.

Para una mercancía de la subpartida 8708.40 para uso como equipo original en cualquier otro vehículo o como parte de refacción:

- (4) Un cambio a cajas de cambio de la subpartida 8708.40 de cualquier otra partida, o
- (5) Un cambio a cajas de cambio de la subpartida 8708.40 de cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.40 u 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto,
- (6) Un cambio a cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.40 de cualquier otra partida, o
- (7) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.40, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto.

8708.50

Para una mercancía de la subpartida 8708.50 para uso como equipo original en un vehículo de pasajeros o camión ligero:

- (1) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a la subpartida 8708.50, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
 - (a) 66 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
 - (b) 69 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;
 - (c) 72 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023;
 - (d) 75 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023 y posteriormente.

Para una mercancía de la subpartida 8708.50 para uso como equipo original en un camión pesado:

- (2) Un cambio a ejes con diferencial, incluso provistos con otros órganos de transmisión, para vehículos de la partida 87.03, de la subpartida 8708.50 de cualquier otra partida, excepto de la subpartida 8482.10 a 8482.80, o
- (3) Un cambio a ejes con diferencial, incluso provistos con otros órganos de transmisión, para vehículos de la partida 87.03, de la subpartida 8708.50 a partir de la subpartida 8482.10 a 8482.80 o de partes de ejes de la subpartida 8708.50, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
 - (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;

- (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
 - (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.
- (4) Un cambio a otros ejes con diferencial, incluso provistos con otros órganos de transmisión, de la subpartida 8708.50 de cualquier otra partida, o
- (5) Un cambio a otros ejes con diferencial, incluso provistos con otros órganos de transmisión, de la subpartida 8708.50 a partir de la subpartida 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
- (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
 - (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
 - (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.
- (6) Un cambio a ejes portadores y sus partes, para vehículos de la partida 87.03, de la subpartida 8708.50 de cualquier otra partida, excepto de la subpartida 8482.10 a 8482.80, o
- (7) Un cambio a ejes portadores y sus partes, para vehículos de la partida 87.03, de la subpartida 8708.50 a partir de la subpartida 8482.10 a 8482.80 u 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
- (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
 - (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
 - (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.
- (8) Un cambio a otros ejes portadores y sus partes de la subpartida 8708.50 de cualquier otra partida, o
- (9) Un cambio a otros ejes portadores y sus partes de la subpartida 8708.50 a partir de la subpartida 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
- (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
 - (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
 - (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.
- (10) Un cambio a cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.50 de cualquier otra partida, o
- (11) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.50, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
- (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
 - (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
 - (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.

Para una mercancía de la subpartida 8708.50 para uso como equipo original en cualquier otro vehículo o como parte de refacción:

(12) Un cambio a ejes con diferencial, incluso provistos con otros órganos de transmisión, para vehículos de la partida 87.03, de la subpartida 8708.50 de cualquier otra partida, excepto de la subpartida 8482.10 a 8482.80, o

(13) Un cambio a ejes con diferencial, incluso provistos con otros órganos de transmisión, para vehículos de la partida 87.03, de la subpartida 8708.50 a partir de la subpartida 8482.10 a 8482.80 o partes de ejes de la subpartida 8708.50, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto;

(14) Un cambio a otros ejes con diferencial, incluso provistos con otros órganos de transmisión, de la subpartida 8708.50 de cualquier otra partida, o

(15) Un cambio a otros ejes con diferencial, incluso provistos con otros órganos de transmisión, de la subpartida 8708.50 a partir de la subpartida 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto;

(16) Un cambio a ejes portadores y sus partes, para vehículos de la partida 87.03, de la subpartida 8708.50 de cualquier otra partida, excepto de la subpartida 8482.10 a 8482.80, o

(17) Un cambio a ejes portadores y sus partes, para vehículos de la partida 87.03 de la subpartida 8708.50 a partir de la subpartida 8482.10 a 8482.80 u 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto;

(18) Un cambio a otros ejes portadores y sus partes de la subpartida 8708.50 de cualquier otra partida, o

(19) Un cambio a otros ejes portadores y sus partes de la subpartida 8708.50 a partir de la subpartida 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto;

(20) Un cambio a cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.50 de cualquier otra partida, o

(21) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.50, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto.

8708.70

Para una mercancía de la subpartida 8708.70 para uso como equipo original en un vehículo de pasajeros o camión ligero:

(1) Un cambio a la subpartida 8708.70 de cualquier otra partida, o

(2) Un cambio a la subpartida 8708.70 de la subpartida 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:

(a) 62.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;

(b) 65 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;

(c) 67.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023;

(d) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023, y posteriormente.

Para una mercancía de la subpartida 8708.70 para uso como equipo original en un camión pesado:

(3) Un cambio a la subpartida 8708.70 de cualquier otra partida; o

(4) Un cambio a la subpartida 8708.70 de la subpartida 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:

- (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
- (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
- (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.

Para cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.70 para uso como equipo original en cualquier otro vehículo o como parte de refacción:

- (5) Un cambio a la subpartida 8708.70 de cualquier otra partida, o
- (6) Un cambio a la subpartida 8708.70 de la subpartida 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto.

8708.80

Para una mercancía de la subpartida 8708.80 para uso como equipo original en un vehículo de pasajeros o camión ligero:

- (1) No se requiere cambio de clasificación arancelaria de la subpartida 8708.80, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
 - (a) 66 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
 - (b) 69 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;
 - (c) 72 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023;
 - (d) 75 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023, y posteriormente.

Para una mercancía de la subpartida 8708.80 para uso como equipo original en un camión pesado:

- (2) Un cambio a cartuchos para amortiguadores (McPherson struts) de la subpartida 8708.80, de sus partes de la subpartida 8708.80 o de cualquier otra subpartida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto;
- (3) Un cambio a cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.80 de cualquier otra partida; o
- (4) Un cambio a sistemas de suspensión (incluidos los amortiguadores) de la subpartida 8708.80 a partir de partes de la subpartida 8708.80 u 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
 - (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
 - (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
 - (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de 2027, y posteriormente, o
- (5) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a partes de sistemas de suspensión (incluidos los amortiguadores) de la subpartida 8708.80, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
 - (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
 - (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;

- (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.

Para cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.80 para uso como equipo original en cualquier otro vehículo o como parte de refacción:

- (6) Un cambio a cartuchos para amortiguadores (McPherson struts) de la subpartida 8708.80, de sus partes de la subpartida 8708.80 o de cualquier otra subpartida, cumpliendo con un Valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto;

- (7) Un cambio a la subpartida 8708.80 de cualquier otra partida;

- (8) Un cambio a sistemas de suspensión (incluidos los amortiguadores) de la subpartida 8708.80 a partir de partes de la subpartida 8708.80 u 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto; o

- (9) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a partes de sistemas de suspensión (incluidos los amortiguadores) de la subpartida 8708.80, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto.

8708.91

Para una mercancía de la subpartida 8708.91 para uso como equipo original en un vehículo de pasajeros o camión ligero:

- (1) Un cambio a radiadores de la subpartida 8708.91 de cualquier otra partida;

- (2) Un cambio a radiadores de la subpartida 8708.91 de cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.91, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:

- (a) 62.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
- (b) 65 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;
- (c) 67.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023;
- (d) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023, y posteriormente.

- (3) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.91, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:

- (a) 62.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
- (b) 65 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;
- (c) 67.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023, o
- (d) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023, y posteriormente.

Para una mercancía de la subpartida 8708.91 para uso como equipo original en un camión pesado:

- (4) Un cambio a radiadores de la subpartida 8708.91 de cualquier otra partida;

- (5) Un cambio a radiadores de la subpartida 8708.91 de cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.91, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:

- (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;

- (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
 - (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.
- (6) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.91, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
- (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
 - (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027,
 - (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.

Para cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.91 para uso como equipo original en cualquier otro vehículo o como parte de refacción:

- (7) Un cambio a radiadores de la subpartida 8708.91 de cualquier otra partida;
- (8) Un cambio a radiadores de la subpartida 8708.91 de cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.91, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto, o
- (9) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.91, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto.

8708.92

Para una mercancía de la subpartida 8708.92 para uso como equipo original en un vehículo de pasajeros o camión ligero:

- (1) Un cambio a silenciadores (mofles) o tubos de escape de la subpartida 8708.92 de cualquier otra partida;
- (2) Un cambio a silenciadores (mofles) o tubos de escape de la subpartida 8708.92 de cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.92, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:

 - (a) 62.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
 - (b) 65 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;
 - (c) 67.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023; o
 - (d) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023, y posteriormente.

- (3) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.92, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:

 - (a) 62.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
 - (b) 65 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;
 - (c) 67.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023;
 - (d) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023, y posteriormente

Para una mercancía de la subpartida 8708.92 para uso como equipo original en un camión pesado:

- (4) Un cambio a silenciadores (mofles) o tubos de escape de la subpartida 8708.92 de cualquier otra partida;

(5) Un cambio a silenciadores (mofles) o tubos de escape de la subpartida 8708.92 de cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.92, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:

- (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
- (b) 64 ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
- (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.

(6) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.92, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:

- (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
- (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
- (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.

Para cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.92 para uso como equipo original en cualquier otro vehículo o como parte de refacción:

(7) Un cambio a silenciadores (mofles) o tubos de escape de la subpartida 8708.92 de cualquier otra partida,

(8) Un cambio a silenciadores (mofles) o tubos de escape de la subpartida 8708.92 de cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.92, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto, o

(9) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.92, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto.

8708.93

Para una mercancía de la subpartida 8708.93 para uso como equipo original en un vehículo de pasajeros o camión ligero:

- (1) Un cambio a la subpartida 8708.93 de cualquier otra partida;
- (2) Un cambio a la subpartida 8708.93 a partir de la subpartida 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
 - (a) 62.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
 - (b) 65 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;
 - (c) 67.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023;
 - (d) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023, y posteriormente.

Para una mercancía de la subpartida 8708.93 para uso como equipo original en un camión pesado:

- (3) Un cambio a la subpartida 8708.93 de cualquier otra partida;
- (4) Un cambio a la subpartida 8708.93 de la subpartida 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:

- (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
- (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
- (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.

Para cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.93 para uso como equipo original en cualquier otro vehículo o como parte de refacción:

- (5) Un cambio a la subpartida 8708.93 de cualquier otra partida, o
- (6) Un cambio a la subpartida 8708.93 de la subpartida 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto.

8708.94

Para una mercancía de la subpartida 8708.94 para uso como equipo original en un vehículo de pasajeros o camión ligero:

- (1) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a la subpartida 8708.94, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
 - (a) 66 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
 - (b) 69 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;
 - (c) 72 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023;
 - (d) 75 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023, y posteriormente.

Para una mercancía de la subpartida 8708.94 para uso como equipo original en un camión pesado:

- (2) Un cambio a la subpartida 8708.94 de cualquier otra partida; o
- (3) Un cambio a volantes, columnas o cajas de dirección de la subpartida 8708.94 de partes de los mismos de la subpartida 8708.94 u 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
 - (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
 - (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
 - (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.
- (4) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a partes de volantes, columnas o cajas de dirección de la subpartida 8708.94, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:
 - (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
 - (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
 - (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.

Para cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.94 para uso como equipo original en cualquier otro vehículo o como refacción:

(5) Un cambio a la subpartida 8708.94 de cualquier otra partida;

(6) Un cambio a volantes, columnas o cajas de dirección de la subpartida 8708.94 de partes de los mismos de la subpartida 8708.94 u 8708.99, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto, o

(7) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a partes de volantes, columnas o cajas de dirección de la subpartida 8708.94, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto.

8708.95

Para una mercancía de la subpartida 8708.95 para uso como equipo original en un vehículo de pasajeros o camión ligero:

(1) Un cambio a la subpartida 8708.95 de cualquier otra partida, o

(2) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a la subpartida 8708.95, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:

- (a) 62.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
- (b) 65 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;
- (c) 67.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023;
- (d) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023, y posteriormente.

Para una mercancía de la subpartida 8708.95 para uso como equipo original en un camión pesado:

(3) Un cambio a la subpartida 8708.95 de cualquier otra partida, o

(4) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a la subpartida 8708.95, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:

- (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
- (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
- (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.

Para cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.95 para uso como equipo original en cualquier otro vehículo o como refacción:

(5) Un cambio a la subpartida 8708.95 de cualquier otra partida, o

(6) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a la subpartida 8708.95, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto.

8708.99

Para un bastidor de chasis de la subpartida 8708.99 para uso como equipo original en un vehículo de pasajeros o camión ligero:

(1) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a la subpartida 8708.99, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:

- (a) 66 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
- (b) 69 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;
- (c) 72 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023;

- (d) 75 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023, y posteriormente.

Para un chasis de la subpartida 8708.99 para uso como equipo original en un camión pesado:

(2) No se requiere cambio de clasificación arancelaria a la partida 8708.99, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:

- (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
- (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027;
- (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.

Para cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.99 para uso como equipo original en un vehículo de pasajeros o camión ligero:

8708.99.aa

Un cambio a la fracción arancelaria 8708.99.aa de cualquier otra subpartida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:

- (a) 62.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
- (b) 65 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;
- (c) 67.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023;
- (d) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023, y posteriormente.

8708.99.bb

Un cambio a la fracción arancelaria 8708.99.bb de cualquier otra partida, excepto de la subpartida 8482.10 a 8482.80 o la fracción arancelaria 8482.99.aa, o

Un cambio a la fracción arancelaria 8708.99.bb de las subpartidas 8482.10 a 8482.80 o la fracción arancelaria 8482.99.aa, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:

- (a) 62.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
- (b) 65 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;
- (c) 67.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023;
- (d) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023, y posteriormente.

8708.99

Un cambio a la subpartida 8708.99 de cualquier otra partida, o

No se requiere cambio de clasificación arancelaria a la subpartida 8708.99, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a:

- (a) 62.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
- (b) 65 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;
- (c) 67.5 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023;
- (d) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2023, y posteriormente.

	Para cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.99 para uso como equipo original en un camión pesado:
8708.99.aa	Un cambio a la fracción arancelaria 8708.99.aa de cualquier otra subpartida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a: <ul style="list-style-type: none"> (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024; (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027; (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.
8708.99.bb	Un cambio a la fracción arancelaria 8708.99.bb de cualquier otra partida, excepto de la subpartida 8482.10 a 8482.80 o la fracción arancelaria 8482.99.aa, o Un cambio a la fracción arancelaria 8708.99.bb de las subpartidas 8482.10 a 8482.80 o de la fracción arancelaria 8482.99.aa, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a: <ul style="list-style-type: none"> (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024; (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027; (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente.
8708.99	Un cambio a la subpartida 8708.99 de cualquier otra partida; o No se requiere cambio de clasificación arancelaria a la subpartida 8708.99, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a: <ul style="list-style-type: none"> (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024; (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027; (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto, a partir del 1° de julio de 2027, y posteriormente. Para cualquier otra mercancía de la subpartida 8708.99 para uso como equipo original en cualquier otro vehículo o como refacción:
8708.99.aa	Un cambio a la fracción arancelaria 8708.99.aa de cualquier otra subpartida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto.
8708.99.bb	Un cambio a la fracción arancelaria 8708.99.bb de cualquier otra partida, excepto de la subpartida 8482.10 a 8482.80 o la fracción arancelaria 8482.99.aa, o Un cambio a la fracción arancelaria 8708.99.bb de las subpartidas 8482.10 a 8482.80 o de la fracción arancelaria 8482.99.aa, habiendo o no un cambio de cualquier otra partida, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto.
8708.99	Un cambio a la subpartida 8708.99 de cualquier otra partida; o No se requiere cambio de clasificación arancelaria a la subpartida 8708.99, cumpliendo con un valor de contenido regional no menor a 50 por ciento conforme al método de costo neto.

SECCIÓN 14: REQUISITOS ADICIONALES RELACIONADOS CON EL VALOR DE CONTENIDO REGIONAL PARA VEHÍCULOS DE PASAJEROS, CAMIONES LIGEROS, Y SUS PARTES

ACUMULACIÓN DE MATERIALES ORIGINARIOS

(1) El valor de los materiales no originarios utilizados por el productor en la producción de un vehículo de pasajeros, camión ligero y sus partes no debe, a los efectos del cálculo del valor de contenido regional de la mercancía, incluir el

valor de los materiales no originarios utilizados para producir materiales originarios que posteriormente se utilizan en la producción de la mercancía. Para mayor certeza, si la producción realizada sobre materiales no originarios resulta en la producción de una mercancía que califica como originaria, no se tendrá en cuenta el material no originario contenido en él si esa mercancía se utiliza en la producción posterior de otra mercancía.

REQUISITOS RELACIONADOS CON LAS PARTES ESENCIALES LISTADAS EN LA TABLA A.1

(2) Una parte listada en la Tabla A.1 que se usa como equipo original en la producción de un vehículo de pasajeros o camión ligero, a excepción de las baterías de la subpartida 8507.60 que se usan como la fuente primaria de energía eléctrica para la propulsión de un vehículo de pasajeros eléctrico o un camión ligero eléctrico, es originaria solo si cumple con el requisito de valor de contenido regional en las secciones 13 o 14 o el Anexo I (Anexo de ROEP).

(3) Una batería de la subpartida 8507.60 que se utiliza como fuente primaria de energía eléctrica para la propulsión de un vehículo eléctrico de pasajeros o un camión ligero eléctrico, es originaria si cumple con los requisitos aplicables establecidos en la sección 14 o Anexo I (Anexo de ROEP).

LAS PARTES LISTADAS EN LA COLUMNA 1 DE LA TABLA A.2 DEBEN SER ORIGINARIAS PARA QUE EL VEHÍCULO DE PASAJEROS O CAMIÓN LIGERO SEA ORIGINARIO

(4) Además de otros requisitos aplicables establecidos en estas Reglamentaciones, un vehículo de pasajeros o un camión ligero sólo es originario si las partes listadas en la columna 1 de la Tabla A.2 utilizadas en su producción son originarias. El valor de los materiales no originarios (VMNO) para tales partes debe calcularse de acuerdo con las subsecciones 14(7) a 14(8) o, a elección del productor o exportador del vehículo, las subsecciones 14(9) a 14(11). El costo neto de una parte debe calcularse de acuerdo con la sección 7 (Valor de Contenido Regional), sin tener en cuenta el método de cálculo de VMNO elegido.

LAS PARTES LISTADAS EN LA COLUMNA 1 DE LA TABLA A.2 DEBEN CUMPLIR CON UN REQUISITO DE VCR; LAS BATERÍAS AVANZADAS PUEDEN CUMPLIR CON UN REQUISITO DE VCR O SALTO ARANCELARIO

(5) Excepto para una batería avanzada de la subpartida 8507.60, una parte listada en la columna 1 de la Tabla A.2, que se usa en un vehículo de pasajeros o camión ligero, debe cumplir con el requisito de valor de contenido regional de la sección 13 o el Anexo I (Anexo de ROEP) para ser considerada originaria.

(6) Una batería avanzada de la subpartida 8507.60, que se usa en un vehículo de pasajeros o camión ligero, es originaria si cumple con el cambio de clasificación arancelaria aplicable o los requisitos de valor de contenido regional establecidos en el Anexo I (Anexo de ROEP).

EL VMNO PARA PARTES ESENCIALES PUEDE INCLUIR TODOS LOS MATERIALES NO ORIGINARIOS, O SOLO LOS MATERIALES LISTADOS EN LA COLUMNA 2 DE LA TABLA A.2

(7) Con el fin de satisfacer el requisito especificado en las subsecciones (4) a (6), el valor de contenido regional de una parte listada en la columna 1 de la Tabla A.2, el valor de los materiales no originarios (VMNO) podrá ser determinado, a elección del productor o exportador del vehículo, teniendo en cuenta:

- (a) el valor de todos los materiales no originarios utilizados en la producción de la parte, o
- (b) el valor de los componentes no originarios listados en la columna 2 de la Tabla A.2 que son utilizados en la producción de la parte.

(8) Para efectos del cálculo de valor de contenido regional de una mercancía listada en la columna 1 de la Tabla A.2, basado en el párrafo (7) (b), cualquier material no originario utilizado en la producción de la mercancía que no esté listado en la columna 2 de la Tabla A.2, podrá no tomarse en cuenta. Para mayor certeza, las partes no originarias listadas en la columna 2 de la Tabla A.2 deben incluirse en el cálculo de VMNO. Las partes que no están listadas en la columna 2 de la Tabla A.2 o los materiales o componentes utilizados para producir tales partes tampoco deberán formar parte del cálculo de VMNO.

(9) Las subsecciones (7) y (8) no se aplican al calcular el valor de contenido regional de una parte listada en la Columna 1 de la Tabla A.2 que se comercialice individualmente. Las reglas para tales partes se enumeran en la sección 13 o en el Anexo I de estas Reglamentaciones.

LAS PARTES LISTADAS EN LA COLUMNA 1 DE LA TABLA A.2 PUEDEN SER TRATADAS COMO UNA SOLA PARTE, SÚPER-COMPONENTE ESENCIAL

(10) Con el fin de satisfacer el requisito especificado en las subsecciones (4) a (6), y como una alternativa para determinar el VMNO basado en el método de la subsección (7), el valor de contenido regional de las partes listadas en la columna 1 de la Tabla A.2 de estas Reglamentaciones se podrá determinar, a elección del productor o exportador del vehículo, tratando estas partes como una sola parte, que puede ser denominada como un súper-componente esencial, utilizando la suma del costo neto de cada parte listada en la columna 1 de la Tabla A.2 de estas Reglamentaciones, y al calcular el VMNO teniendo en cuenta:

- (a) la suma del valor de todos los materiales no originarios utilizados en la producción de las partes listadas en la columna 1 de la tabla A.2, o
- (b) la suma del valor de los componentes no originarios listados en la columna 2 de la Tabla A.2 que se utilizan en la producción de las partes listadas en la columna 1 de la Tabla A.2.

(11) Si un material no originario utilizado en la producción de un componente listado en la columna 2 de la Tabla A.2, es sometido a una transformación ulterior, de modo que cumpla con los requisitos de estas Reglamentaciones, el componente será tratado como originario cuando se determine el carácter de originario de la parte producida posteriormente listada en la columna 1 de la Tabla A.2, independientemente de si ese componente fue producido por el productor de la parte.

(12) El requisito de valor de contenido regional para las partes listadas en la columna 1 de la Tabla A.2 podrá promediarse de acuerdo con las disposiciones de la Sección 16. Tal promedio podrá calcularse utilizando el valor de contenido regional para cada parte individual categorizada en la columna de la izquierda de la Tabla A.2, o calculando el valor de contenido regional promedio para todas las partes en la columna de la izquierda de la Tabla A.2 tratándolas como una sola parte, definida como un súper-componente esencial. Una vez que este promedio, por cualquiera de las metodologías, excede los niveles requeridos listados en la subsección (13) (a) a (d), todas las partes utilizadas para calcular este promedio se consideran originarias.

REQUISITOS DE VCR RELACIONADOS A LAS PARTES LISTADAS EN LAS TABLAS A.1 Y A.2

(13) Además de las subsecciones (2), (7) y (10), los siguientes porcentajes de valor de contenido regional se aplican a las partes para uso como equipo original listadas en la Tabla A.1 y la columna 1 de la Tabla A.2:

- (a) 66 por ciento conforme al método de costo neto o 76 por ciento conforme al método de valor de transacción, a partir del 1º de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
- (b) 69 por ciento conforme al método de costo neto o 79 por ciento conforme al método de valor de transacción, a partir del 1º de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;
- (c) 72 por ciento conforme al método de costo neto u 82 por ciento conforme al método de valor de transacción, a partir del 1º de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023, o
- (d) 75 por ciento conforme al método de costo neto u 85 por ciento conforme al método de valor de transacción, a partir del 1º de julio de 2023 y posteriormente.

REQUISITOS RELACIONADOS CON LAS PARTES PRINCIPALES Y COMPLEMENTARIAS LISTADAS EN LAS TABLAS B Y C

(14) No obstante los requisitos de valor de contenido regional establecidos en el Anexo I (Anexo de ROEP), un material listado en la Tabla B se considera originario si cumple con el cambio de clasificación arancelaria o el requisito de valor de contenido regional aplicable establecido en el Anexo I (Anexo de ROEP).

(15) Además de la subsección (14), los siguientes porcentajes de valor de contenido regional se aplican a las partes para su uso como equipo original listadas en la Tabla B:

- (a) 62.5 por ciento conforme al método de costo neto o 72.5 por ciento conforme al método de valor de transacción, a partir del 1º de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
- (b) 65 por ciento conforme al método de costo neto o 75 por ciento conforme al método de valor de transacción, a partir del 1º de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;
- (c) 67.5 por ciento conforme al método de costo neto o 77.5 por ciento conforme al método de valor de transacción, a partir del 1º de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023, o
- (d) 70 por ciento conforme al método de costo neto u 80 por ciento conforme al método de valor de transacción, a partir del 1º de julio de 2023 y posteriormente.

(16) No obstante los requisitos de valor de contenido regional establecidos en el Anexo I (Anexo de ROEP), un material listado en la Tabla C es originario si cumple con el cambio de clasificación arancelaria o el requisito de valor de contenido regional aplicable establecido en el Anexo I (Anexo de ROEP).

(17) Además de la subsección (16), los siguientes porcentajes de valor de contenido regional se aplican a las partes para su uso como equipo original listada en la Tabla C:

- (a) 62 por ciento conforme al método de costo neto o 72 por ciento conforme al método de valor de transacción, a partir del 1º de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2021;
- (b) 63 por ciento conforme al método de costo neto o 73 por ciento conforme al método de valor de transacción, a partir del 1º de julio de 2021 hasta el 30 de junio de 2022;
- (c) 64 por ciento conforme al método de costo neto o 74 por ciento conforme al método de valor de transacción, a partir del 1º de julio de 2022 hasta el 30 de junio de 2023, o
- (d) 65 por ciento conforme al método de costo neto o 75 por ciento conforme al método de valor de transacción, a partir del 1º de julio de 2023 y posteriormente.

(18) Para mayor certeza, las subsecciones (13), (15) o (17) no se aplican a las partes de refacciones.

SECCIÓN 15: REQUISITOS ADICIONALES RELACIONADOS CON EL VALOR DE CONTENIDO REGIONAL PARA CAMIONES PESADOS Y SUS PARTES

(1) El valor de los materiales no originarios utilizados por el productor en la producción de un camión pesado y sus partes no debe, a los efectos del cálculo del valor de contenido regional de la mercancía, incluir el valor de los materiales no originarios utilizados para producir materiales originarios que posteriormente se utilizan en la producción de la mercancía.

(2) No obstante las Reglas de Origen Específicas por Producto en el Anexo I (Anexo de ROEP), el requisito de valor de contenido regional para una parte enumerada en la Tabla D que se usa para camión pesado es:

- (a) 60 por ciento conforme al método de costo neto o 70 por ciento conforme al método de valor de transacción, si la regla correspondiente incluye un método de valor de transacción, a partir del 1º de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2024;
- (b) 64 por ciento conforme al método de costo neto o 74 por ciento conforme al método de valor de transacción, si la regla correspondiente incluye un método de valor de transacción, a partir del 1º de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027, o
- (c) 70 por ciento conforme al método de costo neto u 80 por ciento conforme al método de valor de transacción, si la regla correspondiente incluye un método de valor de transacción, a partir del 1º de julio de 2027, y posteriormente.

(3) No obstante las Reglas de Origen Específicas por Producto en el Anexo I (Anexo de ROEP), el requisito de valor de contenido regional para una parte listada en la Tabla E que se usa para camión pesado es:

- (a) 50 por ciento conforme al método de costo neto o 60 por ciento conforme al método de valor de transacción, si la regla correspondiente incluye un método de valor de transacción, a partir del 1º de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027, o
- (b) 54 por ciento conforme al método de costo neto o 64 por ciento conforme al método de valor de transacción, si la regla correspondiente incluye un método de valor de transacción, a partir del 1º de julio de 2024 hasta el 30 de junio de 2027, o
- (c) 60 por ciento conforme al método de costo neto o 70 por ciento conforme al método de valor de transacción, si la regla correspondiente incluye un método de valor de transacción, a partir del 1º de julio de 2027, y posteriormente.

(4) No obstante la sección 13 (Reglas de Origen Específicas por Producto para Vehículos) o el Anexo I (Anexo de ROEP), un motor de la partida 84.07 u 84.08, o una caja de cambios (transmisión) de la subpartida 8708.40, o un chasis clasificado en 8708.99, que se utiliza en un camión pesado, es originario solo si cumple con el requisito de valor de contenido regional aplicable en la subsección (2).

SECCIÓN 16: PROMEDIO PARA VEHICULOS DE PASAJEROS, CAMIONES LIGEROS Y CAMIONES PESADOS.

(1) Para efectos del cálculo del valor de contenido regional para un vehículo de pasajero, camión ligero o camión pesado, éste podrá ser promediado sobre el año fiscal del productor, usando cualquiera de las siguientes categorías, sobre la base de cualquiera de los vehículos automotores en la categoría o únicamente aquellos vehículos automotores que son exportados al territorio de uno o más de los países Parte del T-MEC:

- (a) la misma línea modelo en vehículos automotores de la misma clase de vehículos producidos en la misma planta en el territorio de un país Parte del T-MEC;

- (b) la misma clase de vehículos automotores producidos en la misma planta en el territorio de un país Parte del T-MEC;
- (c) la misma línea de modelo o la misma clase de vehículos automotores producidos en el territorio de un país Parte del T-MEC, o
- (d) cualquier otra categoría que los países Partes del T-MEC decidan.

(2) Para efectos del párrafo (1)(c), los vehículos dentro de la misma línea de modelo o clase podrán promediarse por separado, si dichos vehículos son sujetos a diferentes requisitos de valor de contenido regional.

(3) Si un productor elige utilizar promedios para calcular el valor de contenido regional, el productor debe indicar la categoría que ha elegido y:

- (a) Si se elige la categoría a que se hace referencia en el párrafo (1)(a), indicar la línea del modelo, el nombre del modelo, la clase de vehículo para pasajeros, camión ligero, o camión pesado, y la clasificación arancelaria de los vehículos de automotores en esa categoría, así como la ubicación de la planta donde se producen los vehículos automotores,
- (b) Si se elige la categoría a que se hace referencia en el párrafo (1)(b), indicar el nombre del modelo, la clase de vehículo para pasajeros, camión ligero, o camión pesado, y la clasificación arancelaria de los vehículos automotores de esa categoría, así como la ubicación de la planta en la que se producen los vehículos automotores,
- (c) Si se elige la categoría a que se hace referencia en el párrafo (1)(c), indicar la línea del modelo, el nombre del modelo, la clase de vehículo para pasajeros, camión ligero, o camión pesado, y clasificación arancelaria de los vehículos automotores de esta categoría, así como la ubicación de la planta en la que se producen los vehículos automotores,
- (d) Si se elige la categoría a que se hace referencia en el párrafo (1)(d), indicar la línea del modelo, el nombre del modelo, la clase de vehículo para pasajeros, camión ligero, o camión pesado, la ubicación de la planta en la que se producen los vehículos automotores y la Parte o las Partes a las que se exportan los vehículos.

PERIODO PROMEDIO

(4) Si el año fiscal de un productor comienza después del 1° de julio de 2020, pero antes del 1° de julio de 2021, el productor podrá calcular su valor de contenido regional para vehículos automotores de pasajeros, camiones ligeros, camiones pesados, otros vehículos, partes esenciales listadas en la Tabla A.2 utilizadas en la producción de vehículos de pasajeros, camiones ligeros o camiones pesados, una mercancía automotriz incluida en las Tablas A.1, B, C, D o E, requisitos de compra de acero y aluminio y valor de contenido laboral, para el período que comienza el 1° de julio de 2020 y terminando al final del siguiente año fiscal.

PROMEDIO DESPUÉS DE LA ENTRADA EN VIGOR

(5) Para el periodo del 1 de julio de 2020 al 30 de junio de 2023, el productor podrá calcular:

- (a) el valor de contenido regional de los vehículos de pasajeros, camiones ligeros, otros vehículos, partes esenciales listadas en la Tabla A.2 utilizadas en la producción de vehículos de pasajeros, o camiones ligeros, una mercancía automotriz listada en las Tablas A.1, B, y C, y el requisito de compras de acero y aluminio y el valor de contenido laboral para esos vehículos, para los periodos siguientes:
 - (i) 1° de julio de 2020 al 30 de junio de 2021
 - (ii) 1° de julio de 2021 al 30 de junio de 2022
 - (iii) 1° de julio de 2022 al 30 de junio de 2023,
 - (iv) 1° de julio de 2023 y al final del año fiscal del productor.
- (b) el valor de contenido regional para los camiones pesados, una mercancía automotriz listada en la Tabla D o E, y los requisitos de compra de acero y aluminio y el valor de contenido laboral para camiones pesados, para los periodos siguientes:
 - (i) 1° de julio de 2023 al 30 de junio de 2024
 - (ii) 1° de julio de 2024 al 30 de junio de 2025
 - (iii) 1° de julio de 2025 al 30 de junio de 2026
 - (iv) 1° de julio de 2026 al 30 de junio de 2027
 - (v) 1° de julio de 2027 al final del año fiscal del productor.

PRESENTACIÓN OPORTUNA DE LA ELECCIÓN PARA PROMEDIAR

(6) Si un productor elige promediar su cálculo de valor de contenido regional, el productor debe notificar a la administración aduanera de los países Parte del T-MEC a la cual los vehículos de pasajeros, camiones ligeros, camiones pesados u otros vehículos serán exportados, antes del 31 de julio de 2020 y posteriormente al menos 10 días antes del primer día del año fiscal del productor, durante el cual se exportarán los vehículos, o un período más corto que la administración aduanera podrá aceptar.

LA ELECCIÓN PARA PROMEDIAR NO PODRÁ SER RESCINDIDA

(7) El productor no podrá modificar o rescindir la categoría de vehículos de pasajeros, camiones ligeros, camiones pesados u otros vehículos o el período que haya notificado a la administración aduanera que tienen la intención de utilizar promedios en el cálculo de valor de contenido regional.

COSTO NETO PROMEDIO Y VMNO INCLUIDOS EN EL CÁLCULO DE VCR CON BASE EN LA OPCIÓN DEL PRODUCTOR DE INCLUIR TODOS LOS VEHÍCULOS DE LA CATEGORÍA O SÓLO CIERTOS VEHÍCULOS DE LA CATEGORÍA EXPORTADOS.

(8) Para efectos de las secciones 13 a la 15, si un productor elige promediar su cálculo de costo neto, los costos netos incurridos y los valores de los materiales no originarios utilizados por el productor, respecto a

- (a) todos los vehículos de pasajeros, camiones ligeros o camiones pesados que entran en la categoría elegida por el productor y que se producen durante el año fiscal, o año fiscal parcial si el año fiscal del productor comienza después del 1° de Julio de 2020, o
- (b) aquellos vehículos de pasajeros, camiones ligeros o camiones pesados que se exportarán al territorio de uno o más de los países Parte del T-MEC que estén en la categoría elegida por el productor y que se producen durante el año fiscal o el año fiscal parcial si el año fiscal del productor comienza después del 1° de Julio de 2020,

debe incluirse en el cálculo del valor de contenido regional en cualquiera de las categorías establecidas en la subsección (1).

ANÁLISIS DE FIN DE AÑO REQUERIDO SI SE PROMEDIA CON BASE EN COSTOS ESTIMADOS; OBLIGACIÓN DE NOTIFICAR EL CAMBIO DE ESTADO

(9) Si el productor de un vehículo de pasajeros, camión ligero, camión pesado u otros vehículos ha calculado el valor de contenido regional del vehículo automotor basado en los costos estimados, incluidos los costos estándar, las provisiones presupuestadas u otros procedimientos de estimación similares, antes o durante el año fiscal del productor, el productor debe realizar un análisis de los costos reales incurridos durante el periodo respecto a la producción del vehículo automotor, al final del año fiscal del productor y, si el vehículo de pasajeros, camión ligero o camión pesado no satisface el requisito de valor de contenido regional sobre la base de los costos reales, informar inmediatamente a cualquier persona a quien el productor le haya proporcionado un Certificado de Origen para el vehículo automotor, o una declaración escrita de que el vehículo automotor es una mercancía originaria, que el vehículo automotor es una mercancía no originaria.

(10) Con efectos de calcular el valor de contenido regional para una mercancía automotriz listada en las Tablas A.1, B, C, D o E, producida en la misma planta, una parte esencial listada en la Tabla A.2, o al considerar las partes listadas en la columna 1 de la Tabla A.2 como un súper-componente esencial, para uso en un vehículo de pasajeros o camión ligero, el cálculo podrá promediarse:

- (a) durante el año fiscal del productor del vehículo automotor al que se vende la mercancía;
- (b) durante cualquier trimestre o mes;
- (c) durante el año fiscal del productor del material automotriz, o
- (d) sobre cualquiera de las categorías del párrafo (1) (a) al (d), siempre que la mercancía se haya producido durante el año fiscal, trimestre o mes que forme la base para el cálculo, en el que:
 - (i) el promedio en el párrafo (9) (a) se calcula por separado para aquellas mercancías vendidas a uno o más productores de vehículos de pasajeros, camión ligero o camión pesado, o
 - (ii) el promedio en el párrafo (9) (a) o (d) se calcula por separado para aquellas mercancías que se exportan al territorio de otro país Parte del T-MEC.

EJEMPLO RELATIVO AL AÑO FISCAL DE UN PRODUCTOR QUE NO COINCIDE CON LA ENTRADA EN VIGOR DEL TRATADO

(11) El siguiente ejemplo es un "Ejemplo" como se menciona en la subsección 1(4).

Ejemplo: subsección (4)

El Tratado entra en vigor el 1° de julio de 2020. El año fiscal de un productor comienza el 1° de enero de 2021. El productor podrá calcular su valor de contenido regional durante un período de 18 meses que comienza el 1° de julio de 2020 y termina el 31 de diciembre de 2021.

SECCIÓN 17: ACERO Y ALUMINIO

(1) Además de cumplir con los requisitos de las secciones 13 a la 16 o el Anexo I (Anexo de ROEP), un vehículo de pasajeros, camión ligero o camión pesado es originario solamente si, durante un período de tiempo previsto en la subsección (7), al menos el 70 por ciento, en valor, de las compras del productor del vehículo a nivel corporativo en los territorios de uno o más de los países Parte del T-MEC de:

- (a) acero listado en la Tabla S, y
- (b) aluminio listado en la Tabla S;

son de mercancías originarias.

(2) Para los efectos de la subsección (1), solo el valor del acero o aluminio listados en la Tabla S, que se utiliza en la producción de la parte, se tomará en cuenta para una parte de la subpartida 8708.29 u 8708.99 listada en la Tabla S.

(3) El requisito establecido en la subsección (1) se aplica a las compras de acero y aluminio realizadas por el productor de vehículos de pasajeros, camiones ligeros o camiones pesados, incluidas las compras realizadas directamente por el productor del vehículo a un productor de acero, las compras del productor del vehículo a un centro de servicio de acero o a un distribuidor de acero. La subsección (1) también se aplica al acero o al aluminio cubiertos por un acuerdo contractual en el que un productor de vehículos de pasajeros, camiones ligeros o camiones pesados negocia los términos bajo los cuales un productor o proveedor de acero suministrará acero o aluminio a un productor de partes, seleccionado por el productor del vehículo, para su uso en la producción de partes suministradas por el productor de partes a un productor de vehículos de pasajeros, camiones ligeros o camiones pesados. Dichas compras también deben incluir compras de acero y aluminio para estampados mayores que forman la "carrocería en bruto" o el bastidor de chasis, independientemente de si el productor de vehículos o el productor de las partes realice dichas compras.

(4) El requisito establecido en la subsección (1) se aplica al acero y al aluminio comprados para su uso en la producción de vehículos de pasajeros, camiones ligeros o camiones pesados. La subsección (1) no aplica al acero y al aluminio comprados por un productor para otros usos, como la producción de otros vehículos, herramientas, troqueles o moldes.

(5) Para los efectos de la subsección (1), en lo que respecta a una mercancía de acero establecida en la Tabla S, una mercancía es originaria si:

- (a) a partir del 1° de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2027, la mercancía cumple con los requisitos aplicables establecidos en el Anexo I (Anexo de ROEP) o la sección 13 y todos los demás requisitos aplicables de estas Reglamentaciones, o
- (b) a partir del 1° de julio de 2027, la mercancía satisface todos los demás requisitos aplicables de estas Reglamentaciones, y siempre que todos los procesos de fabricación de acero ocurran en uno o más de los países Parte del T-MEC, excepto los procesos metalúrgicos que involucren el refinamiento de aditivos de acero. Tales procesos de fabricación de acero incluyen la mezcla y fusión inicial y continúa a través de la etapa de recubrimiento. Este requisito no se aplica a las materias primas utilizadas en el proceso de fabricación de acero, incluido el mineral de hierro o el mineral de hierro reducido, procesado o peletizado de la partida 26.01, la fundición en bruto de la partida 72.01, las aleaciones en bruto de la partida 72.02 o los desperdicios de acero de la partida 72.04.

(6) El productor del vehículo podrá calcular el valor de las compras de acero y aluminio en la subsección (1) mediante los siguientes métodos:

- (a) para acero o aluminio importado o adquirido en el territorio de un país Parte del T-MEC:
 - (i) el precio pagado o por pagar por el productor en el país Parte del T-MEC donde se encuentra el productor;
 - (ii) el costo neto del material al momento de la importación, o

- (iii) el valor de transacción del material en el momento de la importación.
 - (b) para acero o aluminio de fabricación propia:
 - (i) todos los costos incurridos en la producción de materiales, que incluye gastos generales, y
 - (ii) un monto equivalente a la utilidad agregada en el curso normal del comercio, o igual a la utilidad que generalmente se refleja en la venta de mercancías de la misma clase o tipo, que el material de fabricación propia que se está valorando.
- (7) Con efectos de determinar las compras de acero o aluminio del productor del vehículo en la subsección 17 (1), el productor podrá calcular las compras:
- (a) durante el año fiscal anterior del productor;
 - (b) durante el año calendario anterior;
 - (c) durante el trimestre o mes hasta la fecha en que se exporta el vehículo;
 - (d) durante el año fiscal del productor hasta la fecha en que se exporta el vehículo, o
 - (e) durante el año calendario hasta la fecha en que se exporta el vehículo.
- (8) Si el productor elige basar un cálculo de acero o aluminio en el párrafo (7)(c), (d) o (e), ese cálculo podrá basarse en las compras estimadas del productor para el período aplicable.
- (9) Para efectos de determinar las compras de acero o aluminio del productor del vehículo en la subsección (1), el productor podrá calcular las compras sobre la base de:
- (a) todos los vehículos automotores producidos en una o más plantas en el territorio de uno o más países Parte del T-MEC;
 - (b) todos los vehículos automotores exportados al territorio de uno o más países Parte del T-MEC;
 - (c) todos los vehículos automotores en una categoría establecida en la subsección 16(1) que se producen en una o más plantas en el territorio de uno o más países Parte del T-MEC, o,
 - (d) todos los vehículos automotores en una categoría establecida en la subsección 16(1) exportados al territorio de uno o más países Parte del T-MEC.
- (10) El productor podrá elegir diferentes períodos para sus cálculos de acero y aluminio.
- (11) Si el productor de un vehículo de pasajeros, camión ligero o camión pesado ha calculado las compras de acero o aluminio sobre la base de estimaciones antes o durante el período aplicable, el productor debe realizar un análisis al final del año fiscal del productor de las compras reales realizadas durante el período respecto a la producción del vehículo y, si el vehículo de pasajeros, el camión ligero o camión pesado no cumple con el requisito de acero o aluminio sobre la base de las compras reales, informar inmediatamente a cualquier persona a quien el productor haya proporcionado una certificación de origen para el vehículo, o una declaración escrita de que el vehículo es una mercancía originaria, que el vehículo es una mercancía no originaria.

SECCIÓN 18: VALOR DE CONTENIDO LABORAL

REQUISITOS DE VALOR DE CONTENIDO LABORAL PARA VEHÍCULOS DE PASAJEROS

- (1) Además de los requisitos en las secciones 13 a 17 y el Anexo I (Anexo de ROEP), un vehículo de pasajeros es originario solo si el productor del vehículo certifica que el vehículo de pasajeros cumple con un requisito de Valor Laboral de Contenido (VCL) de:
- (a) 30 por ciento, consistente en al menos 15 puntos porcentuales de salario alto en gastos de materiales y laborales, no más de 10 puntos porcentuales de gastos de tecnología, y no más de 5 puntos porcentuales de salario alto en gastos de ensamble, iniciando el 1º de julio de 2020, hasta el 30 de Junio de 2021;
 - (b) 33 por ciento, consistente en al menos 18 puntos porcentuales de salario alto en gastos de materiales y laborales, no más de 10 puntos porcentuales en gastos de tecnología, y no más de 5 puntos porcentuales de salario alto en gastos de ensamble, iniciando el 1º de Julio de 2021, hasta el 30 de Junio de 2022;
 - (c) 36 por ciento, consistente en al menos 21 puntos porcentuales de salario alto en gastos de materiales y laborales, no más de 10 puntos porcentuales en gastos de tecnología, y no más de 5 puntos porcentuales de salario alto en gastos de ensamble, iniciando el 1º de Julio de 2022, hasta el 30 de Junio de 2023, o

- (d) 40 por ciento, consistente en al menos 25 puntos porcentuales de salario alto en gastos de materiales y laborales, no más de 10 puntos porcentuales en gastos de tecnología, y no más de 5 puntos porcentuales de salario alto en gastos de ensamble, iniciando el 1° de julio de 2023, y posteriormente.

REQUISITO DE VCL RELACIONADOS A CAMIONES LIGEROS O CAMIONES PESADOS

(2) Además de los requisitos establecidos en las secciones 13 a 17 y el Anexo I (Anexo de ROEP) un camión ligero o camión pesado es originario solamente si el productor del vehículo certifica que el camión cumple con un requisito de VCL de 45 por ciento, consistente en al menos 30 puntos porcentuales de salario alto en gastos de materiales y mano de obra, no más de 10 puntos porcentuales de gastos de tecnología, y no más de 5 puntos porcentuales de salario alto en gastos de ensamble.

CÁLCULO DEL REQUISITO DE VCL

(3) Para efectos de un cálculo de VCL para un vehículo de pasajeros, camión ligero o camión pesado, un productor incluye:

- (a) un monto de salarios altos de materiales utilizados en la producción;
- (b) un monto de salarios altos de costos laborales incurridos en el ensamble del vehículo;
- (c) un monto de salarios altos de transporte o costos relacionados para el envío de materiales a la ubicación del productor del vehículo, si no se incluye en el monto de los salarios altos de materiales;
- (d) un crédito por gastos en tecnología, o
- (e) un crédito por gastos de ensamble de salarios altos.

(4) *Salarios altos de materiales.* El monto que podrá incluirse para los salarios altos de materiales utilizados en la producción es el costo neto o el valor de la compra anual de los materiales que sufran una producción en una planta de producción de tasa salarial calificada y que se utilicen en la producción de vehículos de pasajeros, camiones ligeros o camiones pesados en una planta ubicada en el territorio de un país del T-MEC.

(5) Una planta dedicada a la producción de vehículos o partes podrá certificarse como planta de ensamble de vehículos de tasa salarial calificada o planta de producción de tasa salarial calificada según el salario promedio pagado a los trabajadores de producción directa en la planta del 1° de julio al 31 de diciembre de 2020, o del 1° de julio al 30 de junio de 2021. Para periodos subsecuentes, la certificación de una planta de producción de tasa salarial calificada basada en un periodo de menos de 12 meses es válida para el siguiente periodo de la misma duración. La certificación de una planta de producción de tasa salarial calificada basada en un periodo de 12 meses es válida para los siguientes 12 meses.

(6) Para efectos de cumplir con el requisito de Valor de Contenido Laboral un productor podrá utilizar una de las siguientes fórmulas:

(a) Fórmula basada en costo neto

$$VCL = \frac{(SACL + SAM) \times 100}{CN} + CSAT + CSAE$$

(b) Fórmula basada en el valor total de compras anuales

$$VCL = \frac{(VCA + SACL*) \times 100}{(VTCA + SACL*)} + CSAT + CSAE$$

*SACL se incluye en el numerador a elección del productor y, si se incluye, deberá también incluirse en el denominador.

Donde:

VCA es el valor de compras anuales de gastos de salarios altos de materiales;

CSAE es el crédito por gastos de salario alto de ensamble;

SACL es la suma de salarios altos de costos laborales incurridos en el ensamble del vehículo;

SAM es la suma o los gastos de salarios altos de materiales utilizados en la producción;

CSAT es el crédito de gastos de salarios altos de tecnología;

SAT es el salario alto de transporte o costos relacionados al envío de los materiales utilizados en la producción, si no están incluidos en el SAM;

CN, es el costo neto del vehículo, y

VTCA, es el valor total de compras anuales de la planta de ensamble de partes o materiales utilizados en la producción del vehículo.

GASTOS DE SALARIOS ALTOS DE MATERIALES

(7) Los gastos de salarios altos de materiales podrán ser calculados como la suma de los valores siguientes:

- (a) el valor de compra anual (VCA) o costo neto, dependiendo de la fórmula utilizada, de un material de salario alto de fabricación propia utilizado en la producción del vehículo;
- (b) el valor de compra anual (VCA) o costo neto, dependiendo de la fórmula utilizada, de material de salario alto importado o adquirido utilizado en la producción de un vehículo;
- (c) el valor de compra anual (VCA) o costo neto, dependiendo de la fórmula utilizada, de un material de salario alto utilizado en la producción de una parte o material que es utilizado en la producción de un material intermedio o de fabricación propia que es utilizado subsecuentemente en la producción de un vehículo, y
- (d) el valor de compra anual (VCA) o costo neto, dependiendo de la fórmula utilizada, de un material de salario alto utilizado en la producción de una parte o material que es utilizado subsecuentemente en la producción de un vehículo.

(8) Se sugiere, pero no es obligatorio, que el productor del vehículo calcule los gastos de salarios altos de material y costos laborales en el orden descrito en el párrafo (7). Un productor de vehículos no necesita calcular los elementos en el párrafo 7 (b) a 7 (d) si el elemento o elementos anteriores son suficientes para cumplir con el requisito de VCL.

CRÉDITO DE GASTOS DE SALARIO ALTO DE TECNOLOGÍA

(9) El crédito de gastos de salarios altos de tecnología (CSAT) se basa en los gastos anuales del productor de vehículos a nivel corporativo en uno o más países del T-MEC sobre los salarios pagados por el productor para Investigación y Desarrollo (I + D) o Tecnología de la información (TI), calculados como porcentaje del gasto total anual del productor de vehículos en salarios pagados a trabajadores de producción directa en uno o más países del T-MEC. No se incluyen los gastos en capital u otros costos no salariales para I + D o TI.

(10) Para determinar el crédito de gastos de salario alto de tecnología (CSAT), la siguiente fórmula podrá ser utilizada:

$$\text{CSAT} = \frac{\text{Gasto Anual del Productor para I\&D o TI} \times 100}{\text{Gastos Totales Anuales en producción de vehículos}}$$

Donde

CSAT es el crédito de gastos de salarios altos de tecnología, expresados como un porcentaje;

(11) Para efectos de la subsección 14 (10), los gastos en salarios para I + D incluyen los gastos salariales en investigación y desarrollo, incluido el desarrollo de prototipos, el diseño, la ingeniería, las pruebas o las operaciones de certificación.

CRÉDITO DE SALARIO ALTO DE ENSAMBLE

(12) Se puede incluir un crédito de ensamble de salarios altos de cinco puntos porcentuales en el VCL para vehículos de pasajeros o camiones ligeros producidos por un productor que opera una planta de ensamble de salarios altos para partes de vehículos de pasajeros o camiones ligeros o tiene un contrato de suministro a largo plazo para esas partes (es decir, un contrato con un mínimo de tres años) con dicha planta.

(13) Se puede incluir un crédito de ensamble de salarios altos de cinco puntos porcentuales en el VCL para camiones pesados producidos por un productor que opera una planta de ensamble de salarios altos para partes de camiones pesados o tiene un contrato de suministro a largo plazo (es decir, un contrato con un mínimo de tres años) para aquellas partes con dicha planta.

(14) Una planta de ensamble de salarios altos para partes de vehículos de pasajeros, camiones ligeros o camiones pesados solo necesita tener la capacidad de producir la cantidad mínima de partes originarias especificadas en la definición. No es necesario mantener ni proporcionar registros u otros documentos que certifiquen que tales partes son originarias, siempre y cuando se mantenga y pueda proporcionar información que demuestre la capacidad de producir estas cantidades mínimas.

REQUISITO DE PROMEDIOS PARA EL VCL

(15) Con el propósito de calcular el VCL de un vehículo de pasajeros, camión ligero o camión pesado, el productor puede optar por promediar el cálculo utilizando cualquiera de las siguientes categorías, sobre la base de todos los vehículos en la categoría o sólo aquellos vehículos en la categoría que se exporten al territorio de uno o más de los países del T-MEC:

- (a) la misma línea de modelo en vehículos de la misma clase de vehículos producidos en la misma planta en el territorio de un país del T-MEC;
- (b) la misma clase de vehículos producidos en la misma planta en el territorio de un país del T-MEC;
- (c) la misma línea de modelo o la misma clase de vehículos automotores producidos en el territorio de un país del T-MEC
- (d) cualquier otra categoría que los países del T-MEC decidan.

(16) Una elección hecha bajo la subsección (15) debe

- a. indicar la categoría elegida por el productor, y
 - i. si se elige la categoría mencionada en el párrafo (15) (a), indique la línea del modelo, el nombre del modelo, la clase de vehículo y la clasificación arancelaria de los vehículos en esa categoría, y la ubicación de la planta en la que se producen los vehículos,
 - ii. si se elige la categoría mencionada en el párrafo (15) (b), indique el nombre del modelo, la clase de vehículo y la clasificación arancelaria de los vehículos en esa categoría, y la ubicación de la planta en la que se producen los vehículos, y
 - iii. si se elige la categoría mencionada en el párrafo (15) (c), indique la línea del modelo, el nombre del modelo, la clase de vehículo y la clasificación arancelaria de los vehículos en esa categoría, y las ubicaciones de las plantas en las que se producen los vehículos;
- b. indicar si la base del cálculo es todos los vehículos en la categoría o sólo aquellos vehículos en la categoría que se exportan al territorio de uno o más de los otros países del T-MEC;
- c. indicar el nombre y la dirección del productor;
- d. indicar el periodo con respecto al cual se realiza la elección, incluidas las fechas de inicio y finalización;
- e. indicar el valor de contenido laboral estimado de los vehículos en la categoría sobre la base establecida en el párrafo (b);
- f. estar fechado y firmado por un oficial autorizado del productor, y
- g. se presentará ante la administración de aduanas de cada país del T-MEC a la que se exportarán los vehículos de esa categoría durante el periodo cubierto por la elección, antes del 31 de julio de 2020, y posteriormente al menos 10 días antes del primer día del año fiscal del productor, o un periodo más corto que la administración de aduanas pueda aceptar.

(17) Una elección presentada para los vehículos mencionados en la subsección (16) no podrá ser

- a. rescindida, o
- b. modificada con respecto a la categoría o base de cálculo.

(18) Para propósitos de esta sección, si un productor presenta una elección conforme al párrafo (16) (a), debe incluir el valor de contenido laboral y el costo neto de los vehículos de pasajeros, camiones ligeros o camiones pesados del productor, calculados bajo una de las categorías establecidas en la subsección (15), con respecto a

- a. todos los vehículos dentro de la categoría elegida por el productor, o
- b. aquellos vehículos que se exportarán al territorio de uno o más de los países del T-MEC dentro de la categoría elegida por el productor.

PERIODOS DEL VCL

(19) Para efectos de determinar el VCL establecido en esta sección, el productor podrá calcular el VCL con base en uno de los siguientes periodos:

- (a) en el año fiscal previo del productor;
- (b) en el año calendario anterior;
- (c) en el trimestre o mes a la fecha en que el vehículo es producido o exportado;
- (d) en el año fiscal del productor a la fecha en que el vehículo es producido o exportado, o
- (e) en el año calendario a la fecha en que el vehículo es producido o exportado.

TRANSPORTE Y COSTOS RELACIONADOS

(20) Los salarios altos de transporte o los costos relacionados con el envío se podrán incluir en el cálculo de VCL del productor, si no se incluye en el monto de salarios altos de materiales. Alternativamente, un productor podrá agregar dichos costos dentro de los territorios de uno o más de los países del T-MEC. Basado en este monto agregado, el productor podrá asignar un monto para el transporte o los costos relacionados con el envío para efectos del cálculo de VCL. El transporte o los costos relacionados con el envío incurridos en el transporte de un material desde fuera de los territorios de los países del T-MEC al territorio de un país de T-MEC no se incluyen en este cálculo.

VALOR DE LOS MATERIALES PARA EFECTOS DEL VCL

(21) El valor de los materiales tanto originarios como no originarios debe tenerse en cuenta para efectos de calcular el valor de contenido laboral de una mercancía. Para mayor certeza, el valor total de un material no originario que ha sido producido en una planta de producción con tasa salarial calificada puede incluirse en el SAM descrito en la subsección 6.

EXCESO DE VCL PUEDE SER UTILIZADO HACIA EL REQUISITO DE VCR PARA CAMIONES PESADOS

(22) Por un periodo que concluye el 1º de Julio de 2027, si un productor de un vehículo certifica que el Valor de Contenido Laboral para un camión pesado es superior a 45 por ciento por el aumento en el monto de salario alto en gastos de materiales y manufactura por más de 30 puntos porcentuales, el productor podrá utilizar los puntos que rebasen los 30 puntos porcentuales como un crédito para los porcentajes de valor de contenido regional establecidos en la sección 13, siempre que el porcentaje de valor de contenido regional no sea menor a 60 por ciento.

SECCIÓN 19: RÉGIMEN DE TRANSICIÓN ALTERNATIVO

(1) Para los efectos de esta sección, vehículos elegibles significan vehículos de pasajeros o camiones ligeros para los cuales los países Parte del T-MEC han aprobado un régimen de transición alternativo.

(2) No obstante lo dispuesto en las secciones 13 a 18, los vehículos elegibles están sujetos a los requisitos establecidos en la subsección (4) desde el 1 de julio de 2020 hasta el 30 de junio de 2025, o cualquier otro período previsto en el régimen de transición alternativo aprobado por el productor. Los vehículos elegibles también están sujetos a cualquier otro requisito aplicable establecido en estas Reglamentaciones.

(3) Los vehículos de pasajeros o camiones ligeros que no son vehículos elegibles pueden calificar como originarios bajo las reglas de origen establecidas en las secciones 13 a 18, y cualquier otro requisito aplicable establecido en estas Reglamentaciones.

(4) Los vehículos elegibles se consideran originarios si cumplen con los siguientes requisitos:

- (a) un valor de contenido regional no menor al 62.5 por ciento, conforme al método de costo neto;
- (b) para las partes enumeradas en la Tabla A.1:
 - (i) un contenido de valor regional no menor a 62.5 por ciento donde se use el método de costo neto, o
 - (ii) un contenido de valor regional no menor a 72.5 por ciento cuando se utilice el método de valor de transacción si la regla correspondiente incluye el método de valor de transacción, y
 - (iii) para baterías de iones de litio de la subpartida 8507.60, un cambio dentro de la subpartida 8507.60 o de cualquier otra subpartida para baterías de iones de litio de la subpartida 8507.60.
- (c) al menos el 70 por ciento de las compras de acero del productor del vehículo y al menos el 70 por ciento de las compras de aluminio del productor del vehículo, en valor, deben calificar como originarias bajo las reglas de origen establecidas en el Anexo I (Anexo de ROEP). Este requisito no se aplicará a los productores de vehículos que tengan una exención bajo un régimen de transición alternativo aprobado de tener que cumplir con este requisito, y
- (d) un valor de contenido laboral de al menos el 25 por ciento, consistente en al menos diez puntos porcentuales de salario alto en gastos de materiales y manufactura, no más de diez puntos porcentuales de salario alto en gastos de tecnología, y no más de cinco puntos porcentuales de salario alto en gastos de ensamble.

(5) Los vehículos elegibles están exentos del requisito de partes esenciales establecido en la sección 14.

(6) Todos los métodos y cálculos para los requisitos aplicables a los vehículos elegibles deben basarse en las disposiciones aplicables en estas Reglamentaciones.

(7) Los vehículos que actualmente están cubiertos conforme al régimen de transición alternativo descrito en el Artículo 403.6 del TLCAN al 30 de noviembre de 2018, pueden continuar utilizando este régimen, incluidas las regulaciones que estaban vigentes antes de la entrada en vigor del T-MEC, de acuerdo con el proceso de aprobación de cada Parte para el uso del régimen de transición alternativo. Después de la expiración del periodo de transición alternativo previsto en el Artículo 403.6, dichos vehículos serán elegibles para tratamiento preferencial bajo los requisitos descritos en la subsección (4), hasta el final del período de transición alternativo del T-MEC descrito en la subsección (2). Para

mayor certeza, dichos vehículos también serán elegibles para el tratamiento arancelario preferencial bajo las otras reglas de origen establecidas en estas Reglamentaciones.

SECCIÓN 20: VALOR DE CONTENIDO REGIONAL PARA OTROS VEHÍCULOS

(1) El valor de los materiales no originarios utilizados por el productor en la producción de otros vehículos y sus partes no deben, para efectos del cálculo del valor de contenido regional de la mercancía, incluir el valor de los materiales no originarios utilizados para producir materiales originarios que posteriormente se utilizan en la producción de la mercancía.

(2) No obstante lo dispuesto en la sección 13 y Anexo I (Anexo de ROEP), el requisito de valor de contenido regional es de 62.5 por ciento conforme al método de costo neto para:

- (a) un vehículo automotor para el transporte de 15 personas o menos de la subpartida 8702.10 u 8702.90;
- (b) un vehículo de pasajeros con un motor de encendido por compresión como motor primario de propulsión de la subpartida 8703.21 a 8703.90,
- (c) un motociclo de tres ruedas (trimoto) o de cuatro ruedas (cuatrimoto) de la subpartida 8703.21 a 8703.90,
- (d) una autocaravana o un vehículo recreativo de la subpartida 8703.21 a 8703.90;
- (e) una ambulancia, un coche fúnebre, un coche celular de la subpartida 8703.21 a 8703.90;
- (f) un vehículo para su utilización única o principalmente fuera de la carretera de la subpartida 8703.21 a 8703.90, o
- (g) un vehículo de la subpartida 8704.21 u 8704.31 para su utilización única o principalmente fuera de la carretera, y
- (h) una mercancía de la partida 84.07 u 84.08, o la subpartida 8708.40, destinada a utilizarse en un vehículo automotor en los párrafos (a) a (g).

(3) No obstante lo dispuesto en la sección 13 y Anexo I (Anexo de ROEP), el requisito de valor de contenido regional es de 60 por ciento conforme al método de costo neto para:

- (a) una mercancía que es:
 - (i) un vehículo automotor de la partida 87.01, excepto la subpartida 8701.20;
 - (ii) un vehículo automotor para el transporte de 16 o más personas de las subpartidas 8702.10 u 8702.90;
 - (iii) un vehículo automotor de la subpartida 8704.10;
 - (iv) un vehículo automotor de la subpartida 8704.22, 8704.23, 8704.32 u 8704.90 para su utilización única o principalmente fuera de la carretera;
 - (v) un vehículo automotor de la partida 87.05, o,
 - (vi) una mercancía de la partida 87.06 que no esté destinada a utilizarse en un vehículo de pasajeros, camión ligero, o camión pesado;
- (b) una mercancía de la partida 84.07 u 84.08, o la subpartida 8708.40, destinada a utilizarse en un vehículo automotor del párrafo 3(a), o
- (c) excepto las mercancías señaladas en el párrafo 3(b) o de la subpartida 8482.10 a 8482.80, 8483.20, u 8483.30, una mercancía de la Tabla F que esté sujeta a un requisito de valor de contenido regional y que esté destinada a utilizarse en un vehículo automotor del párrafo 2(a) a (g) o 3(a).

(4) Para efectos del cálculo de valor de contenido regional conforme al método de costo neto para una mercancía que sea un vehículo automotor del párrafo 2(a) a (g) o 3(a), una mercancía listada en la Tabla F destinada a utilizarse como equipo original en la producción de una mercancía del párrafo 2(a) a (g), o un componente listado en la Tabla G destinado a utilizarse como equipo original en la producción de un vehículo automotor del párrafo 3(a), el valor de los materiales no originarios utilizados por el productor en la producción de la mercancía debe ser la suma de:

- (a) para cada material utilizado por el productor listado en la Tabla F o la Tabla G, sea o no producido por el productor, a elección del productor y determinado de conformidad con la sección 7 (Valor de Contenido Regional), cualquiera de los dos valores siguientes:
 - (i) el valor del material no originario, o
 - (ii) el valor de los materiales no originarios utilizados en la producción de dicho material, y
- (b) el valor de cualquier otro material no originario utilizado por el productor, que no esté listado en la Tabla F o la Tabla G, determinado de conformidad con la sección 7 (Valor de Contenido Regional).

(5) Para mayor certeza, no obstante lo dispuesto en la subsección (4), para efectos de una mercancía que es un vehículo automotor previsto en el párrafo 2(a) a (g) o (3)(a), el valor de los materiales no originarios es la suma del valor de todos los materiales no originarios utilizados por el productor en la producción del vehículo.

(6) Para efectos del cálculo del valor de contenido regional de un vehículo automotor cubierto por las subsecciones (2) o (3), el productor podrá promediar el cálculo en su año fiscal, utilizando cualquiera de las siguientes categorías, tomando como base todos los vehículos automotores de esa categoría, o sólo los vehículos automotores de esa categoría que se exporten al territorio de uno o más de los países Parte del T-MEC:

- (a) la misma línea de modelo en vehículos automotores de la misma clase de vehículos producidos en la misma planta en el territorio de un país Parte del T-MEC;
- (b) la misma clase de vehículos automotores producidos en la misma planta en el territorio de un país Parte del T-MEC, o
- (c) la misma línea de modelo en vehículos automotores producidos en el territorio de un país Parte del T-MEC.

(7) Para efectos del cálculo del valor de contenido regional de una mercancía listada en la Tabla F, o de un componente o material listado en la Tabla G, que se produzcan en la misma planta, el productor de la mercancía podrá:

- (a) promediar su cálculo:
 - (i) en el año fiscal del productor del vehículo automotor a quien se vende la mercancía;
 - (ii) en cualquier período trimestral o mensual, o
 - (iii) en su propio año fiscal, si la mercancía se vende como refacción;
- (b) calcular el promedio a que se refiere el inciso (a) por separado para una mercancía vendida a uno o más productores de vehículos automotores, o
- (c) respecto a cualquier cálculo efectuado conforme a esta subsección, calcular el promedio por separado de las mercancías que se exporten a territorio de uno o más países Parte del T-MEC.

(8) El requisito de valor de contenido regional para un vehículo automotor identificado en la subsección (2) o (3) es:

- (a) 50 por ciento durante cinco años después de la fecha en que un ensamblador de vehículos automotores produzca en una planta el primer prototipo del vehículo, si:
 - (i) se trata de un vehículo automotor de una clase, marca, o, excepto vehículos comprendidos en la sección (3), categoría de tamaño y bastidor que el ensamblador de vehículos automotores no haya producido anteriormente en el territorio de ninguno de los países Parte del T-MEC,
 - (ii) la planta consiste en un edificio nuevo en que se ensambla el vehículo automotor, y
 - (iii) sustancialmente toda la maquinaria nueva utilizada en el ensamble del vehículo automotor que se encuentra en la planta, o
- (b) 50 por ciento durante dos años después de la fecha en que el primer prototipo de vehículo automotor se produzca en una planta después de que ésta haya sido remodelada, si se trata de un vehículo automotor de una clase, o marca diferente, o, excepto vehículos automotores comprendidos en la subsección (3), categoría de tamaño y bastidor, que el ensamblador de vehículos automotores haya producido en la planta antes de la remodelación.

TABLA A.1**PARTES ESENCIALES PARA VEHÍCULOS DE PASAJEROS Y CAMIONES LIGEROS**

Nota: Los requisitos del Valor de Contenido Regional establecidos en las secciones 13 o 14 o el Anexo I (Anexo de ROEP) aplican a una mercancía destinada a utilizarse como equipo original en la producción de un vehículo de pasajeros o camión ligero. Para una parte de refacción, la regla de origen específica por producto aplicable establecida en la sección 13 o 14 o el Anexo I (Anexo de ROEP) es la alternativa que incluye la frase "Para cualquier otra mercancía".

<u>SA 2012</u>	<u>DESCRIPCIÓN</u>
8407.31	Motores de émbolo (pistón) alternativo, de los tipos utilizados para la propulsión de vehículos del Capítulo 87, de cilindrada inferior o igual a 50 cm ³
8407.32	Motores de émbolo (pistón) alternativo, de los tipos utilizados para la propulsión de vehículos del Capítulo 87, de cilindrada superior a 50 cm ³ pero inferior o igual a 250 cm ³
8407.33	Motores de émbolo (pistón) alternativo, de los tipos utilizados para la propulsión de vehículos del Capítulo 87, de cilindrada superior a 250 cm ³ pero inferior o igual a 1000 cm ³
8407.34	Motores de émbolo (pistón) alternativo, de los tipos utilizados para la propulsión de vehículos del Capítulo 87, de cilindrada superior a 1,000 cm ³
Ex 8408.20	Motores de émbolo (pistón) de encendido por compresión, de los tipos utilizados para la propulsión de vehículos de las subpartidas 8704.21 u 8704.31
8409.91	Partes identificables como destinadas exclusiva o principalmente para los motores de émbolo de la partida 84.07 u 84.08, destinadas exclusiva o principalmente para motores de émbolo (pistón) de encendido por chispa
8409.99	Las demás partes identificables como destinadas, exclusiva o principalmente a motores de la partida 84.07 u 84.08
8507.60	Baterías de iones de litio que son utilizadas como fuente primaria de energía eléctrica para la propulsión de vehículos de pasajeros eléctricos o camiones ligeros eléctricos
8706.00	Chasis, equipados con su motor, para vehículos automotores de la partida 87.03 o la subpartida 8704.21 u 8704.31
8707.10	Carrocerías para los vehículos de la partida 87.03
8707.90	Carrocerías para los vehículos de la subpartida 8704.21 u 8704.31
Ex 8708.29	Partes estampadas de carrocería
8708.40	Cajas de cambio y sus partes
8708.50	Ejes con diferencial, incluso provistos con otros órganos de transmisión, y ejes portadores; y sus partes.
8708.80	Sistemas de suspensión y sus partes (incluidos los amortiguadores).
8708.94	Volantes, columnas y cajas de dirección; y sus partes.
Ex 8708.99	Bastidores de chasis

TABLA A.2

PARTES Y COMPONENTES PARA DETERMINAR EL ORIGEN DE VEHÍCULOS DE PASAJEROS Y CAMIONES LIGEROS CONFORME A LAS SECCIONES 13 O 14 O AL ANEXO I (ANEXO DE ROEP)

La siguiente Tabla establece las partes y componentes aplicables a la Tabla A.2 y sus disposiciones arancelarias relacionadas, para facilitar la implementación del requisito de las partes esenciales de conformidad con el Artículo 3.7 del Apéndice del Anexo 4-B del Tratado.

Estas partes, y componentes utilizados para producir tales partes, son para la producción de un vehículo de pasajeros o camión ligero para cumplir con los requisitos de la Sección 14. El prefijo "ex" se utiliza para indicar que solo las partes descritas en la columna de componentes y utilizadas en la producción de partes destinadas a utilizarse como equipo original en la producción de un vehículo de pasajeros o camión ligero serán tomadas en cuenta al realizar el cálculo.

COLUMNA 1 <i>(las partes enumeradas en esta columna se pueden denominar colectivamente como súper componente esencial)</i>	COLUMNA 2	
PARTES	COMPONENTES	SUBPARTIDAS 6 DÍGITOS SA
MOTORES	Motores de émbolo alternativo o motores rotativos, de encendido por chispa y Motores de émbolo de encendido por compresión (motores Diésel o semi-Diésel).	ex 8407.33 ex 8407.34 ex 8408.20
	Cabezas	ex 8409.91 ex 8409.99
	Bloques	ex 8409.91 ex 8409.99
	Cigüeñales	ex 8483.10
	Cárteres	ex 8409.91 ex 8409.99
	Pistones	ex 8409.91
	Bielas	ex 8409.91 ex 8409.99
	Sub-ensamble de cabeza	ex 8409.91 ex 8409.99
TRANSMISIONES	Cajas de cambio	ex 8708.40
	Cajas de transmisión	ex 8708.40
	Convertidores de par	ex 8708.40 ex 8483.90
	Cajas de convertidor de par	ex 8708.40 ex 8483.90
	Engranajes y discos para engranajes	ex 8708.40 ex 8483.90
	Embragues, incluyendo transmisiones continuamente variables, pero no sus partes	ex 8708.93
	Ensamble de cuerpo de válvulas	ex 8481.90 ex 8708.40
CARROCERÍA Y CHASIS	Estampados de carrocería principales que forman la "carrocería en bruto" o los bastidores de chasis	ex 8707.10 ex 8707.90 ex 8708.29 ex 8708.99
	Estampados de carrocería de paneles mayores de	ex 8708.10

	carrocería	ex 8708.29
	Estampados de carrocería de paneles secundarios	ex 8708.29
	Estampados de carrocería de paneles estructurales	ex 8708.29 ex 8708.99
	Componentes de bastidores estampados	ex 8708.29 ex 8708.99
EJES	Ejes con diferencial, incluso provistos con otros órganos de transmisión, y ejes portadores	ex 8708.50
	Ejes portadores	ex 8708.50
	Fundas para ejes	ex 8708.50
	Fundiciones (esbozos) de mazas para ejes	ex 8482.10 ex 8482.20 ex 8708.50 ex 8708.99
	Soportes	ex 8708.50
	Diferenciales	ex 8708.50
SISTEMAS DE SUSPENSIÓN	Sistemas de suspensión (incluidos los amortiguadores)	ex 8708.80
	Amortiguadores	ex 8708.80
	Cartuchos para amortiguadores	ex 8708.80
	Brazos de control	ex 8708.80
	Barras de torsión	ex 8708.80
	Bujes para suspensión	ex 8708.80
	Muelles de acero	ex 7320.20
	Muelles de ballesta	ex 7320.10
SISTEMAS DE DIRECCIÓN	Volantes, columnas y cajas de dirección	ex 8708.94
	Columnas de dirección	ex 8708.94
	Engranajes/cremalleras de dirección	ex 8708.94
	Unidades de control	ex 8537.10 ex 8537.90 ex 8543.70
BATERÍAS AVANZADAS	Baterías del tipo que se utiliza como fuente primaria para la propulsión de energía eléctrica para vehículos de pasajeros o camiones ligeros eléctricos.	ex 8507.60 ex 8507.80
	Celdas	ex 8507.60 ex 8507.80 ex 8507.90
	Módulos/conjuntos	ex 8507.60 ex 8507.80 ex 8507.90
	Módulos ensamblados	ex 8507.60 ex 8507.80

TABLA B
PARTES PRINCIPALES PARA VEHÍCULOS DE PASAJEROS Y CAMIONES LIGEROS

Nota: Los requisitos de Valor de Contenido Regional establecidos en la sección 13 o 14 o el Anexo I (Anexo de ROEP) aplican a una mercancía destinada a utilizarse como equipo original en la producción de un vehículo de pasajeros o camión ligero.

Para una parte de refacción, la regla de origen específica por producto aplicable establecida en la sección 13 o 14 o el Anexo I (Anexo de ROEP) es la alternativa que incluye la frase "Para cualquier otra mercancía".

<u>SA 2012</u>	<u>DESCRIPCIÓN</u>
8413.30	Bombas de carburante, aceite o refrigerante, para motores de encendido por chispa o compresión
8413.50	Las demás bombas de desplazamiento positivo
8414.59	Los demás ventiladores
8414.80	Las demás bombas de aire o gas, compresores y ventiladores
8415.20	Máquinas para acondicionamiento de aire que comprendan un ventilador con motor y los dispositivos adecuados para modificar la temperatura y la humedad, aunque no regulen separadamente el grado higrométrico, de los tipos utilizados en vehículos automóviles para sus ocupantes.
Ex 8479.89	Sistemas electrónicos de frenado incluyendo sistemas ABS y ESC
8482.10	Rodamientos de bolas
8482.20	Rodamientos de rodillos cónicos, incluidos los ensamblados de conos y rodillos cónicos
8482.30	Rodamientos de rodillos en forma de tonel
8482.40	Rodamientos de agujas
8482.50	Los demás rodamientos de rodillos cilíndricos
8482.80	Los demás rodamientos de bolas o de rodillos, incluso los rodamientos combinados
8483.10	Árboles de transmisión (incluidos los de levas y los cigüeñales) y manivelas
8483.20	Cajas de cojinetes con rodamientos incorporados
8483.30	Cajas de cojinetes sin rodamientos incorporados; cojinetes
8483.40	Engranajes y ruedas de fricción, excepto las ruedas dentadas, y demás elementos de transmisión presentados aisladamente; husillos fileteados de bolas o rodillos; cajas de cambio y reductores, multiplicadores y variadores de velocidad, incluidos los convertidores de par.
8483.50	Volantes y poleas, incluidos los motones
8483.60	Embragues y órganos de acoplamiento, incluidas las juntas de articulación
8501.32	Otros motores y generadores de corriente continua de potencia de salida superior a 750 W pero inferior o igual a 75 kW
8501.33	Otros motores y generadores de potencia de salida superior a 75 kW pero inferior o igual a 375 kW
8505.20	Acoplamientos, embragues, y frenos, electromagnéticos.
8505.90	Otros electroimanes; mandriles electromagnéticos o de imán permanente, abrazaderas y dispositivos de sujeción similares; cabezas elevadoras electromagnéticas; incluyendo partes.
8511.40	Motores de arranque, aunque funcionen también como generadores de los tipos utilizados para motores de encendido, por chispa o por compresión.
8511.50	Los demás generadores
8511.80	Los demás aparatos y dispositivos eléctricos de encendido o de arranque, para motores de encendido por chispa o por compresión.
Ex 8511.90	Partes para aparatos y dispositivos eléctricos de encendido o de arranque, para motores de encendido por chispa o por compresión.
8537.10	Cuadros de mando, y otros, para control de electricidad de una tensión inferior o igual a 1,000 V.
8708.10	Defensas (paragolpes, parachoques) y sus partes
8708.21	Cinturones de seguridad
Ex 8708.29	Las demás partes y accesorios de carrocerías para vehículos automotores incluyendo cabinas (se excluyen partes estampadas)
8708.30	Frenos y servofrenos, y sus partes
8708.70	Ruedas, sus partes y accesorios
8708.91	Radiadores y sus partes
8708.92	Silenciadores y tubos (caños) de escape; y sus partes.
8708.93	Embragues y sus partes.
8708.95	Bolsas inflables de seguridad con sistema de inflado (airbag); y sus partes
Ex 8708.99	Las demás partes y accesorios para vehículos automotores de las partidas 87.01 a 87.05 (se excluyen bastidores de chasis)
9401.20	Asientos de los tipos utilizados en vehículos automotores

TABLA C

PARTES COMPLEMENTARIAS PARA VEHÍCULOS DE PASAJEROS Y CAMIONES LIGEROS

Nota: Los requisitos de Valor de Contenido Regional establecidos en la sección 13 o 14 o el Anexo I (Anexo de ROEP) aplican a una mercancía destinada a utilizarse como equipo original en la producción de un vehículo de pasajeros o camión ligero. Para una parte de refacción, la regla de origen específica por producto aplicable establecida en la sección 13 o 14 o el Anexo I (Anexo de ROE) es la alternativa que incluye la frase "Para cualquier otra mercancía".

<u>SA 2012</u>	<u>DESCRIPCIÓN</u>
4009.12	Tubos, tuberías y mangueras de caucho vulcanizado distinto a caucho endurecido, con accesorios, sin reforzar ni combinar de otro modo con otras materias
4009.22	Tubos, tuberías y mangueras de caucho vulcanizado distinto a caucho endurecido, con accesorios, reforzados o combinados de otro modo con metal
4009.32	Tubos, tuberías y mangueras de caucho vulcanizado distinto a caucho endurecido, con accesorios, reforzados o combinados de otro modo con material textil.
4009.42	Tubos, tuberías y mangueras de caucho vulcanizado distinto a caucho endurecido, con accesorios, reforzados o combinados de otro modo con otras materias.
8301.20	Cerraduras de metal común de los tipos utilizados en vehículos automotores
Ex 8421.39	Convertidores catalíticos.
8481.20	Válvulas para transmisiones oleo hidráulicas o neumáticas
8481.30	Válvulas de retención (sin retorno)
8481.80	Los demás artículos de grifería y órganos similares, incluidas las válvulas reductoras de presión y las válvulas termostáticas.
8501.10	Motores eléctricos de potencia de salida inferior o igual a 37.5 W
8501.20	Motores universales de corriente alterna/continua de potencia de salida superior a 37.5 W
8501.31	Motores y generadores de corriente continua de potencia de salida inferior o igual a 750 W
Ex 8507.20	Los demás acumuladores eléctricos de plomo-ácido de los tipos utilizados para la propulsión de vehículos automotores del Capítulo 87
Ex 8507.30	Acumuladores eléctricos de níquel-cadmio de los tipos utilizados para la propulsión de vehículos automotores del Capítulo 87
Ex 8507.40	Acumuladores eléctricos de níquel-hierro de los tipos utilizados para la propulsión de vehículos automotores del Capítulo 87
Ex 8507.80	Los demás acumuladores de los tipos utilizados para la propulsión de vehículos automotores del Capítulo 87
8511.30	Distribuidores; bobinas de encendido
8512.20	Los demás aparatos de alumbrado o señalización visual
8512.40	Limpiaparabrisas y eliminadores de escarcha o vaho
Ex 8519.81	Tocacasetes
8536.50	Los demás interruptores eléctricos para una tensión inferior o igual a 1,000 voltios
Ex 8536.90	Cajas de empalme
8539.10	Faros o unidades "sellados"
8539.21	Lámparas de halógenos, de wolframio (tungsteno)
8544.30	Juegos de cables para bujías de encendido y demás juegos de cables de los tipos utilizados en vehículos automotores
9031.80	Los demás instrumentos y aparatos para medida o verificación
9032.89	Otros instrumentos y aparatos para regulación o control automáticos

TABLA D
PARTES PRINCIPALES PARA CAMIONES PESADOS

Nota: Los requisitos de Valor de Contenido Regional establecidos en las secciones 13 o 15 o el Anexo I (Anexo de ROEP) aplican a una mercancía destinada a utilizarse como equipo original en la producción de un camión pesado. Para una parte de refacción, la regla de origen específica por producto aplicable establecida en la sección 13 o el Anexo I (Anexo de ROEP) es la alternativa que incluye la frase "Para cualquier otra mercancía".

<u>SA 2012</u>	<u>DESCRIPCIÓN</u>
8407.31	Motores de émbolo (pistón) alternativo, de los tipos utilizados para la propulsión de vehículos del Capítulo 87, de cilindrada inferior o igual a 50 cm ³
8407.32	Motores de émbolo (pistón) alternativo, de los tipos utilizados para la propulsión de vehículos del Capítulo 87, de cilindrada superior a 50 cm ³ pero inferior o igual a 250 cm ³
8407.33	Motores de émbolo (pistón) alternativo, de los tipos utilizados para la propulsión de vehículos del Capítulo 87, de cilindrada superior a 250 cm ³ pero inferior o igual a 1000 cm ³
8407.34	Motores de émbolo (pistón) alternativo, de los tipos utilizados para la propulsión de vehículos del Capítulo 87, de cilindrada superior a 1,000 cm ³
8408.20	Motor de émbolo (pistón) de encendido por compresión, de los tipos utilizados para la propulsión de vehículos del Capítulo 87
8409.91	Partes identificables como destinadas exclusiva o principalmente para los motores de la partida 84.07 u 84.08, destinadas exclusiva o principalmente para motores de émbolo (pistón) de encendido por chispa.
8409.99	Las demás partes identificables como destinadas, exclusiva o principalmente a motores de la partida 84.07 u 84.08.
8413.30	Bombas de carburante, aceite o refrigerante, para motores de encendido por chispa
Ex 8414.59	Turbocargadores y supercargadores
8414.80	Las demás bombas de aire o gas, compresores y ventiladores
8415.20	Máquinas para acondicionamiento de aire que comprendan un ventilador con motor y los dispositivos adecuados para modificar la temperatura y la humedad, aunque no regulen separadamente el grado higrométrico, de los tipos utilizados en vehículos automóviles para sus ocupantes.
8483.10	Árboles de transmisión (incluidos los de levas y los cigüeñales) y manivelas
8483.40	Engranajes y ruedas de fricción, excepto las ruedas dentadas y demás elementos de transmisión presentados aisladamente; husillos fileteados de bolas o rodillos; reductores, multiplicadores y variadores de velocidad, incluidos los convertidores de par.
8483.50	Volantes y poleas, incluidos los motones
Ex 8501.32	Otros motores y generadores de corriente continua de potencia de salida superior a 750 W pero inferior o igual a 75 Kw, de los tipos utilizados en vehículos automotor del Capítulo 87
8511.40	Motores de arranque, aunque funcionen también como generadores. De los tipos utilizados para motores de encendido, por chispa o por compresión
8511.50	Los demás generadores
8537.10	Cuadros de mando, y otros, para control de electricidad de una tensión inferior o igual a 1,000 V.
8706.00	Chasis, equipados con su motor, para vehículos automotores de la partida 87.01 a 87.05
8707.90	Carrocerías para los vehículos de la partida 87.01, 87.02, 87.04 u 87.05
8708.10	Defensas (paragolpes, parachoques) y sus partes
8708.21	Cinturones de seguridad
8708.29	Las demás partes y accesorios de carrocerías para vehículos automotores incluyendo cabinas
8708.30	Frenos y servofrenos, y sus partes
8708.40	Cajas de cambio y sus partes
8708.50	Ejes con diferencial, incluso provistos con otros órganos de transmisión, y ejes portadores; y sus partes.
8708.70	Ruedas, sus partes y accesorios
8708.80	Sistemas de suspensión y sus partes (incluidos los amortiguadores).
8708.91	Radiadores y sus partes
8708.92	Silenciadores y tubos (caños) de escape; y sus partes.
8708.93	Embragues y sus partes.
8708.94	Volantes, columnas y cajas de dirección; y sus partes.
8708.95	Bolsas inflables de seguridad con sistema de inflado (airbag); y sus partes
8708.99	Las demás partes y accesorios para vehículos automotores de las partidas 87.01 a 87.05
9401.20	Asientos de los tipos utilizados en vehículos automotores

TABLA E
PARTES COMPLEMENTARIAS PARA CAMIONES PESADOS

Nota: Los requisitos de Valor de Contenido Regional establecidos en las secciones 13 o 15 o el Anexo I (Anexo de ROEP) aplican a una mercancía destinada a utilizarse como equipo original en la producción de un camión pesado. Para una parte de refacción, la regla de origen específica por producto aplicable establecida en la sección 13 o el Anexo I (Anexo de ROEP) es la alternativa que incluye la frase "Para cualquier otra mercancía".

SA 2012	DESCRIPCIÓN
8413.50	Las demás bombas alternativas de desplazamiento positivo
Ex 8479.89	Sistemas electrónicos de frenado incluyendo sistemas ABS y ESC
8482.10	Rodamientos de bolas
8482.20	Rodamientos de rodillos cónicos, incluidos los ensamblados de conos y rodillos cónicos
8482.30	Rodamientos de rodillos esféricos
8482.40	Rodamientos de agujas
8482.50	Los demás rodamientos de rodillos cilíndricos
8483.20	Cajas de cojinetes con rodamientos incorporados
8483.30	Cajas de cojinetes sin rodamientos incorporados; cojinetes
8483.60	Embragues y órganos de acoplamiento, incluidas las juntas de articulación
8505.20	Acoplamientos, embragues, y frenos, electromagnéticos
8505.90	Otros electroimanes; mandriles electromagnéticos o de imán permanente, abrazaderas y dispositivos de sujeción similares; cabezas elevadoras electromagnéticas; incluyendo partes.
8507.60	Baterías de iones de litio
8511.80	Los demás aparatos y dispositivos eléctricos de encendido o de arranque, para motores de encendido por chispa o por compresión.
8511.90	Partes para aparatos y dispositivos eléctricos de encendido o de arranque, para motores de encendido por chispa o por compresión así como los generadores y los reguladores-disyuntores utilizados con estos motores.

TABLA F
PARTES PARA OTROS VEHÍCULOS

Nota: Los requisitos de Valor de Contenido Regional establecidos en la sección 20 o el Anexo I (Anexo de ROEP) aplican a una mercancía destinada a utilizarse en un vehículo especificado en las subsecciones 20(2) y 20(3).

<u>SA 2012</u>	<u>Descripción</u>
40.09	Tubos, mangueras y tubería
4010.31	Correas de transmisión sin fin, estriadas, de sección trapezoidal, de circunferencia exterior superior a 60 cm pero inferior o igual a 180 cm.
4010.32	Correas de transmisión sin fin, sin estriar, de sección trapezoidal, de circunferencia exterior superior a 60 cm pero inferior o igual a 180 cm.
4010.33	Correas de transmisión sin fin, estriadas, de sección trapezoidal, de circunferencia exterior superior a 180 cm pero inferior o igual a 240 cm.
4010.34	Correas de transmisión sin fin, sin estriar, de sección trapezoidal, de circunferencia exterior superior a 180 cm pero inferior o igual a 240 cm.
4010.39.aa	Otras correas de transmisión sin fin.
40.11	Neumáticos nuevos de caucho
4016.93.aa	Juntas o empaquetaduras de caucho vulcanizado sin endurecer.
4016.99.aa	Elementos para control de vibración
7007.11	Vidrio de seguridad templado de dimensiones y formatos que permitan su empleo en vehículos
7007.21	Vidrio de seguridad laminado de dimensiones y formatos que permitan su empleo en vehículos.
7009.10	Espejos retrovisores para vehículos
8301.20	Cerraduras del tipo utilizado en los vehículos automotores
8407.31	Motores de émbolo (pistón) alternativo, de los tipos utilizados para la propulsión de vehículos del Capítulo 87, de cilindrada inferior o igual a 50 cm ³
8407.32	Motores de émbolo (pistón) alternativo, de los tipos utilizados para la propulsión de vehículos del Capítulo 87, de cilindrada superior a 50 cm ³ pero inferior o igual a 250 cm ³
8407.33	Motores de émbolo (pistón) alternativo, de los tipos utilizados para la propulsión de vehículos del Capítulo 87, de cilindrada superior a 250 cm ³ pero inferior o igual a 1000 cm ³
8407.34.aa	Motores de émbolo (pistón) alternativo, de los tipos utilizados para la propulsión de vehículos del Capítulo 87, de cilindrada superior a 1,000 cm ³ pero inferior o igual a 2,000 cm ³
8407.34.bb	Motores de émbolo (pistón) alternativo, de los tipos utilizados para la propulsión de vehículos del Capítulo 87, de cilindrada superior a 2,000 cm ³
8408.20	Motor de émbolo (pistón) de encendido por compresión, de los tipos utilizados para la propulsión de vehículos del Capítulo 87
84.09	Partes identificables como destinadas exclusiva o principalmente para motores de émbolo (pistón) de encendido por chispa
8413.30	Bombas de carburante, aceite o refrigerante, para motores de encendido por chispa o compresión
8414.80.aa	Otras bombas de aire o gas, compresores y ventiladores (turbocargadores y supercargadores para vehículos automotor, cuando no estén previstas en la subpartida 8414.59)
8414.59.aa	Los demás ventiladores (turbocargadores y supercargadores para vehículos automotor, cuando no estén previstas en la subpartida 8414.80)
8415.20	Máquinas para acondicionamiento de aire que comprendan un ventilador con motor y los dispositivos adecuados para modificar la temperatura y la humedad,

	aunque no regulen separadamente el grado higrométrico, de los tipos utilizados en vehículos automóviles para sus ocupantes.
8421.39.aa	Convertidores catalíticos
8481.20	Válvulas para transmisiones oleo hidráulicas o neumáticas
8481.30	Válvulas de retención (sin retorno)
8481.80	Los demás artículos de grifería y órganos similares para tuberías, calderas, depósitos, cubas o continentes similares, incluidas las válvulas reductoras de presión y las válvulas termostáticas.
8482.10 a 8482.80	Rodamientos y cojinete de rodamientos cerrado
8483.10	Árboles de transmisión (incluidos los de levas y los cigüeñales) y manivelas
8483.20	Cajas de cojinetes con rodamientos incorporados
8483.30	Cajas de cojinetes sin rodamientos incorporados; cojinetes
8483.40	Engranajes y ruedas de fricción, excepto las ruedas dentadas y demás elementos de transmisión presentados aisladamente; husillos fileteados de bolas o rodillos; reductores, multiplicadores y variadores de velocidad, incluidos los convertidores de par.
8483.50	Volantes y poleas, incluidos los motones
8501.10	Motores eléctricos de potencia de salida inferior o igual a 37.5 W
8501.20	Motores universales de corriente alterna/continua de potencia de salida superior a 37.5 W
8501.31	Motores y generadores de corriente continua de potencia de salida inferior o igual a 750 W
8501.32.aa	Otros motores y generadores de corriente continua de potencia de salida superior a 750 W pero inferior o igual a 75 Kw, de los tipos utilizados en vehículos automotor del Capítulo 87
8507.20.aa, 8507.30.aa, 8507.40.aa y 8507.80.aa	Acumuladores del tipo de los utilizados para la propulsión primaria de vehículos
8511.30	Distribuidores; bobinas de encendido
8511.40	Motores de arranque, aunque funcionen también como generadores de los tipos utilizados para motores de encendido, por chispa o por compresión.
8511.50	Los demás generadores
8512.20	Los demás aparatos de alumbrado o señalización visual
8512.40	Limpiaparabrisas y eliminadores de escarcha o vaho
Ex 8519.81	Tocacasetes
8527.21	Aparato de radiodifusión con tocacasetes
8527.29	Los demás aparatos de radiodifusión
8536.50	Los demás interruptores, seccionadores y conmutadores para una tensión inferior o igual a 1,000 voltios
8536.90	Cajas de empalme
8537.10.bb	Cuadros de mando
8539.10	Faros o unidades "sellados"
8539.21	Lámparas de halógenos, de wolframio (tungsteno)
8544.30	Juegos de cables para bujías de encendido y demás juegos de cables de los tipos utilizados en vehículos automotores
87.06	Chasis, equipados con su motor para vehículos automotores de la partida 87.01 a 87.05
87.07	Carrocerías incluidas las cabinas para vehículos automotores de la partida 87.01 a 87.05
8708.10.aa	Defensas (paragolpes, parachoques) sin incluir sus partes

8708.21	Cinturones de seguridad
8708.29.aa	Partes troqueladas para carrocería
8708.29.cc	Armaduras de puertas
8708.30	Frenos y servofrenos, y sus partes
8708.40	Cajas de cambio y sus partes
8708.50	Ejes con diferencial, incluso provistos con otros órganos de transmisión, y ejes portadores
8708.70.aa	Ruedas, pero no sus partes y accesorios
8708.80	Sistemas de suspensión y sus partes (incluidos los amortiguadores).
8708.91	Radiadores y sus partes
8708.92	Silenciadores y tubos (caños) de escape; y sus partes.
8708.93.aa	Embragues (pero no sus partes).
8708.94	Volantes, columnas y cajas de dirección; y sus partes.
8708.95	Bolsas inflables de seguridad con sistema de inflado (airbag) y sus partes.
8708.99.aa	Mercancías para el control de las vibraciones que contengan hule
8708.99.bb	Ejes de rueda de doble pestaña que incorporen rodamientos de bolas
8708.99.ee	Otras partes para el sistema de propulsión.
8708.99.hh	Otras partes y accesorios no previstos en otra parte en la subpartida 8708.99
9031.80	Los demás instrumentos y aparatos para medida o verificación
9032.89	Los demás instrumentos y aparatos para regulación o control automáticos
9401.20	Asientos de los tipos utilizados en vehículos automotores

TABLA G

LISTA DE COMPONENTES Y MATERIALES PARA OTROS VEHÍCULOS

1. Componente: Motores comprendidos en la partida 84.07 u 84.08

Materiales: monoblock, cabeza del monoblock, módulo de combustible, bombas de gasolina, tapones de monoblock, turbocargadores y supercargadores, controles electrónicos de motor, múltiple de admisión, múltiple de escape, válvulas de admisión/escape, cigüeñal/árbol de levas, alternador, marcha, filtro de aire, pistones, bielas de conexión y ensambles para desarrollo (o rotores para ensambles de motores rotatorios), volante (para transmisiones manuales), plato flexible (para transmisiones automáticas), cárter de aceite, bomba de aceite y regulador de presión, bomba de agua, engranes de cigüeñal y engranes de árbol de leva, y ensambles de radiador o enfriadores de motor.

2. Componente: Cajas de cambio (transmisiones) comprendidos en la subpartida 8708.40

Materiales: (a) para transmisiones manuales - carcasa de transmisión y carcasa de embrague; embrague; mecanismo de cambios internos, juego de engranes, sincronizadores y flechas, y (b) para transmisiones de torsión por convertidor - carcasa de transmisión y carcasa de convertidor; ensambles de convertidor de torsión; juego de engranes y embragues, y controles de transmisión electrónica.

TABLA S
ACERO Y ALUMINIO

La siguiente tabla enumera las subpartidas del SA de acero y el aluminio sujeto a los requisitos de compra de acero y aluminio del T-MEC establecidos en la sección 17 para facilitar la implementación del requisito de compra de acero y aluminio, de conformidad con el Artículo 6.3 del Apéndice del Anexo 4-B del Tratado.

El prefijo "ex" se utiliza para indicar que solo las mercancías descritas en la columna "Descripción" serán tomadas en cuenta al realizar el cálculo.

Estas descripciones cubren las compras de acero estructural o aluminio por parte de los productores de vehículos utilizados en la producción de vehículos de pasajeros, camiones ligeros o camiones pesados, incluidas todas las compras de acero o aluminio utilizadas para la producción de estampados principales que forman la "carrocería en bruto" o los bastidores de chasis como se define en la Tabla A.2 (Partes y Componentes para Vehículos de Pasajeros y Camiones Ligeros). Las descripciones no cubren el acero estructural o el aluminio adquiridos por los productores o proveedores de partes utilizadas en la producción de otras partes automotrices.

	DESCRIPCIÓN	SUBPARTIDAS 6 DÍGITOS SA
ACERO		
	Productos laminados planos de hierro o acero sin alear, de anchura superior o igual a 600 mm, laminados en caliente, sin chapar ni revestir:	
	Los demás, enrollados, simplemente laminados en caliente, decapados	7208.25 7208.26 7208.27
	Los demás, enrollados, simplemente laminados en caliente	7208.36 7208.37 7208.38 7208.39
	Los demás, no enrollados, simplemente laminados en caliente	7208.51 7208.52 7208.53 7208.54
	Productos laminados planos de hierro o acero sin alear, de anchura superior o igual a 600 mm, laminados en frío, sin chapar ni revestir:	
	Enrollados, simplemente laminados en frío:	7209.15 7209.16 7209.17 7209.18
	Sin enrollar, simplemente laminados en frío:	7209.25 7209.26 7209.27 7209.28 7209.90
	Productos laminados planos de hierro o acero sin alear, de anchura superior o igual a 600 mm, chapados o revestidos:	
	Electrolíticamente plateado o recubierto con zinc	7210.30
	De otro modo chapado o revestido con zinc, los demás (no corrugado)	7210.49
	Los demás chapados o revestidos con aluminio	7210.69
	Los demás: revestidos; los demás: recubiertos electrolíticamente o chapados con metal, los demás	7210.90
	Productos laminados planos de hierro o acero sin alear, de anchura inferior a 600 mm, sin chapar ni revestir:	

	Los demás, de espesor superior o igual a 4.75 mm	7211.14
	Los demás:	7211.19
	Simplemente laminados en frío, con un contenido de carbono inferior al 0.25% en peso:	7211.23
	Productos laminados planos de hierro o acero sin alear, de anchura inferior a 600 mm, chapados o revestidos:	
	Electrolíticamente plateado o recubierto con zinc	7212.20
	De otro modo chapado o recubierto con zinc	7212.30
	Alambrón de hierro o acero sin alear	
	Los demás, de acero de fácil mecanización.	7213.20
	Los demás: Los demás.	7213.99
	Las demás barras de hierro o acero sin alear, simplemente forjadas, laminadas o extrudidas, en caliente, así como las sometidas a torsión después del laminado.	
	Las demás, de acero de fácil mecanización	7214.30
	De sección transversal rectangular (excepto cuadrada)	7214.91
	Los demás: Los demás.	7214.99
	Productos laminados planos de los demás aceros aleados, de anchura superior o igual a 600 mm	
	Los demás, simplemente laminados en caliente, enrollados:	7225.30
	Los demás, simplemente laminados en caliente, sin enrollar:	7225.40
	Los demás, simplemente laminados en frío:	7225.50
	Electrolíticamente plateado o recubierto con zinc	7225.91
	Los demás: de otro modo chapado o recubierto con zinc	7225.92
	Los demás: Los demás.	7225.99
	Productos laminados planos de los demás aceros aleados, de anchura inferior a 600 mm:	
	Los demás: Simplemente laminados en caliente: De acero para herramientas (excepto de acero rápido):	7226.91
	Simplemente laminados en frío:	7226.92
	Los demás:	7226.99
	Alambrón de los demás aceros aleados.	
	De acero silicomanganeso.	7227.20
	Los demás	7227.90
	Las demás barras y perfiles, de los demás aceros aleados; barras huecas para perforación, de aceros aleados o sin alear.	
	Barras y varillas de acero rápido	7228.10
	Barras y varillas de acero silicomanganeso	7228.20
	Las demás barras, simplemente laminadas o extrudidas en caliente	7228.30
	Las demás barras y varillas	7228.60
	Los demás tubos y perfiles huecos (por ejemplo: soldados, remachados, grapados o con los bordes simplemente aproximados), de hierro o acero:	

	Los demás, soldados, de sección circular, de hierro o acero sin alear:	7306.30
	Los demás, soldados, de sección circular, de los demás aceros aleados:	7306.50
	Los demás, soldados, excepto los de sección circular:	7306.61 7306.69 7306.90
	Partes y accesorios de vehículos automotores de las partidas 87.01 a la 87.05:	
	Estampados de carrocería principales, secundarios y estructurales de paneles de carrocería, que forman la "carrocería en bruto"	ex 8708.29
	Componentes de bastidores estampados que formen el bastidor de chasis	ex 8708.99

	DESCRIPCIÓN	SUBPARTIDA(S) 6 DÍGITOS SA
ALUMINIO		
	Aluminio en bruto	76.01
	Desperdicios y desechos, de aluminio	76.02
	Barras, varillas y perfiles, de aluminio	76.04
	Alambre de aluminio	76.05
	Chapas y tiras, de aluminio, de espesor superior a 0.2 mm:	76.06
	Tubos y tuberías de aluminio.	76.08
	Partes y accesorios de vehículos automotores de las partidas 87.01 a la 87.05:	
	Estampados de carrocería principales, secundarios y estructurales de paneles de carrocería, que forman la "carrocería en bruto"	ex 8708.29
	Componentes de bastidores estampados que formen el bastidor de chasis	ex 8708.99

ANEXO I (Anexo de ROEP)

1. Se considera que este Anexo es el contenido de las Secciones A, B y C del Anexo 4-B del Tratado, tal como lo implementa cada país Parte del T-MEC, salvo que se aplican las siguientes reglas de interpretación:
 - (a) para los efectos de la Nota 2 del Capítulo 61, o la Nota 3 del Capítulo 62 del Anexo 4-B, un tejido de la subpartida 5806.20 o la partida 60.02 se considera formado a partir de hilos y acabados en el territorio de una o más Partes, si todos los procesos de producción y operaciones de acabado, comenzando con el proceso de tejido, tricotado, punzonado o insertado de mechones o bucles, u otro proceso, y terminando con el tejido listo para cortar o ensamblar sin procesamiento adicional, se llevaron a cabo en el territorio de una o más de los países Parte del T-MEC, incluso si se utiliza hilo no originario en la producción del tejido de la subpartida 5806.20 o la partida 60.02;
 - (b) para los efectos de la Nota 3 del Capítulo 61, y la Nota 4 del Capítulo 62, del Anexo 4-B, los hilos de coser se consideran formados y acabados en el territorio de una o más Partes si todos los procesos de producción y operaciones de acabado, comenzando con la extrusión de filamentos, tiras, película u hojas, y que incluye el corte de una película o una hoja en tira, o el hilado de todas las fibras en hilo, o ambos, y terminando con el acabado simple o hilos de pliegue listo para ser usado para coser sin procesamiento adicional, se llevaron a cabo en el territorio de una o más de las Partes del T-MEC, incluso si se utiliza fibra no originaria en la producción de hilo de coser de las partidas 52.04, 54.01 o 55.08, o hilo de la partida 54.02 utilizado como hilo de coser mencionado en las Notas;
 - (c) para los efectos de la Nota 4 del Capítulo 61, o la Nota 5 del Capítulo 62, del Anexo 4-B, la tela de la bolsa o bolsillo se considera formada y acabada en el territorio de una o más de las Partes si todos los procesos de producción y operaciones de acabado, comenzando con el proceso de tejido, tricotado, punzonado, insertado de mechones o bucles, fieltado, enmarañado u otro proceso, y terminando con la tela lista para cortar o ensamblar sin más procesamiento, se llevaron a cabo en el territorio de uno o más países Parte del T-MEC, incluso si se utiliza fibra no originaria en la producción del hilo utilizado para producir la tela de la bolsa o bolsillo;
 - (d) para los efectos de la Nota 4 del Capítulo 61, o Nota 5 del Capítulo 62, del Anexo 4-B, la tela de la bolsa o bolsillo se considera una bolsa o bolsillo si los bolsillos en los que la tela se forma como bolsa, no son visibles debido a que el bolsillo está en el interior de la prenda (por ejemplo, bolsillos que consisten de "bolsas" en el interior de la prenda). Los bolsillos visibles como los bolsillos de parche, los bolsillos de carga o los bolsillos típicos de camisa no están sujetos a estas notas;
 - (e) para los efectos de la Nota 4 del Capítulo 61, o Nota 5 del Capítulo 62, del Anexo 4-B, el hilo se considera totalmente formado en el territorio de una o más Partes si todos los procesos de producción y operaciones de acabado, comenzando con la extrusión de filamentos, tiras, películas u hojas, y que incluye el corte de una película o una hoja en tira, o el hilado de todas las fibras en hilo, o ambos, y terminar con un hilo terminado con acabado simple o hilo retorcido, tuvieron lugar en el territorio de uno o más de los países Parte del T-MEC, incluso si se utiliza fibra no originaria en la producción del hilo utilizado para producir la tela de la bolsa de bolsillo, y,
 - (f) para los efectos de la Nota 2 del Capítulo 63, del Anexo 4-B, una tela de la partida 59.03 se considera formada y acabada en el territorio de una o más Partes si todos los procesos de producción y operaciones de acabado, comenzando con el tejido, tricotado, punzonado, insertado de mechones o bucles, fieltado, enmarañado u otro proceso incluido el recubrimiento, el revestimiento, el laminado o la impregnación, y que terminaron con la tela lista para cortar o ensamblar sin procesamiento adicional, se llevaron a cabo en los territorios de uno o más países Parte del T-MEC, incluso si se utiliza fibra o hilado no originario en la producción de la tela de la partida 59.03.

**ANEXO II (Tasas Arancelarias de Nación más Favorecida para Algunas
Mercancías establecidas en la Tabla 2.10.1 del Tratado)**

A. Máquinas de Procesamiento Automático de Datos (PAD)		
	8471.30	
	8471.41	
	8471.49	
B. Unidades Digitales de Procesamiento		
	8471.50	
C. Unidades de Entrada o Salida		
Unidades Combinadas de Entrada/Salida		
Canadá	8471.60.00	
México	8471.60.02	
Estados Unidos	8471.60.10	
Unidades de Monitor		
Canadá	8528.42.00	
	8528.52.00	
	8528.62.00	
México	8528.41.99	
	8528.51.01	
	8528.51.99	
	8528.61.01	
Estados Unidos	8528.42.00	
	8528.52.00	
	8528.62.00	
Otras Unidades de Entrada y Salida		
Canadá	8471.60.00	
México	8471.60.03	
	8471.60.99	
Estados Unidos	8471.60.20	
	8471.60.70	
	8471.60.80	
	8471.60.90	

D. Unidades de Almacenamiento		
	8471.70	
E. Otras Unidades de Máquinas de Procesamiento Automático de Datos		
	8471.80	
F. Partes de Computadoras		
	8443.99	partes de máquinas de la subpartida 8443.31 y 8443.32, excluyendo las máquinas de fax y las teleimpresoras
	8473.30	partes de máquinas PAD y sus unidades
	8517.70	partes de equipo LAN de la subpartida 8517.62
Canadá	8529.90.19 8529.90.50 8529.90.90	partes de monitores y proyectores de las subpartidas 8528.42, 8528.52 y 8528.62
México	8529.90.01 8529.90.06	partes de monitores o proyectores de las subpartidas 8528.41, 8528.51 y 8528.61
Estados Unidos	8529.90.22 8529.90.75 8529.90.99	partes de monitores y proyectores de las subpartidas 8528.42, 8528.52 y 8528.62
G. Fuentes de Poder para Computadoras		
Canadá	8504.40.30 8504.40.90 8504.90.10 8504.90.20 8504.90.90	
México	8504.40.12 8504.40.14 8504.90.02 8504.90.07 8504.90.08	partes de mercancías clasificadas en la fracción arancelaria 8504.40.12
Estados Unidos	8504.40.60 8504.40.70 8504.90.20 8504.90.41	

ANEXO III (Valor de las Mercancías)

1 A menos que se indique lo contrario, las siguientes definiciones se aplican en este Anexo.

comprador se refiere a la persona que compre una mercancía al productor;

comisiones de compra significa la retribución pagada por un comprador a su agente por los servicios de representación en la compra de una mercancía, y

productor se refiere al productor de la mercancía valorada.

2 Para efectos de la subsección 7(2) de estas Reglamentaciones, el valor de transacción de una mercancía será el precio realmente pagado o por pagar por la mercancía, determinado de acuerdo con la sección 3 y ajustado de conformidad con la sección 4.

3 (1) El precio realmente pagado o por pagar es el pago total que haya hecho o vaya a hacer el comprador al productor o en su beneficio. Dicho pago no tiene que tomar necesariamente la forma de una transferencia de dinero. El pago puede efectuarse por medio de cartas de crédito o instrumentos negociables. El pago puede hacerse de manera directa o indirecta al productor. Para ilustrar lo anterior, un pago indirecto sería la cancelación por el comprador, ya sea en su totalidad o en parte, de una deuda a cargo del productor.

(2) Las actividades que por cuenta propia emprenda el comprador, salvo aquellas respecto de las cuales deba efectuarse un ajuste conforme a lo dispuesto en la sección 4, no deben ser consideradas un pago indirecto, aunque puede ser considerado que benefician al productor. Para ilustrar lo anterior el comprador, mediante acuerdo con el productor, emprende por cuenta propia actividades relacionadas con la comercialización de la mercancía. Los costos de tales actividades no deben agregarse al precio realmente pagado o por pagar.

(3) El valor de transacción no debe comprender los siguientes gastos o costos, siempre que se distingan del precio realmente pagado o por pagar:

- (a) los gastos de construcción, armado, montaje, mantenimiento o asistencia técnica en relación con la mercancía realizados después de que la mercancía ha sido vendida al comprador, o
- (b) los derechos e impuestos pagados en el país en que se encuentra ubicado el comprador con relación a la mercancía.

(4) Los pagos por dividendos u otros pagos del comprador al productor que no guardan relación con la compra de la mercancía, no forman parte del valor de transacción.

4 (1) Para determinar el valor de transacción de la mercancía, lo siguiente debe ser agregado al precio realmente pagado o por pagar:

- (a) en la medida en que corran a cargo del comprador o de una persona relacionada en nombre del comprador, con relación a la mercancía sujeta a valoración y no estén incluidos en el precio realmente pagado o por pagar:
 - (i) las comisiones y los gastos de corretaje, salvo comisiones de compra,
 - (ii) el costo de transporte de la mercancía al punto de embarque directo del productor y los costos de carga, descarga, manejo y seguro que estén asociados con dicho transporte, y
 - (iii) cuando los materiales de empaque y envases se clasifican con la mercancía conforme al Sistema Armonizado, el valor de los envases y materiales de empaque.
- (b) El valor, asignado razonablemente de acuerdo con la subsección (13), de los siguientes elementos si el comprador los suministra directa o indirectamente al productor, de forma gratuita o a precios reducidos para que se utilicen en la conexión con la producción y venta de la mercancía, en la medida en que el valor no esté incluido en el precio realmente pagado o por pagar:
 - (i) un material, distinto de un material indirecto utilizado en la producción de la mercancía,
 - (ii) herramientas, matrices, moldes y materiales indirectos análogos utilizados en la producción de la mercancía,
 - (iii) un material indirecto, distinto de los mencionados en el subpárrafo (ii) o en los párrafos (c), (e) o (f) de la definición de “material indirecto” establecida en la subsección I(1) de estas Reglamentaciones, utilizado en la producción de la mercancía, e
 - (iv) ingeniería, creación y perfeccionamiento, trabajo artístico, diseños, y planos y croquis necesarios para la producción de la mercancía, independientemente del lugar en que se realicen;

- (c) las regalías relacionadas con la mercancía, salvo los cargos con relación al derecho de reproducir la mercancía en el territorio de uno o más de los países Parte del T-MEC, que el comprador deba de pagar directa o indirectamente como condición de venta de dicha mercancía, en la medida en que dichas regalías no estén incluidas en el precio realmente pagado o por pagar, y
- (d) el valor de cualquier parte del producto de la reventa, cesión o utilización posterior de la mercancía que revierta directa o indirectamente al productor.

(2) Las adiciones al precio realmente pagado o por pagar previstas en la subsección (1) deben hacerse conforme a esta sección, únicamente sobre la base de datos objetivos y cuantificables.

(3) Si no hay datos objetivos y cuantificables respecto de las adiciones que deben efectuarse al precio realmente pagado o por pagar, en los términos de la subsección (1), no podrá determinarse el valor de transacción conforme a lo dispuesto en la sección 2.

(4) No se deben hacer adiciones al precio realmente pagado o por pagar al determinar el valor de transacción, salvo las mencionadas en esta sección.

(5) Las cantidades que se agregarán bajo los subpárrafos (1) (a) (i) y (ii) son:

- (a) las cantidades que se registran en los libros del comprador, o
- (b) si esos montos son costos incurridos por una persona relacionada en nombre del comprador y no se registran en los libros del comprador, esos montos se registran en los libros de la persona relacionada.

(6) El valor de los materiales de empaque y envases a que se refiere el subpárrafo (1) (a) (iii) y el valor de los elementos mencionados en el subpárrafo (1) (b) (i) son

- (a) si los materiales de empaque y envases o los elementos se importan desde fuera del territorio de un país Parte del T-MEC en el que se encuentra el productor, el valor en aduana de los materiales de empaque y envases o los elementos,
- (b) si el comprador, o una persona relacionada en nombre del comprador, compra los materiales de empaque y envases o los elementos de una persona que no es una persona relacionada en el territorio de un país Parte del T-MEC en el que se encuentra el productor, el precio realmente pagado o por pagar por los materiales de empaque y envases o los elementos,
- (c) si el comprador, o una persona relacionada en nombre del comprador, adquiere los materiales de empaque y envases o los elementos de una persona que no es una persona relacionada en el territorio de un país Parte del T-MEC en el que se encuentra el productor que no sea a través de una compra, el valor de la consideración relacionada con la adquisición de los materiales de empaque y envases o los elementos, en función del costo de la consideración que se registra en los libros del comprador o la persona relacionada, o
- (d) si los materiales de empaque y envases o los elementos son producidos por el comprador, o por una persona relacionada, en el territorio del país Parte del T-MEC en el que se encuentra el productor, el costo total de los materiales de empaque y envases o los elementos, determinado de acuerdo con la subsección (8),

(7) El valor mencionado en la subsección (6), en la medida en que dichos costos no estén incluidos en los párrafos 6 (a) a (d), debe incluir los siguientes costos que se registran en los libros del comprador o de la persona relacionada que proporciona los materiales de empaque y envases o los elementos en nombre del comprador:

- (a) los costos de fletes, seguro, empaque y todos los demás costos en que se incurra para transportar los materiales de empaque y envases o los elementos al lugar en que se encuentre ubicado el productor,
- (b) aranceles e impuestos pagados o por pagar con relación a los materiales de empaque y envases o elementos, salvo los aranceles e impuestos que sean eximidos, reembolsados o recuperables por cualquier otro medio, incluyendo acreditamiento contra aranceles o impuestos pagados o por pagar,
- (c) costos por servicios de intermediación aduanera, incluyendo el costo por servicios de apoderados aduanales en que se incurra respecto a los materiales de empaque y envases o a los elementos, y
- (d) el costo de desechos y desperdicios resultantes del uso de los materiales de empaque y envases o de los elementos en la producción de la mercancía, menos el valor de los desechos reusables o productos incidentales.

(8) Para efectos del párrafo (6)(d), el costo total de los materiales de empaque y envases mencionados en el subpárrafo (1)(a)(iii) o los elementos mencionados en el subpárrafo (1)(b)(i) es

- (a) Si los materiales de empaque y envases o los elementos son producidos por el comprador, a elección del comprador:

- (i) el costo total incurrido respecto a todas las mercancías producidas por el comprador, calculado con base en los costos registrados en los libros del comprador, que pueda asignarse razonablemente a los materiales de empaque y envases o a los elementos de conformidad con el Anexo V, o
 - (ii) la suma de cada costo incurrido por el comprador que forma parte del costo total incurrido respecto a los materiales de empaque y envases o a los elementos, calculado con base en los costos registrados en los libros del comprador, que pueda asignarse razonablemente a los materiales de empaque y envases o a los elementos de conformidad con el Anexo V, y
- (b) Si los materiales de empaque y envases o los elementos son producidos por una persona relacionada con el comprador, a elección del comprador:
- (i) el costo total incurrido respecto a todas las mercancías producidas por esa persona relacionada, calculado con base en los costos registrados en los libros de esa persona, que pueda asignarse razonablemente a los materiales de empaque y envases o a los elementos de conformidad con el Anexo V, o
 - (ii) la suma de cada costo incurrido por esa persona relacionada que sea parte del costo total incurrido respecto a los materiales de empaque y envases o los elementos, calculado con base en los costos registrados en los libros de esa persona, que pueda asignarse razonablemente a los materiales de empaque y envases o a los elementos de conformidad con el Anexo V.

(9) Salvo lo dispuesto en las subsecciones (11) y (12), el valor de los elementos a que se hace referencia en los subpárrafos (1) (b) (ii) al (iv) es

- (a) el costo de dichos elementos que se encuentren registrados en los libros del comprador, o
- (b) Si tales elementos son proporcionados por otra persona en nombre del comprador y el costo no se encuentre registrado en los libros del comprador, el costo de dichos elementos que se encuentre registrado en los libros de esa otra persona.

(10) Si los elementos mencionados en los subpárrafos (1) (b) (ii) al (iv) hayan sido previamente usados por el comprador o en su nombre, el valor de los elementos debe ser ajustado para reflejar dicho uso.

(11) Si los elementos mencionados en los subpárrafos (1) (b) (ii) y (iii) hayan sido arrendados por el comprador o por una persona relacionada con el comprador, el valor de los elementos es el costo del arrendamiento registrado en los libros del comprador o esa persona relacionada.

(12) No se debe hacer una adición al precio realmente pagado o por pagar por los elementos a que hace referencia en el subpárrafo (1) (b) (iv) que son del dominio público, salvo la adición correspondiente al costo de la obtención de copias de los mismos.

(13) El productor debe elegir el método para asignar a la mercancía el valor de los elementos a que se hace referencia en los subpárrafos (1) (b) (ii) a (iv) siempre que el valor se asigne razonablemente a la mercancía. Los métodos que puede elegir el productor para asignar el valor, incluyen la asignación del valor sobre el número de unidades producidas hasta el momento del primer envío, o la asignación del valor sobre el total de la producción prevista cuando existan contratos o compromisos en firme respecto de esa producción. Para ilustrar lo anterior, un comprador proporciona al productor un molde para la producción de la mercancía y se compromete con el productor a comprarle 10,000 unidades de esa mercancía. Al llegar el primer envío de 1,000 unidades, el productor ya ha producido 4,000 unidades. En esas circunstancias, el productor puede optar por asignar el valor del molde sobre 4,000 o 10,000 unidades, pero no debe elegir por asignar el valor de los elementos al primer envío de 1,000 unidades. El productor puede optar por asignar el valor total de los elementos a un solo envío de una mercancía, sólo si ese envío constituye todas las unidades de la mercancía adquiridas por el comprador conforme al contrato o el compromiso por ese número de unidades de la mercancía entre el productor y el comprador.

(14) La adición por las regalías a que se hace referencia en el párrafo (1) (c) será el pago por las regalías que se registre en los libros del comprador, o si el pago por las regalías se registre en los libros de otra persona, el pago por las regalías que se registre en los libros de esa otra persona.

(15) El valor de los ingresos a que se hace referencia en el párrafo (1) (d) es la cantidad que se registra para dichos ingresos en los libros del comprador o del productor.

ANEXO IV Valor de Transacción No Admisible

1 Salvo se disponga lo contrario, las siguientes definiciones aplican en este Anexo.

comprador se refiere a una persona que compra una mercancía al productor;

productor se refiere al productor de la mercancía sujeta a valoración.

2 (1) No existe valor de transacción de una mercancía si la mercancía no es objeto de una venta.

(2) El valor de transacción de una mercancía no es admisible si:

- (a) existen restricciones a la cesión o utilización de la mercancía por el comprador, con excepción de las que
 - (i) imponga o exija la ley o las autoridades públicas en el territorio del país Parte del T-MEC en donde se encuentra ubicado el comprador,
 - (ii) limite el territorio geográfico donde puede revenderse la mercancía, o
 - (iii) no afecten sensiblemente el valor de la mercancía;
- (b) la venta o el precio realmente pagado o por pagar esté sujeto a una condición o contraprestación cuyo valor no pueda determinarse con relación a la mercancía;
- (c) parte del producto de la reventa, cesión o utilización ulteriores de la mercancía por el comprador, revierta directa o indirectamente al productor, y no pueda efectuarse la debida adición al precio realmente pagado o por pagar de conformidad con el párrafo 4(1) (d) del Anexo III, o
- (d) el productor y el comprador son personas relacionadas y la relación entre ellos afecta el precio realmente pagado o por pagar por la mercancía.

(3) Los casos o contraprestaciones a las que hace referencia el párrafo (2) (b) incluyen lo siguiente:

- (a) el productor establece el precio realmente pagado o por pagar por la mercancía a condición de que el comprador adquiriera también cierta cantidad de mercancías;
- (b) el precio realmente pagado o por pagar por la mercancía depende del precio o precios a que el comprador vende otras mercancías al productor de la mercancía, y
- (c) el precio realmente pagado o por pagar se establece condicionándolo a una forma de pago ajena a la mercancía, como cuando la mercancía es una mercancía semiacabada que es suministrada por el productor al comprador a condición de que el productor reciba del comprador cierta cantidad de la mercancía acabada.

(4) Para efectos del párrafo 2(b), las condiciones o contraprestaciones relativas a la producción o comercialización de la mercancía, no deben hacer inadmisibile el valor de transacción, como el caso si el comprador emprenda por cuenta propia, incluso mediante acuerdo con el productor, actividades relacionadas con la comercialización de la mercancía.

(5) Si no hay datos objetivos y cuantificables respecto a las adiciones que deban efectuarse al precio realmente pagado o por pagar de conformidad con la subsección 4(1) del Anexo III, el valor de transacción no puede ser determinado conforme a las disposiciones de la sección 2 de ese Anexo. Para ilustrar lo anterior, una regalía se paga sobre la base del precio realmente pagado o por pagar en la venta de un litro de una mercancía particular que se compró por kilogramo y se transformó en una solución. Si la regalía se basa en parte en la mercancía comprada y en parte en otros factores que no tienen nada que ver con esa mercancía, como en el caso de que la mercancía comprada se mezcle con otros ingredientes y ya no puede ser identificada por separado, o cuando la regalía no puede ser distinguida por acuerdos financieros especiales entre el productor y el comprador, sería inapropiado efectuar la adición por la regalía, y el valor de transacción de la mercancía no podrá determinarse. Sin embargo, si el importe de la regalía se basa únicamente en la mercancía comprada y puede cuantificarse sin dificultad, se agregará al precio realmente pagado o por pagar, y el valor de transacción puede determinarse.

ANEXO V (Asignación Razonable de Costos)

Definiciones e interpretación

1 Las siguientes definiciones aplican en este Anexo,

costos significa cualquier costo que esté incluido en el costo total y que pueda o deba ser asignado de manera razonable de conformidad con las subsecciones 5(11), 7(11) y 8(8) de estas Reglamentaciones, la subsección 4(8) del Anexo III y las subsecciones 4(8) y 9(3) del Anexo VI;

costos y gastos directos e indirectos de fabricación significa costos que no sean los costos de materiales directos ni los costos de mano de obra directa;

costos y gastos indirectos de fabricación significa los costos de periodo y otros costos;

operación discontinua, en el caso de un productor ubicado en un país Parte del T-MEC, tendrá el significado establecido en los Principios de Contabilidad Generalmente Aceptados en ese país Parte del T-MEC;

para efectos de administración interna significa para cualquier propósito relacionado con el informe de impuestos, informe financiero, planeación financiera, toma de decisiones, fijación de precios, recuperación de costos, administración del control de costos o medición de desempeño;

2 (1) En este Anexo, cualquier referencia al "productor" será entendida como referencia al "comprador", para efectos de la subsección 4(8) del Anexo III.

(2) En este Anexo, cualquier referencia a una "mercancía" será entendida,

- (a) para efectos de la subsección 7(15) de estas Reglamentaciones, como referencia a "mercancías idénticas o mercancías similares, o cualquier combinación de ambas";
- (b) para efectos de la subsección 8(8) de estas Reglamentaciones, como referencia a "material intermedio";
- (c) para efectos de la sección 16 de estas Reglamentaciones, como referencia a "categoría de vehículos elegida de conformidad con la subsección 16(1) de estas Reglamentaciones";
- (d) para efectos de la subsección 4(8) del Anexo III, como referencia a "materiales de empaque y envases o los elementos", y
- (e) para efectos de lo dispuesto en la subsección 4(8) del Anexo VI, como referencia a "elementos".

Métodos de Asignación Razonable de Costos

3 (1) Si el productor de una mercancía, para efectos de administración interna, utiliza un método de asignación de costos para asignar a la mercancía los costos de materiales directos, o parte de los mismos, y ese método refleja razonablemente el material directo utilizado en la producción de la mercancía basándose en el criterio de beneficio, causa o capacidad de absorber gastos, ese método deberá utilizarse para asignar razonablemente los costos a la mercancía.

(2) Si el productor de una mercancía, para efectos de administración interna utiliza un método de asignación de costos para asignar a la mercancía los costos de mano de obra directa, o parte de los mismos y ese método refleja razonablemente la mano de obra directa utilizada en la producción de la mercancía, basándose en el criterio de beneficio, causa o capacidad de absorber gastos, ese método deberá utilizarse para asignar razonablemente los costos a la mercancía.

(3) Si el productor de una mercancía, para efectos de administración interna utiliza un método de asignación de costos para asignar a la mercancía los costos y gastos directos e indirectos de fabricación, o una parte de los mismos, y ese método se basa en el criterio de beneficio, causa o capacidad de absorber gastos, ese método deberá utilizarse para asignar razonablemente los costos a la mercancía.

4 Si los costos no se han asignado razonablemente a una mercancía de acuerdo a la sección 3, dichos costos son razonablemente asignados a la mercancía si se distribuyen:

- (a) en relación con los costos del material directo, con base en cualquier método que refleje razonablemente el material directo utilizado en la producción de la mercancía, basándose en el criterio de beneficio, causa o capacidad de absorber gastos;
- (b) en relación con los costos de mano de obra directa, con base en cualquier método que refleje razonablemente la mano de obra directa utilizada en la producción de la mercancía, basándose en el criterio de beneficio, causa o capacidad de absorber gastos, y
- (c) en relación con los costos y gastos directos e indirectos de fabricación, con base en cualquiera de los siguientes métodos:

- (i) el método establecido en el Apéndice A, B o C,
- (ii) un método basado en la combinación de los métodos establecidos en los Apéndices A y B o Apéndices A y C, y
- (iii) un método de asignación de costos basado en el criterio de beneficio, causa o capacidad de absorber gastos.

5 No obstante las secciones 3 y 8, si un productor asigna, para fines de gestión interna, los costos a una mercancía que no es producida en el período en que los costos se cargan en los libros del productor (como los costos respecto a la investigación y desarrollo, y materiales obsoletos), esos costos deben considerarse asignados razonablemente si:

- (a) para efectos de la subsección 7(11) de estas Reglamentaciones, se asignan a una mercancía que se produce en el período en que se cargan los costos, y
- (b) la mercancía producida en ese período se encuentra dentro de un grupo o rango de mercancías, incluidas mercancías idénticas o mercancías similares, producida por la misma industria o sector industrial que las mercancías en las que se cargan los costos.

6 Cualquiera de los métodos de asignación de costos a los que se hace referencia en la sección 3, 4 o 5 que sea utilizado por un productor para los efectos de estas Reglamentaciones, deberá utilizarse durante el año fiscal del productor.

Costos No Asignados Razonablemente

7 La asignación de cualquiera de los siguientes costos a una mercancía no se considerará como asignación razonable:

- (a) costos de un servicio proporcionado por el productor de una mercancía a otra persona, cuando el servicio no se relacione con la mercancía;
- (b) ganancias o pérdidas resultantes de la disposición de una operación discontinua, excepto ganancias o pérdidas relacionadas con la producción de la mercancía;
- (c) efectos acumulados por cambios en la contabilidad registrados de conformidad con un requisito específico aplicable de los Principios de Contabilidad Generalmente Aceptados, y
- (d) ganancias o pérdidas resultantes de la venta de un bien de capital del productor.

8 Cualquier costo o gasto asignado de conformidad con la sección 3 con base en un método de asignación de costos que se utilice para efectos de administración interna, únicamente con el objeto de que una mercancía califique como originaria, no se considerará razonablemente asignado.

APÉNDICE A. Método de Porcentaje de Costos

Cálculo del Porcentaje de Costos

Con el objeto de asignar los costos y gastos directos e indirectos de fabricación, el productor podrá elegir una o más bases de asignación que reflejen una relación entre los costos y gastos directos e indirectos de fabricación y la mercancía, basándose en el criterio de beneficio, causa o capacidad de absorber gastos.

Con relación a cada base elegida por el productor para asignar los costos y gastos directos e indirectos de fabricación, se calcula un porcentaje del costo para cada mercancía producida por el productor, de acuerdo con la siguiente fórmula:

$$PC = BA \div BTA$$

en donde

PC es el porcentaje del costo con relación a la mercancía;

BA es la base de asignación para la mercancía, y

BTA es la base total de asignación para todas las mercancías producidas por el productor.

Asignación de los Costos Incluidos en los Costos y Gastos Directos e Indirectos de Fabricación a la mercancía.

Los costos respecto a los cuales se elige una base de asignación, se asignan a una mercancía de acuerdo con la siguiente fórmula:

$$CAM = CA \times PC$$

donde

CAM son los costos asignados a la mercancía;

CA son los costos que serán asignados, y

PC es el porcentaje del costo en relación a la mercancía.

Costos Excluidos

De conformidad con el párrafo 7(11)(b) de estas Reglamentaciones, cuando los costos excluidos se encuentren incluidos en los costos que se van a asignar a la mercancía, el porcentaje del costo utilizado para asignar ese costo a la mercancía se utilizará para determinar el importe de los costos excluidos que se restarán de los costos que se asignaron a la mercancía.

Bases para la Asignación de Costos

La siguiente es una lista ilustrativa de bases de asignación que puede ser utilizada por el productor para calcular porcentajes de costos:

- Horas de mano de obra directa
- Costos de mano de obra directa
- Unidades producidas
- Horas-máquina
- Ventas en dólares o en pesos
- Área de la planta

“Ejemplos”

Los siguientes ejemplos ilustran la aplicación del método de porcentaje de costos incluidos en los costos y gastos directos e indirectos de fabricación.

Ejemplo 1: Horas de mano de obra directa

Un productor que fabrica una Mercancía A y una Mercancía B puede asignar los costos y gastos directos e indirectos de fabricación con base en las horas de mano de obra directa utilizadas para producir la Mercancía A y la Mercancía B. Para la producción de la Mercancía A y de la Mercancía B, se han utilizado un total de 8,000 horas de mano de obra directa: 5,000 horas en relación a la Mercancía A y 3,000 horas en relación a la Mercancía B. La cantidad de los costos y gastos directos e indirectos de fabricación a ser asignados es de \$ 6,000,000.

Cálculo de relaciones:

$$\text{Mercancía A: } 5,000 \text{ horas} / 8,000 \text{ horas} = .625$$

$$\text{Mercancía B: } 3,000 \text{ horas} / 8,000 \text{ horas} = .375$$

Asignación de costos y gastos directos e indirectos de fabricación a la Mercancía A y a la Mercancía B:

$$\text{Mercancía A: } \$6,000,000 \times .625 = \$3,750,000$$

$$\text{Mercancía B: } \$6,000,000 \times .375 = \$2,250,000$$

Ejemplo 2: Costos de mano de obra directa

Un productor que fabrica una Mercancía A y una Mercancía B puede asignar los costos y gastos directos e indirectos de fabricación con base en los costos de mano de obra directa incurridos en la producción de una Mercancía A y una Mercancía B. Los costos totales de mano de obra directa incurridos en la producción de la Mercancía A y de la Mercancía B son de \$60,000: \$50,000 en relación a la Mercancía A y \$10,000 en relación a la Mercancía B. La cantidad de los costos y gastos directos e indirectos de fabricación a asignarse es de \$6,000,000.

Cálculo de relaciones:

$$\text{Mercancía A: } \$50,000 / \$60,000 = .833$$

$$\text{Mercancía B: } \$10,000 / \$60,000 = .167$$

Asignación de costos y gastos directos e indirectos de fabricación a la Mercancía A y a la Mercancía B:

$$\text{Mercancía A: } \$6,000,000 \times .833 = \$4,998,000$$

$$\text{Mercancía B: } \$6,000,000 \times .167 = \$1,002,000$$

Ejemplo 3: Unidades producidas

Un productor de una Mercancía A y una Mercancía B puede asignar los costos y gastos directos e indirectos de fabricación con base en unidades producidas. El total de unidades producidas de la Mercancía A y de la Mercancía B es de 150,000: 100,000 unidades de la Mercancía A y 50,000 unidades de la Mercancía B. La cantidad de gastos y costos directos e indirectos de fabricación a asignarse es de \$6,000,000.

Cálculo de relaciones:

$$\text{Mercancía A: } 100,000 \text{ unidades}/150,000 \text{ unidades} = .667$$

$$\text{Mercancía B: } 50,000 \text{ unidades}/150,000 \text{ unidades} = .333$$

Asignación de costos y gastos directos e indirectos de fabricación a la Mercancía A y a la Mercancía B:

$$\text{Mercancía A: } \$6,000,000 \times .667 = \$4,002,000$$

$$\text{Mercancía B: } \$6,000,000 \times .333 = \$1,998,000$$

Ejemplo 4: Horas- máquina

Un productor que fabrica una Mercancía A y una Mercancía B puede asignar los costos y gastos directos e indirectos de fabricación relacionados con la maquinaria con base en las horas-máquina utilizadas en la producción de la Mercancía A y de la Mercancía B. El total de horas-máquina utilizadas para la producción de la Mercancía A y de la Mercancía B es de 3,000 horas: 1,200 horas en relación a la Mercancía A y 1,800 horas en relación a la Mercancía B. La cantidad de costos y gastos directos e indirectos de fabricación relacionados con la maquinaria a ser distribuidos es de \$6,000,000.

Cálculo de relaciones:

$$\text{Mercancía A: } 1,200 \text{ horas-máquina}/3,000 \text{ horas-máquina} = .40$$

$$\text{Mercancía B: } 1,800 \text{ horas-máquina}/3,000 \text{ horas-máquina} = .60$$

Asignación de costos y gastos directos e indirectos de fabricación a la Mercancía A y a la Mercancía B:

$$\text{Mercancía A: } \$6,000,000 \times .40 = \$2,400,000$$

$$\text{Mercancía B: } \$6,000,000 \times .60 = \$3,600,000$$

Ejemplo 5: Ventas en dólares o en pesos

Un productor que fabrica una Mercancía A y una Mercancía B puede asignar los costos y gastos directos e indirectos de fabricación con base en ventas en dólares. El productor vendió 2,000 unidades de una Mercancía A a \$4,000 cada una y 200 unidades de una Mercancía B a \$3,000 cada una. El importe de los costos y gastos directos e indirectos de fabricación a asignarse es de \$6,000,000

Ventas totales en dólares de la Mercancía A y de la Mercancía B:

$$\text{Mercancía A: } \$4,000 \times 2,000 \text{ unidades} = \$8,000,000$$

$$\text{Mercancía B: } \$3,000 \times 200 \text{ unidades} = \$600,000$$

Ventas totales en dólares: $\$8,000,000 + \$600,000 = \$8,600,000$

Cálculo de relaciones:

$$\text{Mercancía A: } \$8,000,000/\$8,600,000 = .93$$

$$\text{Mercancía B: } \$600,000/\$8,600,000 = .07$$

Asignación de costos y gastos directos e indirectos de fabricación a la Mercancía A y a la Mercancía B:

$$\text{Mercancía A: } \$6,000,000 \times .93 = \$5,580,000$$

$$\text{Mercancía B: } \$6,000,000 \times .07 = \$420,000$$

Ejemplo 6: Área de la planta

Un productor que fabrica una Mercancía A y una Mercancía B puede asignar los costos y gastos directos e indirectos de fabricación relacionados a diferentes conceptos de beneficio común para la empresa (gas, agua y electricidad) con base en el área de la planta utilizada en la producción y almacenaje de la Mercancía A y de la Mercancía B. El área total de la planta utilizada en la producción y almacenaje de la Mercancía A y de la Mercancía B es de 100,000 pies cuadrados: 40,000 pies cuadrados en relación a la Mercancía A y 60,000 pies cuadrados en relación a la Mercancía B. La cantidad de costos y gastos directos e indirectos de fabricación a distribuirse es de \$6,000,000.

Cálculo de relaciones:

$$\text{Mercancía A: } 40,000 \text{ pies cuadrados}/100,000 \text{ pies cuadrados} = .40$$

$$\text{Mercancía B: } 60,000 \text{ pies cuadrados}/100,000 \text{ pies cuadrados} = .60$$

Asignación de costos y gastos directos e indirectos de fabricación (relacionados con diferentes conceptos de beneficio común para la empresa) a la Mercancía A y a la Mercancía B:

Mercancía A: $\$6,000,000 \times .40 = \$2,400,000$

Mercancía B: $\$6,000,000 \times .60 = \$3,600,000$

APÉNDICE B- Método de Porcentaje con base en la Mano de Obra Directa y el Material Directo

Cálculo del Porcentaje de la Mano de Obra Directa y el Material Directo

Para cada mercancía fabricada por el productor, se calculará un porcentaje de mano de obra directa y de material directo, de acuerdo con la siguiente fórmula:

$$\text{PMODMD} = (\text{CMOD} + \text{CMD}) \div (\text{CTMOD} + \text{CTMD})$$

donde

PMODMD es el porcentaje de la mano de obra directa y del material directo de la mercancía;

CMOD es el costo de la mano de obra directa de la mercancía;

CMD es el costo del material directo de la mercancía;

CTMOD es el costo total de mano de obra directa de todas las mercancías producidas por el productor, y

CTMD es el costo total del material directo utilizado en todas las mercancías producidas por el productor.

Asignación de Costos y Gastos Directos e Indirectos de Fabricación a una Mercancía

Los costos y gastos directos e indirectos de fabricación se asignan a la mercancía de acuerdo con la siguiente fórmula:

$$\text{CGDIF} = \text{CGDIFA} \times \text{PMODMD}$$

en donde:

CGDIF es el costo y gasto directo e indirecto de fabricación asignado a la mercancía;

CGDIFA es el costo y gasto directo e indirecto de fabricación a ser asignado a la mercancía, y

PMODMD es el porcentaje de la mano de obra directa y del material directo de la mercancía.

Costos Excluidos

De acuerdo con el párrafo 7(11)(b) de estas Reglamentaciones, si los costos excluidos se encuentran incluidos en los costos y gastos directos e indirectos de fabricación a asignarse a una mercancía, el porcentaje de la mano de obra directa y del material directo utilizado para asignar a la mercancía los costos y gastos directos e indirectos de fabricación se utilizará para determinar el importe de costos excluidos que deberán restarse del importe de los gastos directos e indirectos de fabricación asignados a la mercancía.

“Ejemplos”

Ejemplo 1

El siguiente ejemplo ilustra la aplicación del método de porcentaje de la mano de obra directa y del material directo utilizado por el productor de una mercancía para asignar los costos y gastos directos e indirectos de fabricación cuando el productor elija calcular el costo neto de la mercancía de acuerdo con el párrafo 7(11)(a) de estas Reglamentaciones.

Un productor fabrica la Mercancía A y la Mercancía B. El importe de los costos y gastos directos e indirectos de fabricación (CGDIF) menos los costos excluidos (CE) es de \$30, y los otros costos relevantes se muestran en la siguiente tabla:

	Mercancía (\$)	A Mercancía (\$)	B Total (\$)
Costos de mano de obra directa (CMOD)	5	5	10
Costos de material directo (CMD)	<u>10</u>	<u>5</u>	<u>15</u>
Totales	15	10	25

Costos y Gastos Directos e Indirectos de Fabricación a la Mercancía A

$$\text{CGDIF (Mercancía A)} = \text{CGDIF } (\$30) \times \text{PMODMD } (\$15/\$25)$$

$$\text{CGDIF (Mercancía A)} = \$18.00$$

Costos y Gastos Directos e Indirectos de Fabricación a la Mercancía B

$$\text{CGDIF (Mercancía B)} = \text{CGDIF } (\$30) \times \text{PMODMD } (\$10/\$25)$$

$$\text{CGDIF (Mercancía B)} = \$12.00$$

Ejemplo 2

El siguiente ejemplo muestra la aplicación del método del porcentaje de mano de obra directa y materiales directos utilizado por el productor de una mercancía para asignar los costos y gastos directos e indirectos de fabricación cuando el productor elige calcular el costo neto de la mercancía de acuerdo con el párrafo 7(11)(b) de estas Reglamentaciones y cuando los costos excluidos forman parte de los costos y gastos directos e indirectos de fabricación.

Un productor fabrica la Mercancía A y la Mercancía B. El importe de los costos y gastos directos e indirectos de fabricación (CGDIF) es de \$50 (incluyendo los costos excluidos (CE) de \$20). Los otros costos relevantes a considerar son los que se muestran en la tabla del Ejemplo 1.

Costos y Gastos Directos e Indirectos de Fabricación Asignados a la Mercancía A

$$CGDIF \text{ (Mercancía A)} = [CGDIF \text{ (\$50)} \times PMODMD \text{ (\$15/\$25)}] - [CE \text{ (\$20)} \times PMODMD \text{ (\$15/\$25)}]$$

$$CGDIF \text{ (Mercancía A)} = \$18.00$$

Costos y Gastos Directos e Indirectos de Fabricación Asignados a la Mercancía B

$$CGDIF \text{ (Mercancía B)} = [CGDIF \text{ (\$50)} \times PMODMD \text{ (\$10/\$25)}] - [CE \text{ (\$20)} \times PMODMD \text{ (\$10/\$25)}]$$

$$CGDIF \text{ (Mercancía B)} = \$12.00$$

APÉNDICE C - Método del Porcentaje de Costo Directo

Costos y Gastos Directos de Fabricación

Los costos y gastos directos de fabricación se asignan a una mercancía a partir de un método basado en el criterio de beneficio, causa o capacidad de absorber gastos.

Costos y Gastos Indirectos de Fabricación

Los costos y gastos indirectos de fabricación se asignan a partir del porcentaje de costo directo.

Cálculo del Porcentaje del Costo Directo

Para cada mercancía fabricada por el productor, el porcentaje de costo directo se calculará de acuerdo con la siguiente fórmula:

$$PCD = (CMOD + CMD + CGDF) \div (CTMOD + CTMD + CGTDF)$$

en donde:

PCD es el porcentaje del costo directo de la mercancía;

CMOD es el costo de la mano de obra directa de la mercancía;

CMD es el costo del material directo de la mercancía;

CGDF son los costos y gastos directos de fabricación de la mercancía;

CTMOD es el costo total de la mano de obra directa de todas las mercancías fabricadas por el productor;

CTMD es el costo total del material directo de todas las mercancías fabricadas por el productor, y

CGTDF son los costos y gastos totales directos de fabricación de todas las mercancías fabricadas por el productor;

Asignación de los Costos y Gastos Indirectos de Fabricación a una Mercancía

Los costos y gastos indirectos de fabricación se asignan a una mercancía de acuerdo con la siguiente fórmula:

$$CGIFA = CGIF \times PCD$$

en donde:

CGIFA son los costos y gastos indirectos de fabricación asignados a la mercancía;

CGIF es el costo y gasto indirecto de fabricación de todas las mercancías fabricadas por el productor, y

PCD es el porcentaje del costo directo de la mercancía.

Costos Excluidos

De acuerdo con el párrafo 7(11)(b) de estas Reglamentaciones, si los costos excluidos se encuentran incluidos en:

(a) los costos y gastos directos de fabricación a asignarse a la mercancía, dichos costos excluidos se restan de los costos y gastos directos de fabricación asignados a la mercancía, y

(b) los costos y gastos indirectos de fabricación a ser asignados a la mercancía, el porcentaje del costo directo utilizado para asignar los costos y gastos generales indirectos a la mercancía se utiliza para determinar la cantidad de los costos excluidos a ser restados de los costos y gastos indirectos de fabricación asignados a la mercancía.

“Ejemplos”

Ejemplo 1

El siguiente ejemplo ilustra la aplicación del método de porcentaje del costo directo utilizado por el productor de una mercancía para asignar gastos y costos indirectos de fabricación cuando el productor elige calcular el costo neto de la mercancía de acuerdo con la sección 7(11)(a) de estas Reglamentaciones.

Un productor fabrica la Mercancía A y la Mercancía B. Los costos y gastos indirectos de fabricación (CGIF) menos costos excluidos (CE) es de \$30. Los otros costos relevantes se muestran en la siguiente tabla:

	Mercancía A	Mercancía B	Total
	(\$)	(\$)	(\$)
Costos de mano de obra directa (CMOD)	5	5	10
Costo de material directo (CMD)	10	5	15
Costos y gastos directos de fabricación (CGDF)	8	2	10
Totales	23	12	35

Costos y Gastos Directos e Indirectos de Fabricación Asignados a la Mercancía A

$$CGIFA (\text{Mercancía A}) = CGIF (\$30) \times PCD (\$23/\$35)$$

$$CGIFA (\text{Mercancía A}) = \$19.71$$

Costos y Gastos Directos e Indirectos de Fabricación Asignados a la Mercancía B

$$CGIFA (\text{Mercancía B}) = CGIF (\$30) \times PCD (\$12/\$35)$$

$$CGIFA (\text{Mercancía B}) = \$10.29$$

Ejemplo 2

El siguiente ejemplo ilustra la aplicación del método del porcentaje de costo directo utilizado por un productor para asignar costos y gastos indirectos de fabricación, cuando el productor ha elegido calcular el costo neto de la mercancía de acuerdo con el párrafo 7(11)(b) de estas Reglamentaciones, y cuando los costos excluidos forman parte de los costos y gastos indirectos de fabricación.

Un productor fabrica la Mercancía A y la Mercancía B. Los costos y gastos indirectos de fabricación (CGIF) es de \$50 (incluyendo los costos excluidos (CE) de \$20). Los demás costos relevantes se muestran en la tabla del Ejemplo 1.

Costos y Gastos Directos e Indirectos de Fabricación Asignados a la Mercancía A

$$CGIFA (\text{Mercancía A}) = [CGIF (\$50) \times PCD (\$23/\$35)] - [CE (\$20) \times PCD (\$23/\$35)]$$

$$CGIFA (\text{Mercancía A}) = \$19.72$$

Costos y Gastos Directos e Indirectos de Fabricación Asignados a la Mercancía B

$$CGIFA (\text{Mercancía B}) = [CGIF (\$50) \times PCD (\$12/\$35)] - [CE (\$20) \times PCD (\$12/\$35)]$$

$$CGIFA (\text{Mercancía B}) = \$10.28$$

ANEXO VI (Valor de Materiales)

1 (1) Para los efectos de este Anexo, salvo que se disponga lo contrario,

comisiones de compra significa la retribución pagada por un productor a su agente por los servicios de representación en la compra de un material;

materiales de la misma especie o clase significa, con relación a los materiales sujetos a valoración, materiales que pertenecen a un mismo grupo o gama de materiales que

- (a) son producidos por una industria en particular o por una rama de la industria, e
- (b) incluye materiales idénticos o materiales similares;

productor se refiere al productor que utilizó el material en la producción de una mercancía que está sujeto a un requisito de valor de contenido regional;

vendedor se refiere a una persona que vende el material sujeto a valoración al productor.

2 (1) Salvo lo dispuesto en la subsección (2), el valor de transacción de un material conforme al párrafo 8(1)(b) de estas Reglamentaciones, es el precio realmente pagado o por pagar por el material determinado de acuerdo con la sección 3 y ajustado de conformidad con la sección 4.

(2) No existe valor de transacción de un material cuando el material no es objeto de una venta.

(3) El valor de transacción de un material no es admisible cuando:

- (a) existan restricciones a la cesión o utilización del material por el productor, con excepción de las que
 - (i) impongan o exijan la ley o las autoridades públicas en el territorio del país Parte del T-MEC en donde se encuentra ubicado el productor de la mercancía o el vendedor del material,
 - (ii) limiten el territorio geográfico donde el material puede ser utilizado, o
 - (iii) no afecten sustancialmente el valor del material;
- (b) la venta o el precio realmente pagado o por pagar esté sujeto a una condición o contraprestación cuyo valor no pueda determinarse con relación al material;
- (c) parte del producto de la cesión o utilización ulterior del material por el productor revierta directa o indirectamente al vendedor, y no pueda efectuarse la debida adición al precio realmente pagado o por pagar de conformidad con el párrafo 4 (1)(d), o
- (d) el productor y el vendedor son personas relacionadas y la relación entre ellos afecta el precio realmente pagado o por pagar por el material.

(4) Los casos o contraprestaciones a que hace referencia el párrafo (3)(b) incluyen los siguientes:

- (a) el vendedor establece el precio realmente pagado o por pagar por el material a condición de que el productor adquiera también cierta cantidad de otros materiales o mercancías;
- (b) el precio realmente pagado o por pagar por el material depende del precio o precios a que el productor vende otros materiales o mercancías al vendedor del material, y
- (c) el precio realmente pagado o por pagar se establece condicionándolo a una forma de pago ajena al material, como cuando el material es un material semiacabado que ha sido suministrado por el vendedor al productor a condición de que el vendedor reciba del productor cierta cantidad del material acabado.

(5) Para efectos del párrafo (3)(b), las condiciones o contraprestaciones relativas al uso del material no harán inadmisibles el valor de transacción, como el caso en que el productor emprende por cuenta propia, incluso mediante acuerdo con el vendedor, actividades relacionadas con la garantía del material utilizado en la producción de la mercancía.

(6) Si no hay datos objetivos y cuantificables respecto a las adiciones que deban efectuarse al precio realmente pagado o por pagar de conformidad con la subsección 4(1), el valor de transacción no podrá ser determinado conforme a las disposiciones de la subsección 2(1). Para ilustrar lo anterior, la regalía se paga sobre la base del precio realmente pagado o por pagar en la venta de un litro de una mercancía particular que se compró por kilo y se transformó en una solución. Si la regalía se basa en parte en el material comprado y en parte en otros factores que no tienen nada que ver con ese material, como en el caso de que el material comprado se mezcle con otros ingredientes y ya no puede ser identificado por separado, o cuando la regalía no puede ser distinguida por acuerdos financieros especiales entre el vendedor y el productor, sería inapropiado añadir la regalía, y el valor de transacción del material no podrá determinarse. Sin embargo,

si el importe de la regalía se basa únicamente en el material comprado y puede cuantificarse sin dificultad, se agregará el precio realmente pagado o por pagar, y el valor de transacción puede determinarse.

3 (1) El precio realmente pagado o por pagar es el pago total que por el material haya hecho o vaya a hacer el productor al vendedor del material o en su beneficio. Dicho pago no tiene que tomar necesariamente la forma de una transferencia de dinero. El pago puede efectuarse por medio de cartas de crédito o instrumentos negociables. El pago puede hacerse de manera directa o indirecta al vendedor. Para ilustrar lo anterior, un pago indirecto sería la liquidación por el productor, ya sea en su totalidad o en parte, de una deuda a cargo del vendedor.

(2) Las actividades que por cuenta propia emprenda el productor, salvo aquellas respecto de las cuales deba efectuarse un ajuste conforme a lo dispuesto en la sección 4, no constituyen un pago indirecto, aunque se pueda estimar que benefician al vendedor.

(3) El valor de transacción no debe incluir gastos de construcción, armado, montaje, mantenimiento o asistencia técnica con relación al uso del material por el productor, siempre que se distingan del precio realmente pagado o por pagar.

(4) Los pagos por dividendos u otros pagos del productor al vendedor que no guarden relación con la compra del material, no forman parte del valor de transacción.

4 (1) Para determinar el valor de transacción del material, lo siguiente debe agregarse al precio realmente pagado o por pagar:

- (a) en la medida en que corran a cargo del productor con relación al material sujeto a valoración y no estén incluidos en el precio realmente pagado o por pagar,
 - (i) las comisiones y los gastos de corretaje, salvo comisiones de compra, y
 - (ii) los costos de los envases o embalajes de empaque que para efectos aduaneros se clasifican con el material conforme al Sistema Armonizado;
- (b) el valor, asignado razonablemente de acuerdo con la subsección (13), de los siguientes elementos siempre que el productor de manera directa o indirecta los haya suministrado al vendedor gratuitamente o a precios reducidos para que se utilicen en la producción y venta del material, en la medida en que el valor no esté incluido en el precio realmente pagado o por pagar:
 - (i) un material, distinto de un material indirecto utilizado en la producción del material sujeto a valoración,
 - (ii) herramientas, matrices, moldes y materiales indirectos análogos utilizados en la producción del material sujeto a valoración,
 - (iii) un material indirecto, distinto de los mencionados en el subpárrafo (ii) o en los párrafos (c), (e) o (f) de la definición de *material indirecto*, en la subsección 1(1) de estas Reglamentaciones, utilizado en la producción del material sujeto a valoración, e
 - (iv) ingeniería, creación y perfeccionamiento, trabajo artístico, diseños, y planos y croquis, realizados fuera del territorio del país Parte del T-MEC en el cual se encuentra ubicado el productor, que son necesarios para la producción del material sujeto a valoración;
- (c) las regalías relacionadas con el material, salvo los cargos con relación al derecho de reproducir el material en el territorio del país Parte del T-MEC en donde se encuentra ubicado el productor del material, que el productor tenga que pagar directa o indirectamente, como condición de venta de dicho material, en la medida en que dichas regalías no estén incluidas en el precio realmente pagado o por pagar, y
- (d) el valor de cualquier parte del producto de la cesión o utilización posterior del material que revierta directa o indirectamente al vendedor.

(2) Las adiciones al precio realmente pagado o por pagar previstas en la subsección (1) deben de hacerse únicamente sobre la base de datos objetivos y cuantificables.

(3) Si no hay datos objetivos y cuantificables respecto de las adiciones que deben efectuarse al precio realmente pagado o por pagar, en los términos de la subsección (1), no podrá determinarse el valor de transacción conforme a lo dispuesto en la subsección 2(1).

(4) No se efectuará adición alguna al precio realmente pagado o por pagar al determinar el valor de transacción, salvo las mencionadas en esta sección.

(5) Las cantidades que habrán de agregarse de conformidad con el párrafo (1)(a) serán las cantidades registradas en los libros del productor.

(6) El valor de los elementos mencionados en el subpárrafo (1)(b)(i) debe ser:

- (a) donde los elementos se importen de fuera del territorio del país Parte del T-MEC en donde se encuentra ubicado el vendedor, el valor en aduana de los elementos,
- (b) donde el productor, o una persona relacionada en nombre del productor compra los elementos de una persona que no es una persona relacionada en el territorio de un país Parte del T-MEC en donde se ubica el vendedor, el precio realmente pagado o por pagar por los elementos,
- (c) donde el productor o una persona relacionada en nombre del productor adquiere los elementos de una persona que no es una persona relacionada en el territorio del país Parte del T-MEC en donde se ubica el vendedor, distinto de una compra, el valor de la contraprestación relacionada con la adquisición de los elementos, basado en el costo de la contraprestación que se registra en los libros del productor o de la persona relacionada, o
- (d) donde los elementos son producidos por el productor, o por una persona relacionada en el territorio del país Parte del T-MEC en donde se ubica el vendedor, el costo total de los elementos, determinado de conformidad con la subsección (8),

(7) Esos elementos deben incluir los siguientes costos, que estén registrados en los libros del productor o de la persona relacionada que proporciona los elementos en nombre del productor, en la medida en que dichos costos no estén incluidos en los párrafos de conformidad con los párrafos (6) (a) a (d):

- (a) los costos de fletes, seguro, empaque y todos los demás costos en que se incurra para transportar los elementos al lugar en que se encuentre ubicado el vendedor,
- (b) aranceles e impuestos pagados o por pagar con relación a los elementos, salvo los aranceles e impuestos que sean eximidos, reembolsados o recuperables por cualquier otro medio, incluyendo acreditamiento contra aranceles o impuestos pagados o por pagar,
- (c) gastos por los servicios de agencias aduanales, incluyendo el costo por servicios de apoderados aduanales en que se incurra respecto a los elementos, y
- (d) el costo de desechos y desperdicios resultantes del uso de los elementos en la producción del material, menos el valor de los desechos reusables o productos incidentales.

(8) Para efectos del párrafo (6)(d), el costo total de los elementos mencionados en el subpárrafo (1)(b)(i) son:

- (a) cuando los elementos son producidos por el productor, a elección del productor,
 - (i) el costo total incurrido respecto a todas las mercancías producidas por el productor, calculado con base en los costos registrados en los libros del productor, que pueda asignarse razonablemente a los elementos, de conformidad con el Anexo V, o
 - (ii) la suma de cada costo incurrido por el productor que sea parte del costo total incurrido respecto a los elementos, calculado con base en los costos registrados en los libros del productor, que pueda asignarse razonablemente a los elementos de conformidad con el Anexo V, y
- (b) si los elementos son producidos por una persona relacionada con el productor, a elección del productor:
 - (i) el costo total incurrido respecto a todas las mercancías producidas por esa persona relacionada, calculado con base en los costos registrados en los libros de esa persona, que pueda asignarse razonablemente a los elementos de conformidad con el Anexo V, o
 - (ii) la suma de cada costo incurrido por esa persona relacionada que forma parte del costo total incurrido respecto a los elementos, calculado con base en los costos registrados en los libros de esa persona, que pueda asignarse razonablemente a los elementos de conformidad con el Anexo V.

(9) Salvo lo dispuesto en las subsecciones (11) y (12), el valor de los elementos a que hacen referencia los subpárrafos (1)(b) (ii) a (iv) es:

- (a) el costo de dichos elementos, que se encuentre registrado en los libros del productor, o
- (b) si tales elementos son proporcionados por otra persona a nombre del productor y el costo no se encuentre registrado en los libros del productor, el costo de dichos elementos que se registre en los libros de esa otra persona.

(10) Si los elementos mencionados en el subpárrafo (1)(b)(ii) a (iv) hayan sido previamente usados por el productor o en su nombre, el valor de los elementos se ajustará para reflejar dicho uso.

(11) Si los elementos mencionados en el subpárrafo (1)(b)(ii) y (iii) hayan sido alquilados por el productor o una persona relacionada con el productor, el valor de los elementos es el costo del alquiler registrado en los libros del productor o de esa persona relacionada.

(12) No se debe hacer adición alguna al precio realmente pagado o por pagar por los elementos a que hace referencia el subpárrafo (1)(b)(iv) que son del dominio público, salvo la adición correspondiente al costo de la obtención de copias de los mismos.

(13) El productor debe elegir el método para asignar al material el valor de los elementos a que hacen referencia los subpárrafos (1)(b)(ii) a (iv) siempre que el valor se asigne razonablemente. Los métodos que puede elegir el productor para asignar el valor, incluyen la asignación del valor sobre el número de unidades producidas hasta el momento del primer envío, o la asignación del valor sobre el total de la producción prevista cuando existan contratos o compromisos en firme respecto de esa producción. Para ilustrar lo anterior, un productor proporciona al vendedor un molde para la producción de un material y se compromete con el vendedor a comprarle 10,000 unidades de ese material. Al llegar la primera remesa de 1,000 unidades, el vendedor ya ha producido 4,000 unidades. En estas circunstancias, el productor puede optar por asignar el valor del molde sobre 4,000 o 10,000 unidades, pero no debe optar por asignar el valor de los elementos al primer envío de 1,000 unidades. El productor optará por asignar el valor total de los elementos a un solo envío del material, sólo cuando ese envío contenga todas las unidades del material adquiridas por el productor conforme al contrato o el compromiso por ese número de unidades del material entre el vendedor y el productor.

(14) La adición por las regalías a que hace referencia el párrafo (1)(c) es el pago por las regalías que se registre en los libros del productor, o cuando el pago por las regalías se registre en los libros de otra persona, el pago por las regalías que se registre en los libros de esa otra persona.

(15) El valor del producto a que hace referencia el párrafo (1)(d) es la cantidad registrada para dicho producto en los libros del productor o el vendedor.

5 (1) Si no existe valor de transacción de conformidad con lo dispuesto en la subsección 2(2) o cuando el valor de transacción no sea admisible de acuerdo con la subsección 2(3), el valor del material a que hace referencia el subpárrafo 8(1)(b)(ii) de estas Reglamentaciones, es el valor de transacción de materiales idénticos vendidos a un comprador que se encuentra ubicado en el mismo país que el productor, en el mismo momento o en un momento aproximado en que el material sujeto a valoración fue enviado al productor.

(2) Al aplicar esta sección, para determinar el valor del material se usará el valor de transacción de materiales idénticos vendidos al mismo nivel comercial y sensiblemente en las mismas cantidades que el material sujeto a valoración. Cuando no exista tal venta, se utilizará el valor de transacción de materiales idénticos vendidos a un nivel comercial diferente o en cantidades diferentes, ajustado para tener en cuenta las diferencias atribuibles al nivel comercial o cantidad, siempre que estos ajustes puedan hacerse sobre la base de datos comprobados que demuestren claramente que aquéllos son razonables y exactos, tanto si suponen un aumento como una disminución del valor.

(3) Será condición para efectuar el ajuste de conformidad con la subsección (2) por razón de la diferencia en los niveles comerciales o en las cantidades, el que dicho ajuste se haga sólo sobre la base de datos comprobados que demuestren claramente que dicho ajuste es razonable y exacto. Para ilustrar lo anterior, las listas de precios fidedignas indican los precios correspondientes a diferentes cantidades. Si el material sujeto a valoración consiste en un envío de 10 unidades y los únicos materiales idénticos respecto de los cuales exista un valor de transacción corresponden a una venta de 500 unidades, y se haya comprobado que el vendedor otorga descuentos por cantidad, el ajuste necesario se realizará consultando la lista de precios fidedigna del vendedor y utilizando el precio aplicable a una venta de 10 unidades. La venta no tiene necesariamente que haberse realizado por una cantidad de 10 unidades, con tal de que se haya comprobado por las ventas de otras cantidades, que la lista de precios es fidedigna. Si no existe tal medida objetiva de comparación, no será apropiado determinar el valor de conformidad con esta sección.

(4) Si se dispone de más de un valor de transacción de materiales idénticos para determinar el valor del material, de conformidad con lo dispuesto en esta sección, se utilizará el valor más bajo.

6 (1) Si no existe valor de transacción de conformidad con lo dispuesto en la subsección 2(2), o cuando el valor de transacción no sea admisible de acuerdo con la subsección 2(3), y el valor del material no pueda determinarse de conformidad con la sección 5, el valor del material a que se hace referencia en el subpárrafo 8(1)(b)(ii) de estas Reglamentaciones, será el valor de transacción de materiales similares vendidos a un comprador que se encuentre ubicado en el mismo país que el productor, en el mismo momento o en un momento aproximado en que el material sujeto a valoración fue enviado al productor

(2) Al aplicar esta sección, para determinar el valor del material se deberá usar el valor de transacción de materiales similares vendidos al mismo nivel comercial y sensiblemente en las mismas cantidades que los materiales sujetos a valoración. Cuando no exista tal venta, se deberá utilizar el valor de transacción de materiales similares vendidos a un nivel comercial diferente o en cantidades diferentes, ajustado para tener en cuenta las diferencias atribuibles al nivel comercial o cantidad, siempre que estos ajustes puedan hacerse sobre la base de datos comprobados que demuestren claramente que aquéllos son razonables y exactos, tanto si suponen un aumento como una disminución en el valor.

(3) Será condición para efectuar el ajuste de conformidad con la subsección (2) por razón de la diferencia en los niveles comerciales o en las cantidades, el que dicho ajuste se haga sólo sobre la base de datos comprobados que demuestren claramente que dicho ajuste es razonable y exacto. Para ilustrar lo anterior, las listas de precios fidedignas indican los precios correspondientes a diferentes cantidades. Si el material sujeto a valoración consiste en un envío de 10 unidades y los únicos materiales similares respecto de los cuales exista un valor de transacción corresponden a una venta de 500 unidades, y se haya comprobado que el vendedor otorga descuentos por cantidad, el ajuste necesario se realizará consultando la lista de precios fidedigna del vendedor y utilizando el precio aplicable a una venta de 10 unidades. La venta no tiene necesariamente que haberse realizado por una cantidad de 10 unidades con tal de que se haya comprobado, por las ventas de otras cantidades, que la lista de precios es fidedigna. Si no existe tal medida objetiva de comparación, no será apropiado determinar el valor de conformidad con esta sección.

(4) Si se dispone de más de un valor de transacción de materiales similares, para determinar el valor del material, de conformidad con lo dispuesto en esta sección, se deberá utilizar el valor más bajo.

7 Si no existe valor de transacción de conformidad con lo dispuesto en la subsección 2(2) o cuando el valor de transacción no sea admisible de acuerdo con la subsección 2(3), y el valor del material no pueda determinarse de conformidad con las secciones 5 o 6, el valor del material a que se hace referencia en el subpárrafo 8(1)(b)(ii) de estas Reglamentaciones, debe determinarse de conformidad con la sección 8, o cuando el valor no pueda ser determinado en los términos de esa sección, de conformidad con la sección 9, excepto que a petición del productor podrá invertirse el orden de aplicación de las secciones 8 y 9.

8 (1) De conformidad con esta sección, si materiales idénticos o materiales similares se venden en el territorio del país Parte del T-MEC en donde se encuentra ubicado el productor, en el mismo estado en que el material fue recibido por el productor, el valor del material a que se hace referencia en el subpárrafo 8(1)(b)(ii) de estas Reglamentaciones, debe estar basado en el precio unitario a que se venda la mayor cantidad total de esos materiales idénticos o materiales similares por el productor o, cuando el productor no venda esos materiales idénticos o materiales similares, por una persona al mismo nivel comercial que el productor, en el mismo momento o en un momento aproximado en que el material sujeto a valoración es recibido por el productor, a personas que se encuentren ubicadas en dicho territorio que no estén relacionadas con el vendedor, con las deducciones siguientes:

- (a) los montos por comisiones usualmente obtenidas o los montos generalmente reflejados por beneficios y gastos generales, con relación a las ventas en el territorio de dicho país Parte del T-MEC, de materiales de la misma especie o clase que el material sujeto a valoración, y
- (b) los impuestos por pagar en la medida en que estén incluidos en el precio unitario en el territorio de un país Parte del T-MEC, que sean eximidos, reembolsados o recuperables por medio de acreditamiento contra impuestos realmente pagados o por pagar.

(2) Si ni los materiales idénticos ni los materiales similares se venden en el mismo momento o en un momento aproximado en que el material sujeto a valoración es recibido por el productor, el valor sujeto a las deducciones establecidas en la subsección (1) se determinará sobre la base del precio unitario a que son vendidos los materiales idénticos o materiales similares en el territorio del país Parte del T-MEC en donde se encuentra ubicado el productor, en el mismo estado en que el material fue recibido por el productor, dentro de los 90 días posteriores a la fecha en que el material sujeto a valoración fue recibido por el productor.

(3) La expresión “precio unitario al que se vende la mayor cantidad total de esos materiales idénticos o materiales similares”, en la subsección (1), significa el precio a que se vende el mayor número de unidades en las ventas a personas no relacionadas. Para ilustrar lo anterior, se venden materiales con arreglo a una lista de precios que establece precios unitarios favorables para las compras en cantidades relativamente grandes.

Cantidad Vendida	Precio Unitario	Número de Ventas	Cantidad Total Vendida a Cada Precio
1-10 unidades	100	10 ventas de 5 unidades	65

		5 ventas de 3 unidades	
11-25 unidades	95	5 ventas de 11 unidades	55
Más de 25 unidades	90	1 venta de 30 unidades	80
		1 venta de 50 unidades	

El mayor número de unidades vendidas a cierto precio es 80; por consiguiente, el precio unitario al que se vende la mayor cantidad total es 90.

Otro caso sería, con la realización de dos ventas. En la primera se venden 500 unidades al precio de 95 unidades monetarias cada una. En la segunda se venden 400 unidades al precio de 90 unidades monetarias cada una. En este caso, el mayor número de unidades vendidas a cierto precio es 500; por consiguiente, el precio unitario al que se vende la mayor cantidad total es 95.

(4) Para determinar el precio unitario, de conformidad con lo dispuesto en esta sección, no se deberá tomar en cuenta ninguna venta que se efectúe a una persona que suministre, directa o indirectamente, a título gratuito o a precio reducido, alguno de los elementos mencionados en el párrafo 4(1)(b), para que se utilicen en relación con la producción del material.

(5) Las cantidades generalmente reflejadas como beneficios y gastos generales, a que hace referencia el párrafo (1)(a), deben de considerarse como un todo. Para los efectos de esta deducción, el importe se debe determinar sobre la base de la información proporcionada por el productor o en su nombre salvo en el caso que sus cifras sean inconsistentes con las cifras relativas a las ventas en el país en el cual se encuentra ubicado el productor de materiales de la misma especie o clase, que el material sujeto a valoración. Si los datos proporcionados por el productor son inconsistentes con dichas cifras, el importe de los beneficios y gastos generales se determinará sobre la base de información relevante distinta de la suministrada por el productor o en su nombre.

(6) Para efectos de esta sección, los gastos generales son los costos directos e indirectos de la comercialización del material en cuestión.

(7) Para determinar las comisiones obtenidas o el importe habitualmente reflejado por beneficios y gastos generales de conformidad con esta sección, la cuestión de si ciertos materiales son “materiales de la misma especie o clase” que el material sujeto a valoración, se resolverá caso por caso tomando en cuenta las circunstancias. Se examinarán las ventas que se hagan en el país en que se encuentra ubicado el productor del grupo o gama más restringidos de materiales de la misma especie o clase del material sujeto a valoración, y a cuyo respecto pueda suministrarse la información necesaria. Para los efectos de esta sección, “materiales de la misma especie o clase” incluye materiales importados del mismo país que el material sujeto a valoración, así como materiales importados de otro país o adquiridos dentro del territorio de un país Parte del T-MEC en el cual se encuentra ubicado el productor.

(8) Para los efectos de la subsección (2), la fecha más próxima será aquella en que se hayan vendido los materiales idénticos o materiales similares elaborados en cantidad suficiente para determinar el precio unitario, a otras personas en el territorio del país Parte del T-MEC en donde se encuentra ubicado el productor.

9 (1) De conformidad con esta sección, el valor del material a que hace referencia en el subpárrafo 8(1)(b)(ii) de estas Reglamentaciones, es la suma de:

- (a) el costo o valor de los materiales utilizados en la producción del material sujeto a valoración, determinado con base en los costos que se registran en los libros del productor del material,
- (b) el costo de producción del material sujeto a valoración, determinado con base en los costos registrados en los libros del productor del material, y
- (c) una cantidad por concepto de beneficios y gastos generales igual a la reflejada generalmente en ventas
 - (i) efectuadas por productores de materiales de la misma especie o clase que el material objeto de valoración, que se encuentren ubicados en el país en donde el material es producido, a personas que se encuentren ubicadas en el territorio del país Parte del T-MEC en donde se encuentra ubicado el productor, cuando el productor importa el material objeto de valoración al territorio del país Parte del T-MEC en donde se encuentra ubicado el productor, y

- (ii) efectuadas por productores de materiales de la misma especie o clase que el material objeto de valoración, que se encuentren ubicados en el país Parte del T-MEC en donde se encuentra ubicado el productor, a personas que se encuentran ubicadas en el territorio del país Parte del T-MEC en donde se encuentra ubicado el productor, cuando el productor adquiere el material objeto de valoración, de otra persona que se encuentra ubicada en el territorio del país en donde se encuentra ubicado el productor.

(2) Este valor de un material, en la medida en que no se encuentre incluido conforme al párrafo (a) o (b) debe incluir los siguientes costos cuando los elementos son suministrados directa o indirectamente al productor del material sujeto a valoración por el productor gratuitamente o a precios reducidos para la producción de ese material,

- (a) el valor de los elementos mencionados en el subpárrafo 4(1)(b)(i) determinado de acuerdo a las subsecciones 4(6) y (7), y
- (b) el valor de los elementos mencionados en los subpárrafos 4 (1)(b)(ii) a (iv) determinado de acuerdo con la subsección 4(9) y asignado razonablemente al material de conformidad con la subsección 4(13).

(3) Para efectos de la subsección (1)(a) y (b), si los costos registrados en los libros del productor del material se relacionan con la producción de otras mercancías y materiales, así como con la producción del material sujeto a valoración, los costos a que hacen referencia los párrafos (1)(a) y (b) respecto al material sujeto a valoración serán los costos registrados en los libros del productor del material que pueda asignarse razonablemente a ese material de conformidad con el Anexo V.

(4) La cantidad por concepto de beneficios y gastos generales a que se hace referencia en el subpárrafo (1)(c) deberá determinarse sobre la base de la información proporcionada por el productor del material sujeto a valoración o en su nombre salvo que las cifras por concepto de beneficios y gastos generales proporcionadas con esa información no concuerden con las generalmente reflejadas en ventas por productores de materiales de la misma especie o clase que el material sujeto a valoración, que se encuentra ubicado en el país en el cual el material fue producido o el país donde se encuentra ubicado el productor, según sea el caso. La información proporcionada deberá prepararse de manera consistente con los Principios de Contabilidad Generalmente Aceptados en el país en el cual se produjo el material objeto de valoración. Cuando el material es producido en el territorio de un país Parte del T-MEC, la información deberá ser preparada de conformidad con los Principios de Contabilidad Generalmente Aceptados señalados por las autoridades mencionadas para dicho país Parte del T-MEC en el Anexo X.

(5) Para efectos del párrafo (1)(c) y subsección (4), gastos generales significa los costos directos e indirectos de producción y venta del material que no estén incluidos en los párrafos (1)(a) y (b).

(6) Para efectos de la subsección (4), la cantidad por concepto de beneficios y gastos generales deba ser tomada como un todo. Si el importe del beneficio del productor es bajo y sus gastos generales son altos, sus beneficios y gastos generales considerados en conjunto pueden no obstante concordar con los que son usuales en las ventas de materiales de la misma especie o clase que el material sujeto a valoración en la información proporcionada por o en nombre del productor del material. Si el productor del material pueda demostrar que no obtiene beneficios o que obtiene beneficios bajos en sus ventas del material en razón de circunstancias comerciales particulares, se tomará en cuenta el importe de sus beneficios reales y el importe de sus gastos generales, a condición de que el productor del material tenga razones comerciales válidas que lo justifiquen y que su política de precios refleje las políticas habituales de precios seguidas en la rama de producción de que se trate. Para ilustrar lo anterior, en los casos en los que los productores se hayan visto forzados a fijar temporalmente precios bajos a causa de una disminución imprevisible de la demanda o cuando vendan materiales para complementar una gama de materiales y mercancías producidas en el país en que se vende el material y acepte un bajo margen de beneficios para mantener la competitividad. Para mayor ilustración, si un material que se pone por primera vez a la venta y el productor está dispuesto a no obtener beneficios o a que éstos sean bajos para compensar los fuertes gastos generales asociados con el lanzamiento.

(7) Si la cantidad del material por concepto de beneficios y gastos generales proporcionada por el productor del material o en su nombre no concuerde con las que sean usuales en las ventas de materiales de la misma especie o clase que el material sujeto a valoración efectuados por otros productores del país de venta del material, la cantidad por concepto de beneficios y gastos generales podrá basarse en otra información pertinente que no sea la proporcionada por el productor del material o en su nombre.

(8) Si ciertos materiales son de la misma especie o clase que el material sujeto a valoración, se determinará caso por caso, de acuerdo con las circunstancias particulares. Para determinar los beneficios y gastos generales usuales con arreglo a lo dispuesto en esta sección, se examinarán las ventas del grupo o gama más restringidos de los materiales de la misma especie o clase, incluyendo el material sujeto a valoración, a cuyo respecto pueda proporcionarse la información necesaria.

Para los efectos de esta sección, los materiales de la misma especie o clase deberán ser del mismo país que el material sujeto a valoración.

10 (1) Si no existe valor de transacción de conformidad con la subsección 2(2) o cuando el valor de transacción no sea admisible de acuerdo con lo dispuesto en la subsección 2(3), y el valor de los materiales no pueda determinarse de conformidad con lo dispuesto en las secciones 5 a 9, el valor del material a que hace referencia en el subpárrafo 8(1)(b)(ii) de estas Reglamentaciones, deberá ser determinado conforme a esta sección utilizando medios razonables compatibles que concuerden con los principios y disposiciones generales de este Anexo sobre la base de datos disponibles en el país en donde se encuentra ubicado el productor.

(2) El valor del material determinado de conformidad con esta sección no deberá ser determinado sobre la base de

- (a) un sistema de valoración que prevé la aceptación del mayor de dos valores alternativos;
- (b) un costo de producción distinto al valor determinado de conformidad a la sección 9;
- (c) valores mínimos;
- (d) valores ficticios o arbitrarios;
- (e) si el material es producido en el territorio del país Parte del T-MEC en donde se encuentra ubicado el productor, el precio del material para su exportación desde ese territorio, o
- (f) si el material es importado, el precio del material para exportación a un país distinto del territorio del país Parte del T-MEC en donde se encuentra ubicado el productor.

(3) En la medida de lo posible, el valor del material determinado de conformidad con esta sección, debe estar basado en los métodos de valoración establecidos en las secciones 2 a 9, pero se considerará flexibilidad razonable en la aplicación de tales métodos, de conformidad con los objetivos y disposiciones de esta sección. Para ilustrar lo anterior, según lo dispuesto en la sección 5, el requerimiento de que los materiales idénticos se vendan en el mismo momento o en un momento aproximado en que el material sujeto a valoración es enviado al productor, se interpretará con flexibilidad. De la misma manera, los materiales idénticos producidos en un país distinto al país en donde el material es producido, podría ser la base para determinar el valor del material, o el valor de materiales idénticos determinado de conformidad con la sección 8. Otro caso, según lo dispuesto en la sección 6, el requerimiento de que los materiales similares se vendan en el mismo momento o en un momento aproximado al momento en que el material sujeto a valoración haya sido enviado al productor, se interpretará con flexibilidad. Asimismo, materiales similares producidos en un país distinto al país en el que el material es producido, podrían ser la base para determinar el valor del material, o podría utilizarse el valor de los materiales similares determinado de conformidad con las disposiciones de la sección 8. Para mayor ilustración, conforme a la sección 9, el requerimiento de los “noventa días” se administrará con flexibilidad.

ANEXO VII (Métodos para Determinar el Valor de Materiales No Originarios que son Materiales Idénticos y se utilizan en la Producción de una Mercancía)

Definiciones

1 Para efectos de lo dispuesto en este Anexo,

inventario de materiales significa, respecto a una sola planta del productor de una mercancía, un inventario de materiales no originarios que sean materiales idénticos y que se utilicen en la producción de la mercancía;

materiales idénticos significa, respecto a un material, materiales que sean iguales al material en todos sus aspectos, incluyendo sus características físicas, calidad y prestigio comercial, pero excluyendo las pequeñas diferencias de aspecto;

método de valuación de inventarios PEPS (primeras entradas, primeras salidas) significa el método por el cual el valor de los primeros materiales no originarios recibidos en el inventario de materiales, determinado de acuerdo con la sección 8 de estas Reglamentaciones, se considera como el valor de los materiales no originarios utilizados en la producción de la primera mercancía enviada al comprador de la mercancía;

método de valuación de inventarios UEPS (últimas entradas, primeras salidas) significa el método por el cual el valor de los últimos materiales no originarios recibidos en el inventario de materiales, determinado de acuerdo con la sección 8 de estas Reglamentaciones, se considera como el valor de los materiales no originarios utilizados en la producción de la primera mercancía enviada al comprador de la mercancía, y

método de valuación de inventarios de promedios de rotación significa el método por el cual el valor de los materiales no originarios utilizados en la producción de una mercancía que se envía al comprador de la mercancía se basa en el valor promedio de los materiales no originarios del inventario de materiales, calculado de acuerdo con la sección 4.

Generalidades

2 Para efectos de las subsecciones 5(13) y (14) y 7(10) de estas Reglamentaciones, los métodos para determinar el valor de los materiales no originarios que sean materiales idénticos y que sean utilizados en la producción de una mercancía son los siguientes:

- (a) método de valuación de inventarios PEPS;
- (b) método de valuación de inventarios UEPS, y
- (c) método de valuación de inventarios de promedio de rotación.

3 (1) Si el productor de una mercancía elige cualquiera de los métodos a que se refiere la sección 2, respecto a los materiales no originarios que son materiales idénticos, el productor no podrá utilizar otro de esos métodos respecto a cualesquiera otros materiales no originarios que son materiales idénticos y que se utilizan en la producción de esa mercancía o en la producción de cualquier otra mercancía.

(2) Si un productor de una mercancía produce dicha mercancía en más de una planta, el método elegido por el productor deberá utilizarse respecto a todas las plantas del productor en las que se produzca la mercancía.

(3) El productor podrá elegir el método para determinar el valor de los materiales no originarios en cualquier momento durante el año fiscal del productor, y no podrá realizar cambios durante ese año fiscal.

Valor Promedio para el Método de Valuación de Inventarios Promedio de Rotación

4 (1) El valor promedio de los materiales no originarios que son materiales idénticos y que se utilicen en la producción de una mercancía que sea enviada al comprador de la mercancía se calcula dividiendo:

(a) el valor total de los materiales no originarios que son materiales idénticos del inventario de materiales previo al envío de la mercancía, determinado de acuerdo a la sección 8 de estas Reglamentaciones,

entre

(b) el total de unidades de dichos materiales no originarios que existen en el inventario de materiales previo al envío de la mercancía.

(2) El valor promedio calculado de acuerdo con la subsección (1) se aplica a las unidades de materiales no originarios en existencia en el inventario de materiales.

APÉNDICE "Ejemplos" Ilustrativos de la Aplicación de Determinación del Valor de Materiales No Originarios que son Materiales Idénticos y que se Utilizan en la Producción de una Mercancía

Los siguientes ejemplos están basados en las cifras contenidas en la tabla que aparece a continuación y en los siguientes supuestos:

- (a) los Materiales A son materiales no originarios que son materiales idénticos que se utilizan en la producción de la Mercancía A;
- (b) una unidad de Material A es utilizada para producir una unidad de la Mercancía A;
- (c) todos los otros materiales utilizados en la producción de la Mercancía A son materiales originarios, y
- (d) la Mercancía A se produjo en una sola planta.

<i>INVENTARIO DE MATERIALES</i>			<i>VENTAS</i>		
<i>(ENTRADA DE MATERIALES A)</i>			<i>(EMBARQUES DE LA MERCANCÍA A)</i>		
<i>FECHA</i>	<i>CANTIDAD</i>	<i>COSTO UNITARIO</i>	<i>CANTIDAD</i>		
<i>(M/D/A)</i>	<i>(UNIDADES)</i>	<i>(\$)*</i>	<i>(UNIDADES)</i>		
01/01/21	200	1.05			
01/03/21	1,000	1.00			
01/05/21	1,000	1.10			
01/08/21			500		
01/09/21			500		
01/10/21	1,000	1.05			
01/14/21			1,500		
01/16/21	2,000	1.10			
01/18/21			1,500		

** El costo unitario se determina de acuerdo con la sección 8 de estas Reglamentaciones*

Ejemplo 1: Método de valuación de inventarios PEPS

Aplicando el método de valuación de inventarios PEPS:

(1) las 200 unidades de Materiales A recibidas el 01/01/21 y valoradas en \$1.05 por unidad y 300 unidades de las 1,000 unidades de Material A recibidas el 01/03/21 y valoradas en \$1.00 por unidad se consideran como utilizadas en la producción de las 500 unidades de la Mercancía A que se enviaron el 01/08/21; por lo tanto, el valor de los materiales no originarios utilizados en la producción de esas mercancías se calcula en \$510 [(200 unidades x \$1.05) + (300 unidades x \$1.00)];

(2) 500 unidades de las 700 unidades restantes de Materiales A recibidas el 01/03/21 y valoradas en \$1.00 por unidad se consideran como utilizadas en la producción de las 500 unidades de la Mercancía A que se enviaron el 01/09/21; por lo tanto, el valor de los materiales no originarios utilizados en la producción de esas mercancías se calcula en \$500 (500 unidades x \$1.00);

(3) las 200 unidades restantes de las 1,000 unidades de Materiales A recibidas el 01/03/21 y valoradas en \$1.00 por unidad, las 1,000 unidades de Materiales A recibidas el 01/05/21 y valoradas en \$1.10 por unidad, y 300 de las 1,000 unidades de Materiales A recibidas el 01/10/21 y valoradas en \$1.05 por unidad, se consideran como utilizadas en la producción de las 1,500 unidades de la Mercancía A que se enviaron el 01/14/21; por lo tanto, el valor de los materiales no originarios utilizados en la producción de esas mercancías se calcula en \$1,615 [(200 unidades x \$1.00) + (1,000 unidades x \$1.10) + (300 unidades x \$1.05)], y

(4) las 700 unidades restantes de las 1,000 unidades de los Materiales A recibidas el 01/10/21 y valoradas en \$1.05 por unidad, 800 unidades de las 2,000 unidades de Materiales A recibidas el 01/16/21 y valoradas en \$1.10 por unidad, se consideran como utilizadas en la producción de las 1,500 unidades de la Mercancía A que se enviaron el 01/18/21; por lo tanto, el valor de los materiales no originarios utilizados en la producción de esas mercancías se calcula en \$1,615 [(700 unidades x \$1.05) + (800 unidades x \$1.10)].

Ejemplo 2: método de valuación de inventarios UEPS

Aplicando el método de valuación de inventarios UEPS:

(1) 500 unidades de las 1,000 unidades de Materiales A recibidas el 01/05/21 y valoradas en \$1.10 por unidad se consideran como utilizadas en la producción de las 500 unidades de la Mercancía A que se enviaron el 01/08/21; por lo tanto, el valor de los materiales no originarios utilizados en la producción de esas mercancías se calcula en \$550 (500 unidades x \$1.10);

(2) las 500 unidades restantes de las 1,000 unidades de Materiales A recibidas el 01/05/21 y valoradas en \$1.10 por unidad, se consideran como utilizadas en la producción de las 500 unidades de la Mercancía A que se enviaron el 01/09/21; por lo tanto, el valor de los materiales no originarios utilizados en la producción de esas mercancías se calcula en \$550 (500 unidades x \$1.10);

(3) las 1,000 unidades de Materiales A recibidas el 01/10/21 y valoradas en \$1.05 por unidad y 500 unidades de las 1,000 unidades de Materiales A recibidas el 01/03/21 y valoradas en \$1.00 por unidad, se consideran como utilizadas en la producción de las 1,500 unidades de la Mercancía A que se enviaron el 01/14/21; por lo tanto, el valor de los materiales no originarios utilizado en la producción de esas mercancías se calcula en \$1,550 [(1000 unidades x \$1.05) + (500 unidades x \$1.00)], y

(4) 1,500 unidades de las 2,000 unidades de Materiales A recibidas el 01/16/21 y valoradas en \$1.10 por unidad se consideran como utilizadas en la producción de las 1,500 unidades de la Mercancía A que se enviaron el 01/18/21; por lo tanto, el valor de los materiales no originarios utilizado en la producción de esas mercancías se calcula en \$1,650 (1,500 unidades x \$1.10).

Ejemplo 3: método de valuación de inventarios de promedio de rotación

El siguiente cuadro muestra el valor promedio de Materiales no originarios A de conformidad con el método de inventarios de promedio de rotación. Para efectos de lo dispuesto en este ejemplo, después de cada entrada, se calcula un nuevo valor promedio de Materiales no originarios A.

INVENTARIO DE MATERIALES

	<i>FECHA</i> <i>(M/D/A)</i>	<i>CANTIDAD</i> <i>(UNIDADES)</i>	<i>COSTO</i> <i>UNITARIO*</i> <i>(\$)</i>	<i>CANTIDAD</i> <i>(UNIDADES)</i>
<i>Inventario inicial</i>	<i>01/01/21</i>	<i>200</i>	<i>1.05</i>	<i>210</i>
<i>Entrada</i>	<i>01/03/21</i>	<i>1,000</i>	<i>1.00</i>	<i>1,000</i>
<i>VALOR PROMEDIO</i>		<i>1,200</i>	<i>1.008</i>	<i>1,210</i>
<i>Entrada</i>	<i>01/05/21</i>	<i>1,000</i>	<i>1.10</i>	<i>1,100</i>
<i>VALOR PROMEDIO</i>		<i>2,200</i>	<i>1.05</i>	<i>2,310</i>
<i>Embarque (salida)</i>	<i>01/08/21</i>	<i>500</i>	<i>1.05</i>	<i>525</i>
<i>VALOR PROMEDIO</i>		<i>1,700</i>	<i>1.05</i>	<i>1,785</i>
<i>Embarque (salida)</i>	<i>01/09/21</i>	<i>500</i>	<i>1.05</i>	<i>525</i>
<i>VALOR PROMEDIO</i>		<i>1,200</i>	<i>1.05</i>	<i>1,260</i>
<i>Entrada</i>	<i>01/16/21</i>	<i>2,000</i>	<i>1.10</i>	<i>2,200</i>
<i>VALOR PROMEDIO</i>		<i>3,200</i>	<i>1.08</i>	<i>3,460</i>

** el costo unitario se determina de acuerdo con la sección 8 de estas Reglamentaciones*

Aplicando el método de valuación de inventarios de promedio de rotación:

(1) El valor de los materiales no originarios utilizados en la producción de las 500 unidades de la mercancía A que se enviaron el 01/08/21 se calcula en \$525 (500 unidades x \$1.05), y

(2) El valor de los materiales no originarios utilizados en la producción de las 500 unidades de la mercancía A que se enviaron el 01/09/21 se calcula en \$525 (500 unidades x \$1.05).

ANEXO VIII (Métodos de Manejo de Inventarios)

PARTE 1 Materiales Fungibles

Definiciones

1 Las siguientes definiciones aplican en esta Parte,

identificación de origen significa cualquier marca que identifique a los materiales fungibles como materiales originarios o como materiales no originarios;

inventario inicial significa el inventario de materiales que exista en el momento en que se opte por un método de manejo de inventarios;

inventario de materiales significa,

(a) respecto al productor de una mercancía, un inventario de materiales fungibles que se utilizan en la producción de la mercancía, y

(b) respecto a la persona de quien el productor de la mercancía adquirió los materiales fungibles en cuestión, el inventario de donde provienen los materiales fungibles vendidos o transferidos al productor de la mercancía;

método de promedios significa el método por el cual el origen de los materiales fungibles retirados del inventario de materiales se basa en el porcentaje de materiales originarios y materiales no originarios existentes en el inventario de materiales, calculado conforme a la sección 5;

método de primeras entradas primeras salidas (PEPS) significa el método por el cual el origen de los primeros materiales fungibles que se reciben en el inventario de materiales, se considera como el origen de los primeros materiales fungibles que se retiran del inventario de materiales, y

método de últimas entradas primeras salidas (UEPS) significa el método por el cual el origen de los últimos materiales fungibles que se reciben en el inventario de materiales, se considera como el origen de los primeros materiales fungibles que se retiran del inventario de materiales.

Generalidades

2 Los siguientes métodos de manejo de inventarios pueden usarse para determinar si los materiales fungibles a los que hace referencia la subsección 8(18)(a) de estas Reglamentaciones son materiales originarios:

- (a) método de identificación específica;
- (b) método de primeras entradas primeras salidas (PEPS);
- (c) método de últimas entradas primeras salidas (UEPS), y
- (d) método de promedios.

3 El productor de una mercancía o la persona de quien el productor adquirió los materiales fungibles que se utilizan en la producción de la mercancía podrá elegir únicamente uno de los métodos de manejo de inventarios a los que se hace referencia en la subsección 2, y en el caso de ser elegido el método de promedios, solamente un periodo de promedios de cada año fiscal del productor o de la persona de quien el productor adquirió los materiales.

Método de Identificación Específica

4 (1) Salvo que se disponga lo contrario en la subsección (2), si el productor o la persona a la que hace referencia la sección 3 elige el método de identificación específica, el productor o dicha persona deberá separar físicamente, en el inventario de materiales, los materiales fungibles originarios de los materiales fungibles no originarios.

(2) Si los materiales fungibles originarios o materiales fungibles no originarios se encuentran marcados con una identificación de origen, no es necesario que el productor o la persona separe físicamente dichos materiales de acuerdo con la subsección (1) si la identificación de origen es visible durante todo el proceso de producción de la mercancía.

Método de Promedios

5 Si el productor o la persona a la que se hace referencia en la sección 3 elige el método de promedios, el origen de los materiales fungibles que se retiren del inventario de materiales se determina sobre la base del porcentaje de materiales originarios y materiales no originarios que existan en el inventario de materiales, que se calcula conforme a las secciones 6 a 8.

6 (1) Salvo que se disponga lo contrario en las secciones 7 y 8, el porcentaje se calcula respecto a un periodo de un mes o de tres meses, a elección del productor o de la persona, dividiendo

- (a) la suma del

- (i) total de unidades de materiales fungibles originarios o de materiales fungibles no originarios que formen parte del inventario de materiales al inicio del periodo mensual o trimestral inmediato anterior, y
- (ii) total de unidades de materiales fungibles originarios o de materiales fungibles no originarios recibidos en el inventario de materiales durante el periodo mensual o trimestral inmediato anterior,

entre

- (b) la suma del
 - (i) total de unidades de materiales fungibles originarios y de materiales fungibles no originarios que formen parte del inventario de materiales al inicio del periodo mensual o trimestral inmediato anterior, y
 - (ii) total de unidades de materiales fungibles originarios y de materiales fungibles no originarios recibidos en el inventario de materiales durante el periodo mensual o trimestral inmediato anterior.

(2) El porcentaje calculado respecto al periodo mensual o trimestral inmediato anterior, conforme a la subsección (1), se aplica a las existencias del inventario final de materiales fungibles del periodo mensual o trimestral inmediato anterior.

7 (1) Si la mercancía se encuentra sujeta a un requisito de valor de contenido regional y el valor de contenido regional se calcula mediante el método de costo neto y el productor o la persona elige promediar sobre un periodo conforme a las subsecciones 7(15), 16(1), o (10) de estas Reglamentaciones, el porcentaje se calcula respecto a dicho periodo, dividiendo

- (a) la suma del
 - (i) total de unidades de materiales fungibles originarios o de materiales fungibles no originarios que formen parte del inventario de materiales al inicio del periodo, y
 - (ii) total de unidades de materiales fungibles originarios o de materiales fungibles no originarios recibidos en el inventario de materiales durante dicho periodo,

entre

- (b) la suma del
 - (i) total de unidades de materiales fungibles originarios y de materiales fungibles no originarios que formen parte del inventario de materiales al inicio del periodo, y
 - (ii) total de unidades de materiales fungibles originarios y de materiales fungibles no originarios recibidos en el inventario de materiales durante dicho periodo

(2) El porcentaje calculado sobre un periodo conforme a la subsección (1) se aplica a las existencias de materiales fungibles en el inventario de materiales al final del periodo.

8 (1) Si la mercancía está sujeta a un requisito de valor de contenido regional y el valor de contenido regional de esa mercancía se calcula utilizando el método de valor de transacción o el método de costo neto, el porcentaje se calcula en relación a cada embarque de la mercancía, dividiendo

- (a) el total de unidades de materiales fungibles originarios o de materiales fungibles no originarios que formen parte del inventario de materiales antes de realizar el embarque

entre

- (b) el total de unidades de materiales fungibles originarios y de materiales fungibles no originarios que formen parte del inventario de materiales antes de realizar el embarque.

(2) El porcentaje calculado respecto al embarque de una mercancía conforme a la subsección (1) se aplica a las existencias del inventario de materiales fungibles después de realizar el embarque.

Tratamiento del Inventario Inicial

9 (1) Salvo que se disponga lo contrario en las subsecciones (2) y (3), si el productor, o la persona a la que se hace referencia en la sección 3, tiene materiales fungibles en el inventario inicial, el origen de esos materiales fungibles se determinará:

- (a) identificando en los registros contables del productor o la persona, las últimas entradas de materiales fungibles que sumen el monto de materiales fungibles en el inventario inicial;
- (b) identificando el origen de los materiales fungibles que componen esas entradas, y

- (c) considerando el origen de dichos materiales fungibles, como el origen de los materiales fungibles en el inventario inicial.

(2) Si el productor o la persona elige el método de identificación específica y tiene, en su inventario inicial, materiales fungibles originarios o materiales fungibles no originarios que se encuentren marcados con una identificación de origen, el origen de esos materiales fungibles se determinará basándose en la identificación de origen.

(3) El productor o la persona puede considerar todos los materiales fungibles del inventario inicial como materiales no originarios.

PARTE II Mercancías Fungibles

Definiciones

10 Las siguientes definiciones aplican en esta Parte,

identificación de origen significa cualquier marca que identifique a las mercancías fungibles como mercancías originarias o como mercancías no originarias.

inventario de mercancías terminadas significa un inventario del que provienen las mercancías fungibles que se venden o transfieren a otra persona;

inventario inicial significa el inventario de mercancías terminadas existente en el momento en que se elija un método de manejo de inventarios;

método de promedios significa el método por el cual el origen de las mercancías fungibles que se retiran del inventario de mercancías terminadas se basa en el porcentaje, calculado conforme a la sección 14, de mercancías originarias y mercancías no originarias del inventario de mercancías terminadas;

método de primeras entradas primeras salidas (PEPS) significa el método por el cual el origen de las primeras mercancías fungibles que se reciben en el inventario de mercancías terminadas se considera como el origen de las primeras mercancías fungibles que se retiran del inventario de mercancías terminadas;

método de últimas entradas primeras salidas (UEPS) significa el método por el cual el origen de las últimas mercancías fungibles que se reciben en el inventario de mercancías terminadas se considera como el origen de las primeras mercancías fungibles que se retiran del inventario de mercancías terminadas;

Generalidades

11 Los siguientes métodos de manejo de inventarios se pueden usar para determinar si las mercancías fungibles, a las que se hace referencia en el párrafo 8(18)(b) de estas Reglamentaciones, son mercancías originarias:

- (a) método de identificación específica;
- (b) método de primeras entradas primeras salidas (PEPS);
- (c) método de últimas entradas primeras salidas (UEPS), y
- (d) método de promedios.

12 El exportador de una mercancía o la persona de quien el exportador adquirió la mercancía fungible podrá elegir solo uno de los métodos de manejo de inventarios a los que se hace referencia en la sección 11, incluyendo solo un periodo de promedio elegido en el caso del método de promedios, en cada año fiscal del exportador o de la persona para cada inventario de mercancías terminadas del exportador o la persona.

Método de Identificación Específica

13 (1) Salvo lo dispuesto en la subsección (2), si el exportador o la persona a la que se hace referencia en la sección 12 elige el método de identificación específica, el exportador o dicha persona deberá separar físicamente, en el inventario de mercancías terminadas, las mercancías fungibles originarias de las mercancías fungibles no originarias.

(2) Si las mercancías fungibles originarias o mercancías fungibles no originarias se encuentran marcadas con una identificación de origen, no es necesario que el exportador o la persona separe físicamente dichas mercancías de acuerdo con la subsección (1) si la identificación de origen es visible en las mercancías fungibles.

Método de Promedios

14 (1) Si el exportador o la persona a la que se hace referencia en la sección 12 elige el método de promedios, el origen de cada envío de las mercancías fungibles que se retiren del inventario de mercancías terminadas durante un periodo mensual o trimestral, a elección del exportador o la persona, se determina sobre la base del porcentaje de mercancías fungibles originarias y mercancías fungibles no originarias que existan en el inventario de mercancías terminadas por el periodo mensual o trimestral inmediato anterior, que se calcula dividiendo,

- (a) la suma del

- (i) total de unidades de mercancías fungibles originarias o de mercancías fungibles no originarias que formen parte del inventario de mercancías terminadas al inicio del periodo mensual o trimestral inmediato anterior, y
- (ii) total de unidades de mercancías fungibles originarias o de mercancías fungibles no originarias recibidas en el inventario de mercancías terminadas durante dicho periodo mensual o trimestral inmediato anterior.

entre

(b) la suma del

- (i) total de unidades de mercancías fungibles originarias y de mercancías fungibles no originarias que formen parte del inventario de mercancías terminadas al inicio del periodo mensual o trimestral inmediato anterior, y
- (ii) total de unidades de mercancías fungibles originarias y de mercancías fungibles no originarias recibidas en el inventario de mercancías terminadas durante dicho periodo mensual o trimestral inmediato anterior.

(2) El porcentaje calculado respecto a un periodo de un mes o tres meses inmediatos anteriores, de acuerdo con la subsección (1), se aplica a las existencias de mercancías fungibles del inventario final de mercancías terminadas del periodo mensual o trimestral inmediato anterior.

Tratamiento del Inventario Inicial

15 (1) Salvo que se disponga lo contrario en las subsecciones (2) y (3), si el exportador o la persona a que se hace referencia en la sección 12 tiene mercancías fungibles en el inventario inicial, el origen de esas mercancías fungibles se determinará:

- (a) identificando en los registros contables del exportador o la persona, las últimas entradas de mercancías fungibles que sumen el monto de mercancías fungibles en el inventario inicial;
- (b) determinando el origen de las mercancías fungibles que comprendan esas entradas; y
- (c) considerando el origen de dichas mercancías fungibles como el origen de las mercancías fungibles del inventario inicial.

(2) Si el exportador o la persona elige el método de identificación específica y tiene, en su inventario inicial, mercancías fungibles originarias o mercancías fungibles no originarias que se encuentren marcadas con una identificación de origen, el origen de esas mercancías fungibles se determinará basándose en la identificación de origen.

(3) El exportador o la persona puede considerar todas las mercancías fungibles en el inventario inicial como mercancías no originarias.

APÉNDICE A

"Ejemplos" que Ilustran la Aplicación de los Métodos de Manejo de Inventarios para Determinar el Origen de Materiales Fungibles

Los siguientes ejemplos se basan en las cifras contenidas en la tabla que aparece a continuación y en los siguientes supuestos:

(a) el Material originario A y el Material no originario A, que son materiales fungibles, se utilizan en la producción de la Mercancía A;

(b) una unidad del Material A se utiliza para producir una unidad de la Mercancía A;

(c) el Material A se utiliza únicamente en la producción de la Mercancía A;

(d) todos los demás materiales que se utilizan en la producción de la Mercancía A son materiales originarios, y

(e) el productor de la Mercancía A exporta todos los embarques de la Mercancía A al territorio de un país Parte del T-MEC.

INVENTARIO DE MATERIALES				VENTAS
(ENTRADAS DEL MATERIAL A)				(SALIDAS DE LA MERCANCÍA A)
FECHA (M/D/A)	CANTIDAD (UNIDADES)	COSTO UNITARIO*	VALOR TOTAL	CANTIDAD (UNIDADES)
12/18/20	100 (O ¹)	\$1.00	\$100	
12/27/20	100 (N ²)	1.10	110	

01/01/21	200 (OI ³)		
01/01/21	1,000 (O) ¹	1.00	1,000
01/05/21	1,000 (N) ²	1.10	1,100
01/10/21			100
01/10/21	1,000 (O)	1.05	1,050
01/15/21			700
01/16/21	2,000 (N)	1.10	2,200
01/20/21			1,000
01/23/21			900

* el costo unitario se determina de acuerdo con la sección 8 de estas

Reglamentaciones

¹ "O" denota materiales originarios

² "N" denota materiales no originarios

³ "OI" denota inventario inicial

Ejemplo 1: método PEPS

La Mercancía A está sujeta a un requisito de valor de contenido regional. El Productor A utiliza el método de valor de transacción para determinar el valor de contenido regional de la Mercancía A.

Aplicando el método PEPS:

(1) las 100 unidades del Material originario A en el inventario inicial recibidas en el inventario de materiales el 12/18/20, se consideran como utilizadas en la producción de las 100 unidades de la Mercancía A que se embarcaron el 01/10/21; por lo tanto, el valor de los materiales no originarios utilizados en la producción de esas mercancías será de \$0;

(2) las 100 unidades del Material no originario A en el inventario inicial recibidas en el inventario de materiales el 12/27/20 y 600 unidades de las 1,000 unidades del Material originario A recibidas en el inventario de materiales el 01/01/21, se consideran como utilizadas en la producción de las 700 unidades de la Mercancía A que se embarcaron el 01/15/21; por lo tanto, el valor de los materiales no originarios utilizados en la producción de esas mercancías será de \$110 (100 unidades × \$1.10);

(3) las 400 unidades restantes de las 1,000 unidades del Material originario A que se recibieron en el inventario de materiales el 01/01/21, y 600 unidades de las 1,000 unidades de Material no originario A que se recibieron en el inventario de materiales el 01/05/21 se consideran como utilizadas en la producción de las 1,000 unidades de la Mercancía A que se embarcaron el 01/20/21; por lo tanto, el valor de los materiales no originarios utilizados en la producción de esas mercancías será de \$660 (600 unidades × \$1.10), y

(4) las 400 unidades restantes de las 1,000 unidades del Material no originario A que se recibieron en el inventario de materiales el 01/05/21 y 500 unidades de las 1,000 unidades del Material originario A que se recibieron en el inventario de materiales el 01/10/21, se consideran como utilizadas en la producción de las 900 unidades de la Mercancía A que se embarcaron el 01/23/21; por lo tanto, el valor de los materiales no originarios utilizados en la producción de esas Mercancías será calculado en \$440 (400 unidades × \$1.10).

Ejemplo 2: Método UEPS

La Mercancía A está sujeta a un cambio en la clasificación arancelaria y el Material no originario A utilizado en la producción de la Mercancía A no cumple con el cambio aplicable en la clasificación arancelaria. Por lo tanto, si el Material originario A se utiliza en la producción de la Mercancía A, la Mercancía A es una mercancía originaria y, si el material no originario A se utiliza en la producción de la Mercancía A, la Mercancía A es una mercancía no originaria.

Aplicando el método UEPS:

(1) 100 unidades de las 1,000 unidades de Material no originario A recibidas en el inventario de materiales el 01/05/21 se consideran como utilizadas en la producción de las 100 unidades de la Mercancía A que se embarcaron el 01/10/21;

(2) 700 unidades de las 1,000 unidades de Material originario A recibidas en el inventario de materiales el 01/10/21 se consideran como utilizadas en la producción de las 700 unidades de la Mercancía A que se embarcaron el 01/15/21;

(3) 1,000 unidades de las 2,000 unidades de Material no originario A recibidas en el inventario de materiales el 01/16/21 se consideran como utilizadas en la producción de las 1,000 unidades de la Mercancía A que se embarcaron el 01/20/21, y

(4) 900 unidades de las 1,000 unidades restantes del Material no originario A recibidas en el inventario de materiales el 01/16/21 se consideran como utilizadas en la producción de las 900 unidades de la Mercancía A que se embarcaron el 01/23/21.

Ejemplo 3: Método de promedios

La Mercancía A está sujeta a un requisito de valor de contenido regional aplicable. El Productor A está utilizando el método de valor de transacción para determinar el valor de contenido regional de la Mercancía A. El Productor A determina el valor promedio del Material no originario A y el porcentaje del Material originario A respecto del valor total del Material originario A, y del Material no originario A, como se muestra en la siguiente tabla.

INVENTARIO DE MATERIALES					VENTAS			
(ENTRADAS DEL MATERIAL A)					(MATERIAL NO ORIGINARIO)		(SALIDAS DE LA MERCANCÍA A)	
	FECHA (M/D/A)	CANTIDAD (UNIDADES)	VALOR TOTAL	COSTO UNITARIO*	CANTIDAD (UNIDADES)	VALOR TOTAL	PORCE NTAJE	CANTIDAD (UNIDADES)
Entrada	12/18/20	100 (O ¹)	\$100	\$1.00				
Entrada	12/27/20	100 (N ²)	110	1.10	100	\$110.00		
NUEVO VALOR PROMEDIO		200 (O ³)	210	1.05	100	105.00	0.50	
Entrada	01/01/21	1,000 (O)	1,000	1.00				
NUEVO VALOR PROMEDIO		1,200	1,210	1.01	100	101.00	0.08	
Entrada	01/05/21	1,000 (N)	1,100	1.10	1,000	1,100.00		
NUEVO VALOR PROMEDIO		2,200	2,310	1.05	1,100	1,155.00	0.50	
Salida	01/10/21	(100)	(105)	1.05	(50)	(52.50)		100
Entrada	01/10/21	1,000 (O)	1,050	1.05				
NUEVO VALOR PROMEDIO		3,100	3,255	1.05	1,050	1,102.50	0.34	
Salida	01/15/21	(700)	(735)	1.05	(238)	(249.90)		700
Entrada	01/16/21	2,000 (N)	2,200	1.10	2,000	2,200.00		
NUEVO VALOR PROMEDIO		4,400	4,720	1.07	2,812	3,008.84	0.64	
Salida	01/20/21	(1,000)	(1,070)	1.07	(640)	(684.80)		1,000
Salida	01/23/21	(900)	(963)	1.07	(576)	(616.32)		900
NUEVO VALOR PROMEDIO		2,500	2,687	1.07	1,596	1,707.24	0.64	

* el costo unitario se determina de acuerdo con la sección 8 de estas Reglamentaciones

¹ "O" denota materiales originarios

² "N" denota materiales no originarios

³ "OI" denota inventario inicial

Aplicando el método de promedios:

(1) antes del embarque de las 100 unidades de Material A el 01/10/21, el porcentaje de unidades de Material originario A respecto del total de unidades del Material A del inventario de materiales es de .50 (1,100 unidades / 2,200 unidades) y el porcentaje de unidades del Material no originario A respecto del total de unidades de Material A del inventario de materiales es de .50 (1,100 unidades / 2,200 unidades);

con base en estos porcentajes, 50 unidades (100 unidades x .50) del Material originario A y 50 unidades (100 unidades x .50) del Material no originario A se consideran como utilizadas en la producción de las 100 unidades de la Mercancía

A que se embarcan el 01/10/21; por lo tanto, el valor del Material no originario A utilizado en la producción de esas mercancías será de \$52.50 [100 unidades x \$1.05 (valor promedio por unidad) x .50];

estos porcentajes se aplican a las unidades del Material A que restan en el inventario de materiales después del embarque: 1,050 unidades (2,100 unidades x .50) se consideran como materiales originarios y 1,050 unidades (2,100 unidades x .50) se consideran como materiales no originarios;

(2) antes del embarque de las 700 unidades del Material A el 01/15/21, el porcentaje de unidades del Material originario A respecto del total de unidades del Material A del inventario de materiales era del 66 por ciento (2,050 unidades / 3,100 unidades) y el porcentaje de unidades del Material no originario A respecto del total de unidades de Material A del inventario de materiales era del 34% (1,050 unidades / 3,100 unidades);

con base en estos porcentajes, 462 unidades (700 unidades x .66) del Material originario A y 238 unidades (700 unidades x .34) del Material no originario A se consideran como utilizadas en la producción de las 700 unidades de la Mercancía A que se enviaron el 01/15/21; por lo tanto, el valor del Material no originario A utilizado en la producción de esas mercancías será de \$249.90 [700 unidades x \$1.05 (valor promedio por unidad) x 34 por ciento];

estos porcentajes se aplican a las unidades del Material A que restan en el inventario de materiales después del embarque: 1,584 unidades (2,400 unidades x .66) se consideran como materiales originarios y 816 unidades (2,400 unidades x .34) se consideran como materiales no originarios;

(3) antes del embarque de las 1,000 unidades de Material A el 01/20/21, el porcentaje de unidades del Material originario A respecto del total de unidades de Material A del inventario de materiales era del 36 por ciento (1,584 unidades / 4,400 unidades) y el porcentaje de unidades del Material no originario A respecto del total de unidades de Material A del inventario de materiales era del 64 % (2,816 unidades / 4,400 unidades);

con base en estos porcentajes, 360 unidades (1,000 unidades x .36) del Material originario A y 640 unidades (1,000 unidades x .64) del Material no originario A se consideran como utilizadas en la producción de las 1,000 unidades de la Mercancía A que se embarcaron el 01/20/21; por lo tanto, el valor del Material no originario A utilizado en la producción de esas mercancías será de \$684.80 [1,000 unidades x \$1.07 (valor promedio de cada unidad) x 64%];

estos porcentajes se aplican a las unidades del Material A que restan en el inventario de materiales después del embarque: 1,224 unidades (3,400 unidades x .36) se consideran como materiales originarios y 2,176 unidades (3,400 unidades x .64) se consideran como materiales no originarios;

(4) antes del embarque de las 900 unidades de la Mercancía A el 01/23/21, el porcentaje de unidades del Material originario A respecto al total de unidades del Material A del inventario de materiales era del 36 % (1,224 unidades / 3,400 unidades) y el porcentaje de unidades del Material no originario A respecto del total de unidades del Material A del inventario de materiales era del 64 % (2,176 unidades / 3,400 unidades);

con base en estos porcentajes, 324 unidades (900 unidades x .36) del Material originario A y 576 unidades (900 unidades x .64) del Material no originario A se consideran como utilizadas en la producción de las 900 unidades de la Mercancía A que se enviaron el 01/23/21; por lo tanto, el valor del Material no originario A utilizado en la producción de esas mercancías será de \$616.32 [900 unidades x \$1.07 (valor promedio por unidad) x 64 por ciento];

estos porcentajes se aplican a las unidades del Material A que restan en el inventario de materiales después del embarque: 900 unidades (2,500 unidades x .36) se consideran como materiales originarios y 1,600 unidades (2,500 unidades x .64) se consideran como materiales no originarios.

Ejemplo 4. Método de promedios:

La mercancía A está sujeta a un requisito de valor de contenido regional aplicable. El Productor A está utilizando el método de costo neto y está promediando sobre un periodo de un mes, conforme a la párrafo 7(15)(a) de estas Reglamentaciones, para determinar el valor de contenido regional de la Mercancía A.

Aplicando el método de promedios

el porcentaje de unidades del Material originario A respecto del total de unidades de Material A del inventario de Materiales A para enero de 2021 es de 40.4 % (2,100 unidades / 5,200 unidades);

con base en este porcentaje, 1,091 unidades (2,700 unidades x .404) del Material originario A y 1,609 unidades (2,700 unidades - 1,091 unidades) del Material no originario A se consideran como utilizadas en la producción de las 2,700 unidades de la Mercancía A que se enviaron en enero de 2021; por lo tanto, el valor de los materiales no originarios utilizados en la producción de esas mercancías será de \$0.64 por unidad [$\$5,560$ (valor total del Material A en el inventario de materiales) / $\$5,200$ (unidades de Material A en el inventario de materiales) = $\$1.07$ (valor promedio por unidad) $\times (1-0.404)$], o $\$1,728$ ($\$0.64 \times 2,700$ unidades), y

este porcentaje se aplica a las unidades del Material A que restan en el inventario de materiales al 31 de enero de 2021: 1,010 unidades (2,500 unidades x .404) se consideran como materiales originarios y 1,490 unidades (2,500 unidades - 1,010 unidades) se consideran como materiales no originarios.

APÉNDICE B

"Ejemplos" que Ilustran la Aplicación de los Métodos de Manejo de Inventarios para Determinar el Origen de Mercancías Fungibles

Los siguientes ejemplos se basan en las cifras contenidas en la tabla que aparece a continuación y en el supuesto de que el Exportador A adquiere la Mercancía originaria A y la Mercancía no originaria A, que son mercancías fungibles, y físicamente combina o mezcla la Mercancía A antes de exportar dichas mercancías al comprador de las mismas.

INVENTARIO DE MERCANCÍAS TERMINADAS		VENTAS
(ENTRADAS DE LA MERCANCÍA A)		(SALIDAS DE LA MERCANCÍA A)
FECHA	CANTIDAD	CANTIDAD
(M/D/A)	(UNIDADES)	(UNIDADES)
12/18/20	100 (O ¹)	
12/27/20	100 (N ²)	
01/01/21	200 (OI ³)	
01/01/21	1,000 (O)	
01/05/21	1,000 (N)	
01/10/21		100
01/10/21	1,000 (O)	
01/15/21		700
01/16/21	2,000 (N)	
01/20/21		1,000
01/23/21		900

¹ "O" denota mercancías originarias

² "N" denota mercancías no originarias

³ "OI" denota inventario inicial

Ejemplo 1: método PEPS

Aplicando el método PEPS:

(1) las 100 unidades de la Mercancía originaria A del inventario inicial recibidas en el inventario de mercancías terminadas el 12/18/20 se consideran como las 100 unidades de la Mercancía A que se embarcan el 01/10/21;

(2) las 100 unidades de la Mercancía no originaria A del inventario inicial recibidas en el inventario de mercancías terminadas el 12/27/20 y 600 unidades de las 1,000 unidades de la Mercancía originaria A recibidas en el inventario de mercancías terminadas el 01/01/21 se consideran como las 700 unidades de la Mercancía A que se embarcan el 01/15/21;

(3) las 400 unidades restantes de las 1,000 unidades de la Mercancía originaria A recibidas en el inventario de mercancías terminadas el 01/01/21 y 600 unidades de las 1,000 unidades de la Mercancía no originaria A recibidas en el inventario de mercancías terminadas el 01/05/21 se consideran como las 1,000 unidades de la Mercancía A que se embarcan el 01/20/21, y

(4) las 400 unidades restantes de las 1,000 unidades de la Mercancía no originaria A recibidas en el inventario de mercancías terminadas el 01/05/21 y 500 unidades de las 1,000 unidades de la Mercancía originaria A recibidas en el inventario de mercancías terminadas el 01/10/21 se consideran como las 900 unidades de la Mercancía A que se embarcan el 01/23/21.

Ejemplo 2: Método UEPS

Aplicando el método UEPS:

(1) 100 unidades de las 1,000 unidades de la Mercancía no originaria A recibidas en el inventario de mercancías terminadas el 01/05/21 se consideran como las 100 unidades de la Mercancía A que se embarcan el 01/10/21;

(2) 700 unidades de las 1,000 unidades de la Mercancía originaria A recibidas en el inventario de mercancías terminadas el 01/10/21 se consideran como las 700 unidades de la Mercancía A que se embarcan el 01/15/21;

(3) 1,000 unidades de las 2,000 unidades de la Mercancía no originaria A recibidas en el inventario de mercancías terminadas el 01/16/21 se consideran como las 1,000 unidades de la Mercancía A que se embarcan el 01/20/21, y

(4) 900 unidades de las 1,000 unidades restantes de la Mercancía no originaria A recibidas en el inventario de mercancías terminadas el 01/16/21 se consideran como las 900 unidades de la Mercancía A que se embarcan el 01/23/21.

Ejemplo 3: Método de promedios

El Exportador A elige por determinar el origen de la Mercancía A sobre la base mensual. El Exportador A exportó 3,000 unidades de la Mercancía A durante el mes de febrero de 2021. El origen de las unidades de la Mercancía A que se exportaron durante ese mes se determina sobre la base del mes anterior, enero de 2021.

Aplicando el método de promedios:

el porcentaje de mercancías originarias al total de mercancías en el inventario de mercancías terminadas para el mes de enero de 2021 es del 40.4 % (2,100 unidades / 5,200 unidades);

con base en este porcentaje, 1,212 unidades (3,000 unidades x .404) de la Mercancía A que se enviaron en febrero de 2021 se consideran como mercancías originarias y 1,788 unidades (3,000 unidades - 1,212 unidades) de la Mercancía A se consideran como mercancías no originarias, y

este porcentaje se aplica a las unidades de la Mercancía A que restan en el inventario de mercancías terminadas al 31 de enero de 2021: 1,010 unidades (2,500 unidades x .404) se consideran como mercancías originarias y 1,490 unidades (2,500 unidades - 1,010 unidades) se consideran como mercancías no originarias.

ANEXO IX (Método para Calcular los Costos no Admisibles de Intereses)

Definiciones e Interpretación

1 Para los efectos de este Anexo,

calendario de pagos significa el calendario de pagos, ya sea sobre una base semanal, quincenal, mensual, anual u otra, de principal e intereses, o cualquier combinación de ambos, efectuada por un productor a un acreedor de conformidad con los términos del contrato a tasa fija de interés o el contrato a tasa variable de interés;

contrato a tasa variable de interés significa un contrato de préstamo, contrato de compra a plazos u otro acuerdo financiero en el que la tasa de interés es ajustada a intervalos durante el tiempo del contrato o conforme a sus términos;

contrato de tasa fija significa un contrato de préstamo, contrato de compra a plazos u otro acuerdo de financiamiento en el que la tasa de interés se mantiene constante durante la vigencia del contrato o acuerdo;

interpolación lineal significa, en relación con la tasa de interés emitida por el gobierno federal, la aplicación de la siguiente fórmula matemática:

$$A + [(B - A) \times (E - D)] / (C - D)$$

en donde

A es la tasa de interés emitida por el gobierno federal que está más próximo al vencimiento, pero de fecha de vencimiento menor al plazo promedio ponderado del principal del calendario de pagos en relación con el contrato a tasa fija de interés o el contrato a tasa variable de interés con el cual son comparados,

B es la tasa de interés emitida por el gobierno federal que está más próximo al vencimiento, pero de fecha de vencimiento mayor que el plazo promedio ponderado del principal de ese calendario de pagos,

C es el vencimiento, de obligaciones de la deuda del gobierno federal que está más próximo al vencimiento, pero de fecha de vencimiento mayor que el plazo promedio ponderado del principal de ese calendario de pagos,

D es el vencimiento de obligaciones de deuda del gobierno federal que está más cercano al vencimiento, pero de fecha de vencimiento menor que el plazo promedio ponderado del principal de ese calendario de pagos, y

E es el plazo promedio ponderado del principal de ese calendario de pagos;

la tasa de interés emitida por el gobierno federal significa

- (a) en el caso de un productor ubicado en Canadá, el rendimiento de obligaciones de deuda del gobierno federal que se establecen en el *Daily Digest* del Banco de Canadá
 - (i) si la tasa de interés se ajusta a intervalos menores a un año, conforme al título "*Treasury Bills – 1 Month*", and
 - (ii) en cualquier otro caso, conforme al título "*Government of Canada benchmark bond yields – 3 Year*",

para la semana en que el productor establezca el contrato o la semana en que se tenga el ajuste a la tasa de interés más reciente, y si se tiene cualquiera de las dos, de acuerdo al contrato,

- (b) en el caso de un productor ubicado en México, el rendimiento para las obligaciones de la deuda del gobierno federal publicados por el Banco de México conforme al título "Certificados de la Tesorería de la Federación" para la semana en que el productor establezca el contrato o por la semana en que se tenga el ajuste de la tasa de interés más reciente, y si se tiene cualquiera de las dos, de acuerdo al contrato, y
- (c) en el caso de un productor ubicado en los Estados Unidos, el rendimiento para las obligaciones de la deuda del gobierno federal que se establezcan en la Federal Reserve statistical release (H.15) *Selected Interest Rates*
 - (i) cuando la tasa de interés se ajuste a intervalos menores a un año, conforme al título "*U.S. government securities, Treasury bills, Secondary market*", y
 - (ii) en cualquier otro caso, conforme al título "*U.S. Government Securities, Treasury constant maturities*"

para la semana en que el productor establezca el contrato o por la semana en que se tenga el ajuste a la tasa de interés más reciente, y si se tiene cualquiera de las dos, de acuerdo al contrato.

pago ponderado del principal significa,

- (a) respecto al contrato a tasa fija de interés, la cantidad determinada por la multiplicación de cada pago del principal de conformidad con el contrato por el número de años, o cualquier fracción de año, entre la fecha en que el productor contrató el préstamo y la fecha del pago de principal, y
- (b) en relación con el contrato a tasa variable de interés
 - (i) la cantidad que se determine multiplicando cada pago del principal efectuado durante el período corriente de la tasa de interés por el número de años, o cualquier fracción de año, entre el período en que esa tasa de interés comience y la fecha de ese pago, y
 - (ii) la cantidad igual al saldo insoluto del principal, pendiente de pago, pero no necesariamente vencido, al final del período corriente de la tasa de interés, multiplicado por el número de años, o cualquier fracción de año, entre el inicio y el término del período de tasa de interés;

plazo promedio ponderado del principal significa, con respecto al contrato a tasa fija de interés y al contrato a tasa variable de interés, el número de años, o la porción de ambas, que son iguales al número obtenido mediante

- (a) la división de la suma del pago ponderado del principal
 - (i) en el caso de un contrato a tasa fija de interés, por el monto del préstamo original, y
 - (ii) en el caso de un contrato a tasa variable de interés, por el saldo remanente al inicio del período de la tasa de interés por la cual el pago ponderado del principal fue calculado, y
- (b) la cantidad redondeada del monto, determinada de conformidad con el subpárrafo (a) al decimal más cercano y, cuando esa cantidad es el punto medio entre dichos números, el redondeo es hacia el mayor de esos números;

Generalidades

2 Para efectos de calcular los costos no admisibles por intereses

- (a) en relación con un contrato a tasa fija de interés de acuerdo al contrato deberá compararse con la tasa de interés emitida por el gobierno federal sobre obligaciones de deuda que tenga fecha de vencimiento al mismo plazo que la del plazo promedio ponderado del principal del calendario de pagos de acuerdo con el contrato (esa tasa de interés será determinada por interpolación lineal, cuando así se requiera);
- (b) en relación con el contrato a tasa variable de interés
 - (i) en que la tasa de interés se ajuste a intervalos menores o iguales a un año, la tasa de interés de acuerdo a ese contrato deberá compararse con la tasa de interés emitida por el gobierno federal sobre obligaciones de deuda que tenga fecha de vencimiento más cercanas al período de ajuste de la tasa de interés del contrato, y
 - (ii) en que la tasa de interés se ajuste a intervalos mayores a un año, la tasa de interés de acuerdo al contrato deberá compararse con la tasa de interés emitida por el gobierno federal sobre obligaciones de deuda que tenga fecha de vencimiento al mismo plazo que el plazo promedio ponderado del principal del calendario de pagos de acuerdo al contrato (esa tasa de interés será determinada por interpolación lineal, cuando así se requiera), y
- (c) en relación con el contrato a la tasa fija de interés o con el contrato a tasa variable en donde el plazo promedio ponderado del principal del calendario de pagos de acuerdo al contrato es mayor que los vencimientos ofrecidos sobre las obligaciones de la deuda del gobierno federal, la tasa de interés de acuerdo con el contrato deberá compararse con la tasa de interés emitida por el gobierno federal sobre obligaciones de deuda que tenga fecha de vencimiento más cercanas al plazo promedio ponderado del principal del calendario de pagos de acuerdo al contrato.

APÉNDICE “Ejemplo” que ilustra la Aplicación del Método para Calcular Costos no Admisibles por Intereses en el Caso de un Contrato a Tasa Fija de Interés

El siguiente ejemplo está basado en las cifras de la tabla que a continuación se presenta y en los supuestos siguientes:

- un productor en un país Parte del T-MEC toma en préstamo \$ 1,000,000 de una persona del mismo país Parte del T-MEC de acuerdo con un contrato a la tasa fija de interés;
- dentro de los términos del contrato, el préstamo es pagadero a 10 años con una tasa de interés de 6 por ciento anual sobre el saldo decreciente del principal;
- el calendario de pago calculado por el acreedor basado en los términos del contrato exige al productor hacer pagos anuales de principal e intereses de \$ 135,867.36 a lo largo del tiempo en que dure el contrato;
- no hay obligaciones de la deuda del gobierno federal que tengan fechas de vencimiento iguales a los 6 años de plazo promedio ponderado del principal del contrato, y
- las obligaciones de la deuda del gobierno federal con fechas de vencimiento más próximas al plazo promedio ponderado del principal del contrato son de 5 y 7 años de vencimiento, y sus rendimientos son de 4.7 por ciento y 5.0 por ciento, respectivamente.

Años del Préstamo	Saldo Remanente ¹	Intereses Pagados ²	Pagos Principal ³	a Calendario de Pagos	de Pago Ponderado del Principal ⁴
1	\$924,132.04	\$60,000.00	\$75,867.96	\$135,867.96	\$75,867.96
2	843,712.00	55,447.92	80,420.04	135,867.96	160,840.08
3	758,466.76	50,622.72	85,245.24	135,867.96	255,735.72
4	668,106.81	45,508.01	90,359.95	135,867.96	361,439.82
5	572,325.26	40,086.41	95,781.55	135,867.96	478,907.76
6	470,796.81	34,339.52	101,528.44	135,867.96	609,170.67
7	363,176.66	28,247.81	107,620.15	135,867.96	753,341.06
8	249,099.30	21,790.60	114,077.36	135,867.96	912,618.88
9	128,177.30	14,945.96	120,922.00	135,867.96	1,088,298.02
10	(0.00)	7,690.66	128,177.32	135,867.96	<u>1,281,773.22</u>
					\$5,977,993.19

¹ el saldo del principal representa el saldo del préstamo al final de cada año completo en que el préstamo está vigente y se calcula restando el pago del principal del año actual al saldo final del préstamo del año anterior

² los pagos de intereses se calculan multiplicando el saldo final del préstamo del año anterior por la tasa de interés del contrato del 6% por ciento

³ los pagos del principal se calculan restando los pagos de intereses del año actual del monto del calendario de pagos anual

⁴ el pago del principal ponderado se determina, para cada año del préstamo, multiplicando el pago del principal de ese año por el número de años que el préstamo había estado en vigencia al final de ese año

⁵ el plazo promedio ponderado del principal del contrato se calcula dividiendo la suma de los pagos ponderados del principal por el monto original del préstamo y redondeando el monto determinado al decimal más cercano

Plazo Promedio Ponderado del Principal

$$\$5,977,993.19 / \$1,000,000 = 5.977993 \text{ o } 6 \text{ años}^5$$

Aplicando el método anterior,

(1) el plazo promedio ponderado del principal del calendario de pagos de acuerdo al contrato al 6 por ciento es de 6 años;

(2) la tasa de interés emitida por el gobierno federal con fecha de vencimiento más próxima para las obligaciones de la deuda del gobierno federal comparables de 5 y 7 años son de 4.7 y 5.0 por ciento, respectivamente; por lo tanto, usando la interpolación lineal, la tasa de interés emitida por el gobierno federal que tiene un vencimiento igual al plazo promedio ponderado del principal del contrato es 4.85 por ciento. Este número es calculado como sigue:

$$4.7 + [(5.0 - 4.7) \times (6 - 5) / (7 - 5)]$$

$$= 4.7 + 0.15$$

$$= 4.85\%, \text{ y}$$

(3) la tasa de interés del contrato del productor de 6 por ciento resulta estar dentro de la base de 700 puntos más el 4.85 por ciento de la tasa de interés emitida por el gobierno federal sobre obligaciones de deuda; por lo tanto, ningún costo de interés del productor se considera como costos no admisibles por intereses para efectos de la definición **costos no admisibles por intereses** en la subsección 1(1) de estas Reglamentaciones.

“Ejemplo” que ilustra la Aplicación del Método para Calcular los Costos No Admisibles por Intereses en el Caso de un contrato a Tasa de Intereses Variable

El siguiente ejemplo está basado en las cifras de las tablas que se presentan a continuación y en los siguientes supuestos:

- (a) un productor dentro de un país Parte del T-MEC toma en préstamo \$ 1,000,000 de una persona del mismo país Parte del T-MEC, de acuerdo con un contrato de tasa de interés variable;
- (b) dentro de los términos del contrato, el préstamo es pagadero a 10 años con una tasa de interés del 6 por ciento anual para los dos primeros años y con una tasa del 8 por ciento anual para los dos siguientes años, sobre el saldo del principal, para el resto del periodo con tasas ajustadas cada dos años en adelante;
- (c) el calendario de pagos calculado por el acreedor basado en los términos del contrato exige al productor realizar pagos anuales del principal e intereses de \$ 135,867.96 para los dos primeros años del préstamo, y de \$ 146,818.34 para los siguientes dos años del préstamo;
- (d) no se cuenta con una obligación de la deuda del gobierno federal que tenga vencimientos iguales a 1.9 años del plazo promedio ponderado del principal para los primeros dos años del contrato;
- (e) no se cuenta con una obligación de la deuda del gobierno federal que tenga vencimientos iguales a 1.9 años del plazo promedio del principal del tercero y cuarto años del contrato, y
- (f) las obligaciones de la deuda del gobierno federal que se aproximan en vencimiento al plazo promedio ponderado del principal del contrato son de 1 y 2 años de vencimiento y los rendimientos sobre éstos son 3.0 por ciento y 3.5 por ciento, respectivamente.

Principio Año	del Saldo principal	del Tasa de Interés (%)	de Intereses Pagados	Pago a Calendario de Pagos Principal	Pago Ponderado del Principal
1	\$1,000,000.00	6.00	\$60,000.00	\$75,867.96	\$75,867.96
2	924,132.04	6.00	55,447.92	80,420.04	<u>1,848,264.08</u>
					\$1,924,132.04

Plazo Promedio Ponderado del Principal

$$\$1,924,132.04 / \$1,000,000 = 1.92413204 \text{ o } 1.9 \text{ años}$$

Aplicando el método anterior:

(1) el plazo promedio ponderado del principal del calendario de pagos para los dos primeros años del contrato es 1.9 años;

(2) la tasa de interés emitida por el gobierno federal para las fechas más cercanas a los del vencimiento de las obligaciones de la deuda de 1 año y 2 años son de 3.0 por ciento y 3.5 por ciento, respectivamente; por lo tanto, usando la interpolación lineal, la tasa de interés emitida por el gobierno federal para obligaciones de la deuda que tiene un vencimiento igual al plazo promedio ponderado del principal del calendario de pagos para los dos primeros años del contrato es 3.45 por ciento. Esta cantidad es calculada como sigue:

$$3.0 + [(3.5 - 3.0) \times (1.9 - 1.0) / (2.0 - 1.0)];$$

$$= 3.0 + 0.45$$

$$= 3.45\%, \text{ y}$$

(3) la tasa de interés del contrato del productor del 6 por ciento para los primeros dos años del préstamo está dentro de la base de 700 puntos de la tasa de interés del 3,45 por ciento emitida por el gobierno federal para obligaciones de la deuda que tienen un vencimiento igual a 1.9 años del plazo promedio ponderado del principal del calendario de pagos de los dos primeros años del préstamo contratado por el productor; por lo tanto, ningún costo financiero del productor se considera como costos no admisibles por intereses para efectos de la definición **costos no admisibles por intereses** en la subsección 1(1) de estas Reglamentaciones.

Principio del Año	Saldo principal	del Tasa de Interés (%)	de Intereses Pagados	Pago Principal	de Calendario Pagos	Pago Ponderado del Principal
1	\$1,000,000.00	6.00	\$60,000.00	\$75,867.96	\$135,867.96	
2	924,132.04	6.00	55,447.92	80,420.04	135,867.96	
3	843,712.01	8.00	67,496.96	79,321.38	146,818.34	\$79,321.38
4	764,390.62	8.00	61,151.25	85,667.09	146,818.34	<u>1,528,781.24</u>
						\$1,608,102.62

Plazo Promedio Ponderado del Principal $\$1,608,102.62 / \$843,712.01 = 1.905985$ o 1.9 años

Aplicando el método anterior:

(1) el plazo promedio ponderado del principal del calendario de pagos dentro de los dos primeros años del contrato es 1.9 años;

(2) las obligaciones de la deuda del gobierno federal con fechas de vencimiento más próximas al plazo promedio ponderado del principal del contrato son con vencimiento a 1 año y 2 años, y el rendimiento sobre éstos son 3.0 y 3.5 por ciento, respectivamente; por lo tanto, usando la interpolación lineal, la tasa de interés emitida por el gobierno federal para obligaciones de la deuda que tienen un vencimiento igual al plazo promedio ponderado del principal del calendario de pagos para los dos primeros años del contrato es 3.45 por ciento. Esta cantidad se determina como sigue:

$$\begin{aligned}
 & 3.0 + [(3.5 - 3.0) \times (1.9 - 1.0)] / (2.0 - 1.0); \\
 & = 3.0 + 0.45 \\
 & = 3.45\%, \text{ y}
 \end{aligned}$$

(3) la tasa de interés del contrato del productor para el tercero y cuarto año del préstamo al 8 por ciento está dentro de la base de 700 puntos de la tasa de interés del 3.45 por ciento para obligaciones de la deuda emitida por el gobierno federal que tiene vencimientos iguales a 1.9 años del plazo promedio ponderado del principal del calendario de pagos de acuerdo al tercero y cuarto año del contrato del préstamo del productor; por lo tanto, ningún costo financiero del productor se considera como costos no admisibles por intereses para efectos de la definición de **costos no admisibles por intereses** en la subsección 1(1) de estas Reglamentaciones.

ANEXO X (Principios de Contabilidad Generalmente Aceptados)

1 Principios de Contabilidad Generalmente Aceptados significa el consenso reconocido o el apoyo sustancial autorizado en el territorio de un país Parte del T-MEC, respecto al registro de ingresos, gastos, costos, activos y pasivos, divulgación de información y preparación de estados financieros. Estos estándares pueden ser guías amplias de aplicación en general, así como también, estándares detallados, prácticas y procedimientos.

2 Para los Principios de Contabilidad Generalmente Aceptados, el consenso reconocido o el apoyo sustancial autorizado son referidos en o están establecidos en las siguientes publicaciones:

- (a) para efectos del territorio de Canadá, *The Chartered Professional Accountants of Canada Handbook*, actualizado cada cierto tiempo;
- (b) para efectos del territorio de México, *Las Normas de Información Financiera* adoptadas por el *Instituto Mexicano de Contadores Públicos A.C. (IMCP)*, incluyendo los *boletines complementarios*, actualizados cada cierto tiempo, y
- (c) para efectos del territorio de los Estados Unidos, *Financial Accounting Standards Board (FASB) Accounting Standards Codification* y cualquier guía interpretativa reconocida por el *American Institute of Certified Public Accountants (AICPA)*.

**RÉGLEMENTATION UNIFORME CONCERNANT L'INTERPRÉTATION, L'APPLICATION
ET L'ADMINISTRATION DES CHAPITRES 5 (PROCÉDURES D'ORIGINE), 6 (PRODUITS
TEXTILES ET VÊTEMENTS) ET 7 (ADMINISTRATION DES DOUANES ET FACILITATION
DES ÉCHANGES) DE L'ACCORD ENTRE LE CANADA, LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET
LES ÉTATS-UNIS MEXICAINS.**

PRÉAMBULE

Le gouvernement des États-Unis d'Amérique, le gouvernement des États-Unis mexicains et le gouvernement du Canada, conformément à l'article 5.16 de l'*Accord entre le Canada, les États-Unis d'Amérique et les États-Unis mexicains* (l'« Accord »), figurant en annexe au *Protocole visant à remplacer l'Accord de libre-échange nord-américain par l'Accord entre le Canada, les États-Unis d'Amérique et les États-Unis mexicains* (le « Protocole »), fait à Buenos Aires, Argentine, le 30 novembre 2018, tel que modifié par le *Protocole d'amendement de l'Accord entre le Canada, les États-Unis d'Amérique et les États-Unis mexicains*, fait à Mexico le 10 décembre 2019 (le « Protocole d'amendement »), adoptent la Réglementation uniforme suivante concernant l'interprétation, l'application et l'administration des chapitres 5 (Procédures d'origine), 6 (Produits textiles et vêtements) et 7 (Administration des douanes et facilitation des échanges) de l'Accord.

**CHAPITRE 5
PROCÉDURES D'ORIGINE**

Demandes de traitement tarifaire préférentiel

1. Aux fins du paragraphe 5.2(6) de l'Accord, une fois qu'une Partie reçoit un certificat d'origine par voie électronique, elle n'exige pas un document papier du même certificat avant la mainlevée des produits sur son territoire.
2. Aux fins des alinéas 5.2(3)b) et d) de l'Accord, l'alinéa 5.2(3)d) de l'Accord fait partie des éléments de données minimales selon ce qui est énoncé à l'annexe 5-A (Éléments de données minimales).

Fondement d'un certificat d'origine

1. Aux fins de l'alinéa 5.3(5)a) de l'Accord, un seul certificat d'origine peut être applicable :
 - a) à une seule expédition de produits qui entraîne la présentation d'une ou plus d'une déclaration à l'égard de l'importation de produits sur le territoire d'une Partie; ou
 - b) à plus d'une expédition de produits qui entraînent la présentation d'une déclaration à l'égard de l'importation de produits sur le territoire d'une Partie.
2. Lorsque, par suite d'une vérification de l'origine effectuée en vertu de l'article 5.9 ou de l'article 6.6 de l'Accord, l'administration des douanes d'une Partie détermine qu'un produit visé par un certificat d'origine qui s'applique à des importations multiples de produits identiques conformément à l'alinéa 5.3(5)b) de l'Accord n'est pas admissible à titre de produit originaire, le certificat d'origine ne peut servir à demander un traitement tarifaire préférentiel à l'égard des produits identiques importés après la date où la détermination écrite est remise en vertu du paragraphe 5.9(14) de l'Accord.

Obligations relatives aux importations

1. Aux fins des alinéas 5.4(1)a) et b) de l'Accord, un « certificat d'origine valide » est un certificat d'origine que l'exportateur, le producteur ou l'importateur d'un produit sur les territoires des Parties remplit conformément aux exigences énoncées à l'alinéa 5.2(3)b) de l'Accord et de la présente Réglementation uniforme.
2. Aux fins de l'alinéa 5.4(3)b) de l'Accord, les « documents pertinents » peuvent comprendre :
 - a) des documents sur l'entreposage;
 - b) une copie des documents de contrôle douanier;
 - c) les documents d'entrée et de sortie des douanes;
 - d) des documents attestant du contrôle douanier émis par une autorité gouvernementale tierce autre que son administration des douanes;
 - e) des documents attestant du contrôle douanier émis par une entité autorisée par une administration des douanes à délivrer de tels documents; ou
 - f) tout autre élément de preuve qui satisfait l'administration des douanes de la Partie.

Exceptions relatives au certificat d'origine

1. Aux fins de l'alinéa 5.5a) de l'Accord, lorsqu'une Partie exige une déclaration écrite, celle-ci peut être remplie et soumise par voie électronique.
2. Aux fins de l'article 5.5 de l'Accord, l'expression « série d'importations » est définie à l'annexe 2.

Obligations relatives aux exportations

1. Aux fins du paragraphe 5.6(2) de l'Accord, lorsque l'administration des douanes d'une Partie remet à l'exportateur ou au producteur d'un produit une détermination en vertu du paragraphe 5.9(14) de l'Accord convenant que le produit n'est pas originaire, l'exportateur ou le producteur doit informer toutes les personnes à qui il a remis un certificat d'origine à l'égard du produit visé par la détermination.
2. Aux fins du paragraphe 5.6(3) de l'Accord, aucune Partie ne peut imposer des pénalités civiles ou administratives à l'exportateur ou au producteur d'un produit sur son territoire lorsque l'exportateur ou le producteur fournit la notification écrite mentionnée au paragraphe 5.6(2) de l'Accord avant l'ouverture d'une enquête par des fonctionnaires de cette Partie qui ont le pouvoir de mener une enquête relativement au certificat d'origine.

Exigences en matière de registres

1. Les registres et documents qui doivent être conservés en vertu de l'article 5.8 de l'Accord doivent être tenus de façon à permettre à un fonctionnaire de l'administration des douanes d'une Partie d'effectuer, dans le cadre d'une vérification de l'origine en vertu de l'article 5.9 de l'Accord, un examen détaillé des

documents et registres afin de vérifier l'information à partir de laquelle le certificat d'origine a été rempli et la demande de traitement tarifaire préférentiel a été faite.

2. Les importateurs, les exportateurs et les producteurs qui sont tenus de conserver des registres conformément aux paragraphes 5.8(1) et (2) de l'Accord doivent, sous réserve des exigences relatives à la notification et au consentement énoncées au paragraphe 5.9(5) de l'Accord, mettre ces registres à la disposition d'un fonctionnaire de l'administration des douanes d'une Partie qui effectue une vérification, et dans le cas d'une visite de vérification, fournir les installations nécessaires aux fins de l'examen de ces registres.

3. Lorsqu'une administration des douanes constate, au cours d'une vérification de l'origine, qu'un importateur, un exportateur ou un producteur n'a pas conservé ses registres ou ses documents relatifs à la détermination de l'origine du produit conformément aux principes comptables généralement reconnus ou à une autre méthode de gestion des stocks reconnue, comme prévu à l'article 4.13 de l'Accord et à l'annexe VIII du *Règlement sur les règles d'origine* de l'ACEUM, l'administration des douanes doit, par écrit, accorder à l'importateur, à l'exportateur ou au producteur un minimum de 30 jours pour consigner ses coûts conformément à l'article 4.13 de l'Accord et à l'annexe VIII du *Règlement sur les règles d'origine* de l'ACEUM.

4. Aux fins de l'article 5.8 de l'Accord et de la présente Réglementation uniforme, « registres » inclut les livres dont il est fait mention dans le *Règlement sur les règles d'origine* de l'ACEUM.

Vérification de l'origine

1. Aux fins du paragraphe 5.9(6) de l'Accord, la Partie importatrice doit informer l'importateur, aux seules fins que l'importateur en ait connaissance, du lancement de la vérification.

2. Le paragraphe 5.9(6) de l'Accord ne doit pas être interprété de façon à empêcher la Partie importatrice d'exercer son pouvoir d'effectuer une vérification en vertu de l'article 5.9 de l'Accord ou de prendre toute autre mesure autorisée avec l'importateur conformément à sa législation.

3. Chacune des Parties doit préciser aux autres Parties le bureau où l'avis doit être envoyé en vertu de l'alinéa 5.9(9)a) de l'Accord.

4. Aux fins du paragraphe 5.9(16) de l'Accord, « leur » s'entend de l'exportateur, du producteur ou de l'importateur visé par la vérification et qui a fourni des renseignements pendant la vérification directement à la Partie importatrice.

5. Aux fins de la vérification d'origine en vertu de l'article 5.9 de l'Accord, il suffit qu'une Partie se réfère aux coordonnées d'un certificateur, d'un exportateur, d'un producteur ou d'un importateur fournies dans un certificat d'origine.

6. Aux fins du paragraphe 5.9(18) de l'Accord, « tout moyen procurant une confirmation de réception » comprend :

- a) le courrier électronique;
- b) les services de messagerie internationale;
- c) les services de courrier certifié ou recommandé; ou
- d) les messages électroniques envoyés dans le système électronique de la Partie.

7. Rien dans le présent article ne limite un droit accordé en vertu du chapitre 5 (Procédures d'origine) de l'Accord à l'exportateur ou au producteur d'un produit sur le territoire d'une Partie sous prétexte que cet exportateur ou ce producteur est aussi l'importateur du produit sur le territoire de la Partie où le traitement tarifaire préférentiel est demandé.

8. Aux fins du paragraphe 5.9(14) de l'Accord, lorsque l'importateur n'est pas le certificateur, la Partie importatrice doit fournir à l'importateur la détermination écrite délivrée à l'exportateur ou au producteur, qui est conforme à l'article 5.12 et l'article 7.22 de l'Accord pour garantir la protection des renseignements des négociants.

9. Aux fins du paragraphe 5.9(15) de l'Accord, il est entendu que « tous les renseignements nécessaires » s'applique aux renseignements qui peuvent être requis au sujet des matières utilisées pour la production d'un produit ou de toute aide demandée en vertu du paragraphe 5.9(8) de l'Accord.

10. Lorsque l'administration des douanes effectue, dans le cadre d'une vérification de l'origine d'un produit importé sur son territoire en vertu de l'article 5.9 de l'Accord, une vérification de l'origine d'une matière utilisée dans la production du produit, la vérification de l'origine de la matière est censée être effectuée conformément aux procédures énoncées :

- a) aux paragraphes 5.9(1), (5), (7 à 11), (13) et (18) de l'Accord; et
- b) aux paragraphes 3, 6, 13, 14 et 15 du présent article.

11. Lorsqu'elle effectue une vérification de l'origine d'une matière utilisée dans la production d'un produit conformément au paragraphe 10 de cet article, l'administration des douanes peut juger que la matière n'est pas originaire au moment de déterminer si le produit est un produit originaire, si le producteur ou le fournisseur de la matière ne permet pas à l'administration des douanes d'avoir accès à l'information nécessaire pour déterminer si la matière est originaire, en se servant de l'un des moyens suivants ou d'un autre moyen :

- a) un refus d'accéder à ses registres;
- b) le producteur ou le fournisseur omet de répondre à une lettre ou à un questionnaire de vérification; ou
- c) le producteur ou le fournisseur refuse d'autoriser une visite de vérification dans les 30 jours suivant la réception d'un avis en vertu de l'alinéa 5.9(7)d) de l'Accord, conformément au paragraphe 10 de cet article.

12. Les Parties n'ont pas l'intention de considérer qu'une matière utilisée dans la production d'un produit est une matière non originaire uniquement en raison du report d'une visite de vérification en vertu du paragraphe 5.9(10) ou (11) de l'Accord, conformément à l'alinéa 10a) de cet article.

13. Chaque Partie doit, lorsqu'elle effectue par l'entremise de son administration des douanes une vérification de l'origine à laquelle les principes comptables généralement reconnus ou une méthode de gestion des stocks autrement acceptée peuvent être pertinents, appliquer et accepter les principes comptables généralement reconnus prévus à l'article 4.13 de l'Accord ou une autre méthode acceptée de gestion des stocks, conformément aux annexes VII et VIII du *Règlement sur les règles d'origine* de l'ACEUM.

14. Aux fins de l'annexe IV 2(2)d) (Valeur transactionnelle inacceptable) et de l'annexe VI 2(3)d) (Valeur des matières) du *Règlement sur les règles d'origine* de l'ACEUM, pour déterminer si la valeur transactionnelle du produit ou des matières est acceptable lorsque le producteur et l'acheteur ou le

producteur et le vendeur sont des personnes liées, selon le cas, l'administration des douanes applique les dispositions pertinentes de l'Accord sur l'évaluation en douane.

15. Lorsqu'une administration des douanes utilise des renseignements autres que ceux fournis par le producteur de la matière ou en son nom pour déterminer la valeur d'une matière conformément à l'annexe VI 10 (Valeur des matières) du *Règlement sur les règles d'origine* de l'ACEUM, l'administration des douanes communique au producteur, si celui-ci le demande, la source de ces renseignements, les données utilisées et les calculs fondés sur ces données, sous réserve des dispositions de confidentialité contenues dans l'article 5.12 et l'article 7.22 de l'Accord.

16. En ce qui concerne les véhicules automobiles, les camions légers, les camions lourds, les autres véhicules et les pièces utilisées dans la production de ces véhicules, pour la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 31 décembre 2020, un délai supplémentaire sera accordé aux producteurs, aux exportateurs et aux importateurs de ces produits pour répondre aux demandes de renseignements, y compris les documents à l'appui d'un certificat d'origine délivré en vertu de l'article 5.2 (Demandes de traitement tarifaire préférentiel). Cela comprendra une certaine souplesse quant au temps nécessaire pour obtenir ces documents pendant cette période.

Décisions anticipées relatives à l'origine

Aux fins du paragraphe 5.14(1) et de l'alinéa 7.5(4)c) de l'Accord, l'administration des douanes d'une Partie est censée rendre une décision anticipée à un exportateur ou à un producteur sur le territoire d'une autre Partie à l'égard d'une matière utilisée dans la production d'un produit.

Éléments de données minimales

Lorsqu'un certificat d'origine est rempli en vertu du paragraphe 3(7) et de l'annexe II du *Règlement sur les règles d'origine* de l'ACEUM, le certificateur doit indiquer « Annexe II du *Règlement sur les règles d'origine* de l'ACEUM » dans le certificat d'origine de l'annexe 5-A (Éléments de données minimales) de l'Accord.

CHAPITRE 6 PRODUITS TEXTILES ET VÊTEMENTS

Vérification des produits textiles et des vêtements

1. Aux fins de l'alinéa 6.6(7)d) de l'Accord, la Partie importatrice doit, au moment de la demande d'autorisation de l'exportateur, du producteur ou de la personne ayant la capacité de consentir à une visite sur place, informer cette personne de ce qui suit :

- a) le fondement juridique de la visite;
- b) la raison précise de la visite; et
- c) les noms et titres des fonctionnaires qui effectueront la visite.

2. Si la Partie importatrice effectue une visite sur place en vertu de l'article 6.6 de l'Accord et a l'intention de refuser le traitement tarifaire préférentiel à un produit textile ou à un vêtement en vertu du paragraphe 6.6(9) de l'Accord, elle doit fournir par écrit les résultats préliminaires de la vérification.

3. Aux fins du paragraphe 6.6(9) de l'Accord, « leur » s'entend de l'exportateur, du producteur ou de l'importateur visé par la vérification et qui a fourni des renseignements pendant la vérification directement à la Partie importatrice.

CHAPITRE 7 ADMINISTRATION DES DOUANES ET FACILITATION DES ÉCHANGES

Décisions anticipées

1. Aux fins du paragraphe 7.5(15) de l'Accord, chaque Partie met à jour son site Web tous les trimestres afin d'afficher les décisions anticipées qu'elle a rendues.

2. Aux fins de l'article 5.14 et l'article 7.5 de l'Accord et de la présente Réglementation uniforme, une demande de décision anticipée présentée à l'administration des douanes d'une Partie doit être remplie dans la langue de cette Partie, conformément à l'annexe 1 de la présente Réglementation uniforme.

3. Aux fins du paragraphe 7.5(6) de l'Accord, l'administration des douanes à qui la demande est présentée doit rendre une décision anticipée au plus tard 120 jours après avoir obtenu tous les renseignements nécessaires conformément à l'alinéa 7.5(6)c) de l'Accord, y compris les réponses aux demandes de renseignements complémentaires ou d'échantillons, conformément à l'alinéa 7.5(6)a) de l'Accord.

4. Aux fins de l'alinéa 7.5(6)a) de l'Accord, lorsque l'administration des douanes d'une Partie détermine qu'une demande de décision anticipée est incomplète, elle peut refuser de poursuivre l'étude de la demande, à condition :

- a) qu'elle ait informé le demandeur de la nécessité de fournir des renseignements complémentaires et du délai, non inférieur à 30 jours, dont dispose le demandeur pour fournir ces renseignements;
- b) que le demandeur n'ait pas fourni les renseignements dans le délai précisé.

5. Rien dans le paragraphe 4 de cet article ne doit être interprété de façon à empêcher une personne de présenter une nouvelle demande de décision anticipée.

Procédures de recours et de réexamen concernant les déterminations en matière de douanes

Lorsqu'une décision anticipée est rendue en vertu de l'article 5.14 ou de l'article 7.5 de l'Accord ou de l'article Décisions anticipées relatives à l'origine et l'article Décisions anticipées de la présente Réglementation uniforme, une modification ou une annulation de la décision anticipée doit pouvoir faire l'objet d'un recours et d'un réexamen en vertu de l'article 5.15 ou de l'article 7.15 de l'Accord.

Dispositions générales

Aux fins du chapitre 5 de l'Accord et de la présente Réglementation uniforme, les « matières utilisées dans la production du produit » ou « utilisées dans la production d'une matière utilisée dans la production du produit » incluent les matières incorporées dans un produit ou une matière selon la définition fournie dans le *Règlement sur les règles d'origine* de l'ACEUM.

Dispositions finales

1. La présente Réglementation uniforme s'applique à la date d'entrée en vigueur de l'Accord.
2. Aux fins de la présente Réglementation uniforme, le terme « Partie » ou « Parties » utilisé dans les présentes désigne la « Partie » ou les « Parties » de l'Accord entre le Canada, les États-Unis d'Amérique et les États-Unis mexicains.

Annexe 1 : Langue d'une partie

Aux fins de la présente Réglementation uniforme, la langue d'une Partie est, dans le cas :

- a) du Canada, l'anglais ou le français;
- b) du Mexique, l'espagnol;
- c) des États-Unis, l'anglais.

Annexe 2 : Définition de l'expression « série d'importations » selon le pays

Aux fins de l'article 5.5 de l'Accord, « série d'importations » signifie, dans le cas :

- a) du Canada, au moins deux importations d'un produit ayant fait l'objet d'une déclaration en détail distincte, mais visées par une seule facture commerciale délivrée par le vendeur du produit à l'acheteur de ce produit;
- b) du Mexique, au moins deux déclarations douanières visant un produit qui arrive le même jour, ou dédouané le même jour, et destiné à une personne, ou importé par une personne, mais visé par une seule facture commerciale;
- c) des États-Unis, au moins deux déclarations douanières visant un produit qui arrive le même jour en provenance d'un même exportateur et qui est destiné à la même personne.

REGLAMENTACIONES UNIFORMES REFERENTES A LA INTERPRETACIÓN, APLICACIÓN Y ADMINISTRACIÓN DE LOS CAPÍTULOS 5 (PROCEDIMIENTOS DE ORIGEN), 6 (MERCANCIAS TEXTILES Y PRENDAS DE VESTIR) Y 7 (ADMINISTRACIÓN ADUANERA Y FACILITACIÓN DEL COMERCIO) DEL TRATADO ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS, LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA Y CANADÁ

PREÁMBULO

El Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos, el Gobierno de los Estados Unidos de América y el Gobierno de Canadá, de conformidad con el Artículo 5.16 del *Tratado entre los Estados Unidos Mexicanos, los Estados Unidos de América y Canadá* (el "Tratado"), contenido como Anexo al *Protocolo por el que se Sustituye el Tratado de Libre Comercio de América del Norte por el Tratado entre los Estados Unidos Mexicanos, los Estados Unidos de América y Canadá* (el "Protocolo"), hecho en Buenos Aires, Argentina, el 30 de noviembre de 2018, enmendado por el *Protocolo Modificadorio al Tratado entre los Estados Unidos Mexicanos, los Estados Unidos de América y Canadá* (el "Protocolo Modificadorio"), hecho en la Ciudad de México el 10 de diciembre de 2019, adoptan las siguientes Reglamentaciones Uniformes referentes a la interpretación, aplicación y administración de los Capítulos 5 (Procedimientos de Origen), 6 (Mercancías Textiles y Prendas de Vestir) y 7 (Administración Aduanera y Facilitación del Comercio) del Tratado.

CAPÍTULO 5

PROCEDIMIENTOS DE ORIGEN

Solicitudes de Trato Arancelario Preferencial

1. Para los efectos del Artículo 5.2(6) del Tratado, una vez que una Parte reciba una certificación de origen electrónicamente, no requerirá un documento en papel de la misma certificación previo al despacho de las mercancías en el territorio de la Parte.

2. Para los efectos del Artículo 5.2(3)(b) y (d) del Tratado, lo dispuesto en el Artículo 5.2(3)(d) del Tratado forma parte de los elementos de datos mínimos establecidos en el Anexo 5-A, (Elementos Mínimos de Información).

Bases para una Certificación de Origen

1. Para los efectos del Artículo 5.3(5)(a) del Tratado, una sola certificación de origen podrá utilizarse para:

(a) un solo embarque de mercancías que resulte en la presentación de una o más declaraciones aduaneras respecto a la importación de mercancías al territorio de una Parte; o

(b) más de un embarque de mercancías que resulte en la presentación de una declaración aduanera respecto a la importación de mercancías al territorio de una Parte.

2. Cuando como resultado de una verificación de origen realizada de conformidad con el Artículo 5.9 o el Artículo 6.6 del Tratado, la administración aduanera de una Parte determine que una mercancía amparada por una certificación de origen, que aplica para múltiples importaciones de mercancías idénticas de conformidad con el Artículo 5.3(5)(b) del Tratado, no califica como una mercancía originaria, dicha certificación de origen no podrá utilizarse para solicitar trato arancelario preferencial para aquellas mercancías idénticas importadas después de la fecha en que se proporcione la determinación por escrito de conformidad con el Artículo 5.9(14) del Tratado.

Obligaciones Referentes a las Importaciones

1. Para los efectos del Artículo 5.4(1)(a) y (b) del Tratado, "certificación de origen válida" significa una certificación de origen que el exportador, productor o importador de una mercancía en el territorio de las Partes llene de conformidad con los requisitos establecidos en el Artículo 5.2(3)(b) del Tratado y en estas Reglamentaciones Uniformes.

2. Para los efectos del Artículo 5.4(3)(b) del Tratado, "documentos pertinentes" pueden incluir:

(a) Documentos de almacenaje;

(b) Copia de los documentos de control aduanero;

(c) Documentos aduaneros de entrada y salida;

(d) Documentos que demuestren el control aduanero emitidos por una autoridad gubernamental de un país no Parte, distinta a su administración aduanera;

(e) Documentos que demuestren el control aduanero emitidos por una entidad autorizada por una administración aduanera para emitir dichos documentos; o

(f) Cualquier otra evidencia que satisfaga a la administración aduanera de la Parte.

Excepciones a la Certificación de Origen

1. Para los efectos del Artículo 5.5(a) del Tratado, cuando una Parte requiera una declaración por escrito, ésta podrá ser llenada y enviada electrónicamente.
2. Para los efectos del Artículo 5.5 del Tratado, "serie de importaciones" se define en el Anexo 2.

Obligaciones Referentes a las Exportaciones

1. Para los efectos del Artículo 5.6(2) del Tratado, cuando la administración aduanera de una Parte proporcione a un exportador o productor de una mercancía una determinación de conformidad con el Artículo 5.9(14) del Tratado, de que la mercancía no es originaria, el exportador o productor notificará de la determinación a todas las personas a quienes proporcionó una certificación de origen con respecto a esa mercancía.
2. Para los efectos del Artículo 5.6(3) del Tratado, ninguna Parte podrá imponer sanciones civiles o administrativas a un exportador o productor de una mercancía en su territorio cuando, antes del inicio de una investigación llevada a cabo por funcionarios de esa Parte con la facultad para realizar una investigación sobre la certificación de origen, el exportador o productor proporcione la notificación por escrito referida en el Artículo 5.6(2) del Tratado.

Requisitos para Conservar Registros

1. La documentación y los registros requeridos que se deben mantener de conformidad con el Artículo 5.8 del Tratado se mantendrán de manera tal que permitan a un funcionario de la administración aduanera de una Parte, al realizar una verificación de origen de conformidad con el Artículo 5.9 del Tratado, llevar a cabo verificaciones detalladas de la documentación y los registros para verificar la información con base en la cual se completó la certificación de origen, y se realizó la solicitud de trato arancelario preferencial.
2. Los importadores, exportadores y productores que están obligados a conservar los registros de conformidad con el Artículo 5.8(1) y (2) del Tratado, sujeto a los requisitos de notificación y consentimiento establecidos en el Artículo 5.9(5) del Tratado, harán que esos registros estén disponibles para la inspección de un funcionario de la administración aduanera de una Parte que realiza una verificación y, en caso de una visita de verificación, proporcionarán facilidades para esa inspección.
3. Cuando una administración aduanera encuentre, en el transcurso de una verificación de origen, que un importador, exportador o productor no cumple con mantener sus registros o documentación pertinente para determinar el origen de la mercancía de conformidad con los Principios de Contabilidad Generalmente Aceptados, o bajo cualquier otro método de manejo de inventarios aceptado, según lo dispuesto en el Artículo 4.13 del Tratado y el Anexo VIII de las Reglamentaciones Uniformes referentes a las Reglas de Origen del T-MEC, la administración aduanera otorgará, por escrito, al importador, exportador o productor, un mínimo de 30 días para registrar sus costos de conformidad con el Artículo 4.13 del Tratado y el Anexo VIII de las Reglamentaciones Uniformes referentes a las Reglas de Origen del T-MEC.
4. Para los efectos del Artículo 5.8 del Tratado y de estas Reglamentaciones Uniformes, "registros" incluyen los libros como se mencionan en las Reglamentaciones Uniformes referentes a las Reglas de Origen del T-MEC.

Verificación de Origen

1. Para los efectos del Artículo 5.9(6) del Tratado, la Parte importadora informará al importador, sólo para los efectos de hacerlo de su conocimiento, el inicio de la verificación.
2. El Artículo 5.9(6) del Tratado no será interpretado en el sentido de impedir a la Parte importadora de ejercer sus facultades para llevar a cabo una verificación de conformidad con el Artículo 5.9 del Tratado o para llevar a cabo cualquier otra acción autorizada con el importador de conformidad con su ordenamiento jurídico.
3. Cada Parte indicará a las otras Partes, la oficina a la que será enviada la notificación conforme al Artículo 5.9(9)(a) del Tratado.
4. Para los efectos del Artículo 5.9(16) del Tratado, "aquellas personas" significa el exportador, productor o importador que esté sujeto a la verificación y que haya proporcionado información durante la verificación directamente a la Parte importadora.
5. Para los efectos de realizar una verificación de origen de conformidad con el Artículo 5.9 del Tratado, es suficiente para una Parte basarse en la información de contacto del certificador, exportador, productor o importador proporcionada en una certificación de origen.

6. Para los efectos del Artículo 5.9(18) del Tratado, "cualquier medio que pueda producir una confirmación de recepción" incluye,

- (a) correo electrónico;
- (b) servicios de mensajería internacional;
- (c) servicios de correo certificado o registrado; o
- (d) mensaje electrónico enviado dentro del sistema electrónico de la Parte.

7. Nada de lo dispuesto en este Artículo limitará ningún derecho previsto de conformidad con el Capítulo 5 (Procedimientos de Origen) del Tratado al exportador o productor de una mercancía en el territorio de una Parte en virtud del hecho de que dicho exportador o productor es también el importador de la mercancía en el territorio de la Parte en la que se solicita el trato arancelario preferencial.

8. Para los efectos del Artículo 5.9(14) del Tratado, cuando el importador no es el certificador, la Parte importadora proporcionará al importador la determinación por escrito emitida al exportador o productor, que cumpla con lo establecido en el Artículo 5.12 y en el Artículo 7.22 del Tratado para asegurar la protección de la información del operador comercial.

9. Para los efectos del Artículo 5.9(15) del Tratado, para mayor certeza, "toda la información necesaria" incluye la información que pueda ser requerida con respecto a los materiales utilizados en la producción de una mercancía o cualquier asistencia solicitada conforme al Artículo 5.9(8) del Tratado.

10. Cuando la administración aduanera, al realizar una verificación de origen de una mercancía importada a su territorio de conformidad con el Artículo 5.9 del Tratado, realice una verificación de origen de un material utilizado en la producción de la mercancía, la verificación de origen de ese material deberá efectuarse de conformidad con los procedimientos establecidos en:

- (a) Artículo 5.9(1), (5), (7 al 11), (13) y (18) del Tratado; y
- (b) los párrafos 3, 6, 13, 14, y 15 de esta Sección.

11. La administración aduanera, al realizar una verificación de origen de un material utilizado en la producción de una mercancía conforme a lo dispuesto en el párrafo 10 de esta Sección, podrá considerar el material como no originario al determinar si la mercancía es originaria si el productor o proveedor de dicho material no le permite a la administración aduanera acceder a la información requerida para determinar si el material es originario, entre otras, de las siguientes maneras:

- (a) niegue el acceso a sus registros;
- (b) no responda al cuestionario u oficio de verificación; o
- (c) rechace consentir que se realice una visita de verificación dentro de los 30 días siguientes a la fecha de recepción de la notificación, de conformidad con el Artículo 5.9(7)(d) del Tratado, según sea aplicable conforme al párrafo 10 de esta Sección.

12. Las Partes no tienen la intención de considerar a un material que es usado en la producción de una mercancía como un material no originario solamente sobre la base de la imposición de una visita de verificación de conformidad con el Artículo 5.9(10) u (11) del Tratado, según sea aplicable conforme al párrafo 10(a) de esta Sección.

13. Cada Parte deberá, por conducto de su administración aduanera en el curso de una verificación de origen para la cual los Principios de Contabilidad Generalmente Aceptados, o cualquier otro método de manejo de inventarios aceptado pudiera ser relevante, aplicar y aceptar los Principios de Contabilidad Generalmente Aceptados previstos en el Artículo 4.13 del Tratado o cualquier otro método de manejo de inventarios aceptado conforme a lo dispuesto en los Anexos VII y VIII de las Reglamentaciones Uniformes referentes a las Reglas de Origen del T-MEC.

14. Para los efectos del Anexo IV 2(2)(d) (Valor de Transacción Inaceptable) y el Anexo VI 2(3)(d) (Valor de los Materiales) de las Reglamentaciones Uniformes referentes a las Reglas de Origen del T-MEC, al determinar si el valor de transacción de la mercancía o del material es aceptable cuando el productor y el comprador o el productor y el vendedor sean personas vinculadas, según sea el caso, la administración aduanera aplicará las disposiciones pertinentes del Acuerdo de Valoración Aduanera.

15. Cuando una administración aduanera utilice información distinta a la suministrada por o en nombre del productor del material a efecto de determinar el valor del material conforme al Anexo VI 10 (Valor de los Materiales) de las Reglamentaciones Uniformes referentes a las Reglas de Origen del T-MEC, la administración

aduanera comunicará al productor, si ese productor lo solicita, la fuente de dicha información, los datos utilizados y los cálculos basados en dichos datos, sujeto a las disposiciones de confidencialidad contenidas en el Artículo 5.12 y en el Artículo 7.22 del Tratado.

16. Con respecto a los vehículos para pasajeros, camiones ligeros, camiones pesados, otros vehículos y partes utilizadas en la producción de dichos vehículos, para el periodo comprendido entre el 1 de julio de 2020 y el 31 de diciembre de 2020, se proporcionará un plazo adicional a los productores, exportadores e importadores de esas mercancías para responder las solicitudes de información, incluyendo la documentación soporte de una certificación de origen realizada de conformidad con el Artículo 5.2 (Solicitudes de Trato Arancelario Preferencial). Esto incluirá, permitir flexibilidad con respecto al tiempo necesario para obtener dicha documentación durante este periodo.

Resoluciones Anticipadas Relacionadas al Origen

Para los efectos del Artículo 5.14(1) y del Artículo 7.5(4)(c) del Tratado, se espera que la administración aduanera de una Parte emita una resolución anticipada a un exportador o productor en el territorio de otra Parte, con respecto a un material que es utilizado en la producción de una mercancía.

Elementos Mínimos de Información

Cuando se llene una certificación de origen con base en la Sección 3(7) y el Anexo II de las Reglamentaciones Uniformes referentes a las Reglas de Origen del T-MEC, el certificador deberá indicar "Anexo II de las Reglamentaciones Uniformes referentes a las Reglas de Origen del T-MEC" dentro de la certificación de origen del Anexo 5-A (Elementos Mínimos de Información) del Tratado.

CAPÍTULO 6

MERCANCÍAS TEXTILES Y PRENDAS DE VESTIR

Verificación

1. Para los efectos del Artículo 6.6(7)(d) del Tratado, la Parte importadora, al momento de solicitar la autorización del exportador o productor o de la persona que tenga capacidad para consentir una visita a las instalaciones, informará a esa persona de:

- (a) el fundamento legal de la visita;
- (b) el propósito específico de la visita; y
- (c) los nombres y cargos de los funcionarios que efectuarán la visita.

2. Si la Parte importadora realiza una visita a las instalaciones conforme al Artículo 6.6 del Tratado y tiene la intención de negar el trato arancelario preferencial a una mercancía textil o prenda de vestir de conformidad con el Artículo 6.6(9) del Tratado, proporcionará por escrito los resultados preliminares de la verificación.

3. Para los efectos del Artículo 6.6(9) del Tratado, "aquellas personas" significa el exportador, productor o importador que esté sujeto a la verificación y haya proporcionado información durante la verificación directamente a la Parte importadora.

CAPÍTULO 7

ADMINISTRACIÓN ADUANERA Y FACILITACIÓN DEL COMERCIO

Resoluciones Anticipadas

1. Para los efectos del Artículo 7.5(15) del Tratado, cada Parte actualizará trimestralmente su sitio web para mostrar las resoluciones anticipadas que haya emitido.

2. Para los efectos del Artículo 5.14 y del Artículo 7.5 del Tratado y de estas Reglamentaciones Uniformes, una solicitud de resolución anticipada a la administración aduanera de una Parte será completada en el idioma de esa Parte de conformidad con lo establecido en el Anexo 1 de estas Reglamentaciones Uniformes.

3. Para los efectos del Artículo 7.5(6) del Tratado, la administración aduanera a la que se le presente la solicitud, emitirá una resolución anticipada a más tardar 120 días después de que haya recibido toda la información necesaria de conformidad con el Artículo 7.5(6)(c) del Tratado, incluyendo las respuestas a las solicitudes de información adicional o de muestras conforme a lo establecido en el Artículo 7.5(6)(a) del Tratado.

4. Para los efectos del Artículo 7.5(6)(a) del Tratado, cuando la administración aduanera de una Parte determine que una solicitud de una resolución anticipada está incompleta, podrá negarse a seguir tramitando la solicitud siempre que:

(a) haya notificado al solicitante de la información complementaria requerida y del periodo, el cual no deberá ser inferior a 30 días, dentro del cual el solicitante debe proporcionar la información, y

(b) el solicitante no haya proporcionado la información dentro del periodo especificado.

5. Nada de lo dispuesto en el párrafo 4 de esta Sección será interpretado como impedimento para que una persona vuelva a solicitar una resolución anticipada.

Revisión e Impugnación de las Determinaciones Aduaneras

Cuando se emita una resolución anticipada de conformidad con el Artículo 5.14 o el Artículo 7.5 del Tratado o de la Sección sobre Resoluciones Anticipadas Relacionadas al Origen y la Sección sobre Resoluciones Anticipadas de estas Reglamentaciones Uniformes, una modificación o revocación de la resolución anticipada estará sujeta a revisión e impugnación conforme al Artículo 5.15 o el Artículo 7.15 del Tratado.

Disposiciones Generales

Para los efectos del Capítulo 5 del Tratado y de estas Reglamentaciones Uniformes, cualquier referencia a “materiales utilizados en la producción de la mercancía” o “utilizados en la producción de un material que se utiliza en la producción de la mercancía”, incluirá materiales que son incorporados a una mercancía o material, como se definen en las Reglamentaciones Uniformes referentes a las Reglas de Origen del T-MEC.

Disposiciones Finales

1. Estas Reglamentaciones Uniformes aplicarán a partir de la fecha de entrada en vigor del Tratado.

2. Para los efectos de estas Reglamentaciones Uniformes, el término “Parte” o “Partes”, como se usa en estas reglamentaciones, se refiere a la “Parte” o “Partes” del Tratado entre los Estados Unidos Mexicanos, Estados Unidos de América y Canadá.

Anexo 1: Idioma de una Parte

Para los efectos de estas Reglamentaciones Uniformes el idioma de una Parte será, en el caso de:

- (a) Canadá, inglés o francés;
- (b) México, español; y
- (c) los Estados Unidos, inglés.

Anexo 2: Definición Específica por País para “Serie de Importaciones”

Para los efectos del Artículo 5.5 del Tratado, “serie de importaciones” significa, en el caso de:

(a) Canadá, dos o más importaciones de una mercancía contabilizadas por separado pero cubiertas por una factura comercial emitida por el vendedor de la mercancía al comprador de la misma;

(b) México, dos o más declaraciones aduaneras que cubran una mercancía que arribe o sea despachada el mismo día, y consignada a, o importada por cualquier persona, pero que se encuentra cubierta por una sola factura comercial; y

(c) los Estados Unidos, dos o más declaraciones aduaneras que cubran una mercancía que arribe el mismo día del mismo exportador y que sea consignada a la misma persona.

UNIFORM REGULATIONS REGARDING THE INTERPRETATION, APPLICATION, AND ADMINISTRATION OF CHAPTER 4 (RULES OF ORIGIN) AND RELATED PROVISIONS IN CHAPTER 6 (TEXTILE AND APPAREL GOODS) OF THE AGREEMENT BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA, THE UNITED MEXICAN STATES, AND CANADA.

PART I

SECTION 1. DEFINITIONS AND INTERPRETATIONS

(1) *Definitions.* The following definitions apply in these Regulations,

accessories, spare parts, tools, instructional or other information materials means goods that are delivered with a good, whether or not they are physically affixed to that good, and that are used for the transport, protection, maintenance or cleaning of the good, for instruction in the assembly, repair or use of that good, or as replacements for consumable or interchangeable parts of that good;

adjusted to exclude any costs incurred in the international shipment of the good means, with respect to the transaction value of a good, adjusted by

(a) deducting the following costs if those costs are included in the transaction value of the good:

- (i) the costs of transporting the good after it is shipped from the point of direct shipment,
- (ii) the costs of unloading, loading, handling and insurance that are associated with that transportation,

and

- (iii) the cost of packing materials and containers, and

(b) if those costs are not included in the transaction value of the good, adding

- (i) the costs of transporting the good from the place of production to the point of direct shipment,
- (ii) the costs of loading, unloading, handling and insurance that are associated with that transportation,

and

- (iii) the costs of loading the good for shipment at the point of direct shipment;

Agreement means the *United States – Mexico – Canada Agreement*;

applicable change in tariff classification means, with respect to a non-originating material used in the production of a good, a change in tariff classification specified in a rule established in Schedule I (PSRO Annex) for the tariff provision under which the good is classified;

aquaculture means the farming of aquatic organisms, including fish, molluscs, crustaceans, other aquatic invertebrates and aquatic plants from seed stock such as eggs, fry, fingerlings, or larvae, by intervention in the rearing or growth processes to enhance production such as regular stocking, feeding, or protection from predators;

costs incurred in packing means, with respect to a good or material, the value of the packing materials and containers in which the good or material is packed for shipment and the labor costs incurred in packing it for shipment, but does not include the costs of preparing and packaging it for retail sale;

Customs Valuation Agreement means the *Agreement on Implementation of Article VII of the General Agreement on Tariffs and Trade, set out in Annex 1A to the WTO Agreement*;

customs value means

- (a) in the case of Canada, value for duty as defined in the *Customs Act*, except that for the purpose of

determining that value the reference in section 55 of that Act to “in accordance with the regulations made under the *Currency Act*” is to be read as a reference to “in accordance with subsection 2(1) of the *CUSMA Rules of Origin Regulations*”,

(b) in the case of Mexico, the *valor en aduana* as determined in accordance with the *Ley Aduanera*, converted, if such value is not expressed in Mexican currency, to Mexican currency at the rate of exchange determined in accordance with subsection 2(1), and

(c) in the case of the United States, the value of imported merchandise as determined by the U.S. Customs and Border Protection in accordance with section 402 of the *Tariff Act of 1930*, as amended, converted, if that value is not expressed in United States currency, to United States currency at the rate of exchange determined in accordance with subsection 2(1);

days means calendar days, and includes Saturdays, Sundays and holidays;

direct labor costs means costs, including fringe benefits, that are associated with employees who are directly involved in the production of a good;

direct material costs means the value of materials, other than indirect materials and packing materials and containers, that are used in the production of a good;

direct overhead means costs, other than direct material costs and direct labor costs, that are directly associated with the production of a good;

enterprise means an entity constituted or organized under applicable law, whether or not for profit, and whether privately-owned or governmentally-owned or controlled, including a corporation, trust, partnership, sole proprietorship, joint venture, association or similar organization;

excluded costs means, with respect to net cost or total cost, sales promotion, marketing and after-sales service costs, royalties, shipping and packing costs and non-allowable interest costs;

fungible goods means goods that are interchangeable for commercial purposes with another good and the properties of which are essentially identical;

fungible materials means materials that are interchangeable with another material for commercial purposes and the properties of which are essentially identical;

Harmonized System means the *Harmonized Commodity Description and Coding System*, including its General Rules of Interpretation, Section Notes, Chapter Notes and Subheading Notes, as set out in

(a) in the case of Canada, the *Customs Tariff*,

(b) in the case of Mexico, the *Tarifa de la Ley de los Impuestos Generales de Importación y de Exportación*, and

(c) in the case of the United States, the *Harmonized Tariff Schedule of the United States*;

identical goods means, with respect to a good, including the valuation of a good, goods that

(a) are the same in all respects as that good, including physical characteristics, quality and reputation but excluding minor differences in appearance,

(b) were produced in the same country as that good, and

(c) were produced

(i) by the producer of that good, or

(ii) by another producer, if no goods that satisfy the requirements of paragraphs (a) and (b) were produced by the producer of that good;

identical materials means, with respect to a material, including the valuation of a material, materials that

- (a) are the same as that material in all respects, including physical characteristics, quality and reputation but excluding minor differences in appearance,
- (b) were produced in the same country as that material, and
- (c) were produced
 - (i) by the producer of that material, or
 - (ii) by another producer, if no materials that satisfy the requirements of paragraphs (a) and (b) were produced by the producer of that material;

incorporated means, with respect to the production of a good, a material that is physically incorporated into that good, and includes a material that is physically incorporated into another material before that material or any subsequently produced material is used in the production of the good;

indirect material means a material used or consumed in the production, testing or inspection of a good but not physically incorporated into the good, or a material used or consumed in the maintenance of buildings or the operation of equipment associated with the production of a good, including

- (a) fuel and energy,
- (b) tools, dies, and molds,
- (c) spare parts and materials used or consumed in the maintenance of equipment and buildings,
- (d) lubricants, greases, compounding materials and other materials used or consumed in production or used to operate equipment and buildings,
- (e) gloves, glasses, footwear, clothing, safety equipment, and supplies,
- (f) equipment, devices and supplies used or consumed for testing or inspecting the goods,
- (g) catalysts and solvents, and
- (h) any other material that is not incorporated into the good but if the use in the production of the good can reasonably be demonstrated to be part of that production;

interest costs means all costs paid or payable by a person to whom credit is, or is to be advanced, for the advancement of credit or the obligation to advance credit;

intermediate material means a material that is self-produced and used in the production of a good, and designated as an intermediate material under subsection 8(6);

location of the producer means,

- (a) the place where the producer uses a material in the production of the good; or
- (b) the warehouse or other receiving station where the producer receives materials for use in the production of the good, provided that it is located within a radius of 75 km (46.60 miles) from the production site;

material means a good that is used in the production of another good, and includes a part or ingredient;

month means a calendar month;

national means a natural person who is a citizen or permanent resident of a USMCA country, and includes

- (a) with respect to Mexico, a national or citizen according to Articles 30 and 34, respectively, of the Mexican Constitution, and

(b) with respect to the United States, a “national of the United States” as defined in the *Immigration and Nationality Act* on the date of entry into force of the Agreement;

net cost means total cost minus sales promotion, marketing and after-sales service costs, royalties, shipping and packing costs, and non-allowable interest costs that are included in the total cost;

net cost of a good means the net cost that can be reasonably allocated to a good using the method set out in subsection 7(3) (Regional Value Content);

net cost method means the method of calculating the regional value content of a good that is set out in subsection 7(3) (Regional Value Content);

non-allowable interest costs means interest costs incurred by a producer on the producer’s debt obligations that are more than 700 basis points above the interest rate issued by the federal government for comparable maturities of the country in which the producer is located;

non-originating good means a good that does not qualify as originating under these Regulations;

non-originating material means a material that does not qualify as originating under these Regulations;

originating good means a good that qualifies as originating under these Regulations;

originating material means a material that qualifies as originating under these Regulations;

packaging materials and containers means materials and containers in which a good is packaged for retail sale;

packing materials and containers means materials and containers that are used to protect a good during transportation, but does not include packaging materials and containers;

payments means, with respect to royalties and sales promotion, marketing and after-sales service costs, the costs expensed on the books of a producer, whether or not an actual payment is made;

person means a natural person or an enterprise;

person of a USMCA country means a national, or an enterprise constituted or organized under the laws of a USMCA country;

point of direct shipment means the location from which a producer of a good normally ships that good to the buyer of the good;

producer means a person who engages in the production of a good;

production means growing, cultivating, raising, mining, harvesting, fishing, trapping, hunting, capturing, breeding, extracting, manufacturing, processing, or assembling a good, or aquaculture;

reasonably allocate means to apportion in a manner appropriate to the circumstances;

recovered material means a material in the form of one or more individual parts that results from:

- (a) the disassembly of a used good into individual parts; and
- (b) the cleaning, inspecting, testing or other processing of those parts as necessary for improvement to sound working condition;

related person means a person related to another person on the basis that

- (a) they are officers or directors of one another's businesses,
- (b) they are legally recognized partners in business,
- (c) they are employer and employee,
- (d) any person directly or indirectly owns, controls or holds 25 percent or more of the outstanding voting stock or shares of each of them,
- (e) one of them directly or indirectly controls the other,
- (f) both of them are directly or indirectly controlled by a third person, or
- (g) they are members of the same family;

remanufactured good means a good classified in HS Chapters 84 through 90 or under heading 94.02 except goods classified under HS headings 84.18, 85.09, 85.10, and 85.16, 87.03 or subheadings 8414.51, 8450.11, 8450.12, 8508.11, and 8517.11, that is entirely or partially composed of recovered materials and:

- (a) has a similar life expectancy and performs the same as or similar to such a good when new; and
- (b) has a factory warranty similar to that applicable to such a good when new;

reusable scrap or by-product means waste and spoilage that is generated by the producer of a good and that is used in the production of a good or sold by that producer;

right to use, for the purposes of the definition of royalties, includes the right to sell or distribute a good;

royalties means payments of any kind, including payments under technical assistance or similar agreements, made as consideration for the use of, or right to use, a copyright, literary, artistic, or scientific work, patent, trademark, design, model, plan, or secret formula or process, excluding those payments under technical assistance or similar agreements that can be related to specific services such as

- (a) personnel training, without regard to where the training is performed, or
- (b) if performed in the territory of one or more of the USMCA countries, engineering, tooling, die-setting, software design and similar computer services, or other services;

sales promotion, marketing, and after-sales service costs means the following costs related to sales promotion, marketing and after-sales service:

- (a) sales and marketing promotion; media advertising; advertising and market research; promotional and demonstration materials; exhibits; sales conferences, trade shows and conventions; banners; marketing displays; free samples; sales, marketing and after-sales service literature (product brochures, catalogs, technical literature, price lists, service manuals, or sales aid information); establishment and protection of logos and trademarks; sponsorships; wholesale and retail restocking charges; or entertainment;
- (b) sales and marketing incentives; consumer, retailer or wholesaler rebates; or merchandise incentives;
- (c) salaries and wages, sales commissions, bonuses, benefits (for example, medical, insurance, or pension), travelling and living expenses, or membership and professional fees for sales promotion, marketing and after-sales service personnel;
- (d) recruiting and training of sales promotion, marketing and after-sales service personnel, and after-

- sales training of customers' employees, if those costs are identified separately for sales promotion, marketing and after-sales service of goods on the financial statements or cost accounts of the producer;
- (e) product liability insurance;
 - (f) office supplies for sales promotion, marketing and after-sales service of goods, if those costs are identified separately for sales promotion, marketing, and after-sales service of goods on the financial statements or cost accounts of the producer;
 - (g) telephone, mail and other communications, if those costs are identified separately for sales promotion, marketing, and after-sales service of goods on the financial statements or cost accounts of the producer;
 - (h) rent and depreciation of sales promotion, marketing, and after-sales service offices and distribution centers;
 - (i) property insurance premiums, taxes, cost of utilities, and repair and maintenance of sales promotion, marketing, and after-sales service offices and distribution centers, if those costs are identified separately for sales promotion, marketing and after-sales service of goods on the financial statements or cost accounts of the producer; and
 - (j) payments by the producer to other persons for warranty repairs;

self-produced material means a material that is produced by the producer of a good and used in the production of that good;

shipping and packing costs means the costs incurred in packing a good for shipment and shipping the good from the point of direct shipment to the buyer, excluding the costs of preparing and packaging the good for retail sale;

similar goods means, with respect to a good, goods that

- (a) although not alike in all respects to that good, have similar characteristics and component materials that enable the goods to perform the same functions and to be commercially interchangeable with that good,
- (b) were produced in the same country as that good, and
- (c) were produced
 - (i) by the producer of that good, or
 - (ii) by another producer, if no goods that satisfy the requirements of paragraphs (a) and (b) were produced by the producer of that good;

similar materials means, with respect to a material, materials that

- (a) although not alike in all respects to that material, have similar characteristics and component materials that enable the materials to perform the same functions and to be commercially interchangeable with that material,
- (b) were produced in the same country as that material, and
- (c) were produced
 - (i) by the producer of that material, or
 - (ii) by another producer, if no materials that satisfy the requirements of paragraphs (a) and (b) were produced by the producer of that material;

subject to a regional value content requirement means, with respect to a good, that the provisions of these Regulations that are applied to determine whether the good is an originating good include a regional value content requirement;

tariff provision means a heading, subheading or tariff item;

territory means:

(a) for Canada, the following zones or waters as determined by its domestic law and consistent with international law:

- (i) the land territory, air space, internal waters, and territorial sea of Canada,
- (ii) the exclusive economic zone of Canada, and
- (iii) the continental shelf of Canada;

(b) for Mexico,

(i) the land territory, including the states of the Federation and Mexico City,
(ii) the air space, and
(iii) the internal waters, territorial sea, and any areas beyond the territorial seas of Mexico within which Mexico may exercise sovereign rights and jurisdiction, as determined by its domestic law, consistent with the *United Nations Convention on the Law of the Sea*, done at Montego Bay on December 10, 1982; and

(c) for the United States,

- (i) the customs territory of the United States, which includes the 50 states, the District of Columbia, and Puerto Rico,
- (ii) the foreign trade zones located in the United States and Puerto Rico, and
- (iii) the territorial sea and air space of the United States and any area beyond the territorial sea within which, in accordance with customary international law as reflected in the *United Nations Convention on the Law of the Sea*, the United States may exercise sovereign rights or jurisdiction;

total cost means all product costs, period costs, and other costs incurred in the territory of one or more of the USMCA countries, where:

- (a) product costs are costs that are associated with the production of a good and include the value of materials, direct labor costs, and direct overheads;
- (b) period costs are costs, other than product costs, that are expensed in the period in which they are incurred, such as selling expenses and general and administrative expenses; and
- (c) other costs are all costs recorded on the books of the producer that are not product costs or period costs, such as interest;

Total cost does not include profits that are earned by the producer, regardless of whether they are retained by the producer or paid out to other persons as dividends, or taxes paid on those profits, including capital gains taxes;

transaction value means the customs value as determined in accordance with the Customs Valuation Agreement, that is, the price actually paid or payable for a good or material with respect to a transaction of the producer of the good, adjusted in accordance with the principles of Articles 8(1), 8(3), and 8(4) of the Customs Valuation Agreement, regardless of whether the good or material is sold for export;

transaction value method means the method of calculating the regional value content of a good that is set out in subsection 7(2) (Regional Value Content);

used means used or consumed in the production of a good;

USMCA country means a Party to the Agreement;

value means the value of a good or material for the purpose of calculating customs duties or for the purpose of applying these Regulations; and

verification of origin means a verification of origin of goods under

- (a) in the case of Canada, paragraph 42.1(1)(a) of the *Customs Act*,
- (b) in the case of Mexico, Article 5.9 of the Agreement, and
- (c) in the case of the United States, section 509 of the Tariff Act of 1930, as amended.

(2) *Interpretation: “similar goods” and “similar materials”*. For the purposes of the definitions of **similar goods** and **similar materials**, the quality of the goods or materials, their reputation and the existence of a trademark are among the factors to be considered for the purpose of determining whether goods or materials are similar.

(3) *Other definitions*. For the purposes of these Regulations,

- (a) **chapter**, unless otherwise indicated, refers to a chapter of the Harmonized System;
- (b) **heading** refers to any four-digit number set out in the “Heading” column in the Harmonized System, or the first four digits of any tariff provision;
- (c) **subheading** refers to any six-digit number, set out in the “H.S. Code” column in the Harmonized System or the first six digits of any tariff provision;
- (d) **tariff item** refers to the first eight digits in the tariff classification number under the Harmonized System as implemented by each USMCA country;
- (e) any reference to a tariff item in Chapter Four of the Agreement or these Regulations that includes letters is to be reflected as the appropriate eight-digit number in the Harmonized System as implemented in each USMCA country; and
- (f) **books** refers to,
 - (i) with respect to the books of a person who is located in a USMCA country,
 - (A) books and other documents that support the recording of revenues, expenses, costs, assets and liabilities and that are maintained in accordance with Generally Accepted Accounting Principles set out in the publications listed in Schedule X with respect to the territory of the USMCA country in which the person is located, and
 - (B) financial statements, including note disclosures, that are prepared in accordance with Generally Accepted Accounting Principles set out in the publications listed in Schedule X with respect to the territory of the USMCA country in which the person is located, and
 - (ii) with respect to the books of a person who is located outside the territories of the USMCA countries,
 - (A) books and other documents that support the recording of revenues, expenses, costs, assets and liabilities and that are maintained in accordance with generally accepted accounting principles applied in that location or, if there are no such principles, in accordance with the International Financial Reporting Standards, and
 - (B) financial statements, including note disclosures, that are prepared in accordance with generally accepted accounting principles applied in that location or, if there are no such principles, in accordance with the International Financial Reporting Standards.

(4) *Use of examples*. If an example, referred to as an “Example”, is set out in these Regulations, the example is for the purpose of illustrating the application of a provision, and if there is any inconsistency between the example and the provision, the provision prevails to the extent of the inconsistency.

(5) *References to domestic laws.* Except as otherwise provided, references in these Regulations to domestic laws of the USMCA countries apply to those laws as they are currently in effect and as they may be amended or superseded.

(6) *Calculation of Total Cost.* For the purposes of subsections 5(11), 7(11) and 8(8),

(a) total cost consists of all product costs, period costs and other costs that are recorded, except as otherwise provided in subparagraphs (b)(i) and (ii), on the books of the producer without regard to the location of the persons to whom payments with respect to those costs are made;

(b) in calculating total cost,

(i) the value of materials, other than intermediate materials, indirect materials and packing materials and containers, is the value determined in accordance with subsections 8(1) and 8(2),

(ii) the value of intermediate materials used in the production of the good or material with respect to which total cost is being calculated must be calculated in accordance with subsection 8(8),

(iii) the value of indirect materials and the value of packing materials and containers is to be the costs that are recorded on the books of the producer for those materials, and

(iv) product costs, period costs and other costs, other than costs referred to in subparagraphs (i) and (ii), is to be the costs thereof that are recorded on the books of the producer for those costs;

(c) total cost does not include profits that are earned by the producer, regardless of whether they are retained by the producer or paid out to other persons as dividends, or taxes paid on those profits, including capital gains taxes;

(d) gains related to currency conversion that are related to the production of the good must be deducted from total cost, and losses related to currency conversion that are related to the production of the good must be included in total cost;

(e) the value of materials with respect to which production is accumulated under section 9 must be determined in accordance with that section; and

(f) total cost includes the impact of inflation as recorded on the books of the producer, if recorded in accordance with the Generally Accepted Accounting Principles of the producer's country.

(7) *Period for the calculation of total cost.* For the purpose of calculating total cost under subsections 5(11) and 7(11) and 8(8),

(a) if the regional value content of the good is calculated on the basis of the net cost method and the producer has elected under subsection 7(15), 16(1) or (3) to calculate the regional value content over a period, the total cost must be calculated over that period; and

(b) in any other case, the producer may elect that the total cost be calculated over

(i) a one-month period,

(ii) any consecutive three-month or six-month period that falls within and is evenly divisible into the number of months of the producer's fiscal year remaining at the beginning of that period, or

(iii) the producer's fiscal year.

(8) *Election not modifiable.* An election made under subsection (7) may not be rescinded or modified with respect to the good or material, or the period, with respect to which the election is made.

(9) *Election considered made with respect to period.* If a producer chooses a one, three or six-month period under subsection (7) with respect to a good or material, the producer is considered to have chosen under that subsection a period or periods of the same duration for the remainder of the producer's fiscal year with respect to that good or material.

(10) *Election considered made with respect to cost.* With respect to a good exported to a USMCA country, an election to average is considered to have been made

(a) in the case of an election referred to in subsection 16(1) or (3), if the election is received by the customs administration of that USMCA country; and

(b) in the case of an election referred to in subsection 1(7), 7(15) or 16(10), if the customs administration of that USMCA country is informed in writing during the course of a verification of origin of the good that the election has been made.

SECTION 2. CONVERSION OF CURRENCY

2 (1) *Conversion of currency.* If the value of a good or a material is expressed in a currency other than the currency of the country where the producer of the good is located, that value must be converted to the currency of the country in which that producer is located, based on the following rates of exchange:

(a) in the case of the sale of that good or the purchase of that material, the rate of exchange used by the producer for the purpose of recording that sale or purchase, or

(b) in the case of a material that is acquired by the producer other than by a purchase,

(i) if the producer used a rate of exchange for the purpose of recording another transaction in that other currency that occurred within 30 days of the date on which the producer acquired the material, that rate, or

(ii) in any other case,

(A) with respect to a producer located in Canada, the rate of exchange referred to in section 5 of the *Currency Exchange for Customs Valuation Regulations* for the date on which the material was shipped directly to the producer,

(B) with respect to a producer located in Mexico, the rate of exchange published by the *Banco de Mexico* in the *Diario Oficial de la Federacion*, under the title “*TIPO de cambio para solventar obligaciones denominadas en moneda extranjera pagaderas en la Republica Mexicana*”, for the date on which the material was shipped directly to the producer, and

(C) with respect to a producer located in the United States, the rate of exchange referred to in 31 U.S.C. 5151 for the date on which the material was shipped directly to the producer.

(2) *Information in other currency in statement.* If a producer of a good has a statement referred to in section 9 that includes information in a currency other than the currency of the country in which that producer is located, the currency must be converted to the currency of the country in which the producer is located based on the following rates of exchange:

(a) if the material was purchased by the producer in the same currency as the currency in which the information in the statement is provided, the rate of exchange must be the rate used by the producer for the purpose of recording the purchase; or

(b) if the material was purchased by the producer in a currency other than the currency in which the information in the statement is provided,

(i) and the producer used a rate of exchange for the purpose of recording a transaction in that other currency that occurred within 30 days of the date on which the producer acquired the material, the rate of exchange must be that rate, or

(ii) in any other case,

(A) with respect to a producer located in Canada, the rate of exchange is the rate referred to in section 5 of the *Currency Exchange for Customs Valuation Regulations* for the date

- on which the material was shipped directly to the producer,
 - (B) with respect to a producer located in Mexico, the rate of exchange is the rate published by the *Banco de Mexico* in the *Diario Oficial de la Federacion*, under the title “*TIPO de cambio para solventar obligaciones denominadas en moneda extranjera pagaderas en la Republica Mexicana*”, for the date on which the material was shipped directly to the producer, and
 - (C) with respect to a producer located in the United States, the rate of exchange is the rate referred to in 31 U.S.C. 5151 for the date on which the material was shipped directly to the producer; and
- (c) if the material was acquired by the producer other than by a purchase,
- (i) if the producer used a rate of exchange for the purpose of recording a transaction in that other currency that occurred within 30 days of the date on which the producer acquired the material, the rate of exchange must be that rate, and
 - (ii) in any other case,
 - (A) with respect to a producer located in Canada, the rate of exchange must be the rate referred to in section 5 of the *Currency Exchange for Customs Valuation Regulations* for the date on which the material was shipped directly to the producer,
 - (B) with respect to a producer located in Mexico, the rate of exchange must be the rate published by the *Banco de Mexico* in the *Diario Oficial de la Federacion*, under the title “*TIPO de cambio para solventar obligaciones denominadas en moneda extranjera pagaderas en la Republica Mexicana*”, for the date on which the material was shipped directly to the producer, and
 - (C) with respect to a producer located in the United States, the rate of exchange must be the rate referred to in 31 U.S.C. 5151 for the date on which the material was shipped directly to the producer.

PART II

SECTION 3. ORIGINATING GOODS

3(1) *Wholly obtained or produced goods.* A good is originating in the territory of a USMCA country if the good satisfies all other applicable requirements of these Regulations and is:

- (a) a mineral good or other naturally occurring substance extracted in or taken from the territory of one or more of the USMCA countries;
- (b) a plant, plant good, vegetable, or fungus, grown, harvested, picked, or gathered in the territory of one or more of the USMCA countries;
- (c) a live animal born and raised in the territory of one or more of the USMCA countries;
- (d) a good obtained from a live animal in the territory of one or more of the USMCA countries;
- (e) an animal obtained from hunting, trapping, fishing, gathering or capturing in the territory of one or more of the USMCA countries;
- (f) a good obtained from aquaculture in the territory of one or more of the USMCA countries;
- (g) fish, shellfish or other marine life taken from the sea, seabed or subsoil outside the territories of the USMCA countries and, under international law, outside the territorial sea of non- USMCA countries, by vessels that are registered, listed, or recorded with a USMCA country and entitled to fly the flag of that USMCA country;
- (h) a good produced from goods referred to in paragraph (g) on board a factory ship where the factory ship is registered, listed, or recorded with a USMCA country and entitled to fly the flag of that USMCA

country;

(i) a good, other than fish, shellfish or other marine life, taken by a USMCA country or a person of a USMCA country from the seabed or subsoil outside the territories of the USMCA countries, if that USMCA country has the right to exploit that seabed or subsoil;

(j) waste and scrap derived from:

(i) production in the territory of one or more of the USMCA countries, or

(ii) used goods collected in the territory of one or more of the USMCA countries, provided the goods are fit only for the recovery of raw materials; or

(k) a good produced in the territory of one or more of the USMCA countries, exclusively from a good referred to in any of paragraphs (a) through (j), or from their derivatives, at any stage of production.

(2) *Goods produced from non-originating materials.* A good, produced entirely in the territory of one or more of the USMCA countries, is originating in the territory of a USMCA country if each of the non-originating materials used in the production of the good satisfies all applicable requirements of Schedule I (PSRO Annex), and the good satisfies all other applicable requirements of these Regulations.

(3) *Goods produced exclusively from originating materials.* A good is originating in the territory of a USMCA country if the good is produced entirely in the territory of one or more of the USMCA countries exclusively from originating materials and the good satisfies all other applicable requirements of these Regulations.

(4) *Exceptions to the change in tariff classification requirement.* Except in the case of a good of any of Chapters 61 through 63, a good is originating in the territory of a USMCA country if:

(a) one or more of the non-originating materials used in the production of that good cannot satisfy the change in tariff classification requirements set out in Schedule I (PSRO Annex) because both the good and its materials are classified in the same subheading or same heading that is not further subdivided into subheadings, and,

(i) the good is produced entirely in the territory of one or more of the USMCA countries;

(ii) the regional value content of the good, calculated in accordance with section 7 (Regional Value Content), is not less than 60 percent if the transaction value method is used, or not less than 50 percent if the net cost method is used; and

(iii) the good satisfies all other applicable requirements of these Regulations; or

(b) it was imported into the territory of a USMCA country in an unassembled or a disassembled form but classified as an assembled good in accordance with rule 2(a) of the General Rules of Interpretation for the Harmonized System, and,

(i) the good is produced entirely in the territory of one or more of the USMCA countries;

(ii) the regional value content of the good, calculated in accordance with section 7 (Regional Value Content), is not less than 60 percent if the transaction value method is used, or not less than 50 percent if the net cost method is used; and

(iii) the good satisfies all other applicable requirements of these Regulations.

(5) *Interpretation of goods and parts of goods.* For the purposes of paragraph (4)(a),

(a) the determination of whether a heading or subheading provides for a good and its parts is to be made on the basis of the nomenclature of the heading or subheading and the relevant Section or Chapter Notes, in accordance with the General Rules for the Interpretation of the Harmonized System; and

(b) if, in accordance with the Harmonized System, a heading includes parts of goods by application of a Section Note or Chapter Note of the Harmonized System and the subheadings under that heading do not include a subheading designated "Parts", a subheading designated "Other" under that heading is to be

considered to cover only the goods and parts of the goods that are themselves classified under that subheading.

(6) *Requirement to meet one rule.* For the purposes of subsection (2), if Schedule I (PSRO Annex) sets out two or more alternative rules for the tariff provision under which a good is classified, if the good satisfies the requirements of one of those rules, it need not satisfy the requirements of another of the rules in order to qualify as an originating good.

(7) *Special rule for certain goods.* A good is originating in the territory of a USMCA country if the good is referred to in Schedule II and is imported from the territory of a USMCA country.

(8) *Self-produced material considered as a material.* For the purpose of determining whether non-originating materials undergo an applicable change in tariff classification, a self-produced material may, at the choice of the producer of that material, be considered as a material used in the production of a good into which the self-produced material is incorporated.

(9) *Each of the following examples is an “Example” as referred to in subsection 1(4).*

Example 1: Subsection 3(2) Regarding the ‘component that determines the tariff classification’ of a textile or apparel good

Producer A, located in a USMCA country, produces women’s wool overcoats of subheading 6202.11 from two different fabrics, one for the body and another for the sleeves. Both fabrics are produced using originating and non-originating materials. The overcoat’s body is made of woven wool and silk fabric, and the sleeves are made of knit cotton fabric.

For the purpose of determining if the women’s wool overcoats are originating goods, Producer A must take into account Note 2 of Chapter 62 of Schedule I, which indicates that the applicable rule will apply only to the component that determines the tariff classification of the good and that the component must satisfy the tariff change requirements set out in the rule for that good.

The woven fabric (80% wool and 20% silk) used for the body is the component of the women’s wool overcoat that determines its tariff classification under subheading 6202.11, because it constitutes the predominant material by weight and makes up the largest surface area of the overcoat. This fabric is made by Producer A from originating wool yarn classified in heading 51.06 and non-originating silk yarn classified in heading 50.04.

Since the knit cotton fabric used in the sleeves is not the component that determines the tariff classification of the good, it does not need to meet the requirements set out in the rule for the good.

Producer A must determine whether the non-originating materials used in the production of the component that determines the tariff classification of the women’s wool overcoats (the woven fabric) satisfy the requirements established in the product-specific rule of origin, which requires both a change in tariff classification from any other chapter, except from some headings and chapters under which certain yarns and fabrics are classified, and a requirement that the good be cut (or knit to shape) and sewn or otherwise assembled in the territory of one or more of the USMCA countries. The non-originating silk yarn of heading 50.04 used by Producer A satisfies the change in tariff classification requirement, since heading 50.04 is not excluded under the product-specific rule of origin. Additionally, the overcoats are cut and sewn in the territory of one of the USMCA countries, and therefore the women’s wool overcoats would be considered to be originating goods.

Example 2: (subsection 3(2))

Producer A, located in a USMCA country, produces T-shirts of subheading 6109.10 from knit cotton and polyester fabric (60% cotton and 40% polyester), which is also produced by Producer A using originating cotton yarn of heading 52.05 and polyester yarn made of non-originating filaments of heading 54.02.

As the t-shirt is made of a single fabric and classified under GRI 1 in subheading 6109.10, this fabric is the component that determines tariff classification. Therefore, to be considered originating by application of the tariff-shift rule for subheading 6109.10, each of the non-originating materials used in the production of the t-shirt must undergo the required change in tariff classification.

In this case, the non-originating polyester filaments of heading 54.02 used in the production of the T-shirts do not satisfy the change in tariff classification set out in the product-specific rule of origin. In addition, the weight of the non-originating polyester is over the “de minimis” allowance. Therefore, the T-shirts do not qualify as originating goods.

Example 3: (subsection 3(2)) - Note 2 contained in Section XI – Textiles and Textile Articles (Chapter 50 - 63)

Producer A, located in a USMCA country, produces fabrics of subheading 5211.42 from originating cotton and polyester yarns, and non-originating rayon filament. For the purpose of determining if the fabrics are originating goods, Producer A must consider Note 2 of Section XI of Schedule I, which indicates a good of Chapter 50 through 63 is considered as originating, regardless of whether the rayon filaments used in its production are non-originating materials, provided that the good meets the requirements of the applicable product-specific rule of origin.

With the exception of the rayon filaments of heading 54.03, that Note 2 of Section XI of Schedule I (PSRO Annex) allows, all of the materials used in the production of the fabrics are originating materials, and since General Interpretative Note (d) of Schedule I (PSRO Annex) provides that a change in tariff classification of a product-specific rule of origin applies only to non-originating materials, the fabrics are considered to be originating goods.

Example 4: subsection 3(2) Note 2 and 5 of Chapter 62 regarding the interpretation of the component that determines the tariff classification and the requirement for pockets.

Producer A, located in a USMCA country, produces men’s suits classified in subheading 6203.12, which are made of three fabrics: a non-originating fabric of subheading 5407.61 used to make a visible lining, an originating fabric of 5514.41 used to make the outer part of the suit and a non-originating fabric of subheading 5513.21 used to make pocket bags.

For the purpose of determining if the men’s suits are originating goods, Producer A should take into account Note 2 of Chapter 62 of Schedule I, which indicates that the applicable rule will only apply to the component that determines the tariff classification of the good and that the component must satisfy the tariff change requirements set out in the rule for that good.

The originating fabric used to make the outer part of the suit is the component of the suit that determines the tariff classification under subheading 6203.12, because it constitutes the predominant material by weight and is the largest surface area of the suit. The origin of the fabric used as visible lining is disregarded for the purpose

of determining whether the suit is an originating good since that fabric is not considered the component that determines the tariff classification, and there are no Chapter notes related to visible lining for apparel goods.

Additionally, Producer A uses a non-originating fabric of subheading 5513.21 for the pocket bags of the suits, so it should take into account the second paragraph of Note 5 of Chapter 62 of Schedule I, which requires that the pocket bag fabric must be formed and finished in the territory of one or more USMCA countries from yarn wholly formed in one or more USMCA countries.

In this case, for the production of men's suits, Producer A uses non-originating fabric for the pockets, and such fabric was not formed and finished in the territory of one or more Parties, therefore the suits would be considered to be non-originating goods.

Example 5 (subsection 3(7)): A wholesaler located in USMCA Country A imports non-originating storage units provided for in subheading 8471.70 from outside the territory of the USMCA countries. The wholesaler resells the storage units to a buyer in USMCA Country B. While in the territory of Country A, the storage units do not undergo any production and therefore do not meet the rule in Schedule I (PSRO Annex) for goods of subheading 8471.70 when imported into the territory of USMCA Country B.

Notwithstanding the rule in Schedule I, the storage units of subheading 8471.70 are considered originating goods when they are imported to the territory of USMCA Country B because they are referred to in Schedule II and were imported from the territory of another USMCA country.

The buyer in USMCA Country B subsequently uses the storage units provided for in subheading 8471.70 as a material in the production of another good. For the purpose of determining whether the other good originates, the buyer in USMCA Country B may treat the storage units of subheading 8471.70 as originating materials.

Example 6: subsection 3(8), Self-produced Materials as Materials for the purpose of Determining Whether Non-originating Materials Undergo an Applicable Change in Tariff Classification

Producer A, located in a USMCA country, produces Good A. In the production process, Producer A uses originating Material X and non-originating Material Y to produce Material Z. Material Z is a self-produced material that will be used to produce Good A.

The rule set out in Schedule I (PSRO Annex) for the heading under which Good A is classified specifies a change in tariff classification from any other heading. In this case, both Good A and the non-originating Material Y are of the same heading. However, the self-produced Material Z is of a heading different than that of Good A.

For the purpose of determining whether the non-originating materials that are used in the production of Good A undergo the applicable change in tariff classification, Producer A has the option to consider the self-produced Material Z as the material that must undergo a change in tariff classification. As Material Z is of a heading different than that of Good A, Material Z satisfies the applicable change in tariff classification and Good A would qualify as an originating good.

SECTION 4. TREATMENT OF RECOVERED MATERIALS USED IN THE PRODUCTION OF A REMANUFACTURED GOOD

4(1) *Treatment of recovered materials used in the production of remanufactured goods.* A recovered material derived in the territory of one or more of the USMCA countries, will be treated as originating, provided that:

- (a) It is the result of a disassembly process of a used good into individual parts;
 - (b) It has undergone certain processing, such as cleaning, inspection, testing or other improvement processing, to sound working condition; and
 - (c) It is used in the production of, and incorporated into, a remanufactured good.
- (2) *Recovered material not used in remanufactured good.* In the case that the recovered material is not used or incorporated in the production of a remanufactured good, it is originating only if it satisfies the requirements established in Section 3, and satisfies all other applicable requirements in these Regulations.
- (3) *Requirements of Schedule I (PSRO Annex).* A remanufactured good is originating in the territory of a USMCA country only if it satisfies the applicable requirements established in Schedule I (PSRO Annex) , and satisfies all other applicable requirements in these Regulations.
- (4) Each of the following examples is an “Example” as referred to in subsection 1(4)

Example 1: (section 4)

In July 2023, Producer A located in a USMCA country manufactures water pumps of subheading 8413.30 for use in automotive engines. In addition to selling new water pumps, Producer A also sells water pumps that incorporate used parts.

To obtain the used parts, Producer A disassembles used water pumps in a USMCA country and cleans, inspects, and tests the individual parts. Accordingly, these parts qualify as recovered materials.

The water pumps that Producer A manufactures incorporate the recovered materials, have the same life expectancy and performance as new water pumps, and are sold with a warranty that is similar to the warranty for new water pumps. The water pumps therefore qualify as remanufactured goods, and the recovered materials are treated as originating materials when determining whether the good qualifies as an originating good.

In this case, because the water pumps are for use in an automotive good, the provisions of Part VI apply. Because the water pump is a part listed in Table B, the RVC required is 70% under the net cost method or 80% under the transaction value method.

The producer chooses to calculate the RVC using net cost as follows:

*Water pump net cost = \$ 1,000
 Value of recovered materials = \$ 600
 Value other originating materials = \$ 20
 Value of non-originating materials = \$ 280*

$$RVC = (NC - VNM) / NC \times 100$$

$$RVC = (1,000 - 280) / 1,000 \times 100 = 72\%$$

The remanufactured water pumps are originating goods because their regional value content exceeds the 70% requirement by net cost method.

Example 2: section 4

Producer A located in a USMCA country, uses recovered materials derived in the territory of a USMCA country in the production of self-propelled “bulldozers” classified in subheading 8429.11.

In the production of the bulldozers, Producer A uses recovered engines, classified in heading 84.07. The engines are recovered materials because they are disassembled from used bulldozers in a USMCA country and then subject to cleaning, inspecting and technical tests to verify their sound working condition.

In addition to the recovered materials, other non-originating materials, classified in subheading 8413.91, are also used in the production of the bulldozers.

Producer A’s bulldozers are considered a “remanufactured good” because they are classified in a tariff provision set out in the definition of a remanufactured good, are partially composed of recovered materials, have a similar life expectancy and perform the same as or similar to new self-propelled bulldozers, and have a factory warranty similar to new self-propelled bulldozers.

Once the recovered engines are used in the production of, and incorporated into, the remanufactured bulldozers, the recovered engines would be treated considered as originating materials for the purpose of determining if the remanufactured bulldozers are originating.

The rule of origin set out in in Schedule I (PSRO Annex) for subheading 8429.11 specifies a change in tariff classification from any other subheading.

In this case, because the recovered engines are treated as originating materials, and the non-originating materials, classified in subheading 8413.91, satisfy the requirements set out in Schedule I, the remanufactured bulldozers are originating goods.

SECTION 5. DE MINIMIS

5(1) *De minimis* rule for non-originating materials. Except as otherwise provided in subsection (3) (Exceptions), a good is originating in the territory of a USMCA country if

- (a) the value of all non-originating materials that are used in the production of the good and that do not undergo an applicable change in tariff classification as a result of production occurring entirely in the territory of one or more of the USMCA countries is not more than ten percent
 - (i) of the transaction value of the good, determined in accordance with Schedule III (Value of Goods), and adjusted to exclude any costs incurred in the international shipment of the good, or
 - (ii) of the total cost of the good;
- (b) if the good is also subject to a regional content requirement under the rule in which the applicable change in tariff classification is specified, the value of those non-originating materials is to be taken into account in calculating the regional value content of the good in accordance with the method set out for that good; and
- (c) the good satisfies all other applicable requirements of these Regulations.

(2) *Only one rule to satisfy.* If Schedule I (PSRO Annex) sets out two or more alternative rules for the tariff provision under which the good is classified, and the good is considered an originating good under one of those rules in accordance with subsection (1), it need not satisfy the requirements of any alternative rule to be originating.

- (3) *Exceptions.* Subsections (1) and (2) do not apply to:
- (a) a non-originating material of heading 04.01 through 04.06, or a non-originating material that is a dairy preparation containing over 10 percent by dry weight of milk solids of subheading 1901.90 or 2106.90, used in the production of a good of heading 04.01 through 04.06;
 - (b) a non-originating material of heading 04.01 through 04.06, or a non-originating material that is a dairy preparation containing over 10 percent by dry weight of milk solids of subheading 1901.90 or 2106.90, used in the production of a good of:
 - (i) infant preparations containing over 10 percent by dry weight of milk solids of subheading 1901.10,
 - (ii) mixes and doughs, containing over 25 percent by dry weight of butterfat, not put up for retail sale of subheading 1901.20,
 - (iii) dairy preparations containing over 10 percent by dry weight of milk solids of subheading 1901.90 or 2106.90,
 - (iv) goods of heading 21.05,
 - (v) beverages containing milk of subheading 2202.90, or
 - (vi) animal feeds containing over 10 percent by dry weight of milk solids of subheading 2309.90;
 - (c) a non-originating material of any of heading 08.05 and subheadings 2009.11 through 2009.39 that is used in the production of a good of any of subheadings 2009.11 through 2009.39 or a fruit or vegetable juice of any single fruit or vegetable, fortified with minerals or vitamins, concentrated or unconcentrated, of subheading 2106.90 or 2202.90;
 - (d) a non-originating material of Chapter 9 that is used in the production of instant coffee, not flavored, of subheading 2101.11;
 - (e) a non-originating material of Chapter 15 that is used in the production of a good of any of headings 15.01 through 15.08, 15.12, 15.14 or 15.15;
 - (f) a non-originating material of heading 17.01 that is used in the production of a good of any of headings 17.01 through 17.03;
 - (g) a non-originating material of Chapter 17 or heading 18.05 that is used in the production of a good of subheading 1806.10;
 - (h) a non-originating material that is pears, peaches or apricots of Chapter 8 or 20 that is used in the production of a good of heading 20.08;
 - (i) a non-originating material that is a single juice ingredient of heading 20.09 that is used in the production of a good of any of subheading 2009.90, or tariff item 2106.90.cc or 2202.90.bb;
 - (j) a non-originating material of heading 22.03 through 22.08 that used in the production of a good provided for in any of heading 22.07 or 22.08;
 - (k) a non-originating material that is used in the production of a good of any of Chapters 1 through 27, unless the non-originating material is of a different subheading than the good for which origin is being determined under this section; or
 - (l) a non-originating material that is used in the production of a good of any of Chapters 50 through 63.

(4) *De minimis rule for regional value content requirement.* A good that is subject to a regional value content requirement is originating in the territory of a USMCA country and is not required to satisfy that requirement if

- (a) the value of all non-originating materials used in the production of the good is not more than ten per cent
 - (i) of the transaction value of the good, determined in accordance with Schedule III (Value of the Good), and adjusted to exclude any costs incurred in the international shipment of the good, or
 - (ii) of the total cost of the good, and
- (b) the good satisfies all other applicable requirements of these Regulations.

(5) *Value of non-originating materials for subsections (1) and (4).* For the purposes of subsections (1) and (4),

the value of non-originating materials is to be determined in accordance with subsections 8(1) through (6).

(6) *De minimis rule for textile goods.* A good of any of Chapters 50 through 60 or heading 96.19, that contains non-originating materials that do not satisfy the applicable change in tariff classification requirements, will be considered originating in the territory of a USMCA country if:

- (a) the total weight of all those non-originating materials is not more than ten per cent of the total weight of the good, of which the total weight of elastomeric content may not exceed seven per cent of the total weight of the good; and
- (b) the good satisfies all other applicable requirements of these Regulations.

(7) A good of any of Chapters 61 through 63, that contains non-originating fibers or yarns in the component of the good that determines the tariff classification that do not undergo the applicable change in tariff classification requirements, will be considered originating in the territory of a USMCA country if:

- (a) the total weight of all those non-originating materials is not more than ten per cent of the total weight of that component, of which the elastomeric content may not exceed seven per cent; and
- (b) the good satisfies all other applicable requirements of these Regulations.

(8) For purposes of subsection (7),

- (a) the component of a good that determines the tariff classification of that good is identified in accordance with the first of the following General Rules for the Interpretation of the Harmonized System under which the identification can be determined, namely, Rule 3(b), Rule 3(c) and Rule 4; and
- (b) if the component of the good that determines the tariff classification of the good is a blend of two or more yarns or fibers, all yarns and fibers used in the production of the component must be taken into account in determining the weight of fibers and yarns in that component.

(9) For the purpose of determining if a good of Chapter 61 through 63 is originating, the requirements set out in Schedule I (PSRO Annex) only apply to the component that determines the tariff classification of the good. Materials that are not part of the component that determines the tariff classification of the good are disregarded when determining if a good is originating. Similarly, for the purposes of Section 5 as applicable to a good of Chapters 61 through 63, only the materials used in the component that determines the tariff classification are taken into account in the de minimis calculation.

(10) Subsection (6) does not apply to sewing thread, narrow elastic bands, and pocket bag fabric subject to the requirements set out in Chapter 61 Notes 2 through 4, Chapter 62 Notes 3 through 5 or for coated fabric as set out in Chapter 63 Note 2 in Schedule I (PSRO Annex).

(11) *Calculation of "Total Cost", choice of methods.* For the purposes of paragraph (1)(a)(ii) and subparagraph (4)(a)(ii), the total cost of a good is, at the choice of the producer of the good,

- (a) the total cost incurred with respect to all goods produced by the producer that can be reasonably allocated to that good in accordance with Schedule V; or
- (b) the aggregate of each cost that forms part of the total cost incurred with respect to that good that can be reasonably allocated to that good in accordance with Schedule V.

(12) *Calculation of total cost.* Total cost under subsection (11) consists of the costs referred to in subsection 1(6), and is calculated in accordance with that subsection and subsection 1(7).

(13) *Value of non-originating materials – other methods.* For the purpose of determining the value under subsection (1) of non-originating materials that do not undergo an applicable change in tariff classification, if

an inventory management method either recognized in the Generally Accepted Accounting Principles (GAAP) of the USMCA country where the production was performed or a method set out in Schedule VIII, is not being used to determine the value of those non-originating materials, the following methods are to be used:

- (a) if the value of those non-originating materials is being determined as a percentage of the transaction value of the good and the producer chooses under subsection 7(10) to use one of the methods recognized in the GAAP of the USMCA country where the material was produced, or a method set out in Schedule VII to determine the value of those non-originating materials for the purpose of calculating the regional value content of the good, the value of those non-originating materials must be determined in accordance with that method;
- (b) if the following conditions are met and if the value of those non-originating materials is equal to the sum of the values of non-originating materials, determined in accordance with the election under subparagraph (iv), divided by the number of units of the goods with respect to which the election is made
 - (i) the value of those non-originating materials is being determined as a percentage of the total cost of the good,
 - (ii) under the rule in which the applicable change in tariff classification is specified, the good is also subject to a regional value content requirement and paragraph (5)(a) does not apply with respect to that good,
 - (iii) the regional value content of the good is calculated on the basis of the net cost method, and
 - (iv) the producer elects under subsection 7(15), 16(1) or (10) that the regional value content of the good be calculated over a period;
- (c) if the conditions below are met the value of those non-originating materials is the sum of the values of non-originating materials divided by the number of units produced during the period under subparagraph (iii):
 - (i) the value of those non-originating materials is being determined as a percentage of the total cost of the good,
 - (ii) under the rule in which the applicable change in tariff classification is specified, the good is not also subject to a regional value content requirement or paragraph (6)(a) applies with respect to that good, and
 - (iii) the producer elects under paragraph 1(7)(b) that, for the purposes of subsection 5(11), the total cost of the good be calculated over a period; and
- (d) in any other case, the value of those non-originating materials may, at the choice of the producer, be determined in accordance with an inventory management method recognized in the GAAP of the USMCA country where the production was performed or one of the methods set out in Schedule VII.

(14) *Value of non-originating materials – production of the good.* For the purposes of subsection (4), the value of the non-originating materials used in the production of the good may, at the choice of the producer, be determined in accordance with an inventory management method recognized in the GAAP of the USMCA country where the production was performed or one of the methods set out in Schedule VII

(15) *Examples illustrating de minimis rules.* Each of the following examples is an “Example” as referred to in subsection 1(4).

Example 1: subsection 5(1)

Producer A, located in a USMCA country, uses originating materials and non-originating materials in the production of aluminum powder of heading 76.03. The product-specific rule of origin set out in Schedule I (PSRO Annex) for heading 76.03 specifies a change in tariff classification from any other chapter. There is no applicable regional value content requirement for this heading. Therefore, in order for the aluminum powder to qualify as an originating good under the rule set out in Schedule I, Producer A may not use any non-

originating material of Chapter 76 in the production of the aluminum powder.

All of the materials used in the production of the aluminum powder are originating materials, with the exception of a small amount of aluminum scrap of heading 76.02, that is in the same chapter as the aluminum powder. Under subsection 5(1), if the value of the non-originating aluminum scrap does not exceed ten per cent of the transaction value of the aluminum powder or the total cost of the aluminum powder, whichever is applicable, the aluminum powder would be considered an originating good.

Example 2: subsection 5(2)

Producer A, located in a USMCA country, uses originating materials and non-originating materials in the production of fans of subheading 8414.59. There are two alternative rules set out in Schedule I (PSRO Annex) for subheading 8414.59, one of which specifies a change in tariff classification from any other heading. The other rule specifies both a change in tariff classification from the subheading under which parts of the fans are classified and a regional value content requirement. In order for the fan to qualify as an originating good under the first of the alternative rules, all of the materials that are classified under the subheading for parts of fans and used in the production of the completed fan must be originating materials.

In this case, all of the non-originating materials used in the production of the fan satisfy the change in tariff classification set out in the rule that specifies a change in tariff classification from any other heading, with the exception of one non-originating material that is classified under the subheading for parts of fans. Under subsection 5(1), if the value of the non-originating material that does not satisfy the change in tariff classification specified in the first rule does not exceed ten per cent of the transaction value of the fan or the total cost of the fan, whichever is applicable, the fan would be considered an originating good. Therefore, under subsection 5(2), the fan would not be required to satisfy the alternative rule that specifies both a change in tariff classification and a regional value content requirement.

Example 3: subsection 5(2)

Producer A, located in a USMCA country, uses originating materials and non-originating materials in the production of copper anodes of heading 74.02. The product-specific rule of origin set out in Schedule I (PSRO Annex) for heading 74.02 specifies both a change in tariff classification from any other heading, except from heading 74.04, under which certain copper materials are classified, and a regional value content requirement. With respect to that part of the rule that specifies a change in tariff classification, in order for the copper anode to qualify as an originating good, any copper materials that are classified under heading 74.02 or 74.04 and that are used in the production of the copper anode must be originating materials.

In this case, all of the non-originating materials used in the production of the copper anode satisfy the specified change in tariff classification, with the exception of a small amount of copper materials classified under heading 74.04. Subsection 5(1) provides that the copper anode can be considered an originating good if the value of the non-originating copper materials that do not satisfy the specified change in tariff classification does not exceed ten per cent of the transaction value of the copper anode or the total cost of the copper anode, whichever is applicable. In this case, the value of those non-originating materials that do not satisfy the specified change in tariff classification does not exceed the ten per cent limit.

However, the rule set out in Schedule I (PSRO Annex) for heading 74.02 specifies both a change in tariff classification and a regional value content requirement. Under paragraph 5(1)(b), in order to be considered an originating good, the copper anode must also, except as otherwise provided in subsection 5(4), satisfy the

regional value content requirement specified in that rule. As provided in paragraph 5(1)(b), the value of the non-originating materials that do not satisfy the specified change in tariff classification, together with the value of all other non-originating materials used in the production of the copper anode, will be taken into account in calculating the regional value content of the copper anode.

Example 4: subsection 5(4)

Producer A, located in a USMCA country, primarily uses originating materials in the production of shoes of heading 64.05. The product-specific rule of origin set out in Schedule I (PSRO Annex) for heading 64.05 specifies both a change in tariff classification from any heading other than headings 64.01 through 64.05 or subheading 6406.10 and a regional value content requirement.

With the exception of a small amount of materials of Chapter 39, all of the materials used in the production of the shoes are originating materials.

Under subsection 5(4), if the value of all of the non-originating materials used in the production of the shoes does not exceed ten per cent of the transaction value of the shoes or the total cost of the shoes, whichever is applicable, the shoes are not required to satisfy the regional value content requirement specified in the rule set out in Schedule I (PSRO Annex) in order to be considered originating goods.

Example 5: subsection 5(4)

Producer A, located in a USMCA country, produces barbers' chairs of subheading 9402.10. The product-specific rule of origin set out in Schedule I (PSRO Annex) for goods of subheading 9402.10 specifies a change in tariff classification from any other subheading. All of the materials used in the production of these chairs are originating materials, with the exception of a small quantity of non-originating materials that are classified as parts of barbers' chairs. These parts undergo no change in tariff classification because subheading 9402.10 provides for both barbers' chairs and their parts.

Although Producer A's barbers' chairs do not qualify as originating goods under the rule set out in Schedule I, paragraph 3(4)(a) provides, among other things, that, if there is no change in tariff classification from the non-originating materials to the goods because the subheading under which the goods are classified provides for both the goods and their parts, the goods will qualify as originating goods if they satisfy a specified regional value content requirement.

However, under subsection 5(4), if the value of the non-originating materials does not exceed ten per cent of the transaction value of the barbers' chairs or the total cost of the barbers' chairs, whichever is applicable, the barbers' chairs will be considered originating goods and are not required to satisfy the regional value content requirement set out in subparagraph 3(4)(a)(ii).

Example 6: Subsection 5(6):

Producer A, located in a USMCA country, manufactures an infant diaper, classified in heading 96.19, consisting of an outer shell of 94 percent nylon and 6 percent elastomeric fabric, by weight, and a terry knit cotton absorbent crotch. All materials used are produced in a USMCA country, except for the elastomeric fabric, which is from a non-USMCA country. The elastomeric fabric is only 6 percent of the total weight of the diaper. The product otherwise satisfies all other applicable requirements of these Regulations. Therefore, the product is considered originating from a USMCA country as per subsection (6).

Example 7: subsections 5(6)

Producer A, located in a USMCA country, produces cotton fabric of subheading 5209.11 from cotton yarn of subheading 5205.11. This cotton yarn is also produced by Producer A.

The product-specific rule of origin set out in Schedule I (PSRO Annex) for subheading 5209.11, under which the fabric is classified, specifies a change in tariff classification from any other heading outside 52.08 through 52.12, except from certain headings under which certain yarns are classified, including cotton yarn of subheading 5205.11.

Therefore, with respect to that part of the rule that specifies a change in tariff classification, in order for the fabric to qualify as an originating good, the cotton yarn that is used by Producer A in the production of the fabric must be an originating material.

At one point Producer A uses a small quantity of non-originating cotton yarn in the production of the cotton fabric. Under subsection 5(6), if the total weight of the non-originating cotton yarn does not exceed ten per cent of the total weight of the cotton fabric, it would be considered an originating good.

Example 8: subsections 5(7) and (8)

Producer A, located in a USMCA country, produces women's dresses of subheading 6204.41 from fine wool fabric of heading 51.12. This fine wool fabric, also produced by Producer A, is the component of the dress that determines its tariff classification under subheading 6204.41.

The product-specific rule of origin set out in Schedule I (PSRO Annex) for subheading 6204.41, under which the dress is classified, specifies both a change in tariff classification from any other chapter, except from those headings and chapters under which certain yarns and fabrics, including combed wool yarn and wool fabric, are classified, and a requirement that the good be cut and sewn or otherwise assembled in the territory of one or more of the USMCA countries. In addition, narrow elastics classified in subheading 5806.20 or heading 60.02 and sewing thread classified in heading 52.04, 54.01 or 55.08 or yarn classified in heading 54.02 that is used as sewing thread, must be formed and finished in the territory of one or more of the USMCA countries for the dress to be originating. Furthermore, if the dress has a pocket, the pocket bag fabric must be formed and finished in the territory of one or more of the USMCA countries for the dress to be originating.

Therefore, with respect to that part of the rule that specifies a change in tariff classification, in order for the dress to qualify as an originating good, the combed wool yarn and the fine wool fabric made therefrom that are used by Producer A in the production of the dress must be originating materials. In addition, the sewing thread, narrow elastics and pocket bags that are used by Producer A in the production of the dress must also be formed and finished in the territory of one or more of the USMCA countries.

At one point Producer A uses a small quantity of non-originating combed wool yarn in the production of the fine wool fabric. Under subsection 5(7), if the total weight of the non-originating combed wool yarn does not exceed ten per cent of the total weight of all the yarn used in the production of the component of the dress that determines its tariff classification, that is, the wool fabric, the dress would be considered an originating good.

Example 9: Subsection 5(7)

Producer A, located in a USMCA country, manufactures women’s knit sweaters, which have knit bodies and woven sleeves. The knit body is composed of 95 percent polyester and 5 percent spandex, by weight. The sleeves are made of non-USMCA woven fabric that is 100 percent polyester. All materials of the knit body are from a USMCA country, except for the spandex, which is from a non-USMCA country. The sweater is cut and sewn in a USMCA country. Since the knit body gives the garment its essential character, the sweater is classified in subheading 6110.30. The product-specific rule of origin set out in Schedule I (PSRO Annex) for subheading 6110.30 is that the product is both cut (or knit to shape) and sewn or otherwise assembled in the territory of one or more of the USMCA countries. The sleeves are disregarded in determining whether the sweater originates in a USMCA country because only the component that determines the tariff classification of the good must be originating and the de minimis provision is applied to that component. Moreover, the total weight of the spandex is less than 10 percent of the total weight of the knit body fabric, which is the component that determines the tariff classification of the sweater, and the spandex does not exceed seven percent of the total weight of good. Assuming that the women’s knit sweater satisfies all other applicable requirements of these Regulations, the women’s knit sweater is originating from the USMCA country.

Example 10: subsection 5(9)

A men’s shirt of Chapter 61 is made using two different fabrics; one for the body and another for the sleeves. The component that determines the tariff classification of the men’s shirt would be the fabric used for the body, as it constitutes the material that predominates by weight and makes up the largest surface area of the shirt’s exterior. If this fabric is produced using non-originating fibers and yarns that do not satisfy a tariff change rule, the de minimis provision would be calculated on the basis of the total weight of the non-originating fibers or yarns used in the production of the fabric that makes up the body of the shirt. The weight of these non-originating fibers or yarns must be ten percent or less of the total weight of that fabric and any elastomeric content must be seven per cent or less of the total weight of that fabric.

Alternatively, if the shirt is made entirely of the same fabric, the component that determines the tariff classification of that shirt would be that fabric, as the shirt is made out of the same material throughout. Therefore, under this second scenario, the total weight of all non-originating fibers and yarns used in the production of the shirt that do not satisfy a tariff change rule, must be ten percent or less of the total weight of the shirt, and any elastomeric content must be seven per cent of the total weight of that shirt, for the shirt to be considered as an originating good.

Example 11: subsection 5(9)

Producer A, located in a USMCA country, produces women’s blouses of subheading 6206.40 from a fabric also produced by Producer A using 90% by weight originating polyester yarns of subheading 5402.33, 3% by weight non-originating lyocell yarn of subheading 5403.49 and 7% by weight non-originating elastomeric filament yarn of subheading 5402.44. This fabric is the component of the women’s blouses that determines its tariff classification under subheading 6206.40.

The product-specific rule of origin of Schedule I (PSRO Annex) applicable to the women’s blouses of subheading 6206.40 requires a change in tariff classification from any other chapter, except from those headings and chapters under which certain yarns and fabrics, including polyester, lyocell and elastomeric filament yarns, are classified and a requirement that the good is cut and sewn or otherwise assembled in the territory of one or more of the USMCA countries.

In this case, the non-originating lyocell yarns of subheading 5403.49 and the non-originating elastomeric filament yarn of subheading 5402.44 do not satisfy the change in tariff classification required by the product-

specific rule of origin of Schedule I, because the product specific rule of origin for heading 62.06 excludes a change from Chapter 54 to heading 62.06.”

However, according to subsection (7), a textile or apparel good classified in Chapters 61 through 63 of the Harmonized System that contains non-originating fibers or yarns in the component of the good that determines its tariff classification that do not satisfy the applicable change in tariff classification, will nonetheless be considered an originating good if the total weight of all those fibers or yarns is not more than 10 percent of the total weight of that component, of which the total weight of elastomeric content may not exceed 7 percent of the total weight of the component, and such good meets all the other applicable requirements of these Regulations.

Since the weight of the non-originating materials used by Producer A does not exceed 10 percent of the total weight of the component that determines the tariff classification of the women’s blouses, and the weight of elastomeric content also does not exceed 7 percent of such total weight, the women’s blouses qualify as originating goods.

Example 12: subsection 5(10)

A producer located in a USMCA country manufactures boys’ swimwear of subheading 6211.11 from fabric that has been woven in a USMCA country from yarn spun in a USMCA country; however, the producer uses non-originating narrow elastic of heading 60.02 in the waist-band of the swimwear. As a result of the use of non-originating narrow elastic of heading 60.02 in the waistband, and provided the garment is imported into a USMCA country at least 18 months after the Agreement enters into force, the swimwear is considered non-originating because it does not satisfy the requirement set out in Note 3 of Chapter 62. In addition, subsection 5(7) is not applicable regarding the narrow elastic of 60.02 and the good is therefore a non-originating good.

SECTION 6 SETS OF GOODS, KITS OR COMPOSITE GOODS

6 (1) This section applies to a good that is classified as a set as a result of the application of rule 3 of the General Rules for the Interpretation of the Harmonized System.

(2) Requirements. Except as otherwise provided in Schedule I (PSRO Annex), a set is originating in the territory of one or more of the USMCA countries only if each good in the set is originating and both the set and the goods meet the other applicable requirements of these Regulations.

(3) Exceptions. Notwithstanding, subsection 2, a set is only originating if the value of all the non-originating goods included in the set does not exceed 10 percent of the value of the set.

(4) Value. For the purposes of subsection 3, the value of non-originating goods in the set and the value of the set is to be calculated in the same manner as the value of non-originating materials determined in accordance with section 8 and the value of the good determined in accordance with section 7.

(5) Examples. Each of the following examples is an “Example” as referred to in subsection 1(4).

Example 1: (paint set)

Producer A assembles a paint set for arts and crafts. The set includes tubes of paint, paint brushes, and paper all presented in a reusable wooden box. The paint set for arts and crafts is classified in subheading 3210.00 as a result of the application of Rule 3 of the General Rules for the Interpretation of the Harmonized System and, as a result, Section 6 will apply with respect to such set. The paint, paper and wooden box are all originating

as they each undergo the changes required in the product-specific rules of origin in Schedule I. The paint brushes, which represent four percent of the value of the set, are produced in the territory of a non-USMCA country and are therefore non-originating. The set is nonetheless originating.

Example 2: Subsection 6(2)

Producer A, located in a USMCA country, uses originating materials and non-originating materials to assemble a manicure set of subheading 8214.20. The set includes a nail nipper, cuticle scissors, a nail clipper and a nail file with cardboard support, all presented in a plastic case with zipper. The items are not classified as a set as a result of the application of rule 3 of the General Rules for the Interpretation of the Harmonized System. The Harmonized System specifies that manicure sets are classified in subheading 8214.20. This means that the specific rule of origin set out in Schedule I (PSRO Annex) is applied. This rule requires a change in tariff classification from any other chapter. In order for the manicure set to qualify as an originating good under the rule set out in Schedule I, Producer A may not use any non-originating material of Chapter 82 in the assembly of the manicure set.

In this case, Producer A, located in a USMCA country, produces the nail nipper, the cuticle scissors and the nail clipper included in the set, and all qualify as originating. Despite being classified in the same chapter as the manicure set (chapter 82), the originating nail nipper, the cuticle scissors and the nail clipper satisfy the change in tariff classification applicable to the manicure set. The nail file with cardboard support (6805.20) and the plastic case with zipper (4202.12) are imported from outside the territories of the USMCA countries; however, these items are not classified in chapter 82, so they satisfy the applicable change in tariff classification. Therefore, the manicure set is an originating good.

Example 3: Pants set Section 6(2)

Producer A makes a pants set, containing men's cotton denim trousers and a polyester belt, packed together for a retail sale. The trousers are made of cotton fabric formed and finished from yarn in a USMCA country. The sewing thread is formed and finished in a USMCA country. The pocket bag fabric is formed and finished in a USMCA country, of yarn wholly formed in a USMCA country. The trousers are cut and sewn in USMCA country A. A polyester webbing belt with a metal buckle is made in a non-USMCA country and shipped to USMCA country A, where it is threaded through the belt loops of the trousers. The value of the belt is 8% of the value of the trousers and belt combined.

The men's trousers are classified under subheading 6203.42. The rule of origin set out in Schedule I (PSRO Annex) for subheading 6203.42 requires that the trousers be made from fabric produced in a USMCA country from yarn produced in a USMCA country. The trousers satisfy the product-specific rules provided in Schedule I (PSRO Annex) and are considered originating. However, the belt does not satisfy the rules and would not be considered originating. The set is nonetheless an originating good if the belt value is 10% or less of the value of the set. Since the value of the belt is 8% of the value of the set, the men's trousers and belt set would be treated as an originating good under the USMCA.

Example 4: Shirt and Tie Set Section 6(2)

Producer A makes a boys' shirt and tie set in a USMCA country. The shirt is constructed from 55% cotton, 45% polyester, solid color, dyed, woven fabric, classified in subheading 5210.31. The fabric contains 73.2 total yarns per square centimeter and 76 metric yarns. The shirt is packaged in a retail polybag with a coordinating color, 100% polyester, woven fabric tie. The yarns used in the shirt fabric are spun in non-

USMCA country and the fabric is woven and dyed in the same non-USMCA country. The shirt fabric is sent to the USMCA country where it is cut and sewn into finished garments. The coordinating tie is made in a non-USMCA country from fabric that is woven in that country from yarns that are spun in that country. The value of the coordinating tie is approximately 13% of the value of the set.

The shirt is classified under heading 62.05. The shirt satisfies the product-specific rule for subheading 62.05 set out in Schedule I (PSRO Annex) and is considered originating because it is wholly made from fabric of heading 5210.31 (not of square construction, containing more than 70 warp ends and filling picks per square centimeter, of average yarn number exceeding 70 metric) and cut and sewn into finished garments in the USMCA country. On the other hand, the tie does not satisfy the product specific rule for heading 62.15 and would not be considered originating. For purposes of the sets rule, provided the tie is valued at 10% or less of the value of the set, the set will be treated as originating. However, since the value of the coordinating tie is approximately 13% of the value of the set, the shirt and tie set would not be treated as an originating good under the USMCA.

Example 5: Chef set Section 6(2)

Producer A, located in a USMCA country, produces a chef set for retail sale using originating and non-originating materials. This set includes an apron, cooking gloves and a chef hat. The chef set is classified in heading 62.11 as a result of the application of rule 3 of the General Rules for the Interpretation of the Harmonized System. For this reason, subsection (3) applies to this set. Both the apron and cooking gloves meet the product-specific rules of origin for their respective product categories and are therefore considered to be originating. The chef hat, which represents 9.7 percent of the value of the set, is produced in the territory of a non-USMCA country and is therefore non-originating. The set is nonetheless an originating good because less than ten percent of the value of the set is non-originating.

PART III

SECTION 7. REGIONAL VALUE CONTENT

7 (1) Calculation. Except as otherwise provided in subsection (6), the regional value content of a good is to be calculated, at the choice of the importer, exporter or producer of the good, on the basis of either the transaction value method or the net cost method.

(2) Transaction value method. The transaction value method for calculating the regional value content of a good is as follows:

$$RVC = (TV - VNM)/TV*100$$

Where

RVC is the regional value content of the good, expressed as a percentage;

TV is the transaction value of the good, determined in accordance with Schedule III with respect to the transaction in which the producer of the good sold the good, adjusted to exclude any costs incurred in the international shipment of the good; and

VNM is the value of non-originating materials used by the producer in the production of the good, determined in accordance with section 8.

(3) Net cost method. The net cost method for calculating the regional value content of a good is as follows:

$$RVC = (NC - VNM)/NC*100$$

Where

RVC is the regional value content of the good, expressed as a percentage;

NC is the net cost of the good, calculated in accordance with subsection (11); and

VNM is the value of non-originating materials used by the producer in the production of the good, determined, except as otherwise provided in sections 14 and 15 and, in accordance with section 8.

- (4) *Non-originating materials – values not included.* For the purpose of calculating the regional value content of a good under subsection (2) or (3), the value of non-originating materials used by a producer in the production of the good must not include
- (a) the value of any non-originating materials used by another producer in the production of originating materials that are subsequently acquired and used by the producer of the good in the production of that good; or
 - (b) the value of any non-originating materials used by the producer in the production of a self-produced material that is an originating material and is designated as an intermediate material.
- (5) *Self-produced material.* For the purposes of subsection (4),
- (a) in the case of any self-produced material that is not designated as an intermediate material, only the value of any non-originating materials used in the production of the self-produced material is to be included in the value of non-originating materials used in the production of the good; and
 - (b) if a self-produced material that is designated as an intermediate material and is an originating material is used by the producer of the good with non-originating materials (whether or not those non-originating materials are produced by that producer) in the production of the good, the value of those non-originating materials is to be included in the value of non-originating materials.
- (6) *Net cost method – when required.* The regional value content of a good is to be calculated only on the basis of the net cost method if the rule set in Schedule I (PSRO Annex) does not provide a rule based on the transaction value method;
- (7) *Net cost method - when change permitted.* If the importer, exporter or producer of a good calculates the regional value content of the good on the basis of the transaction value method and the customs administration of a USMCA country subsequently notifies that importer, exporter or producer in writing, during the course of a verification of origin, that
- (a) the transaction value of the good, as determined by the importer, exporter or producer, is required to be adjusted under section 4 of Schedule III, or
 - (b) the value of any material used in the production of the good, as determined by the importer, exporter or producer, is required to be adjusted under section 4 of Schedule VI,
- the importer, exporter or producer may choose that the regional value content of the good be calculated on the basis of the net cost method, in which case the calculation must be made within 30 days after receiving the notification, or such longer period as that customs administration specifies.
- (8) *Net cost method – no change permitted.* If the importer, exporter or producer of a good chooses that the regional value content of the good be calculated on the basis of the net cost method and the customs administration of a USMCA country subsequently notifies that importer, exporter or producer in writing, during the course of a verification of origin, that the good does not satisfy the applicable regional value content requirement, the importer, exporter or producer of the good may not recalculate the regional value content on

the basis of the transaction value method.

(9) *Clarification.* Nothing in subsection (7) is to be construed as preventing any review and appeal under Article 5.15 of the Agreement, as implemented in each USMCA country, of an adjustment to or a rejection of

- (a) the transaction value of the good; or
- (b) the value of any material used in the production of the good.

(10) *Value of identical non-originating materials.* For the purposes of the transaction value method, if non-originating materials that are the same as one another in all respects, including physical characteristics, quality and reputation but excluding minor differences in appearance, are used in the production of a good, the value of those non-originating materials may, at the choice of the producer of the good, be determined in accordance with one of the methods set out in Schedule VII.

(11) *Calculating the net cost of a good.* For the purposes of subsection (3), the net cost of a good may be calculated, at the choice of the producer of the good, by

- (a) calculating the total cost incurred with respect to all goods produced by that producer, subtracting any excluded costs that are included in that total cost, and reasonably allocating, in accordance with Schedule V, the remainder to the good;
- (b) calculating the total cost incurred with respect to all goods produced by that producer, reasonably allocating, in accordance with Schedule V, that total cost to the good, and subtracting any excluded costs that are included in the amount allocated to that good; or
- (c) reasonably allocating, in accordance with Schedule V, each cost that forms part of the total cost incurred with respect to the good so that the aggregate of those costs does not include any excluded costs.

(12) *Calculation of total cost.* Total cost under subsection (11) consists of the costs referred to in subsection 1(6), and is calculated in accordance with that subsection and subsection 1(7).

(13) *Calculation of net cost of a good.* For the purpose of calculating the net cost under subsection (11),

- (a) excluded costs must be the excluded costs that are recorded on the books of the producer of the good;
- (b) excluded costs that are included in the value of a material that is used in the production of the good must not be subtracted from or otherwise excluded from the total cost; and
- (c) excluded costs do not include any amount paid for research and development services performed in the territory of a USMCA country.

(14) *Non-allowable interest.* For the purpose of calculating non-allowable interest costs, the determination of whether interest costs incurred by a producer are more than 700 basis points above the interest rate of comparable maturities issued by the federal government of the country in which the producer is located is to be made in accordance with Schedule IX.

(15) *Use of “averaging” over a period.* For the purposes of the net cost method, the regional value content of the good, other than a good with respect to which an election to average may be made under subsection 16(1) or (10), may be calculated, if the producer elects to do so, by

- (a) calculating the sum of the net costs incurred and the sum of the values of non-originating materials used by the producer of the good with respect to the good and identical goods or similar goods, or any combination thereof, produced in a single plant by the producer over
 - (i) a one-month period,

- (ii) any consecutive three-month or six-month period that falls within and is evenly divisible into the number of months of the producer's fiscal year remaining at the beginning of that period, or
 - (iii) the producer's fiscal year; and
- (b) using the sums referred to in paragraph (a) as the net cost and the value of non-originating materials, respectively.

(16) *Application.* The calculation made under subsection (15) applies with respect to all units of the good produced during the period chosen by the producer under paragraph (15)(a).

(17) *No change to the goods or period.* An election made under subsection (15) may not be rescinded or modified with respect to the goods or the period with respect to which the election is made.

(18) *Period considered to be chosen.* If a producer chooses a one, three or six-month period under subsection (15) with respect to a good, the producer will be considered to have chosen under that subsection a period or periods of the same duration for the remainder of the producer's fiscal year with respect to this good.

(19) *Method and period for remainder of fiscal year.* If the net cost method is required to be used or has been chosen and an election has been made under subsection (15), the regional value content of the good is to be calculated on the basis of the net cost method over the period chosen under that subsection and for the remainder of the producer's fiscal year.

(20) *Analysis of actual costs.* Except as otherwise provided in subsections 16(9), if the producer of a good has calculated the regional value content of the good under the net cost method on the basis of estimated costs, including standard costs, budgeted forecasts or other similar estimating procedures, before or during the period chosen under paragraph (15)(a), the producer must conduct an analysis at the end of the producer's fiscal year of the actual costs incurred over the period with respect to the production of the good.

(21) *Option to treat any material as non-originating.* For the purpose of calculating the regional value content of a good, the producer of that good may choose to treat any material used in the production of that good as a non-originating material.

(22) *Examples.* Each of the following examples is an "Example" as referred to in subsection 1(4).

Example 1: example of point of direct shipment (with respect to the definition of adjusted to exclude any costs incurred in the international shipment of the good)

A producer has only one factory, at which the producer manufactures finished office chairs. Because the factory is located close to transportation facilities, all units of the finished good are stored in a factory warehouse 200 meters from the end of the production line. Goods are shipped worldwide from this warehouse. The point of direct shipment is the warehouse.

Example 2: examples of point of direct shipment (with respect to the definition of adjusted to exclude any costs incurred in the international shipment of the good)

A producer has six factories, all located within the territory of one of the USMCA countries, at which the producer produces garden tools of various types. These tools are shipped worldwide, and orders usually consist of bulk orders of various types of tools. Because different tools are manufactured at different factories, the producer decided to consolidate storage and shipping facilities and ships all finished products to a large

warehouse located near the seaport, from which all orders are shipped. The distance from the factories to the warehouse varies from 3 km to 130 km. The point of direct shipment for each of the goods is the warehouse.

Example 3: examples of point of direct shipment (with respect to the definition of adjusted to exclude any costs incurred in the international shipment of the good)

A producer has only one factory, located near the center of one of the USMCA countries, at which the producer manufactures finished office chairs. The office chairs are shipped from that factory to three warehouses leased by the producer, one on the west coast, one near the factory and one on the east coast. The office chairs are shipped to buyers from these warehouses, the shipping location depending on the shipping distance from the buyer. Buyers closest to the west coast warehouse are normally supplied by the west coast warehouse, buyers closest to the east coast are normally supplied by the warehouse located on the east coast and buyers closest to the warehouse near the factory are normally supplied by that warehouse. In this case, the point of direct shipment is the location of the warehouse from which the office chairs are normally shipped to customers in the location in which the buyer is located.

Example 4: subsection 7(3), net cost method

A producer located in USMCA country A sells Good A that is subject to a regional value content requirement to a buyer located in USMCA country B. The producer of Good A chooses that the regional value content of that good be calculated using the net cost method. All applicable requirements of these Regulations, other than the regional value content requirement, have been met. The applicable regional value content requirement is 50 per cent.

In order to calculate the regional value content of Good A, the producer first calculates the net cost of Good A. Under paragraph 6(11)(a), the net cost is the total cost of Good A (the aggregate of the product costs, period costs and other costs) per unit, minus the excluded costs (the aggregate of the sales promotion, marketing and after-sales service costs, royalties, shipping and packing costs and non-allowable interest costs) per unit. The producer uses the following figures to calculate the net cost:

Product costs:

Value of originating materials \$30.00

Value of non-originating materials 40.00

Other product costs 20.00

Period costs 10.00

Other costs 0.00

Total cost of Good A, per unit \$100.00

Excluded costs:

Sales promotion, marketing and after-sales service cost \$5.00

Royalties 2.50

Shipping and packing costs 3.00

Non-allowable interest costs 1.50

Total excluded costs \$12.00

The net cost is the total cost of Good A, per unit, minus the excluded costs.

Total cost of Good A, per unit: \$100.00

Excluded costs: - 12.00

Net cost of Good A, per unit: \$ 88.00

The value for net cost (\$88) and the value of non-originating materials (\$40) are needed in order to calculate

the regional value content. The producer calculates the regional value content of Good A under the net cost method in the following manner:

$$\begin{aligned} RVC &= (NC - VNM)/NC*100 \\ &= (88-40)/88*100 \\ &= 54.5\% \end{aligned}$$

Therefore, under the net cost method, Good A qualifies as an originating good, with a regional value content of 54.5 per cent.

Example 5: paragraph 7(11)(a)

A producer in a USMCA country produces Good A and Good B during the producer's fiscal year. The producer uses the following figures, which are recorded on the producer's books and represent all of the costs incurred with respect to both Good A and Good B, to calculate the net cost of those goods:

Product costs:

Value of originating materials \$2,000

Value of non-originating materials 1,000

Other product costs 2,400

Period costs: (including \$1,200 in excluded costs) 3,200

Other costs: 400

Total cost of Good A and Good B: \$9,000

The net cost is the total cost of Good A and Good B, minus the excluded costs incurred with respect to those goods.

Total cost of Good A and Good B: \$9,000

Excluded costs: - 1,200

Net cost of Good A and Good B: \$7,800

The net cost must then be reasonably allocated, in accordance with Schedule V, to Good A and Good B.

Example 6: paragraph 7(11)(b))

A producer located in a USMCA country produces Good A and Good B during the producer's fiscal year. In order to calculate the regional value content of Good A and Good B, the producer uses the following figures that are recorded on the producer's books and incurred with respect to those goods:

Product costs:

Value of originating materials \$2,000

Value of non-originating materials 1,000

Other product costs 2,400

Period costs: (including \$1,200 in excluded costs) 3,200

Other costs: 400

Total cost of Good A and Good B: \$9,000

Under paragraph 6(11)(b), the total cost of Good A and Good B is then reasonably allocated, in accordance with Schedule VII, to those goods. The costs are allocated in the following manner:

Allocated to Good A 5,220

Allocated to Good B 3,780

Total cost (\$9,000 for both Good A and Good B)

The excluded costs (\$1,200) that are included in total cost allocated to Good A and Good B, in accordance with Schedule VII, are subtracted from that amount.

Total Excluded costs:

Sales promotion, marketing and after-sale service costs 500

Royalties 200

Shipping and packing costs 500

Excluded Cost Allocated to Good A:

Sales promotion, marketing and after-sale service costs 290

Royalties 116

Shipping and packing costs 290

Net cost (total cost minus excluded costs): \$4,524

Excluded Cost Allocated to Good B

Sales promotion, marketing and after-sale service costs 210

Royalties 84

Shipping and packing costs 210

Net cost (total cost minus excluded costs): \$3,276

The net cost of Good A is thus \$4,524, and the net cost of Good B is \$3,276.

Example 7: paragraph 7(11)(c)

A producer located in a USMCA country produces Good C and Good D. The following costs are recorded on the producer's books for the months of January, February and March, and each cost that forms part of the total cost are reasonably allocated, in accordance with Schedule VII, to Good C and Good D.

Total cost: Good C and Good D (in thousands of dollars)

Product costs:

Value of originating materials 100

Value of non-originating materials 900

Other product costs 500

Period costs: (including \$420 in excluded costs) 5,679

Minus Excluded costs 420

Other costs: 0

Total cost (aggregate of product costs, period costs and other costs): 6,759

Allocated to Good C (in thousands of dollars)

Product costs:

Value of originating materials 0

Value of non-originating materials 800

Other product costs 300

Period costs: (including \$420 in excluded costs) 3,036

Minus Excluded costs 300

Other costs: 0

Total cost (aggregate of product costs, period costs and other costs): 3,836

Allocated to Good D (in thousands of dollars)

Product costs:

Value of originating materials 100

Value of non-originating materials 100

Other product costs 200

Period costs: (including \$420 in excluded costs) 2,643
Minus Excluded costs 120
Other costs: 0
Total cost (aggregate of product costs, period costs and other costs): 2,923

Example 8: subsection 7(12)

Producer A, located in a USMCA country, produces Good A that is subject to a regional value content requirement. The producer chooses that the regional value content of that good be calculated using the net cost method. Producer A buys Material X from Producer B, located in a USMCA country. Material X is a non-originating material and is used in the production of Good A. Producer A provides Producer B, at no charge, with molds to be used in the production of Material X. The cost of the molds that is recorded on the books of Producer A has been expensed in the current year. Pursuant to subparagraph 4(1)(b)(ii) of Schedule VI, the value of the molds is included in the value of Material X. Therefore, the cost of the molds that is recorded on the books of Producer A and that has been expensed in the current year cannot be included as a separate cost in the net cost of Good A because it has already been included in the value of Material X.

Example 9: subsection 7(12)

Producer A, located in a USMCA country, produces Good A that is subject to a regional value content requirement. The producer chooses that the regional value content of that good be calculated using the net cost method and averages the calculation over the producer's fiscal year under subsection 7(15). Producer A determines that during that fiscal year Producer A incurred a gain on foreign currency conversion of \$10,000 and a loss on foreign currency conversion of \$8,000, resulting in a net gain of \$2,000. Producer A also determines that \$7,000 of the gain on foreign currency conversion and \$6,000 of the loss on foreign currency conversion is related to the purchase of non-originating materials used in the production of Good A, and \$3,000 of the gain on foreign currency conversion and \$2,000 of the loss on foreign currency conversion is not related to the production of Good A. The producer determines that the total cost of Good A is \$45,000 before deducting the \$1,000 net gain on foreign currency conversion related to the production of Good A. The total cost of Good A is therefore \$44,000. That \$1,000 net gain is not included in the value of non-originating materials under subsection 8(1).

Example 10: subsection 7(12)

Given the same facts as in example 9, except that Producer A determines that \$6,000 of the gain on foreign currency conversion and \$7,000 of the loss on foreign currency conversion is related to the purchase of non-originating materials used in the production of Good A. The total cost of Good A is \$45,000, which includes the \$1,000 net loss on foreign currency conversion related to the production of Good A. That \$1,000 net loss is not included in the value of non-originating materials under subsection 8(1).

PART IV

SECTION 8. MATERIALS

8 (1) Value of material used in production. Except as otherwise provided for non-originating materials used in the production of a good referred to in section 14 or subsection 15(1), and except in the case of indirect materials, intermediate materials and packing materials and containers, for the purpose of calculating the regional value content of a good and for the purposes of subsection 5(1) and (4), the value of a material that is

used in the production of the good is to be

- (a) except as otherwise provided in subsection (4), if the material is imported by the producer of the good into the territory of the USMCA country in which the good is produced, the transaction value of the material at the time of importation, including the costs incurred in the international shipment of the material,
- (b) if the material is acquired by the producer of the good from another person located in the territory of the USMCA country in which the good is produced
 - (i) the price paid or payable by the producer in the USMCA country where the producer is located,
 - (ii) the value as determined for an imported material in subparagraph (a), or
 - (iii) the earliest ascertainable price paid or payable in the territory of the USMCA country where the good is produced, or
- (c) for a material that is self-produced
 - (i) all the costs incurred in the production of the material, which includes general expenses, and
 - (ii) an amount equivalent to the profit added in the normal course of trade, or equal to the profit that is usually reflected in the sale of goods of the same class or kind as the self-produced material that is being valued provided that no self-produced material that has been used in its production has been valued including the amount equivalent or equal to the profit according to this paragraph.

(2) *Adjustments to the value of materials.* The following costs may be deducted from the value of a non-originating material or material of undetermined origin, if they are included under subsection (1):

- (a) the costs of freight, insurance and packing and all other costs incurred in transporting the material to the location of the producer;
- (b) duties and taxes paid or payable with respect to the material in the territory of one or more of the USMCA countries, other than duties and taxes that are waived, refunded, refundable or otherwise recoverable, including credit against duty or tax paid or payable,
- (c) customs brokerage fees, including the cost of in-house customs brokerage services, incurred with respect to the material in the territory of one or more of the USMCA countries, and
- (d) the cost of waste and spoilage resulting from the use of the material in the production of the good, minus the value of any reusable scrap or by-product.

(3) *Documentary evidence required.* If the cost or expense listed in subsection (2) is unknown or documentary evidence of the amount of the adjustment is not available, then no adjustment is allowed for that particular cost or expense.

(4) *Transaction value not acceptable.* For the purposes of paragraph (1)(a), if the transaction value of the material referred to in that paragraph is not acceptable or if there is no transaction value in accordance with Schedule IV (Unacceptable Transaction Value), the value of the material must be determined in accordance with Schedule VI (Value of Materials) and, if the costs referred to in subsection (2) are included in that value, those costs may be deducted from that value.

(5) *Costs recorded on books.* For the purposes of subsection (1), the costs referred to in paragraph (1)(c) are to be the costs referred to in those paragraphs that are recorded on the books of the producer of the good.

(6) *Designation of self-produced material as an intermediate material.* For the purpose of calculating the regional value content of a good the producer of the good may designate as an intermediate material any self-produced material that is used in the production of the good, provided that if an intermediate material is subject to a regional value content requirement, no other self-produced material that is subject to a regional value

content requirement and is incorporated into that intermediate material is also designated by the producer as an intermediate material.

(7) *Particulars.* For the purposes of subsection (6),

- (a) in order to qualify as an originating material, a self-produced material that is designated as an intermediate material must qualify as an originating material under these Regulations;
- (b) the designation of a self-produced material as an intermediate material is to be made solely at the choice of the producer of that self-produced material; and
- (c) except as otherwise provided in subsection 9(6), the proviso set out in subsection (6) does not apply with respect to an intermediate material used by another producer in the production of a material that is subsequently acquired and used in the production of a good by the producer referred to in subsection (6).

(8) *Value of an intermediate material.* The value of an intermediate material will be, at the choice of the producer of the good,

- (a) the total cost incurred with respect to all goods produced by the producer that can be reasonably allocated to that intermediate material in accordance with Schedule V; or
- (b) the aggregate of each cost that forms part of the total cost incurred with respect to that intermediate material that can be reasonably allocated to that intermediate material in accordance with Schedule V.

(9) *Calculation of total cost* Total cost under subsection (8) consists of the costs referred to in subsection 1(6), and is calculated in accordance with that subsection and subsection 1(7).

(10) *Rescission of a designation.* If a producer of a good designates a self-produced material as an intermediate material under subsection (6) and the customs administration of a USMCA country into which the good is imported determines during a verification of origin of the good that the intermediate material is a non-originating material and notifies the producer of this in writing before the written determination of whether the good qualifies as an originating good, the producer may rescind the designation, and the regional value content of the good must be calculated as though the self-produced material were not so designated.

(11) *Effect of a rescission.* A producer of a good who rescinds a designation under subsection (10) may, not later than 30 days after the customs administration referred to in subsection (10) notifies the producer in writing that the self-produced material referred to in paragraph (a) is a non-originating material, designate as an intermediate material another self-produced material that is incorporated into the good, subject to the provision set out in subsection (6).

(12) *Second rescission.* If a producer of a good designates another self-produced material as an intermediate material under subsection (6) and the customs administration referred to in subsection (10) determines during the verification of origin of the good that that self-produced material is a non-originating material,

- (a) the producer may rescind the designation, and the regional value content of the good will be calculated as though the self-produced material were not so designated; and,
- (b) the producer may not designate another self-produced material that is incorporated into the good as an intermediate material.

(13) *Indirect materials.* For the purpose of determining whether a good is an originating good, an indirect material that is used in the production of the good

- (a) will be considered to be an originating material, regardless of where that indirect material is produced; and

(b) if the good is subject to a regional value content requirement, for the purpose of calculating the net cost under the net cost method, the value of the indirect material is to be the costs of that material that are recorded on the books of the producer of the good.

(14) *Packaging materials and containers.* Packaging materials and containers, if classified under the Harmonized System with the good that is packaged therein, will be disregarded for the purpose of

- (a) determining whether all of the non-originating materials used in the production of the good undergo an applicable change in tariff classification;
- (b) determining whether a good is wholly obtained or produced; and
- (c) determining under subsection 5(1) the value of non-originating materials that do not undergo an applicable change in tariff classification.

(15) *Value of packaging materials and containers — cases where taken into account.* If packaging materials and containers in which a good is packaged for retail sale are classified under the Harmonized System with the good that is packaged therein and that good is subject to a regional value content requirement, the value of those packaging materials and containers will be taken into account as originating materials or non-originating materials, as the case may be, for the purpose of calculating the regional value content of the good.

(16) *Packaging materials and containers— self-produced.* For the purposes of subsection (15), if packaging materials and containers are self-produced materials, the producer may choose to designate those materials as intermediate materials under subsection (6).

(17) *Packing materials and containers.* For the purpose of determining whether a good is an originating good, packing materials and containers are disregarded.

(18) *Fungible materials and fungible goods.* A fungible material or good is originating if:

- (a) when originating and non-originating fungible materials
 - (i) are withdrawn from an inventory in one location and used in the production of the good, or
 - (ii) are withdrawn from inventories in more than one location in the territory of one or more of the USMCA countries and used in the production of the good at the same production facility,

the determination of whether the materials are originating is made on the basis of an inventory management method recognized in the Generally Accepted Accounting Principles of, or otherwise accepted by, the USMCA country in which the production is performed or an inventory management method set out in Schedule VIII; or

- (b) when originating and non-originating fungible goods are commingled and exported in the same form,

the determination of whether the goods are originating is made on the basis of an inventory management method recognized in the Generally Accepted Accounting Principles of, or otherwise accepted by, the USMCA country from which the good is exported or an inventory management method set out in Schedule VIII.

(19) The inventory management method selected under subsection 18 must be used throughout the fiscal year of the producer or the person that selected the inventory management method.

(20) An importer may claim that a fungible material or good is originating if the importer, producer, or exporter

has physically segregated each fungible material or good as to allow their specific identification.

(21) *Choice of inventory management method.* If fungible materials referred to in paragraph (18)(a) and fungible goods referred to in paragraph (18)(b) are withdrawn from the same inventory, the inventory management method used for the materials must be the same as the inventory management method used for the goods, and if the averaging method is used, the respective averaging periods for fungible materials and fungible goods are to be used.

(22) *Written notice.* A choice of inventory management methods under subsection (18) will be considered to have been made when the customs administration of the USMCA country into which the good is imported is informed in writing of the choice during the course of a verification of origin of the good.

(23) *Accessories, spare parts, tools or instructional or other information materials.* For the purposes of subsections (24) through (27), “accessories, spare parts, tools, or instructional or other information materials” are covered when

- (a) they are classified with, delivered with, but not invoiced separately from the good, and
- (b) their type, quantity and value are customary for the good, within the industry that produces the good.

(24) *Exclusion.* Accessories, spare parts, tools, or instructional or other information materials are to be disregarded for the purpose of determining

- (a) whether a good is wholly obtained;
- (b) whether all the non-originating materials used in the production of the good satisfy a process or applicable change in tariff classification requirement established in Schedule I; or,
- (c) under subsection 5(1), the value of non-originating materials that do not undergo an applicable change in tariff classification.

(25) *Value for regional value content requirement.* If a good is subject to a regional value content requirement, the value of accessories, spare parts, tools, or instructional or other information materials is to be taken into account as originating materials or non-originating materials, as the case may be, in calculating the regional value content of the good.

(26) *Designation.* For the purposes of subsection (25), if accessories, spare parts, tools, or instructional or other information materials are self-produced materials, the producer may choose to designate those materials as intermediate materials under subsection (6).

(27) *Originating status.* A good’s accessories, spare parts, tools, or instructional or other information materials have the originating status of the good with which they are delivered.

(28) *Examples illustrating the provisions on materials.* Each of the following examples is an “Example” as referred to in subsection 1(4).

Example 1: subsection 8(4), Transaction Value not Determined in a Manner Consistent with Schedule VI

Producer A, located in USMCA country A, imports a bicycle chainring into USMCA country A. Producer A purchased the chainring from a middleman located in country B. The middleman purchased the chainring from a manufacturer located in country B. Under the laws in USMCA country A that implement the Agreement on Implementation of Article VII of the General Agreement on Tariffs and Trade, the customs value of the chainring was based on the price actually paid or payable by the middleman to the manufacturer. Producer A

uses the chainring to produce a bicycle, and exports the bicycle to USMCA country C. The bicycle is subject to a regional value content requirement.

Under subsection 3(1) of Schedule VI (Value of Materials), the price actually paid or payable is the total payment made or to be made by the producer to or for the benefit of the seller of the material. Section 1 of that Schedule defines producer and seller for the purposes of the Schedule. A producer is the person who uses the material in the production of a good that is subject to a regional value content requirement. A seller is the person who sells the material being valued to the producer.

The transaction value of the chainring was not determined in a manner consistent with Schedule VI because it was based on the price actually paid or payable by the middleman to the manufacturer, rather than on the price actually paid or payable by Producer A to the middleman. Thus, subsection 8(4) applies and the chainring is valued in accordance with Schedule VI.

Example 2: subsection 8(7), Value of Intermediate Materials

A producer located in a USMCA country produces a bicycle, which is subject to a regional value content requirement under section 3(2). The producer also produces a chain ring, which is used in the production of the bicycle. Both originating materials and non-originating materials are used in the production of the chainring. The chainring is subject to a change in tariff classification requirement under section 3(2). The costs to produce the chainring are the following:

Product costs:

Value of originating materials \$ 1.00

Value of non-originating materials 7.50

Other product costs 1.50

Period costs (including \$0.30 in royalties): 0.50

Other costs: 0.10

Total cost of the chainring: \$10.60

The producer designates the chainring as an intermediate material and determines that, because all of the non-originating materials that are used in the production of the chainring undergo an applicable change in tariff classification set out in Schedule I, the chainring would, under section 3(2) qualify as an originating material. The cost of the non-originating materials used in the production of the chainring is therefore not included in the value of non-originating materials that are used in the production of the bicycle for the purpose of determining its regional value content of the bicycle. Because the chainring has been designated as an intermediate material, the total cost of the chainring, which is \$10.60, is treated as the cost of originating materials for the purpose of calculating the regional value content of the bicycle. The total cost of the bicycle is determined in accordance with the following figures:

Product costs:

Value of originating materials

- intermediate materials \$10.60

- other materials 3.00

Value of non-originating materials 5.50

Other product costs 6.50

Period costs: 2.50

Other costs: 0.10

Total cost of the bicycle: \$28.20

Example 3: subsection 8(7), Effects of the Designation of Self-produced Materials on Net Cost

The ability to designate intermediate materials helps to put the vertically integrated producer who is self-

producing materials that are used in the production of a good on par with a producer who is purchasing materials and valuing those materials in accordance with subsection 8(1). The following situations demonstrate how this is achieved:

Situation 1

A producer located in a USMCA country produces a bicycle, which is subject to a regional value content requirement of 50 per cent under the net cost method. The bicycle satisfies all other applicable requirements of these Regulations. The producer purchases a bicycle frame, which is used in the production of the bicycle, from a supplier located in a USMCA country. The value of the frame determined in accordance with subsection 8(1) is \$11.00. The frame is an originating material. All other materials used in the production of the bicycle are non-originating materials. The net cost of the bicycle is determined as follows:

Product costs:

Value of originating materials (bicycle frame) \$11.00

Value of non-originating materials 5.50

Other product costs 6.50

Period costs: (including \$0.20 in excluded costs) 0.50

Other costs: 0.10

Total cost of the bicycle: \$23.60

Excluded costs: (included in period costs) 0.20

Net cost of the bicycle: \$23.40

The regional value content of the bicycle is calculated as follows:

$$RVC = (NC - VNM) / NC * 100$$

$$= (\$23.40 - \$5.50) / \$23.50 * 100$$

$$= 76.5\%$$

The regional value content of the bicycle is 76.5 per cent, and the bicycle, therefore, qualifies as an originating good.

Situation 2

A producer located in a USMCA country produces a bicycle, which is subject to a regional value content requirement of 50 per cent under the net cost method. The bicycle satisfies all other applicable requirements of these Regulations. The producer self-produces the bicycle frame which is used in the production of the bicycle. The costs to produce the frame are the following:

Product costs:

Value of originating materials \$ 1.00

Value of non-originating materials 7.50

Other product costs 1.50

Period costs: (including \$0.20 in excluded costs) 0.50

Other costs: 0.10

Total cost of the bicycle frame: \$10.60

Additional costs to produce the bicycle are the following:

Product costs:

Value of originating materials \$ 0.00

Value of non-originating materials 5.50

Other product costs 6.50

Period costs: (including \$0.20 in excluded costs) 0.50

Other costs: 0.10
 Total additional costs: \$12.60

The producer does not designate the bicycle frame as an intermediate material under subsection 8(4). The net cost of the bicycle is calculated as follows:

	Costs of the bicycle frame (not designated as an intermediate material)	Additional Costs to Produce the bicycle	Total
<i>Product costs:</i>			
Value of originating materials	\$ 1.00	\$ 0.00	\$ 1.00
Value of non-originating materials	7.50	5.50	13.00
Other product costs	1.50	6.50	8.00
Period costs (including \$0.20 in excluded costs):	0.50	0.50	1.00
Other costs	0.10	0.10	0.20
Total cost of the bicycle	\$10.60	\$12.60	\$23.20
Excluded costs (in period costs)	0.20	0.20	0.40
Net cost of the bicycle (total cost minus excluded costs):			\$22.80

The regional value content of the bicycle is calculated as follows:

$$\begin{aligned} \text{RVC} &= (\text{NC}-\text{VNM})/\text{NC}*100 \\ &= (\$22.80-\$13.00)/\$22.80*100 \\ &=42.9\% \end{aligned}$$

The regional value content of the bicycle is 42.9 per cent, and the bicycle, therefore, does not qualify as an originating good.

Situation 3

A producer located in a USMCA country produces the bicycle, which is subject to a regional value content requirement of 50 per cent under the net cost method. The bicycle satisfies all other applicable requirements of these Regulations. The producer self-produces the bicycle frame, which is used in the production of the bicycle. The costs to produce the frame are the following:

Product costs:

- Value of originating materials \$ 1.00
- Value of non-originating materials 7.50
- Other product costs 1.50

Period costs: (including \$0.20 in excluded costs) 0.50

Other costs: 0.10

Total cost of the bicycle frame: \$10.60

Additional costs to produce the bicycle are the following:

Product costs:

Value of originating materials \$ 0.00
 Value of non-originating materials 5.50
 Other product costs 6.50

Period costs: (including \$0.20 in excluded costs) 0.50

Other costs: 0.10

Total additional costs: \$12.60

The producer designates the frame as an intermediate material under subsection 8(6). The frame qualifies as an originating material under section 3(2). Therefore, the value of non-originating materials used in the production of the frame is not included in the value of non-originating materials for the purpose of calculating the regional value content of the bicycle. The net cost of the bicycle is calculated as follows:

	<i>Costs of the bicycle frame (designated as an intermediate material)</i>	<i>Additional Costs to Produce the bicycle</i>	<i>Total</i>
<i>Product costs:</i>			
<i>Value of originating materials</i>	\$ 10.60	\$ 0.00	\$ 10.60
<i>Value of non-originating materials</i>		5.50	5.50
<i>Other product costs</i>		6.50	6.50
<i>Period costs (including \$0.20 in excluded costs):</i>		0.50	0.50
<i>Other costs</i>		0.10	0.10
<i>Total cost of the bicycle</i>	\$10.60	\$12.60	\$23.20
<i>Excluded costs (in period costs)</i>		0.20	0.20
<i>Net cost of the bicycle (total cost minus excluded costs):</i>			\$23.00

The regional value content of the bicycle is calculated as follows:

$$\begin{aligned} \text{RVC} &= (\text{NC} - \text{VNM}) / \text{NC} * 100 \\ &= (\$23.00 - \$5.50) / \$23.00 * 100 \\ &= 76.1\% \end{aligned}$$

The regional value content of the bicycle is 76.1 per cent, and the bicycle, therefore, qualifies as an originating good.

Example 4: Originating Materials Acquired from a Producer Who Produced Them Using Intermediate Materials

Producer A, located in USMCA country A, produces switches. In order for the switches to qualify as originating goods, Producer A designates subassemblies of the switches as intermediate materials. The

subassemblies are subject to a regional value content requirement. They satisfy that requirement, and qualify as originating materials. The switches are also subject to a regional value content requirement, and, with the subassemblies designated as intermediate materials, are determined to have a regional value content of 65 per cent.

Producer A sells the switches to Producer B, located in USMCA country B, who uses them to produce switch assemblies that are used in the production of Good B. The switch assemblies are subject to a regional value content requirement. Producers A and B are not accumulating their production within the meaning of section 9. Producer B is therefore able, under subsection 8(6), to designate the switch assemblies as intermediate materials.

If Producers A and B were accumulating their production within the meaning of section 9, Producer B would be unable to designate the switch assemblies as intermediate materials, because the production of both producers would be considered to be the production of one producer.

Example 5: Single Producer and Successive Designations of Materials Subject to a Regional Value Content Requirement as Intermediate Materials

Producer A, located in USMCA country, produces Material X and uses Material X in the production of Good B. Material X qualifies as an originating material because it satisfies the applicable regional value content requirement. Producer A designates Material X as an intermediate material.

Producer A uses Material X in the production of Material Y, which is also used in the production of Good B. Material Y is also subject to a regional value content requirement. Under the proviso set out in subsection 8(6), Producer A cannot designate Material Y as an intermediate material, even if Material Y satisfies the applicable regional value content requirement, because Material X was already designated by Producer A as an intermediate material.

Example 6: Single Producer and Multiple Designations of Materials as Intermediate Materials

Producer X, who is located in USMCA country X, uses non-originating materials in the production of self-produced materials A, B and C. None of the self-produced materials are used in the production of any of the other self-produced materials.

Producer X uses the self-produced materials in the production of Good O, which is exported to USMCA country Y. Materials A, B and C qualify as originating materials because they satisfy the applicable regional value content requirements.

Because none of the self-produced materials are used in the production of any of the other self-produced materials, then even though each self-produced material is subject to a regional value content requirement, Producer X may, under subsection 8(6), designate all of the self-produced materials as intermediate materials. The proviso set out in subsection 8(6) only applies if self-produced materials are used in the production of other self-produced materials and both are subject to a regional value content requirement.

Example 7: subsection 8(23) Accessories, Spare Parts, Tools, Instruction or Other Information Materials

The following are examples of accessories, spare parts, tools, instructional or other information materials that are delivered with a good and form part of the good's standard accessories, spare parts, tools, instructional or other information materials:

- (a) consumables that must be replaced at regular intervals, such as dust collectors for an air-*

- conditioning system,*
- (b) a carrying case for equipment,*
- (c) a dust cover for a machine,*
- (d) an operational manual for a vehicle,*
- (e) brackets to attach equipment to a wall,*
- (f) a bicycle tool kit or a car jack,*
- (g) a set of wrenches to change the bit on a chuck,*
- (h) a brush or other tool to clean out a machine, and*
- (i) electrical cords and power bars for use with electronic goods.*

Example 8: Value of Indirect Materials that are Assists

Producer A, located in a USMCA country, produces a well-water pump that is subject to a regional value content requirement. The producer chooses that the regional value content of that good be calculated using the net cost method. Producer A buys a mold-injected plastic water flow sensor from Producer B, located in the same USMCA country, and uses it in the production of the well-water pump. Producer A provides to Producer B, at no charge, molds to be used in the production of the water flow sensor. The molds have a value of \$100 which is expensed in the current year by Producer A.

The water flow sensor is subject to a regional value content requirement which Producer B chooses to calculate using the net cost method. For the purpose of determining the value of non-originating materials in order to calculate the regional value content of the water flow sensor, the molds are considered to be an originating material because they are an indirect material. However, pursuant to subsection 8(13) they have a value of nil because the cost of the molds with respect to the water flow sensor is not recorded on the books of Producer B.

It is determined that the water flow sensor is a non-originating material. The cost of the molds that is recorded on the books of producer A is expensed in the current year. Pursuant to section 4 of Schedule VI (Value of Materials), the value of the molds (see subparagraph 4(1)(b)(ii) of Schedule VI) must be included in the value of the water flow sensor by Producer A when calculating the regional value content of the well-water pump. The cost of the molds, although recorded on the books of producer A, cannot be included as a separate cost in the net cost of the well-water pump because it is already included in the value of the water flow sensor. The entire cost of the water flow sensor, which includes the cost of the molds, is included in the value of non-originating materials for the purposes of the regional value content of the well-water pump.

PART V GENERAL PROVISIONS

SECTION 9. ACCUMULATION

(9) (1) Subject to subsections (2) through (5)

- (a) a good is originating if the good is produced in the territory of one or more of the USMCA countries by one or more producers, provided that the good satisfies the requirements of section 3 and all other applicable requirements of these Regulations;
- (b) an originating good or material of one or more of the USMCA countries is considered as originating in the territory of another USMCA country when used as a material in the production of a good in the territory of another USMCA country; and
- (c) production undertaken on a non-originating material in the territory of one or more of the USMCA countries may contribute toward the originating status of a good, regardless of whether that production was

sufficient to confer originating status to the material itself.

(2) *Accumulation using the net cost method.* If a good is subject to a regional value content requirement based on the net cost method and an exporter or producer of the good has a statement signed by a producer of a material that is used in the production of the good that states

(a) the net cost incurred and the value of non-originating materials used by the producer of the material in the production of that material,

(i) net cost incurred by the producer of the good with respect to the material is to be the net cost incurred by the producer of the material plus, if not included in the net cost incurred by the producer of the material, the costs referred to in paragraphs 8(2)(a) through (c), and

(ii) the value of non-originating materials used by the producer of the good with respect to the material is to be the value of non-originating materials used by the producer of the material; or

(b) any amount, other than an amount that includes any of the value of non-originating materials, that is part of the net cost incurred by the producer of the material in the production of that material,

(i) the net cost incurred by the producer of the good with respect to the material is to be the value of the material, determined in accordance with subsection 8(1), and

(ii) the value of non-originating materials used by the producer of the good with respect to the material is to be the value of the material, determined in accordance with subsection 8(1), minus the amount stated in the statement.

(3) *Accumulation using the transaction value method.* If a good is subject to a regional value content requirement based on the transaction value method and an exporter or producer of the good has a statement signed by a producer of a material that is used in the production of the good that states the value of non-originating materials used by the producer of the material in the production of that material, the value of non-originating materials used by the producer of the good with respect to the material is the value of non-originating materials used by the producer of the material.

(4) *Averaging of costs - net cost method.* If a good is subject to a regional value content requirement based on the net cost method and an exporter or producer of the good does not have a statement described in subsection (2) but has a statement signed by a producer of a material that is used in the production of the good that

(a) states the sum of the net costs incurred and the sum of the values of non-originating materials used by the producer of the material in the production of that material and identical materials or similar materials, or any combination thereof, produced in a single plant by the producer of the material over a month or any consecutive three, six or twelve month period that falls within the fiscal year of the producer of the good, divided by the number of units of materials with respect to which the statement is made,

(i) the net cost incurred by the producer of the good with respect to the material is to be the sum of the net costs incurred by the producer of the material with respect to that material and the identical materials or similar materials, divided by the number of units of materials with respect to which the statement is made, plus, if not included in the net costs incurred by the producer of the material, the costs referred to in paragraphs 8(2)(a) through (c), and

(ii) the value of non-originating materials used by the producer of the good with respect to the material is to be the sum of the values of non-originating materials used by the producer of the material with respect to that material and the identical materials or similar materials divided by the number of units of materials with respect to which the statement is made; or

(b) states any amount, other than an amount that includes any of the values of non-originating materials, that is part of the sum of the net costs incurred by the producer of the material in the production of that material and identical materials or similar materials, or any combination thereof, produced in a single

plant by the producer of the material over a month or any consecutive three, six or twelve month period that falls within the fiscal year of the producer of the good, divided by the number of units of materials with respect to which the statement is made,

- (i) the net cost incurred by the producer of the good with respect to the material is to be the value of the material, determined in accordance with subsection 8(1), and
- (ii) the value of non-originating materials used by the producer of the good with respect to the material is to be the value of the material, determined in accordance with subsection 8(1), minus the amount stated in the statement.

(5) *Averaging of costs - transaction value method.* If a good is subject to a regional value content requirement based on the transaction value method and an exporter or producer of the good does not have a statement described in subsection (3) but has a statement signed by a producer of a material that is used in the production of the good that states the sum of the values of non-originating materials used by the producer of the material in the production of that material and identical materials or similar materials, or any combination thereof, produced in a single plant by the producer of the material over a month or any consecutive three, six or twelve month period that falls within the fiscal year of the producer of the good, divided by the number of units of materials with respect to which the statement is made, the value of non-originating materials used by the producer of the good with respect to the material is the sum of the values of non-originating materials used by the producer of the material with respect to that material and the identical materials or similar materials divided by the number of units of materials with respect to which the statement is made.

(6) *Single producer.* For the purposes of subsection 8(6), if a producer of the good chooses to accumulate the production of materials under subsection (1), that production will be considered to be the production of the producer of the good.

(7) *Particulars.* For the purposes of this section,

- (a) in order to accumulate the production of a material,
 - (i) if the good is subject to a regional value content requirement, the producer of the good must have a statement described in subsection (2) through (5) that is signed by the producer of the material, and
 - (ii) if an applicable change in tariff classification is applied to determine whether the good is an originating good, the producer of the good must have a statement signed by the producer of the material that states the tariff classification of all non-originating materials used by that producer in the production of that material and that the production of the material took place entirely in the territory of one or more of the USMCA countries;
- (b) a producer of a good who chooses to accumulate is not required to accumulate the production of all materials that are incorporated into the good; and
- (c) any information set out in a statement referred to in subsection (2) through (5) that concerns the value of materials or costs is to be in the same currency as the currency of the country in which the person who provided the statement is located.

(8) *Examples of accumulation of production.*

Each of the following examples is an “Example” as referred to in subsection 1(4).

Example 1: subsection 9(1)

Producer A, located in USMCA country A, imports unfinished bearing rings provided for in subheading

8482.99 into USMCA country A from a non-USMCA territory. Producer A further processes the unfinished bearing rings into finished bearing rings, which are of the same subheading. The finished bearing rings of Producer A do not satisfy an applicable change in tariff classification and therefore do not qualify as originating goods.

The net cost of the finished bearing rings (per unit) is calculated as follows:

Product costs:

Value of originating materials	\$0.15
Value of non-originating materials	0.75
Other product costs	0.35
Period costs: (including \$0.05 in excluded costs)	0.15
Other costs:	0.05
Total cost of the finished bearing rings, per unit:	<u>\$1.45</u>
Excluded costs: (included in period costs)	0.05
Net cost of the finished bearing rings, per unit:	<u>\$1.40</u>

Producer A sells the finished bearing rings to Producer B who is located in USMCA country A for \$1.50 each. Producer B further processes them into bearings, and intends to export the bearings to USMCA country B. Although the bearings satisfy the applicable change in tariff classification, the bearings are subject to a regional value content requirement.

Situation A:

Producer B does not choose to accumulate costs incurred by Producer A with respect to the bearing rings used in the production of the bearings. The net cost of the bearings (per unit) is calculated as follows:

Product costs:

Value of originating materials	\$0.45
Value of non-originating materials (value, per unit, of the bearing rings purchased from Producer A)	1.50
Other product costs	0.75
Period costs: (including \$0.05 in excluded costs)	0.15
Other costs:	0.05
Total cost of the bearings, per unit:	<u>\$2.90</u>
Excluded costs: (included in period costs)	0.05
Net cost of the bearings, per unit:	<u>\$2.85</u>

Under the net cost method, the regional value content of the bearings is

$$\begin{aligned}
 RVC &= \frac{NC - VNM}{NC} \times 100 \\
 &= \frac{\$2.85 - \$1.50}{\$2.85} \times 100 \\
 &= 47.4\%
 \end{aligned}$$

Therefore, the bearings are non-originating goods.

Situation B:

Producer B chooses to accumulate costs incurred by Producer A with respect to the bearing rings used in the production of the bearings. Producer A provides a statement described in paragraph 9(2)(a) to Producer B. The net cost of the bearings (per unit) is calculated as follows:

Product costs:

Value of originating materials (\$0.45 + \$0.15)	\$0.60
Value of non-originating materials (value, per unit, of the unfinished bearing rings imported by Producer A)	0.75
Other product costs (\$0.75 + \$0.35)	1.10
Period costs: ((\$0.15 + \$0.15), including \$0.10 in excluded costs)	0.30
Other costs: (\$0.05 + \$0.05)	0.10
Total cost of the bearings, per unit:	<u>\$2.85</u>
Excluded costs: (included in period costs)	0.10
Net cost of the bearings, per unit:	<u>\$2.75</u>

Under the net cost method, the regional value content of the bearings is

$$\begin{aligned}
 RVC &= \frac{NC - VNM}{NC} \times 100 \\
 &= \frac{\$2.75 - \$0.75}{\$2.75} \times 100 \\
 &= 72.7\%
 \end{aligned}$$

Therefore, the bearings are originating goods.

Situation C:

Producer B chooses to accumulate costs incurred by Producer A with respect to the bearing rings used in the production of the bearings. Producer A provides to Producer B a statement described in paragraph 9(2)(b) that specifies an amount equal to the net cost minus the value of non-originating materials used to produce the finished bearing rings ($\$1.40 - 0.75 = \0.65). The net cost of the bearings (per unit) is calculated as follows:

Product costs:

Value of originating materials ($\$0.45 + \0.65)	\$1.10
Value of non-originating materials ($\$1.50 - \0.65)	0.85
Other product costs	0.75
Period costs: (including \$0.05 in excluded costs)	0.15
Other costs:	0.05
Total cost of the bearings, per unit:	<u>\$2.90</u>
Excluded costs: (included in period costs)	0.05
Net cost of the bearings, per unit:	<u>\$2.85</u>

Under the net cost method, the regional value content of the bearings is

$$\begin{aligned} \text{RVC} &= \frac{\text{NC} - \text{VNM}}{\text{NC}} \times 100 \\ &= \frac{\$2.85 - \$0.85}{\$2.85} \times 100 \\ &= 70.2\% \end{aligned}$$

Therefore, the bearings are originating goods.

Situation D:

Producer B chooses to accumulate costs incurred by Producer A with respect to the bearing rings used in the production of the bearings. Producer A provides to Producer B a statement described in paragraph 9(2)(b) that specifies an amount equal to the value of other product costs used in the production of the finished bearing rings ($\$0.35$). The net cost of the bearings (per unit) is calculated as follows:

Product costs:

Value of originating materials	\$0.45
Value of non-originating materials (\$1.50 - \$0.35)	1.15
Other product costs (\$0.75 + \$0.35)	1.10
Period costs: (including \$0.05 in excluded costs)	0.15
Other costs:	0.05
Total cost of the bearings, per unit:	<u>\$2.90</u>
Excluded costs: (included in period costs)	0.05
Net cost of the bearings, per unit:	<u>\$2.85</u>

Under the net cost method, the regional value content of the bearings is

$$\begin{aligned}
 RVC &= \frac{NC - VNM}{NC} \times 100 \\
 &= \frac{\$2.85 - \$1.15}{\$2.85} \times 100 \\
 &= 59.7\%
 \end{aligned}$$

Therefore, the bearings are originating goods.

Situation E:

Producer B chooses to accumulate costs incurred by Producer A with respect to the bearing rings used in the production of the bearings. Producer A provides to Producer B a signed statement described in subsection 9(3) that specifies the value of non-originating materials used in the production of the finished bearing rings (\$0.75). Producer B chooses to calculate the regional value content of the bearings under the transaction value method. The regional value content of the bearings (per unit) is calculated as follows:

<i>Transaction value of the bearings, per unit</i>	\$3.15
<i>Costs incurred, per unit, in the international shipment of the good (included in transaction value of the bearings)</i>	0.15
<i>Transaction value, per unit, adjusted to exclude any costs incurred in the international shipment of the good</i>	\$3.00
<i>Value of non-originating materials (value, per unit, of the unfinished bearing rings imported by Producer A)</i>	\$0.75

Under the transaction value method, the regional value content of the bearings is

$$RVC = (TV - VNM) / TV \times 100$$

$$= (\$3.00 - \$0.75) / \$3.00 \times 100$$

$$= 75\%$$

Therefore, because the bearings have a regional value content of at least 60 percent under transaction value method, the bearings are originating goods.

Example 2: section 9(1)

Producer A, located in USMCA country A, imports non-originating cotton, carded or combed, provided for in heading 52.03 for use in the production of cotton yarn provided for in heading 52.05. Because the change from cotton, carded or combed, to cotton yarn is a change within the same chapter, the cotton does not satisfy the applicable change in tariff classification for heading 52.05, which is a change from any other chapter, with certain exceptions. Therefore, the cotton yarn that Producer A produces from non-originating cotton is a non-originating good.

Producer A then sells the non-originating cotton yarn to Producer B, also located in USMCA country A, who uses the cotton yarn in the production of woven fabric of cotton provided for in heading 52.08. The change from non-originating cotton yarn to woven fabric of cotton is insufficient to satisfy the applicable change in tariff classification for heading 52.08, which is a change from any heading outside headings 52.08 through 52.12, except from certain headings, under which various yarns, including cotton yarn provided for in heading 52.05, are classified. Therefore, the woven fabric of cotton that Producer B produces from non-originating cotton yarn produced by Producer A is a non-originating good.

However, Producer B can choose to accumulate the production of Producer A. The rule for heading 52.08, under which the cotton fabric is classified, does not exclude a change from heading 52.03, under which carded or combed cotton is classified. Therefore, under section 15(1), the change from carded or combed cotton provided for in heading 52.03 to the woven fabric of cotton provided for in heading 52.08 would satisfy the applicable change of tariff classification for heading 52.08. The woven fabric of cotton would be considered as an originating good.

Producer B, in order to choose to accumulate Producer A's production, must have a statement described in subsection 9(7).

SECTION 10. TRANSSHIPMENT

10 (1) Transport requirements to retain originating status. If an originating good is transported outside the territories of the USMCA countries, the good retains its originating status if

- (a) the good remains under customs control outside the territories of the USMCA countries; and
- (b) the good does not undergo further production or any other operation outside the territories of the USMCA countries, other than unloading; reloading; separation from a bulk shipment; storing; labeling or other marking required by the importing USMCA country; or any other operation necessary to transport the good to the territory of the importing USMCA country or to preserve the good in good condition, including:
 - (i) inspection;

- (ii) removal of dust that accumulates during shipment;
- (iii) ventilation;
- (iv) spreading out or drying;
- (v) chilling;
- (vi) replacing salt, sulphur dioxide or other aqueous solutions; or
- (vii) replacing damaged packing materials and containers and removal of units of the good that are spoiled or damaged and present a danger to the remaining units of the good.

(2) *Good entirely non-originating.* A good that is a non-originating good by application of subsection (1) is considered to be entirely non-originating for the purposes of these Regulations.

- (3) *Exceptions for certain goods.* Subsection (1) does not apply with respect to
- (a) a “smart card” of subheading 8523.52 containing a single integrated circuit, if any further production or other operation that that good undergoes outside the territories of the USMCA countries does not result in a change in the tariff classification of the good to any other subheading;
 - (b) a good of any of subheadings 8541.10 through 8541.60 or 8542.31 through 8542.39, if any further production or other operation that that good undergoes outside the territories of the USMCA countries does not result in a change in the tariff classification of the good to a subheading outside of that group;
 - (c) an electronic microassembly of subheading 8543.90, if any further production or other operation that that good undergoes outside the territories of the USMCA countries does not result in a change in the tariff classification of the good to any other subheading; or
 - (d) an electronic microassembly of subheading 8548.90, if any further production or other operation that that good undergoes outside the territories of the USMCA countries does not result in a change in the tariff classification of the good to any other subheading.

SECTION 11. NON-QUALIFYING OPERATIONS

- 11 A good is not an originating good merely by reason of
- (a) mere dilution with water or another substance that does not materially alter the characteristics of the good; or
 - (b) any production or pricing practice with respect to which it may be demonstrated, on the basis of a preponderance of evidence, that the object was to circumvent these Regulations.

PART VI AUTOMOTIVE GOODS

SECTION 12. DEFINITIONS AND INTERPRETATION

(1) For purposes of this part,

aftermarket part means a good that is not for use as original equipment in the production of passenger vehicles, light trucks or heavy trucks as defined in these Regulations;

all-terrain vehicle means a vehicle that does not meet United States federal safety and emissions standards permitting unrestricted on-road use or the equivalent Mexican and Canadian on-road standards;

annual purchase value (APV) means the sum of the values of high-wage materials purchased annually by a producer for use in the production of passenger vehicles, light trucks or heavy trucks in a plant located in the territory of a USMCA country;

average base hourly wage rate means the average hourly rate of pay based on all the hours performed on direct production work at a plant or facility, even if such workers performing that work are paid on a salary, piece-rate, or day-rate basis. This includes all hours performed by full-time, part time, temporary, and seasonal workers. The rate of pay does not include benefits, bonuses or shift-premiums, or premium pay for overtime, holidays or weekends. If a worker is paid by a third party, such as a temporary employment agency, only the wages received by the worker are included in the average base hourly wage rate calculation.

For direct production workers, the average base hourly wage rate of pay is calculated based on all their working hours. For other workers performing direct production work, the average base hourly rate is calculated based on the number of hours performing direct production work. The rate also does not include any hours worked by interns, trainees, students, or any other worker that does not have an express or implied compensation agreement with the employer.

If any direct production worker or worker performing direct production work is compensated by a method other than hourly, such as a salary, piece-rate, or day-rate basis, the worker's hourly base wage rate is calculated by converting the salary, piece-rate, or day-rate to an hourly equivalent. This hourly equivalent is then multiplied by the number of hours worked in direct production for purposes of calculating the average base hourly wage rate;

class of motor vehicles means one of the following categories of motor vehicles:

- (a) road tractors for semi-trailers of subheading 8701.20, vehicles for the transport of 16 or more persons of subheading 8702.10 or 8702.90, motor vehicles for the transport of goods of subheading 8704.10, 8704.22, 8704.23, 8704.32 or 8704.90, special purpose motor vehicles of heading 87.05, or chassis fitted with engines of heading 87.06;
- (b) tractors of subheading 8701.10 or 8701.30 through 8701.90;
- (c) vehicles for the transport of 15 or fewer persons of subheading 8702.10 or 8702.90, or light trucks of subheading 8704.21 or 8704.31; or
- (d) passenger vehicles of subheading 8703.21 through 8703.90;

complete motor vehicle assembly process means the production of a motor vehicle from separate constituent parts, including the following:

- (a) a structural frame or unibody
- (b) body panels
- (c) an engine, a transmission and a drive train
- (d) brake components
- (e) steering and suspension components
- (f) seating and internal trim
- (g) bumpers and external trim
- (h) wheels and

- (i) electrical and lighting components;

direct production work means work by any employee directly involved in the production of passenger vehicles, light trucks, heavy trucks, or parts used in the production of these vehicles in the territory of a USMCA country. It also includes work by an employee directly involved in the set-up, operation, or maintenance of tools or equipment used in the production of those vehicles or parts. Direct production work may take place on a production line, at a workstation, on the shop floor, or in another production area.

Direct production work also includes:

- a) material handling of vehicles or parts;
- b) inspection of vehicles or parts, including inspections that are normally categorized as quality control and, for heavy trucks, pre-sale inspections carried out at the place where the vehicle is produced;
- c) work performed by skilled tradespeople, such as process or production engineers, mechanics, technicians and other employees responsible for maintaining and ensuring the operation of the production line or tools and equipment used in the production of vehicles or parts; and
- d) on-the-job training regarding the execution of a specific production task.

Direct production work does not include any work by executive or management staff that have the authority to make final decisions to hire, fire, promote, transfer and discipline employees; workers engaged in research and development, or work by engineering or other personnel that are not responsible for maintaining and ensuring the operation of the production line or tools and equipment used in the production of vehicles or parts. It also does not include any work by interns, trainees, students, or any other worker that does not have an express or implied compensation agreement with the employer;

direct production worker means any worker whose primary responsibilities are direct production work, meaning at least 85% of the worker's time is spent performing direct production work.

first motor vehicle prototype means the first motor vehicle that

- (a) is produced using tooling and processes intended for the production of motor vehicles to be offered for sale, and
- (b) follows the complete motor vehicle assembly process in a manner not specifically designed for testing purposes;

heavy truck means a vehicle, other than a vehicle that is solely or principally for off road use, of subheading 8701.20, 8704.22, 8704.23, 8704.32 or 8704.90, or a chassis fitted with an engine of heading 87.06 that is for use in a vehicle of subheading 8701.20, 8704.22, 8704.23, 8704.32 or 8704.90;

high-wage assembly plant for passenger vehicle or light truck parts means a qualifying wage-rate production plant, operated by a corporate producer, or by a supplier with whom the producer has a contract of at least 3 years for the materials listed in sub-paragraphs (a) through (c), provided that the plant is located in the territory of a USMCA country and that it has a production capacity of:

- (a) 100,000 or more engines of heading 84.07 or 84.08,
- (b) 100,000 or more transmissions of subheading 8708.40, or
- (c) 25,000 or more advanced battery packs;

Such engines, transmissions, or advanced battery packs are not required to qualify as originating;

high-wage assembly plant for heavy truck parts means a qualifying wage rate production plant, operated by a corporate producer, or by a supplier with whom the producer has a contract of at least 3 years for the materials listed in sub-paragraphs (a) through (c), provided that the plant is located in the territory of a USMCA country and that it has a production capacity of:

- (a) 20,000 or more engines of heading 84.07 or 84.08,
- (b) 20,000 or more transmissions of subheading 8708.40, or
- (c) 20,000 or more advanced battery packs;

Such engines, transmissions, or advanced battery packs are not required to qualify as originating;

high-wage labor costs (HWLC) means the sum of wage expenditures, not including benefits, for workers who perform direct production work at a qualifying wage-rate vehicle assembly plant;

high-wage material (HWM) means a material that is produced in a qualifying wage-rate production plant;

high-wage technology expenditures means wage expenditures – expressed as a percentage of a passenger vehicle, light truck, or heavy truck producer’s total production wage expenditures – at a corporate level in the territory of one or more of the USMCA countries on:

- (a) research and development, including prototype development, design, engineering, or testing operations and any work undertaken by a producer for the purpose of creating new, or improving existing, materials, parts, vehicles or processes, including incremental improvements thereto, and
- (b) information technology, including software development, technology integration, vehicle communications, or information technology support operations,

Expenditures on capital or other non-wage costs for R&D or IT are not included. For greater certainty, there is no minimum wage rate associated with high-wage technology expenditures;

high-wage transportation or related costs for shipping means costs incurred by a producer for transportation, logistics, or material handling associated with the movement of high-wage parts or materials within the territories of the USMCA countries, provided that the transportation, logistics, or material handling provider pays an average base hourly wage rate to direct production employees performing these services of at least:

- (a) US\$16 in the United States;
- (b) CA\$20.88 in Canada; and
- (c) MXN\$294.22 in Mexico;

High-wage transportation or related costs for shipping may be included in high wage material and manufacturing expenses if those costs are not otherwise included;

light truck means a vehicle of subheading 8704.21 or 8704.31, except for a vehicle that is solely or principally for off-road use;

marque means the trade name used by a separate marketing division of a motor vehicle assembler;

model line means a group of motor vehicles having the same platform or model name;

model name means the word, group of words, letter, number or similar designation assigned to a motor vehicle by a marketing division of a motor vehicle assembler to:

- (a) differentiate the motor vehicle from other motor vehicles that use the same platform design,
- (b) associate the motor vehicle with other motor vehicles that use different platform designs, or
- (c) denote a platform design;

motorhome or entertainer coach means a vehicle of heading 87.02 or 87.03 built on a self-propelled motor vehicle chassis that is solely or principally designed as temporary living quarters for recreational, camping, entertainment, corporate or seasonal use;

motor vehicle assembler means a producer of motor vehicles and any related persons or joint ventures in which the producer participates;

new building means a new construction, including at least the pouring or construction of a new foundation and floor, the erection of a new structure and roof and installation of new plumbing, electrical and other utilities to house a complete vehicle assembly process;

passenger vehicle means a vehicle of subheading 8703.21 through 8703.90, except for:

- (a) a vehicle with a compression-ignition engine of subheading 8703.31 through 8703.33 or a vehicle of subheading 8703.90 with both a compression-ignition engine and an electric motor for propulsion,
- (b) a three- or four-wheeled motorcycle,
- (c) an all-terrain vehicle,
- (d) a motorhome or entertainer coach, or
- (e) an ambulance, hearse or prison van;

plant means a building, or buildings in close proximity but not necessarily contiguous, machinery, apparatus and fixtures that are under the control of a producer and are used in the production of any of the following:

- (a) passenger vehicles, light trucks or heavy trucks,
- (b) a good listed in Table A.1, A.2, B, C, D, E, F or G;

platform means the primary load-bearing structural assembly of a motor vehicle that determines the basic size of the motor vehicle, and is the structural base that supports the driveline and links the suspension components of the motor vehicle for various types of frames, such as the body-on-frame or space-frame, and monocoques;

qualifying wage-rate production plant means a plant that produces materials for passenger vehicles, light trucks or heavy trucks located in the territory of a USMCA country, at which the average base hourly wage rate is at least:

- (a) US\$16 in the United States;
- (b) CA\$20.88 in Canada; and
- (c) MXN\$294.22 in Mexico;

qualifying wage-rate vehicle assembly plant means a passenger vehicle, light truck or heavy truck assembly plant located in the territory of a USMCA country, at which the average base hourly wage rate is at least:

- (a) US\$16 in the United States;
- (b) CA\$20.88 in Canada; and
- (c) MXN\$294.22 in Mexico;

refit means a plant closure, for purposes of plant conversion or retooling, that lasts at least three months;

size category, with respect to a light-duty vehicle, means that the total of the interior volume for passengers and the interior volume for luggage is

- (a) 85 cubic feet (2.38 m³) or less,
- (b) more than 85 cubic feet (2.38m³) but less than 100 cubic feet (2.80m³),
- (c) 100 cubic feet (2.80m³) or more but not more than 110 cubic feet (3.08 m³),
- (d) more than 110 cubic feet (3.08m³) but less than 120 cubic feet (3.36m³), or
- (e) 120 cubic feet (3.36m³) or more;

super-core means the parts listed in column 1 of Table A.2 of this Part, which are considered as a single part for the purpose of performing a Regional Value Content calculation in accordance with subsections 14(10), 14(11), 14(13) and 16(10);

total vehicle plant assembly annual purchase value (TAPV) means the sum of the values of all parts or materials purchased, on an annual basis, for use in the production of passenger vehicles, light trucks or heavy trucks in a plant located in the territory of a USMCA country;

underbody means a component, comprising a single part or two or more parts joined together, with or without additional stiffening members, that forms the base of a motor vehicle, beginning at the fire-wall or bulkhead of the motor vehicle and ending:

- (a) if there is a luggage floor panel in the motor vehicle, at the place where that luggage floor panel begins, or
- (b) if there is no luggage floor panel in the motor vehicle, at the place where the passenger compartment of the motor vehicle ends;

vehicle that is solely or principally for off-road use means a vehicle that does not meet U.S. federal safety and emissions standards permitting unrestricted on-road use or the equivalent Mexican and Canadian on-road standards.

SECTION 13: PRODUCT-SPECIFIC RULES OF ORIGIN FOR VEHICLES AND CERTAIN AUTO PARTS

(1) Except as provided for in section 19 (Alternative Staging Regimes), the product-specific rule of origin for a good of heading 87.01 through 87.08 is:

- 8701.10 A change to a good of subheading 8701.10 from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 60 percent under the net cost method.
- 8701.20 A change to a good of subheading 8701.20 from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:
- (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
 - (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027; or
 - (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.
- 8701.30 – 8701.90 A change to a good of subheading 8701.30 through 8701.90 from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 60 percent under the net cost method.
- 8702.10 – 8702.90 (1) A change to a motor vehicle for the transport of 15 or fewer persons of subheading 8702.10 through 8702.90 from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 62.5 percent under the net cost method; or
- (2) A change to a motor vehicle for the transport of 16 or more persons of subheading 8702.10 through 8702.90 from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 60 percent under the net cost method.
- 8703.10 A change to subheading 8703.10 from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:
- (a) 60 percent under the transaction value method, or
 - (b) 50 percent under the net cost method.
- 8703.21 – 8703.90 (1) A change to a passenger vehicle of subheading 8703.21 through 8703.90 from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:
- (a) 66 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
 - (b) 69 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;
 - (c) 72 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023;
 - (d) 75 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter; or

(2) A change to any other good of subheading 8703.21 through 8703.90 from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 62.5 percent under the net cost method.

8704.10 A change to a good of subheading 8704.10 from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 60 percent under the net cost method.

8704.21 (1) A change to a light truck of subheading 8704.21 from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 66 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
- (b) 69 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;
- (c) 72 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023;
- (d) 75 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter; or

(2) A change to a vehicle that is solely or principally for off-road use subheading 8704.21 from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 62.5 percent under the net cost method.

8704.22 - 8704.23 (1) A change to a heavy truck of subheading 8704.22 through 8704.23 from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
- (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
- (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter; or

(2) A change to a vehicle that is solely or principally for off-road use subheading 8704.22 through 8704.23 from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 60 percent under the net cost method.

8704.31 (1) A change to a light truck of subheading 8704.31 from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 66 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
- (b) 69 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;
- (c) 72 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023;
- (d) 75 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter; or

(2) A change to a vehicle that is solely or principally for off-road use subheading 8704.31 from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 62.5 percent under the net cost method.

8704.32 - 8704.90

(1) A change to a heavy truck of subheading 8704.32 through 8704.90 from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

(a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;

(b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;

(c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter; or

(2) A change to a vehicle that is solely or principally for off-road use of subheading 8704.32 through 8704.90 from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 60 percent under the net cost method.

87.05

A change to heading 87.05 from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 60 percent under the net cost method.

87.06

For a good of heading 87.06 for use as original equipment in a passenger vehicle or light truck:

(1) No required change in tariff classification provided there is a regional value content of not less than:

(a) 66 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;

(b) 69 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;

(c) 72 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023;

(d) 75 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

For a good of heading 87.06 for use as original equipment in a heavy truck:

(2) No required change in tariff classification provided there is a regional value content of not less than:

(a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;

(b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;

(c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.

For any other good of heading 87.06 for use as original equipment in any other vehicle, or as an aftermarket part:

(3) No required change in tariff classification provided there is a regional value content of not less than 60 percent under the net cost method.

87.07

For a good of heading 87.07 for use as original equipment in a passenger vehicle or light truck:

(1) No required change in tariff classification provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 66 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
- (b) 69 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;
- (c) 72 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023;
- (d) 75 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

For a good of heading 87.07 for use as original equipment in a heavy truck:

(2) A change to heading 87.07 from any other chapter; or

(3) No required change in tariff classification provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
- (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
- (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.

For any other good of heading 87.07 for use as original equipment in any other vehicle or as an aftermarket part:

(4) A change heading 87.07 from any other chapter; or

(5) No required change in tariff classification provided there is a regional value content of not less than 60 percent under the net cost method.

8708.10

For a good of subheading 8708.10 for use as original equipment in a passenger vehicle or light truck:

(1) A change to subheading 8708.10 from any other heading; or

(2) A change to subheading 8708.10 from subheading 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 62.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
- (b) 65 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;
- (c) 67.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023;
- (d) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

For a good of subheading 8708.10 for use as original equipment in a heavy truck:

(3) A change to subheading 8708.10 from any other heading; or

(4) A change to subheading 8708.10 from subheading 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
- (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
- (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.

For any other good of subheading 8708.10 for use as original equipment in any other vehicle or as an aftermarket part:

(5) A change to subheading 8708.10 from any other heading; or

(6) A change to subheading 8708.10 from subheading 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method.

8708.21

For a good of subheading 8708.21 for use as original equipment in a passenger vehicle or light truck:

(1) A change to subheading 8708.21 from any other heading; or

(2) A change to subheading 8708.21 from subheading 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 62.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
- (b) 65 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;
- (c) 67.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023;
- (d) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

For a good of subheading 8708.21 for use as original equipment in a heavy truck:

- (3) A change to subheading 8708.21 from any other heading; or
- (4) A change to subheading 8708.21 from subheading 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:
 - (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
 - (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
 - (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.

For any other good of subheading 8708.21 for use as original equipment in any other vehicle or as an aftermarket part:

- (5) A change to subheading 8708.21 from any other heading; or
- (6) A change to subheading 8708.21 from subheading 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method.

8708.29

For a body stamping of subheading 8708.29 for use as original equipment in a passenger vehicle or light truck:

- (1) No required change in tariff classification to a body stamping of subheading 8708.29, provided there is a regional value content of not less than:
 - (a) 66 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
 - (b) 69 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;

- (c) 72 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023;
- (d) 75 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

For any other good of subheading 8708.29 for use as original equipment in a passenger vehicle or light truck:

- (2) A change to subheading 8708.29 from any other heading; or
- (3) No required change in tariff classification to subheading 8708.29, provided there is a regional value content of not less than:
 - (a) 62.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
 - (b) 65 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;
 - (c) 67.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023;
 - (d) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

For a good of subheading 8708.29 for use as original equipment in a heavy truck:

- (4) A change to subheading 8708.29 from any other heading; or
- (5) No required change in tariff classification to subheading 8708.29, provided there is a regional value content of not less than:
 - (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
 - (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
 - (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.

For any other good of subheading 8708.29 for use as original equipment in any other vehicle or as an aftermarket part:

- (6) A change to subheading 8708.29 from any other heading; or
- (7) No required change in tariff classification to subheading 8708.29, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method.

8708.30

For a good of subheading 8708.30 for use as original equipment in a passenger vehicle or light truck:

- (1) A change to subheading 8708.30 from any other heading; or
- (2) No required change in tariff classification to subheading 8708.30, provided there is a regional value content of not less than:
 - (a) 62.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
 - (b) 65 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;
 - (c) 67.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023;
 - (d) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

For a good of subheading 8708.30 for use as original equipment in a heavy truck:

- (3) A change to subheading 8708.30 from any other heading; or
- (4) No required change in tariff classification to subheading 8708.30, provided there is a regional value content of not less than:
 - (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
 - (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
 - (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.

For any other good of subheading 8708.30 for use as original equipment in any other vehicle or as an aftermarket part:

- (5) A change to mounted brake linings of subheading 8708.30 from any other heading; or
- (6) A change to mounted brake linings of subheading 8708.30 from parts of mounted brake linings, brakes or servo-brakes of subheading 8708.30 or 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method;
- (7) A change to any other good of subheading 8708.30 from any other heading; or

(8) A change to any other good of subheading 8708.30 from mounted brake linings or parts of brakes or servo-brakes of subheading 8708.30, or 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method.

8708.40

For a good of subheading 8708.40 for use as original equipment in a passenger vehicle or light truck:

(1) No required change in tariff classification to subheading 8708.40, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 66 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
- (b) 69 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;
- (c) 72 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023;
- (d) 75 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

For a good of subheading 8708.40 for use as original equipment in a heavy truck:

(2) A change to subheading 8708.40 from any other heading; or

(3) No required change in tariff classification to subheading 8708.40, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
- (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
- (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.

For a good of subheading 8708.40 for use as original equipment in any other vehicle or as an aftermarket part:

(4) A change to gear boxes of subheading 8708.40 from any other heading; or

(5) A change to gear boxes of subheading 8708.40 from any other good of subheading 8708.40 or 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method;

(6) A change to any other good of subheading 8708.40 from any other heading; or

(7) No required change in tariff classification to any other good of subheading 8708.40, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method.

8708.50

For a good of subheading 8708.50 for use as original equipment in a passenger vehicle or light truck:

(1) No required change in tariff classification to subheading 8708.50, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 66 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
- (b) 69 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;
- (c) 72 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023;
- (d) 75 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

For a good of subheading 8708.50 for use as original equipment in a heavy truck:

(2) A change to drive-axles with differential, whether or not provided with other transmission components, for vehicles of heading 87.03, of subheading 8708.50 from any other heading, except from subheading 8482.10 through 8482.80; or

(3) A change to drive-axles with differential, whether or not provided with other transmission components, for vehicles of heading 87.03, of subheading 8708.50 from subheading 8482.10 through 8482.80 or parts of drive-axles of subheading 8708.50, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
- (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
- (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.

(4) A change to other drive-axles with differential, whether or not provided with other transmission components, of subheading 8708.50 from any other heading; or

(5) A change to other drive-axles with differential, whether or not provided with other transmission components, of subheading 8708.50 from subheading 8708.99, whether or

not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
 - (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
 - (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.
- (6) A change to non-driving axles and parts thereof, for vehicles of heading 87.03, of subheading 8708.50 from any other heading, except from subheading 8482.10 through 8482.80; or
- (7) A change to non-driving axles and parts thereof, for vehicles of heading 87.03, of subheading 8708.50 from subheading 8482.10 through 8482.80 or 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:
- (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
 - (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
 - (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter;
- (8) A change to other non-driving axles and parts thereof of subheading 8708.50 from any other heading; or
- (9) A change to other non-driving axles and parts thereof of subheading 8708.50 from subheading 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:
- (a) 60 percent under the net cost method, beginning July 1, 2020 until June 30, 2024;
 - (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
 - (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.
- (10) A change to any other good of subheading 8708.50 from any other heading; or
- (11) No required change in tariff classification to any other good of subheading 8708.50, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
- (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
- (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.

For a good of subheading 8708.50 for use as original equipment in any other vehicle or as an aftermarket part:

(12) A change to drive-axles with differential, whether or not provided with other transmission components, for vehicles of heading 87.03, of subheading 8708.50 from any other heading, except from subheading 8482.10 through 8482.80; or

(13) A change to drive-axles with differential, whether or not provided with other transmission components, for vehicles of heading 87.03, of subheading 8708.50 from subheading 8482.10 through 8482.80 or parts of drive-axles of subheading 8708.50, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method;

(14) A change to other drive-axles with differential, whether or not provided with other transmission components, of subheading 8708.50 from any other heading; or

(15) A change to other drive-axles with differential, whether or not provided with other transmission components, of subheading 8708.50 from subheading 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method;

(16) A change to non-driving axles and parts thereof, for vehicles of heading 87.03, of subheading 8708.50 from any other heading, except from subheading 8482.10 through 8482.80; or

(17) A change to non-driving axles and parts thereof, for vehicles of heading 87.03, of subheading 8708.50 from subheading 8482.10 through 8482.80 or 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method;

(18) A change to other non-driving axles and parts thereof of subheading 8708.50 from any other heading; or

(19) A change to other non-driving axles and parts thereof of subheading 8708.50 from subheading 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method;

(20) A change to any other good of subheading 8708.50 from any other heading; or

(21) No required change in tariff classification to any other good of subheading 8708.50, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method.

8708.70

For a good of subheading 8708.70 for use as original equipment in a passenger vehicle or light truck:

(1) A change to subheading 8708.70 from any other heading; or

(2) A change to subheading 8708.70 from subheading 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

(a) 62.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;

(b) 65 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;

(c) 67.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023;

(d) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

For a good of subheading 8708.70 for use as original equipment in a heavy truck:

(3) A change to subheading 8708.70 from any other heading; or

(4) A change to subheading 8708.70 from subheading 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

(a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;

(b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;

(c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.

For any other good of subheading 8708.70 for use as original equipment in any other vehicle or as an aftermarket part:

(5) A change to subheading 8708.70 from any other heading; or

(6) A change to subheading 8708.70 from subheading 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method.

8708.80

For a good of subheading 8708.80 for use as original equipment in a passenger vehicle or light truck:

(1) No required change in tariff classification to subheading 8708.80, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 66 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
- (b) 69 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;
- (c) 72 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023;
- (d) 75 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

For a good of subheading 8708.80 for use as original equipment in a heavy truck:

(2) A change to McPherson struts of subheading 8708.80 from parts thereof of subheading 8708.80 or any other subheading, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method;

(3) A change to any other good of subheading 8708.80 from any other heading; or

(4) A change to suspension systems (including shock absorbers) of subheading 8708.80 from parts thereof of subheading 8708.80 or 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
- (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
- (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter;
or

(5) No required change in tariff classification to parts of suspension systems (including shock absorbers) of subheading 8708.80, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
- (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
- (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.

For any other good of subheading 8708.80 for use as original equipment in any other vehicle or as an aftermarket part:

- (6) A change to McPherson struts of subheading 8708.80 from parts thereof of subheading 8708.80 or any other subheading, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method;
- (7) A change to subheading 8708.80 from any other heading;
- (8) A change to suspension systems (including shock absorbers) of subheading 8708.80 from parts thereof of subheading 8708.80 or 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method; or
- (9) No required change in tariff classification to parts of suspension system (including shock absorbers) of subheading 8708.80, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method.

8708.91

For a good of subheading 8708.91 for use as original equipment in a passenger vehicle or light truck:

- (1) A change to radiators of subheading 8708.91 from any other heading;
- (2) A change to radiators of subheading 8708.91 from any other good of subheading 8708.91, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:
 - (a) 62.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
 - (b) 65 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;
 - (c) 67.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023; or
 - (d) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

(3) No required change in tariff classification to any other good of subheading 8708.91, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 62.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
- (b) 65 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;
- (c) 67.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023; or
- (d) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

For a good of subheading 8708.91 for use as original equipment in a heavy truck:

(4) A change to radiators of subheading 8708.91 from any other heading;

(5) A change to radiators of subheading 8708.91 from any other good of subheading 8708.91, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
- (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
- (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.

(6) No required change in tariff classification to any other good of subheading 8708.91, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
- (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
- (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.

For any other good of subheading 8708.91 for use as original equipment in any other vehicle or as an aftermarket part:

- (7) A change to radiators of subheading 8708.91 from any other heading;
- (8) A change to radiators of subheading 8708.91 from any other good of subheading 8708.91, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method; or

(9) No required change in tariff classification to any other good of subheading 8708.91, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method.

8708.92

For a good of subheading 8708.92 for use as original equipment in a passenger vehicle or light truck:

- (1) A change to silencers (mufflers) or exhaust pipes of subheading 8708.92 from any other heading;
- (2) A change to silencers (mufflers) or exhaust pipes of subheading 8708.92 from any other good of subheading 8708.92, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:
 - (a) 62.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
 - (b) 65 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;
 - (c) 67.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023;
 - (d) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.
- (3) No required change in tariff classification to any other good of subheading 8708.92, provided there is a regional value content of not less than:
 - (a) 62.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
 - (b) 65 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;
 - (c) 67.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023; or
 - (d) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

For a good of subheading 8708.92 for use as original equipment in a heavy truck:

- (4) A change to silencers (mufflers) of subheading 8708.92 from any other heading;
- (5) A change to silencers (mufflers) of subheading 8708.92 from any other good of subheading 8708.92, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
 - (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
 - (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.
- (6) No required change in tariff classification to any other good of subheading 8708.92, provided there is a regional value content of not less than:
- (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
 - (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
 - (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.

For any other good of subheading 8708.92 for use as original equipment in any other vehicle or as an aftermarket part:

- (7) A change to silencers (mufflers) of subheading 8708.92 from any other heading;
- (8) A change to silencers (mufflers) of subheading 8708.92 from any other good of subheading 8708.92, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method; or
- (9) No required change in tariff classification to any other good of subheading 8708.92, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method.

8708.93

For a good of subheading 8708.93 for use as original equipment in a passenger vehicle or light truck:

- (1) A change to subheading 8708.93 from any other heading;
- (2) A change to subheading 8708.93 from subheading 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:
 - (a) 62.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
 - (b) 65 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;

- (c) 67.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023;
- (d) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

For a good of subheading 8708.93 for use as original equipment in a heavy truck:

- (3) A change to subheading 8708.93 from any other heading;
- (4) A change to subheading 8708.93 from subheading 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:
 - (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
 - (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
 - (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.

For any other good of subheading 8708.93 for use as original equipment in any other vehicle or as an aftermarket part:

- (5) A change to subheading 8708.93 from any other heading;
- (6) A change to subheading 8708.93 from subheading 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method.

8708.94

For a good of subheading 8708.94 for use as original equipment in a passenger vehicle or light truck:

- (1) No required change in tariff classification to subheading 8708.94, provided there is a regional value content of not less than:
 - (a) 66 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
 - (b) 69 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;
 - (c) 72 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023;
 - (d) 75 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

For a good of subheading 8708.94 for use as original equipment in a heavy truck:

- (2) A change to subheading 8708.94 from any other heading; or
- (3) A change to steering wheels, steering columns or steering boxes of subheading 8708.94 from parts thereof of subheading 8708.94 or 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:
 - (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
 - (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
 - (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter;
- (4) No required change in tariff classification to parts of steering wheels, steering columns or steering boxes of subheading 8708.94, provided there is a regional value content of not less than:
 - (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
 - (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
 - (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.

For any other good of subheading 8708.94 for use as original equipment in any other vehicle or as an aftermarket part:

- (5) A change to subheading 8708.94 from any other heading; or
- (6) A change to steering wheels, steering columns or steering boxes of subheading 8708.94 from parts thereof of subheading 8708.94 or 8708.99, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method;
- (7) No required change in tariff classification to parts of steering wheels, steering columns or steering boxes of subheading 8708.94, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method.

8708.95

For a good of subheading 8708.95 for use as original equipment in a passenger vehicle or light truck:

- (1) A change to subheading 8708.95 from any other heading; or

(2) No required change in tariff classification to subheading 8708.95, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 62.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
- (b) 65 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;
- (c) 67.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023;
- (d) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

For a good of subheading 8708.95 for use as original equipment in a heavy truck:

- (3) A change to subheading 8708.95 from any other heading; or
- (4) No required change in tariff classification to subheading 8708.95, provided there is a regional value content of not less than:
 - (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
 - (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
 - (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.

For any other good of subheading 8708.95 for use as original equipment in any other vehicle or as an aftermarket part:

- (5) A change to subheading 8708.95 from any other heading; or
- (6) No required change in tariff classification to subheading 8708.95, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method.

8708.99

For a chassis frame of subheading 8708.99 for use as original equipment in a passenger vehicle or light truck:

- (1) No required change in tariff classification to subheading 8708.99, provided there is a regional value content of not less than:
 - (a) 66 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
 - (b) 69 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;

- (c) 72 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023;
- (d) 75 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

For a chassis of subheading 8708.99 for use as original equipment in a heavy truck:

(2) No required change in tariff classification to subheading 8708.99, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
- (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
- (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.

For any other good of subheading 8708.99 for use as original equipment in a passenger vehicle or light truck:

8708.99.aa A change to tariff item 8708.99.aa from any other subheading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 62.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
- (b) 65 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;
- (c) 67.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023;
- (d) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

8708.99.bb A change to tariff item 8708.99.bb from any other heading, except from subheading 8482.10 through 8482.80 or tariff item 8482.99.aa; or

A change to tariff item 8708.99.bb from subheadings 8482.10 through 8482.80 or tariff item 8482.99.aa, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 62.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
- (b) 65 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;

- (c) 67.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023;
- (d) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

8708.99

A change to subheading 8708.99 from any other heading; or

No required change in tariff classification to subheading 8708.99, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 62.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
- (b) 65 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;
- (c) 67.5 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023;
- (d) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

For any other good of subheading 8708.99 for use as original equipment in a heavy truck:

8708.99.aa

A change to tariff item 8708.99.aa from any other subheading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
- (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;
- (c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.

8708.99.bb

A change to tariff item 8708.99.bb from any other heading, except from subheading 8482.10 through 8482.80 or tariff item 8482.99.aa; or

A change to tariff item 8708.99.bb from subheadings 8482.10 through 8482.80 or tariff item 8482.99.aa, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than:

- (a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
- (b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;

(c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.

8708.99 A change to subheading 8708.99 from any other heading; or

No required change in tariff classification to subheading 8708.99, provided there is a regional value content of not less than:

(a) 60 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;

(b) 64 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027;

(c) 70 percent under the net cost method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.

For any other good of subheading 8708.99 for use as original equipment in any other vehicle or as an aftermarket part:

8708.99.aa A change to tariff item 8708.99.aa from any other subheading, provided there is a regional value content of not less than 50 per cent under the net cost method.

8708.99.bb A change to tariff item 8708.99.bb from any other heading, except from subheading 8482.10 through 8482.80 or tariff item 8482.99.aa; or

A change to tariff item 8708.99.bb from subheadings 8482.10 through 8482.80 or tariff item 8482.99.aa, whether or not there is also a change from any other heading, provided there is a regional value content of not less than 50 per cent under the net cost method.

8708.99 A change to subheading 8708.99 from any other heading; or

No required change in tariff classification to subheading 8708.99, provided there is a regional value content of not less than 50 percent under the net cost method.

SECTION 14: FURTHER REQUIREMENTS RELATED TO THE REGIONAL VALUE CONTENT FOR PASSENGER VEHICLES, LIGHT TRUCKS, AND PARTS THEREOF

ROLL-UP OF ORIGINATING MATERIALS

(1) The value of non-originating materials used by the producer in the production of a passenger vehicle, light truck and parts thereof must not, for the purpose of calculating the regional value content of the good, include the value of non-originating materials used to produce originating materials that are subsequently used in the production of the good. For greater certainty, if the production undertaken on non-originating materials results in the production of a good that qualifies as originating, no account is to be taken of the non-originating material contained therein if that good is used in the subsequent production of another good.

REQUIREMENTS RELATED TO CORE PARTS LISTED IN TABLE A.1

(2) A part listed in Table A.1 that is for use as original equipment in the production of a passenger vehicle or light truck, except for batteries of subheading 8507.60 that are used as the primary source of electrical power for the propulsion of an electric passenger vehicle or an electric light truck, is originating only if it satisfies the regional value content requirement in sections 13 or 14 or Schedule I (PSRO Annex).

(3) A battery of subheading 8507.60 that is used as the primary source of electrical power for the propulsion of an electric passenger vehicle or an electric light truck is originating if it meets the applicable requirements set out in section 14 or Schedule I (PSRO Annex).

PARTS LISTED IN COLUMN 1 OF TABLE A.2 MUST BE ORIGINATING FOR PASSENGER VEHICLE OR LIGHT TRUCK TO BE ORIGINATING

(4) In addition to other applicable requirements set out in these Regulations, a passenger vehicle or light truck is only originating if the parts listed in column 1 of Table A.2s used in its production are originating. The value of non-originating materials (VNM) for such parts must be calculated in accordance with subsections 14(7) through 14(8), or, at the choice of the vehicle producer or exporter, subsections 14(9) through 14(11). The net cost of a part must be calculated in accordance with section 7 (Regional Value Content), without regard to the VNM calculation method chosen.

PARTS LISTED IN COLUMN 1 OF TABLE A.2 MUST MEET AN RVC REQUIREMENT; ADVANCED BATTERIES MAY MEET AN RVC OR TARIFF SHIFT REQUIREMENT

(5) Except for an advanced battery of subheading 8507.60, a part listed in column 1 of Table A.2, that is for use in a passenger vehicle or light truck, must meet the regional value content requirement of section 13 or Schedule I (PSRO Annex) to be considered originating.

(6) An advanced battery of subheading 8507.60, that is for use in a passenger vehicle or light truck, is originating if it meets the applicable change in tariff classification or regional value content requirements set out in Schedule I (PSRO Annex).

VNM FOR CORE PARTS MAY INCLUDE ALL NON-ORIGINATING MATERIALS, OR ONLY MATERIALS LISTED IN COLUMN 2 OF TABLE A.2

(7) For the purpose of satisfying the requirement specified in subsections (4) through (6), the regional value content of a part listed in column 1 of Table A.2, the value of non-originating materials (VNM) may be determined, at the choice of the vehicle producer or exporter, taking into consideration:

- (a) the value of all non-originating materials used in the production of the part; or
- (b) the value of non-originating components that are listed in column 2 of Table A.2 that are used in the production of the part.

(8) For the purposes of a regional value content calculation for a good listed in column 1 of Table A.2, based on paragraph (7)(b), any non-originating materials used in the production of the good that are not listed in column 2 of Table A.2 may be disregarded. For greater certainty, any non-originating parts listed in column 2 of Table

A.2 must be included in the VNM calculation. Any parts not listed in column 2 of Table A.2 or materials or components used to produce such parts should also not be part of the VNM calculation.

(9) Subsections (7) and (8) do not apply when calculating the regional value content of a part listed in Column 1 of Table A.2 traded on its own. The rules for such parts are listed in section 13 or Schedule 1 of these regulations.

PARTS LISTED IN COLUMN 1 OF TABLE A.2 MAY BE TREATED AS A SINGLE, SUPER-CORE PART

(10) For the purpose of satisfying the requirement specified in subsections (4) through (6) and as an alternative to determining the VNM based on the method in subsection (7), the regional value content of the parts listed in column 1 of Table A.2 of these Regulations may be determined, at the choice of the vehicle producer or exporter, by treating these parts as a single part, which may be referred to as a super-core part, using the sum of the net cost of each part listed under column 1 of Table A.2 of these Regulations, and when calculating the VNM taking into consideration:

- (a) the sum of the value of all non-originating materials used in the production of the parts listed under column 1 of table A.2; or
- (b) the sum of the value of the non-originating components that are listed in column 2 of Table A.2 that are used in the production of the parts listed in column 1 of Table A.2.

(11) If a non-originating material used in the production of a component listed in column 2 of Table A.2 undergoes further production such that it satisfies the requirements of these Regulations, the component is treated as originating when determining the originating status of the subsequently produced part listed in column 1 of Table A.2, regardless of whether that component was produced by the producer of the part.

(12) The regional value content requirement for the parts listed in column 1 of Table A.2 may be averaged in accordance with the provisions in Section 16. Such an average may be calculated using the average regional value content for each individual parts category in the left hand column of Table A.2, or by calculating the average regional value content for all parts in the left hand column of Table A by treating them as a single part, defined as a super-core. Once this average, by either methodology, exceeds the required thresholds listed in subsection (13)(a) through (d), all parts used to calculate this average are considered originating.

RVC REQUIREMENTS RELATED TO PARTS LISTED IN TABLES A.1 AND A.2

(13) Further to subsections (2), (7) and (10), the following regional value content thresholds apply to parts for use as original equipment listed under Table A.1 and column 1 of Table A.2:

- (a) 66 percent under the net cost method or 76 percent under the transaction value method beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
- (b) 69 percent under the net cost method or 79 percent under the transaction value method beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;
- (c) 72 percent under the net cost method or 82 percent under the transaction value method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023; or
- (d) 75 percent under the net cost method or 85 percent under the transaction value method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

REQUIREMENTS RELATED TO PRINCIPAL AND COMPLEMENTARY PARTS LISTED IN TABLES B AND C

(14) Notwithstanding the regional value content requirements set out in Schedule I (PSRO Annex), a material listed in Table B is considered originating if it satisfies the applicable change in tariff classification requirement or the applicable regional value-content requirement provided in Schedule I (PSRO Annex).

(15) Further to subsection (14), the following regional value content thresholds apply to parts for use as original equipment listed under Table B:

- (a) 62.5 percent under the net cost method or 72.5 percent under the transaction value method beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
- (b) 65 percent under the net cost method or 75 percent under the transaction value method beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;
- (c) 67.5 percent under the net cost method or 77.5 percent under the transaction value method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023; or
- (d) 70 percent under the net cost method or 80 percent under the transaction value method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

(16) Notwithstanding the regional value content requirements set out in Schedule I (PSRO Annex), a material listed in Table C is originating if it meets the applicable change in tariff classification requirement or the applicable regional value-content requirement provided in Schedule I (PSRO Annex).

(17) Further to subsection (16), the following regional value content thresholds apply to parts for use as original equipment listed under Table C:

- (a) 62 percent under the net cost method or 72 percent under the transaction value method beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
- (b) 63 percent under the net cost method or 73 percent under the transaction value method beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;
- (c) 64 percent under the net cost method or 74 percent under the transaction value method, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023; or
- (d) 65 percent under the net cost method or 75 percent under the transaction value method, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

(18) For greater certainty, subsections (13), (15) or (17) do not apply to aftermarket parts.

SECTION 15: FURTHER REQUIREMENTS RELATED TO THE REGIONAL VALUE CONTENT FOR HEAVY TRUCKS AND PARTS THEREOF

(1) The value of non-originating materials used by the producer in the production of a heavy truck and parts thereof must not, for the purpose of calculating the regional value content of the good, include the value of non-originating materials used to produce originating materials that are subsequently used in the production of the good.

(2) Notwithstanding the Product-Specific Rules of Origin in Schedule I (PSRO Annex), the regional value content requirement for a part listed in Table D that is for use in a heavy truck is:

- (a) 60 percent under the net cost method or 70 percent under the transaction value method, if the corresponding rule includes a transaction value method, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2024;
- (b) 64 percent under the net cost method or 74 percent under the transaction value method, if the corresponding rule includes a transaction value method beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027; or
- (c) 70 percent under the net cost method or 80 percent under the transaction value method, if the corresponding rule includes a transaction value method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.

(3) Notwithstanding the Product-Specific Rules of Origin in Schedule I (PSRO Annex), the regional value content requirement for a part listed in Table E that is for use in a heavy truck is:

- (a) 50 percent under the net cost method or 60 percent under the transaction value method, if the corresponding rule includes a transaction value method, beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027; or
- (b) 54 percent under the net cost method or 64 percent under the transaction value method, if the corresponding rule includes a transaction value method beginning on July 1, 2024 until June 30, 2027; or
- (c) 60 percent under the net cost method or 70 percent under the transaction value method, if the corresponding rule includes a transaction value method, beginning on July 1, 2027, and thereafter.

(4) Notwithstanding section 13 (Product-Specific Rules of Origin for Vehicles) or Schedule I (PSRO Annex), an engine of heading 84.07 or 84.08, or a gear box (transmission) of subheading 8708.40, or a chassis classified in 8708.99, that is for use in a heavy truck, is originating only if it satisfies the applicable regional value content requirement in subsection (2).

SECTION 16: AVERAGING FOR PASSENGER VEHICLES, LIGHT TRUCKS AND HEAVY TRUCKS

(1) For the purpose of calculating the regional value content of a passenger vehicle, light truck, or heavy truck, the calculation may be averaged over the producer’s fiscal year, using any one of the following categories, on the basis of either all motor vehicles in the category or only those motor vehicles in the category that are exported to the territory of one or more of the other USMCA countries:

- (a) the same model line of motor vehicles in the same class of vehicles produced in the same plant in the territory of a USMCA country;
- (b) the same class of motor vehicles produced in the same plant in the territory of a USMCA country;

(c) the same model line or same class of motor vehicles produced in the territory of a USMCA country;

or

(d) any other category as the USMCA countries may decide.

(2) For the purposes of paragraph (1)(c), vehicles within the same model line or class may be averaged separately if such vehicles are subject to different regional value content requirements.

(3) If a producer chooses to use averaging for the purpose of calculating regional value content, the producer must state the category it has chosen, and:

(a) if the category referred to in paragraph (1)(a) is chosen, state the model line, model name, class of passenger vehicle, light truck, or heavy truck and tariff classification of the motor vehicles in that category, and the location of the plant at which the motor vehicles are produced,

(b) if the category referred to in paragraph (1)(b) is chosen, state the model name, class of passenger vehicle, light truck, or heavy truck and tariff classification of the motor vehicles in that category, and the location of the plant at which the motor vehicles are produced,

(c) if the category referred to in paragraph (1)(c) is chosen, state the model line, model name, class of motor vehicle and tariff classification of the passenger vehicle, light truck, or heavy truck in that category, and the locations of the plants at which the motor vehicles are produced,

(d) if the category referred to in paragraph (1)(d) is chosen, state the model lines, model names, classes of motor vehicles and tariff classifications of the passenger vehicles, light trucks, or heavy trucks, the location of the plants at which the motor vehicles are produced and the party or parties to which the vehicles are exported.

AVERAGING PERIOD

(4) If the fiscal year of a producer begins after July 1, 2020, but before July 1, 2021, the producer may calculate its regional value content for passenger vehicles, light trucks, heavy trucks, other vehicles, core parts listed in Table A.2 used in the production of passenger vehicles, light trucks or heavy trucks, an automotive good listed in Tables A.1, B, C, D or E, steel and aluminum purchasing requirement and labor value content, for the period beginning on July 1, 2020 and ending at the end of the following fiscal year.

AVERAGING AFTER ENTRY INTO FORCE

(5) For the period July 1, 2020 to June 30, 2023, the producer may calculate:

(a) its regional value content for passenger vehicles, light trucks, other vehicles, core parts listed in Table A2 used in the production of passenger vehicles, or light trucks, an automotive good listed in Tables A.1, B, and C, and the steel and aluminum purchasing and labor value content requirements for those vehicles, for the following periods:

- (i) July 1, 2020 to June 30, 2021
- (ii) July 1, 2021 to June 30, 2022
- (iii) July 1, 2022 to June 30, 2023
- (iv) July 1, 2023 to the end of the producer's fiscal year.

(b) its regional value content for heavy trucks, an automotive good listed in Tables D or E, and the steel and aluminum purchasing and labor value content requirements for heavy trucks, for the following periods:

- (i) July 1, 2023 to June 30, 2024
- (ii) July 1 2024 to June 30, 2025
- (iii) July 1 2025 to June 30, 2026
- (iv) July 1 2026 to June 30, 2027
- (v) July 1 2027 to the end of its fiscal year.

TIMELY FILING OF CHOICE TO AVERAGE

(6) If a producer chooses to average its regional value content calculations the producer must notify the customs administration of the USMCA country to which passenger vehicles, light trucks, heavy trucks or other vehicles are to be exported, by July 31, 2020 and subsequently at least 10 days before the first day of the producer's fiscal year during which the vehicles will be exported, or such shorter period as the customs administration may accept.

CHOICE TO AVERAGE MAY NOT BE RESCINDED

(7) The producer may not modify or rescind the category of passenger vehicles, light trucks, heavy trucks or other vehicles or the period that they have notified the customs authority they intend to use for their averaged regional value calculation.

AVERAGED NET COST AND VNM INCLUDED IN CALCULATION OF RVC ON THE BASIS OF PRODUCER'S OPTION TO INCLUDE ALL VEHICLES OF CATEGORY OR ONLY CERTAIN EXPORTED VEHICLES OF CATEGORY

(8) For purposes of sections 13 through 15, if a producer chooses to average its net cost calculation, the net costs incurred and the values of non-originating materials used by the producer, with respect to

- (a) all passenger vehicles, light trucks, or heavy trucks that fall within the category chosen by the producer and that are produced during the fiscal year, or partial fiscal year if the producer's fiscal year begins after July 1, 2020, or
- (b) those passenger vehicles, light trucks, or heavy trucks to be exported to the territory of one or more of the USMCA countries that fall within the category chosen by the producer and that are produced during the fiscal year or, or partial fiscal year if the producer's fiscal year begins after July 1, 2020,

must be included in the calculation of the regional value content under any of the categories set out in subsection (1).

YEAR-END ANALYSIS REQUIRED IF AVERAGING BASED OF ESTIMATED COSTS; OBLIGATION TO NOTIFY OF CHANGE IN STATUS

(9) If the producer of a passenger vehicle, light truck, heavy truck or other vehicle has calculated the regional value content of the motor vehicle on the basis of estimated costs, including standard costs, budgeted forecasts or other similar estimating procedures, before or during the producer's fiscal year, the producer must conduct an analysis at the end of the producer's fiscal year of the actual costs incurred over the period with respect to the production of the motor vehicle, and, if the passenger vehicle, light truck, or heavy truck does not satisfy the regional value content requirement on the basis of the actual costs, immediately inform any person to whom the producer has provided a Certificate of Origin for the motor vehicle, or a written statement that the motor vehicle is an originating good, that the motor vehicle is a non-originating good.

(10) For the purpose of calculating the regional value content for an automotive good listed in Tables A.1, B, C, D, or E, produced in the same plant, a core part listed in Table A.2, or when treating the parts listed in column 1 of Table A.2 as a super-core, for use in a passenger vehicle or light truck, the calculation may be averaged:

- (a) over the fiscal year of the motor vehicle producer to whom the good is sold;
- (b) over any quarter or month;
- (c) over the fiscal year of the producer of the automotive material; or
- (d) over any of the categories in paragraph (1)(a) through (d),

provided that the good was produced during the fiscal year, quarter, or month forming the basis for the calculation, in which:

- (i) the average in paragraph (9)(a) is calculated separately for those goods sold to one or more passenger vehicle, light truck, or heavy truck producer, or
- (ii) the average in paragraph (9)(a) or (d) is calculated separately for those goods that are exported to the territory of another USMCA country.

EXAMPLE RELATING TO THE FISCAL YEAR OF A PRODUCER NOT COINCIDING WITH THE ENTRY INTO FORCE OF THE AGREEMENT

(11) The following example is an “Example” as referred to in subsection 1(4).

Example: subsection (4)

The agreement enters into force on July 1, 2020. A producer’s fiscal year begins on January 1, 2021. The producer may calculate their regional value content over the 18-month period beginning on July 1, 2020 and ending on December 31, 2021.

SECTION 17: STEEL AND ALUMINUM

(1) In addition to meeting the requirements of sections 13 through 16 or Schedule I (PSRO Annex), a passenger vehicle, light truck, or heavy truck is originating only if, during a time period provided for in subsection (7), at least 70 percent, by value, of the vehicle producer’s purchases at the corporate level in the territories of one or more of the USMCA countries of:

- (a) steel listed in Table S; and
- (b) aluminum listed in Table S;

are of originating goods.

(2) For the purposes of subsection (1), only the value of the steel or aluminum listed in Table S that is used in the production of the part will be taken into consideration for a part of subheading 8708.29 or 8708.99 listed in Table S.

(3) The requirement set out in subsection (1) applies to steel and aluminum purchases made by the producer of passenger vehicles, light trucks or heavy trucks, including purchases made directly by the vehicle producer from a steel producer, purchases by the vehicle producer from a steel service center or a steel distributor. Subsection (1) also applies to steel or aluminum covered by a contractual arrangement in which a producer of passenger vehicles, light trucks, or heavy trucks negotiates the terms under which steel or aluminum will be supplied to a parts producer by a steel producer or supplier selected by the vehicle producer, for use in the production of parts that are supplied by the parts producer to a producer of passenger vehicles, light trucks, or heavy trucks. Such purchases must also include steel and aluminum purchases for major stampings that form the “body in white” or chassis frame, regardless of whether the vehicle producer or the parts producer makes such purchases.

(4) The requirement set out in subsection (1) applies to steel and aluminum purchased for use in the production of passenger vehicles, light trucks or heavy trucks. Subsection (1) does not apply to steel and aluminum purchased by a producer for other uses, such as the production of other vehicles, tools, dies or molds.

(5) For the purpose subsection (1), as it applies to a steel good set out in Table S, a good is originating if:

- (a) beginning on July 1, 2020 until June 30, 2027 the good satisfies the applicable requirements established in Schedule I (PSRO Annex) or section 13 and all other applicable requirements of these Regulations; or
- (b) beginning on July 1, 2027 the good satisfies all other applicable requirements of these Regulations, and provided that all steel manufacturing processes occur in one or more of the USMCA countries, except for metallurgical processes involving the refinement of steel additives. Such steel manufacturing processes include the initial melting and mixing and continues through the coating stage. This requirement does not apply to raw materials of used in the steel manufacturing process, including iron ore or reduced, processed, or pelletized iron ore of heading 26.01, pig iron of heading 72.01, raw alloys of heading 72.02 or steel scrap of heading 72.04.

(6) The vehicle producer may calculate the value of steel and aluminum purchases in subsection (1) by the following methods:

- (a) for steel or aluminum imported or acquired in the territory of a USMCA country:
 - (i) the price paid or payable by the producer in the USMCA country where the producer is located;
 - (ii) the net cost of the material at the time of importation; or
 - (iii) the transaction value of the material at the time of importation.
- (b) for steel or aluminum that is self-produced:
 - (i) all costs incurred in the production of materials, which includes general expenses, and
 - (ii) an amount equivalent to the profit added in the normal course of trade, or equal to the profit that is usually reflected in the sale of goods of the same class or kind as the self-produced material that is being valued.

(7) For the purpose of determining the vehicle producer's purchases of steel or aluminum in subsection 17(1), the producer may calculate the purchases:

- (a) over the previous fiscal year of the producer;
- (b) over the previous calendar year;
- (c) over the quarter or month to date in which the vehicle is exported;
- (d) over the producer's fiscal year to date in which the vehicle is exported; or
- (e) over the calendar year to date in which the vehicle is exported.

(8) If the producer chooses to base a steel or aluminum calculation on paragraph (7)(c), (d) or (e), that calculation may be based on the producer's estimated purchases for the applicable period.

(9) For the purpose of determining the vehicle producer's purchases of steel or aluminum in subsection (1), the producer may calculate the purchases on the basis of:

- (a) all motor vehicles produced in one or more plants in the territory of one or more USMCA countries;
- (b) all motor vehicles exported to the territory of one or more USMCA countries;
- (c) all motor vehicles in a category set out in subsection 16(1) that are produced in one or more plants in the territory of one or more USMCA countries; or,
- (d) all motor vehicles in a category set out in subsection 16(1) exported to the territory of one or more USMCA countries.

(10) The producer may choose different periods for the purpose of its steel and aluminum calculations.

(11) If the producer of a passenger vehicle, light truck, or heavy truck has calculated steel or aluminum purchases on the basis of estimates before or during the applicable period, the producer must conduct an analysis at the end of the producer's fiscal year of the actual purchases made over the period with respect to the production of the vehicle, and, if the passenger vehicle, light truck, or heavy truck does not satisfy the steel or aluminum requirement on the basis of the actual purchases, immediately inform any person to whom the producer has provided a certification of origin for the vehicle, or a written statement that the vehicle is an originating good, that the vehicle is a non-originating good.

SECTION 18: LABOR VALUE CONTENT

LABOR VALUE CONTENT REQUIREMENTS FOR PASSENGER VEHICLES

(1) In addition to the requirements in sections 13 through 17 and Schedule I (PSRO Annex), a passenger vehicle is originating only if the vehicle producer certifies that the passenger vehicle meets a Labor Value Content (LVC) requirement of:

- (a) 30 percent, consisting of at least 15 percentage points of high-wage material and labor expenditures, no more than 10 percentage points of technology expenditures, and no more than 5 percentage points of high-wage assembly expenditures, beginning on July 1, 2020 until June 30, 2021;
- (b) 33 percent, consisting of at least 18 percentage points of high-wage material and labor expenditures, no more than 10 percentage points of technology expenditures, and no more than 5 percentage points of high-wage assembly expenditures, beginning on July 1, 2021 until June 30, 2022;
- (c) 36 percent, consisting of at least 21 percentage points of high-wage material and labor expenditures, no more than 10 percentage points of technology expenditures, and no more than 5 percentage points of high-wage assembly expenditures, beginning on July 1, 2022 until June 30, 2023; or
- (d) 40 percent, consisting of at least 25 percentage points of high-wage material and labor expenditures, no more than 10 percentage points of technology expenditures, and no more than 5

percentage points of high-wage assembly expenditures, beginning on July 1, 2023, and thereafter.

LVC REQUIREMENT RELATED TO LIGHT TRUCKS OR HEAVY TRUCKS

(2) In addition to the requirements set out in sections 13 through 17 and Schedule I (PSRO Annex), a light truck or heavy truck is originating only if the vehicle producer certifies that the truck meets an LVC requirement of 45 percent, consisting of at least 30 percentage points based on high-wage material and labor expenditures, no more than 10 percentage points based on technology expenditures, and no more than 5 percentage points based on high-wage assembly expenditures.

CALCULATION OF LVC REQUIREMENT

(3) For purposes of an LVC calculation for a passenger vehicle, light truck or heavy truck, a producer includes:

- (a) an amount for high-wage materials used in production;
- (b) an amount for high-wage labor costs incurred in the assembly of the vehicle;
- (c) an amount for high-wage transportation or related costs for shipping materials to the location of the vehicle producer, if not included in the amount for high-wage materials;
- (d) a credit for technology expenditures; or
- (e) a credit for high-wage assembly expenditures.

(4) *High wage materials.* The amount that may be included for high-wage materials used in production is the net cost or the annual purchase value of materials that undergo production in a qualifying-wage-rate production plant and that are used in the production of passenger vehicles, light trucks or heavy trucks in a plant located in the territory of a USMCA country.

(5) A plant engaged in the production of vehicles or parts may be certified as a qualifying wage-rate vehicle assembly plant or a qualifying-wage-rate production plant based on the average wage paid to direct production workers at the plant for July 1 to December 31, 2020, or for July 1 to June 30, 2021. In subsequent periods, the certification of a qualifying-wage-rate production plant based on period less than 12 months is valid for the following period of the same length. The certification of a qualifying-wage-rate production plant based on a 12-month period is valid for the following 12 months.

(6) For the purpose of meeting the Labor Value Content requirement a producer may use one of the following

formulas:

(a) Formula based on net cost

$$LVC = \frac{((HWLC + HWM) \times 100) + HWTC + HWAC}{NC}$$

(b) Formula based on total annual purchase value

$$LVC = \frac{((APV + HWLC^*) \times 100) + HWTC + HWAC}{(TAPV + HWLC^*)}$$

*HWLC is included in the numerator at the choice of the producer and, if included, must also be included in the denominator

Where:

APV is the annual purchase value of high-wage material expenditures

HWAC is the credit for high-wage assembly expenditures;

HWLC is the sum of the high-wage labor costs incurred in the assembly of the vehicle;

HWM is the sum of the high-wage material expenditures used in production;

HWTC is the credit for high-wage technology expenditures;

HWT is the high-wage transportation or related costs for shipping materials used in production, if not included in the amount for HWM;

NC is the net cost of the vehicle

and,

TAPV is the total vehicle plant assembly annual purchase value of parts and materials for use in the production of the vehicle

HIGH WAGE MATERIAL EXPENDITURES

(7) The high wage material expenditures may be calculated as sum of the following values:

(a) the annual purchase value (APV) or net cost, depending on the formula used, of a self-produced high-wage material used in the production of a vehicle;

(b) the APV or net cost, depending on the formula used, of an imported or acquired high-wage material used in the production of a vehicle;

(c) the APV or net cost, depending on the formula used, of a high-wage material used in the production of a part or material that is used in the production of an intermediate or self-produced part that is subsequently used in the production of a vehicle; and

(d) the APV or net cost depending on the formula used of a high wage material used in the production of a part or material that is subsequently used in the production of a vehicle.

(8) It is suggested, but not required, that the vehicle producer calculate the high-wage material

and labor expenditures in the order describe in paragraph (7). A vehicle producer need not calculate the elements in paragraph 7(b) to (d) if the previous element or elements is sufficient to meet the LVC requirement.

HIGH-WAGE TECHNOLOGY EXPENDITURES CREDIT

(9) The high-wage technology expenditures credit (HWTC) is based on annual vehicle producer expenditures at the corporate level in one or more USMCA countries on wages paid by the producer for research and development (R&D) or information technology (IT), calculated as a percentage of total annual vehicle producer expenditures on wages paid to direct production workers in one or more USMCA countries. Expenditures on capital or other non-wage costs for R&D or IT are not included.

(10) To determine the high-wage technology expenditures credit (HWTC), the following formula may be used:

$$\text{HWTC} = \frac{\text{Annual producer expenditures for R\&D or IT}}{\text{Total annual vehicle production expenditures}} \times 100$$

Where HWTC is the credit for high-wage technology expenditures, expressed as a percentage;

(11) For the purposes of subsection 14(10), expenditures on wages for R&D include wage expenditures on research and development including prototype development, design, engineering, testing, or certifying operations.

HIGH-WAGE ASSEMBLY CREDIT

(12) A high-wage assembly credit of five percentage points may be included in the LVC for passenger vehicles or light trucks produced by a producer that operates a high-wage assembly plant for passenger vehicle or light truck parts or has a long-term supply contract for those parts (i.e. a contract with a minimum of three years) with such a plant.

(13) A high-wage assembly credit of five percentage points may be included in the LVC for heavy trucks produced by a producer that operates a high-wage assembly plant for heavy truck parts or has a long-term supply contract (i.e. a contract with a minimum of three years) for those parts with such a plant.

(14) A high-wage assembly plant for passenger vehicle, light truck, or heavy truck parts need only have the capacity to produce the minimum amount of originating parts specified in the definition. There is no need to maintain or provide records or other documents that certify such parts are originating, as long as information demonstrating the capacity to produce these minimum amounts is maintained and can be provided.

AVERAGING FOR LVC REQUIREMENT

(15) For the purpose of calculating the LVC of a passenger vehicle, light truck or heavy truck, the producer may elect to average the calculation using any one of the following categories, on the basis of either all vehicles in the category or only those vehicles in the category that are exported to the territory of one or more of the other USMCA countries:

- (a) the same model line of vehicles in the same class of vehicles produced in the same plant in the territory of a USMCA country;
- (b) the same class of vehicles produced in the same plant in the territory of a USMCA country;

(c) the same model line of vehicles or same class of vehicles produced in the territory of a USMCA country;

(d) any other category as the USMCA countries may decide.

(16) An election made under subsection (15) must

- a. state the category chosen by the producer, and
 - i. if the category referred to in paragraph (15)(a) is chosen, state the model line, model name, class of vehicle and tariff classification of the vehicles in that category, and the location of the plant at which the vehicles are produced,
 - ii. if the category referred to in paragraph (15)(b) is chosen, state the model name, class of vehicle and tariff classification of the vehicles in that category, and the location of the plant at which the vehicles are produced, and
 - iii. if the category referred to in paragraph (15)(c) is chosen, state the model line, model name, class of vehicle and tariff classification of the vehicles in that category, and the locations of the plants at which the vehicles are produced;
- b. state whether the basis of the calculation is all vehicles in the category or only those vehicles in the category that are exported to the territory of one or more of the other USMCA countries;
- c. state the producer's name and address;
- d. state the period with respect to which the election is made, including the starting and ending dates;
- e. state the estimated labor value content of vehicles in the category on the basis stated under paragraph (b);
- f. be dated and signed by an authorized officer of the producer; and
- g. be filed with the customs administration of each USMCA country to which vehicles in that category are to be exported during the period covered by the election, by July 31, 2020, and subsequently at least 10 days before the first day of the producer's fiscal year, or such shorter period as that customs administration may accept.

(17) An election filed for the vehicles referred to in subsection (16) may not be

- a. rescinded; or
- b. modified with respect to the category or basis of calculation.

- (18) For purposes of this section, if a producer files an election under paragraph (16)(a), it must include the labor value content and the net cost of the producer's passenger vehicles, light trucks or heavy trucks, calculated under one of the categories set out in subsection (15), with respect to
- a. all vehicles that fall within the category chosen by the producer, or
 - b. those vehicles to be exported to the territory of one or more of the USMCA countries that fall within the category chosen by the producer.

LVC PERIODS

(19) For the purposes of determining the LVC in this section, the producer may base the calculation on the following periods:

- (a) the previous fiscal year of the producer;
- (b) the previous calendar year;
- (c) the quarter or month to date in which the vehicle is produced or exported;
- (d) the producer's fiscal year to date in which the vehicle is produced or exported; or
- (e) the calendar year to date in which the vehicle is produced or exported.

TRANSPORTATION AND RELATED COSTS

(20) High-wage transportation or related costs for shipping may be included in a producer's LVC calculation, if not included in the amount for high-wage materials. Alternatively, a producer may aggregate such costs within the territories of one or more of the USMCA countries. Based on this aggregate amount, the producer may attribute an amount for transportation or related costs for shipping for purposes of the LVC calculation. Transportation or related costs for shipping incurred in transporting a material from outside the territories of the USMCA countries to the territory of a USMCA country are not included in this calculation.

VALUE OF MATERIALS FOR LVC PURPOSES

(21) The value of both originating and non-originating materials must be taken into account for the purpose of calculating the labor value content of a good. For greater certainty, the full value of a non-originating material that has undergone production in a qualifying-wage-rate production plant may be included in the HWM described in subsection 6.

EXCESS LVC MAY BE USED TOWARDS RVC REQUIREMENT FOR HEAVY TRUCKS

(22) For the period ending July 1, 2027, if a producer certifies a Labor Value Content for a heavy truck that is higher than 45 percent by increasing the amount of high wage material and manufacturing expenditures above 30 percentage points, the producer may use the points above 30 percentage points as a credit towards the regional value content percentages under section 13, provided that the regional value content percentage is not below 60 percent.

SECTION 19: ALTERNATIVE STAGING REGIME

- (1) For the purposes of this section, eligible vehicles means passenger vehicles or light trucks for which an alternative staging regime has been approved by the USMCA countries.
- (2) Notwithstanding sections 13 through 18, eligible vehicles are subject to the requirements set forth in subsection (4) from July 1, 2020 to June 30, 2025, or any other period provided for in the producer's approved alternative staging regime. Eligible vehicles are also subject to any other applicable requirements established in these Regulations.
- (3) Passenger vehicles or light trucks that are not eligible vehicles may qualify as originating under the rules of origin established in sections 13 through 18, and any other applicable requirements established in these Regulations.
- (4) Eligible vehicles are considered originating if they meet the following requirements:
 - a. a regional value content of not less than 62.5 percent, under the net cost method;
 - b. for parts listed in Table A.1,
 - i. a regional value content of not less than 62.5 percent where the net cost method is used;
or
 - ii. a regional value content of not less than 72.5 percent where the transaction value method is used if the corresponding rule includes a transaction value method; and
 - iii. for lithium-ion batteries of subheading 8507.60, a change from within subheading 8507.60 or from any other subheading for lithium-ion batteries of subheading 8507.60;
 - c. at least 70 percent of a vehicle producer's purchases of steel and at least 70 percent of a vehicle producer's purchases of aluminum, by value, must qualify as originating under the rules of origin established in Schedule I (PSRO Annex). This requirement will not apply to vehicle producers that have an exemption under an approved alternative staging regime from having to satisfy this requirement; and
 - d. a labor value content of at least 25 percent, consisting of at least ten percentage points of high-wage material and manufacturing expenditures, no more than ten percentage points of high-wage technology expenditures, and no more than five percentage points of high-wage assembly expenditures.
- (5) Eligible vehicles are exempt from the core parts requirement set out in section 14.
- (6) All methods and calculations for the requirements applicable to eligible vehicles must be based on the applicable provisions in these Regulations.

- (7) Vehicles that are presently covered under the alternative staging regime described in Article 403.6 of the NAFTA Agreement as of November 30, 2018, may continue to use this regime, including any regulations that were effect prior to entry into force of the USMCA, according to each Party's approval process for use of the alternative staging regime. After the expiration of the period under the Article 403.6 alternative staging period, such vehicles will be eligible for preferential treatment under the requirements described in subsection (4), until the end of the USMCA alternative staging period described in subsection (2). For greater certainty, such vehicles will also be eligible for preferential tariff treatment under the other rules of origin set forth in these regulations.

SECTION 20: REGIONAL VALUE CONTENT FOR OTHER VEHICLES

- (1) The value of non-originating materials used by the producer in the production of other vehicles and parts thereof must not, for the purpose of calculating the regional value content of the good, include the value of non-originating materials used to produce originating materials that are subsequently used in the production of the good.
- (2) Notwithstanding section 13 and Schedule I (PSRO Annex), the regional value content requirement is 62.5 percent under the net cost method for:
- (a) a motor vehicle for the transport of 15 or fewer persons of subheading 8702.10 or 8702.90;
 - (b) a passenger vehicle with a compression-ignition engine as the primary motor of propulsion of subheading 8703.21 through 8703.90,
 - (c) a three or four-wheeled motorcycle of subheading 8703.21 through 8703.90,
 - (d) a motorhome or entertainer coach of subheading 8703.21 through 8703.90;
 - (e) an ambulance, a hearse, a prison van of subheading 8703.21 through 8703.90;
 - (f) a vehicle solely or principally for off-road use of subheading 8703.21 through 8703.90; or
 - (g) a vehicle of subheading 8704.21 or 8704.31 that is solely or principally for off-road use; and
 - (h) a good of heading 84.07 or 84.08, or subheading 8708.40, that is for use in a motor vehicle in paragraphs (a) through (g).
- (3) Notwithstanding section 13 and Schedule I (PSRO Annex), the regional value content requirement is 60 percent under the net cost method for:
- (a) a good that is:
 - (i) a motor vehicle of heading 87.01, except for subheading 8701.20;
 - (ii) a motor vehicle for the transport of 16 or more persons of subheading 8702.10 or 8702.90;
 - (iii) a motor vehicle of subheading 8704.10;
 - (iv) a motor vehicle of subheading 8704.22, 8704.23, 8704.32, or 8704.90 that is solely or principally for off-road use;
 - (v) a motor vehicle of heading 87.05; or,
 - (vi) a good of heading 87.06 that is not for use in a passenger vehicle, light truck, or heavy truck;
 - (b) a good of heading 84.07 or 84.08, or subheading 8708.40, that is for use in a motor vehicle in paragraph (3)(a); or

- (c) except for a good in paragraph (3)(b) or of subheading 8482.10 through 8482.80, 8483.20, or 8483.30, a good in Table F that is subject to a regional value content requirement and that is for use in a motor vehicle in paragraphs (2)(a) through (g) or (3)(a).

(4) For the purpose of calculating the regional value content under the net cost method for a good that is a motor vehicle provided for in paragraphs (2)(a) through (g) or (3)(a), a good listed in Table F for use as original equipment in the production of a good in paragraphs (2)(a) through (g), or a component listed in Table G for use as original equipment in the production of the motor vehicle in paragraph (3)(a), the value of non-originating materials used by the producer in the production of the good must be the sum of:

- (a) for each material used by the producer listed in Table F or Table G, whether or not produced by the producer, at the choice of the producer and determined in accordance with section 7 (Regional Value Content), either
 - (i) the value of such material that is non-originating, or
 - (ii) the value of non-originating materials used in the production of such material; and
- (b) the value of any other non-originating material used by the producer that is not listed in Table F or Table G, determined in accordance with section 7 (Regional Value Content).

(5) For greater certainty, notwithstanding subsection (4), for purposes of a good that is a motor vehicle provided for in paragraphs (2)(a) through (g) or (3)(a), the value of non-originating materials is the sum of the values of all non-originating materials used by the producer in the production of the vehicle.

(6) For the purpose of calculating the regional value content of a motor vehicle covered by subsections (2) or (3), the producer may average its calculation over its fiscal year, using any one of the following categories, on the basis of either all motor vehicles in the category or only those motor vehicles in the category that are exported to the territory of one or more of the other USMCA countries:

- (a) the same model line of motor vehicles in the same class of vehicles produced in the same plant in the territory of a USMCA country;
- (b) the same class of motor vehicles produced in the same plant in the territory of a USMCA country; or
- (c) the same model line of motor vehicles produced in the territory of a USMCA country.

(7) For the purpose of calculating the regional value content for a good listed in Table F, or a component or material listed in Table G, produced in the same plant, the producer of the good may:

- (a) average its calculation:
 - (i) over the fiscal year of the motor vehicle producer to whom the good is sold,
 - (ii) over any quarter or month, or
 - (iii) over its fiscal year, if the good is sold as an aftermarket part;

- (b) calculate the average referred to in paragraph (a) separately for a good sold to one or more motor vehicle producers; or
 - (c) with respect to any calculation under this subsection, calculate the average separately for goods that are exported to the territory of one or more of the USMCA countries.
- (8) The regional value content requirement for a motor vehicle identified in subsection (2) or (3) is:
- (a) 50 percent for five years after the date on which the first motor vehicle prototype is produced in a plant by a motor vehicle assembler, if:
 - (i) it is a motor vehicle of a class, or marque, or, except for a motor vehicle identified in subsection (3), size category and underbody, not previously produced by the motor vehicle assembler in the territory of any of the USMCA countries,
 - (ii) the plant consists of a new building in which the motor vehicle is assembled, and
 - (iii) the plant contains substantially all new machinery that is used in the assembly of the motor vehicle; or
 - (b) 50 percent for two years after the date on which the first motor vehicle prototype is produced at a plant following a refit, if it is a different motor vehicle of a class, or marque, or, except for a motor vehicle identified in subsection (3), size category and underbody, that was assembled by the motor vehicle assembler in the plant before the refit.

TABLE A.1**CORE PARTS FOR PASSENGER VEHICLES AND LIGHT TRUCKS**

Note: The Regional Value Content requirements set out in sections 13 or 14 or Schedule I (PSRO Annex) apply to a good for use as original equipment in the production of a passenger vehicle or light truck. For an aftermarket part, the applicable product-specific rule of origin set out in section 13 or 14 or Schedule I (PSRO Annex) is the alternative that includes the phrase “for any other good.”

<u>HS 2012</u>	<u>DESCRIPTION</u>
8407.31	Reciprocating piston engines of a kind used for the propulsion of vehicles of Chapter 87, of a cylinder capacity not exceeding 50 cc
8407.32	Reciprocating piston engines of a kind used for the propulsion of vehicles of Chapter 87, of a cylinder capacity exceeding 50 cc but not exceeding 250 cc
8407.33	Reciprocating piston engines of a kind used for the propulsion of vehicles of Chapter 87, of a cylinder capacity exceeding 250 cc but not exceeding 1,000 cc
8407.34	Reciprocating piston engines of a kind used for the propulsion of vehicles of Chapter 87, of a cylinder capacity exceeding 1,000 cc
Ex 8408.20	Compression-ignition internal combustion piston engines of a kind used for the propulsion of vehicles of subheading 8704.21 or 8704.31
8409.91	Parts suitable for use solely or principally with the engines of heading 84.07 or 84.08, suitable for use solely or principally with spark-ignition internal combustion piston engines
8409.99	Parts suitable for use solely or principally with the engines of heading 84.07 or 84.08, other
8507.60	Lithium-ion batteries that are used as the primary source of electrical power for the propulsion of an electric passenger vehicle or electric light truck
8706.00	Chassis fitted with engines, for the motor vehicles of heading 87.03 or subheading 8704.21 or 8704.31
8707.10	Bodies for the vehicles of heading 87.03
8707.90	Bodies for the vehicles of subheading 8704.21 or 8704.31
Ex 8708.29	Body stampings
8708.40	Gear boxes and parts thereof
8708.50	Drive axles with differential, whether or not provided with other transmission components, and non-driving axles; parts thereof
8708.80	Suspension systems and parts thereof (including shock absorbers)
8708.94	Steering wheels, steering columns, and steering boxes; parts thereof
Ex 8708.99	Chassis frames

TABLE A.2
PARTS AND COMPONENTS FOR DETERMINING THE ORIGIN OF
PASSENGER VEHICLES AND LIGHT TRUCKS UNDER SECTIONS 13 OR 14
OR SCHEDULE I (PSRO ANNEX)

The following table sets out the parts and components applicable to Table A.2 and their related tariff provisions, to facilitate implementation of the core parts requirement pursuant to Article 3.7 of the Appendix to the Annex 4-B of the Agreement.

These parts, and components used to produce such parts, are for the production of a passenger vehicle or light truck in order to meet the requirements under Section 14. The prefix "ex" is used to indicate that only the parts described in the components column and used in the production of parts for use as original equipment in a passenger vehicle or light truck are taken into consideration when performing the calculation.

COLUMN 1 <i>(the parts listed in this column may be referred to collectively as a super-core part)</i>	COLUMN 2	
PARTS	COMPONENTS	6-DIGIT HS SUBHEADING
ENGINES	Spark-ignition reciprocating or rotary internal combustion piston engines and Compression-ignition internal combustion piston engines (diesel or semi-diesel engines)	ex 8407.33 ex 8407.34 ex 8408.20
	Heads	ex 8409.91 ex 8409.99
	Blocks	ex 8409.91 ex 8409.99
	Crankshafts	ex 8483.10
	Crankcases	ex 8409.91 ex 8409.99
	Pistons	ex 8409.91
	Rods	ex 8409.91 ex 8409.99
	Head subassembly	ex 8409.91 ex 8409.99

TRANSMISSIONS	Gear boxes	ex 8708.40
	Transmission cases	ex 8708.40
	Torque converters	ex 8708.40 ex 8483.90
	Torque converter housings	ex 8708.40 ex 8483.90
	Gears and gear blanks	ex 8708.40 ex 8483.90
	Clutches, including continuously variable transmissions, but not parts thereof	ex 8708.93
	Valve body assembly	ex 8481.90 ex 8708.40
BODY AND CHASSIS	Major stampings that form the “body in white” or chassis frame	ex 8707.10 ex 8707.90 ex 8708.29 ex 8708.99
	Major body panel stampings	ex 8708.10 ex 8708.29
	Secondary panel stampings	ex 8708.29
	Structural panel stampings	ex 8708.29 ex 8708.99
	Stamped Frame components	ex 8708.29 ex 8708.99
AXLES	Drive-axles with differential, whether or not provided with other transmission components, and non-driving axles	ex 8708.50
	Axle shafts	ex 8708.50
	Axle housings	ex 8708.50
	Axle hubs	ex 8482.10 ex 8482.20 ex 8708.50 ex 8708.99
	Carriers	ex 8708.50

	Differentials	ex 8708.50
SUSPENSION SYSTEMS	Suspension systems (including shock absorbers)	ex 8708.80
	Shock absorbers	ex 8708.80
	Struts	ex 8708.80
	Control arms	ex 8708.80
	Sway bars	ex 8708.80
	Knuckles	ex 8708.80
	Coil springs	ex 7320.20
	Leaf springs	ex 7320.10
STEERING SYSTEMS	Steering wheels, steering columns and steering boxes	ex 8708.94
	Steering columns	ex 8708.94
	Steering gears/racks	ex 8708.94
	Control units	ex 8537.10 ex 8537.90 ex 8543.70
ADVANCED BATTERIES	Batteries of a kind used as the primary source for the propulsion of electrical power for electrically powered vehicles for passenger vehicles and light trucks	ex 8507.60 ex 8507.80

For	Cells	ex 8507.60 ex 8507.80 ex 8507.90
	Modules/arrays	ex 8507.60 ex 8507.80 ex 8507.90
	Assembled packs	ex 8507.60 ex 8507.80

TABLE B
PRINCIPAL PARTS FOR PASSENGER VEHICLES AND LIGHT TRUCKS

Note: The Regional Value Content requirements set out in section 13 or 14 or Schedule I (PSRO Annex) apply to a good for use as original equipment in the production of a passenger vehicle or light truck.

For an aftermarket part, the applicable product-specific rule of origin set out in section 13 or 14 or Schedule I (PSRO Annex) is the alternative that includes the phrase “for any other good.”

<u>HS 2012</u>	<u>DESCRIPTION</u>
8413.30	Fuel, lubricating or cooling medium pumps for internal combustion piston engines
8413.50	Other reciprocating positive displacement pumps
8414.59	Other fans
8414.80	Other air or gas pumps, compressors and fans
8415.20	Air conditioning machines, comprising a motor-driven fan and elements for changing the temperature and humidity, including those machines in which humidity cannot be separately regulated, of a kind used for persons, in motor vehicles
Ex 8479.89	Electronic brake systems, including ABS and ESC systems
8482.10	Ball bearings
8482.20	Tapered roller bearings, including cone and tapered roller assemblies
8482.30	Spherical roller bearings
8482.40	Needle roller bearings
8482.50	Other cylindrical roller bearings
8482.80	Other ball or roller bearings, including combined ball/roller bearings
8483.10	Transmission shafts (including cam shafts and crank shafts) and cranks
8483.20	Bearing housings, incorporating ball or roller bearings
8483.30	Bearing housings, not incorporating ball or roller bearings; plain shaft bearings
8483.40	Gears and gearing, other than toothed wheels, chain sprockets and other transmission elements presented separately; ball or roller screws; gear boxes and other speed changers, including torque converters
8483.50	Flywheels and pulleys, including pulley blocks
8483.60	Clutches and shaft couplings (including universal joints)
8501.32	Other DC motors and generators of an output exceeding 750W but not exceeding 75 kW
8501.33	Other DC motors and generators of an output exceeding 75 kW but not exceeding 375 kW
8505.20	Electro-magnetic couplings, clutches and brakes
8505.90	Other electro-magnets; electro-magnetic or permanent magnet chucks, clamps and similar holding devices; electro-magnetic lifting heads; including parts
8511.40	Starter motors and dual purpose starter-generators of a kind used for spark-ignition or compression-ignition internal combustion engines
8511.50	Other generators
8511.80	Other electrical ignition or starting equipment of a kind used for spark-ignition or compression-ignition internal combustion engines
Ex 8511.90	Parts of electrical ignition or starting equipment of a kind used for spark-ignition or compression-ignition internal combustion engines
8537.10	Electric controls for a voltage not exceeding 1,000 V
8708.10	Bumpers and parts thereof

- 8708.21 Safety seat belts
- Ex 8708.29 Other parts and accessories of bodies (including cabs) of motor vehicles (excluding body stampings)
- 8708.30 Brakes and servo-brakes; parts thereof
- 8708.70 Road wheels and parts and accessories thereof
- 8708.91 Radiators and parts thereof
- 8708.92 Silencers (mufflers) and exhaust pipes; parts thereof
- 8708.93 Clutches and parts thereof
- 8708.95 Safety airbags with inflator system; parts thereof
- Ex 8708.99 Other parts and accessories of motor vehicles of headings 87.01 to 87.05 (excluding chassis frames)
- 9401.20 Seats of a kind used for motor vehicles

TABLE C
COMPLEMENTARY PARTS FOR PASSENGER VEHICLES AND LIGHT TRUCKS

Note: The Regional Value Content requirements set out in sections 13 or 14 or Schedule I (PSRO Annex) apply to a good for use as original equipment in the production of a passenger vehicle or light truck. For an aftermarket part, the applicable product-specific rule of origin set out in section 13 or 14 or Schedule I (PSRO Annex) is the alternative that includes the phrase “for any other good.”

<u>HS 2012</u>	<u>DESCRIPTION</u>
4009.12	Tubes, pipes and hoses of vulcanised rubber other than hard rubber, not reinforced or otherwise combined with other materials, with fittings
4009.22	Tubes, pipes and hoses of vulcanised rubber other than hard rubber, reinforced or otherwise combined only with metal, with fittings
4009.32	Tubes, pipes and hoses of vulcanised rubber other than hard rubber, reinforced or otherwise combined only with textile materials, with fittings
4009.42	Tubes, pipes and hoses of vulcanised rubber other than hard rubber, reinforced or otherwise combined with other materials, with fittings
8301.20	Locks of a kind used for motor vehicles
Ex 8421.39	Catalytic converters
8481.20	Valves for oleohydraulic or pneumatic transmissions
8481.30	Check (nonreturn) valves
8481.80	Other taps, cocks, valves and similar appliances, including pressure-reducing valves and thermostatically controlled valves
8501.10	Electric motors of an output not exceeding 37.5 W
8501.20	Universal AC/DC motors of an output exceeding 37.5 W
8501.31	Other DC motors and generators of an output not exceeding 750 W
Ex 8507.20	Other lead-acid batteries of a kind used for the propulsion of motor vehicles of Chapter 87
Ex 8507.30	Nickel-cadmium batteries of a kind used for the propulsion of motor vehicles of Chapter 87
Ex 8507.40	Nickel-iron batteries of a kind used for the propulsion of motor vehicles of Chapter 87
Ex 8507.80	Other batteries of a kind used for the propulsion of motor vehicles of Chapter 87
8511.30	Distributors; ignition coils
8512.20	Other lighting or visual signalling equipment
8512.40	Windshield wipers, defrosters and demisters
Ex 8519.81	Cassette decks
8536.50	Other electrical switches, for a voltage not exceeding 1,000 V
Ex 8536.90	Junction boxes
8539.10	Sealed beam lamp units
8539.21	Tungsten halogen filament lamp
8544.30	Ignition wiring sets and other wiring sets of a kind used in motor vehicles
9031.80	Other measuring and checking instruments, appliances & machines
9032.89	Other automatic regulating or controlling instruments and apparatus

**TABLE D
PRINCIPAL PARTS FOR HEAVY TRUCKS**

Note: The Regional Value Content requirements set out in sections 13 or 15 or Schedule I (PSRO Annex) apply to a good for use as original equipment in the production of a heavy truck. For an aftermarket part, the applicable product-specific rule of origin set out in section 13 or Schedule I (PSRO Annex) is the alternative that includes the phrase “for any other good.”

<u>HS 2012</u>	<u>DESCRIPTION</u>
8407.31	Reciprocating piston engines of a kind used for the propulsion of passenger vehicles of Chapter 87, of a cylinder capacity not exceeding 50 cc
8407.32	Reciprocating piston engines of a kind used for the propulsion of vehicles of Chapter 87, of a cylinder capacity exceeding 50 cc but not exceeding 250 cc
8407.33	Reciprocating piston engines of a kind used for the propulsion of vehicles of Chapter 87, of a cylinder capacity exceeding 250 cc but not exceeding 1,000 cc
8407.34	Reciprocating piston engines of a kind used for the propulsion of vehicles of Chapter 87, of a cylinder capacity exceeding 1,000 cc
8408.20	Compression-ignition internal combustion piston engines of a kind used for the propulsion of vehicles of Chapter 87
8409.91	Parts suitable for use solely or principally with the engines of heading 84.07 or 84.08, suitable for use solely or principally with spark-ignition internal combustion piston engines
8409.99	Parts suitable for use solely or principally with the engines of heading 84.07 or 84.08, other
8413.30	Fuel, lubricating or cooling medium pumps for internal combustion piston engines
Ex 8414.59	Turbochargers and superchargers
8414.80	Other air or gas pumps, compressors and fans
8415.20	Air conditioning machines, comprising a motor-driven fan and elements for changing the temperature and humidity, including those machines in which humidity cannot be separately regulated, of a kind used for persons, in motor vehicles
8483.10	Transmission shafts (including cam shafts and crank shafts) and cranks
8483.40	Gears and gearing, other than toothed wheels, chain sprockets and other transmission elements presented separately; ball or roller screws; gear boxes and other speed changers, including torque converters
8483.50	Flywheels and pulleys, including pulley blocks
Ex 8501.32	Other DC motors and generators of an output exceeding 750W but not exceeding 75 kW, of a kind used for the propulsion of motor vehicles of Chapter 87
8511.40	Starter motors and dual purpose starter-generators of a kind used for spark-ignition or compression-ignition internal combustion engines
8511.50	Other generators
8537.10	Electric controls for a voltage not exceeding 1,000 V
8706.00	Chassis fitted with engines, for the motor vehicles of heading 87.01 through 87.05
8707.90	Bodies for the vehicles of heading 87.01, 87.02, 87.04 or 87.05
8708.10	Bumpers and parts thereof
8708.21	Safety seat belts
8708.29	Other parts and accessories of bodies (including cabs) of motor vehicles
8708.30	Brakes and servo-brakes; parts thereof

- 8708.40 Gear boxes and parts thereof
- 8708.50 Drive axles with differential, whether or not provided with other transmission components, and non-driving axles; and parts thereof
- 8708.70 Road wheels and parts and accessories thereof
- 8708.80 Suspension systems and parts thereof (including shock absorbers)
- 8708.91 Radiators and parts thereof
- 8708.92 Silencers (mufflers) and exhaust pipes; parts thereof
- 8708.93 Clutches and parts thereof
- 8708.94 Steering wheels, steering columns and steering boxes; parts thereof
- 8708.95 Safety airbags with inflator system; parts thereof
- 8708.99 Other parts and accessories of motor vehicles of headings 87.01 to 87.05
- 9401.20 Seats of a kind used for motor vehicles

TABLE E

COMPLEMENTARY PARTS FOR HEAVY TRUCKS

Note: The Regional Value Content requirements set out in sections 13 or 15 or Schedule I (PSRO Annex) apply to a good for use as original equipment in the production of a heavy truck. For an aftermarket part, the applicable product-specific rule of origin set out in section 13 or Schedule I (PSRO Annex) is the alternative that includes the phrase “for any other good.”

<u>HS 2012</u>	<u>DESCRIPTION</u>
8413.50	Other reciprocating positive displacement pumps
Ex 8479.89	Electronic brake systems, including ABS and ESC systems
8482.10	Ball bearings
8482.20	Tapered roller bearings, including cone and tapered roller assemblies
8482.30	Spherical roller bearings
8482.40	Needle roller bearings
8482.50	Other cylindrical roller bearings
8483.20	Bearing housings, incorporating ball or roller bearings
8483.30	Bearing housings, not incorporating ball or roller bearings; plain shaft bearings
8483.60	Clutches and shaft couplings (including universal joints)
8505.20	Electro-magnetic couplings, clutches and brakes
8505.90	Other electro-magnets; electro-magnetic or permanent magnet chucks, clamps and similar holding devices; electro-magnetic lifting heads; including parts
8507.60	Lithium-ion batteries
8511.80	Other electrical ignition or starting equipment of a kind used for spark-ignition or compression-ignition internal combustion engines
8511.90	Parts of electrical ignition or starting equipment of a kind used for spark-ignition or compression-ignition internal combustion engines or generators and cut-outs of a kind used in conjunction with such engines

TABLE F**PARTS FOR OTHER VEHICLES**

Note: The Regional Value Content requirements set out in section 20 or Schedule I (PSRO Annex) apply to a good for use in a vehicle specified in subsections (2) and (3).

HS 2012	Description
40.09	Tubes, pipes and hoses
4010.31	Endless transmission belts (V-belts), V-ribbed, of an outside circumference exceeding 60 cm but not exceeding 180 cm
4010.32	Endless transmission belts (V-belts), other than V-ribbed, of an outside circumference exceeding 60 cm but not exceeding 180 cm
4010.33	Endless transmission belts (V-belts), V-ribbed, of an outside circumference exceeding 180 cm but not exceeding 240 cm
4010.34	Endless transmission belts (V-belts), other than V-ribbed, of an outside circumference exceeding 180 cm but not exceeding 240 cm
4010.39.aa	Other endless transmission belts (V-belts)
40.11	New pneumatic tires, of rubber
4016.93.aa	Gaskets, washers and other seals of vulcanised rubber other than hard rubber
4016.99.aa	Vibration control goods
7007.11	Toughened (tempered) safety glass of a size and shape suitable for incorporation in vehicles
7007.21	Laminated safety glass of a size and shape suitable for incorporation in vehicles
7009.10	Rearview mirrors for vehicles
8301.20	Locks of a kind used for motor vehicles
8407.31	Reciprocating piston engines of a kind used for the propulsion of passenger vehicles of Chapter 87, of a cylinder capacity not exceeding 50 cc
8407.32	Reciprocating piston engines of a kind used for the propulsion of vehicles of Chapter 87, of a cylinder capacity exceeding 50 cc but not exceeding 250 cc
8407.33	Reciprocating piston engines of a kind used for the propulsion of vehicles of Chapter 87, of a cylinder capacity exceeding 250 cc but not exceeding 1,000 cc

8407.34.aa	Reciprocating piston engines of a kind used for the propulsion of vehicles of Chapter 87, of a cylinder capacity exceeding 1,000 cc but not exceeding 2,000cc
8407.34.bb	Reciprocating piston engines of a kind used for the propulsion of vehicles of Chapter 87, of a cylinder capacity exceeding 2,000 cc
8408.20	Compression-ignition internal combustion piston engines of a kind used for the propulsion of vehicles of Chapter 87
84.09	Parts suitable for use solely or principally with spark-ignition internal combustion piston engines
8413.30	Fuel, lubricating or cooling medium pumps for internal combustion piston engines
8414.80.aa	Other air or gas pumps, compressors and fans (turbochargers and superchargers for motor vehicles, where not provided for under subheading 8414.59)
8414.59.aa	Other fans (turbochargers and superchargers for motor vehicles, where not provided for under subheading 8414.80)
8415.20	Air conditioning machines, comprising a motor-driven fan and elements for changing the temperature and humidity, including those machines in which humidity cannot be separately regulated, of a kind used for persons, in motor vehicles
8421.39.aa	Catalytic converters
8481.20	Valves for oleohydraulic or pneumatic transmissions
8481.30	Check (nonreturn) valves
8481.80	Other taps, cocks, valves and similar appliances, including pressure-reducing valves and thermostatically controlled valves
8482.10 through 8482.80	Ball or roller bearings
8483.10	Transmission shafts (including cam shafts and crank shafts) and cranks
8483.20	Bearing housings, incorporating ball or roller bearings
8483.30	Bearing housings; not incorporating ball or roller bearings; plain shaft bearings
8483.40	Gears and gearing, other than toothed wheels, chain sprockets and other transmission elements presented separately; ball or roller screws; gear boxes and other speed changes, including torque converters
8483.50	Flywheels and pulleys, including pulley blocks
8501.10	Electric motors and generators of an output not exceeding 37.5 W
8501.20	Universal AC/DC motors of an output exceeding 37.5 W
8501.31	Other DC motors and generators of an output not exceeding 750 W

8501.32.aa	Other DC motors and generators of an output exceeding 750W but not exceeding 75 kW of a kind used for the propulsion of vehicles of Chapter 87
8507.20.aa, 8507.30.aa, 8507.40.aa and 8507.80.aa	Batteries that provide primary source for electric cars
8511.30	Distributors; ignition coils
8511.40	Starter motors and dual purpose starter-generators of a kind used for spark-ignition or compressing-ignition internal combustion engines
8511.50	Other generators
8512.20	Other lighting or visual signalling equipment
8512.40	Windshield wipers, defrosters and demisters
ex 8519.81	Cassette decks
8527.21	Radios combined with cassette players
8527.29	Radios
8536.50	Other electrical switches, for a voltage not exceeding 1,000 V
8536.90	Junction boxes
8537.10.bb	Motor control centers
8539.10	Sealed beam lamp units
8539.21	Tungsten halogen filament lamp
8544.30	Ignition wiring sets and other wiring sets of a kind used in vehicles
87.06	Chassis fitted with engines, for the motor vehicles of heading 87.01 through 87.05
87.07	Bodies (including cabs) for the motor vehicles of headings 87.01 to 87.05
8708.10.aa	Bumpers (but not parts thereof)
8708.21	Safety seat belts
8708.29.aa	Body stampings
8708.29.cc	Door assemblies
8708.30	Brakes and servo-brakes; parts thereof
8708.40	Gear boxes and parts thereof
8708.50	Drive axles with differential, whether or not provided with other transmission components, and non-driving axles
8708.70.aa	Road wheels, but not parts or accessories thereof
8708.80	Suspension systems and parts thereof (including shock absorbers)
8708.91	Radiators and parts thereof
8708.92	Silencers (mufflers) and exhaust pipes; parts thereof
8708.93.aa	Clutches (but not parts thereof)

8708.94	Steering wheels, steering columns and steering boxes; parts thereof
8708.95	Safety airbags with inflator systems, and parts thereof
8708.99.aa	Vibration control goods containing rubber
8708.99.bb	Double flanged wheel hub units incorporating ball bearings
8708.99.ee	Other parts for powertrains
8708.99.hh	Other parts and accessories not provided for elsewhere in subheading 8708.99
9031.80	Other measuring and checking instruments, appliances & machines
9032.89	Other automatic regulating or controlling instruments and apparatus
9401.20	Seats of a kind used for motor vehicles

TABLE G

LIST OF COMPONENTS AND MATERIALS FOR OTHER VEHICLES

1. Component: Engines provided for in heading 84.07 or 84.08

Materials: cast block, cast head, fuel nozzle, fuel injector pumps, glow plugs, turbochargers and superchargers, electronic engine controls, intake manifold, exhaust manifold, intake/exhaust valves, crankshaft/camshaft, alternator, starter, air cleaner assembly, pistons, connecting rods and assemblies made therefrom (or rotor assemblies for rotary engines), flywheel (for manual transmissions), flexplate (for automatic transmissions), oil pan, oil pump and pressure regulator, water pump, crankshaft and camshaft gears, and radiator assemblies or charge-air coolers.

2. Component: Gear boxes (transmissions) provided for in subheading 8708.40

Materials: (a) for manual transmissions - transmission case and clutch housing; clutch; internal shifting mechanism; gear sets, synchronizers and shafts; and (b) for torque convertor type transmissions - transmission case and convertor housing; torque convertor assembly; gear sets and clutches; and electronic transmission controls.

TABLE S
STEEL AND ALUMINUM

The following table lists the HS subheadings for steel and aluminum subject to the USMCA steel and aluminum purchasing requirements set out in Section 17 to facilitate implementation of the steel and aluminum purchasing requirement, pursuant to Article 6.3 of the Appendix to Annex 4-B of the Agreement.

The prefix "ex" is used to indicate that only goods described in the “Description” column are taken into consideration when performing the calculation.

These descriptions cover structural steel or aluminum purchases by vehicle producers used in the production of passenger vehicles, light trucks, or heavy trucks, including all steel or aluminum purchases used for the production of major stampings that form the “body in white” or chassis frame as defined in Table A.2 (Parts and Components for Passenger Vehicles and Light Trucks). The descriptions do not cover structural steel or aluminum purchased by parts producers or suppliers used in the production of other automotive parts.

	DESCRIPTION	6-DIGIT HS SUBHEADING(S)
STEEL		
	Flat-rolled products of iron or non-alloy steel, of a width of 600 mm or more, hot-rolled, not clad, plated or coated:	
	Other, in coils, not further worked than hot-rolled, pickled	7208.25 7208.26 7208.27
	Other, in coils, not further worked than hot-rolled	7208.36 7208.37 7208.38 7208.39
	Other, not in coils, not further worked than hot-rolled	7208.51 7208.52 7208.53 7208.54
	Flat-rolled products of iron or non-alloy steel, of a width of 600 mm or more, cold-rolled (cold-reduced), not clad, plated or coated:	
	In coils, not further worked than cold-rolled (cold-reduced):	7209.15 7209.16 7209.17 7209.18

	Not in coils, not further worked than cold-rolled (cold-reduced):	7209.25 7209.26 7209.27 7209.28 7209.90
	Flat-rolled products of iron or non-alloy steel, of a width of 600 mm or more, clad, plated or coated:	
	Electrolytically plated or coated with zinc	7210.30
	Otherwise plated or coated with zinc, Other (Not Corrugated)	7210.49
	Other plated or coated with aluminum	7210.69
	Other: Clad; Other: Electrolytically coated or plated with base metal, Other	7210.90
	Flat-rolled products of iron or non-alloy steel, of a width of less than 600 mm, not clad, plated or coated:	
	Other, of a thickness of 4.75 mm or more	7211.14
	Other:	7211.19
	Not further worked than cold-rolled (cold-reduced), Containing by weight less than 0.25 percent of carbon:	7211.23
	Flat-rolled products of iron or non-alloy steel, of a width of less than 600 mm, clad, plated or coated:	
	Electrolytically plated or coated with zinc	7212.20
	Otherwise plated or coated with zinc	7212.30

	DESCRIPTION	6-DIGIT HS SUBHEADING(S)
	Bars and rods, hot-rolled, in irregularly wound coils, of iron or non-alloy steel	
	Other, of free-cutting steel	7213.20
	Other: Other	7213.99
	Other bars and rods of iron or non-alloy steel, not further worked than forged, hot-rolled, hot-drawn or hot-extruded, but including those twisted after rolling	
	Other, of free-cutting steel	7214.30
	Of rectangular (other than square) cross-section	7214.91
	Other: Other	7214.99
	Flat-rolled products of other alloy steel, of a width of 600 mm or more	
	Other, not further worked than hot-rolled, in coils:	7225.30
	Other, not further worked than hot-rolled, not in coils:	7225.40
	Other, not further worked than cold-rolled (cold-reduced):	7225.50
	Electrolytically plated or coated with zinc	7225.91
	Other: Otherwise plated or coated with zinc	7225.92
	Other: Other	7225.99
	Flat-rolled products of other alloy steel, of a width of less than 600 mm:	
	Other: Not further worked than hot-rolled: Of tool steel (other than high-speed steel):	7226.91
	Not further worked than cold-rolled (cold-reduced):	7226.92
	Other:	7226.99
	Bars and rods, hot-rolled, in irregularly wound coils, of other alloy steel	
	Of silico-manganese steel	7227.20
	Other	7227.90
	Other bars and rods of other alloy steel; angles, shapes	

	and sections, of other alloy steel; hollow drill bars and rods, of alloy or non-alloy steel	
	Bars and rods, of high speed steel	7228.10
	Bars and rods, of silico-manganese steel	7228.20
	Other bars and rods, not further worked than hot-rolled, hot-drawn or extruded	7228.30
	Other bars and rods	7228.60
	Other tubes, pipes and hollow profiles (for example, open seamed or welded, riveted or similarly closed), of iron or steel:	
	Other, welded, of circular cross section, of iron or nonalloy steel:	7306.30
	Other, welded, of circular cross section, of other alloy steel:	7306.50
	Other, welded, of noncircular cross section:	7306.61 7306.69 7306.90
	Parts and accessories of the motor vehicles of headings 8701 to 8705:	
	Major, secondary, and structural body panel stampings, that form the “body in white”	ex 8708.29
	Stamped frame components that form the chassis frame	ex 8708.99

	DESCRIPTIONS	HS HEADING OR SUBHEADING
ALUMINUM		
	Unwrought aluminum	76.01
	Aluminum waste and scrap	76.02
	Aluminum bars, rods and profiles	76.04
	Aluminum wire	76.05
	Aluminum plates, sheets and strip, of a thickness exceeding 0.2 mm:	76.06
	Aluminum tubes and pipes	76.08
	Parts and accessories of the motor vehicles of headings 8701 to 8705:	
	Major, secondary, and structural body panel stampings, that form the “body in white”	ex 8708.29
	Stamped frame components that form the chassis frame	ex 8708.99

SCHEDULE I (PSRO Annex)

1. This schedule is deemed to be the contents of Sections A, B and C of Annex 4-B of the Agreement, as implemented by each USMCA country, except that the following rules of interpretation apply:

- (a) for the purpose of Chapter 61, Note 2 or Chapter 62, Note 3 of Annex 4–B, a fabric of subheading 5806.20 or heading 60.02 is considered formed from yarn and finished in the territory of one or more Parties if all production processes and finishing operations, starting with the weaving, knitting, needling, tufting, or other process, and ending with the fabric ready for cutting or assembly without further processing, took place in the territories of one or more of the USMCA countries, even if non-originating yarn is used in the production of the fabric of subheading 5806.20 or heading 60.02;
- (b) for the purposes of Chapter 61, Note 3 and Chapter 62, Note 4 of Annex 4–B, sewing thread is considered formed and finished in the territory of one or more Parties if all production processes and finishing operations, starting with the extrusion of filaments, strips, film or sheet, and including slitting a film or sheet into strip, or the spinning of all fibers into yarn, or both, and ending with the finished single or plied thread ready for use for sewing without further processing, took place in the territories of one or more of the USMCA countries even if non-originating fibre is used in the production of sewing thread of heading 52.04, 54.01 or 55.08, or yarn of heading 54.02 used as sewing thread referred to in the Notes;
- (c) for the purpose of Chapter 61, Note 4 or Chapter 62, Note 5 of Annex 4–B, pocket bag fabric is considered formed and finished in the territory of one or more of the Parties if all production processes and finishing operations, starting with the weaving, knitting, needling, tufting, felting, entangling, or other process, and ending with the fabric ready for cutting or assembly without further processing, took place in the territories of one or more of the USMCA countries, even if non-originating fiber is used in the production of the yarn used to produce the pocket bag fabric;
- (d) for the purpose of Chapter 61, Note 4 or Chapter 62, Note 5 of Annex 4–B, pocket bag fabric is considered a pocket or pockets if the pockets in which fabric is shaped to form a bag is not visible as the pocket is in the interior of the garment (i.e. pockets consisting of “bags” in the interior of the garment). Visible pockets such as patch pockets, cargo pockets, or typical shirt pockets are not subject to these notes;
- (e) for the purpose of Chapter 61, Note 4 or Chapter 62, Note 5 of Annex 4–B, yarn is considered wholly formed in the territory of one or more Parties if all the production processes and finishing operations, starting with the extrusion of filaments, strips, film, or sheet, and including slitting a film or sheet into strip, or the spinning of all fibers into yarn, or both, and ending with a finished single or plied yarn, took place in the territory of one or more of the USMCA countries, even if non-originating fiber is used in the production of the yarn used to produce the pocket bag fabric; and,

- (f) for the purpose of Chapter 63, Note 2 of Annex 4–B, a fabric of heading 59.03 is considered formed and finished in the territory of one or more Parties if all production processes and finishing operations, starting with the weaving, knitting, needling, tufting, felting, entangling, or other process, including coating, covering, laminating, or impregnating, and ending with the fabric ready for cutting or assembly without further processing, took place in the territories of one or more of the USMCA countries, even if non-originating fiber or yarn is used in the production of the fabric of heading 59.03.

SCHEDULE II (Most-Favored-Nation Rates of Duty on Certain Goods set out in Table 2.10.1 of the Agreement)

A. Automatic Data Processing Machines (ADP)		
	8471.30	
	8471.41	
	8471.49	
B. Digital Processing Units		
	8471.50	
C. Input or Output Units		
Combined Input/Output Units		
Canada	8471.60.00	
Mexico	8471.60.02	
United States	8471.60.10	
Display Units		
Canada	8528.42.00	
	8528.52.00	
	8528.62.00	
Mexico	8528.41.99	
	8528.51.01	
	8528.51.99	
	8528.61.01	
United States	8528.42.00	
	8528.52.00	
	8528.62.00	
Other Input or Output Units		
Canada	8471.60.00	
Mexico	8471.60.03	
	8471.60.99	
United States	8471.60.20	
	8471.60.70	
	8471.60.80	
	8471.60.90	
D. Storage Units		
	8471.70	
E. Other Units of Automatic Data Processing Machines		
	8471.80	
F. Parts of Computers		
	8443.99	parts of machines of subheading 8443.31 and 8443.32, excluding

		facsimile machines and teleprinters
	8473.30	parts of ADP machines and units thereof
	8517.70	parts of LAN equipment of subheading 8517.62
Canada	8529.90.19 8529.90.50 8529.90.90	parts of monitors and projectors of subheading 8528.42, 8528.52, and 8528.62
Mexico	8529.90.01 8529.90.06	parts of monitors or projectors of subheadings 8528.41, 8528.51, and 8528.61
United States	8529.90.22 8529.90.75 8529.90.99	parts of monitors and projectors of subheading 8528.42, 8528.52, and 8528.62
G. Computer Power Supplies		
Canada	8504.40.30 8504.40.90 8504.90.10 8504.90.20 8504.90.90	
Mexico	8504.40.12 8504.40.14 8504.90.02 8504.90.07 8504.90.08	parts of goods classified in tariff item 8504.40.12
United States	8504.40.60 8504.40.70 8504.90.20 8504.90.41	

SCHEDULE III (Value of Goods)

1 Unless otherwise stated, the following definitions apply in this Schedule.

buyer refers to a person who purchases a good from the producer;

buying commissions means fees paid by a buyer to that buyer's agent for the agent's services in representing the buyer in the purchase of a good;

producer refers to the producer of the good being valued.

2 For purposes of subsection 7(2) of these Regulations, the transaction value of a good is the price actually paid or payable for the good, determined in accordance with section 3 and adjusted in accordance with section 4.

3 (1) The price actually paid or payable is the total payment made or to be made by the buyer to or for the benefit of the producer. The payment need not necessarily take the form of a transfer of money. It may be made by letters of credit or negotiable instruments. The payment may be made directly or indirectly to the producer. For an illustration of this, the settlement by the buyer, whether in whole or in part, of a debt owed by the producer is an indirect payment.

(2) Activities undertaken by the buyer on the buyer's own account, other than those for which an adjustment is provided in section 4, must not be considered to be an indirect payment, even though the activities may be regarded as being for the benefit of the producer. For an illustration of this, the buyer, by agreement with the producer, undertakes activities relating to the marketing of the good. The costs of such activities must not be added to the price actually paid or payable.

(3) The transaction value must not include the following charges or costs, provided that they are distinguished from the price actually paid or payable:

(a) charges for construction, erection, assembly, maintenance or technical assistance related to the good undertaken after the good is sold to the buyer; or

(b) duties and taxes paid in the country in which the buyer is located with respect to the good.

(4) The flow of dividends or other payments from the buyer to the producer that do not relate to the purchase of the good are not part of the transaction value.

4 (1) In determining the transaction value of a good, the following must be added to the price actually paid or payable:

(a) to the extent that they are incurred by the buyer, or by a related person on behalf of the buyer, with respect to the good being valued and are not included in the price actually paid or payable

(i) commissions and brokerage fees, except buying commissions,

(ii) the costs of transporting the good to the producer's point of direct shipment and the costs of loading, unloading, handling and insurance that are associated with that transportation, and

(iii) where the packaging materials and containers are classified with the good under the Harmonized System, the value of the packaging materials and containers;

(b) the value, reasonably allocated in accordance with subsection (13), of the following elements if they are supplied directly or indirectly to the producer by the buyer, free of charge or at reduced cost for use in connection with the production and sale of the good, to the extent that the value is not included in the price actually paid or payable:

(i) a material, other than an indirect material, used in the production of the good,

(ii) tools, dies, molds and similar indirect materials used in the production of the good,

(iii) an indirect material, other than those referred to in subparagraph (ii) or in paragraphs (c), (e) or (f) of the definition indirect material set out in subsection 1(1) of these Regulations, used in the production of the good, and

(iv) engineering, development, artwork, design work, and plans and sketches necessary for the production of the good, regardless of where performed;

(c) the royalties related to the good, other than charges with respect to the right to reproduce the good in the territory of one or more of the USMCA countries, that the buyer must pay directly or indirectly as a condition of sale of the good, to the extent that such royalties are not included in the price actually paid or payable; and

(d) the value of any part of the proceeds of any subsequent resale, disposal or use of the good that accrues directly or indirectly to the producer.

(2) The additions referred to in subsection (1) must be made to the price actually paid or payable under this section only on the basis of objective and quantifiable data.

(3) If objective and quantifiable data do not exist with regard to the additions required to be made to the price actually paid or payable under subsection (1), the transaction value cannot be determined under section 2.

(4) Additions must not be made to the price actually paid or payable for the purpose of determining the transaction value except as provided in this section.

(5) The amounts to be added under subparagraphs (1)(a)(i) and (ii) are:

(a) those amounts that are recorded on the books of the buyer; or

(b) if those amounts are costs incurred by a related person on behalf of the buyer and are not recorded on the books of the buyer, those amounts that are recorded on the books of that related person.

(6) The value of the packaging materials and containers referred to in subparagraph (1)(a)(iii) and the value of the elements referred to in subparagraph (1)(b)(i) are

(a) if the packaging materials and containers or the elements are imported from outside the territory of the USMCA country in which the producer is located, the customs value of the packaging materials and containers or the elements,

(b) if the buyer, or a related person on behalf of the buyer, purchases the packaging materials and containers or the elements from a person who is not a related person in the territory of the USMCA country in which the producer is located, the price actually paid or payable for the packaging materials and containers or the elements,

(c) if the buyer, or a related person on behalf of the buyer, acquires the packaging materials and containers or the elements from a person who is not a related person in the territory of the USMCA country in which the producer is located other than through a purchase, the value of the consideration related to the acquisition of the packaging materials and containers or the elements, based on the cost of the consideration that is recorded on the books of the buyer or the related person, or

(d) if the packaging materials and containers or the elements are produced by the buyer, or by a related person, in the territory of the USMCA country in which the producer is located, the total cost of the packaging materials and containers or the elements, determined in accordance with subsection (8).

(7) The value referred to in subsection (6), to the extent that such costs are not included under paragraphs 6(a) through (d), must include the following costs that are recorded on the books of the buyer or the related person supplying the packaging materials and containers or the elements on behalf of the buyer:

(a) the costs of freight, insurance, packing, and all other costs incurred in transporting the packaging materials and containers or the elements to the location of the producer,

(b) duties and taxes paid or payable with respect to the packaging materials and containers or the elements, other than duties and taxes that are waived, refunded, refundable or otherwise recoverable, including credit against duty or tax paid or payable,

(c) customs brokerage fees, including the cost of in-house customs brokerage services, incurred with respect to the packaging materials and containers or the elements, and

(d) the cost of waste and spoilage resulting from the use of the packaging materials and containers or the elements in the production of the good, less the value of renewable

scrap or by-product.

(8) For purposes of paragraph (6)(d), the total cost of the packaging materials and containers referred to in subparagraph (1)(a)(iii) or the elements referred to in subparagraph (1)(b)(i) are

(a) if the packaging materials and containers or the elements are produced by the buyer, at the choice of the buyer:

(i) the total cost incurred with respect to all goods produced by the buyer, calculated on the basis of the costs that are recorded on the books of the buyer, that can be reasonably allocated to the packaging materials and containers or the elements in accordance with Schedule V, or

(ii) the aggregate of each cost incurred by the buyer that forms part of the total cost incurred with respect to the packaging materials and containers or the elements, calculated on the basis of the costs that are recorded on the books of the buyer, that can be reasonably allocated to the packaging materials and containers or the elements in accordance with Schedule V; and

(b) if the packaging materials and containers or the elements are produced by a person who is related to the buyer, at the choice of the buyer:

(i) the total cost incurred with respect to all goods produced by that related person, calculated on the basis of the costs that are recorded on the books of that person, that can be reasonably allocated to the packaging materials and containers or the elements in accordance with Schedule V, or

(ii) the aggregate of each cost incurred by that related person that forms part of the total cost incurred with respect to the packaging materials and containers or the elements, calculated on the basis of the costs that are recorded on the books of that person, that can be reasonably allocated to the packaging materials and containers or the elements in accordance with Schedule V.

(9) Except as provided in subsections (11) and (12), the value of the elements referred to in subparagraphs (1)(b)(ii) through (iv) are

(a) the cost of those elements that is recorded on the books of the buyer; or

(b) if such elements are provided by another person on behalf of the buyer and the cost is not recorded on the books of the buyer, the cost of those elements that is recorded on the books of that other person.

(10) If the elements referred to in subparagraphs (1)(b)(ii) through (iv) were previously used by or on behalf of the buyer, the value of the elements must be adjusted downward to reflect that use.

(11) Where the elements referred to in subparagraphs (1)(b)(ii) and (iii) were leased by the buyer or a person related to the buyer, the value of the elements are the cost of the lease as recorded on the books of the buyer or that related person.

(12) An addition must not be made to the price actually paid or payable for the elements referred to in subparagraph (1)(b)(iv) that are available in the public domain, other than the cost of obtaining copies of them.

(13) The producer must choose the method of allocating to the good the value of the elements referred to in subparagraphs (1)(b)(ii) through (iv), provided that the value is reasonably allocated to the good. The methods the producer may choose to allocate the value include allocating the value over the number of units produced up to the time of the first shipment or allocating the value over the entire anticipated production where contracts or firm commitments exist for that production. For an illustration of this, a buyer provides the producer with a mold to be used in the production of the good and contracts with the producer to buy 10,000 units of that good. By the time the first shipment of 1,000 units arrives, the producer has already produced 4,000 units. In these circumstances, the producer may choose to allocate the value of the mold over 4,000 units or 10,000 units but must not choose to allocate the value of the elements to the first shipment of 1,000 units. The producer may choose to allocate the entire value of the elements to a single shipment of a good only if that single shipment comprises all of the units of the good acquired by the buyer under the contract or commitment for that number of units of the good between the producer and the buyer.

(14) The addition for the royalties referred to in paragraph (1)(c) is the payment for the royalties that is recorded on the books of the buyer, or if the payment for the royalties is recorded on the books of another person, the payment for the royalties that is recorded on the books of that other person.

(15) The value of the proceeds referred to in paragraph (1)(d) is the amount that is recorded for such proceeds on the books of the buyer or the producer.

SCHEDULE IV Unacceptable Transaction Value

1 Unless otherwise stated, the following definitions apply in this Schedule.

buyer refers to a person who purchases a good from the producer;

producer refers to the producer of the good being valued.

2 (1) There is no transaction value for a good if the good is not the subject of a sale.

(2) The transaction value of a good is unacceptable if:

(a) there are restrictions on the disposition or use of the good by the buyer, other than restrictions that

(i) are imposed or required by law or by the public authorities in the territory of the USMCA country in which the buyer is located,

(ii) limit the geographical area in which the good may be resold, or

(iii) do not substantially affect the value of the good;

(b) the sale or price actually paid or payable is subject to a condition or consideration for which a value cannot be determined with respect to the good;

(c) part of the proceeds of any subsequent resale, disposal or use of the good by the buyer will accrue directly or indirectly to the producer, and an appropriate addition to the price actually paid or payable cannot be made in accordance with paragraph 4(1)(d) of Schedule III; or

(d) the producer and the buyer are related persons and the relationship between them influenced the price actually paid or payable for the good.

(3) The cases or considerations referred to in paragraph (2)(b) include the following:

(a) the producer establishes the price actually paid or payable for the good on condition that the buyer will also buy other goods in specified quantities;

(b) the price actually paid or payable for the good is dependent on the price or prices at which the buyer sells other goods to the producer of the good; and

(c) the price actually paid or payable is established on the basis of a form of payment extraneous to the good, such as where the good is a semi-finished good that is provided by the producer to the buyer on condition that the producer will receive a specified quantity of the finished good from the buyer.

(4) For purposes of paragraph (2)(b), conditions or considerations relating to the production or

marketing of the good must not render the transaction value unacceptable, such as if the buyer undertakes on the buyer's own account, even though by agreement with the producer, activities relating to the marketing of the good.

(5) If objective and quantifiable data do not exist with regard to the additions required to be made to the price actually paid or payable under subsection 4(1) of Schedule III, the transaction value cannot be determined under the provisions of section 2 of that Schedule. For an illustration of this, a royalty is paid on the basis of the price actually paid or payable in a sale of a litre of a particular good that was purchased by the kilogram and made up into a solution. If the royalty is based partially on the purchased good and partially on other factors that have nothing to do with that good, such as when the purchased good is mixed with other ingredients and is no longer separately identifiable, or when the royalty cannot be distinguished from special financial arrangements between the producer and the buyer, it would be inappropriate to add the royalty and the transaction value of the good could not be determined. However, if the amount of the royalty is based only on the purchased good and can be readily quantified, an addition to the price actually paid or payable can be made and the transaction value can be determined.

SCHEDULE V (Reasonable Allocation of Costs)

Definitions and Interpretation

1 of the following definitions apply in this Schedule,

costs means any costs that are included in total cost and that can or need to be allocated in a reasonable manner under to subsections 5(11), 7(11) and 8(8) of these Regulations, subsection 4(8) of Schedule III and subsections 4(8) and 9(3) of Schedule VI;

discontinued operation, in the case of a producer located in a USMCA country, has the meaning set out in that USMCA country's Generally Accepted Accounting Principles;

indirect overhead means period costs and other costs;

internal management purpose means any purpose relating to tax reporting, financial reporting, financial planning, decision-making, pricing, cost recovery, cost control management or performance measurement;

overhead means costs, other than direct material costs and direct labor costs.

2 (1) In this Schedule, reference to “producer”, for purposes of subsection 4(8) of Schedule III, is to be read as a reference to “buyer”.

(2) In this Schedule, a reference to “good”,

(a) for purposes of subsection 7(15) of these Regulations, is to be read as a reference to “identical goods or similar goods, or any combination thereof”;

(b) for purposes of subsection 8(8) of these Regulations, is to be read as a reference to “intermediate material”;

(c) for purposes of section 16 of these Regulations, is to be read as a reference to “category of vehicles that is chosen pursuant to subsection 16(1) of these Regulations”;

(d) for purposes of subsection 4(8) of Schedule III, be read as a reference to “packaging materials and containers or the elements”; and

(e) for purposes of subsection 4(8) of Schedule VI, be read as a reference to “elements”.

Methods to Reasonably Allocate Costs

3 (1) If a producer of a good is using, for an internal management purpose, a cost allocation method to allocate to the good direct material costs, or part thereof, and that method reasonably reflects the direct material used in the production of the good based on the criterion of benefit,

cause or ability to bear, that method must be used to reasonably allocate the costs to the good.

(2) If a producer of a good is using, for an internal management purpose, a cost allocation method to allocate to the good direct labor costs, or part thereof, and that method reasonably reflects the direct labor used in the production of the good based on the criterion of benefit, cause or ability to bear, that method must be used to reasonably allocate the costs to the good.

(3) If a producer of a good is using, for an internal management purpose, a cost allocation method to allocate to the good overhead, or part thereof, and that method is based on the criterion of benefit, cause or ability to bear, that method must be used to reasonably allocate the costs to the good.

4 If costs are not reasonably allocated to a good under section 3, those costs are reasonably allocated to the good if they are allocated:

(a) with respect to direct material costs, on the basis of any method that reasonably reflects the direct material used in the production of the good based on the criterion of benefit, cause or ability to bear;

(b) with respect to direct labor costs, on the basis of any method that reasonably reflects the direct labor used in the production of the good based on the criterion of benefit, cause or ability to bear; and

(c) with respect to overhead, on the basis of any of the following methods:

(i) the method set out in Appendix A, B or C,

(ii) a method based on a combination of the methods set out in Appendices A and B or Appendices A and C, and

(iii) a cost allocation method based on the criterion of benefit, cause or ability to bear.

5 Notwithstanding sections 3 and 8, if a producer allocates, for an internal management purpose, costs to a good that is not produced in the period in which the costs are expensed on the books of the producer (such as costs with respect to research and development, and obsolete materials), those costs must be considered reasonably allocated if:

(a) for purposes of subsection 7(11) of these Regulations, they are allocated to a good that is produced in the period in which the costs are expensed, and

(b) the good produced in that period is within a group or range of goods, including identical goods or similar goods, that is produced by the same industry or industry sector as the goods to which the costs are expensed.

6 Any cost allocation method referred to in section 3, 4 or 5 that is used by a producer for the purposes of these Regulations must be used throughout the producer's fiscal year.

Costs Not Reasonably Allocated

7 The allocation to a good of any of the following is considered not to be reasonably allocated to the good:

- (a) costs of a service provided by a producer of a good to another person where the service is not related to the good;
- (b) gains or losses resulting from the disposition of a discontinued operation, except gains or losses related to the production of the good;
- (c) cumulative effects of accounting changes reported in accordance with a specific requirement of the applicable Generally Accepted Accounting Principles; and
- (d) gains or losses resulting from the sale of a capital asset of the producer.

8 Any costs allocated under section 3 on the basis of a cost allocation method that is used for an internal management purpose that is solely for the purpose of qualifying a good as an originating good are considered not to be reasonably allocated.

APPENDIX A - Cost Ratio Method

Calculation of Cost Ratio

For the overhead to be allocated, the producer may choose one or more allocation bases that reflect a relationship between the overhead and the good based on the criterion of benefit, cause or ability to bear.

With respect to each allocation base that is chosen by the producer for allocating overhead, a cost ratio is calculated for each good produced by the producer as determined by the formula:

$$\mathbf{CR = AB \div TAB}$$

where

CR is the cost ratio with respect to the good;

AB is the allocation base for the good; and

TAB is the total allocation base for all the goods produced by the producer.

Allocation to a Good of Costs included in Overhead

The costs with respect to which an allocation base is chosen are allocated to a good in accordance with the following formula:

$$\mathbf{CAG = CA \times CR}$$

where

CAG is the costs allocated to the good;
CA is the costs to be allocated; and
CR is the cost ratio with respect to the good.

Excluded Costs

Under paragraph 7(11)(b) of these Regulations, where excluded costs are included in costs to be allocated to a good, the cost ratio used to allocate that cost to the good is used to determine the amount of excluded costs to be subtracted from the costs allocated to the good.

Allocation Bases for Costs

The following is a non-exhaustive list of allocation bases that may be used by the producer to calculate cost ratios:

- Direct labor hours
- Direct labor costs
- Units produced
- Machine-hours
- Sales dollars or pesos
- Floor space

“Examples”

The following examples illustrate the application of the cost ratio method to costs included in overhead.

Example 1: Direct Labor Hours

A producer who produces Good A and Good B may allocate overhead on the basis of direct labor hours spent to produce Good A and Good B. A total of 8,000 direct labor hours have been spent to produce Good A and Good B: 5,000 hours with respect to Good A and 3,000 hours with respect to Good B. The amount of overhead to be allocated is \$6,000,000.

Calculation of the ratios:

$$\text{Good A: } 5,000 \text{ hours} / 8,000 \text{ hours} = .625$$

$$\text{Good B: } 3,000 \text{ hours} / 8,000 \text{ hours} = .375$$

Allocation of overhead to Good A and Good B:

$$\text{Good A: } \$6,000,000 \times .625 = \$3,750,000$$

$$\text{Good B: } \$6,000,000 \times .375 = \$2,250,000$$

Example 2: Direct Labor Costs

A producer who produces Good A and Good B may allocate overhead on the basis of direct labour costs incurred in the production of Good A and Good B. The total direct labor costs

incurred in the production of Good A and Good B is \$60,000: \$50,000 with respect to Good A and \$10,000 with respect to Good B. The amount of overhead to be allocated is \$6,000,000.

Calculation of the ratios:

$$\text{Good A: } \$50,000/\$60,000 = .833$$

$$\text{Good B: } \$10,000/\$60,000 = .167$$

Allocation of Overhead to Good A and Good B:

$$\text{Good A: } \$6,000,000 \times .833 = \$4,998,000$$

$$\text{Good B: } \$6,000,000 \times .167 = \$1,002,000$$

Example 3: Units Produced

A producer of Good A and Good B may allocate overhead on the basis of units produced. The total units of Good A and Good B produced is 150,000: 100,000 units of Good A and 50,000 units of Good B. The amount of overhead to be allocated is \$6,000,000.

Calculation of the ratios:

$$\text{Good A: } 100,000 \text{ units}/150,000 \text{ units} = .667$$

$$\text{Good B: } 50,000 \text{ units}/150,000 \text{ units} = .333$$

Allocation of Overhead to Good A and Good B:

$$\text{Good A: } \$6,000,000 \times .667 = \$4,002,000$$

$$\text{Good B: } \$6,000,000 \times .333 = \$1,998,000$$

Example 4: Machine-hours

A producer who produces Good A and Good B may allocate machine-related overhead on the basis of machine-hours utilized in the production of Good A and Good B. The total machine-hours utilized for the production of Good A and Good B is 3,000 hours: 1,200 hours with respect to Good A and 1,800 hours with respect to Good B. The amount of machine-related overhead to be allocated is \$6,000,000.

Calculation of the ratios:

$$\text{Good A: } 1,200 \text{ machine-hours}/3,000 \text{ machine-hours} = .40$$

$$\text{Good B: } 1,800 \text{ machine-hours}/3,000 \text{ machine-hours} = .60$$

Allocation of machine-related overhead to Good A and Good B:

$$\text{Good A: } \$6,000,000 \times .40 = \$2,400,000$$

$$\text{Good B: } \$6,000,000 \times .60 = \$3,600,000$$

Example 5: Sales Dollars or Pesos

A producer who produces Good A and Good B may allocate overhead on the basis of sales dollars. The producer sold 2,000 units of Good A at \$4,000 and 200 units of Good B at \$3,000. The amount of overhead to be allocated is \$6,000,000.

Total sales dollars for Good A and Good B:

$$\text{Good A: } \$4,000 \times 2,000 \text{ units} = \$8,000,000$$

$$\text{Good B: } \$3,000 \times 200 \text{ units} = \$600,000$$

$$\text{Total sales dollars: } \$8,000,000 + \$600,000 = \$8,600,000$$

Calculation of the ratios:

$$\text{Good A: } \$8,000,000 / \$8,600,000 = .93$$

$$\text{Good B: } \$600,000 / \$8,600,000 = .07$$

Allocation of Overhead to Good A and Good B:

$$\text{Good A: } \$6,000,000 \times .93 = \$5,580,000$$

$$\text{Good B: } \$6,000,000 \times .07 = \$420,000$$

Example 6: Floor Space

A producer who produces Good A and Good B may allocate overhead relating to utilities (heat, water and electricity) on the basis of floor space used in the production and storage of Good A and Good B. The total floor space used in the production and storage of Good A and Good B is 100,000 square feet: 40,000 square feet with respect to Good A and 60,000 square feet with respect to Good B. The amount of overhead to be allocated is \$6,000,000.

Calculation of the Ratios:

$$\text{Good A: } 40,000 \text{ square feet} / 100,000 \text{ square feet} = .40$$

$$\text{Good B: } 60,000 \text{ square feet} / 100,000 \text{ square feet} = .60$$

Allocation of overhead (utilities) to Good A and Good B:

$$\text{Good A: } \$6,000,000 \times .40 = \$2,400,000$$

$$\text{Good B: } \$6,000,000 \times .60 = \$3,600,000$$

APPENDIX B - Direct Labor and Direct Material Ratio Method

Calculation of Direct Labor and Direct Material Ratio

For each good produced by the producer, a direct labor and direct material ratio is calculated by the formula:

$$\text{DLDMR} = (\text{DLC} + \text{DMC}) \div (\text{TDLC} + \text{TDMC})$$

where

DLDMR is the direct labor and direct material ratio for the good;

DLC is the direct labor costs of the good;

DMC is the direct material costs of the good;

TDLC is the total direct labor costs of all goods produced by the producer; and

TDMC is the total direct material costs of all goods produced by the producer.

Allocation of Overhead to a Good

Overhead is allocated to a good by the formula:

$$\text{OAG} = \text{O} \times \text{DLDMR}$$

where

OAG is the overhead allocated to the good;

O is the overhead to be allocated; and

DLDMR is the direct labor and direct material ratio for the good.

Excluded Costs

Under paragraph 7(11)(b) of these Regulations, if excluded costs are included in overhead to be allocated to a good, the direct labor and direct material ratio used to allocate overhead to the good is used to determine the amount of excluded costs to be subtracted from the overhead allocated to the good.

“Examples”

Example 1

The following example illustrates the application of the direct labor and direct material ratio method used by a producer of a good to allocate overhead where the producer chooses to calculate the net cost of the good in accordance with paragraph 7(11)(a) of these Regulations.

A producer produces Good A and Good B. Overhead (O) minus excluded costs (EC) is \$30 and the other relevant costs are set out in the following table:

	<i>Good A</i> (\$)	<i>Good B</i> (\$)	<i>Total</i> (\$)
<i>Direct labor costs (DLC)</i>	5	5	10
<i>Direct material costs (DMC)</i>	<u>10</u>	<u>5</u>	<u>15</u>

	<i>Good A</i> (\$)	<i>Good B</i> (\$)	<i>Total</i> (\$)
<i>Totals</i>	15	10	25

Overhead Allocated to Good A

$$OAG (\text{Good A}) = O (\$30) \times DLDMR (\$15/\$25)$$

$$OAG (\text{Good A}) = \$18.00$$

Overhead Allocated to Good B

$$OAG (\text{Good B}) = O (\$30) \times DLDMR (\$10/\$25)$$

$$OAG (\text{Good B}) = \$12.00$$

Example 2

The following example illustrates the application of the direct labor and direct material ratio method used by a producer of a good to allocate overhead where the producer chooses to calculate the net cost of the good in accordance with paragraph 7(11)(b) of these Regulations and where excluded costs are included in overhead.

A producer produces Good A and Good B. Overhead (O) is \$50 (including excluded costs (EC) of \$20). The other relevant costs are set out in the table to Example 1.

Overhead Allocated to Good A

$$OAG (\text{Good A}) = [O (\$50) \times DLDMR (\$15/\$25)] - [EC (\$20) \times DLDMR (\$15/\$25)]$$

$$OAG (\text{Good A}) = \$18.00$$

Overhead Allocated to Good B

$$OAG (\text{Good B}) = [O (\$50) \times DLDMR (\$10/\$25)] - [EC (\$20) \times DLDMR (\$10/\$25)]$$

$$OAG (\text{Good B}) = \$12.00$$

APPENDIX C - Direct Cost Ratio Method

Direct Overhead

Direct overhead is allocated to a good on the basis of a method based on the criterion of benefit, cause or ability to bear.

Indirect Overhead

Indirect overhead is allocated on the basis of a direct cost ratio.

Calculation of Direct Cost Ratio

For each good produced by the producer, a direct cost ratio is calculated by the formula:

$$\mathbf{DCR = (DLC + DMC + DO) \div (TDLC + TDMC + TDO)}$$

where

DCR is the direct cost ratio for the good;

DLC is the direct labor costs of the good;

DMC is the direct material costs of the good;

DO is the direct overhead of the good;

TDLC is the total direct labor costs of all goods produced by the producer;

TDMC is the total direct material costs of all goods produced by the producer; and

TDO is the total direct overhead of all goods produced by the producer.

Allocation of Indirect Overhead to a Good

Indirect overhead is allocated to a good by the formula:

$$\mathbf{IOAG = IO \times DCR}$$

where

IOAG is the indirect overhead allocated to the good;

IO is the indirect overhead of all goods produced by the producer; and

DCR is the direct cost ratio of the good.

Excluded Costs

Under paragraph 7(11)(b) of these Regulations, if excluded costs are included in

(a) direct overhead to be allocated to a good, those excluded costs are subtracted from the direct overhead allocated to the good; and

(b) indirect overhead to be allocated to a good, the direct cost ratio used to allocate indirect overhead to the good is used to determine the amount of excluded costs to be subtracted from the indirect overhead allocated to the good.

“Examples”

Example 1

The following example illustrates the application of the direct cost ratio method used by a producer of a good to allocate indirect overhead where the producer chooses to calculate the net cost of the good in accordance with paragraph 7(11)(a) of these Regulations.

A producer produces Good A and Good B. Indirect overhead (IO) minus excluded costs (EC) is \$30. The other relevant costs are set out in the following table:

	<i>Good A (\$)</i>	<i>Good B (\$)</i>	<i>Total (\$)</i>
<i>Direct labor costs (DLC)</i>	5	5	10
<i>Direct material costs (DMC)</i>	10	5	15
<i>Direct overhead (DO)</i>	<u>8</u>	<u>2</u>	<u>10</u>
<i>Totals</i>	23	12	35

Indirect Overhead Allocated to Good A

$$IOAG (Good A) = IO (\$30) \times DCR (\$23/\$35)$$

$$IOAG (Good A) = \$19.71$$

Indirect Overhead Allocated to Good B

$$IOAG (Good B) = IO (\$30) \times DCR (\$12/\$35)$$

$$IOAG (Good B) = \$10.29$$

Example 2

The following example illustrates the application of the direct cost ratio method used by a producer of a good to allocate indirect overhead if the producer has chosen to calculate the net cost of the good in accordance with paragraph 7(11)(b) of these Regulations and where excluded costs are included in indirect overhead.

A producer produces Good A and Good B. The indirect overhead (IO) is \$50 (including excluded costs (EC) of \$20). The other relevant costs are set out in the table to Example 1.

Indirect Overhead Allocated to Good A

$$IOAG (Good A) = [IO (\$50) \times DCR (\$23/\$35)] - [EC (\$20) \times DCR (\$23/\$35)]$$

$$IOAG (Good A) = \$19.72$$

Indirect Overhead Allocated to Good B

$$IOAG (Good B) = [IO (\$50) \times DCR (\$12/\$35)] - [EC (\$20) \times DCR (\$12/\$35)]$$

$$IOAG (Good B) = \$10.28$$

SCHEDULE VI Value of Materials

1 (1) Unless otherwise stated, the following definitions apply in this Schedule.

buying commissions means fees paid by a producer to that producer's agent for the agent's services in representing the producer in the purchase of a material;

materials of the same class or kind means, with respect to materials being valued, materials that are within a group or range of materials that

(a) is produced by a particular industry or industry sector, and

(b) includes identical materials or similar materials;

producer refers to the producer who used the material in the production of a good that is subject to a regional value-content requirement;

seller refers to a person who sells the material being valued to the producer.

2 (1) Except as provided under subsection (2), the transaction value of a material under paragraph 8(1)(b) of these Regulations is the price actually paid or payable for the material determined in accordance with section 3 and adjusted in accordance with section 4.

(2) There is no transaction value for a material if the material is not the subject of a sale.

(3) The transaction value of a material is unacceptable if:

(a) there are restrictions on the disposition or use of the material by the producer, other than restrictions that

(i) are imposed or required by law or by the public authorities in the territory of the USMCA country in which the producer of the good or the seller of the material is located,

(ii) limit the geographical area in which the material may be used, or

(iii) do not substantially affect the value of the material;

(b) the sale or price actually paid or payable is subject to a condition or consideration for which a value cannot be determined with respect to the material;

(c) part of the proceeds of any subsequent disposal or use of the material by the producer will accrue directly or indirectly to the seller, and an appropriate addition to the price actually paid or payable cannot be made in accordance with paragraph 4(1)(d); or

(d) the producer and the seller are related persons and the relationship between them influenced the price actually paid or payable for the material.

(4) The cases or considerations referred to in paragraph (3)(b) include the following:

(a) the seller establishes the price actually paid or payable for the material on condition that the producer will also buy other materials or goods in specified quantities;

(b) the price actually paid or payable for the material is dependent on the price or prices at which the producer sells other materials or goods to the seller of the material; and

(c) the price actually paid or payable is established on the basis of a form of payment extraneous to the material, such as where the material is a semi-finished material that is provided by the seller to the producer on condition that the seller will receive a specified quantity of the finished material from the producer.

(5) For purposes of paragraph (3)(b), conditions or considerations relating to the use of the material will not render the transaction value unacceptable, such as where the producer undertakes on the producer's own account, even though by agreement with the seller, activities relating to the warranty of the material used in the production of a good.

(6) If objective and quantifiable data do not exist with regard to the additions required to be made to the price actually paid or payable under subsection 4(1), the transaction value cannot be determined under the provisions of subsection 2(1). For an illustration of this, a royalty is paid on the basis of the price actually paid or payable in a sale of a litre of a particular good that is produced by using a material that was purchased by the kilogram and made up into a solution. If the royalty is based partially on the purchased material and partially on other factors that have nothing to do with that material, such as when the purchased material is mixed with other ingredients and is no longer separately identifiable, or when the royalty cannot be distinguished from special financial arrangements between the seller and the producer, it would be inappropriate to add the royalty and the transaction value of the material could not be determined. However, if the amount of the royalty is based only on the purchased material and can be readily quantified, an addition to the price actually paid or payable can be made and the transaction value can be determined.

3 (1) The price actually paid or payable is the total payment made or to be made by the producer to or for the benefit of the seller of the material. The payment need not necessarily take the form of a transfer of money. It may be made by letters of credit or negotiable instruments. Payment may be made directly or indirectly to the seller. For an illustration of this, the settlement by the producer, whether in whole or in part, of a debt owed by the seller, is an indirect payment.

(2) Activities undertaken by the producer on the producer's own account, other than those for which an adjustment is provided in section 4, must not be considered to be an indirect payment, even though the activities might be regarded as being for the benefit of the seller.

(3) The transaction value must not include charges for construction, erection, assembly, maintenance or technical assistance related to the use of the material by the producer, provided that they are distinguished from the price actually paid or payable.

(4) The flow of dividends or other payments from the producer to the seller that do not relate to the purchase of the material are not part of the transaction value.

4 (1) In determining the transaction value of the material, the following must be added to the price actually paid or payable:

(a) to the extent that they are incurred by the producer with respect to the material being valued and are not included in the price actually paid or payable,

- (i) commissions and brokerage fees, except buying commissions, and
 - (ii) the costs of containers which, for customs purposes, are classified with the material under the Harmonized System;
- (b) the value, reasonably allocated in accordance with subsection (13), of the following elements if they are supplied directly or indirectly to the seller by the producer free of charge or at reduced cost for use in connection with the production and sale of the material, to the extent that the value is not included in the price actually paid or payable:
- (i) a material, other than an indirect material, used in the production of the material being valued,
 - (ii) tools, dies, mold and similar indirect materials used in the production of the material being valued,
 - (iii) an indirect material, other than those referred to in subparagraph (ii) or in paragraphs (c), (e) or (f) of the definition *indirect material* in subsection 1(1) of these Regulations, used in the production of the material being valued, and
 - (iv) engineering, development, artwork, design work, and plans and sketches made outside the territory of the USMCA country in which the producer is located that are necessary for the production of the material being valued;
- (c) the royalties related to the material, other than charges with respect to the right to reproduce the material in the territory of the USMCA country in which the producer is located that the producer must pay directly or indirectly as a condition of sale of the material, to the extent that such royalties are not included in the price actually paid or payable; and
- (d) the value of any part of the proceeds of any subsequent disposal or use of the material that accrues directly or indirectly to the seller.
- (2) The additions referred to in subsection (1) must be made to the price actually paid or payable under this section only on the basis of objective and quantifiable data.
- (3) If objective and quantifiable data do not exist with regard to the additions required to be made to the price actually paid or payable under subsection (1), the transaction value cannot be determined under subsection 2(1).
- (4) Additions must not be made to the price actually paid or payable for the purpose of determining the transaction value except as provided in this section.
- (5) The amounts to be added under paragraph (1)(a) must be those amounts that are recorded on the books of the producer.
- (6) The value of the elements referred to in subparagraph (1)(b)(i) must be:
- (a) where the elements are imported from outside the territory of the USMCA country in which the seller is located, the customs value of the elements,

(b) where the producer, or a related person on behalf of the producer, purchases the elements from a person who is not a related person in the territory of the USMCA country in which the seller is located, the price actually paid or payable for the elements,

(c) where the producer, or a related person on behalf of the producer, acquires the elements from a person who is not a related person in the territory of the USMCA country in which the seller is located other than through a purchase, the value of the consideration related to the acquisition of the elements, based on the cost of the consideration that is recorded on the books of the producer or the related person, or

(d) where the elements are produced by the producer, or by a related person, in the territory of the USMCA country in which the seller is located, the total cost of the elements, determined in accordance with subsection (8),

(7) Those elements must include the following costs, that are recorded on the books of the producer or the related person supplying the elements on behalf of the producer, to the extent that such costs are not included under paragraphs (6)(a) through (d):

(a) the costs of freight, insurance, packing, and all other costs incurred in transporting the elements to the location of the seller,

(b) duties and taxes paid or payable with respect to the elements, other than duties and taxes that are waived, refunded, refundable or otherwise recoverable, including credit against duty or tax paid or payable,

(c) customs brokerage fees, including the cost of in-house customs brokerage services, incurred with respect to the elements, and

(d) the cost of waste and spoilage resulting from the use of the elements in the production of the material, minus the value of reusable scrap or by-product.

(8) For the purposes of paragraph (6)(d), the total cost of the elements referred to in subparagraph (1)(b)(i) are:

(a) where the elements are produced by the producer, at the choice of the producer,

(i) the total cost incurred with respect to all goods produced by the producer, calculated on the basis of the costs that are recorded on the books of the producer, that can be reasonably allocated to the elements in accordance with Schedule V, or

(ii) the aggregate of each cost incurred by the producer that forms part of the total cost incurred with respect to the elements, calculated on the basis of the costs that are recorded on the books of the producer, that can be reasonably allocated to the elements in accordance with Schedule V; and

(b) if the elements are produced by a person who is related to the producer, at the choice of the producer:

(i) the total cost incurred with respect to all goods produced by that related person, calculated on the basis of the costs that are recorded on the books of that person, that can be reasonably allocated to the elements in accordance with Schedule V, or

(ii) the aggregate of each cost incurred by that related person that forms part of the total cost incurred with respect to the elements, calculated on the basis of the costs that are recorded on the books of that person, that can be reasonably allocated to the elements in accordance with Schedule V.

(9) Except as provided in subsections (11) and (12), the value of the elements referred to in subparagraphs (1)(b)(ii) through (iv) are:

(a) the cost of those elements that is recorded on the books of the producer; or

(b) if such elements are provided by another person on behalf of the producer and the cost is not recorded on the books of the producer, the cost of those elements that is recorded on the books of that other person.

(10) If the elements referred to in subparagraphs (1)(b)(ii) through (iv) were previously used by or on behalf of the producer, the value of the elements must be adjusted downward to reflect that use.

(11) If the elements referred to in subparagraphs (1)(b)(ii) and (iii) were leased by the producer or a person related to the producer, the value of the elements are the cost of the lease that is recorded on the books of the producer or that related person.

(12) An addition must not be made to the price actually paid or payable for the elements referred to in subparagraph (1)(b)(iv) that are available in the public domain, other than the cost of obtaining copies of them.

(13) The producer must choose the method of allocating to the material the value of the elements referred to in subparagraphs (1)(b)(ii) through (iv), provided that the value is reasonably allocated. The methods the producer may choose to allocate the value include allocating the value over the number of units produced up to the time of the first shipment or allocating the value over the entire anticipated production where contracts or firm commitments exist for that production. For an illustration of this, a producer provides the seller with a mold to be used in the production of the material and contracts with the seller to buy 10,000 units of that material. By the time the first shipment of 1,000 units arrives, the seller has already produced 4,000 units. In these circumstances, the producer may choose to allocate the value of the mold over 4,000 units or 10,000 units but must not choose to allocate the value of the elements to the first shipment of 1,000 units. The producer may choose to allocate the entire value of the elements to a single shipment of material only where that single shipment comprises all of the units of the material acquired by the producer under the contract or commitment for that number of units of the material between the seller and the producer.

(14) The addition for the royalties referred to in paragraph (1)(c) is the payment for the royalties that is recorded on the books of the producer, or where the payment for the royalties is recorded on the books of another person, the payment for the royalties that is recorded on the books of that other person.

(15) The value of the proceeds referred to in paragraph (1)(d) is the amount that is recorded for those proceeds on the books of the producer or the seller.

5 (1) If there is no transaction value under subsection 2(2) or the transaction value is unacceptable under subsection 2(3), the value of the material, referred to in subparagraph 8(1)(b)(ii) of these Regulations, is the transaction value of identical materials sold, at or about the same time as the material being valued was shipped to the producer, to a buyer located in the same country as the producer.

(2) In applying this section, the transaction value of identical materials in a sale at the same commercial level and in substantially the same quantity of materials as the material being valued shall be used to determine the value of the material. If no such sale is found, the transaction value of identical materials sold at a different commercial level or in different quantities, adjusted to take into account the differences attributable to the commercial level or quantity, must be used, provided that such adjustments can be made on the basis of evidence that clearly establishes that the adjustment is reasonable and accurate, whether the adjustment leads to an increase or a decrease in the value.

(3) A condition for adjustment under subsection (2) because of different commercial levels or different quantities is that such adjustment be made only on the basis of evidence that clearly establishes that an adjustment is reasonable and accurate. For an illustration of this, a bona fide price list contains prices for different quantities. If the material being valued consists of a shipment of 10 units and the only identical materials for which a transaction value exists involved a sale of 500 units, and it is recognized that the seller grants quantity discounts, the required adjustment may be accomplished by resorting to the seller's bona fide price list and using the price applicable to a sale of 10 units. This does not require that sales had to have been made in quantities of 10 as long as the price list has been established as being bona fide through sales at other quantities. In the absence of such an objective measure, however, the determination of a value under this section is not appropriate.

(4) If more than one transaction value of identical materials is found, the lowest such value must be used to determine the value of the material under this section.

6 (1) If there is no transaction value under subsection 2(2) or the transaction value is unacceptable under subsection 2(3), and the value of the material cannot be determined under section 5, the value of the material, referred to in subparagraph 8(1)(b)(ii) of these Regulations, is the transaction value of similar materials sold, at or about the same time as the material being valued was shipped to the producer, to a buyer located in the same country as the producer.

(2) In applying this section, the transaction value of similar materials in a sale at the same commercial level and in substantially the same quantity of materials as the material being valued must be used to determine the value of the material. Where no such sale is found, the transaction value of similar materials sold at a different commercial level or in different quantities, adjusted to take into account the differences attributable to the commercial level or quantity, must be used, provided that such adjustments can be made on the basis of evidence that clearly establishes that the adjustment is reasonable and accurate, whether the adjustment leads to an increase or a decrease in the value.

(3) A condition for adjustment under subsection (2) because of different commercial levels or different quantities is that such adjustment be made only on the basis of evidence that clearly establishes that an adjustment is reasonable and accurate. For an illustration of this, a bona fide price list contains prices for different quantities. If the material being valued consists of a

shipment of 10 units and the only similar materials for which a transaction value exists involved a sale of 500 units, and it is recognized that the seller grants quantity discounts, the required adjustment may be accomplished by resorting to the seller's bona fide price list and using the price applicable to a sale of 10 units. This does not require that sales had to have been made in quantities of 10 as long as the price list has been established as being bona fide through sales at other quantities. In the absence of such an objective measure, however, the determination of a value under this section is not appropriate.

(4) If more than one transaction value of similar materials is found, the lowest of those values must be used to determine the value of the material under this section.

7 If there is no transaction value under subsection 2(2) or the transaction value is unacceptable under subsection 2(3), and the value of the material cannot be determined under section 5 or 6, the value of the material, referred to in subparagraph 8(1)(b)(ii) of these Regulations, must be determined under section 8 or, when the value cannot be determined under that section, under section 9 except that, at the request of the producer, the order of application of sections 8 and 9 must be reversed.

8 (1) Under this section, if identical materials or similar materials are sold in the territory of the USMCA country in which the producer is located, in the same condition as the material was in when received by the producer, the value of the material, referred to in subparagraph 8(1)(b)(ii) of these Regulations, must be based on the unit price at which those identical materials or similar materials are sold, in the greatest aggregate quantity by the producer or, where the producer does not sell those identical materials or similar materials, by a person at the same trade level as the producer, at or about the same time as the material being valued is received by the producer, to persons located in that territory who are not related to the seller, subject to deductions for the following:

(a) either the amount of commissions usually earned or the amount generally reflected for profit and general expenses, in connection with sales, in the territory of that USMCA country, of materials of the same class or kind as the material being valued; and

(b) taxes, if included in the unit price, payable in the territory of that USMCA country, which are either waived, refunded or recoverable by way of credit against taxes actually paid or payable.

(2) If neither identical materials nor similar materials are sold at or about the same time the material being valued is received by the producer, the value must, subject to the deductions provided for under subsection (1), be based on the unit price at which identical materials or similar materials are sold in the territory of the USMCA country in which the producer is located, in the same condition as the material was in when received by the producer, at the earliest date within 90 days after the day on which the material being valued was received by the producer.

(3) The expression "unit price at which those identical materials or similar materials are sold, in the greatest aggregate quantity" in subsection (1) means the price at which the greatest number of units is sold in sales between persons who are not related persons. For an illustration of this, materials are sold from a price list which grants favourable unit prices for purchases made in larger quantities.

Sale Quantity	Unit Price	Number of Sales	Total Quantity Sold at Each Price
1-10 units	100	10 sales of 5 units	65
		5 sales of 3 units	
11-25 units	95	5 sales of 11 units	55
over 25 units	90	1 sale of 30 units	80
		1 sale of 50 units	

The greatest number of units sold at a particular price is 80; therefore, the unit price in the greatest aggregate quantity is 90.

As another illustration of this, two sales occur. In the first sale 500 units are sold at a price of 95 currency units each. In the second sale 400 units are sold at a price of 90 currency units each. In this illustration, the greatest number of units sold at a particular price is 500; therefore, the unit price in the greatest aggregate quantity is 95.

(4) Any sale to a person who supplies, directly or indirectly, free of charge or at reduced cost for use in connection with the production of the material, any of the elements specified in paragraph 4(1)(b), must not be taken into account in establishing the unit price for the purposes of this section.

(5) The amount generally reflected for profit and general expenses referred to in paragraph (1)(a) must be taken as a whole. The figure for the purpose of deducting an amount for profit and general expenses must be determined on the basis of information supplied by or on behalf of the producer unless the figures provided by the producer are inconsistent with those usually reflected in sales, in the country in which the producer is located, of materials of the same class or kind as the material being valued. If the figures provided by the producer are inconsistent with those figures, the amount for profit and general expenses must be based on relevant information other than that supplied by or on behalf of the producer.

(6) For the purposes of this section, general expenses are the direct and indirect costs of marketing the material in question.

(7) In determining either the commissions usually earned or the amount generally reflected for profit and general expenses under this section, the question as to whether certain materials are materials of the same class or kind as the material being valued must be determined on a case-by-case basis with reference to the circumstances involved. Sales in the country in which the

producer is located of the narrowest group or range of materials of the same class or kind as the material being valued, for which the necessary information can be provided, must be examined. For the purposes of this section, “materials of the same class or kind” includes materials imported from the same country as the material being valued as well as materials imported from other countries or acquired within the territory of the USMCA country in which the producer is located.

(8) For the purposes of subsection (2), the earliest date is the date by which sales of identical materials or similar materials are made, in sufficient quantity to establish the unit price, to other persons in the territory of the USMCA country in which the producer is located.

9 (1) Under this section, the value of a material, referred to in subparagraph 8(1)(b)(ii) of these Regulations, is the sum of:

(a) the cost or value of the materials used in the production of the material being valued, as determined on the basis of the costs that are recorded on the books of the producer of the material,

(b) the cost of producing the material being valued, as determined on the basis of the costs that are recorded on the books of the producer of the material, and

(c) an amount for profit and general expenses equal to that usually reflected in sales

(i) where the material being valued is imported by the producer into the territory of the USMCA country in which the producer is located, to persons located in the territory of the USMCA country in which the producer is located by producers of materials of the same class or kind as the material being valued who are located in the country in which the material is produced, and

(ii) where the material being valued is acquired by the producer from another person located in the territory of the USMCA country in which the producer is located, to persons located in the territory of the USMCA country in which the producer is located by producers of materials of the same class or kind as the material being valued who are located in the country in which the producer is located.

(2) This value of a material, to the extent it is not already included under paragraph (a) or (b) must include the following costs and where the elements are supplied directly or indirectly to the producer of the material being valued by the producer free of charge or at a reduced cost for use in the production of that material,

(a) the value of elements referred to in subparagraph 4(1)(b)(i), determined in accordance with subsections 4(6) and (7), and

(b) the value of elements referred to in subparagraphs 4(1)(b)(ii) through (iv), determined in accordance with subsection 4(9) and reasonably allocated to the material in accordance with subsection 4(13).

(3) For purposes of paragraphs (1)(a) and (b), if the costs recorded on the books of the producer of the material relate to the production of other goods and materials as well as to the production of the material being valued, the costs referred to in paragraphs (1)(a) and (b) with respect to the

material being valued must be those costs recorded on the books of the producer of the material that can be reasonably allocated to that material in accordance with Schedule V.

(4) The amount for profit and general expenses referred to in paragraph (1)(c) must be determined on the basis of information supplied by or on behalf of the producer of the material being valued unless the profit and general expenses figures that are supplied with that information are inconsistent with those usually reflected in sales by producers of materials of the same class or kind as the material being valued who are located in the country in which the material is produced or the producer is located, as the case may be. The information supplied must be prepared in a manner consistent with generally accepted accounting principles of the country in which the material being valued is produced. If the material is produced in the territory of a USMCA country, the information must be prepared in accordance with the Generally Accepted Accounting Principles set out in the authorities listed for that USMCA country in Schedule X.

(5) For purposes of paragraph (1)(c) and subsection (4), general expenses means the direct and indirect costs of producing and selling the material that are not included under paragraphs (1)(a) and (b).

(6) For purposes of subsection (4), the amount for profit and general expenses must be taken as a whole. If, in the information supplied by or on behalf of the producer of a material, the profit figure is low and the general expenses figure is high, the profit and general expense figures taken together may nevertheless be consistent with those usually reflected in sales of materials of the same class or kind as the material being valued. If the producer of a material can demonstrate that it is taking a nil or low profit on its sales of the material because of particular commercial circumstances, its actual profit and general expense figures must be taken into account, provided that the producer of the material has valid commercial reasons to justify them and its pricing policy reflects usual pricing policies in the branch of industry concerned. For an illustration of this, such a situation might occur if producers have been forced to lower prices temporarily because of an unforeseeable drop in demand, or if the producers sell the material to complement a range of materials and goods being produced in the country in which the material is sold and accept a low profit to maintain competitiveness. A further illustration is if a material was being launched and the producer accepted a nil or low profit to offset high general expenses associated with the launch.

(7) If the figures for the profit and general expenses supplied by or on behalf of the producer of the material are not consistent with those usually reflected in sales of materials of the same class or kind as the material being valued that are made by other producers in the country in which that material is sold, the amount for profit and general expenses may be based on relevant information other than that supplied by or on behalf of the producer of the material.

(8) Whether certain materials are of the same class or kind as the material being valued will be determined on a case-by-case basis with reference to the circumstances involved. For purposes of determining the amount for profit and general expenses usually reflected under the provisions of this section, sales of the narrowest group or range of materials of the same class or kind, which includes the material being valued, for which the necessary information can be provided, shall be examined. For the purposes of this section, the materials of the same class or kind must be from the same country as the material being valued.

10 (1) If there is no transaction value under subsection 2(2) or the transaction value is unacceptable under subsection 2(3), and the value of the material cannot be determined under sections 5 through 9, the value of the material, referred to in subparagraph 8(1)(b)(ii) of these Regulations, must be determined under this section using reasonable means consistent with the principles and general provisions of this Schedule and on the basis of data available in the country in which the producer is located.

(2) The value of the material determined under this section must not be determined on the basis of

(a) a valuation system which provides for the acceptance of the higher of two alternative values;

(b) a cost of production other than the value determined in accordance with section 9;

(c) minimum values;

(d) arbitrary or fictitious values;

(e) if the material is produced in the territory of the USMCA country in which the producer is located, the price of the material for export from that territory; or

(f) if the material is imported, the price of the material for export to a country other than the territory of the USMCA country in which the producer is located.

(3) To the greatest extent possible, the value of the material determined under this section must be based on the methods of valuation set out in sections 2 through 9, but a reasonable flexibility in the application of such methods would be in conformity with the aims and provisions of this section. For an illustration of this, under section 5, the requirement that the identical materials should be sold at or about the same time as the time the material being valued is shipped to the producer could be flexibly interpreted. Similarly, identical materials produced in a country other than the country in which the material is produced could be the basis for determining the value of the material, or the value of identical materials already determined under section 8 could be used. For another illustration, under section 6, the requirement that the similar materials should be sold at or about the same time as the material being valued are shipped to the producer could be flexibly interpreted. Likewise, similar materials produced in a country other than the country in which the material is produced could be the basis for determining the value of the material, or the value of similar materials already determined under the provisions of section 8 could be used. For a further illustration, under section 8, the ninety days requirement could be administered flexibly.

SCHEDULE VII (Methods for Determining the Value of Non-Originating Materials that are Identical Materials and that are used in the Production of a Good)

Definitions

1 The following definitions apply in this Schedule.

FIFO method means the method by which the value of non-originating materials first received in materials inventory, determined in accordance with section 8 of these Regulations, is considered to be the value of non-originating materials used in the production of the good first shipped to the buyer of the good;

identical materials means, with respect to a material, materials that are the same as that material in all respects, including physical characteristics, quality and reputation but excluding minor differences in appearance;

LIFO method means the method by which the value of non-originating materials last received in materials inventory, determined in accordance with section 8 of these Regulations, is considered to be the value of non-originating materials used in the production of the good first shipped to the buyer of the good;

materials inventory means, with respect to a single plant of the producer of a good, an inventory of non-originating materials that are identical materials and that are used in the production of the good;

rolling average method means the method by which the value of non-originating materials used in the production of a good that is shipped to the buyer of the good is based on the average value, calculated in accordance with section 4, of the non-originating materials in materials inventory.

General

2 For purposes of subsections 5(13) and (14) and 7(10) of these Regulations, the following are the methods for determining the value of non-originating materials that are identical materials and are used in the production of a good:

- (a) FIFO method;
- (b) LIFO method; and
- (c) rolling average method.

3 (1) If a producer of a good chooses, with respect to non-originating materials that are identical materials, any of the methods referred to in section 2, the producer may not use another of those methods with respect to any other non-originating materials that are identical materials and that are used in the production of that good or in the production of any other good.

(2) If a producer of a good produces the good in more than one plant, the method chosen by the producer must be used with respect to all plants of the producer in which the good is produced.

(3) The method chosen by the producer to determine the value of non-originating materials may be chosen at any time during the producer's fiscal year and may not be changed during that fiscal year.

Average Value for Rolling Average Method

4 (1) The average value of non-originating materials that are identical materials and that are used in the production of a good that is shipped to the buyer of the good is calculated by dividing:

(a) the total value of non-originating materials that are identical materials in materials inventory prior to the shipment of the good, determined in accordance with section 8 of these Regulations,

by

(b) the total units of those non-originating materials in materials inventory prior to the shipment of the good.

(2) The average value calculated under subsection (1) is applied to the remaining units of non-originating materials in materials inventory.

APPENDIX “Examples” Illustrating the Application of the Methods for Determining the Value of Non-Originating Materials That Are Identical Materials and That Are Used in the Production of a Good

The following examples are based on the figures set out in the table below and on the following assumptions:

- (a) Materials A are non-originating materials that are identical materials that are used in the production of Good A;
- (b) one unit of Materials A is used to produce one unit of Good A;
- (c) all other materials used in the production of Good A are originating materials; and
- (d) Good A is produced in a single plant.

<i>MATERIALS INVENTORY</i>			<i>SALES</i>
<i>(RECEIPTS OF MATERIALS A)</i>			<i>(SHIPMENTS OF GOOD A)</i>
<i>DATE</i>	<i>QUANTITY</i>	<i>UNIT COST (\$)*</i>	<i>QUANTITY (UNITS)</i>
<i>(M/D/Y)</i>	<i>(UNITS)</i>		
<i>01/01/21</i>	<i>200</i>	<i>1.05</i>	
<i>01/03/21</i>	<i>1,000</i>	<i>1.00</i>	

<i>MATERIALS INVENTORY</i>			<i>SALES</i>
<i>(RECEIPTS OF MATERIALS A)</i>			<i>(SHIPMENTS OF GOOD A)</i>
<i>DATE</i>	<i>QUANTITY</i>	<i>UNIT COST (\$)*</i>	<i>QUANTITY (UNITS)</i>
<i>(M/D/Y)</i>	<i>(UNITS)</i>		
<i>01/05/21</i>	<i>1,000</i>	<i>1.10</i>	
<i>01/08/21</i>			<i>500</i>
<i>01/09/21</i>			<i>500</i>
<i>01/10/21</i>	<i>1,000</i>	<i>1.05</i>	
<i>01/14/21</i>			<i>1,500</i>
<i>01/16/21</i>	<i>2,000</i>	<i>1.10</i>	
<i>01/18/21</i>			<i>1,500</i>
<i>* Unit cost is determined in accordance with section 8 of these Regulations</i>			

Example 1: FIFO method

By applying the FIFO method:

(1) the 200 units of Materials A received on 01/01/21 and valued at \$1.05 per unit and 300 units of the 1,000 units of Material A received on 01/03/21 and valued at \$1.00 per unit are considered to have been used in the production of the 500 units of Good A shipped on 01/08/21; therefore, the value of the non-originating materials used in the production of those goods is considered to be \$510 [(200 units × \$1.05) + (300 units × \$1.00)];

(2) 500 units of the remaining 700 units of Materials A received on 01/03/21 and valued at \$1.00 per unit are considered to have been used in the production of the 500 units of Good A shipped on 01/09/21; therefore, the value of the non-originating materials used in the production of those goods is considered to be \$500 (500 units × \$1.00);

(3) the remaining 200 units of the 1,000 units of Materials A received on 01/03/21 and valued at \$1.00 per unit, the 1,000 units of Materials A received on 01/05/21 and valued at \$1.10 per unit, and 300 units of the 1,000 units of Materials A received on 01/10/21 and valued at \$1.05 per unit are considered to have been used in the production of the 1,500 units of Good A shipped on 01/14/21; therefore, the value of non-originating materials used in the production of those goods is considered to be \$1,615 [(200 units × \$1.00) + (1,000 units × \$1.10) + (300 units × \$1.05)]; and

(4) the remaining 700 units of the 1,000 units of Materials A received on 01/10/21 and valued at \$1.05 per unit and 800 units of the 2,000 units of Materials A received on 01/16/21 and valued at \$1.10 per unit are considered to have been used in the production of the 1,500 units of Good A shipped on 01/18/21; therefore, the value of non-originating materials used in the production of those goods is considered to be \$1,615 [(700 units × \$1.05) + (800 units × \$1.10)].

Example 2: LIFO method

By applying the LIFO method:

(1) 500 units of the 1,000 units of Materials A received on 01/05/21 and valued at \$1.10 per unit are considered to have been used in the production of the 500 units of Good A shipped on 01/08/21; therefore, the value of the non-originating materials used in the production of those goods is considered to be \$550 (500 units × \$1.10);

(2) the remaining 500 units of the 1,000 units of Materials A received on 01/05/21 and valued at \$1.10 per unit are considered to have been used in the production of the 500 units of Good A shipped on 01/09/21; therefore, the value of non-originating materials used in the production of those goods is considered to be \$550 (500 units × \$1.10);

(3) the 1,000 units of Materials A received on 01/10/21 and valued at \$1.05 per unit and 500 units of the 1,000 units of Material A received on 01/03/21 and valued at \$1.00 per unit are considered to have been used in the production of the 1,500 units of Good A shipped on 01/14/21; therefore, the value of non-originating materials used in the production of those goods is considered to be \$1,550 [(1,000 units × \$1.05) + (500 units × \$1.00)]; and

(4) 1,500 units of the 2,000 units of Materials A received on 01/16/21 and valued at \$1.10 per unit are considered to have been used in the production of the 1,500 units of Good A shipped on 01/18/21; therefore, the value of non-originating materials used in the production of those goods is considered to be \$1,650 (1,500 units × \$1.10).

Example 3: Rolling average method

The following table identifies the average value of non-originating Materials A as determined under the rolling average method. For purposes of this example, a new average value of non-originating Materials A is calculated after each receipt.

MATERIALS INVENTORY

	<i>DATE</i> <i>(M/D/Y)</i>	<i>QUANTITY</i> <i>(UNITS)</i>	<i>UNIT COST*</i> <i>(\$)</i>	<i>TOTAL VALUE</i> <i>(\$)</i>
<i>Beginning Inventory</i>	<i>01/01/21</i>	<i>200</i>	<i>1.05</i>	<i>210</i>
<i>Receipt</i>	<i>01/03/21</i>	<i>1,000</i>	<i>1.00</i>	<i>1,000</i>
<i>AVERAGE VALUE</i>		<i>1,200</i>	<i>1.008</i>	<i>1,210</i>
<i>Receipt</i>	<i>01/05/21</i>	<i>1,000</i>	<i>1.10</i>	<i>1,100</i>
<i>AVERAGE VALUE</i>		<i>2,200</i>	<i>1.05</i>	<i>2,310</i>
<i>Shipment</i>	<i>01/08/21</i>	<i>500</i>	<i>1.05</i>	<i>525</i>
<i>AVERAGE VALUE</i>		<i>1,700</i>	<i>1.05</i>	<i>1,785</i>
<i>Shipment</i>	<i>01/09/21</i>	<i>500</i>	<i>1.05</i>	<i>525</i>
<i>AVERAGE VALUE</i>		<i>1,200</i>	<i>1.05</i>	<i>1,260</i>
<i>Receipt</i>	<i>01/16/21</i>	<i>2,000</i>	<i>1.10</i>	<i>2,200</i>
<i>AVERAGE VALUE</i>		<i>3,200</i>	<i>1.08</i>	<i>3,460</i>

** unit cost is determined in accordance with section 8 of these Regulations*

By applying the rolling average method:

(1) the value of non-originating materials used in the production of the 500 units of Good A shipped on 01/08/21 is considered to be \$525 (500 units × \$1.05); and

(2) the value of non-originating materials used in the production of the 500 units of Good A shipped on 01/09/21 is considered to be \$525 (500 units × \$1.05).

SCHEDULE VIII (Inventory Management Methods)
PART I Fungible Materials

Definitions

1 The following definitions apply in this Part,

average method means the method by which the origin of fungible materials withdrawn from materials inventory is based on the ratio, calculated under section 5, of originating materials and non-originating materials in materials inventory;

FIFO method means the method by which the origin of fungible materials first received in materials inventory is considered to be the origin of fungible materials first withdrawn from materials inventory;

LIFO method means the method by which the origin of fungible materials last received in materials inventory is considered to be the origin of fungible materials first withdrawn from materials inventory;

materials inventory means,

- (a) with respect to a producer of a good, an inventory of fungible materials that are used in the production of the good, and
- (b) with respect to a person from whom the producer of the good acquired those fungible materials, an inventory from which fungible materials are sold or otherwise transferred to the producer of the good;

opening inventory means the materials inventory at the time an inventory management method is chosen;

origin identifier means any mark that identifies fungible materials as originating materials or non-originating materials.

General

2 The following inventory management methods may be used for determining whether fungible materials referred to in subsection 8(18)(a) of these Regulations are originating materials:

- (a) specific identification method;
- (b) FIFO method;
- (c) LIFO method; and
- (d) average method.

3 A producer of a good, or a person from whom the producer acquired the fungible materials that are used in the production of the good, may choose only one of the inventory management methods referred to in subsection 2, and, if the averaging method is chosen, only one averaging period in each fiscal year of that producer or person for the materials inventory.

Specific Identification Method

4 (1) Except as otherwise provided under subsection (2), if the producer or person referred to in section 3 chooses the specific identification method, the producer or person must physically segregate, in materials inventory, originating materials that are fungible materials from non-originating materials that are fungible materials.

(2) If originating materials or non-originating materials that are fungible materials are marked with an origin identifier, the producer or person need not physically segregate those materials under subsection (1) if the origin identifier remains visible throughout the production of the good.

Average Method

5 If the producer or person referred to in section 3 chooses the average method, the origin of fungible materials withdrawn from materials inventory is determined on the basis of the ratio of originating materials and non-originating materials in materials inventory that is calculated under sections 6 through 8.

6 (1) Except as otherwise provided in sections 7 and 8, the ratio is calculated with respect to a month or three-month period, at the choice of the producer or person, by dividing

(a) the sum of

(i) the total units of originating materials or non-originating materials that are fungible materials and that were in materials inventory at the beginning of the preceding one-month or three-month period, and

(ii) the total units of originating materials or non-originating materials that are fungible materials and that were received in materials inventory during that preceding one-month or three-month period,

by

(b) the sum of

(i) the total units of originating materials and non-originating materials that are fungible materials and that were in materials inventory at the beginning of the preceding one-month or three-month period, and

(ii) the total units of originating materials and non-originating materials that are fungible materials and that were received in materials inventory during that preceding one-month or three-month period.

(2) The ratio calculated with respect to a preceding month or three-month period under subsection (1) is applied to the fungible materials remaining in materials inventory at the end of the preceding month or three-month period.

7 (1) If the good is subject to a regional value-content requirement and the regional value content is calculated under the net cost method and the producer or person chooses to average over a period under subsections 7(15), 16(1), or (10) of these Regulations, the ratio is calculated with respect to that period by dividing

(a) the sum of

- (i) the total units of originating materials or non-originating materials that are fungible materials and that were in materials inventory at the beginning of the period, and
- (ii) the total units of originating materials or non-originating materials that are fungible materials and that were received in materials inventory during that period,

by

(b) the sum of

- (i) the total units of originating materials and non-originating materials that are fungible materials and that were in materials inventory at the beginning of the period, and
- (ii) the total units of originating materials and non-originating materials that are fungible materials and that were received in materials inventory during that period.

(2) The ratio calculated with respect to a period under subsection (1) is applied to the fungible materials remaining in materials inventory at the end of the period.

8 (1) If the good is subject to a regional value-content requirement and the regional value content of that good is calculated under the transaction value method or the net cost method, the ratio is calculated with respect to each shipment of the good by dividing

(a) the total units of originating materials or non-originating materials that are fungible materials and that were in materials inventory prior to the shipment,

by

(b) the total units of originating materials and non-originating materials that are fungible materials and that were in materials inventory prior to the shipment.

(2) The ratio calculated with respect to a shipment of a good under subsection (1) is applied to the fungible materials remaining in materials inventory after the shipment.

Manner of Dealing with Opening Inventory

9 (1) Except as otherwise provided under subsections (2) and (3), if the producer or person referred to in section 3 has fungible materials in opening inventory, the origin of those fungible materials is determined by

(a) identifying, in the books of the producer or person, the latest receipts of fungible materials that add up to the amount of fungible materials in opening inventory;

(b) identifying the origin of the fungible materials that make up those receipts; and

(c) considering the origin of those fungible materials to be the origin of the fungible materials in opening inventory.

(2) If the producer or person chooses the specific identification method and has, in opening inventory, originating materials or non-originating materials that are fungible materials and that

are marked with an origin identifier, the origin of those fungible materials is determined on the basis of the origin identifier.

(3) The producer or person may consider all fungible materials in opening inventory to be non-originating materials.

PART II Fungible Goods

Definitions

10 The following definitions apply in this Part,

average method means the method by which the origin of fungible goods withdrawn from finished goods inventory is based on the ratio, calculated under section 14, of originating goods and non-originating goods in finished goods inventory;

FIFO method means the method by which the origin of fungible goods first received in finished goods inventory is considered to be the origin of fungible goods first withdrawn from finished goods inventory;

finished goods inventory means an inventory from which fungible goods are sold or otherwise transferred to another person;

LIFO method means the method by which the origin of fungible goods last received in finished goods inventory is considered to be the origin of fungible goods first withdrawn from finished goods inventory;

opening inventory means the finished goods inventory at the time an inventory management method is chosen;

origin identifier means any mark that identifies fungible goods as originating goods or non-originating goods.

General

11 The following inventory management methods may be used for determining whether fungible goods referred to in paragraph 8(18)(b) of these Regulations are originating goods:

- (a) specific identification method;
- (b) FIFO method;
- (c) LIFO method; and
- (d) average method.

12 An exporter of a good, or a person from whom the exporter acquired the fungible good, may choose only one of the inventory management methods referred to in section 11, including only one averaging period in the case of the average method, in each fiscal year of that exporter or person for each finished goods inventory of the exporter or person.

Specific Identification Method

13 (1) Except as provided under subsection (2), if the exporter or person referred to in section 12 chooses the specific identification method, the exporter or person must physically segregate, in finished goods inventory, originating goods that are fungible goods from non-originating goods that are fungible goods.

(2) If originating goods or non-originating goods that are fungible goods are marked with an origin identifier, the exporter or person need not physically segregate those goods under subsection (1) if the origin identifier is visible on the fungible goods.

Average Method

14 (1) If the exporter or person referred to in section 12 chooses the average method, the origin of each shipment of fungible goods withdrawn from finished goods inventory during a month or three-month period, at the choice of the exporter or person, is determined on the basis of the ratio of originating goods and non-originating goods in finished goods inventory for the preceding one-month or three-month period that is calculated by dividing

(a) the sum of

(i) the total units of originating goods or non-originating goods that are fungible goods and that were in finished goods inventory at the beginning of the preceding one-month or three-month period, and

(ii) the total units of originating goods or non-originating goods that are fungible goods and that were received in finished goods inventory during that preceding one-month or three-month period,

by

(b) the sum of

(i) the total units of originating goods and non-originating goods that are fungible goods and that were in finished goods inventory at the beginning of the preceding one-month or three-month period, and

(ii) the total units of originating goods and non-originating goods that are fungible goods and that were received in finished goods inventory during that preceding one-month or three-month period.

(2) The ratio calculated with respect to a preceding month or three-month period under subsection (1) is applied to the fungible goods remaining in finished goods inventory at the end of the preceding month or three-month period.

Manner of Dealing with Opening Inventory

15 (1) Except as otherwise provided under subsections (2) and (3), if the exporter or person referred to in section 12 has fungible goods in opening inventory, the origin of those fungible goods is determined by

- (a) identifying, in the books of the exporter or person, the latest receipts of fungible goods that add up to the amount of fungible goods in opening inventory;
 - (b) determining the origin of the fungible goods that make up those receipts; and
 - (c) considering the origin of those fungible goods to be the origin of the fungible goods in opening inventory.
- (2) If the exporter or person chooses the specific identification method and has, in opening inventory, originating goods or non-originating goods that are fungible goods and that are marked with an origin identifier, the origin of those fungible goods is determined on the basis of the origin identifier.
- (3) The exporter or person may consider all fungible goods in opening inventory to be non-originating goods.

APPENDIX A

“Examples” Illustrating the Application of the Inventory Management Methods to Determine the Origin of Fungible Materials

The following examples are based on the figures set out in the table below and on the following assumptions:

- (a) originating Material A and non-originating Material A that are fungible materials are used in the production of Good A;*
- (b) one unit of Material A is used to produce one unit of Good A;*
- (c) Material A is only used in the production of Good A;*
- (d) all other materials used in the production of Good A are originating materials; and*
- (e) the producer of Good A exports all shipments of Good A to the territory of a USMCA country.*

<i>MATERIALS INVENTORY</i>				<i>SALES</i>
<i>(RECEIPTS OF MATERIAL A)</i>				<i>(SHIPMENTS OF GOOD A)</i>
<i>DATE (M/D/Y)</i>	<i>QUANTITY (UNITS)</i>	<i>UNIT COST*</i>	<i>TOTAL VALUE</i>	<i>QUANTITY (UNITS)</i>
<i>12/18/20</i>	<i>100 (O¹)</i>	<i>\$1.00</i>	<i>\$ 100</i>	
<i>12/27/20</i>	<i>100 (N²)</i>	<i>1.10</i>	<i>110</i>	

*MATERIALS INVENTORY**SALES**(RECEIPTS OF MATERIAL A)**(SHIPMENTS OF GOOD A)*

<i>DATE (M/D/Y)</i>	<i>QUANTITY (UNITS)</i>	<i>UNIT COST*</i>	<i>TOTAL VALUE</i>	<i>QUANTITY (UNITS)</i>
<i>01/01/21</i>	<i>200 (O³)</i>			
<i>01/01/21</i>	<i>1,000 (O)</i>	<i>1.00</i>	<i>1,000</i>	
<i>01/05/21</i>	<i>1,000 (N)</i>	<i>1.10</i>	<i>1,100</i>	
<i>01/10/21</i>				<i>100</i>
<i>01/10/21</i>	<i>1,000 (O)</i>	<i>1.05</i>	<i>1,050</i>	
<i>01/15/21</i>				<i>700</i>
<i>01/16/21</i>	<i>2,000 (N)</i>	<i>1.10</i>	<i>2,200</i>	
<i>01/20/21</i>				<i>1,000</i>
<i>01/23/21</i>				<i>900</i>

** unit cost is determined in accordance with section 8 of these Regulations*

¹ “O” denotes originating materials

² “N” denotes non-originating materials

³ “OI” denotes opening inventory

Example 1: FIFO method

Good A is subject to a regional value-content requirement. Producer A is using the transaction value method to determine the regional value content of Good A.

By applying the FIFO method:

(1) the 100 units of originating Material A in opening inventory that were received in materials inventory on 12/18/20 are considered to have been used in the production of the 100 units of Good A shipped on 01/10/21; therefore, the value of non-originating materials used in the production of those goods is considered to be \$0;

(2) the 100 units of non-originating Material A in opening inventory that were received in materials inventory on 12/27/20 and 600 units of the 1,000 units of originating Material A that were received in materials inventory on 01/01/21 are considered to have been used in the production of the 700 units of Good A shipped on 01/15/21; therefore, the value of non-originating materials used in the production of those goods is considered to be \$110 (100 units × \$1.10);

(3) the remaining 400 units of the 1,000 units of originating Material A that were received in materials inventory on 01/01/21 and 600 units of the 1,000 units of non-originating Material A that were received in materials inventory on 01/05/21 are considered to have been used in the production of the 1,000 units of Good A shipped on 01/20/21; therefore, the value of non-originating materials used in the production of those goods is considered to be \$660 (600 units × \$1.10); and

(4) the remaining 400 units of the 1,000 units of non-originating Material A that were received in materials inventory on 01/05/21 and 500 units of the 1,000 units of originating Material A that were received in materials inventory on 01/10/21 are considered to have been used in the production of the 900 units of Good A shipped on 01/23/21; therefore, the value of non-originating materials used in the production of those goods is considered to be \$440 (400 units × \$1.10).

Example 2: LIFO method

Good A is subject to a change in tariff classification requirement and the non-originating Material A used in the production of Good A does not undergo the applicable change in tariff classification. Therefore, if originating Material A is used in the production of Good A, Good A is an originating good and, if non-originating Material A is used in the production of Good A, Good A is a non-originating good.

By applying the LIFO method:

(1) 100 units of the 1,000 units of non-originating Material A that were received in materials inventory on 01/05/21 are considered to have been used in the production of the 100 units of Good A shipped on 01/10/21;

(2) 700 units of the 1,000 units of originating Material A that were received in materials inventory on 01/10/21 are considered to have been used in the production of the 700 units of Good A shipped on 01/15/21;

(3) 1,000 units of the 2,000 units of non-originating Material A that were received in materials inventory on 01/16/21 are considered to have been used in the production of the 1,000 units of Good A shipped on 01/20/21; and

(4) 900 units of the remaining 1,000 units of non-originating Material A that were received in materials inventory on 01/16/21 are considered to have been used in the production of the 900 units of Good A shipped on 01/23/21.

Example 3: Average method

Good A is subject to an applicable regional value-content requirement. Producer A is using the transaction value method to determine the regional value content of Good A. Producer A determines the average value of non-originating Material A and the ratio of originating Material A to total value of originating Material A and non-originating Material A in the following table.

<i>MATERIAL INVENTORY</i>					<i>SALES</i>			
<i>(RECEIPTS OF MATERIAL A)</i>					<i>(NON-ORIGINATING MATERIAL)</i>		<i>(SHIPMENTS OF GOOD A)</i>	
	<i>DATE (M/D/Y)</i>	<i>QUANTITY (UNITS)</i>	<i>TOTAL VALUE</i>	<i>UNIT COST*</i>	<i>QUANTITY (UNITS)</i>	<i>TOTAL VALUE</i>	<i>RATIO</i>	<i>QUANTITY (UNITS)</i>
<i>Receipt</i>	<i>12/18/20</i>	<i>100 (O¹)</i>	<i>\$ 100</i>	<i>\$1.00</i>				
<i>Receipt</i>	<i>12/27/20</i>	<i>100 (N²)</i>	<i>110</i>	<i>1.10</i>	<i>100</i>	<i>\$ 110.00</i>		
<i>NEW AVG INV VALUE</i>		<i>200 (O³)</i>	<i>210</i>	<i>1.05</i>	<i>100</i>	<i>105.00</i>	<i>0.50</i>	
<i>Receipt</i>	<i>01/01/21</i>	<i>1,000 (O)</i>	<i>1,000</i>	<i>1.00</i>				
<i>NEW AVG INV VALUE</i>		<i>1,200</i>	<i>1,210</i>	<i>1.01</i>	<i>100</i>	<i>101.00</i>	<i>0.08</i>	
<i>Receipt</i>	<i>01/05/21</i>	<i>1,000 (N)</i>	<i>1,100</i>	<i>1.10</i>	<i>1,000</i>	<i>1,100.00</i>		
<i>NEW AVG INV VALUE</i>		<i>2,200</i>	<i>2,310</i>	<i>1.05</i>	<i>1,100</i>	<i>1,155.00</i>	<i>0.50</i>	
<i>Shipment</i>	<i>01/10/21</i>	<i>(100)</i>	<i>(105)</i>	<i>1.05</i>	<i>(50)</i>	<i>(52.50)</i>		<i>100</i>

MATERIAL INVENTORY

SALES

<i>(RECEIPTS OF MATERIAL A)</i>				<i>(NON-ORIGINATING MATERIAL)</i>			<i>(SHIPMENTS OF GOOD A)</i>	
	<i>DATE (M/D/Y)</i>	<i>QUANTITY (UNITS)</i>	<i>TOTAL VALUE</i>	<i>UNIT COST*</i>	<i>QUANTITY (UNITS)</i>	<i>TOTAL VALUE</i>	<i>RATIO</i>	<i>QUANTITY (UNITS)</i>
<i>Receipt</i>	<i>01/10/21</i>	<i>1,000 (O)</i>	<i>1,050</i>	<i>1.05</i>				
<i>NEW AVG INV VALUE</i>		<i>3,100</i>	<i>3,255</i>	<i>1.05</i>	<i>1,050</i>	<i>1,102.50</i>	<i>0.34</i>	
<i>Shipment</i>	<i>01/15/21</i>	<i>(700)</i>	<i>(735)</i>	<i>1.05</i>	<i>(238)</i>	<i>(249.90)</i>		<i>700</i>
<i>Receipt</i>	<i>01/16/21</i>	<i>2,000 (N)</i>	<i>2,200</i>	<i>1.10</i>	<i>2,000</i>	<i>2,200.00</i>		
<i>NEW AVG INV VALUE</i>		<i>4,400</i>	<i>4,720</i>	<i>1.07</i>	<i>2,812</i>	<i>3,008.84</i>	<i>0.64</i>	
<i>Shipment</i>	<i>01/20/21</i>	<i>(1,000)</i>	<i>(1,070)</i>	<i>1.07</i>	<i>(640)</i>	<i>(684.80)</i>		<i>1,000</i>
<i>Shipment</i>	<i>01/23/21</i>	<i>(900)</i>	<i>(963)</i>	<i>1.07</i>	<i>(576)</i>	<i>(616.32)</i>		<i>900</i>
<i>NEW AVG INV VALUE</i>		<i>2,500</i>	<i>2,687</i>	<i>1.07</i>	<i>1,596</i>	<i>1,707.24</i>	<i>0.64</i>	

* unit cost is determined in accordance with section 8 of these Regulations

¹ "O" denotes originating materials

² "N" denotes non-originating materials

³ "OI" denotes opening inventory

By applying the average method:

(1) before the shipment of the 100 units of Material A on 01/10/21, the ratio of units of originating Material A to total units of Material A in materials inventory was .50 (1,100 units/2,200 units) and the ratio of units of non-originating Material A to total units of Material A in materials inventory was .50 (1,100 units/2,200 units);

based on those ratios, 50 units (100 units \times .50) of originating Material A and 50 units (100 units \times .50) of non-originating Material A are considered to have been used in the production of the 100 units of Good A shipped on 01/10/21; therefore, the value of non-originating Material A used in the production of those goods is considered to be \$52.50 [100 units \times \$1.05 (average unit value) \times .50];

the ratios are applied to the units of Material A remaining in materials inventory after the shipment: 1,050 units (2,100 units \times .50) are considered to be originating materials and 1,050 units (2,100 units \times .50) are considered to be non-originating materials;

(2) before the shipment of the 700 units of Good A on 01/15/21, the ratio of units of originating Material A to total units of Material A in materials inventory was 66% (2,050 units/3,100 units) and the ratio of units of non-originating Material A to total units of Material A in materials inventory was 34% (1,050 units/3,100 units);

based on those ratios, 462 units (700 units \times .66) of originating Material A and 238 units (700 units \times .34) of non-originating Material A are considered to have been used in the production of the 700 units of Good A shipped on 01/15/21; therefore, the value of non-originating Material A used in the production of those goods is considered to be \$249.90 [700 units \times \$1.05 (average unit value) \times 34%];

the ratios are applied to the units of Material A remaining in materials inventory after the shipment: 1,584 units (2,400 units \times .66) are considered to be originating materials and 816 units (2,400 units \times .34) are considered to be non-originating materials;

(3) before the shipment of the 1,000 units of Material A on 01/20/21, the ratio of units of originating Material A to total units of Material A in materials inventory was 36% (1,584 units/4,400 units) and the ratio of units of non-originating Material A to total units of Material A in materials inventory was 64% (2,816 units/4,400 units);

based on those ratios, 360 units (1,000 units \times .36) of originating Material A and 640 units (1,000 units \times .64) of non-originating Material A are considered to have been used in the production of the 1,000 units of Good A shipped on 01/20/21; therefore, the value of non-originating Material A used in the production of those goods is considered to be \$684.80 [1,000 units \times \$1.07 (average unit value) \times 64%];

those ratios are applied to the units of Material A remaining in materials inventory after the shipment: 1,224 units (3,400 units \times .36) are considered to be originating materials and 2,176 units (3,400 units \times .64) are considered to be non-originating materials;

(4) before the shipment of the 900 units of Good A on 01/23/21, the ratio of units of originating Material A to total units of Material A in materials inventory was 36% (1,224 units/3,400 units) and the ratio of units of non-originating Material A to total units of Material A in materials inventory was 64% (2,176 units/3,400 units);

based on those ratios, 324 units (900 units × .36) of originating Material A and 576 units (900 units × .64) of non-originating Material A are considered to have been used in the production of the 900 units of Good A shipped on 01/23/21; therefore, the value of non-originating Material A used in the production of those goods is considered to be \$616.32 [900 units × \$1.07 (average unit value) × 64%];

those ratios are applied to the units of Material A remaining in materials inventory after the shipment: 900 units (2,500 units × .36) are considered to be originating materials and 1,600 units (2,500 units × .64) are considered to be non-originating materials.

Example 4: Average method

Good A is subject to an applicable regional value-content requirement. Producer A is using the net cost method and is averaging over a period of one month under paragraph 7(15)(a) of these Regulations to determine the regional value content of Good A.

By applying the average method:

the ratio of units of originating Material A to total units of Material A in materials inventory for January 2021 is 40.4% (2,100 units/5,200 units);

based on that ratio, 1,091 units (2,700 units × .404) of originating Material A and 1,609 units (2,700 units - 1,091 units) of non-originating Material A are considered to have been used in the production of the 2,700 units of Good A shipped in January 2021; therefore, the value of non-originating materials used in the production of those goods is considered to be \$0.64 per unit [$\$5,560$ (total value of Material A in materials inventory)/5,200 (units of Material A in materials inventory) = \$1.07 (average unit value) × (1 - .404)] or \$1,728 ($\$0.64 \times 2,700$ units); and

that ratio is applied to the units of Material A remaining in materials inventory on January 31, 2021: 1,010 units (2,500 units × .404) are considered to be originating materials and 1,490 units (2,500 units - 1,010 units) are considered to be non-originating materials.

APPENDIX B

“Examples” Illustrating the Application of the Inventory Management Methods to Determine the Origin of Fungible Goods

The following examples are based on the figures set out in the table below and on the assumption that Exporter A acquires originating Good A and non-originating Good A that are fungible goods and physically combines or mixes Good A before exporting those goods to the buyer of those goods.

<i>FINISHED GOODS INVENTORY</i>		<i>SALES</i>
<i>(RECEIPTS OF GOOD A)</i>		<i>(SHIPMENTS OF GOOD A)</i>
<i>DATE</i>	<i>QUANTITY</i>	<i>QUANTITY</i>
<i>(M/D/Y)</i>	<i>(UNITS)</i>	<i>(UNITS)</i>
<i>12/18/20</i>	<i>100 (O¹)</i>	
<i>12/27/20</i>	<i>100 (N²)</i>	
<i>01/01/21</i>	<i>200 (OI³)</i>	
<i>01/01/21</i>	<i>1,000 (O)</i>	
<i>01/05/21</i>	<i>1,000 (N)</i>	
<i>01/10/21</i>		<i>100</i>
<i>01/10/21</i>	<i>1,000 (O)</i>	
<i>01/15/21</i>		<i>700</i>
<i>01/16/21</i>	<i>2,000 (N)</i>	
<i>01/20/21</i>		<i>1,000</i>
<i>01/23/21</i>		<i>900</i>

¹ "O" denotes originating goods

² "N" denotes non-originating goods

³ "OI" denotes opening inventory

Example 1: FIFO method

By applying the FIFO method:

(1) the 100 units of originating Good A in opening inventory that were received in finished goods inventory on 12/18/20 are considered to be the 100 units of Good A shipped on 01/10/21;

(2) the 100 units of non-originating Good A in opening inventory that were received in finished goods inventory on 12/27/20 and 600 units of the 1,000 units of originating Good A that were received in finished goods inventory on 01/01/21 are considered to be the 700 units of Good A shipped on 01/15/21;

(3) the remaining 400 units of the 1,000 units of originating Good A that were received in finished goods inventory on 01/01/21 and 600 units of the 1,000 units of non-originating Good A that were received in finished goods inventory on 01/05/21 are considered to be the 1,000 units of Good A shipped on 01/20/21; and

(4) the remaining 400 units of the 1,000 units of non-originating Good A that were received in finished goods inventory on 01/05/21 and 500 units of the 1,000 units of originating Good A that were received in finished goods inventory on 01/10/21 are considered to be the 900 units of Good A shipped on 01/23/21.

Example 2: LIFO method

By applying the LIFO method:

(1) 100 units of the 1,000 units of non-originating Good A that were received in finished goods inventory on 01/05/21 are considered to be the 100 units of Good A shipped on 01/10/21;

(2) 700 units of the 1,000 units of originating Good A that were received in finished goods inventory on 01/10/21 are considered to be the 700 units of Good A shipped on 01/15/21;

(3) 1,000 units of the 2,000 units of non-originating Good A that were received in finished goods inventory on 01/16/21 are considered to be the 1,000 units of Good A shipped on 01/20/21; and

(4) 900 units of the remaining 1,000 units of non-originating Good A that were received in finished goods inventory on 01/16/21 are considered to be the 900 units of Good A shipped on 01/23/21.

Example 3: Average method

Exporter A chooses to determine the origin of Good A on a monthly basis. Exporter A exported 3,000 units of Good A during the month of February 2021. The origin of the units of Good A exported during that month is determined on the basis of the preceding month, that is January 2021.

By applying the average method:

the ratio of originating goods to all goods in finished goods inventory for the month of January 2021 is 40.4% (2,100 units/5,200 units);

based on that ratio, 1,212 units ($3,000 \text{ units} \times .404$) of Good A shipped in February 2021 are considered to be originating goods and 1,788 units ($3,000 \text{ units} - 1,212 \text{ units}$) of Good A are considered to be non-originating goods; and

that ratio is applied to the units of Good A remaining in finished goods inventory on January 31, 2021: 1,010 units ($2,500 \text{ units} \times .404$) are considered to be originating goods and 1,490 units ($2,500 \text{ units} - 1,010 \text{ units}$) are considered to be non-originating goods.

SCHEDULE IX (Method for Calculating Non-Allowable Interest Costs)

Definitions and Interpretation

1 For purposes of this Schedule,

fixed-rate contract means a loan contract, instalment purchase contract or other financing agreement in which the interest rate remains constant throughout the life of the contract or agreement;

interest rate issued by the federal government means

(a) in the case of a producer located in Canada, the weekly average of the yield for federal government debt obligations set out in the Bank of Canada's *Daily Digest*

(i) if the interest rate is adjusted at intervals of less than one year, under the title "Treasury Bills – 1 Month", and

(ii) in any other case, under the title "Government of Canada benchmark bond yields – 3 Year",

for the week that the producer entered into the contract or the week of the most recent interest rate adjustment date, if any, under the contract,

(b) in the case of a producer located in Mexico, the yield for federal government debt obligations published by the Banco de Mexico under the title "*Certificados de la Tesoreria de la Federacion*" for the week that the producer entered into the contract or the week of the most recent interest rate adjustment date, if any, under the contract, and

(c) in the case of a producer located in the United States, the yield for federal government debt obligations set out in the Federal Reserve statistical release (H.15) *Selected Interest Rates*

(i) if the interest rate is adjusted at intervals of less than one year, under the title "U.S. government securities, Treasury bills, Secondary market", and

(ii) in any other case, under the title "U.S. Government Securities, Treasury constant maturities",

for the week that the producer entered into the contract or the week of the most recent interest rate adjustment date, if any, under the contract.

linear interpolation means, with respect to the interest rate issued by the federal government, the application of the following mathematical formula:

$$A + [(B - A) \times (E - D)] / (C - D)$$

where

A is the interest rate issued by the federal government on debt obligations that are nearest in maturity but of shorter maturity than the weighted average principal maturity of the payment schedule under the fixed-rate contract or variable-rate contract to which they are being compared,

B is the interest rate issued by the federal government on debt obligations that are nearest in maturity but of greater maturity than the weighted average principal maturity of that payment schedule,

C is the maturity of federal government debt obligations that are nearest in maturity but of greater maturity than the weighted average principal maturity of that payment schedule,

D is the maturity of federal government debt obligations that are nearest in maturity but of shorter maturity than the weighted average principal maturity of that payment schedule, and

E is the weighted average principal maturity of that payment schedule;

payment schedule means the schedule of payments, whether on a weekly, bi-weekly, monthly, yearly or other basis, of principal and interest, or any combination thereof, made by a producer to a lender in accordance with the terms of a fixed-rate contract or variable-rate contract;

variable-rate contract means a loan contract, instalment purchase contract or other financing agreement in which the interest rate is adjusted at intervals during the life of the contract or agreement in accordance with its terms;

weighted average principal maturity means, with respect to fixed-rate contracts and variable-rate contracts, the numbers of years, or portion thereof, that is equal to the number obtained by

(a) dividing the sum of the weighted principal payments,

(i) in the case of a fixed-rate contract, by the original amount of the loan, and

(ii) in the case of a variable-rate contract, by the principal balance at the beginning of the interest rate period for which the weighted principal payments were calculated, and

(b) rounding the amount determined under paragraph (a) to the nearest single decimal place and, if that amount is the midpoint between two such numbers, to the greater of those two numbers;

weighted principal payment means,

(a) with respect to fixed-rate contracts, the amount determined by multiplying each principal payment under the contract by the number of years, or portion thereof, between the date the producer entered into the contract and the date of that principal payment, and

(b) with respect to variable-rate contracts

(i) the amount determined by multiplying each principal payment made during the current interest rate period by the number of years, or portion thereof, between the beginning of that interest rate period and the date of that payment, and

(ii) the amount equal to the outstanding principal owing, but not necessarily due, at the end of the current interest rate period, multiplied by the number of years, or portion thereof, between the beginning and the end of that interest rate period;

General

2 For purposes of calculating non-allowable interest costs

(a) with respect to a fixed-rate contract, the interest rate under that contract must be compared with the interest rate issued by the federal government on debt obligations that have maturities of the same length as the weighted average principal maturity of the payment schedule under the contract (that interest rate determined by linear interpolation, if necessary);

(b) with respect to a variable-rate contract

(i) in which the interest rate is adjusted at intervals of less than or equal to one year, the interest rate under that contract must be compared with the interest rate issued by the federal government on debt obligations that have maturities closest in length to the interest rate adjustment period of the contract, and

(ii) in which the interest rate is adjusted at intervals of greater than one year, the interest rate under the contract must be compared with the interest rate issued by the federal government on debt obligations that have maturities of the same length as the weighted average principal maturity of the payment schedule under the contract (that interest rate determined by linear interpolation, if necessary); and

(c) with respect to a fixed-rate or variable-rate contract in which the weighted average principal maturity of the payment schedule under the contract is greater than the maturities offered on federal government debt obligations, the interest rate under the contract must be compared to the interest rate issued by the federal government on debt obligations that have maturities closest in length to the weighted average principal maturity of the payment schedule under the contract.

APPENDIX “Example” Illustrating the Application of the Method for Calculating Non-Allowable Interest Costs in the Case of a Fixed-Rate Contract

The following example is based on the figures set out in the table below and on the following assumptions:

(a) *a producer in a USMCA country borrows \$1,000,000 from a person of the same USMCA country under a fixed-rate contract;*

(b) *under the terms of the contract, the loan is payable in 10 years with interest paid at the rate of 6 per cent per year on the declining principal balance;*

(c) *the payment schedule calculated by the lender based on the terms of the contract requires the producer to make annual payments of principal and interest of \$135,867.36 over the life of the contract;*

(d) *there are no federal government debt obligations that have maturities equal to the 6-year weighted average principal maturity of the contract; and*

(e) *the federal government debt obligations that are nearest in maturity to the weighted average principal maturity of the contract are of 5- and 7-year maturities, and the yields on them are 4.7 per cent and 5.0 per cent, respectively.*

<i>Years of Loan</i>	<i>Principal Balance¹</i>	<i>Interest Payment²</i>	<i>Principal Payment³</i>	<i>Payment Schedule</i>	<i>Weighted Principal Payment⁴</i>
1	\$924,132.04	\$60,000.00	\$ 75,867.96	\$135,867.96	\$ 75,867.96
2	843,712.00	55,447.92	80,420.04	135,867.96	160,840.08
3	758,466.76	50,622.72	85,245.24	135,867.96	255,735.72
4	668,106.81	45,508.01	90,359.95	135,867.96	361,439.82
5	572,325.26	40,086.41	95,781.55	135,867.96	478,907.76
6	470,796.81	34,339.52	101,528.44	135,867.96	609,170.67
7	363,176.66	28,247.81	107,620.15	135,867.96	753,341.06
8	249,099.30	21,790.60	114,077.36	135,867.96	912,618.88
9	128,177.30	14,945.96	120,922.00	135,867.96	1,088,298.02
10	(0.00)	7,690.66	128,177.32	135,867.96	<u>1,281,773.22</u>
					\$5,977,993.19

¹ the principal balance represents the loan balance at the end of each full year the loan is in effect and is calculated by subtracting the current year's principal payment from the prior year's ending loan balance

² interest payments are calculated by multiplying the prior year's ending loan balance by the contract interest rate of 6 per cent

³ principal payments are calculated by subtracting the current year's interest payments from the annual payment schedule amount

⁴ the weighted principal payment is determined by, for each year of the loan, multiplying that year's principal payment by the number of years the loan had been in effect at the end of that year

⁵ the weighted average principal maturity of the contract is calculated by dividing the sum of the weighted principal payments by the original loan amount and rounding the amount determined to the nearest decimal place

Weighted Average Principal Maturity

$\$5,977,993.19 / \$1,000,000 = 5.977993$ or 6 years⁵

By applying the above method,

(1) the weighted average principal maturity of the payment schedule under the 6 per cent contract is 6 years;

(2) the interest rate issued by the federal government on the closest maturities for comparable federal government debt obligations of 5 years and 7 years are 4.7 per cent and 5.0 per cent, respectively; therefore, using linear interpolation, the interest rate issued by the federal government that has a maturity equal to the weighted average principal maturity of the contract is 4.85 per cent. This number is calculated as follows:

$$4.7 + [(5.0 - 4.7) \times (6 - 5)] / (7 - 5)$$

$$= 4.7 + 0.15$$

$$= 4.85\%; \text{ and}$$

*(3) the producer's contract interest rate of 6 per cent is within 700 basis points of the 4.85 per cent interest rate issued by the federal government on debt obligation; therefore, none of the producer's interest costs are considered to be non-allowable interest costs for purposes of the definition **non-allowable interest costs** in subsection 1(1) of these Regulations.*

“Example” Illustrating the Application of the Method for Calculating Non-allowable Interest Costs in the Case of a Variable-rate Contract

The following example is based on the figures set out in the tables below and on the following assumptions:

(a) a producer in a USMCA country borrows \$1,000,000 from a person of the same USMCA country under a variable-rate contract;

(b) under the terms of the contract, the loan is payable in 10 years with interest paid at the rate of 6 per cent per year for the first two years and 8 per cent per year for the next two years on the principal balance, with rates adjusted each two years after that;

(c) the payment schedule calculated by the lender based on the terms of the contract requires the producer to make annual payments of principal and interest of \$135,867.96 for the first two years of the loan, and of \$146,818.34 for the next two years of the loan;

(d) there are no federal government debt obligations that have maturities equal to the 1.9-year weighted average principal maturity of the first two years of the contract;

(e) there are no federal government debt obligations that have maturities equal to the 1.9-year weighted average principal maturity of the third and fourth years of the contract; and

(f) the federal government debt obligations that are nearest in maturity to the weighted average principal maturity of the contract are 1- and 2-year maturities, and the yields on them are 3.0 per cent and 3.5 per cent respectively.

<i>Beginning of Year</i>	<i>Principal Balance</i>	<i>Interest Rate (%)</i>	<i>Interest Payment</i>	<i>Principal Payment</i>	<i>Payment Schedule</i>	<i>Weighted Principal Payment</i>
1	\$1,000,000.00	6.00	\$60,000.00	\$75,867.96	\$135,867.96	\$ 75,867.96
2	924,132.04	6.00	55,447.92	80,420.04	135,867.96	<u>1,848,264.08</u>
						\$1,924,132.04

Weighted Average Principal Maturity

$$\$1,924,132.04 / \$1,000,000 = 1.92413204 \text{ or } 1.9 \text{ years}$$

By applying the above method:

(1) the weighted average principal maturity of the payment schedule of the first two years of the contract is 1.9 years;

(2) the interest rate issued by the federal government on the closest maturities of debt obligations of 1 year and 2 years are 3.0 and 3.5 per cent, respectively; therefore, using linear interpolation, the interest rate issued by the federal government on debt obligation that has a maturity equal to the weighted average principal maturity of the payment schedule of the first two years of the contract is 3.45 per cent. This amount is calculated as follows:

$$3.0 + [((3.5 - 3.0) \times (1.9 - 1.0)) / (2.0 - 1.0)];$$

$$= 3.0 + 0.45$$

$$= 3.45\%; \text{ and}$$

(3) the producer's contract rate of 6 per cent for the first two years of the loan is within 700 basis points of the 3.45 per cent interest rate issued by the federal government on debt obligations that have maturities equal to the 1.9-year weighted average principal maturity of the payment schedule of the first two years of the producer's loan contract; therefore, none of the producer's interest costs are considered to be non-allowable interest costs for purposes of the definition **non-allowable interest costs** in subsection 1(1) of these Regulations.

<i>Beginning of Year</i>	<i>Principal Balance</i>	<i>Interest Rate (%)</i>	<i>Interest Payment</i>	<i>Principal Payment</i>	<i>Payment Schedule</i>	<i>Weighted Principal Payment</i>
1	\$1,000,000.00	6.00	\$60,000.00	\$75,867.96	\$135,867.96	
2	924,132.04	6.00	55,447.92	80,420.04	135,867.96	
3	843,712.01	8.00	67,496.96	79,321.38	146,818.34	\$ 79,321.38
4	764,390.62	8.00	61,151.25	85,667.09	146,818.34	<u>1,528,781.24</u>
						\$1,608,102.62

Weighted Average Principal Maturity

$\$1,608,102.62 / \$843,712.01 = 1.905985$ or 1.9 years

By applying the above method:

(1) *the weighted average principal maturity of the payment schedule under the first two years of the contract is 1.9 years;*

(2) *the federal government debt obligations that are nearest in maturities to the weighted average principal maturity of the contract are 1- and 2-year maturities, and the yields on them are 3.0 and 3.5 per cent, respectively; therefore, using linear interpolation, the interest rate issued by the federal government on debt obligation that has a maturity equal to the weighted average principal maturity of the payment schedule of the first two years of the contract is 3.45 per cent. This amount is calculated as follows:*

$$3.0 + [((3.5 - 3.0) \times (1.9 - 1.0)) / (2.0 - 1.0)];$$

$$= 3.0 + 0.45$$

$$= 3.45\%$$

(3) *the producer's contract interest rate, for the third and fourth years of the loan, of 8 per cent is within 700 basis points of the 3.45 per cent interest rate issued by the federal government on debt obligations that have maturities equal to the 1.9-year weighted average principal maturity of the payment schedule under the third and fourth years of the producer's loan contract; therefore, none of the producer's interest costs are considered to be non-allowable interest costs for purposes of the definition **non-allowable interest costs** in subsection 1(1) of these Regulations.*

SCHEDULE X (Generally Accepted Accounting Principles)

1 Generally Accepted Accounting Principles means the recognized consensus or substantial authoritative support in the territory of a USMCA country with respect to the recording of revenues, expenses, costs, assets and liabilities, disclosure of information and preparation of financial statements. These standards may be broad guidelines of general application as well as detailed standards, practices and procedures.

2 For purposes of Generally Accepted Accounting Principles, the recognized consensus or authoritative support are referred to or set out in the following publications:

(a) with respect to the territory of Canada, *The Chartered Professional Accountants of Canada Handbook*, as updated from time to time;

(b) with respect to the territory of Mexico, *Las Normas de Información Financiera*, adopted by the *Instituto Mexicano de Contadores Públicos A.C. (IMCP)*, including the *boletines complementarios*, as updated from time to time; and

(c) with respect to the territory of the United States, Financial Accounting Standards Board (FASB) Accounting Standards Codification and any interpretive guidance recognized by the American Institute of Certified Public Accountants (AICPA).